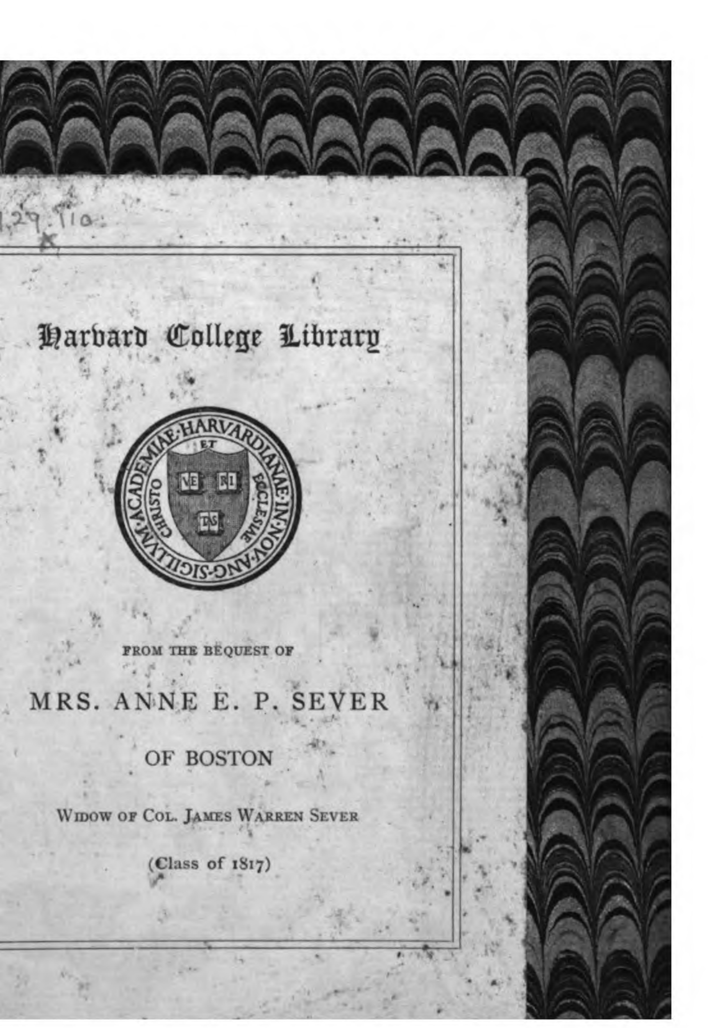
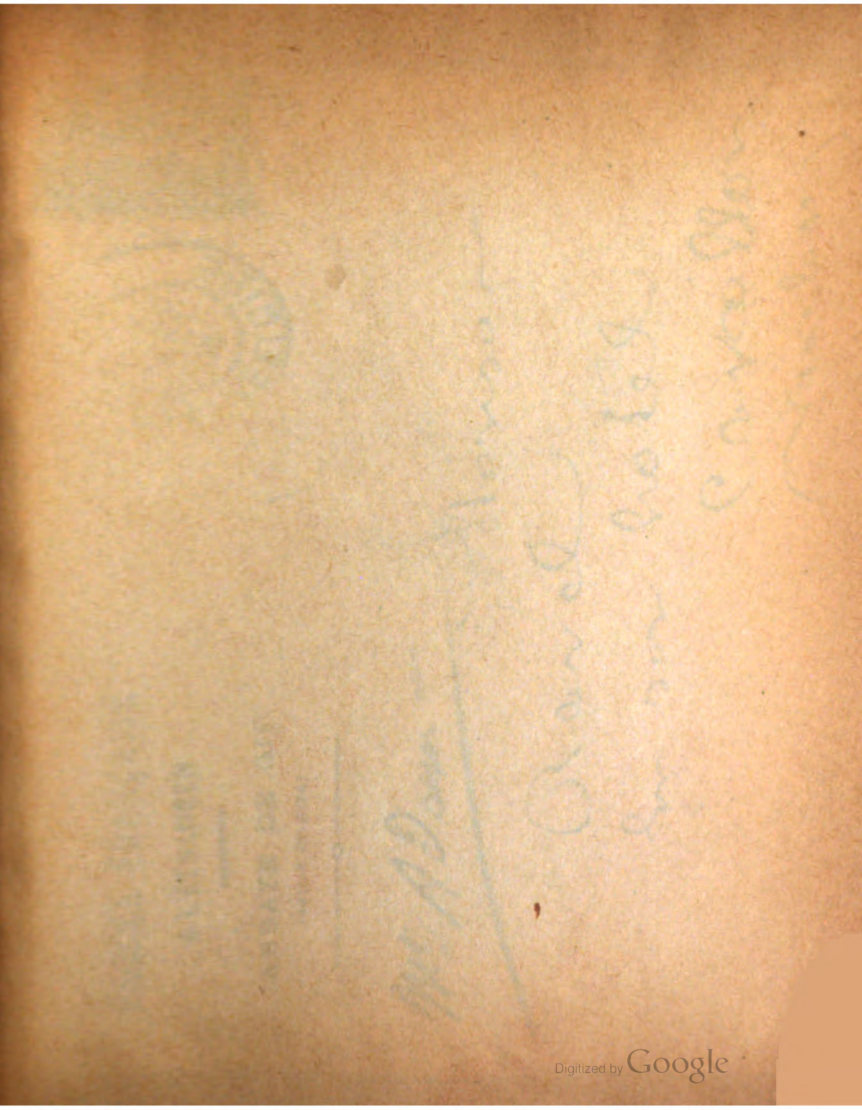




129.110
Harvard College Library
CHRISTO ET ECCLESIAE
VE RI TAS
SIGILLVM·ACADEMIAE·HARVARDIANAE·IN·NOV·ANG·
FROM THE BEQUEST OF
MRS. ANNE E. P. SEVER
OF BOSTON
Widow of Col. James Warren Sever
(Class of 1817)





PAROLE FRANÇAISE

A L'ÉTRANGER

ABBAYE DE GIF

(SEINE ET-OISE)

Mr A. Dom

Monsieur

Rand

en son hotel

Cavaillon

(Vaucluse)

PAROLE FRANÇAISE
A L'ÉTRANGER

ABBAYE DE GIF
(SEINE ET-OISE)

28 7bre 1905

Cher Monsieur,

Vous savez toujours accompagner votre
[illegible]

is merveilleusement d'un
mot aimable.

Toute ma sympathie

Juliette Adam



5e Année. — Nc 97. 21 Octobre 1904.

PAROLE FRANÇAISE à L'ÉTRANGER

PAR

Madame ADAM

(JULIETTE LAMBER)

Paraissant le 7 et le 21 de chaque mois

C'est combattre pour son droit que défendre le droit chez les autres.

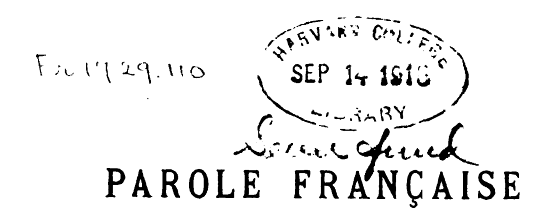




ABBAYE DE GIF

(Seine-et-Oise)





PAROLE FRANÇAISE

A L'ÉTRANGER

Le prix de l'abonnement est de

DOUZE FRANCS

***

S'adresser à Madame Adam, Abbaye de Gif (Seine-et-Oise)
pour toutes communications relatives
à cette publication.



Parole française à l'Étranger

Abbaye de Gif, 17 octobre 1904.

En principe nous devons nous réjouir de voir la France, au milieu de ses ambitions coloniales qu'il reste à discuter, ne pas commettre la faute tunisienne, faute encore et toujours irréparable, quoi qu'on dise, et dont une des conséquences, voulue par notre plus implacable ennemi, le prince de Bismarck, a été de jeter un peuple latin dans les bras de l'Allemagne. L'Italie aujourd'hui, j'en conviens, fait volontiers, à époque espacée ou rapprochée, un tour de valse avec nous, selon l'expression goguenarde de M. de Bulow, mais elle « travaille » avec l'Allemagne et n'a rien oublié de ses griefs.

Nous pouvions encore, dans la nouvelle aventure que nous amorçons au Maroc, blesser l'Espagne là où les blessures internationales s'enveniment le plus : dans ses convoitises.

Il paraît que nous ne l'avons pas fait, que la convention signée entre elle et nous ces derniers jours lui donne toute satisfaction. Tant mieux en la circonstance. Après la Patrie, la race !

Mais la Patrie est-elle d'abord sauvegardée ? Le cycle des conquêtes nouvelles dans lequel nous allons entrer ne sera-t-il pas fermé par la clef que nous remettons à notre voisine ?

Gibraltar à l'Angleterre, Tanger à l'Espagne, n'est-ce pas nous placer entre deux feux quand nous n'avions qu'à nous garer d'un seul ?

Nos oreilles sont pleines du mot redondant de « pénétration pacifique ». Or lesquels parmi ceux qui abusent de ce mot y croient ? Une pénétration pacifique chez les Berbères est l'utopie la plus dangereuse qui puisse s'imposer. Rappelons-nous ce que la conquête de la Kabylie nous a coûté. On soumet des Berbères par le courage, par la force, on ne peut les pénétrer qu'après les avoir soumis.

Les Musulmans apporteront un jour des sur-

prises à ceux qui croient les avoir assimilés par la tyrannie : ils provoqueront des admirations comme les Japonais en provoquent à cette heure. Leur éveil actuel, si on le suit de la Chine à l'Inde, de l'Égypte à l'Algérie, est stupéfiant. Ils possèdent jusqu'au fanatisme la foi qui soulève les montagnes, ils puisent un mode de vie unitaire, d'un bout du monde à l'autre, non dans le méli-mélo des échanges de peuple à peuple, mais dans le livre séculaire et sacré qui leur enseigne les vertus intimes, la sobriété, l'héroïsme, l'amour farouche de l'indépendance.

Sans doute les Musulmans qui n'ont pu garder leur isolement perdent de leurs énergies et ont pu se laisser à demi pénétrer « pacifiquement », mais après de lentes conquêtes.

S'ils ne sont pas tout d'abord domptés par la force, les Musulmans restent, comme les Marocains, mystérieusement et jalousement gardés de tout contact; ceux-là ont amassé des trésors de résistance dont on ne peut calculer la puissance. Prenons garde de donner aux deux cent millions de Musulmans l'occasion de s'enthousiasmer pour une nationalité musulmane encore informe, mais que l'invasion cimenterait et qui donnerait

aux disciples de Mahomet conscience de leur valeur et de leur vaillance comme les Japonais la donnent aux Jaunes.

La « pénétration pacifique » vis-à-vis des Marocains est un mot redondant et vide de sens comme la paix universelle. Si l'Angleterre, si habile en l'art des intrigues et des pénétrations pacifiques « par tous les moyens », avait pu pénétrer « pacifiquement » le Maroc à l'aide de ses Harris et consorts, croit-on, en vérité, qu'elle nous l'eût « repassé », fût-ce au prix de l'Égypte où elle avait, grâce à nos lâchetés journalières, libre jeu avec plus de temps pour atteindre son but?

On répète beaucoup : « Le Maroc n'est pas un tout, il est formé de tribus indépendantes qui se font la guerre et n'ont de commun que le fanatisme ». Justement, la « pénétration pacifique » comprise certainement à « l'algérienne », avec des colons, des employés qui traitent les Musulmans comme des êtres moralement inférieurs, surexciterait le fanatisme et donnerait de la cohésion aux résistances.

Je trouve dans un mémoire que m'envoie M. Bediéra, d'Oran (mémoire d' « un véritable

intérêt », malgré certaines utopies, et qui conclut à la nécessité de notre protectorat au Maroc), des considérations qui m'apportent un argument, quoiqu'elles soient contraires à mon propre jugement et affirment les possibilités de la « pénétration pacifique ».

« Le parti maraboutique, m'écrit M. Gratien Bediéra, celui des marabouts, des confréries religieuses et de l'indépendance des tribus, serait volontiers abandonné par les Marocains pour le parti du sultan, si le gouvernement, le Makhzen, n'était atroce d'exactions, de tueries, de razzias, de désordre, de pillage, avec impossibilité complète pour les administrés de vivre tranquilles et de travailler. Il est facile de comprendre que les Marocains préfèrent encore leur indépendance tributique qui n'en a d'ailleurs été que la conséquence. C'est en effet l'horrible gestion du Makhzen qui a amené petit à petit l'affaiblissement du pouvoir central, les révoltes répétées et enfin l'indépendance quasi-définitive des tribus. Le protectorat de la France peut imposer la justice au Makhzen, affirme M. Bediéra. »

Or je sais par un Marocain à quel point le parti maraboutique est informé de la situation

inférieure des Musulmans en Algérie; on voit l'argument suprême que lui donnerait, le cas échéant, le mépris révoltant de la loi française qui accorde aux Juifs des droits politiques électoraux qu'elle refuse aux Musulmans. Comment veut-on qu'un protectorat franco-algérien, greffé sur l'odieux gouvernement du Makhzen, puisse convaincre « pacifiquement » les Marocains que nous apporterions l'ordre moral, la justice, l'équité au Maroc?

Il fallait, d'accord avec l'Espagne sur les points où elle reconnaissait la légitimité de la conquête de nos sphères d'influence, faire (si tant est qu'elle fût nécessaire à la grandeur de la France) la conquête du Maroc au moment de la guerre du Transwaal. Tout ce que nous pouvons faire aujourd'hui, sous l'égide d'Albion, surveillés, entravés ou conseillés par elle, ne peut être que danger, que duperie et que ruine.

Un Anglais dit toujours la vérité sur les actes de l'Angleterre. Cette fois encore elle a été dite, et cette phrase doit être à tout jamais gravée dans notre mémoire : « En échange des miraculeuses fécondations du Nil, l'Angleterre a donné à la France, au coq gaulois, « du sable à gratter » !

L'Angleterre a mis en œuvre toutes ses batteries, aidée en cela par l'Allemagne, pour que l'Espagne ne cède en rien sur la question de Tanger; c'est pour elle un triomphe d'avoir repoussé la France d'un vis-à-vis dangereux à Gibraltar. Voilà une première cession qui réduit d'autant ce que l'entente cordiale nous a soi-disant donné. A qui le tour maintenant, jusqu'à ce que, après les autres, Albion vienne de nouveau réclamer quelque chose?

Si avec cela le prétendant et Bou-Amana parviennent à nous faire constituer une zone neutre, on se demande d'abandon en abandon ce qui nous restera.



En Angleterre, la curieuse comédie de l'entente secrète et des divergences publiques de M. Balfour « Premier » d'Angleterre, et de M. Chamberlain « Premier Anglais », se continue. Il s'agit pour eux de mixturer à tel point les principes libre-échangistes et protectionnistes qu'aucun argument ne soit laissé intact dans le camp des

adversaires. M. Chamberlain a fait l'abandon de ses théories les plus absolues; il n'affirme plus ce qu'il affirmait et que des statistiques précises avaient réduit à néant; aujourd'hui il sentimentalise, il veut voir l'Angleterre rapprochée de ses bien-aimées filles coloniales, mère sublime qui, pour resserrer les liens familiaux, a toutes les ingéniosités et va jusqu'au sacrifice. Cette maternité qu'on nomme l'impérialisme donne au député de Birmingham des accents auxquels l'électeur, le grand Joë l'espère du moins! ne pourra résister.

M. Balfour a fait une trouvaille. Comme ministre, il ne partage pas les idées de M. Chamberlain; mais, s'il redevient député, il votera avec lui! Que vous en semble? Peut-on pousser plus loin le caméléonage?

Au demeurant et tout ce que disent les ministériels et les chamberlainistes le prouvent, il ne s'agit ni de questions économiques, ni de protectionnisme, ni d'impérialisme, ni de crise industrielle et commerciale future, il s'agit de la future présidence du conseil de M. Chamberlain. Le « Premier » Anglais veut devenir le Premier d'Angleterre.

Déjà M. Chamberlain prépare son ministère. Voici lord Milner, qu'il eût peut-être été difficile, sans un intermède, à cause de sa malfaisance et de son insuccès notoire, de bombarder ministre, qui donne sa démission et quitte le Transwaal, haï de tous les capitalistes pour son étroitesse d'esprit, pour son entêtement, des ouvriers auxquels il a enlevé leur travail par l'immigration chinoise, des hommes politiques parce qu'il a faussé l'esprit des partis, des Boërs, parce que, méchant, hargneux, il n'a cessé de faire obstacle à toute distribution des 75 millions de l'indemnité qui leur avaient été officiellement promis.

Créature aveugle de M. Chamberlain, lord Milner, s'il arrive au pouvoir sous les ordres de son chef et ami, fera autant de mal aux intérêts de la Métropole qu'il en a fait à ceux du Transwaal et de l'Orange.

Si M. Chamberlain a réussi à faire de la politique anglaise un imbroglio où lui seul et son copain M. Balfour peuvent se reconnaître, il a eu le don de troubler au Canada et surtout en Australie des situations politiques très claires.

A Sydney la passion protectionniste ou libre-échangiste a faussé tous les termes qui dési-

gnaient les partis. Peu à peu les protectionnistes irréconciliables qui rendent le gouvernement de M. Reid libre-échangiste intenable par leur obstruction, se disent, pour n'avoir plus à discuter sur un fait défavorable à leur cause, tout simplement chamberlainistes. A ce jeu il est impossible de les saisir, M. Chamberlain étant le plus ondoyant et le plus divers parmi les hommes que Montaigne a jugés.

Les très prochaines élections anglaises seront pour nous d'un intérêt passionnant. La lutte se personnifiera dans un homme qui a toutes les ambitions, toutes les audaces personnelles, toutes les ressources du sport parlementaire pour les combats électoraux.



On dit pour la centième fois que les « rapports entre l'Allemagne et l'Angleterre sont des plus tendus à la suite d'une affaire d'espionnage ». Les rapports de l'Allemagne et de l'Angleterre « tendus », voilà une rengaine d'attrappe-nigaud. Certes, un lointain avenir les tendra,

ces rapports, mais pas avant que les deux goules n'aient encore sucé le sang de plusieurs nations vivantes !

Une très grave question est pendante dans une toute petite en Allemagne, à propos de la succession de la principauté minuscule de Lippe.

Le prince régnant de Lippe, Charles Alexandre, ne règne pas. Il est « faible d'esprit ». Un régent, le comte Léopold de Lippe-Biersterfel, voudrait, à la mort de Charles Alexandre, garder le pouvoir et il s'est adressé à la Diète de Lippe pour qu'elle décide du règlement de la succession. La Diète, travaillée par les partisans du prince de Schaumbourg-Lippe, beau-frère de Guillaume II, n'a consenti à prolonger ses pouvoirs en cas de mort du prince régnant affligé d'une maladie mentale que pour deux ans.

Le comte régent trouve que le peu de durée des pouvoirs que la Diète lui accorde en cas d'ouverture de la succession peut jeter le pays dans des troubles intérieurs graves. Il demande à soumettre sa cause à la décision d'un tribunal. Il fait appel à la protection énergique des États allemands.

Ceci s'explique par l'ingérence quelque peu intempestive de Guillaume II dans l'affaire. Le Kaiser a pris parti pour son beau-frère, le déclarant successeur légitime de Charles Alexandre, par suite d'une convention secrète de 1886 entre le dernier prince régnant Waldemar de Lippe Detmold et Adolphe Georges de Schaumbourg, qui devait assurer à sa branche, à l'exclusion des autres, la succession du trône de Lippe.

Les gouvernements confédérés se sentent atteints dans leur indépendance par l'intrusion de Guillaume II dans le règlement de leurs affaires intérieures. Aussi protestent-ils et encouragent-ils le régent de Lippe à dissoudre la Diète et à en appeler au pays pour décider de la question.

Une dépêche autoritaire de Guillaume II est jugée très sévèrement en Allemagne. M. de Bulow a essayé en vain d'en atténuer l'effet en en dénaturant les termes, mais le procédé commence à être quelque peu usé. On trouve que le grand chancelier eût mieux fait d'user de son influence pour empêcher cette dépêche de partir.

Si minime que puisse être la liste civile de la principauté de Schaumbourg-Lippe, Guillaume II

n'y serait pas insensible pour sa sœur. En vrai Hohenzollern, il ne dédaigne pas les petits profits pour lui et pour les siens. On sait qu'il mêle les questions des dépenses de l'État à celles de ses petites économies intérieures.

Le Kronprinz, son fils, ne dédaigne pas non plus ses intérêts personnels. Trouvant que ses domaines d'Œls ont été trop imposés, il assigne devant le conseil de préfecture de Breslau l'administration des finances de l'Empire.

On raconte que Guillaume II, malgré son amour de la parade, n'a pas fait de démarches pour devenir le parrain du Prince royal d'Italie, à cause de la question des cadeaux. Le Sultan disait un jour avec cet esprit mordant et fin qu'on ne peut lui contester : « Nous avons les mêmes goûts, l'Empereur d'Allemagne et moi. J'aime à faire des présents et lui à en recevoir. »



Il semble que l'Italie se prépare à arracher au grand Turc l'une de ses possessions. On parle beaucoup du rappel de la classe 1880 nouvelle-

ment envoyée en congé, et ce rappel donnera quelque crédit aux bruits d'une expédition en Tripolitaine qui circulent.

Des conversations avec plusieurs hommes d'État italiens il résulterait que le voyage de M. Giolitti à Hambourg aurait eu pour but d'obtenir l'acquiescement de l'Allemagne, le Roi ayant déjà celui de la France depuis son voyage à Paris et l'Angleterre s'engageant à laisser faire pour reconnaitre les services que lui a rendus l'Italie au Somaliland.

Puisque la France est à Tunis, que l'Espagne est à Tanger, il est assez logique que l'Italie soit à Tripoli et que les peuples latins aient pour voisins aux rives méditerranéennes des peuples latins. Mais comme il eût été préférable, et cela se pouvait avant la conférence de Berlin, que ces trois possessions, au lieu d'être octroyées une à une, par les ennemis de la race latine, à chacun de nous, eussent fait l'objet d'une entente d'une triplice qui nous eût liés étroitement !

C'était le rêve d'un ami fidèle de la France, de Cairoli. Nous en avions parlé avec passion. L'Italie, si cette politique eut été faite, ne serait pas allée à Massouah « gratter le sable » pour le plus

grand profit de l'Angleterre. Les épreuves sanglantes de l'Érythrée lui eussent été épargnées: Elle ne serait pas l'amie utile et précieuse de l'Allemagne.

Si la colonie italienne en Égypte n'était pas surtout maltaise et en lutte avec l'Angleterre qui veut démarquer la nationalité de Malte, la présence de l'Italie à Massouah eût encore aidé davantage l'Angleterre dans ses conquêtes africaines.

On espérait à Londres, sur la foi des affirmations ministérielles, que le Mullah Fou était à tout jamais repoussé, qu'on n'entendrait plus parler de lui et qu'on allait enfin bénéficier des 150 millions dépensés pour l'expédition qui l'avait vaincu et exploiter les richesses de la région conquise.

Mais voilà que le Mullah Fou reparaît, qu'il pille à nouveau les caravanes et qu'une expédition coûteuse paraît encore nécessaire aux Anglais pour gratter un peu de sable à leur tour, la côte des Somalis étant la plus désolée, la plus infertile peut-être de l'Afrique.

Dans toute l'Italie l'agitation électorale est à son comble; les partis se classent à nouveau, les républicains s'allient aux socialistes, tandis que

les radicaux dont les membres sont au pouvoir se séparent des socialistes et acceptent la protection du gouvernement.

Les discours brusquement préparés pleuvent de toutes parts. Hier dimanche ç'a été une inondation. L'activité des socialistes dans le midi et en Sicile est prodigieuse, cependant on ne paraît pas craindre de troubles. Cinq grandes semaines vont être consacrées à la consultation du pays. Jusqu'à ce jour le gouvernement n'a pas fourni à ses adversaires de terrain électoral pour le combattre. Le triomphe du prolétariat est la seule plate-forme socialiste. Victor-Emmanuel est très populaire, M. Giolitti très habile. L'appoint des radicaux lui sera utile autant que lui-même le sera aux radicaux. La campagne s'annonce donc bien pour le ministère.

Un peu de laisser-aller à l'irrédentisme ne peut nuire au cabinet. Aussi très discrètement M. Giolitti préviendra-t-il les irrédentistes de ne pas lui créer « trop d'embarras ».

On s'est beaucoup ému à Vienne et à Berlin des troubles d'Innsbruck et surtout de l'ardeur avec laquelle l'opinion publique en Italie a pris parti pour « les opprimés » de l'Autriche.

Les Italiens n'oublient pas. Leur patriotisme ne connait pas la lassitude que le temps amène chez d'autres peuples. Pour qui se rappelle ce qu'étaient Venise et Milan avant la délivrance, il est facile de comprendre que l'âme de la Patrie italienne tressaille tout entière à la moindre émotion, au moindre appel des frères de Trieste et du Trentin.

Le peuple italien ne pardonne pas à l'Empereur d'Autriche de n'avoir pas rendu la visite du Roi Humbert à Vienne dans Rome capitale, et, malgré la Triple-Alliance, François-Joseph est toujours « l'ennemi ».



En Hongrie, les luttes épiques du printemps dernier vont-elles recommencer? Le comte Tisza n'a pas renoncé à imposer à la Chambre un règlement contre l'obstruction. Il a proposé la nomination d'une commission de vingt et un députés appartenant à tous les groupes et qui seraient chargés de faire le projet d'un nouveau règlement rendant l'obstruction impossible. Les avancés du parti Kossuth, menacés de se voir arracher l'arme qui les a plus d'une fois rendus

victorieux, refusent de nommer des délégués parmi eux. L'opposition tout entière voit dans cette proposition du comte Tisza une preuve de plus de son amour du gouvernement autoritaire.

Il vient d'ailleurs de fournir à ses adversaires une preuve de cet amour en déclarant que, « vu l'impossibilité de terminer le vote du traité de commerce provisoire avec l'Italie avant le terme du 18 octobre, mais avec la certitude qu'il sera voté après, il mettra ce traité en vigueur, par ordonnance, sous la responsabilité personnelle du ministère ».

On imagine si après cette déclaration les adversaires du président du conseil ont crié à la dictature, à la violation de la Constitution, s'appuyant d'ailleurs sur les lois de 1899 qui interdisent les négociations « avant la fixation parlementaire du tarif autonome ».

Les partis extrêmes, représentés d'ailleurs par de petites fractions, vont jusqu'à dire que la façon dont M. Tisza comprend la réglementation des débats est une provocation aux groupes visés, qu'il espère les jeter hors de leurs gonds et trouver dans leurs excès le prétexte d'une dissolution.

Le « péril » (c'est le mot dont se servent les fanatiques de l'obstructionnisme) rapproche à cette heure les extrêmes de l'opposition modérée qui seule peut faire triompher la résistance; mais on dit que, parmi les membres de cette opposition, plus d'un trouve dangereuse la possibilité de livrer la conduite des discussions à une minorité infime qui abuse de tolérances excessives et entame à tout propos la dignité des séances parlementaires. Le parti Apponyi, le groupe Banffy, les indépendants, les catholiques populaires sont d'accord pour soutenir une lutte acharnée contre les modifications au règlement voulues par M. Tisza. Les Kossutistes hésitent. J'ai dit déjà que plus d'un d'entre eux, s'il l'osait, prendrait parti pour le comte Tisza. Si le mouvement d'esprit des amis modérés de François Kossuth se continuait, c'en serait fait de la belle unité de l'opposition, au moment où elle a le plus besoin de serrer les rangs.



Les revendications tchèques ont de désolantes ressemblances avec le rocher de Sisyphe. Des

efforts surhumains sont dépensés pour remonter la lourde pierre et sans cesse elle retombe.

Il semble à cette heure aux amis de la Bohême que la tyrannie germanique soit plus que jamais triomphante. M. de Kœrber s'emploie de toutes ses forces à fournir aux Allemands les occasions d'opprimer les Slaves, de contester, de nier leurs droits les plus absolus, de repousser toujours plus loin leurs espoirs de justice et d'équité.

Le président du conseil vient de trouver une formule qui est une sorte de défi aux nationalistes slaves. Il a pour programme, dit-il, « la garantie de la possession nationale des Allemands ».

Mais ces garanties nationales, les Germains de Bohême les possèdent toutes sans qu'il leur en manque aucune, et cela au détriment des garanties nationales slaves.

A l'avenir comme par le passé, mais cette fois érigés en principe et non plus hypocritement, les droits politiques et nationaux des Tchèques resteront dans le plus lointain avenir subordonnés au bon plaisir des Allemands !

Le Dr Hérold, le plus influent des députés

tchèques, a, dans un article remarquable, flétri le caractère germanique accapareur de tous les droits et ne tolérant pas que les autres obtiennent ce qu'ils ont eux-mêmes. « La prétendue « garantie » de la possession nationale allemande, écrit le D[r] Hérold, signifie que les prérogatives et les injustices germaniques doivent toujours être maintenues, que les iniquités de la loi électorale ne doivent jamais être abolies, que la suprématie de la langue allemande dans l'administration doit toujours subsister, que la création de nouvelles écoles et institutions slaves, alors même que leur besoin est incontestable, doit toujours dépendre du consentement des Allemands; que la nomination des fonctionnaires de l'État doit être faite dans un esprit national allemand et, en un mot, que toute évolution, tout progrès national politique et intellectuel des nationalités non allemandes sera arrêté et rendu à tout jamais impossible ».

La Diète du royaume de Bohême s'est ouverte pour se fermer comme chaque année. Le gouverneur de Bohême, le comte Coudenhove, a prêché la conciliation; il a adjuré les députés allemands de songer aux projets de secours à la

population des campagnes, aussi bien allemande que tchèque. Rien ne mord sur l'obstination allemande. Aussi la proposition a-t-elle été repoussée. L'obstruction à la Diète de Bohême par les Allemands, à celle de Vienne par les Tchèques va continuer, s'enchevêtrant, et finalement nuire à tous les intérêts sans qu'on puisse prévoir quand la conciliation nécessaire sera possible.

Les Tchèques chez eux, fondateurs du royaume de Bohême, conscients de la valeur de leur race dans tous les champs de l'intellectualité, du savoir humain, race artiste dans toutes les formes de l'art, les Tchèques, dis-je, subissent, révoltés, exaspérés, les intolérables injustices d'un peuple qui leur prend leur air, leur terre, qui piétine sur leur fierté, qui les enserre dans les mailles gouvernementales de façon à ce qu'ils ne puissent les briser, monstrueux exemple de l'entêtement, de l'égoïsme féroce, implacable, négateur de toute justice et de tous droits, du germanisme.



Il paraît bien que les fameuses promesses de réformes en Macédoine et les soi-disant efforts

de la Turquie pour les réaliser étaient de simples paroles.

Les Puissances se sont prêtées avec une longanimité à laquelle il est trop facile de trouver des analogies avec la faiblesse aux comédies de mansuétude du Sultan, aux essais d'organisation d'un corps de gendarmerie destiné à assurer l'ordre et que la Porte s'était engagée à mener à bien.

On pouvait s'attendre à un insuccès partiel, toute réforme turque rencontrant le mauvais vouloir le plus actif de l'administration et de l'armée turques, c'est un insuccès presque complet qu'il faut constater.

Seuls les officiers français à Serres, les Anglais à Drama ont pu faire quelque chose, rétablir un peu d'ordre, ce qui prouve que sans les entraves de la Porte on eût réalisé ce « quelque chose » partout.

Le programme de Muerzstag est donc à recommencer. D'affreux crimes continuent à se commettre, et c'est avec révolte qu'on lit chaque jour la liste des victimes. L'*Echo d'Orient* nous en donne une liste qui toujours s'allonge.

Les bandes bulgares semblent choisir de pré-

férence pour leurs exploits les écoles grecques. Elles chassent les instituteurs et les remplacent par leurs créatures, chargées de convertir les enfants grecs au schisme bulgare.

Les petits villages grecs clairsemés dans les campagnes macédoniennes, dans lesquels les hommes sont rares, qui ont à subir ou à craindre chaque jour des attaques dont rien ne les protège, vivent dans une terreur continuelle.

Pauvre Grèce! il semble que ses ennemis se multiplient et s'entendent pour affaiblir son influence, pour rendre impuissantes ses revendications les plus légitimes, pour décourager et raréfier les Grecs qui s'efforcent de garder à l'Hellénisme ses droits séculaires d'occupation.

Ce qui se passe en Épire, terre grecque autant que terre peut l'être, devient angoissant pour le patriotisme hellène. L'Épire se dépeuple de Grecs, qui fuient la ruine, l'exaction, la férocité fiscale turque; ils émigrent et ne reviennent plus. Les Turcs forçant ceux qui restent à payer pour ceux qui partent, bientôt les premiers partent à leur tour. Et les belles terres d'Épire demeurent stériles, et les Roumains, les Italiens remplacent

peu à peu les Grecs qui perdent ainsi une part des possibilités de l'occupation future. Qu'y faire?



L'un de mes amis russes m'écrit, et je confesse que j'y puise une sorte de consolation dont j'ai grand besoin : « Avez-vous remarqué que l'honneur des guerres revient généralement à certains vaincus, aux défenseurs héroïques des places assiégées. Sébastopol et Totleben ont eu la gloire de la guerre de Crimée ; Osman Pacha à Plewna, Radestki à Schipka sont les héros de la guerre de 1877 ; il en sera ainsi après cette guerre : les héros seront Stoessel et les défenseurs de Port-Arthur. Un homme surgira aussi, celui-là vraiment génial, ajoute mon ami, c'est l'homme dont on dit tout bas le nom, qui, au travers de tous les dangers, à l'aide de ruses extraordinaires, ravitaille Port-Arthur.

Je n'ai pas encore eu le courage de parler de l'offensive du général Kouropatkine et de ses défaites des derniers jours, mais les pages s'épuisent, et il faut bien que j'aborde le sujet

si douloureux à mon cœur d'amie passionnée de la Russie. J'ai d'autant plus souffert que je croyais enfin Kouropatkine maitre de la conduite de son armée, se repliant avec sécurité, allant vers son ravitaillement, vers ses renforts dans la proportion où les Japonais s'en éloignaient, marchant vers ces plaines où sa cavalerie, si inutile dans les montagnes qui entourent Liao-Yang et Moukden, pourrait enfin se déployer.

Lorsqu'on voit ce que 4,000 Cosaques font en Corée, on imagine ce qu'ils pourraient apporter d'aide à l'armée russe dans un pays où leurs charges seraient faciles, mais hélas! quand j'ai vu l'amiral Alexeiff, l'homme fatal, le Witte de l'armée, l'auteur responsable de toutes les offensives malheureuses, l'ennemi dangereux du général Kouropatkine, aller à Pétersbourg, je me suis attendue à tout ce qui arrive, à l'ordre immédiat d'attaquer, l'ordre de vaincre...

Or on ne peut vaincre un ennemi comme les Japonais, ennemi endiablé, qui rebondit dans toute lutte, qui se rue à l'assaut des régiments comme on se rue à l'assaut d'une place forte, si on le tient en haleine, en entraînement, si on

lui fournit l'occasion constante de se maintenir en excitation et en fanatisme guerrier. Ce qu'il faut, c'est le laisser se détendre et s'user.

Hélas! depuis le début de la guerre, l'influence qui ordonne l'attaque où la défensive est à peine possible, qui croit en « état » ce qui est à peine préparé, qui veut des résultats « tout de suite », a cette fois encore triomphé dans la défaite.

L'ordre du jour du général Kouropatkine lui a été dicté, imposé. Ce chef ultra-prudent, qui préside à tout, qui craint le risque et juge qu'une apparence de succès doit être pesée avec le poids de l'insuccès, n'a pu écrire seul ce qui a l'air d'une fanfaronnade.

Pauvre général Kouropatkine! est-il une torture comparable à celle d'un chef qui prend la responsabilité de ce qu'il repoussait, qui obéit aveuglément là où il faudrait qu'il discute avec clairvoyance? Sa carrière, son nom, sa réputation, sa popularité présente, sa figure dans l'histoire, tout est en cause, et, visé par un ennemi, « il est frappé d'action » comme on est frappé d'impuissance, il va en avant lorsque le salut est en arrière.

Le résultat le brise, il se reprend, soude à nouveau ce qu'il peut souder, espère, accumule jalousement, difficilement ses forces, se dit qu'avant peu il sera en possession de tous ses moyens, calcule le moment, songe que dans quelques semaines, à l'aide de quelques reculs patients il pourra espérer, saisir sa revanche...

Marche! marche sur l'heure! lui crie-t-on de Pétersbourg! marche à la délivrance de Port-Arthur!

Tandis que les Japonais font deux parts de la guerre, l'attaque de Port-Arthur, livrée à une armée spéciale et à la flotte, le général Kouropatkine, d'après les ordres qu'il reçoit, doit avoir en vue et la défaite de l'armée qui l'attaque et celle qui assaille Port-Arthur, et cela sans aide possible de la flotte russe immobilisée ou... en route.

Le sort de l'armée de Mandchourie ne devait pas dépendre du sort de Port-Arthur. Après la plus admirable, la plus immortelle défense, si Port-Arthur avait succombé, si Kouropatkine n'eut pas subi de défaite, que n'émiettant pas ses forces et obligeant les Japonais à semer les leurs dans des combats constants d'avant-postes,

le prestige de l'armée russe eût été moins atteint qu'il ne l'est à cette heure, malgré tous les faits d'héroïsme qui laissent sa réputation de courage, de vaillance intacte.

Combien de temps va-t-il falloir encore à l'armée russe pour se remettre de ce dernier choc? Et la leçon reçue servira-t-elle cette fois?

J'avais beaucoup remarqué ces derniers jours un article du *Novoié Vremia* communiqué à la presse par l'agence Havas, à propos d'un banquet dans lequel le comte Oyama avait dit que le Japon devait s'attendre à ce que la guerre durât deux années; le *Nouveau Temps* ajoutait que dans les hautes sphères administratives et militaires en Russie, on avait aussi toujours déclaré que la guerre serait de longue durée.

Alors pourquoi cette hâte, cette fièvre d'attaque, quand il est impossible de ne pas avoir la certitude que « le temps est pour la Russie ».

C'est donc bien parce que l'amiral Alexeiff ne se soucie des épargnes d'hommes que doit faire à cette heure la Russie à tel point éloignée des ressources qu'elle peut fournir à la guerre, ni au salut de l'armée, qu'il ne songe à rien autre qu'à

une question secondaire, qu'il sacrifie tout à son œuvre de Port-Arthur et qu'il trahit tous les autres intérêts supérieurs de la Russie pour celui-là. Esprit étroit, égoïste, malfaisant, pourquoi n'est-il pas jugé par nos amis et alliés tel qu'il doit l'être ? Il apparait de plus en plus comme le mauvais génie de cette guerre.

Le *Nouveau Temps* résume la situation de façon intéressante. Je cite seulement les passages principaux de cet article :

« Il y a chez nous des optimistes qui prétendent que la Russie aurait avantage à ce que la guerre durât longtemps. Ils disent qu'en culbutant trop vite les Japonais nous ne profiterions pas suffisamment de notre victoire. En nous faisant une idée fausse de la faiblesse de notre adversaire, nous nous bornerions, dans le traité de paix, à blesser l'amour-propre de l'adversaire au lieu d'établir fermement notre situation en Extrême-Orient.

« Après huit mois de guerre, la Russie comprend enfin qu'elle se trouve en face d'un adversaire de premier ordre, tant par ses qualités que par son armée et par sa flotte considérable. Maintenant que chacun est pénétré de l'impor-

tance de cette guerre, les difficultés que nous avons à subir doivent nous convaincre qu'avec un pareil adversaire il ne saurait y avoir de demi-mesures.

« Ou bien nous chasserons les Japonais du continent et leur prouveront par là que, malgré quelques premiers succès, ils ne sont pas de force à s'y maintenir, ou bien nous leur laisserons prendre pied sur le continent asiatique; mais alors nous nous serons créés un ennemi des plus redoutables sur les confins de notre empire. Nous espérons que la lutte difficile que soutiennent nos armées de Mandchourie nous ouvrira les yeux sur la grande signification de cette guerre et nous rendra sages à l'avenir ».

On ne peut, à mon avis, mieux dire en tant que russe, mais alors s'il s'agit d'un danger si grave pour la Russie, si des questions nationales de cette envergure, comme je le crois, sont en jeu dans la guerre russo-japonaise, que la sagesse, que la prudence président à toutes les opérations de la guerre, qu'on ne commette plus de fautes d'impatience, de hâte, qu'on se dise à Saint-Pétersbourg, là où l'on donne des ordres insuffisamment réfléchis d'offensive, que c'est de la

grande Russie, et non de Port-Arthur, si sublime soit-il, qu'il s'agit.

Et ce n'est pas seulement la Russie qui est en danger. L'Angleterre, la damnée tragédienne, joue son premier acte dans la guerre russo-japonaise. En ce moment elle fomente, à l'aide des congrégations bouddhistes dont la capitale religieuse est à Lhassa, une insurrection boxer pour chasser les Allemands de Kiao-tchéou.

Puis viendra notre tour : le Japon et l'Angleterre arment le Siam pour nous chasser de l'Indo-Chine.

La cause de notre alliée, qui combat contre « l'esprit » diabolique d'Albion et contre les armes japonaises, est donc aussi la nôtre.

Juliette ADAM.

447. — Lib.-Imp. réunies. MOTTEROZ, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

Parole française à l'Étranger

Cailian, 1er novembre 1904.

Les révélations du *Figaro* sur l'espionnage infâme qui classe nos officiers en deux catégories : un nombre minuscule d'ignobles dénonciateurs et un nombre incalculable de victimes, sont parvenues un instant à indigner cette Chambre et à réveiller le sens moral de l'opinion publique si lamentablement corrompue ou écœurée par l'affaire Dreyfus.

Quelqu'un peut-il douter à cette heure, aussi bien ceux qui travaillent criminellement que ceux qui s'en désespèrent, du succès de la désagrégation systématique de toutes nos forces morales et matérielles, de l'épuisement et de la dispersion de toutes nos ressources ?

La France vaincue à l'intérieur appartient à

ses ennemis qui la charcutent, la dépècent, et qui, dans leur haine de l'esprit de sa race, de son affinement, de sa générosité, de sa nature brillante, élégante et gaie, travaillent à en faire une bête traquée, inquiète, et surtout hésitante, ne sachant comment se soustraire à tant de pièges grossiers, comment faire tête à tant de malotrus associés par leur bassesse, leur envie de tout ce qui est supérieur dans la forme et dans l'idée.

Un Pelletan, un André, un Combes peuvent-ils donc physiquement, moralement, politiquement, personnifier la France ? Non, mille fois non. Ils ne sont rien autre chose que les agents du syndicat Dreyfus, réunion de tout ce que notre malheureux pays possède d'étrangers à la solde de nos ennemis, des Juifs travaillant avec leur méthode séculaire et mondiale à la destruction systématique de tout ce qui ne se monnaie pas à leur profit, de tout ce qui, sain encore, résiste à leurs contaminations.

Certes, ceux des Français que j'honore et que j'aime le plus souffrent atrocement de l'irrésistance du pays, de la poussée vertigineuse qui nous conduit aux abîmes, de leur impuissance à faire entendre les cris de détresse, mais ils souffrent moins que moi à cette heure !

Je trouve, en écrivant mes mémoires, tant d'avertissements que je n'ai pas voulu comprendre, tant de clartés que je n'ai pas voulu voir, tant d'appels que je n'ai pas voulu entendre, que je voudrais aujourd'hui, me reconnaissant responsable et coupable, donner ma vie dans une action quelle qu'elle soit, qui me fasse expier mes aveuglements et ma faute.

« Qu'elle était belle ma République sous l'Empire », noble dans tous ses principes, généreuse, libérale, ardente à la recherche de la vérité « en marche », de la justice supérieure, de la largeur des idées, de l'élévation de ceux qui étaient en bas, fanatique dans ses partisans désintéressés et sincères de tout ce qui pouvait arracher à la matière ses secrets bienfaisants pour l'homme, fanatique de la science élevée au niveau de la religion. Toutes nos aspirations républicaines se résumaient alors dans un mot : « le Progrès » qui représentait, pour nous démocrates, l'aristocratie des choses, dans le sens grec du « meilleur ».

Nous aussi nous aimions l'Humanité, mais nous voulions être pour elle des éducateurs, des révélateurs d'un idéal du « bon, du beau et du bien », comme nous disions, idéal qui eût élevé la France au-dessus des autres nations, fait du

régime républicain un exemple dont les tyrans eux-mêmes auraient été forcés de tenir compte.

Leur République, à ces gens qui ont bénéficié par un vol éhonté de notre vocabulaire, de tous nos sacrifices, qui ont extorqué notre héritage, leur République est notre humiliation à nous, qui la rêvions haute, fière, supérieure, prospère, libérale, heureuse, et qui la voyons abaissée, honteuse, inférieure, vilainement grugée, tyrannique et misérable!

Ces révélations du *Figaro* sont venues à point au moment où, par une dernière infamie, le Dreyfusisme veut faire porter à quatre de nos officiers le déshonneur de son héros, et nous permet au moins de dire à notre tour : « J'accuse! »

Mais, hélas! à quoi nos révoltes peuvent-elles aboutir? A servir d'excitation aux massacreurs de la vieille France! « Ils crient sa douleur, donc elle est blessée par nous au bon endroit », se disent-ils.

Et ils poursuivent leur œuvre fatale impunément.



Quel moment les ministres du « Bloc » choisissent-ils pour détruire notre marine et désor-

ganiser notre armée? Celui où notre grande et chère alliée, qui croyait à une simple expédition asiatique, est forcée de mobiliser la plus grande partie de son armée pour une grande guerre et de dégarnir ses frontières européennes, le moment où l'Allemagne achève ses lignes stratégiques en Alsace-Lorraine, augmente son effectif de paix armée formidablement, où ses camps de concentration lui permettent de réunir à nos portes une armée d'invasion colossale avant toute déclaration de guerre. La Russie engagée en Asie et la France livrée aux traîtres, la tentation d'ajouter à ses conquêtes ne hante-t-elle pas l'esprit du Kaiser, de l'élève de Bismarck, du continuateur de Moltke, comme il se plaît à se croire?...

L'achèvement du camp de Bitche a complété les immenses travaux de la Prusse pour rendre une campagne contre la France plus prompte et plus formidable. Aujourd'hui chaque corps d'armée allemand dispose d'une voie ferrée spéciale, « de façon que les opérations de concentration se fassent rapidement, sans à-coups et en toute indépendance », selon les rapports d'état-major.

Le cabinet militaire de l'Empereur a repris le projet d'augmentation de l'armée que l'absence

de ressources avait fait ajourner l'an dernier.

Le grand état-major n'a nullement renoncé, malgré certaines difficultés, à la création de deux corps d'armée nouveaux et à l'adjonction d'un troisième bataillon aux régiments constitués ces dernières années à deux bataillons.

Le secrétaire d'État à la marine réclame instamment la création de deux nouvelles escadres et de plusieurs croiseurs. Nul ne doute que les crédits pour une construction immédiate ne soient votés. Et tous ceux qui voyagent en Allemagne recueillent l'opinion du peuple qu'en n'importe quelle aventure l'Empereur allemand le lancerait il le suivrait avec enthousiasme.

Les journaux militaires allemands insistent à chaque occasion sur la sécurité que donne à l'Allemagne la guerre russo-japonaise. Inutile d'ajouter maintenant aux couvertures de la frontière russe qui va se dégarnissant. On peut les porter à la frontière française.

L'un de ces journaux, parlant du rôle joué dans le siège de Port-Arthur par les sapeurs-mineurs, dit qu'on ne saurait trop approuver le ministre de la guerre de son projet de demander au Reichstag la reconstitution de ce corps. Et il

ajoute : « Il y a là un enseignement dont nous devons tenir compte; il serait malheureux de négliger complètement un service technique dont peut-être nous pourrons faire un jour un efficace usage contre nos voisins de l'Est. »

Dans les conversations des hommes politiques allemands, les pertes militaires de la Russie, son rapprochement de l'Allemagne, sont constatées avec une satisfaction parfois bruyante et toujours accompagnées d'une réflexion menaçante à propos de la France.

Guillaume II met une certaine affectation à dégarnir la frontière russe et à accumuler des forces à la frontière d'Alsace-Lorraine. Et les sentinelles ne veillent pas !

Le grand événement de la quinzaine en Allemagne a été l'espèce de conversion solennelle et filiale de Guillaume II au culte de son père. On sait aujourd'hui avec preuves de quelle cruauté le Prince de Bismarck et celui qui se proclamait son élève ont fait preuve envers le souverain aphone qu'un mal implacable torturait et qu'ils n'ont pu parvenir à empêcher de régner cent jours.

A quoi peut-on attribuer ce sentiment de justice imprévu et soudain envers Frédéric III, sinon

au désir d'ajouter un fleuron jusque-là négligé à la couronne impériale.

L'Empire allemand date d'hier. Guillaume II en enserrait les victoires entre son grand-père et lui. Il s'est aperçu qu'il y avait quelque importance à tirer d'une troisième figure et que cette figure effacée pouvait ajouter, mise à un autre plan de lumière, à l'effet général de la dynastie impériale des Hohenzollern.

Lui, Lohengrin, a découvert bien tardivement, il est vrai, en son père les qualités et les vertus d'un « Siegfried », qui sut se montrer héroïque dans la guerre, homme d'État dans la politique, Mécène en art.

L'Empire allemand, par décret de Guillaume II, possède donc aujourd'hui une dynastie impériale composée de trois membres : « Guillaume le Grand », titre que l'histoire aura à justifier; Frédéric III, l'héroïque et le progressiste; Guillaume II, le chef d'armée, le grand politique, le grand administrateur, le grand savant, le grand lettré, le grand peintre, le grand critique.

Le Prince impérial, dit-on, va être mis en demeure de commencer son éducation de gouvernant et l'Alsace-Lorraine lui serait avant peu donnée en fief. On le dit autoritaire comme son

père et ayant la haine non dissimulée de tout ce qui est français. Le Prince d'Alsace-Lorraine ou le grand-duc de nos tant regrettées provinces nous rappellera plus douloureusement et avec plus d'éclat qu'un fonctionnaire allemand nos défaites.

La question de la régence de la principauté de Lippe continue à passionner l'Allemagne qui dans cette affaire blâme hautement Guillaume II. Tous les rois, princes et ducs, et le peuple des « Augustes Confédérés » se disent qu'ils ne sont pas à l'abri de ce qui arrive au minuscule État de Lippe.

Le Kaiser refuse de retirer la défense qu'il a faite aux militaires de prêter serment au Prince-Régent.

Les plus loyalistes eux-mêmes trouvent compromettant pour Guillaume II le suicide de M. de Wolfgram, premier ministre du défunt Prince de Lippe. Ce malheureux avait mis une fausse signature au bas d'un soi-disant testament de son souverain en faveur du comte de Schaumbourg, beau-frère de l'Empereur.

Guillaume II convoite pour le mari de sa sœur la principauté de Lippe, non pour qu'il y règne, mais pour la rente très élevée des biens domaniaux qui y sont attachés.

Un tronçon du chemin de fer de Bagdad étant terminé, Guillaume II envoie un télégramme de félicitations aux ingénieurs, voulant prouver par là que, malgré le secours des capitaux français sans lequel l'entreprise eût échoué, elle était bien allemande et rien qu'allemande.

Mais qu'importe à certains capitalistes français les humiliations nationales, pourvu que le dividende soit en bon or. L'or n'a pas de patrie.



Les nationalités slaves d'Autriche doivent souffrir autant que nous, ses alliés, des épreuves de la Russie, car elles sentent que seules, sans le secours de leur grande protectrice, que la guerre saigne et épuise, elles auront grand' peine à échapper à la gloutonnerie de la Prusse.

Une nervosité que les Allemands d'Autriche se plaisent à exciter, entrave une partie des progrès que feraient ces nationalités en éveil sur toutes choses, mais qu'une lutte incessante absorbe et immobilise en partie. Aucun travail législatif n'est possible dans les Diètes provinciales, les Allemands dépassant en violence, en

intolérance, tout ce que l'obstructionnisme peut inventer en d'autres pays.

Il est difficile d'imaginer ce que souffrent les Tchèques, à quelle intransigeance, à quelle mauvaise foi, à quelle injustice, à quel parti pris de négation de tous droits ils se heurtent et quels chemins de croix subit leur martyr national.

Les Tchèques portent le drapeau de toutes les nationalités slaves de l'Empire d'Autriche, mais combien de fois les Allemands leurs arrachent-ils ce drapeau des mains tandis qu'ils les défient en faisant claquer le leur.

S'il fallait citer tous les faits où, par leur patience, par leur obstination, par leur dévouement individuel, par leurs sacrifices, les Tchèques sont parvenus à entamer l'absolutisme allemand, on en emplirait des volumes. Deux exemples peuvent en donner une idée : le premier à propos des écoles tchèques à Vienne, le second concernant les quittances de douane tchèque.

Les Tchèques habitant Vienne sont à peu près 400,000 ; ils réclament depuis plus de vingt ans des écoles tchèques pour leurs enfants. Il y a trois ans, les parents et tuteurs de plus de 5,000 petits Tchèques plaidèrent en vain leur

cause devant le « Conseil des Écoles » de la Basse-Autriche, au ministère de l'Instruction publique. Ils furent déboutés de leur demande avec un cynisme auquel on a peine à croire. Le ministre de l'Instruction publique osa leur dire : « La loi est pour vous, mais la situation politique actuelle ne permet pas de vous accorder votre droit », et il ajouta cette chose stupéfiante : « Les Tchèques demeurent à Vienne comme « individus » ; ils ne forment pas une « race tchèque nationale ».

Le ministre qui osait soutenir ce paradoxe est le même homme qui accorde des écoles aux minorités allemandes en Bohême, en Galicie, là où, selon sa théorie, elles n'auraient pas le droit d'exister, les Allemands n'y formant pas « une race allemande nationale ».

Pour les quittances des douanes tchèques, l'administration imposait aux Tchèques des quittances en langue allemande, refusant celles en langue tchèque.

Depuis quatre années les négociants tchèques plaident la question devant toutes les juridictions. Ils sont allés jusqu'à la Cour suprême, jusqu'au tribunal de l'Empire qui finalement leur a donné raison. Les Tchèques peuvent aujour-

d'hui donner aux Tchèques des reçus en langue tchèque; mais ces courageux patriotes n'en sont pas moins des négociants, et ils ont dû laisser leurs marchandises pendant quatre années à la douane! On imagine avec quel dommage pour eux.

Comment veut-on que les Tchèques renoncent à l'obstruction et au désir d'entraver l'action législative d'un gouvernement dont tous les actes leur sont hostiles? On va répétant : l'obstruction allemande à la Diète de Prague est la contre-partie de l'obstruction tchèque au Reichsrath de Vienne. Rien n'est plus faux. Les Tchèques, en combattant à Vienne le « veto » allemand, ne s'écartent pas du terrain constitutionnel, tandis que l'obstruction allemande à Prague a pour but de briser l'unité et l'individualité historique de la Bohême, d'aboutir à un absolutisme national de la minorité allemande. On peut caractériser les deux obstructions par les mots d' « offensive » pour les Allemands et de « défensive » pour les Tchèques.

Les Tchèques en défendant les droits de leur race défendent l'existence même de l'Autriche. Avant les victoires prussiennes et la Constitution nouvelle de l'Allemagne, aucun trouble pan-

germanique n'existait. C'est donc par un aveuglement dont Dieu frappe ceux qui s'abandonnent et suivent le chemin contraire à leur voie normale que François-Joseph protège les Allemands germanistes, contre ses propres « sujets ». Je dis « sujets » des Habsbourg, pour les Slaves et non pour les Allemands, parce que ceux-ci, lorsqu'ils sont sincères, répètent que leur « Empereur est à Berlin ».

Dans le remaniement de son ministère, M. de Kœrber a nommé M. Randa ministre tchèque, avec l'espoir d'amener les Tchèques à cesser leur obstruction au Reichsraht, et de mener à bien les négociations en cours. Mais ces négociations peuvent-elles aboutir?

La « Correspondance tchèque » nous dit que « les députés tchèques, tout en regrettant la lutte actuelle, sont persuadés que, s'ils pouvaient se résigner à faire aujourd'hui les plus grands sacrifices, les Allemands exigeraient aussitôt des sacrifices nouveaux et plus douloureux encore ».

Les épreuves politiques et économiques de l'Autriche sont donc bien imputables aux Allemands seuls.

Cependant, aux dernières nouvelles, on annon-

çait une possibilité de voir les Tchèques passer de l'obstruction à l'opposition.

La session qui s'ouvre le 17 nous montrera si les Tchèques acceptent les propositions qui leur sont faites, pressés qu'ils sont par les agrariens et un peu, affirme-t-on, par l'opinion du pays qui commence à se lasser d'une politique négative.

Quant à M. de Kœrber, la philosophie lui est facile. Ce serait pour lui un grand succès s'il réussissait enfin dans ses négociations avec les nationalités non allemandes. Son voyage en Galicie, la nomination de M. Randa, prouvent qu'il ne néglige pas, en dehors de ce qui déplaisait aux chers Allemands, les démarches personnelles. D'ailleurs il joue sur le velours et il ne lui déplaît pas finalement de gouverner l'Autriche avec la ressource de l'arbitraire article 14 de la Constitution, qui permet de se passer des votes du Parlement.



Toujours l'obstruction ! Le comte Tisza, chef du cabinet hongrois, a entamé une campagne corps à corps contre cette forme du parlementarisme qui le réduit à néant. L'opposition pa-

rait résolue à se défendre furieusement avec l'arme qu'elle a encore entre les mains.

Dans la majorité libérale elle-même des scissions se produisent; le comte Andrassy entre autres et quelques-uns de ses amis déclarent que, malgré certains inconvénients, il est toujours dangereux de s'attaquer à l'une des formes de la liberté parlementaire. Le parti catholique, malgré les protestations de son président, est résolu, lui aussi, à faire une opposition acharnée au comte Tisza; il va sans dire que les nationalistes qui ont pour chef le comte Albert Apponyi, entendent prendre l'une de leurs revanches contre le comte Tisza en combattant son projet de revision du règlement de la Chambre.

Le Président du Conseil, en face de ces résistances, fera-t-il des concessions? Il a lui-même démenti les bruits qui couraient à ce sujet en disant : « Celui qui me connait doit savoir que je ne suis l'homme ni des tâtonnements, ni des hésitations ».

Le comte Tisza présentera son projet cette semaine, et il est résolu, si l'obstruction se prolonge, à présenter un projet plus restrictif encore et à demander à l'Empereur-Roi la dissolution de la Chambre.



Aucune détente ne se produit dans la situation de la Macédoine. La chimère des réformes, appuyées sur un système de police uniforme pour des populations parmi lesquelles s'enchevêtrent les mœurs les plus différentes et les plus opposées, apparaît aujourd'hui clairement.

Cet insuccès paraît importer bien peu aux Puissances, car que veulent-elles au fond? Maintenir une situation troublée jusqu'à ce que l'une d'elles soit en mesure d'en tirer profit. A Constantinople on se prête à ce jeu fort peu dangereux pour la souveraineté turque, que chaque puissance essaie d'écorner, mais que toutes sauvegardent par la juxtaposition de leurs convoitises.

Et, durant ce temps, tout contribue à surexciter les haines de races qui trouvent leur issue dans les luttes religieuses. La moindre bourgade macédonienne a ses convertisseurs, impatients d'ajouter une unité au chiffre de ceux qui revendiquent la supériorité du nombre pour appuyer leurs ambitions de suprématie.

Les églises bulgares, serbes, roumaines sont

devenues les instruments de propagande les plus brutaux pour dénationaliser les Grecs.

Il y aurait un grand rôle à jouer pour le Patriarcat œcuménique de Constantinople. Ce serait, à force d'habileté, de soutien, de bienfaisance, par le choix intelligent et supérieur de ses métropolitains, de retenir et d'attirer dans ses liens les fluctuants. Hélas! en ce moment il semble au contraire que le Patriarcat soit en veine de maladresse vis-à-vis des Serbes et des Roumains et qu'il heurte à plaisir ses ouailles par le choix maladroit de ses représentants. Il dissocie les sentiments qu'il devrait associer étroitement.

Les grands Grecs patriotes et influents de Constantinople devraient être mieux informés et agir sur le Patriarcat lors des nominations des ministres du culte dont le choix a une importance majeûre.

En Macédoine, ce sont les Hellènes qui souffrent le plus des troubles. Les bandes des comités massacrent impitoyablement ceux qui refusent de renier l'Église grecque pour se convertir au schisme bulgare. Des villages entiers, terrifiés par des assassinats répétés, se sont convertis. La liste des victimes est si longue, si douloureuse, qu'on ne peut la lire jusqu'au bout.

On se demandait jusqu'aujourd'hui comment il se pouvait que les Grecs, qui sont en Macédoine sept fois plus nombreux que les Bulgares, ne s'organisassent pas en bandes comme eux pour défendre la vie de leurs compatriotes, leurs biens et leur foi. Toute tradition de ces héros qui ont fait la Grèce actuelle est-elle donc éteinte dans la race hellène en Macédoine?

Enfin on apprend qu'il s'est formé des bandes grecques pour combattre les bandes bulgares et protéger leurs compatriotes. Combien d'existences ces bandes auraient-elles sauvées en se formant plus tôt, combien de pillages et d'incendies auraient été arrêtés, et combien les Grecs prouveront mieux leur nombre par cette défense organisée que par toutes les statistiques.

Les Macédoniens savent de longue date ce qu'il en coûte de se faire protéger par les soldats turcs, qui tuent indifféremment certains chrétiens révoltés ou chrétiens soumis. Allah n'a pas à reconnaître ceux qui ne sont pas les siens!

Tous les gens sensés, en Turquie comme ailleurs, reconnaîtront que le meilleur moyen pour les victimes d'échapper à l'assassinat est d'être en force pour résister aux assassins. Il n'y a pas de moyen meilleur de les décourager. Lorsque

les convertisseurs seront reçus à coups de fusil dans un village grec bien gardé, bien défendu, leur rage de prosélytisme se calmera.

Les Grecs de Macédoine recourent un peu tard au seul moyen qu'ils avaient de ne pas subir la tyrannie d'une minorité, c'était de s'armer pour lui résister. Ils le font et font bien. A l'occasion, les Macédoniens, Serbes et Roumains, qui excitaient volontiers leurs ennemis contre les Grecs victimes, s'uniront peut-être aux Grecs défenseurs.

En Albanie, l'apaisement parait se faire, le Divan ayant accédé à toutes les réclamations des Albanais. Et pourquoi le Sultan a-t-il fait si complètement droit à leurs exigences? Parce qu'il connait leur « valeur insurrectionnelle », leur courage, leur intelligence.

Il ne manquait donc aux Grecs en Macédoine qu'une valeur insurrectionnelle défensive. Ils peuvent et doivent l'acquérir. On compte maintenant sur divers points de vilayets de Monastir et de Salonique une cinquantaine de bandes grecques. Dieu veuille qu'elles ne se laissent pas emporter par des désirs de vengeance et qu'elles ne compromettent pas la légitimité de leur cause par des crimes.



La lutte électorale en Italie, qu'on croyait ne devoir porter que sur des questions de réformes plus ou moins semblables à toutes celles qu'on promet à tous les électeurs, est devenue hautement intéressante.

Jusqu'ici Victor-Emmanuel tenait à essayer d'une politique de laisser-faire vis-à-vis des socialistes. On répétait volontiers, en Italie, une phrase du jeune souverain : « Je n'ai pas peur des mots ! » et il prouvait par sa tolérance envers les partis avancés qu'il ne craignait pas de démontrer au socialisme qu'il peut se développer aussi bien sous une monarchie que sous une république. Or la démonstration n'a été que trop complète, elle en est devenue inquiétante et dangereuse, de telle façon que M. Giolitti, qui est cependant radical, déclare qu'il ne combattra aucun candidat monarchiste, fût-il l'ennemi de sa politique.

Rien ne pouvait dénoncer avec plus de précision le péril que court la monarchie italienne sous le flot montant de la propagande révolutionnaire.

En dix ans le socialisme a fait des progrès incalculables. Toutes les sociétés populaires et toutes les corporations, de quelque ordre qu'elles soient, sont tombées entre les mains des socialistes.

Dans toutes les villes des Bourses du Travail, foyers de troubles perpétuels, se sont créées. Les socialistes, déjà au nombre de cinquante à la Chambre, menacent de voir leur nombre doublé.

Les socialistes réformistes, dont le chef est M. Turati, disent bien qu'ils ne mettent pas en cause la forme du gouvernement et qu'une monarchie peut être bonne, comme une république peut être mauvaise, mais les autres socialistes se déclarent républicains ou anarchistes. Effrayés eux-mêmes des progrès du socialisme révolutionnaire, les catholiques, dit-on, se décideraient enfin à prendre part aux élections.

Les institutions monarchistes sont, à n'en pas douter, en danger en Italie à cette heure. Les agitateurs anarchistes à Milan, à Turin et à Gênes ont sonné eux-mêmes la cloche d'alarme dans leurs mouvements révolutionnaires de septembre. L'Italie conservatrice, cléricale ou libérale, se sent menacée et semble vouloir unir

ses forces de résistance contre les partis subversifs. Cette union se peut-elle?

Le consentement secret de Pie X est nécessaire. Le donnera-t-il? Certes, lorsqu'il était évêque de Venise, on n'a pas oublié qu'il s'intéressait ardemment aux « bonnes élections », mais il est devenu le Pape « enfermé au Vatican par la spoliation de la maison de Savoie ». Aidera-t-il à la garer des dangers de la marée montante du socialisme? Une telle décision serait pour le moins inattendue.

En voyant ce que le socialisme français nourrit de haine contre le catholicisme, Pie X se dira peut-être que certaines renonciations et certaines alliances faites à temps assurent des victoires qui consolent d'autres défaites.

L'abandon menaçant d'une fille aînée donne des indulgences pour les autres enfants.



Quelle émotion! Le sort de l'héroïque Port-Arthur, les batailles sous Moukden ont brusquement passé au second plan lorsqu'ont éclaté en tempête les incidents de Hull.

L'Angleterre s'est montrée là sans hypocrisie,

dans les spontanéités de sa plus violente haine. Avant toute possibilité d'explication, la Russie était infâme. Elle commettait les crimes les plus monstrueux que la « civilisation », l' « humanité » bien connue d'Albion dénonçaient au monde entier.

Le système dreyfusard, qui nous vient tout droit de la Grande-Bretagne, d'accuser et de s'indigner dans le sens de l'accusation qu'on a formulée sans attendre une interprétation autre du fait, sans admettre la possibilité qu'il y en ait une, ce système s'est épanoui pour l'affaire de Hull dans toute sa beauté. On n'a pas perdu un jour, une heure à Londres pour amasser sur la Russie tous les blâmes. On s'y est posé comme champion du droit universel. « Malborough s'en va-t'en guerre » a été chanté par tous les voyous qui hurlaient jadis leurs hourras à propos des victoires de 250,000 Anglais sur 25,000 Boërs.

La Russie, j'imagine, n'oubliera pas la poussée anglaise contre elle durant cette guerre japonaise fomentée par elle seule, en récompense de ses générosités durant la guerre boër.

Un peu de sang-froid « voulu » au lieu de l'indignation « voulue » d'Albion eût été plus habile peut-être. Au premier moment, lorsque l'opi-

nion anglaise « exposait » les cadavres, se révoltait contre l'insensibilité des officiers russes « plantant » un bateau devant leurs victimes et n'allant pas même s'informer des effets de leur tuerie, en vérité, la chose apparaissait trop comme un coup monté, dont les comparses étaient prévenus à l'avance d'enfler la voix, d'exciter l'opinion jusqu'au paroxysme, afin qu'elle reste irritée, même après des démentis.

Sûrement l'Angleterre est pour quelque chose, de façon quelconque, dans l'affaire de Hull. C'est trop évident ! Quoi qu'il arrive, cette aventure lui est trop favorable et sert trop bien ses alliés japonais pour qu'elle soit fortuite. Cette flotte, menacée par une guerre immédiate avec des ennemis inattendus, ou immobilisée en instance d'arrangement, ou dénoncée dans sa marche, n'est plus déjà la flotte de secours impatiemment attendue, se hâtant, un peu mystérieuse, accompagnée des vœux confiants des amis de la Russie, des espérances de tout un peuple.

Maintenant c'est avec angoisse, ce sera peut-être avec découragement qu'on suivra demain la flotte de la Baltique en marche pour devenir celle du Pacifique? Entourée, cernée sur tout

son parcours par tant de pièges, que lui arrivera-t-il?

On disait en Russie, au moment de sa nomination, que le commandant en chef de la 2e escadre du Pacifique s'était opposé au départ de la flotte, qu'il le déclarait hautement, et que, comme le général Kouropatkine tout d'abord, il avait décliné l'honneur que le Tsar lui faisait, ne croyant pas au succès de sa mission.

S'il parvient à accomplir cette mission comme le général Kouropatkine accomplit la sienne, il aura droit à l'une des grandes pages de l'histoire.

L'amiral Rodjestvensky est un homme d'une haute valeur, et dont l'une des qualités principales est le sang-froid. Il n'a pu donner l'ordre si grave de faire feu sans motif, et ses explications, très sobres et très simples, ont un air de vérité qui ne trompe pas.

Je ne sais pourquoi le souvenir me revient avec insistance de la menace de M. Witte et de son « porte-plume » Ular de « forcer la main à l'Empereur et de l'obliger à accepter son projet de médiation ».

Ce projet devait livrer la Mandchourie à l'Allemagne, à l'Angleterre, etc., et priver le Japon du fruit de la guerre.

« La Russie, disait M. Ular, interprète de M. Witte dans l'*Européen* du 10 juillet, n'aurait plus rien à voir dans le règlement du conflit ». C'est Édouard VII qui devait intervenir comme le *Deus ex machina* et dicter la paix.

Ne semble-t-il pas que l'incident de Hull, soumis à la Conférence de la Haye, se prête d'une manière pour le moins étrange à une pareille solution, et je me demande si ce n'est pas là « le moyen détourné de forcer la main au Tsar », dont M. Ular avait parlé dernièrement.

Le retour de la flotte dans la Baltique serait une telle calamité pour la Russie, qu'elle n'admettrait plus qu'une seule solution : la paix honteuse proposée par M. Witte...

Il faut se rappeler la campagne acharnée que depuis un mois la presse anglaise mène en faveur dudit Witte. Or, l'humiliation de la Russie, c'est pour lui le seul moyen de ressaisir le pouvoir. Que le ciel en préserve notre alliée! ce serait à nouveau et plus dangereusement que jamais la révolution au pouvoir, l'ennemi dans la place!

La nomination du général Kouropatkine au commandement suprême des armées de Mandchourie a été accueillie par la Russie et par tous

ses amis avec enthousiasme. C'est cette récompense, due à tant de courage, de dévouement, de valeur, que l'on attendait du Tsar.

En même temps, le retour à Pétersbourg de l'amiral Alexeieff, dont j'avais annoncé le rappel avant l'heure, délivre le général Kouropatkine des tiraillements qu'il subissait avec tant de dommages pour l'unité du commandement.

Mais à Pétersbourg, le vice-roi, éloigné de son vice-royaume, ne se vengera-t-il pas en contrecarrant à distance les projets du général Kouropatkine, en alimentant les doutes sur ses actes, en contribuant à grossir l'importance de ses insuccès et à diminuer celle de ses succès?

Comment douter d'un complot tramé contre la Russie à Hull par ses ennemis alliés, quand on songe au traquenard dans lequel elle est tombée par la guerre anglo-japonaise.

C'est le *Times* qui nous apprend « qu'alors même que la Russie aurait évacué la Mandchourie, le Japon, qui voulait la guerre à tout prix, l'eût faite et que tous ses préparatifs de guerre étaient achevés quand, à Tokio, on a soulevé l'incident de la Corée ».

Lorsque les soldats japonais débarquèrent à Tchemulpo, ils apportaient tout un matériel de

guerre qui avait réclamé deux années entières de préparation. L'Angleterre seule savait que le Japon attaquerait la Russie en 1904.

Les Juifs, les révolutionnaires, les Anglais et les Américains, les francs-maçons enserrent la Russie dans les mailles de leurs filets et servent contre elle les Japonais parce qu'elle résiste à leur mainmise.

Le lieutenant-colonel Rousset signalait dernièrement, dans l'un de ses articles, une chose qui frappe tout le monde et prouve à quel point le Japon, appuyé sur l'Angleterre et par conséquent sur les Juifs et les francs-maçons, pratique l'art et possède les ressources de l'espionnage.

Le colonel précise :

« Comment se fait-il, se demande-t-il, que, sur des ordres secrets, adressés de Saint-Pétersbourg aux autorités militaires de Port-Arthur, de Vladivostok, de Kharbine, le Japon ait pu immédiatement parer aux événements que devait produire l'exécution de ces ordres chiffrés, secrets et confidentiels ?

« Au mois d'août, sortie des escadres russes de Port-Arthur et de Vladivostok ; chacune de ces escadres est à peu près anéantie par des escadres japonaises plus fortes, lancées à leur rencontre.

En septembre, bataille de Liao-Yang livrée à la suite d'ordres secrets lancés de Pétersbourg. Les armées japonaises se trouvent à la date fixée massées où il faut. En octobre, même aventure à Moukden. Tout ceci prouve qu'il y a des fuites et que les communications entre le ministère de la guerre et l'armée de Mandchourie passent par trop de mains.

Comment veut-on qu'au milieu de ces trahisons et le lendemain du jour où le vapeur *Esperanza*, chargé de ravitailler la flotte russe à son passage, se trouve avoir une voie d'eau au-dessous de sa ligne de flottaison, lorsque, son chargement complété, il se prépare à partir d'un port du pays de Galles, comment veut-on qu'au milieu de tant d'éléments favorables au Japon et défavorables à la Russie, préparés à longue échéance par tant de voies et moyens, on ne se dise pas qu'il y a complot encore dans l'incident des chalutiers, placés si à propos sur le passage de la flotte russe?

Il y a là encore quelque machination infernale avec des complicités peut-être jusque dans les équipages du Tsar! Comment ne pas conclure que les mystérieux torpilleurs se sont trouvés dans la ligne des pêcheurs anglais pour faire tirer

dessus et amener la catastrophe destinée à provoquer la réprobation générale contre « la sauvagerie de la flotte russe et le danger qu'elle devient pour la navigation universelle ! »

Toutes les décisions prises par Nicolas II ces derniers jours sont enfin celles que les amis de la Russie espéraient depuis longtemps lui voir prendre : nomination au commandement suprême du général Kouropatkine, rappel de l'amiral Alexeieff, nomination du général Liniéwitch (le seul qui connaisse la Mandchourie autant que les Japonais la connaissent) comme chef de la première armée de Mandchourie ; la disgrâce de l'amiral Skrydloff, dont l'inaction, pour ne pas dire plus, a surpris tous ceux qui croyaient voir en lui un héros.

Ce qu'il faut souhaiter à cette heure pleine d'espérance pour les succès des armées de terre de notre tant aimée alliée, c'est de voir la flotte du Pacifique se dégager des entraves anglo-japonaises à Vigo, suivre sa route, éviter les épreuves, les pièges, les périls qui la guettent et de voir l'amiral Rodjestvensky, lequel n'a accepté sa mission qu'avec la même angoisse que le général Kouropatkine, écrire comme lui sa page admirable dans l'histoire russe.

Pour moi, je ne puis songer au général Kouropatkine sans émotion. Je ne le vois pas sous le feu, donnant de sa personne, ou veillant sur ses soldats, comme un berger sur son troupeau poursuivi par les loups, pour en perdre le moins possible. Je le vois à la bataille du 13 octobre, s'écriant dans le style sobre des grands capitaines, dans celui de mon noble et tant regretté ami Skobeleff :

« Je vous salue, mes braves ! Je sais que vous êtes fatigués, que vous n'avez ni dormi, ni mangé, mais nous devons tous servir le Tsar et la patrie ! En avant !

Il y a une paternité dans ces mots qui amène les larmes aux yeux.

Juliette ADAM.

6452. — Lib.-Imp. réunies, Motteroz, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

5e Année. — N° 99. 21 Novembre 1904.

Parole française à l'Étranger

Callian, 14 novembre 1904.

L'éruption violente des passions politiques qui accompagne la nomination des délégués chargés par le suffrage universel d'élire le candidat à la présidence de la grande République américaine, semble calmée; je dis semble, car la majorité des électeurs yankees vient d'éliminer nettement la politique traditionnelle de Washington et de Jefferson, politique de paix, de recueillement, d'économie, de justice et de protection envers les faibles représentée par le sincère pacifiste M. Parker.

Ce qu'ont choisi les électeurs de M. Roosevelt, c'est la politique d'action, d'influence, de conquête, celle qu'on nomme impérialiste, qui a pour emblème une paix « casquée », pour mobile des ambitions avouées. La doctrine de Monroë et d'autres plus mystérieuses et plus mon-

diales, qui a comme moyens d'intimidation une augmentation formidable de la marine et de l'armée, et qui débouchera sur l'Europe sous la forme d'une diplomatie jeune et ardente ayant reçu les instructions, non du soi-disant arbitraliste de la Conférence de la Haye, mais du héros de Cuba.

La vie tout entière du président Roosevelt, vie amoureuse de sport, de combat, d'imprévu, est « couronnée » à cette heure! Pour quatre ans, peut-être pour huit, M. Roosevelt est le maître de la destinée des États-Unis. Ses impatiences, qu'il s'est efforcé de contenir malgré certaines démonstrations très brusques, prouvent que les qualités qui ont fait la calme grandeur de l'Amérique lui paraissent de l'immobilisme.

On s'étonne que certains calculs électoraux aient pu faire croire à la possibilité de la nomination de M. Parker. Est-ce qu'on enraye un mouvement d'esprit auquel les deux tiers d'un peuple participent? Est-ce qu'il suffit de tirer un rideau sur des perspectives miroitantes pour qu'on ne les ait pas vues?

M. Roosevelt a provoqué aux États-Unis un mouvement d'esprit nouveau qui doit avoir sa durée. Il a ébloui ses compatriotes par les perspectives miroitantes dont je viens de parler. Il a surexcité les fiertés nationales d'autant plus sensibles que l'Amérique est jeune, formée d'élé-

ments plus ou moins juxtaposés, d'émigrants qui ont en eux, par atavisme ou par impression personnelle, un chauvinisme étranger, inemployé, qui ne demande qu'à se naturaliser.

M. Roosevelt, pour les impérialistes, est l'homme providentiel qui réunira les deux Amériques en une seule, qui fera du Pacifique, selon son expression, un « lac américain », qui jouera au nom de la grande République un rôle dans toutes les questions de paix ou de guerre du monde entier, et qui introduira les États-Unis dans le concert non seulement européen mais universel, réclamant pour eux une part de tout gâteau partagé.

Le caractère de M. Roosevelt et celui du juge Parker étaient bien ceux qu'il fallait mettre en lutte et dont les dissemblances sont celles de la nation entière : l'un redoutant les aventures, l'autre les aimant, le premier partisan de l'expansion, le second y voyant une déperdition des solidités nationales.

M. Roosevelt donne à la première magistrature des États-Unis tout le prestige, tout l'éclat qu'on peut lui donner. M. Parker eût mis son ambition à rendre à cette magistrature sa simplicité traditionnelle.

Le premier acte du nouveau président est d'adresser un appel aux Puissances pour une seconde réunion de la Conférence de la Haye. Il fait, dès la première heure de sa nouvelle

magistrature, son entrée sur la scène européenne.

L'Europe n'a rien à gagner à l'intrusion américaine. N'a-t-elle pas déjà assez à faire avec l'Angleterre? C'est beaucoup d'anglo-saxonnisme. Suez et Panama pourraient bien devenir un cercle où il serait dangereux de se laisser emprisonner.



L'Angleterre n'est pas parvenue à immobiliser la flotte russe à Vigo, ni même à retarder sensiblement son voyage. Au premier moment, la « pacifique » Angleterre a fait éclater sa déconvenue sous forme de protestation violente de la presse et de l'opinion « jingo ».

Le *Standard* a donné la note exacte de cette opinion. « Comment! voilà que la flotte russe tout entière, avec le consentement de notre gouvernement, poursuit son voyage sous le commandement du même amiral qui la dirigeait dans la mer du Nord? Le seul élément de réparation qui nous restait disparait ainsi. Il nous semble donc que la flotte russe a pu massacrer des pêcheurs anglais avec impudence, et que M. Balfour est parfaitement satisfait de cet état de choses. »

Les Anglais, en vérité, sont stupéfiants. Pour eux, le télégramme du Tsar n'a eu aucune valeur en soi; la démarche spontanée d'un sou-

verain qui perd chaque jour des milliers de ses sujets et qui envoie avec émotion l'expression de son chagrin de la mort de deux sujets anglais, ce n'est donc rien? Ah! pardon! c'est la preuve qu'on peut tout exiger de ce souverain qui s'émeut, c'est une preuve que le gouvernement russe obéira à toutes les sommations de l'Angleterre, voire les plus injustifiables et les plus humiliantes.

Le renvoi de l'affaire à une commission n'a pas rassuré tous les Russes. Plus d'un se demande, non sans raison, quels seront les résultats des travaux de cette commission, si les pièges qui entourent la Russie ne trouveront pas là une issue, et si le gouvernement du Tsar ne donnera pas finalement dans la question une preuve de faiblesse.

Si les officiers russes ont l'audace de témoigner sur l'affaire autrement que les pêcheurs dont le témoignage est irréfutable parce qu'ils sont Anglais, la presse anglaise unanimement ne manquera pas de déclarer que ce sont des menteurs; on peut s'y attendre.

Ce qui inquiète les Russes, ce sont les précédents du *Malacca*, pour lequel les Anglais n'ont pas voulu admettre que la cargaison fût vérifiée, et de l'*Allanton*, jugé de bonne prise par la cour de Vladivostok, et lâché par « courtoisie » par la Cour d'appel de Saint-Pétersbourg.

Les Anglais s'imaginent que la Russie cédera

sur tous les points, parce qu'elle a une peur horrible d'une guerre avec eux ; mais il est facile de lire entre les lignes des articles de leurs journaux et entre celles du discours de lord Lansdowne que les Anglais n'en ont guère envie.

D'ailleurs, ce n'est pas en donnant une preuve de crainte qu'on évite les attaques de ses ennemis. C'est une vérité depuis longtemps prouvée.

Sans compter que la nation que l'Angleterre forcerait à la guerre par ses procédés d'intimidation serait populaire dans le monde entier. « C'est de l'insanité », s'écrieront quelques-uns de mes amis, de supposer qu'à cette heure la Russie puisse faire face à une double guerre. Non ! et je ne puis pas la seule à le penser.

L'un de mes amis russes à qui j'en écrivais ces derniers jours me répondait :

« Si la guerre éclate immédiatement, il est plus que probable que notre escadre de la Baltique serait perdue, mais une escadre peut être reconstruite. D'un autre côté, il est certain que, dès que la guerre sera déclarée, avant même que nous ayons forcé le passage de la frontière des Indes, toutes les Indes seront en révolution. Sans compter sur des alliances possibles et sans escompter les chances de la victoire définitive, l'Angleterre aura plus de peine à reconquérir les Indes que la Russie à reconstruire une flotte. Quant à ce qu'il y aura de changé dans les conditions de notre guerre contre le Japon, le chan-

gement sera à notre profit. Il est plus avantageux d'avoir deux ennemis qui frappent tous les deux et qu'on peut frapper à son tour, que de n'avoir qu'un ennemi secondé par un témoin qui pare et qui frappe mais qu'on n'ose pas frapper soi-même.

« L'Angleterre est ce témoin perfide, et je préférerais l'avoir comme ennemie déclarée...

« Et de plus les fournitures et les dépenses que la guerre demanderait à l'Angleterre pour son compte, mettraient à sec les finances du Japon et couperaient plus d'une source de l'approvisionnement de son armée.

« Certes, le départ de l'escadre de la Baltique a déplu aux Russes qui subissent les atteintes d'une sorte de maladie comparable à votre dreyfusisme et au groupe de Russes séjournant à Londres et vendus à l'Angleterre. Le très suspect Wesselitzny, correspondant du *Novoié Wrémia* à Londres, au lieu d'affermir le courage du public russe un moment déconcerté par la campagne agressive de la presse anglaise, télégraphiait des renseignements lugubres calculés pour faire croire aux poltrons que l'Angleterre était prête à tirer l'épée.

« Je vous rappellerai qu'au commencement de cette guerre le capitaine anglais qui escortait les croiseurs japonais *Missin* et *Krassouga*, a publié des réflexions sur « la bêtise des Russes, qui n'ont pas su amener un accident quelconque

pour couler ou avarier les deux vaisseaux par mégarde. »

Cette correspondance est caractéristique quant aux procédés que les Anglais jugent permis :

« La presse anglaise s'est plainte bruyamment de ce que l'escadre de la Baltique ayant rencontré le croiseur anglais *Essex*, elle s'est immédiatement mise en état de combat. Il me semble qu'après les réflexions du capitaine anglais que je viens de citer, il n'y a là rien d'étonnant, mais il y a plus : l'Angleterre ayant approuvé en principe le procédé du Japon qui a attaqué la flotte russe avant une déclaration de la guerre, ayant ainsi énoncé le principe dangereux d'après lequel l'état de paix peut se trouver remplacé par l'état de guerre par le caprice spontané d'un capitaine ou d'un amiral, s'est déclarée par cela même dans un état de « guerre latente » vis-à vis de toutes les autres nations, surtout vis-à-vis de la Russie pour laquelle, on vient de le voir, elle hurle dans les rues son hostilité. Aucun Russe entouré d'Anglais dans les eaux anglaises ne peut savoir à quel moment cette « guerre latente » et cette hostilité ouverte prendront la forme d'une agression armée, traîtresse comme toutes les agressions anglaises.

« Rojdestvensky a donc agi comme il devait agir. Le devoir du gouvernement russe est de le couvrir et de rappeler que son escadre ne demande aux neutres que de ne pas encombrer

un voyage assez difficile et assez dangereux par lui-même.

« Tout marin russe à proximité de marins anglais se trouve dans cet état de malaise naturel qu'éprouve un honnête homme qui se voit entouré de malhonnêtes gens dont les intentions sont sûrement malfaisantes.

« Je voudrais que Rojdestvensky reçoive l'ordre de considérer tout navire anglais comme un navire pirate et de le tenir par ses canons à une distance prescrite d'avance. Parions que l'Angleterre avalerait ces précautions ! Alors on pourrait espérer que la flotte de la Baltique arriverait à destination sans être mise dans la nécessité de livrer un combat naval provoqué par quelque « malentendu fâcheux ».

« Mais si les diplomates russes se laissent impressionner par l'arrogance des diplomates et des journalistes anglais, arrogance doublée par les intimidations de traîtres russes dans le genre de Wesselitzny, s'ils continuent à céder à toutes les sommations de l'Angleterre, celles-ci deviendront intolérables, et la paix « à tout prix » ne pourra être maintenue au grand étonnement de l'Angleterre qui se persuade de plus en plus qu'avec la Russie tout lui est permis. »



Les intentions du Prince Sviatopolk Mirsky paraissent singulièrement irriter les journaux

français qui se sont toujours placés au premier rang des ennemis de l'alliance russe. Ils ne savent qu'inventer, qui dénoncer pour mettre obstacle aux lentes réformes, très étudiées, qu'inaugure le nouveau ministre de l'intérieur. Le Prince Mirsky a grand'peine à se mouvoir entre les ultra-conservateurs, d'une part, qui ne veulent consentir à admettre aucune initiative des assemblées provinciales, les « Zemstvos », pas même celle d'envoyer des équipes hospitalières en Mandchourie, et, d'autre part, les révolutionnaires dirigés par M. Witte que toute réforme exaspère parce qu'elle leur ôte un prétexte de récrimination et d'excitation.

« Une réforme faite à temps, disait un soir chez M. de Girardin, M. Gladstone, auquel on n'a pu refuser la science de gouverner, — une réforme faite à temps vous porte; faite trop tard, elle vous emporte ».

On dit que M. Pobiedowoszef aurait adressé au Tsar un mémoire pour critiquer l'importance que le nouveau ministre accorde aux « Zemstvos ».

Les agitateurs continuent leur besogne criminelle pour laquelle naturellement la guerre devient un prétexte; ils massacrent les boutiquiers dans les villes, les propriétaires et même quelques prêtres dans les campagnes.

L'autorisation donnée aux représentants des Zemstvos de se réunir en assemblée générale,

ce qui leur était jusqu'à présent strictement interdit, donne aux uns de grandes espérances, aux autres de grandes craintes. Je partage les deux pour la chère Russie.

Il faut applaudir sans réserve à la participation des assemblées provinciales au contrôle des dépenses, à la surveillance d'une administration qui, dans un pays immense, peut se permettre plus qu'ailleurs des abus, aux efforts harmonisés de cette administration avec les représentants des provinces ; mais je confesse qu'en ce moment j'ai peur d'une première réunion des « Zemstvos », surtout si elle se faisait sous la pression de l'opinion publique, à la suite de la prise de Port-Arthur ou d'une défaite inquiétante.

En ce moment psychologique le silence est nécessaire, la Russie ne doit pas prononcer un mot qui engage le gouvernement à chercher ou à négocier la paix dans telle ou telle condition dont le sens serait livré à l'ennemi. Le vœu de la Russie ne peut être que la continuation de la guerre ou une paix qui sauvegarde toutes ses fiertés, qui soit digne de son passé et de son avenir.

J'aurais, dans une réunion des « Zemstvos », peur de quelque manœuvre de M. Witte, qui aboutirait à ce dont il a donné lui-même la formule par la plume de M. Ular, son homme-lige : « Forcer la main au Tsar? » Est-ce qu'avec son immense fortune M. Witte ne peut pas

acheter quelques membres des « Zemstvos » dont les propositions terrifieraient l'opinion, donneraient à la fois des armes à la réaction et à la révolution et briseraient celles avec lesquelles la diplomatie russe peut défendre les intérêts et l'honneur de la tant honorée, tant aimée alliée.

M. Witte est rentré à Pétersbourg. Donc, politiquement, il faut tout craindre de sa malfaisance infernale. L'amiral Alexeieff est lui aussi à Saint-Pétersbourg; donc, militairement, il faut tout craindre de sa malfaisance infernale. La haine de Witte pour le Prince Mirsky, la haine d'Alexeieff pour Kouropatkine sont de celles qui se cherchent et s'associent. Que nos amis russes veillent, car le moment est un tournant de leur histoire. Il ne faut pas que la « défense nationale » commette une seule faute.

L'assemblée des « Zemstvos » se réunira-t-elle le 9 novembre russe, comme on l'annonce? Pourvu qu'un certain nombre de ses membres ne se mette pas à réclamer une Constitution et ne se transforme pas en États généraux? rêve caressé de M. Witte.

J'ai l'angoisse de ce qui pourrait être fait et dit, que toute parole sera écoutée et utilisée par les Japonais. Fasse le ciel que chaque membre des « Zemstvos » soit Russe, rien que Russe.

Une chose rassurante est la nomination de M. Schipof comme président. C'est un homme

très avisé, très pondéré et dont l'ascendant est considérable.

J'imagine en outre que le Prince Mirsky est renseigné sur la mentalité individuelle des membres des « Zemstvos » et que, s'il en réunit l'assemblée, c'est qu'il les sait tous « nationaux ».



Quoique je n'en ai pas demandé l'autorisation, je ne puis résister au désir de commettre une indiscrétion qui sera un réconfort pour nos amis de Russie. C'est un *P.-S.* à une lettre que je reçois de mon noble ami, M. le colonel Marchand :

« Je suis content, moi aussi, de voir le brave Liniéwitch reprendre en Manchourie, « sous les ordres de Kouropatkine », la place qui lui revenait et le commandement supérieur des vaillantes troupes sibériennes qui l'adorent et qui l'aiment. Il arrive au moment voulu. Son caractère, ses aptitudes particulières, sa bravoure qui entraîne au danger méprisé, tout ce magnifique ensemble de qualités, comportant naturellement leurs défauts, exigeaient son envoi à l'arrière au moment où la nécessité de temporiser imposait l'implacable observation des règles de la stratégie exclusivement défensive, — mais commandent au contraire son retour sur le front, maintenant qu'il s'agit pour les Russes d'attaquer.

Liniéwitch, c'est le soldat d'avant-garde, l'homme d'exécution dans toute la force du terme, une espèce de résurrection souvarowienne à laquelle, malgré toute leur bravoure et leur splendide mépris de la mort, les Japonais ne sont pas capables d'opposer une barrière. Il enfoncera tout, je le sais, parce que je le connais bien et je l'aime. Mais ce n'était pas, à coup sûr, le généralissime désigné. Il n'a rien de froid dans la poitrine ni dans le cerveau. Je vous jure qu'il n'était pas possible de le laisser sur le Yalou au début des hostilités, alors qu'il ne songeait qu'à pousser ses faibles troupes en Corée où les Japonais lui montraient leur première armée. Sa valeur bouillante l'aurait trop facilement précipité dans ce traquenard ».

Je ne puis dire à quel point ce jugement du colonel Marchand, qui connaît mieux que nous tous en France les Japonais, la Mandchourie, l'armée russe, Kouropatkine, Liniéwitch, ajoute à ma conviction que tout ce qui a été fait en Russie après la première phase trop imprévoyante de la guerre a été ensuite prévu.

Au choc emporté des Japonais, formés depuis deux ans pour ce choc, à la folie de la victoire qui leur donnait la puissance d'un cyclone qui renverse tout, il fallait opposer froidement le recul, le mépris de la défaite.

Maintenant que les Japonais ont héroïquement donné tout ce que l'effort suprême peut donner,

il y a place pour les lentes combinaisons, la défense pied à pied et, le jour venu, l'attaque méthodique aussi irrésistible que l'attaque furieuse.

La victoire des armées russes, des réformes progressives et lentes comme l'action de Kouropatkine, telle est la stratégie politique qui doit dominer dans l'esprit du Prince Mirsky. Toutes les puissances qui ont l'horreur de l'apaisement sont à cette heure déchaînées contre le Prince Mirsky. Les internationalistes à l'étranger sont les plus acharnés contre lui ; ils l'accusent, chose bizarre, d'être aussi « cruel » pour les nationalités de l'Empire, que ses prédécesseurs, et chose plus étonnante encore, ils s'efforcent, ils dénoncent au Tsar les nationalités de l'Empire et particulièrement les Polonais.

La politique de conciliation est décidément ce qui déchaîne le plus les passions révolutionnaires.



Ceux qui croient en Angleterre que ce n'est pas M. Chamberlain qui « boucle » M. Balfour, mais bien M. Balfour qui « boucle » M. Chamberlain n'ont peut-être pas tout à fait tort. On ne peut nier que le dernier pion appartienne à M. Balfour.

C'est M. Chamberlain qui devait ouvrir la

« saison » des discours extra-parlementaires dans un meeting monstre organisé à Suton par les amis du grand protectionniste.

Or, avant le « grand jour » vers la lumière duquel toute l'Angleterre chamberlainiste était tournée, M. Balfour, sans prévenir l'ex-ministre des colonies, a fait un discours dans lequel cette fois, sans double entente, sans restriction aucune, il a nettement déclaré que, si les unionistes adoptaient une politique protectionniste, ils devaient chercher un autre chef que lui.

Patatras ! tout l'échafaudage d'arguments de M. Chamberlain, qui devait indiquer habilement que M. Balfour était secrètement d'accord avec lui, a croulé ! Et le pauvre « grand agitateur gouvernemental » lâché a déclaré piteusement que c'était lui. Chamberlain, qui était d'accord avec M. Balfour !

Alors quoi ? plus de protectionnisme ? Et le grand système économique qui devait affermir les destinées et les richesses de l'Angleterre en les bousculant, qu'est-il devenu ce système ?

Ah ! pardon ! M. Balfour le repêche ; il propose une conférence colossale et des élections dans toutes les parties de l'Empire pour « étudier la question fiscale ». On ne se moque pas plus cruellement d'un ami de la veille.

C'est la noyade définitive. Il faudrait plus d'un lustre pour organiser cette « étude » et cette « votation ».

« C'est un procédé qui n'a d'inconvénient que la lenteur! » a dit M. Chamberlain avec amertume. C'est que M. Chamberlain frise ses 70 ans et que les années comptent double pour lui, et il se trouve en face de la quintessence de l'obstruction.

Le discours de lord Lansdowne remplaçant M. Balfour au banquet du lord-maire a été d'un optimisme touchant. L'Angleterre, en effet, a lieu de se montrer satisfaite de la soumission des autres Puissances à sa politique. Les traités d'arbitrage, sa convention avec la France, écartent des démêlés dangereux.

Rien n'est plus vrai, la France ayant consenti à céder à l'Angleterre sur tous les points où il pouvait y avoir contestation, en Égypte, à Terre-Neuve, comment le ministre des affaires étrangères à Londres n'aurait-il pas constaté « l'éclaircissement de l'horizon politique » ? Lorsqu'un coup de vent chasse les nuages le ciel est clair. M. de La Palice l'eût dit avant lord Lansdowne.

« Je croirais manquer de respect à la Chambre, a de son côté dit M. Delcassé, si par un artifice de langage je cherchais à diminuer la valeur de la concession que nous avons faite à l'Angleterre en lui laissant sa complète liberté en Égypte. »

« Nous pouvions donc ne pas laisser croire, a-t-il commencé par nous dire, que nous n'avions rien à céder ou à ne pas céder à l'Angleterre en

Égypte, qu'elle en était maîtresse et que nous n'acceptions qu'une situation établie! »

Et M. Delcassé continue :

« Un argument commode consiste à dire que nous aurions pu continuer à réserver l'avenir. »

Oui, Monsieur, nous le pouvions, les Égyptiens nous le demandaient, une colonie, la plus nombreuse, la plus riche, la plus influente que nous ayons même dans nos propres possessions, nous en suppliait. Cette « concession de valeur » que vous convenez avoir faite à l'Angleterre, rien, non rien ne vous obligeait à la faire, pas même le Maroc!

Et ce vous est un « argument commode » à vous, de nous dire que vous ne pouviez continuer à réserver l'avenir. Vous seul en avez décidé avec la même âme que vous avez décidé du recul de Fachoda.

L'abandon de l'Égypte à l'Angleterre est le poids le plus lourd que vous porterez dans l'histoire de votre parti vis-à-vis de vos propres troupes socialistes, car, ainsi que le prouvait Édouard Drumont dans l'un de ses derniers articles, le plus magistralement documenté, c'est pour favoriser les intérêts « capitalistes » protégés, représentés et défendus par M. de Rothschild que vous avez lentement travaillé à faire de l'Égypte une colonie anglaise.

Je connais l'esprit égyptien, j'ai mesuré l'influence de la colonie française du Caire. Je sais

combien était précaire au moment de Fachoda la puissance de l'Angleterre en Égypte, combien à nouveau cette puissance décroissait quand vous avez signé avec elle votre néfaste convention.

Et que dire ensuite de la façon dont vous avez sacrifié à Terre-Neuve les intérêts français? La discussion à la Chambre ne l'a que trop nettement établi.

Et ces deux concessions que la France n'eût dû jamais consentir à aucun prix ont pour récompense : « Notre liberté d'action au Maroc ».

L'Angleterre, pour un tel échange, avait-elle donc ressuscité le Maroc comme nous avons ressuscité l'Égypte et fait pour l'un de ses sultans ce que Louis-Philippe a fait pour Méhémet-Ali? L'Angleterre nous livrait-elle en échange de cette Égypte civilisée, enrichie, un Maroc civilisé, enrichi? Nous sacrifiait-elle, à Tanger ou à Fez, une colonie anglaise de 14,000 de ses colons? Abandonnait-elle à notre profit une classe dirigeante de Marocains parlant sa langue, l'aimant, goûtant son esprit, s'en pénétrant au point d'avoir fait la littérature anglaise et les lois anglaises siennes? Les Marocains considéraient-ils Londres comme les Égyptiens considéraient Paris, presque en Métropole? Répondez! S'il en eût été ainsi, l'Angleterre eût-elle, même « pour la forme » comme elle l'a fait, abandonné le Maroc comme nous avons abandonné l'Égypte? Non, mille fois non!

Marché de dupes, d'archi-dupes, Monsieur le ministre, comme tous ceux que quiconque a jamais fait avec la Grande-Bretagne.

Encore si vous aviez eu pour le Maroc et votre convention quelque intuition de la façon dont l'Angleterre comprend « l'influence » qu'elle exerce sur les pays où elle met le « grappin ».

Lisez donc l'article 9 du traité anglo-thibétain et jugez comment il faut s'y prendre pour établir sa domination « pacifique à l'anglaise » dans un pays.

Article 9. — « Sans le consentement de la Grande-Bretagne, aucun territoire thibétain ne pourra être vendu, loué ou hypothéqué par aucun gouvernement étranger. Il ne sera permis à aucune puissance étrangère de s'immiscer dans l'administration thibétaine et dans les affaires qui en peuvent dépendre. Nul gouvernement ne pourra envoyer officiellement ou officieusement un de ses nationaux au Thibet, quelles que soient les occupations qu'il puisse poursuivre pour participer à la direction des affaires thibétaines. Enfin aucun gouvernement étranger ne sera autorisé à construire des routes, des chemins de fer, à établir des lignes télégraphiques, à ouvrir des mines dans n'importe quelle partie du Thibet. Au cas où la Grande-Bretagne consentirait à laisser une autre puissance construire des routes ou des chemins de fer, ouvrir des mines ou établir des lignes télégraphiques, elle se ré-

serve d'abord d'examiner pour son propre compte les moyens d'accomplir l'œuvre proposée par cette autre puissance. » — Lisez : à moins que l'affaire soit mauvaise, l'Angleterre la gardera. — « Enfin aucune propriété foncière contenant des minéraux ou des métaux précieux au Thibet ne pourra être hypothéquée, échangée, louée ou vendue à aucune autre puissance étrangère. »

Peut-on enserrer un pays de façon plus complète ? Les tentacules de la pieuvre étendent tous leurs suçons. C'est de l'exploitation pacifique plutôt, sous le nom de pénétration.

Et nous, au Maroc, l'Angleterre nous eût-elle permis de rédiger une pareille prise de possession ? Elle sait, la perfide Albion, que pour bénéficier du Maroc, il nous faut le conquérir par le fer et par le feu, à force d'hommes et d'argent. Nous en avons d'ailleurs en ce moment la preuve à notre frontière algérienne.

En admettant que le Sultan nous ouvre ses bras sans arrière-pensée, il nous faudra le défendre lui-même contre ceux qui le considèrent et nous considèrent en même temps comme ennemis.

Est-ce qu'hier, tandis qu'on se pâmait à la Chambre sur les admirables résultats de l'entente cordiale, et que des hommes comme MM. Jules Delafosse et Deschanel mordaient à même dans ce fruit plein de cendres, au Maroc les tribus alliées du Sultan n'étaient pas battues à

plate couture par les troupes du Prétendant et par celles de Bou Amena ? Hélas ! l'expédition marocaine ne se fera pas comme l'expédition thibétaine, avec trois mille hommes et un colonel. Les Marocains ne sont pas des Thibétains ; Bou Amena, le Prétendant et leurs troupes ne peuvent être confondus avec le Grand Lama et avec ses moines.



La campagne électorale en Italie a été extrêmement passionnée. Jamais ni le nombre des candidats ni celui des votants ne fut plus nombreux. Pour ces derniers l'invitation au vote devenait irrésitible, la plus fugitive nuance de l'opinion de chacun se trouvant représentée. Un parti qui, il y a quelques années, était homogène se partage aujourd'hui en quatre. C'est au travers de ces mailles relâchées que passerait le groupe révolutionnaire s'il n'était lui-même très partagé.

M. Giolitti, avec son habileté continuelle, s'est efforcé de constituer en « bloc » les partis monarchiques. Il a fait appel à toutes les bonnes volontés anti-révolutionnaires. M. Biancheri, président de la Chambre, et qui appartient aux temps héroïques de « l'unité », s'étonne de voir tant de défections dans ce qu'il considérait comme le parti monarchiste démocrate. « Il

s'agit de savoir, disait-il ces derniers jours, si le peuple italien désire la liberté et l'ordre, ou bien la révolution. »

En Italie comme en France, la grande époque des luttes pour l'émancipation des idées n'a engendré que les appétits d'une meute toujours plus nombreuse, qui ne voit dans la liberté que le droit du grand nombre d'opprimer le petit, par réversibilité, disent certains socialistes, et dans la proportion où le petit nombre autrefois se croyait le droit d'opprimer le grand.

Ce sont des victoires bien relatives que celles où il faut faire appel à toutes ses réserves pour défendre le drapeau. Et il se passe ceci, que si les partis de l'ordre acceptent, si libéraux qu'ils soient, l'appui des plus réactionnaires, les avancés acceptent de leur côté celui des plus révolutionnaires.

Comment juger de la victoire ou de la défaite de partis subdivisés à ce point ? C'est l'émiettement avec toutes ses fluctuations ; ce ne sont que groupes et sous-groupes mobiles qui se déplacent, se juxtaposent tour à tour, selon la question qui surgit. Et c'est alors une politique de rocher de Sisyphe, sans cesse descendante et remontante, qui ne permet ni les grands projets, ni les grandes réformes, qui ne donne aux ministères, aux majorités qu'une existence précaire, instable, décourageante. Droite, centre, gauche et extrême gauche, qui signifiaient au-

trefois en Italie des délimitations bien marquées, ne sont plus que fractions et fractions. L'extrême gauche elle-même est devenue ou républicaine ou radicale, ou socialiste évolutionniste ou socialiste révolutionnaire. Encore peut-elle se retrouver aux élections pour combattre les ennemis communs rapprochés eux-mêmes par la menace de leur propre désagrégation; mais qu'une question se précise au Parlement, tout aussitôt dans tous les rangs les scissions se feront.

L'appui des catholiques a été extrêmement utile au gouvernement italien en renforçant ses cadres d'électeurs, mais comment des députés élus par tant d'apports d'opinions différentes pourraient-ils donner au gouvernement la certitude de leur appui en toute occurrence?

Il faut une grande souplesse à M. Giolitti, une grande fermeté au roi Victor-Emmanuel pour combattre le flot montant de l'armée révolutionnaire avec des troupes qui menacent de plus en plus de se débander.

Autrefois un mot, un principe, une idée, un homme fixaient les opinions pour toute une vie ou en tout cas pour un grand nombre d'années. Aujourd'hui, tout mot, tout principe, toute idée, tout homme s'usent en quelques semaines et sont à renouveler. La folie du mouvement envahit tout, sans profit pour un résultat quelconque, la stabilité devenant aux yeux de tous l'immobilisme. Tourner, virer, changer, aller,

revenir, « avancer » même en reculant, telle est la conception de la vie nouvelle. Réfléchir, s'affermir, se fixer sont des mots qui n'ont plus qu'un sens vieilli.

Triste, triste temps où l'on ne perçoit que le bruit extérieur, le sens brutal des choses, où les mots attrapent au vol une signification d'à peu près, où rien de profond, d'intime, d'intérieur ne se cherche plus.

Excepté en France où nos ardeurs nationales semblent éteintes, la seule chose qui vibre encore ailleurs est la passion des revendications de la race. Cette passion survit à l'effondrement des autres passions désintéressées qui exigent le sacrifice de soi à une cause.

A propos des troubles d'Innsbrück, d'un bout à l'autre de l'Italie la vieille âme nationale s'est réveillée ; c'est qu'aussi l'appel était criant.

Les Allemands n'admettent pas d'autre « culture » que la leur. Ce qu'ils font en Pologne, en Bohême, ils l'ont fait dans le Tyrol, à Innsbrück, à propos de l'ouverture de la Faculté italienne de droit nouvellement créée.

L'explosion de haine du teutonnisme contre tout ce qui n'est pas germain, cette férocité contre les Slaves et contre les Italiens, n'admettant aucune classe, aucune école parallèle, en vérité cela devient de plus en plus violent chez les Allemands, de plus en plus révoltant pour leurs adversaires.

Il n'y a qu'une langue pour les Allemands d'Autriche, l'allemand; qu'un progrès, l'assimilation des autres races à la race germaine.

« L'Allemagne, l'Allemagne toujours plus forte, toujours plus grande ! » chantent les étudiants allemands, et ils assomment ceux qui ont un autre idéal de race que le teutonnisme.

La fureur germaine s'en est donné à cœur joie dans la capitale du Tyrol.

460,000 Allemands et 360,000 Italiens sont en présence dans le Tyrol. Malgré les protestations des Allemands, le gouvernement autrichien avait admis que les Italiens pussent avoir une université italienne. Les Allemands s'opposaient à cette création parce qu'Innsbrück est une « ville allemande ». Il est vrai qu'ils s'étaient de même opposés à la fondation de cette université, d'abord à Loveredo, parce que c'est une ville « italienne » et que l'élément italien s'y fût trouvé fortifié, et ensuite à Trieste qu'ils considèrent comme le port commercial de la future Pangermanie.

Enfin le gouvernement autrichien décida qu'une université italienne serait ouverte à Innsbrück.

Mais les étudiants allemands ne se tinrent pas pour battus. Si le jour de l'ouverture des cours italiens, sachant les étudiants armés et résolus à se défendre, ils ne les attaquèrent point, le soir, renforcés par des bandes d'Allemands recrutés

partout, ils tombèrent en masse sur eux à la sortie de l'hôtel où ils s'étaient réunis.

« Les Italiens, nous dit la *Correspondance tchèque*, ne voulant pas se laisser assommer comme des bêtes féroces, tirèrent plusieurs coups de revolver. Il y eut huit blessés allemands : « Le sang allemand avait coulé ! » La fureur germanique fut à son comble. La foule allemande démolit de fond en comble la maison de l'université italienne, pilla, dévasta les hôtels et les magasins italiens dans la ville, attaqua le consulat italien, insulta le gouverneur autrichien et la troupe accourus pour maintenir l'ordre.

« Et l'Allemagne tout entière, depuis la mer Baltique jusqu'aux Alpes italiennes, applaudit furieusement.

« C'est ainsi partout en Autriche, dans les villes où les Allemands sont en majorité, à Innsbrüch, à Vienne, à Brünn, à Troppau, etc. ; ils ne veulent tolérer aucune école slave ou italienne ; mais dans les villes où ils sont en minorité, comme par exemple à Prague, ils réclament tous les droits et ils sont pourvus de beaucoup plus d'écoles qu'il ne leur en faut. »

La presse allemande de Vienne bat la générale et déclare les Allemands opprimés par les Slaves et les Italiens; la presse italienne avec plus de raison déclare les Italiens opprimés par les Allemands ; les plumes se battent, vengeant ou approuvant les horions reçus. Et l'alliance

s'accommode de ces luttes. Le jugement du tribunal de l'Empire, je l'ai dit dans mon dernier numéro, a donné tort aux Tchèques de Vienne qui réclamaient le droit de faire instruire leurs enfants dans leur langue maternelle. Les Tchèques ont vivement ressenti cet affront fait à la Bohême entière.

Les Tchèques de Vienne, soutenus par toute la Bohême, n'abandonneront pas la lutte et ils sont résolus à obtenir un jour ou l'autre des écoles tchèques pour leurs enfants tchèques.

La reconstitution du Ministère autrichien, dont les membres sont moins intolérants que ceux du précédent cabinet, la nomination au Ministère tchèque du professeur docteur Randa, l'une des gloires de l'université de Prague, est flatteuse pour les Tchèques, et déjà l'on affirme que cette concession leur fera renoncer à l'arme parlementaire de l'obstruction. Mais cette concession, si concession il y a, est individuelle et non nationale. Elle laisse subsister les lois oppressives en vigueur. L'avenir nous dira donc ce que feront les Tchèques et s'ils se contenteront d'un honneur qu'on leur fait pour abandonner leur attitude défensive. Je ne le crois pas.

La Chambre hongroise continue à s'agiter autour de la question de revision du règlement. L'opposition résiste et elle a fini par être tout entière d'accord pour combattre le projet de M. Tisza.

Celui-ci résiste avec plus d'énergie que jamais; il menace et essaie de toutes les formes d'intimidation, dont la moindre n'est pas celle d'une prompte dissolution. Il est allé jusqu'à apostropher l'opposition en lui déclarant « que le pays était las de son attitude et attendait ardemment l'heure où il serait débarrassé de ceux dont l'agitation est devenue une condition d'existence ».

Le comte Apponyi, le lendemain du jour où M. Tisza avait quelque peu décontenancé l'opposition, a fait une diversion heureuse. Reconnaissant que l'obstruction est un mal qu'il faut guérir, il a ajouté que pour cela il était nécessaire de transformer la majorité qui ne correspond plus à la majorité de la nation, et pour cela transformer la loi électorale.

« Cette concession est pour mon parti, a ajouté le comte Apponyi, la condition préalable de son accession à la revision du règlement. Dans le cas où cette revision serait forcée par des moyens illégaux, nous devrions considérer chaque décision de cette Chambre comme nulle et non avenue, et nous ne supposons pas que le monarque qui a prêté serment sur la Constitution veuille les sanctionner. »

« S'il en était autrement, a crié M. Ugron, je deviendrais tout de suite républicain. »

On imagine le tumulte soulevé par ces paroles.

Les jours suivants ont eu lieu des scènes de

violence telles qu'on a craint un moment des corps à corps. Les députés libéraux quittèrent leurs sièges pour former un demi-cercle autour de M. Tisza, les députés de l'opposition entourèrent M. Polonyé qui, chaque fois que M. Tisza prenait la parole, l'interrompait.

On dit que M. Tisza a gagné à ses projets le comte Andrassy, qu'il compte épurer sa majorité de tout élément hésitant et qu'il en fera résolument le triage pour de là commencer la lutte décisive contre l'opposition.

Le premier qui cédera, on peut en faire la gageure, sera M. François Kossuth.



En vérité, il faudrait avoir le parti pris de ne s'émouvoir que des assassinats de Macédoniens par les bachi-bouzouks ou par les bandes bulgares, et de considérer comme quantité négligeable les crimes commis par les uns et par les autres sur les Grecs paisibles qui n'ont demandé — depuis trop longtemps, il est vrai — qu'à ne prendre aucune part aux luttes qui ensanglantent la Macédoine.

Mais il y a une limite à la résignation ou aux résolutions pacifiques. C'est le moment où amis et ennemis vous frappent également et semblent ne s'entendre que sur un point commun : vous

exterminer! Ce moment était venu pour les Grecs de Macédoine.

A force d'enregistrer des assassinats, de supporter des menaces, de céder à la violence, ils ont enfin compris que le seul moyen d'être défendus contre ceux qui ont un égal intérêt à les clairsemer, c'était de se défendre eux-mêmes. Des appels ont été échangés, des comités secrets se sont constitués qui ont armé des bandes d'armatoles « formées pour venger le massacre de leurs frères et pour défendre leur vie incessamment menacée ». Mais il manquait un chef à ces bandes.

Un jeune officier de grand avenir, possédant tous les dons de la fortune, les plus hautes parentés athéniennes, demanda et obtint un congé pour se rendre, dit-il, à Paris.

Mais ce n'étaient pas des vacances joyeuses que le lieutenant Paul Mélas cherchait. Sans un mot, sans un adieu à ceux qui lui étaient le plus chers, il partit pour la Macédoine et se mit à la tête d'un groupe d'armatoles du district de Kastoria.

« En deux mois, lisons-nous dans le journal *l'Hellénisme*, il dispersa les bandes qui terrorisaient la région comprise entre Kastoria, Florina, Vodéna et Siatitsa, où les Turcs avaient laissé sans protection les Grecs et où des crimes se commettaient chaque jour. »

C'est une liste de Grecs, hommes, femmes,

enfants, vieillards, assommés, poignardés, fusillés, violés, parvenue à Paul Mélas, qui provoqua sa résolution.

Ce sont les Turcs qui ont tué le chef grec Zéza, nom que Paul Mélas avait pris. Il est mort avec six de ses partisans dans une lutte de un contre dix.

Son cadavre a pu être recueilli et sa famille a au moins cette consolation qu'il n'a subi aucune mutilation.

Il devient difficile, après cette mort, d'accuser les Grecs de Macédoine de trahir les Bulgares, leurs « libérateurs », pour les vendre aux Turcs.

Le jeune officier hellène a ouvert la route à d'autres dévouements. Ils ne manqueront pas.

Que la famille de Paul Mélas me permette de lui adresser, en même temps que mon tribut d'admiration pour la noble mort de l'un de ses plus jeunes membres, l'assurance de la part que je prends à son chagrin de voir brisée une existence de si grand avenir.

Juliette ADAM.

6460. — Lib.-Imp. réunies. MOTTEROZ, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

5e Année. — N° 100. 7 Décembre 1904.

Parole française à l'Étranger

Nice, 1er décembre 1904.

Mme Olga de Novikoff, que je m'honore depuis quelque vingt ans d'avoir pour amie, vient de donner à la nation anglaise l'un de ces coups d'éventail qui, à mon avis, l'a blessée plus sûrement que le tir par ricochet de l'amiral Rojdenstvenski ne l'a blessée à Hull.

Voici ce qu'elle écrit à la *Westminster Gazette*, l'un des rarissimes journaux anglais soucieux d'ouvrir ses colonnes à la vérité :

« Monsieur,

« Permettez-moi d'appeler votre attention sur un incident qui semble avoir été oublié en Angleterre, mais que vous trouverez, je l'espère, être digne de quelque intérêt.

« Je parle de l'année 1900, lorsque les forces internationales, débarquées et réunies, furent envoyées par le chemin de fer de Tientsin à Pékin où la vie des Européens était menacée par les Boxers.

« A minuit environ, le 17 juin, un corps de nos marins revenait à pied de ses travaux. Un détachement de marins anglais qui voyageait en chemin de fer, voyant par les portières des wagons des hommes se mouvoir, crut que c'étaient des Boxers et ouvrit immédiatement le feu. L'erreur découverte, on cessa de tirer, mais le mal était fait. Deux hommes, Schadrin appartenant au *Navarin*, et Jhakoff du *Kornuloff*, avaient été tués Plusieurs autres hommes étaient blessés.

« Le vice-amiral anglais Seymour, qui commandait les forces réunies, se hâta d'envoyer une lettre officielle de regret et d'excuse au capitaine russe Tchaguine qui avait la charge des hommes aussi malheureusement attaqués.

« Le *Cronstadt Messenger* nº 127 a imprimé l'important document que je reproduis ici :

« Monsieur, j'ai l'honneur de vous informer
« que j'ai en ce moment reçu la nouvelle du fatal
« incident » de la dernière nuit; remarquez le
« mot « incident » à la suite duquel quelques-uns
« de vos hommes ont été tués par les nôtres. Je
« me hâte de vous exprimer mes plus grands
« regrets et ceux des forces anglaises sous mon

« commandement pour un événement qui ne
« peut être assez déploré.

« J'ai l'honneur, monsieur, d'être votre obéis-
« sant serviteur.

« Vice-amiral SEYMOUR. »

« Que la lettre qui précède soit le texte identique de celle de l'amiral Seymour, je ne l'affirmerai pas, car elle fut traduite en russe par le journal que j'indique, mais la « valeur » de ses termes est sûrement exacte.

« Le capitaine Tchaguine rendit compte alors de l'événement à l'amiral Hildebrand, le chef de l'escadre russe du Pacifique, lequel, quoique très affligé de la triste nouvelle, si imprévue, comprit cependant, étant officier de grande expérience, qu'une telle chose était possible, que de pareilles erreurs s'expliquent et peuvent aisément arriver, surtout la nuit.

« Aussi, lorsque l'amiral Seymour vint voir l'amiral Hildebrand pour lui exprimer ses regrets, les accepta-t-il, se fiant entièrement à la sincérité.

« Cet « outrage » anglais n'eut pas d'autres conséquences. Aucune agitation guerrière ne fut soulevée par la presse russe; l'ambassadeur anglais ne fut pas hué à Pétersbourg, les Anglais ne furent pas comparés par les Russes à « des chiens fous », etc., etc.

« En lisant le compte rendu du douloureux événement qui eut lieu en Chine, comment n'être

pas frappé des analogies et des dissemblances qui existent entre ce qui se passa en juin 1900 et en octobre 1904. Dans les deux cas ces déplorables erreurs furent commises au milieu des ténèbres de la nuit, avec cette dissemblance cependant que l'une advint par une obscure nuit d'octobre et l'autre par une nuit d'été, en juin!... Dans les deux cas pareillement, deux hommes furent tués et plusieurs blessés. La différence la plus grave entre ces deux cas et qui fut imputée à si grand crime à l'amiral Rojdenstvenski, c'est que l'amiral anglais fut en possibilité d'offrir ses excuses immédiatement, tandis que l'amiral russe n'apprit les regrettables événements du 21 octobre dans la mer du Nord que trois jours plus tard, à Vigo, ce qui le fit accuser de négligence dans un devoir essentiel.

« Le Gouvernement russe ne demanda nulle compensation et l'Angleterre ne fit volontairement l'offre d'aucune indemnité pour les familles des tués et blessés de 1900. En Russie il n'y eut point de « furia » pour la guerre, le calme prévalut, tandis qu'en Angleterre, en 1904, la presse montra, pour caractériser avec la plus grande indulgence possible le débordement de ses injures contre la Russie, montra, dis-je, un manque lamentable de patience et de bienveillance.

« Sans l'attitude d'hommes d'État parfaits comme M. Balfour et surtout lord Lansdowne, des malheurs irréparables auraient pu à ce mo-

ment frapper deux grandes nations chrétiennes, contrairement aux intérêts des deux pays.

Agréez, etc.

Olga Novikoff « O. K. ».

Mme de Novikoff, en écrivant cette lettre à la *Westminster Gazette*, ne connaissait pas les révélations faites par les ouvriers et les marins de la maison Yarrow, dont les chantiers se trouvent, chose originale, dans « l'île des Chiens ». Les « chiens traitres » sont probablement plus vraisemblables que les « chiens fous ».

Un bateau qualifié yacht, à destination soi-disant de Libau, en Russie, a été livré par la maison Yarrow; ce yacht n'était autre qu'un torpilleur acheté par les Japonais et dont l'équipage est rentré quelques jours après sur un navire allemand. Le *Standard* lui-même, journal à peu près officiel, consent à reconnaître qu' « un torpilleur à marche rapide a été livré quelques jours avant l'incident de Hull à des tiers qui n'avaient fourni aucune des garanties que le chantier d'un État neutre doit exiger ».

Or, comme les lords de l'Amirauté sont tenus au courant jour par jour des marchés conclus par les constructeurs et de la destination des navires, le Gouvernement anglais savait parfaitement que le torpilleur japonais canonné par l'amiral Rojdenstvenski n'était pas un vaisseau-fantôme.

De plus, on ne peut plus contester à Hull que

des matelots japonais y font un apprentissage de pêcheurs, ce qui est pour le moins original!

De là la « perfection » que Mme de Novikoff attribue aux hommes d'État anglais et la facilité pour la « violente » Angleterre de s'apaiser et de se montrer raisonnable pour les conditions de l'enquête; mais la Russie ne doit jamais oublier l'explosion de haine provoquée contre elle par un « incident » qu'un peu de sang-froid eût réduit à ses proportions et que la stricte justice devait transformer en une preuve de basse trahison d'un neutre.



Je vois des gens qui s'extasient sur la « bonne foi de l'Angleterre, parce qu'elle a laissé passer une partie de la flotte de la Baltique par le canal de Suez; mais est-ce que l'article 1er du traité international signé par la France, l'Allemagne, l'Autriche, l'Angleterre, l'Espagne, les Pays-Bas, l'Italie, la Russie et la Turquie, ne spécifie pas que « la canal de Suez sera toujours libre en temps de paix comme en temps de guerre à tout navire de commerce et de guerre, sans distinction de pavillon ».

Un précédent eut d'ailleurs existé sans ce traité en faveur de la Russie accusée au moment de la guerre russo-turque, par les journaux anglais, de nourrir le projet de bloquer le canal de Suez. Le prince Gorstchakoff fit alors, au nom de l'Em-

pereur, cette déclaration répondant à une note officieuse de l'Angleterre : « Le cabinet impérial ne veut ni bloquer, ni menacer d'interrompre en rien la navigation du canal de Suez qu'il considère comme une œuvre internationale intéressant le commerce du monde et qui doit rester hors de toute atteinte ».

Il eût été difficile avec un tel précédent de trouver des arguties pour empêcher l'une des escadres russes de traverser le canal.

Hélas! ce passage une fois accompli, comment nous réjouir? Qui sait ce que les Japonais préparent? L'amiral Togo fait, dit-on, réparer six vaisseaux qui ne prennent plus part au siège de Port-Arthur, pour aller à la rencontre de la flotte du Pacifique. Où la retrouvera-t-il?

Ceux qui aiment la Russie comme nous l'aimons ne cessent de passer de l'espoir à la crainte.

Quand la crainte s'ajoute à la tristesse de voir que l'Allemagne s'attache à conquérir chaque jour les sympathies de la Russie par les assurances qu'elle lui donne, par l'aide qu'elle lui apporte, tandis que notre politique se confine dans la plus stricte neutralité et que, pis est, dans la malveillance agressive quand M. Jaurès et sa bande s'en mêlent, alors le chagrin et la désespérance nous envahissent.

Les journaux russes de plus en plus soulignent le refroidissement des relations entre la Russie et la France, et l'opinion de nos alliés se tourne vers l'Allemagne dont les promesses et les assu-

rances lui donnent des tranquilités dans l'affreuse épreuve que traverse le grand Empire.

On dit que Guillaume II, en dégarnissant ses frontières, laisse libre le tsar d'envoyer ses troupes en Asie et que Nicolas II lui en sait grand gré, — qu'un pacte a été conclu entre les deux souverains qui permettra un jour au Kaiser allemand de régler la succession d'Autriche à sa guise.

Quelle inquiétude pour les patriotes des nationalités slaves à cette heure de penser que le germanisme se prépare à les dévorer sans que la grande sœur Russe soit en mesure de les défendre. Lorsqu'on voit l'intérêt qu'avaient l'Allemagne et l'Angleterre à pousser la Russie en Asie, on ne s'étonne plus de la série d'intrigues, de faux semblants, d'ententes perfides, de règlements diplomatiques, causant au Japon des irritations qu'une préparation passionnée à la guerre pouvait seule calmer.

La Russie a été abusée, trompée, détournée de ses voies avec une infernale habileté et elle n'a pas été éclairée et défendue par nous comme elle devait l'être.

L'alliance russe nous donnait bien d'autres droits que ceux que nous lui avons réclamés et, par contre, nous étions tenus à bien d'autres devoirs envers elle que ceux remplis. Elle a rétabli l'équilibre de l'Europe et nous ne lui avons demandé que le profit moral tiré par nous de cet équilibre et la gloriole des manifestations officielles.

Aujourd'hui, notre ministre des affaires étrangères, qui avait laissé s'accumuler au Parlement les manifestations hostiles à la Russie, sentant le danger proche, très proche, de voir l'équilibre européen encore une fois rompu au profit de la Prusse impériale, notre ennemie menaçante, fait tardivement l'éloge de l'alliance russe ; il a enfin déclaré que « jamais l'utilité de l'alliance franco-russe ne fut plus évidente, que jamais nous ne pourrons trouver une occasion plus opportune de proclamer notre fidélité et notre attachement à un pacte qui sauvegarde puissamment les deux nations qui l'ont conclu ».

C'est le grand Empire du Nord seul qui s'est mis par son alliance avec nous en travers de l'infériorité sous laquelle les puissances prétendaient nous laisser courbés depuis nos défaites.

Et les étranges politiciens qui dénoncent l'alliance russe et applaudissent aux ententes « cordiales de la France avec l'Italie et avec l'Angleterre » ont la mauvaise foi de ne pas reconnaître que, sans l'appui de cette alliance, jamais nous n'aurions pris aux yeux de nos voisins, si malveillants depuis 1870, l'importance qu'ils nous ont plus tard reconnue. Cette alliance a protégé en même temps l'Angleterre et l'Italie. Elles le verraient bien chacune si quelque jour une entente de l'Allemagne et de la Russie permettait à la « toujours plus grande Allemagne » de s'emparer de Trieste et de Salonique, et si le grand Empire du Nord rendait réelle l'impru-

dente allusion de lord Selborne « à la possibilité d'une attaque de l'Inde par les Russes ».

Ce discours de lord Selborne a vraiment des airs de provocation, et rien d'étonnant à ce que le *Nouveau Temps* y réponde : « Nous ne voulons pas chercher querelle à l'Angleterre, mais les incorrigibles jingoës nous obligent à nous préparer à la résistance sur le point qui nous est le plus accessible. Si les Curzon et les Kitchener étaient plus raisonnables et plus pacifiques, ils ne dépenseraient pas des sommes incalculables à renouveler l'armement de l'armée des Indes, ils n'augmenteraient pas son effectif, ils n'établiraient pas aux Indes un conseil spécial ayant pour tâche particulière « l'étude du théâtre probable des opérations qui doivent être dirigées dans un temps à venir contre une puissance européenne », ils ne prépareraient pas des fortifications sur la frontière, ils n'enverraient pas au delà des Indes des missions commerciales et diplomatiques escortées par des détachements militaires ».

Il faudrait être bien naïf pour croire l'Angleterre sincèrement pacifiste : elle ne l'est à aucun moment, et ce n'est que quand elle a poussé les autres à la guerre qu'elle chante les bienfaits d'une paix qui n'a de profits que pour elle.

L'expédition du Thibet n'a pas été une guerre pour l'Angleterre, tout simplement parce qu'elle avait occupé la Russie de façon à se trouver seule en face des moines. On peut donc dire que

l'Angleterre est pacifique dans la mesure correspondante aux guerres qu'elle déchaîne sur les autres nations.

Mais la punition est proche. Le Japon lui fermera et lui enlèvera l'Asie, qu'il soit vainqueur ou vaincu. L'ambition des Nippons est d'en chasser les Européens, de japoniser la Chine, l'Inde, l'Indochine, le Siam, etc.

« L'Asie aux Asiatiques ! » est une formule dont on n'endiguera plus aujourd'hui, quoi qu'il arrive, le flot montant. La seule chose que l'Europe puisse espérer encore, c'est que l'Amérique, l'Asie, l'Afrique même ne se concertent pas pour la convoiter. L'entente de l'Allemagne et de la Russie, menaçante pour nous, l'est plus encore pour l'Angleterre. Ceux qui vivront ce quart de siècle verront la chute d'Albion. M. Gladstone déjà la prévoyait, et pour lui une politique commune avec la Russie en Orient, en Extrême-Orient, était la seule sauvegarde des destinées de l'Angleterre. L'alliance de la Russie et de la France avait découragé ses projets, et c'est l'une des preuves de la bienfaisance de cette alliance pour notre pays, puisqu'elle « contrariait » les vues les plus hautes d'un grand homme d'État anglais.

En ce moment la Chine fait son apprentissage de la politique armée. Elle voit, comme elle l'a vu déjà trop de fois, son pays envahi par des soldats étrangers qui guerroient entre eux, sur son territoire, après s'être associés pour lui imposer

leurs ambitions. Le Japon est tout prêt à initier les hommes de sa race aux procédés « faciles », par lesquels on peut combattre les hommes des autres races. Avec leurs armes, avec leurs moyens rapides de transport, les hordes asiatiques peuvent envahir en quelques mois par terre et par mer les pays autrefois les plus inaccessibles. Les Chinois, peut-être plus intelligents encore que les Japonais, mûrissent leurs idées d'indépendance tandis que, neutres en apparence, ils regardent s'entretuer ceux qui rêvent également de les dominer.

Guerre éternellement regrettable que la guerre actuelle, dont les siècles même subiront les effets, car, de quelque façon qu'elle se termine, elle aura renversé la grande muraille de la Chine pour ouvrir aux Chinois toutes grandes les portes de l'Europe.



Le chagrin des amis de la Russie à cette heure, de ceux qui comme moi ont prévu depuis dix ans cette guerre néfaste, qui se sont désespérés de la voir éclater, mais qui, depuis sa déclaration, souhaitent de toute leur âme, espèrent de tout leur espoir le triomphe final de la tant aimée alliée, ceux-là ont souffert et souffrent encore mille morts en voyant les conséquences d'une guerre que les « mandchouristes » ont cherchée sans l'avoir en rien préparée.

A cette heure, les réservistes, travaillés par les révolutionnaires qui répandent chez les paysans la terreur d'un pays où « la mort est certaine », refusent de partir et le Gouvernement russe s'est vu obligé, m'écrit-on, de renvoyer les réservistes des années 1887-88 et 1889 dans leurs foyers.

Une nouvelle épreuve très grave et tout à fait inattendue atteint l'armée russe. Les militaires et tous ceux qui se passionnent pour les chances de vaincre de la Russie avaient compté sur l'hiver pour écraser les Japonais. Hantés par les souvenirs de 1812, tous espéraient que le froid aiderait la Russie à vaincre les héroïques Nippons comme il avait aidé à vaincre les soldats de Napoléon. Or, malheureusement le contraire arrive. L'hiver plus rigoureux cette année en Mandchourie n'est pas du tout l'hiver russe; il est presque sans neige, très sec et les Russes le supportent mal. En outre, lorsque le Russe ne souffre pas du froid, c'est qu'il est très chaudement habillé et qu'il sort d'une « isba » surchauffée. Or l'insuffisance des voies de transport a retardé malheureusement l'envoi des habillements chauds, et le bois est devenu rare en Mandchourie. L'armée russe a froid, elle a soif, car, d'après les rapports des médecins, elle manque d'eau potable.

Les chevaux, eux, manquent de fourrage, et cette admirable cavalerie, l'un des éléments certains de la victoire, se décime d'une façon inquiétante.

Le courage, l'endurance, l'héroïsme du soldat russe sont donc cent fois supérieurs à ceux du soldat japonais à Moukden et à Port-Arthur où ils dépassent toutes les limites atteintes par l'idée surhumaine de sacrifice à la Patrie.

Port-Arthur! ce mot flamboie à chaque heure dans nos âmes et il est à tout jamais inscrit dans les annales les plus glorieuses de l'histoire!

Les Japonais, admirablement préparés, sont pourvus depuis le début de l'hiver, approvisionnés de tout ce qui ne parvient que lentement aux Russes.

Les partisans de la paix exagèrent naturellement les épreuves de l'armée et mènent en Russie une campagne enragée, s'appuyant sur les faits que je cite. Le prince Mestchevsky est à leur tête, et malheureusement comme il n'a cessé d'être en faveur, on se demande s'il n'est pas encouragé par l'Empereur. On recommence à parler de pourparlers avec Berlin, d'une entrevue de Nicolas II et de Guillaume, ayant pour but une médiation de l'Allemagne. Je ne puis croire à la possibilité d'un tel fait qui serait fatal à la Russie.

Est-ce qu'il ne suffit pas au tsar, pour ne faire appel à l'intervention d'aucune puissance, de se rappeler le congrès de Berlin et la scandaleuse trahison de l'Allemagne? Est-ce que le Japon, dépouillé du fruit de ses victoires en 1895 par les puissances comme la Russie en 1878, accepterait l'intervention de l'une d'elles?

Si le tsar, initiateur de la conférence de La Haye, croit la paix nécessaire à son peuple, il peut, il doit en traiter directement avec le Japon. Est-ce que la Russie est écrasée par un Sedan? Est-ce que l'héroïsme de ses soldats a subi une atteinte? Est-ce que le Japon a vaincu la Russie? Est-ce que le drapeau russe ne flotte pas sur une forteresse imprenable?

Non, il n'y a pas de moyens intermédiaires entre la continuation de la guerre ayant pour but une victoire finale de la Russie ou les négociations directes entre deux nations qui s'honorent par leur courage et qui n'ont subi ni l'une ni l'autre l'humiliation de la défaite.

Le promoteur de la conférence de La Haye, s'il est résolu à imposer la paix à son peuple, peut trouver des accents pour calmer son ardeur patriotique. Prendre un intermédiaire, solliciter un aide, un appui diplomatique de Guillaume II, reconnaître en lui, à la face du monde, un « protecteur », ce serait pour la Russie la honte! Espérons que dans ces bruits de médiation par Berlin, il n'y a que du Witte-Ular, car ce serait là la réalisation de leur trop fameuse menace : « Forcer la main au Tsar ».

La note ambiguë et mystérieuse de la *Post*, journal berlinois très officieux, laisse entrevoir « la paix probable », et le correspondant de Pétersbourg (officieux aussi) à la *Correspondance politique de Vienne* parle de l'entrevue de Nicolas et de Guillaume comme n'étant pas impossible.

Que deviendrait alors l'orgueil mondial du Kaiser, s'il était choisi comme médiateur entre l'Asie et l'Europe, toutes deux représentées par les armées russe et japonaise? On ne lui verrait plus de limites. Il est vrai que cet orgueil sera difficilement dépassé : qu'on en juge!

A propos de l'inauguration d'une statue de Frédéric le Grand, Guillaume II ne disait-il pas ces derniers jours : « Moi qui marche sur les traces de ce grand souverain »?

La réunion officielle des Zemstvos a été remise au printemps comme je le supposais. Le moment actuel eût été inquiétant, M. Witte travaillant sous main les éléments radicaux de l'assemblée et en même temps poussant d'autre part à la résistance aux réformes, attaquant et faisant attaquer le prince Mirsky par la presse révolutionnaire pour avoir convoqué la réunion privée des membres des Zemstvos. L'*Oshobojdenié*, actuellement à Paris, l'*Iskra*, à Genève, etc., ont inauguré une campagne vigoureuse contre le ministre de l'intérieur russe, aidés qu'ils sont par la presse avancée en Allemagne et en France, et par les conservateurs en Russie. Les derniers luttent contre les réformes par peur qu'elles changent en mal ce qui leur paraît bien, les premiers dans la crainte affolée qu'elles changent ce qui est mal en bien et leur enlèvent leur raison d'accuser.

Le premier numéro du *Courrier Européen*, nouveau journal de M. Witte, comme je l'expli-

querai tout à l'heure, a publié, sous la plume de M. Struve, un article d'en-tête annonçant le « fiasco » du prince Mirsky.

Pour s'emparer complètement de l'*Européen*, le rédacteur en chef et une grande partie de la rédaction avaient proposé au conseil d'administration certaines mesures, et entre autres une augmentation du capital qui eût fait passer la majorité des actions dans leurs mains. La majorité actuelle a refusé de se laisser substituer une autre majorité. Là-dessus la rédaction et l'administration, emportant les dossiers, ont subitement déménagé et ont fondé un journal concurrent, le *Courrier Européen*. Dans le premier numéro figurent tous les bons amis de M. Witte et ses porte-parole, MM. Ular, Struve, le rédacteur de l'*Oshobojdenié*, et tout le reste de la rédaction de l'*Européen*, à peu d'exceptions près, dont M. Semenof, lequel signe Newsky, et qui avait récemment non pas attaqué, mais fortement égratigné M. Witte, peut-être pour dépister les accusations de compérage.

La preuve que socialistes et radicaux peuvent s'entendre avec les capitalistes, c'est que le *Courrier Européen* a trouvé immédiatement des capitaux. Les continuateurs de l'*Européen*, qui ne sont ni socialistes ni radicaux, sont résolus à s'occuper des petits États, tandis que les socialistes et les radicaux comme les capitalistes ne s'occupent que des grands.

On parle à Pétersbourg d'abus qui auraient eu

lieu à l'occasion de la réunion privée des Zemstvos, ce qui explique peut-être l'adoption des deux « derniers points » du programme des modérés que le prince Mirsky a rejetés. M. Schippoff, le président de la réunion, aurait amené un nombre exagéré de ses partisans appartenant aux trois gouvernements de Moscou, de Nijni-Novgorod et de Tver.

On dit que le prince Mirsky se propose de convoquer en janvier une autre réunion privée, cette fois exempte d'abus.

Le programme des modérés, présenté par M. Shippoff, contenant le vœu d'une représentation parlementaire, vœu dû à l'influence de MM. Radistchef, de Tver, et Pétrounkevitch, le prince Mirsky a déclaré que neuf points seulement sur onze du programme modéré étaient « acceptables », les deux derniers ayant trait au parlementarisme et à la réunion officielle immédiate des Zemstvos.

Il semble bien que Nicolas soit prêt à accorder à son peuple les réformes « acceptables », selon l'expression du prince Mirsky. Une première application pourrait donc en avoir été faite au printemps, lorsque, comme l'a dit le Tsar, « on verra plus clair » et lorsque le moment paraîtra venu au souverain d'autoriser une réunion officielle des membres de Zemstvos pour se rendre compte des besoins et des vœux de son peuple.

Chose curieuse à noter, les neuf points débattus et acceptés par la majorité de la réunion pri-

vée des délégués des Zemstvos reproduisent presque textuellement les demandes du Mémoire du 10 mai de M. de Cyon, Mémoire qui, comme je l'ai signalé alors, correspondait en termes à peu près identiques aux déclarations du prince Mirsky.

Mais le plus stupéfiant est ce qu'on me signale de Pétersbourg ! Une « entente cordiale », m'écrit-on, vient de s'établir entre M. Witte et le prince Mirsky! Cette fois, je renonce à comprendre. Le prince Mirsky « se flatterait de gagner à la cause qu'il défend l'indomptable énergie du premier », et le second, M. Witte, tout naturellement se promettrait de faire sa dupe du prince Mirsky.

Dans une sorte d'interview du *Temps*, un écrivain français, M. Jules Legras, fort au courant de la politique russe, ayant, dans l'un de ses voyages, interrogé l'un des amis de M. Witte, obtint de lui l'aveu que M. Witte « a commis la faute de soutenir qu'il était avantageux, pour relier le Transsibérien à Vladivostok, de couper au plus court en passant par la Mandchourie ».

J'ajoute, moi, que ce projet était le plus impraticable, le plus coûteux, le plus dangereux, le plus à la 'portée des brigands kounghouses, le plus fécond en complications internationales, de l'avis « public » de tous ceux qui critiquèrent alors ledit projet.

Depuis dix ans je n'ai pas accusé M. Witte d'autre chose, et rien de ce qui se passe depuis

n'a eu d'autre genèse que cette faute. Tout en découle, et il n'y a nul besoin d'y ajouter les autres responsabilités de M. Witte, cela suffit.

M. Jules Legras, qui essaie, au dire de « l'ami de M. Witte », de le défendre, n'a-t-il pas rencontré par hasard l'un des heureux actionnaires de cette Société du Chemin de fer mandchou, affaire émise au capital de 25 millions et pour laquelle l'État russe a dépensé plus de 250 millions de roubles.

Parmi les autres responsabilités dont je parle, il en est une cependant bien grave et qu'il est difficile de passer sous silence.

Ceux qui tentent d'atténuer à cette heure la sévérité des jugements portés sur l'amiral Alexeieff prétendent que depuis l'automne de 1903 il avertissait le Gouvernement que la guerre était inévitable, et qu'il demandait des troupes, des canons, des vaisseaux. C'est M. Witte, influençant le comte Lamsdorff, qui cachait le péril. Le général Kouropatkine, ministre de la guerre, fut la dupe de M. Witte jusqu'au moment où la guerre éclata.

De là l'animosité, prétend-on, de l'amiral Alexeieff contre le général Kouropatkine, d'ailleurs meilleur capitaine que politicien.

Une lettre abominable a paru dans l'*Humanité* de M. Jaurès contre le général Kouropatkine. Elle est signée du nom de M. Demtchwiski, le météorologiste, qui, il y a deux ans, fut un moment, prétend-on, le conseil du Tsar.

Jamais la calomnie et l'accusation révoltantes n'ont été poussées plus loin. Cette lettre, qui a été « volée », n'était pas faite pour la publicité, ce qui d'ailleurs ne la rend pas moins odieuse.



Le bruit des pourparlers entre l'Allemagne et la Russie, dans le but de choisir Guillaume II comme médiateur, émeut plus qu'on ne peut le redire les nationalités slaves d'Autriche. Ce serait alors la Russie livrée à l'influence germanique et Guillaume II certainement libre d'enchainer à son char triomphal ces nationalités au moment de la mort de François-Joseph. Guillaume II et son chancelier ne manquent pas une occasion d'affirmer leur volonté de submerger dans « l'océan germain » les petites îles slaves.

Ces derniers jours, à propos du dixième anniversaire de la fondation de l'association allemande de « la Marche de l'Est » de Posen, Sa Majesté le Kaiser envoyait à l'association ses souhaits pour que « son fidèle travail continue à protéger à l'Est le germanisme menacé ». M. de Bulow encourage de son côté « la Marche de l'Est » à protéger « la cause nationale ».



La marée montante des Germains semble avoir soulevé elle-même un obstacle à son envahis-

sement par sa propre violence à Innsbruck. La jeunesse tchèque a fait cause commune avec la jeunesse italienne, et les étudiants de Prague ont protesté courageusement contre l'inqualifiable brutalité allemande. Ils ont invoqué le principe de l'égalité des droits de toutes les nationalités habitant l'Autriche, et protesté au nom de la liberté, du progrès et de la civilisation, contre l'intolérance germaine, à Innsbruck, vis-à-vis des étudiants italiens, et à Gratz, à Brünn, à Vienne, contre les étudiants slaves.

Se solidariser pour combattre l'injustice est le devoir d'une jeunesse enthousiaste, et c'est affirmer l'internationalisme comme je le comprends.

L'ennemi commun des Slaves et des Latins est le Germain; il est grand temps que les Italiens s'en aperçoivent.

Les Allemands d'Innsbruck prétendent aujourd'hui que les Italiens les ont provoqués; et il est prouvé qu'ils s'organisaient en vue de manifestations hostiles depuis la première nouvelle de l'installation d'une faculté italienne à Innsbruck.

D'ailleurs, ne sait-on pas ce que les étudiants allemands font partout, provoquant là où ils sont en minorité, se sachant toujours protégés par la police autrichienne, et assommant quand ils sont en majorité.

Cette année, à Prague, n'ont-ils pas, tous les dimanches, dans une ville purement tchèque,

et dans les rues les plus fréquentées, défié la population par des promenades qui encombraient les rues, arrêtaient la circulation, troublaient le jour du repos de la capitale de la Bohême? Et qui la troupe et la police ont-elles soutenu, quand, après quelques bagarres, il s'est agi de rétablir l'ordre? les Allemands, toujours, et rien que les Allemands!

Que les Tchèques, à Prague, que les Slovènes à Gratz, que les Italiens à Trieste ou à Innsbruck aient à se défendre contre les Allemands, c'est aux Allemands que les représentants du Gouvernement autrichien, du haut en bas de l'échelle administrative, donnent raison.

Le conseil provincial de Rome, avec ceux de la plupart des villes italiennes, s'est ému des événements d'Innsbruck. Quoi, les Italiens n'auraient pas droit à leur langue et à son étude, quand trois pelés et un tondu allemands, dans n'importe quel coin du globe, fondent une école? Les protestations, l'indignation se manifestent de toutes parts. Les catholiques italiens ne sont pas les derniers à stigmatiser les événements d'Innsbruck. Et les catholiques deviennent aujourd'hui un appoint actif dans toute cause. La part qu'ils ont prise aux élections législatives prouve qu'ils ne sont plus disposés à laisser la révolution, l'athéisme et l'internationalisme s'emparer de l'Italie. Leur entrée en ligne a eu l'influence la plus heureuse sur le résultat final. Le clergé en tête, ils ont marché aux urnes,

non en faveur de candidats choisis dans leurs rangs, mais en faveur des candidats constitutionnels.

Depuis trente-quatre ans, avec une soumission admirable, ils respectaient l'ordre du Vatican de ne pas prendre part aux luttes électorales; mais les graves désordres de septembre dernier, les menaces de grève générale, l'audace des révolutionnaires, les affirmations provocantes des partis avancés se déclarant certains de la victoire dans la lutte électorale qui s'ouvrait, les catholiques résolurent d'entrer en lutte, et ne furent nullement désavoués par Pie X, qui leur laissa la liberté d'agir selon leur conscience.

Les catholiques tenant à ce que le sens de leur intervention soit bien comprise, et pour qu'il fût prouvé qu'ils n'entraient pas dans l'arène politique, mais dans l'arène sociale, ne choisirent pas de candidats personnels. Leur appui désintéressé a prologué la déroute des partis subversifs.

Deux problèmes se posent au roi Victor-Emmanuel : 1° Les catholiques devenant des arbitres dans la question sociale, la politique italienne, qui n'avait jusqu'ici de prévenances que pour les radicaux et les révolutionnaires, ne doit-elle pas en avoir dans la même mesure pour les catholiques? 2° La Triplice, sacrifiant les Italiens au germanisme et le germanisme opprimant les Slaves et les Latins à un égal degré, découvrant

d'insatiables ambitions, convoitant ostensiblement Trieste, le Trentin, Salonique, l'Italie se laissera-t-elle enfermer entre des rives sans issue par un allié, ou cherchera-t-elle d'autres alliés qui ne l'obligeront pas à sacrifier ses ambitions aux leurs. Questions?



M. Tisza en Hongrie brave l'opposition unie, et paraît devoir la vaincre. C'est beaucoup, de Tisza dominant l'un après l'autre les fiers Magyars, et il y a quelque chose d'irritant pour un pays de si grand libéralisme politique — j'ai dit libéralisme politique et non national, car la Hongrie opprime les petites nationalités non magyares, — n'est-il pas irritant, dis-je, de saluer la tyrannie d'une dynastie comme celle des Tisza? Le « comte » va-t-il donc à son tour s'éterniser au pouvoir comme Koloman, son père.

Certes le comte Jules Andrassy, M. de Szell, le comte Albert Apponyi, François Kossuth ont des situations qui leur donnent quelque droit à jouer un rôle actif dans la politique de leur pays, dussent-ils consentir à subir certaines entraves et à sacrifier certaines des prérogatives de l'opposition au bénéfice du bon fonctionnement des institutions du pays. Mais M. le comte Tisza veut plus. Comme Deak, comme son père, il veut un libéralisme qui domestique les hommes politi-

ques, en fasse des « mamelucks » avec une étiquette libérale.

Le pays, dit-on, semble donner raison à M. Tisza, et se livre à lui.

Je ne crois pas qu'il ait longtemps à s'en féliciter. Les minorités trop opprimées, lorsqu'elles deviennent des majorités, gardent des rancunes souvent néfastes aux calmes intérêts du pays.



M. Chamberlain, comme M. Tisza, aime à domestiquer ses fidèles et à leur imposer la versatilité de ses opinions.

A cette heure il rebondit encore une fois. Un apport considérable lui est apporté par l'un de ses partisans, M. Arthur Pearson, qui vient d'acheter le vieil organe conservateur libre-échangiste le *Standard*, au prix de 17 millions 500,000 francs, pour en faire, avec les quelques autres dont M. Pearson dispose, « la tribune de M. Chamberlain ».

M. Pearson est le président de la Ligue chamberlainiste pour la réforme fiscale et il la mène à l'américaine.

M. Chamberlain, qui arrive d'Italie, revient dispos pour recommencer sa campagne protectionniste. M. Chamberlain n'abandonne pas, pour quelques difficultés, une œuvre qu'il a entreprise. D'autant que de gros atouts, c'est-à-

dire le concours d'une grande partie de la presse, la puissante pourvoyeuse de l'opinion, lui est acquise. Les Harmsworth lui donnent le *Daily Mail*. Et voilà le député de Birmingham pourvu, sans compter les autres, de deux grands journaux résolus à le suivre dévotement dans toutes ses contradictions.

Le *Standard*, libre-échangiste, avait mené contre M. Chamberlain une admirable campagne à laquelle tous ses rédacteurs ont pris part. Voilà aujourd'hui ces rédacteurs forcés de renoncer à la situation qu'ils ont acquise ou d'écrire en sens contraire de ce qu'ils écrivaient la veille. Il faut reconnaître qu'à Londres on est quelque peu écœuré de ces procédés exclusivement « commerciaux », là où certaines moralités hautes de parti seraient nécessaires.

Mais M. Chamberlain se moque bien des procédés et des changements qu'ont à subir les consciences. Il a tant changé lui-même d'opinion qu'il trouve que la suite d'idées n'a d'importance qu'autant qu'elle se rapporte aux périodes où l'on n'en change pas.

Les petits systèmes de M. Balfour qui avaient quelques analogies avec des balançoires ont semblé un moment triompher de M. Chamberlain, et le député de Birmingham a paru la dupe du ministre qu'il daignait laisser en place pour être couvert par lui.

A cette heure, c'est M. Balfour qui est la dupe de M. Chamberlain. Ce dernier a mitigé son

protectionnisme et il apparaît qu'il a voulu seulement être le chef d'un nouveau parti gouvernemental et s'emparer du pouvoir à un moment donné.

M. Balfour, qui ne veut pas se démettre ni recourir à une dissolution, laquelle dissolution, si elle n'était pas favorable à M. Chamberlain, comme on peut à cette heure le prévoir, ne lui serait pas davantage favorable à lui, n'a plus qu'à se soumettre. M. Chamberlain lui a pris un à un ses partisans, il devient de plus en plus le maître du trust des journaux.

Nous allons donc, jusqu'à ce que M. Chamberlain croit le moment venu de consulter le pays hypnotisé, assister à l'échange de bons procédés plus ou moins sincères entre M. Balfour et M. Chamberlain, le premier impatient de son rôle de créature, le second hypocritement respectueux d'une situation qu'il cherche par tous les moyens à conquérir.

En ce moment, il n'y a pas à en douter, le pays n'est pas favorable aux idées économiques, d'ailleurs flottantes, de M. Chamberlain. Toutes les élections partielles en témoignent, toutes, ou maintiennent la situation des libéraux, ou diminuent la majorité des candidats conservateurs, ou remplacent des conservateurs par des libéraux.

Il paraît donc facile aux candidats libéraux, sinon de détruire l'influence prodigieuse de la personnalité de M. Chamberlain, du moins de

prouver qu'il est difficile de faire fond sur les idées de l'homme le plus versatile de son temps, qui de radical à tous crins est devenu furieusement conservateur, de libre-échangiste protectionniste et de protectionniste contre les autres nations quelque chose comme libre-échangiste vis-à-vis des colonies de la « toujours plus Grande Bretagne ! ».

Le protectionnisme intransigeant et le Zollverein de l'Empire sont bien les deux choses les plus contradictoires qui soient au monde, mais il n'importe à M. Chamberlain qui trouve l'unité de ses doctrines dans leur fusion en lui! Deux idées différentes, étant des idées de M. Chamberlain, sont d'accord entre elles, par lui.

M. Chamberlain a considéré comme un succès personnel le maintien au pouvoir de sir Vilfrid Laurier. Mais le grand patriote canadien, s'il admet dans une certaine mesure les projets de réforme fiscale de M. Chamberlain, distingue entre toutes, on peut le croire, celles qui sont surtout favorables à son pays.

L'Australie, elle aussi, parait fournir un argument à la cause de M. Chamberlain. Mais comment pourrait-il en être ainsi quand la conclusion de tous les meetings tenus se formule par la nécessité de protéger les industries coloniales contre la concurrence métropolitaine ?

Les libre-échangistes, d'abord en désaccord sur nombre de questions, finissant par voir combien M. Chamberlain s'inquiète peu de ce genre

d'obstacle qu'on appelle la contradiction, se sont fait des concessions communes. Le duc de Devonshire, que M. Chamberlain a si cavalièrement traité, et qui, quoique n'ayant pas rompu avec le parti unioniste, est résolument libre-échangiste, a, dans une lettre au directeur du *Spectator*, pris hardiment parti contre le protectionniste agrarien en donnant pour mot d'ordre à ses amis « de voter au besoin pour un libre-échangiste, fût-il radical, plutôt que pour un unioniste protectionniste ».

Le fils de lord Randolph, Vinstov Spencer Churchill, toujours si jaloux de loyauté, de logique, si attiré par la preuve à donner de son courage, a embrassé la foi libérale pour être complètement maître de ses arguments libre-échangistes.

Le problème du chômage des ouvriers, qui devient en Angleterre de plus en plus aigu, la crise actuelle donnant une plus-value de 250,000 ouvriers sans travail, préoccupe les esprits prévoyants et leur fait chercher des remèdes qui satisfassent à la fois les esprits traditionnels et les plus avancés.

S'inspirant de la législation sur l'assistance publique inaugurée par Élisabeth au XVIe siècle et des idées nouvelles du socialisme, le ministre qui dirige les affaires départementales, M. Lorig, a élaboré un projet curieux auquel nous pourrions prêter quelque attention.

La législation d'Élisabeth permet aux com-

munes d'acquérir chacune 20 hectares de terre pour y établir, à l'aide d'une taxe spéciale, des cultures, ateliers, etc., à l'usage des assistés. M. Lorig propose d'associer les communes de chaque province pour une acquisition générale des hectares auxquels elles ont droit et de distribuer chaque hectare entre 10 hommes. Les communes du Lancashire à elles seules, par ce mode, pourraient subvenir aux besoins de 82,000 assistés. Cela aurait l'avantage de ramener dans la campagne des travailleurs ouvriers, et de remettre en honneur le travail agricole.

Un pareil projet, s'il s'exécute, rendra plus coupable encore le drainage des biens des communes, vendus par ordre de notre soi-disant gouvernement de la République pour acheter de la rente française et alimenter « le capitalisme ». Ces républicains ont privé par là les pauvres gens des villages du bien communal qui leur permettait de vivre à l'aide de pâtures, de bois, où ils faisaient paître une vache, quelques moutons, où ils récoltaient du bois pour se chauffer.

L'une de mes vieilles tantes qui me disait ce joli mot : « Ma nièce, ne me défendez pas contre la mort, votre temps me déplait ! » mourait en laissant, quoique « bourgeoise », des terres à quatre communes, avec l'obligation d'en doter, leur vie durant, les plus pauvres du pays.

M. Jaurès en fera-t-il autant à son heure dernière ?



Le prince Georges de Grèce a encore une fois essayé de convaincre les puissances de la situation intolérable qui est faite par elles à la Crète. Il ne peut obtenir ni la levée de la prétention que lesdites puissances ont de participer au gouvernement de la Crète, ni leur accord entre elles au sujet de cette participation. Le contrôle est un mot qui n'a que des inconvénients, pas un seul avantage, sinon celui de récolter de temps à autre quelque conflit entre les corps de troupes internationales qui occupent l'île.

Quand donc cette sempiternelle comédie du contrôle international cessera-t-elle de se jouer et quand la Crète grecque sera-t-elle enfin grecque ?

Une admirable carte des écoles grecques en Macédoine vient d'être publiée. Elle tranche à tout jamais la question, pour ceux qui daigneront l'étudier avec loyauté, de la grande prépondérance des Hellènes sur les Bulgares en Macédoine.

Juliette ADAM.

6467. — Lib.-Imp. réunies, Motteroz, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

Parole française à l'Étranger

Nice, 15 décembre 1904.

Admettons un instant que les mandarins de la franc-maçonnerie n'aient fait que lever le doigt — mettons le poing ! — pour que Syveton meure, il faut avouer qu'une grande logique domine les destins des truellistes. Après avoir défendu contre tous un criminel coupable, ils seraient accusés, eux innocents, d'un crime !

Quoi de plus compréhensible en tout cas que cette accusation ? L'opinion publique procède comme tout bon juge d'instruction. Lorsqu'un meurtre se commet, lorsqu'une mort est inexplicable, on cherche aussitôt qui a pu avoir intérêt à commettre le crime. Plus la mort est foudroyante et inattendue, plus les recherches se précisent dans le sens de cet intérêt.

Lorsque nous, les premiers russophiles, nous avons vu disparaître des existences par des morts subites, se succédant à mesure qu'un homme incarnait en lui la lutte contre l'Allemagne prus-

sienne, nous n'avons pas pu ne pas accuser M. de Bismarck d'avoir participé à ces morts. Il est pour le moins étrange que les morts subites ou mystérieuses de Skobeleff, de Katkof, d'Aksakoff, de Chanzy, de Miribel, d'Alexandre III, du prince Lobanoff, etc., aient facilité les vues et les projets de Bismarck et de son élève choisi Guillaume II, tandis qu'en Allemagne, sauf Bismarck mort lentement de rage rentrée, du chagrin de s'être vu renvoyé comme un laquais, aucun des ennemis de la France et de la Russie n'est mort subitement ou mystérieusement.

Comment se pourrait-il que le commandant d'Attel, Lemercier-Picard, le colonel Sandherr et son fidèle Bachir, que M. Laurenceau, que M. Chaulin-Servinière, que le capitaine Valerio, qu'Henry, que Félix Faure soient morts subitement ou inexplicablement quand la mort de chacun d'eux délivrait la cause du traître d'un témoignage écrasant ou d'un obstacle à sa réhabilitation.

Le commandant Cuignet, difficile à tuer, n'a-t-il pas couru le risque d'être enfermé comme fou ?

Zola, il est vrai, est mort comme il devait mourir, et deux proches de Dreyfus ont été frappés de mort assez subite.

Dieu merci ! il y a un moment où le mal n'a

plus de crédit, où il l'a usé, et c'est alors que les demi-revanches du bien commencent, que le méchant court le risque d'être frappé à son tour.

Le baron de Reinach était à sa manière un gêneur du milieu qui a passé par profits pour lui et pertes pour les actionnaires les chèques du Panama, et qui, ayant à se relever de ses culpabilités, les a mises dans le même tas que l'innocence de Dreyfus.

Morès qui voulait prendre les Anglais à revers en Égypte a été tué pour laisser libres ceux qui, par l'abandon de Fachoda, ont récompensé l'Angleterre de son dreyfusisme.

Est-ce que, en tous cas, vous qui me lisez vous ne trouvez pas que, si un « drame de famille » a causé la mort de Syveton, ce drame a éclaté bien singulièrement à l'heure précise où il devait éclater? Ceux qui l'ont déchaîné à cette heure n'étaient sûrement pas des anti-franc-truellistes, des anti-combistes, des anti-andressistes, des anti-dreyfusistes, car ils ont servi toutes ces nobles causes par leur intervention à heure fixe, avec un à-propos si parfait qu'il frise la complicité... Depuis la gifle célèbre, on imagine le travail de termite qui s'est fait pour acculer Syveton à la mort. On peut hardiment dire que, si on ne l'a pas tué, on l'a *suicidé*.

Aujourd'hui lequel de nous n'a pas peur de quelque traquenard mortel pour Marchand ?

*

Cette Chambre innomable accepte donc les scandaleuses conventions de la France avec l'Angleterre à Terre-Neuve, et au Siam où, sous prétexte de protéger le roi de Cambodge, nous livrons aux Siamois, alliés des Anglais, deux provinces cambodgiennes, deux provinces indispensables, l'une surtout, à la Basse-Cochinchine et à Saïgon.

Et qu'obtenons-nous du Siam ? Une rectification de frontière dérisoire sur un golfe ! — Et en échange de nos droits séculaires à Terre-Neuve ? Des îlots dont nous pouvions nous passer et qui ridiculisent par leur misérable importance les accords faits avec l'insatiable Albion.

Qu'allons-nous faire encore demain aux Nouvelles-Hébrides, étant donné ce que nous avons fait hier ? Nous allons perdre une situation lentement acquise par le dévouement de Français, d'ailleurs toujours invariablement désavoués, car malheur à ceux des nôtres qui travaillent au bénéfice de la France contre l'Angleterre.

Une brochure de M. René Millet sur « l'accord franco-espagnol et la politique de liquidation » nous montre notre diplomatie impatiente de régler les questions en litige coûte que coûte, pour se délivrer d'une préoccupation de la menace d'une difficulté, sans souci, sans prévoyance de ce que ce règlement accumule d'embarras nouveaux.

M. René Millet s'élève avec irritation contre le parti pris du quai d'Orsay de reconnaître au Foreign-Office une sorte de droit de vasselage sur nos actes et en même temps sur ceux de l'Espagne.

Il faudrait citer toutes les pages de la brochure de M. René Millet et son exposé si clair de la double question égyptienne et marocaine, dont l'une n'a paru close que par le lâche abandon d'une situation inattaquable et dont l'autre n'a semblé s'ouvrir favorablement pour nous que par un grossier trompe-l'œil.

« Le Gouvernement britannique, dit M. René Millet, devient l'unique portier des Colonnes d'Hercule, comme il est déjà celui du canal de Suez. Il faut admirer la politique anglaise qui,

sans coup férir, obtient de pareils résultats et nous persuade encore que nous lui devons du retour.

« Ainsi l'arrangement franco-anglais, ajoute M. René Millet, complété par notre accord avec l'Espagne, consacre la suprématie anglaise dans la Méditerranée. D'une part, nous avons cédé ce qui nous restait de l'Égypte; d'autre part, la Grande-Bretagne installe à Tanger sa cliente, laquelle avoue, par la bouche de ses hommes d'État, « qu'elle ne saurait faire un pas sans le consentement préalable du cabinet de Londres ». Est-il excessif de dire que ce dernier coup, si habilement préparé, détruit l'équilibre, déjà si fragile, de l'accord franco-anglais? Qu'est-ce que le Maroc lui-même, destiné tôt ou tard à tomber dans nos mains, en comparaison de notre liberté maritime si légèrement sacrifiée?

« Ne voit-on pas s'écrouler tout cet édifice diplomatique, dont les pièces successives ont été tantôt montrées, tantôt cachées au public, de telle sorte qu'il ne peut en apercevoir que la surface brillante. »

La poussée de l'Angleterre à cette heure dans tous les sens met en danger les intérêts de toutes les nations de l'Europe. Il n'y a pas de jour où elle ne pose un jalon nouveau sur une posses-

sion future, où elle ne remporte une victoire.

La situation qu'elle a seule créée en Asie lui rapporte à chaque heure un avantage.

On sait ce qu'elle a obtenu au Thibet, ce qu'elle prépare en Afghanistan. Elle se hâte avec une audace qui n'a plus de limites de profiter des embarras que la Russie ne doit qu'à sa fourberie et à sa malfaisance.

En ce moment Albion fomente un nouveau complot contre la paix, elle jette un nouveau défi à l'Empire des braves. L'Angleterre a soulevé les tribus nomades de l'Arabie qui menacent La Mecque.

Le résident anglais de Koweït sur le golfe Persique, Nowie, malgré l'accord anglo-turc, depuis la guerre russo-japonaise a préparé le soulèvement actuel. Tandis qu'au Soudan l'Angleterre tue les Mahdis et va jusqu'à faire jeter au vent par ses soldats les cendres d'un saint musulman, elle soudoie un chef arabe qui se dit le descendant de Mahomet et le vrai Khalife. Ce Mahdi protégé par Albion est merveilleusement pourvu d'armes et de munitions.

Le Sultan sait « qui » donne ces armes et ces munitions, « qui » poursuit le but de lui enlever le titre de Khalife sans lequel il n'aurait plus une ombre d'autorité sur le monde musulman, « qui »

convoite de s'emparer de La Mecque et en même temps du point terminus du chemin de fer de Bagdad.

L'Allemagne et la France interviendront-elles ou laisseront-elles encore l'Angleterre maitresse d'une situation grosse de conséquences incalculables?

Si le nouveau Mahdi disparaissait de La Mecque, se proclamait Khalife et restait la créature de l'Angleterre, si un morceau, le plus précieux de l'Empire ottoman, en était détaché dans des conditions à ce point favorables à l'Angleterre, la puissance britannique sur les deux cents millions de Musulmans du monde entier serait sans limites.

Le Sultan à son tour, en face du plus grave des dangers qu'il puisse courir, la perte du Khalifat, osera-t-il refuser à l'Angleterre ce qu'elle est en mesure de lui imposer à cette heure, l'interdiction de tout passage des vaisseaux russes dans les Dardanelles?

Le maintien intégral du traité de Paris devient actuellement l'un des dadas qu'enfourche Albion. Elle entend, et le dit haut, le faire peser sur la Russie.

Tout ce qui peut faciliter le renforcement de la flotte de l'amiral Rojdestvensky pouvant

passer par les Dardanelles trouvera l'Angleterre alliée du Japon en faction.

La puissance de l'Angleterre, faite d'audace, de cynisme, de mainmise sur tous les nœuds de situation, devient formidable. Ce qu'elle a soulevé et résolu de questions à son profit depuis que, généreusement ou lâchement, l'Europe l'a laissée tranquillement se dépêtrer du Transwaal est chose stupéfiante. Partout elle parle haut, elle ordonne, elle exige, elle commande, partout elle est obéie ou subie ! Ces jours derniers, sans que la Russie en ait la moindre envie, les journaux anglais ont prétendu que la flotte de la mer Noire allait franchir les Dardanelles pour rejoindre celle de la Baltique.

« Si la Turquie consent au passage de la flotte de la mer Noire par les Dardanelles, écrit le *Standard*, nouvel organe de M. Chamberlain, l'Angleterre agira rapidement et avec énergie, et la manœuvre rencontrera notre opposition immédiate. »

En vérité, l'Angleterre tient à prouver au monde entier qu'elle est l'ennemie la plus acharnée de la Russie ?

L'amiral Rojdestvensky a-t-il besoin d'une flotte de secours ? Est-il dans l'impossibilité d'échapper à la destruction, les vaisseaux de

l'amiral Togo étant supérieurs en nombre aux siens et plus aisément ravitaillés? C'est la question que se posent avec angoisse les amis de la Russie.

Si cette question reçoit la réponse que les dernières nouvelles disent certaine, l'angoisse confine à la désespérance.

Quoi, l'amiral Alexeieff serait nommé grand-amiral de la marine russe? Quoi, le chef responsable du traître Ouchtomsky qui a fait rentrer la division navale de Sibérie à Port-Arthur, malgré l'ordre formel de l'Empereur, quoi l'amiral Alexeieff, sur lequel pèsent tous les soupçons d'incapacité et d'imprévoyance, aurait une mission égale à celle de Kouropatkine?

Quelle confiance le pays pourra-t-il avoir en cet homme? Que sa réhabilitation soit juste ou non, ce n'est pas le moment de l'imposer.

La sentimentalité a son heure. Pas plus que la conférence de La Haye ne devait coïncider avec la conquête de la Mandchourie, la réhabilitation de l'amiral Alexeieff serait une faute coïncidant avec la destruction de la flotte de Port-Arthur.

Tout ce qu'on publie sur les héroïques défenseurs de la place assiégée, déjà légendaire, est passionnant. Je lis et relis le moindre détail qui

alimente une admiration toujours grandissante.

Je voyais, ces jours derniers, la *Feuille Pétersbourgeoise* dans les mains d'une amie russe, qui, en la lisant, ne cessait de répéter : « Ah ! les pauvres gens ! Ah ! les braves cœurs ! » Je la priai de me dire ce qui lui faisait pousser tant d'exclamations émues et elle me donna la traduction suivante :

« L'ordre parfait règne à Port-Arthur. Rien n'échappe à l'œil vigilant et sévère du général Stoessel, qui, dès cinq heures du matin, commence sa lourde tâche. C'est lui qui surveille la distribution du pain, la qualité de l'eau que boivent les soldats, lui qui assiste aux exercices militaires et commande les troupes. C'est encore lui qui, par une parole, un sourire ou un geste, redonne aux pauvres blessés le courage que la douleur amoindrit.

« Les principaux aides et compagnons d'armes du général Stoessel sont les généraux Fok et Kondratenko. Le général Fok commande l'aile gauche de la 4e division sibérienne. De taille moyenne, brun, son visage est éclairé par des yeux noirs à l'expression triste, rêveuse et douce. Les soldats commandés par le général Fok l'adorent et l'appellent « notre grand-père ».

« Comme preuve de l'amour que les soldats

ont pour lui, citons ces faits. Le général, très courageux, dédaigne le danger, le feu ennemi; la mort pour sa patrie, loin de lui faire peur, l'attire.

« Lorsqu'ils le voient en danger, ses soldats l'entourent et le préservent. Plusieurs fois ils l'ont enlevé de force d'une bataille trop chaude.

« Avant que Port-Arthur soit assiégé, le général Fok, seul ou accompagné de quelques hommes, faisait de grandes promenades et étudiait les alentours de la forteresse. Il connaît chaque route, chaque sentier, chaque pierre, chaque arbre. Il a donné à Port-Arthur toute son âme, il lui donnera jusqu'à la dernière goutte de son sang.

« Le général Fok aime ses soldats, il passe son temps au milieu d'eux, mange avec eux, et aucun ne craint de causer avec lui.

« Mais durant le combat il devient exigeant, impérieux, non pas avec le soldat, mais avec l'officier.

« Le général Fok est le défenseur héroïque des positions Kin-Chjoou. C'est d'après ses conseils qu'on a fortifié les montagnes de Zelenïïs et de Volschiis qui avant le siège n'étaient pas fortifiées.

« Le général Kondratenko commande la 7e division; c'est lui qui a défendu si courageusement l'aile droite des fortifications.

« A ses qualités d'ingénieur remarquable, il a su joindre les talents de tacticien, de stratégiste de premier ordre.

« C'est à lui principalement que Port-Arthur doit ses fortifications gigantesques, construites les quatre derniers mois par les héros défenseurs.

« L'infatigable génie constructeur du général Kondratenko, l'héroïsme que le général Fok a su allumer dans le cœur de ses soldats, le sang-froid et le courage indomptable du général Stoessel donnent aujourd'hui au monde civilisé le spectacle d'une tragédie sublime, d'un dévouement à la patrie et d'un sacrifice de soi, dont la grandeur n'a jamais été atteinte. »

*

A Pétersbourg, M. Witte, qui continue non seulement à jouir de l'impunité, mais de la plus complète liberté de multiplier ses intrigues, embrouille tout, fait semblant, avec la plus dangereuse des fourberies, d'aider le prince Sviatopolsk-Mirsky, le fait attaquer dans la presse qui lui est dévouée, et surtout par Struve, excite les révolutionnaires à l'émeute, pousse

les membres peu clairvoyants des Zemstvos comme l'ancien exilé de Tver, M. Pétrounkewitch, à réclamer la lutte, et tout cela pour apparaître au dernier moment comme le sauveur, avec un programme de réformes modérées! Est-il possible que nous voyions cela!!!

Et pas un, parmi les ennemis de M. Witte, ne se met en travers de manœuvres infernales qui crèvent les yeux, ne les dénonce avec assez d'énergie pour en rendre le succès impossible!

L'*Européen* du 2 décembre a publié le compte rendu d'une réunion de révolutionnaires russes à Paris. Il y avait là, selon le compte rendu, publié également par tous les journaux avancés en Allemagne et d'ailleurs, des représentants de groupements révolutionnaires polonais, finlandais et arméniens. On est tombé d'accord sur trois points principaux : abolition de l'autocratie russe et transformation de l'Empire sous la forme d'une démocratie populaire, c'est-à-dire d'une République démocratique; liberté aux populations étrangères à l'Empire de disposer de leur sort, etc. En un mot, ce congrès a décidé de la Russie selon la formule des anciens révolutionnaires socialistes.

Ce factum inepte n'est intéressant que par les signatures. En tête, paraît celle de Struve, di-

recteur de l'*Oswobojdénie*, qui se dit constitutionnaliste modéré, en communauté d'idées avec les constitutionnalistes des Zemstvos!

Il est même ajouté, dans le compte rendu du congrès révolutionnaire, qu'un personnage représentant les Zêmstvos y assistait!!!

Ceci est aussi faux que les prétentions de M. Struve de représenter les constitutionnalistes russes. M. Struve, traducteur et commentateur très obscur de quelques volumes de Karl Marx, est, au fond, un socialiste de l'école de celui-ci. Il ne représente personne autre que M. Witte, qu'il fait de temps en temps semblant d'attaquer, mais qu'il soutient dans sa politique d'hostilité contre le prince Sviatopolsk-Mirsky, et dans le sens d'une révolution à provoquer.

Malheureusement, une grande partie de la presse russe se laisse abuser par les airs de modération de M. Struve, tandis qu'il ne fait que suivre à Paris les inspirations des Jaurès et des Pressensé dont il a plusieurs fois reproduit dans l'*Oswobojdénie* les discours et les articles les plus hostiles et les plus outrageants pour la Russie.

Les journaux finlandais sont, à ce point de vue, autrement perspicaces et courageux que la presse russe. Il se produit en Finlande une

grande accalmie, grâce à la politique conciliante que le prince Mirsky a inaugurée dans le pays. Quoi qu'il advienne, la preuve que cette politique pouvait réussir en est faite là.

Loin de s'emballer sur les concessions obtenues, d'y voir un encouragement à accentuer leurs intransigeances et de vouloir engager la Finlande dans les voies révolutionnaires et d'appel aux armes, la presse finlandaise, l'un des journaux les plus importants en tête, le *Hufvudstadsbladet* déclare : « Qui connaît les Finnois sait parfaitement qu'ils n'abandonneront pas le terrain légal dans lequel ils ont la plus grande confiance, afin d'arriver à rétablir dans le pays l'état légal ».

Ce journal, ainsi que les autres, accuse carrément le « Comité de la résistance active » qui lance les proclamations d'être composé d'agents provocateurs excessivement louches! Or, c'est justement un M. Zilliacus qui a signé le factum des révolutionnaires russes réunis à Paris, dont je viens de parler, qui se donne comme représentant du « Comité de la résistance active ».

C'est sa signature qui figure à côté de celle de M. Struve !

Il faut espérer que le Gouvernement russe ne

se laissera ni intimider, ni influencer par des provocations venant de sources aussi suspectes et qu'il n'écoutera pas plus les cris de détresse poussés par les réactionnaires qui ne veulent pas reconnaître que la Russie a besoin de réformes libérales, étudiées et sérieuses, que les réclamations exagérées des révolutionnaires.

L'histoire de tous les peuples enseigne que tous les gouvernements, à une heure donnée, ont été amenés, sous peine des pires catastrophes, à changer certaines formes gouvernementales pour en prendre d'autres, lesquelles souvent ne valent pas mieux, mais qui permettent de ne pas être accusé de parti pris d'immobilisme.

Tout est mouvement dans l'univers. Se mouvoir fait partie de ce qu'on appelle le progrès et de ce à quoi nul ne résiste sans courir le risque d'être emporté par l'engrenage des mouvements contraires. Les journaux finlandais les plus influents acceptent avec reconnaissance les concessions qui viennent d'être faites et cherchent à en obtenir d'aussi légitimes, mais par les voies légales et le bon vouloir réciproque.

Aussi se sont-ils empressés de rompre publiquement avec les prétendus révolutionnaires finlandais qui, de l'étranger, inondent le pays de

proclamations imprudentes, réclamant la convocation d'une Constituante.

J'ai confiance dans la sagesse et dans la modération du prince Mirsky. S'il puise ses inspirations en lui-même et non dans les conseils venus de M. Witte par les voies les plus détournées, il saura garder le juste milieu entre les partis extrêmes. Fort de la confiance de l'Empereur, il continuera la politique actuelle.

Mais si le prince Mirsky accepte un concours quel qu'il soit dudit Witte, s'il entre dans le tourbillon des duplicités de l'homme néfaste entre tous, c'en est fait de sa clairvoyance prévoyante et de ses bonnes volontés. Là est l'écueil pour lui et pour la Russie.

Que le prince Sviatopolsk-Mirsky réfléchisse aux conséquences funestes qu'aurait pour la Russie la réalisation des réformes par M. Witte, par cet ennemi avoué de l'autocratie et par ce révolutionnaire marxiste !



L'autocratie de Guillaume II subit, elle aussi, ses atteintes.

En somme il a été forcé de « mettre les pouces » dans la question de Lippe.

Le comte de Bulow, à force d'onction, de ressources d'esprit, d'émollients, est parvenu à adoucir les procédés nerveux et autoritaires de son auguste et colérique souverain dans la question de la succession de Lippe-Detmold. Il a obtenu des deux parties l'engagement qu'elles soumettraient au Conseil fédéral une requête par laquelle ils prieraient ledit Conseil de consentir à ce que le tribunal d'Empire devienne arbitre dans la question des droits respectifs des Lippe-Biesterfeld et de la ligne à laquelle appartient le beau-frère de l'Empereur.

Les confédérés, irrités de l'emportement du Kaiser, se sont calmés.

Maintenant c'est à recommencer vis-à-vis des agrariens pour le sempiternel canal du Rhin à l'Elbe !

Périodiquement Guillaume II est repris par un accès d'impérieuse volonté de voir aboutir son projet de canal favorable à l'industrie allemande, défavorable aux agrariens.

Il y a trois ans, il a dû, malgré ses révoltes, renoncer à ce projet, les partis conservateurs, pivots de la monarchie prussienne, ayant mené une campagne violente contre une voie fluviale fatale à leurs intérêts.

Au fond, la question du canal du Rhin à l'Elbe

ne repose que sur de très petits intérêts personnels. Les hobereaux terriens ne veulent pas qu'un abaissement de tarifs de transport fasse pénétrer à plus bas prix les céréales étrangères dans l'Est où ils vendent les leurs sur place à des prix qu'ils entendent maintenir.

De son côté, le Kaiser, qui a moins de terre que de valeurs industrielles, tient fort à favoriser l'industrie par l'abaissement des tarifs des moyens de transport.

Encore une fois la lutte, ce qu'on a appelé la « Fronde », va renaître. Si le canal est voté, c'est qu'il ne dépassera pas Hanovre et qu'il deviendra le monopole de l'État, lequel possédant les chemins de fer ne pourra se faire à lui-même concurrence par un abaissement des tarifs.

Quoi qu'il advienne, Guillaume II « le négociant » aura là encore un échec; mais il peut se consoler en songeant aux gains qu'il réalisera avec l'augmentation de la flotte, avec les commandes pour la guerre russo-japonaise, avec la pénétration industrielle de la Turquie rendue de plus en plus facile par la politique anti-catholique du maçonnisme français; aussi la fortune personnelle de Guillaume II paraît-elle augmenter parallèlement au déficit des finances prussiennes, qui va croissant.

On se demande dans le monde politique comment, et où, en dehors des dépenses pour la marine, on trouvera les 74 millions qu'exigera l'augmentation de l'effectif en temps de paix et le paiement des énormes avances faites pour la répression de l'insurrection africaine.

Les journaux catholiques laissent entrevoir la possibilité par le centre de voter les nouveaux impôts sur la bière et le tabac, mais à la condition d'obtenir en échange la rétribution du mandat parlementaire. Nouvelle charge à ajouter aux autres.

Les journaux socialistes protestent contre l'augmentation de l'effectif mené de front avec les vantardises des traités d'arbitrage. Ils insistent sur ces faits que l'état de la Russie épuisée pour de longues années par la guerre japonaise, que la France soumise aux partisans de la paix universelle ne sont plus un danger sérieux pour l'Allemagne.

Tel n'est pas l'avis de M. de Bulow, qui, dans son discours sur le budget impérial, accuse les nationalistes de tous les pays « d'irriter et de contrarier les dispositions nationales et les relations internationales entre tous les peuples ».

M. de Bulow répète que la flotte allemande ne

peut être que défensive. En revanche, le ministre de la guerre sonne la charge.

« Nous devons augmenter notre cavalerie, dit-il, car « dans la guerre de demain » la cavalerie jouera certainement un rôle prépondérant. Dans une guerre, l'intérêt suprême est d'être vainqueur dès les premières rencontres.

« L'importance de ces premières rencontres, ajoute le ministre, nous astreint à créer des divisions fortes, appuyées par de l'artillerie et de la cavalerie ainsi que par des détachements du génie, des télégraphes et des chemins de fer. »

Je recommande ces paroles à messieurs les partisans de la paix universelle.

On croyait les lignes stratégiques terminées, cependant le budget allemand de cette année « prévoit des dépenses considérables pour les chemins de fer de frontière ». Encore !

Ce n'est pas une invasion que l'Allemagne prépare, c'est un écrasement.



De même que nous entendons souvent, parmi nos amis russes, soutenir l'idée que la Russie ne peut être à la fois l'ennemie de l'Angleterre et

de l'Allemagne et qu'elle doit par conséquent se rapprocher de cette dernière, de même nous entendons beaucoup d'entre nous répéter que nous ne pouvons être à la fois les ennemis de l'Angleterre et de l'Allemagne et que nous devons, par conséquent, nous rapprocher de la première.

L'Allemagne, elle aussi, s'est dit qu'elle ne pouvait être à la fois l'ennemie de la Russie et de l'Angleterre et elle a choisi la Russie comme amie. Il n'est pas d'avances que Guillaume II ne fasse au Tsar, pas d'assurance de bon vouloir qu'il ne lui donne.

Une entente avec la Russie permettra à l'Allemagne de dévorer lentement l'Autriche, d'absorber les pays slaves, de faire de la Hongrie une sorte de Bavière vassale.

Déjà les ligues pangermanistes ont désagrégé l'empire des Habsbourg, surexcité les haines de races, préparé les voies à l'envahissement prussien. Sans l'énergie des Slaves d'Autriche, sans leur résistance courageuse, inlassable, journalière, le germanisme parlerait plus encore en maître à Vienne.

Les Allemands d'Autriche non seulement attendent, mais appellent leurs frères d'Allemagne. Certains d'entre eux osent dire publique-

ment que leur patrie est à Berlin, que leur Empereur est Guillaume II.

Les ligues slaves luttent contre les ligues germaniques, les ligues latines irrédentistes luttent contre les Allemands du Tyrol et du Trentin, plus Prussiens qu'Autrichiens.

Pourquoi une ligue nouvelle ne réunirait-elle pas tous les éléments qui luttent contre le pangermanisme et qui, par une logique à laquelle cette ligue ne pourrait échapper, lutterait aussi contre l'anglicanisme?

Or, cette ligue est créée!

La Ligue latino-celto-slave a tenu sa première séance solennelle à la Sorbonne, et le projet de grouper les peuples slaves et les peuples latins autour de la Russie et de la France n'est plus un un rêve.

MM. Tcherep-Spiridovitch et Gerville-Réache ont fait ensemble un appel aux patriotes russes, aux patriotes français, aux Tchèques, aux Italiens, aux « Croates », aux Serbes, aux Dalmates, pour qu'ils adhèrent à la Ligue latino-celto-slave. Des approbations enthousiastes, des adhésions ne cessent d'arriver de toutes parts; Slaves et Latins saluent l'idée en laquelle ils vont s'unir pour combattre l'égoïsme brutal des races ennemies.

Le Club slave de Prague, qui groupe tant de vaillance, télégraphie ces simples mots : « Vive l'alliance celto-slave ».

L'une des adhésions les plus touchantes est celle d'une ville de Dalmatie, de Sebenico. La voici :

« Abandonnée par tout le monde, convoitée par tous les hommes, menacée du Drang, la Dalmatie est réduite à n'avoir rien à perdre en dehors de son honneur et de sa fierté, à tout espérer de l'idée bienheureuse à laquelle s'unissent Slaves et Latins. »

M. Gerville-Réache, dans une allocution pleine de cœur, a défini clairement le but de la ligue nouvelle.

Il a osé dire que la Ligue celto-latino-slave, comme la Ligue pangermaniste, avait pour but « le patriotisme, cette chose sacrée, le grand moteur, le grand initiateur ».

« Nous devons, nous Français, faire comme l'Empereur d'Allemagne, s'efforçant d'augmenter sans cesse la force de son pays, nous devons aimer ce qui fait la force et la grandeur de la France, sa marine et son armée, nous devons aimer ses gloires, toutes ses gloires, « depuis Vercingétorix jusqu'à Jeanne d'Arc, depuis Hoche jusqu'à Denfert-Rochereau, le défenseur de Belfort. »

M. Gerville-Réache a rappelé les paroles de M. Chamberlain, l'ennemi des peuples d'origine latine, qui, selon lui, « sont morts, doivent disparaître et céder la place à d'autres », et il a terminé en disant avec crânerie :

« Est-ce que nous n'oserions pas parler comme Guillaume II et M. Chamberlain?

Je m'honore de figurer parmi les premiers adhérents de la Ligue anti-germanique et anti-anglicane et j'invite tous ceux qui comprennent comme moi qu'il faut enfin se grouper pour défendre toutes les causes qui leur sont chères à envoyer, à leur tour, leur adhésion à M. Gerville-Réache.

Mettons à la défense de nos races la passion que les Allemands mettent à la défense de la leur.

C'est en Autriche que la lutte journalière entre Slaves et Allemands est la plus constante et la plus intense. La *Correspondance tchèque* est à cet égard précieuse à consulter. Chaque jour un fait nouveau vient ajouter à l'interminable liste des défis portés par le germanisme au patriotisme tchèque.

Dans les premiers jours du mois la Société des Étudiants allemands de Prague fêtait l'inauguration d'une nouvelle installation. Les Tchèques,

qui ne demandent que la réciprocité et l'égalité des droits entre les races, n'eurent pas l'idée, quoiqu'ils soient en colossale majorité à Prague, de renouveler les événements d'Inspruck, et ils auraient laissé les étudiants teutons recevoir en paix les délégués de toutes les villes allemandes dans leur maison, où cependant des inscriptions offensantes pour la Bohême décoraient les murs, comme celle-ci que les journaux allemands avaient publiée : « La Bohême était allemande, elle est allemande, il faut qu'elle reste allemande. »

Mais les soixante voitures de délégués, au lieu de se rendre directement de la gare à la maison allemande, se mirent à faire, en prenant le plus long détour, une promenade agressive dans les rues de Prague.

Les étudiants tchèques se réunirent alors et, sur le passage de la bande germanique, entonnèrent leur hymne national sans répondre autrement à la provocation.

A l'arrivée de leurs invités, les Allemands ayant hissé sur leur maison le drapeau tricolore pangermanique, la foule se joignit aux étudiants et envoya une délégation chez le préfet de police pour qu'il fasse enlever cet emblème offensant. Le drapeau ayant été enlevé après des pour-

parlers, la foule et les étudiants se retirèrent avec calme.

Qu'on imagine un cortège tchèque traversant une ville mixte, ou un cortège italien ayant placé quelque part une inscription comme celle-ci : « Le Tyrol était italien, il est italien et il faut qu'il reste italien », la maison des étudiants eût été démolie de fond en comble.

On va lire dans les journaux germanistes du monde entier, à ce propos, de longs articles sur les persécutions et l'effroyable martyre que subissent les pauvres Allemands de Prague !

Le réveil se fait en Autriche, et les façons cavalières du gouvernement de Guillaume II, qui traite son alliée en véritable vassale politique et économique, ont fini par irriter violemment les esprits. On répète partout, dans les journaux patriotes, dans les conversations :

« Nous en avons assez du rôle « d'ilotes » dans la Triplice. Si l'Allemagne croit pouvoir continuer avec nous la politique du chancelier de fer, elle se trompe grossièrement, nous ne la subirons plus. »

La presse de Vienne tout entière reproduit la conversation d'un diplomate se terminant ainsi : « Les tarifs établis par l'Allemagne auront plutôt pour résultat de disloquer la Triple Alliance que

de faire passer la monarchie des Habsbourgs sous les fourches caudines des agrariens teutons. Il est grand temps que nous nous émancipions de la tutelle de nos égoïstes voisins. »

Les négociations rompues pour la conclusion du traité de commerce avec l'Allemagne vont-elles être reprises ? Une guerre de tarifs menace-t-elle les deux alliés ? Non, sans doute, et les bonnes dispositions du gouvernement de Vienne amèneront quelque solution plus ou moins favorable aux intérêts austro-hongrois. Mais le ton des exigences de Berlin laisse des germes d'irritation qu'il sera difficile de faire disparaître.

M. de Kœrber, malgré sa ténacité et sa politique de recommencement, n'aboutit en somme à rien, sinon à se mettre à dos les Tchèques et les Allemands à la fois. C'est ainsi que par 29 voix contre 14 la commission du budget a rogné au Président du conseil soixante millions environ sur un crédit qu'il demandait pour venir en aide aux communes éprouvées. Mais les échecs n'atteignent pas M. de Kœrber. Il recommencera sans se lasser, après le nouvel an, à chercher des combinaisons pour réconcilier Allemands et Tchèques, et toujours avec le même insuccès.

Guillaume II n'en revient pas ! Croirait-on que le gouvernement hongrois a interdit à ses émi-

grants de prendre les bateaux des compagnies de navigation allemandes et qu'ils sont résolus à supprimer la langue allemande dans l'enseignement.

Le Kaiser, qui n'admet pas la langue polonaise même dans l'enseignement religieux, a fait des observations au gouvernement de Vienne sur l'audace du gouvernement hongrois. Les observations ont été transmises à Budapest et retournées telles qu'elles étaient venues sans obtenir aucune satisfaction.

La crise parlementaire devient de plus en plus violente. M. Tisza déclare très haut qu'il réduira l'opposition à néant et lui imposera une réglementation qui délivrera la majorité de l'obstruction. Le Président du conseil va, vient, discourt, soumet la question au pays. Ici il est accueilli comme un allié, et là en ennemi.

La session ayant été, selon l'opposition, clôturée arbitrairement, les partis anti-gouvernementaux unis refusent d'accepter la convocation de réouverture de la Chambre et ils sont allés briser le fauteuil du Président, les bancs des ministres, les glaces, mettre la Chambre au pillage.

Si le pays approuve ces façons et participe à cette passion dans la lutte contre M. Tisza,

l'opposition trouvera des excuses à son vandalisme; mais si elle a contre elle l'opinion, elle fait une besogne qui contribuera à sa défaite.



L'ouverture de la Chambre italienne a été une surprise pour tous ceux qui s'attendaient à voir M. Giolitti, après avoir bénéficié de l'apport et de l'aide de la droite et de la réaction durant la période électorale, faire une large part à ses précieux alliés de la veille.

M. Giolitti a du premier coup réoccupé ses positions en faisant élire comme président de la Chambre un radical, M. Marcora.

Allié à la réaction contre la révolution, le Président du conseil prend position contre la réaction. Le discours du Trône a donné la formule de la conduite politique du gouvernement : « La liberté dans la légalité ».

L'extrême gauche, en somme très peu décimée, revient quelque peu assagie. La nomination de M. Marcora, directeur du *Secolo*, imposée à la Chambre, avec une grande habileté, prouve aux excessifs qui comptaient avoir à constater

dès la première séance de la Chambre « la désertion de M. Giolitti » qu'il reste fidèle à ses principes.

Le Président du conseil a stupéfié tout le monde, amis et ennemis, sauf le Roi approbateur de sa politique.

Juliette ADAM.

6475. — Lib.-Imp. réunies. MOTTEROZ, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

6e Année. — N° 102. 7 Janvier 1905.

Parole française à l'Étranger

Nice, 1er janvier 1905.

Lorsqu'on regarde en arrière, il est facile de constater que chaque siècle a son heure d'indignation outrée, dépassant tout ce que les « braves gens » peuvent déplorer comme immoralité, comme cynisme, comme malfaisance triomphante, comme criminalité impunie.

Cette heure a sonné pour nous, les « braves gens ». Est-ce qu'il ne vous arrive pas dix fois le jour, en causant, en lisant vos journaux, de répéter : « C'est trop fort ! — Non, jamais chose pareille n'eut été possible, il y a seulement vingt années ! »

Et dire que j'ai combattu, associée à mes amis, courant le risque de la prison, de l'exil, des actes cent fois moins coupables, cent fois moins

« pires » que ceux auxquels j'assiste et que je me contente aujourd'hui de me lamenter, de chercher, parmi ceux qui pensent comme moi, des échos à mes lamentations. Ma seule énergie consiste à me brouiller avec quiconque, parmi mes connaissances, a des faiblesses pour « les malfaiteurs, pour les traîtres, pour les criminels » qui conduisent sciemment notre adorée France à sa ruine, à sa perte !

Je suis donc moi-même atteinte par ce mal d'inertie, de « veulerie », dont j'accuse les autres ? Non ! Quand j'examine mon état d'âme avec la dureté dont on ne doit jamais se départir vis-à-vis de soi-même, je me dis que je suis prête au moindre signe à entrer dans l'action, que si j'ai tardé, c'est que je n'ai pas trouvé encore ceux qui me paraissent désignés pour vaincre le mal, ceux qui tiennent en mains l'épée sacrée du bien pur !

Aussi peut-on imaginer mon espoir et ma joie quand j'ai vu nos fils, nos petits-fils, protester vigoureusement contre « ce qui est », contre « ce qu'osent dire ces gens-là ! », au nom et sous l'invocation de Jeanne, de la Pucelle d'Orléans, de la victime d'un Cauchon, évêque « défroqué de sa religion », comme M. Combes l'est de la sienne.

Je sais, je sens que Jeanne choisira parmi nous un homme dans lequel elle incarnera sa puissance divine d'action pour sauver « le pauvre royaume », auquel elle fera entendre « sa voix ».

Quand le mal est facile à combattre, Dieu dit à sa créature : « Aide-toi, le Ciel t'aidera ». Mais quand la puissance du mal est déchaînée au point où elle est déchaînée à cette heure, l'homme n'a plus en mains assez de force pour la combattre et il faut que le Ciel l'aide !

J'entrevois le jour où cette aide apparaitra, mais combien de désastres encore menacent notre France avant que le « C'est assez ! » providentiel soit prononcé.



En Russie, la puissance du mal apparait aussi impudente et triomphante que dans notre pays, et là, sous la forme d'une bureaucratie corrompue qui dévore le peuple, le suce jusqu'aux moelles et lui fait croire au règne de l'injustice. Cette puissance apparait encore sous la forme de deux hommes fatals, ajoutant leur ombre aux ténèbres amassées.

Certes, alors même que la forme en serait

discutable, on ne peut douter aujourd'hui du désir de Nicolas II d'améliorer la situation de son peuple. Placé entre les extrêmes, entre les conservateurs à outrance et les exigences dangereuses des « zemstvos » mal conseillés par une presse égarée comme toute « l'intelligentia », il a semblé un instant que le Tsar hésitait à satisfaire les besoins légitimes des réformes de son empire. Déjà les révolutionnaires clamaient :

« C'est une répétition des événements de 1789 et nous tenons notre Louis XVI. »

« Le Tsar, écrivait-on dans les journaux « bombistes », ne fera rien, mais rien! et la situation se dessine de plus en plus en notre faveur. »

Les libéraux modérés se demandaient avec chagrin si, en remettant la réponse aux vœux de la nation jusqu'à la fin de la guerre, le Tsar ne semblait pas dire : « Si je sors victorieux de ma lutte avec le Japon, je refuserai les réformes; si je suis vaincu, j'aurai tout le temps d'accorder ce qu'on me demande. »

Les réformes accordées seulement en cas de « défaite définitive », c'était une véritable prime offerte aux généraux et aux soldats pour la défaite!

Est-ce que Kouropatkine, ses généraux, leurs états-majors auraient pu chercher une victoire

qui eût détruit toutes les espérances de réformes nécessaires qu'eux-mêmes peut-être désirent?

Ces conseils perfides avaient un moment, paraît-il, été donnés par les deux hommes fatals que nous allons retrouver sans cesse, un Witte et un Alexeieff!

Ce dernier, rentré en grâce, ne peut avoir qu'une influence désastreuse.

M. Witte n'a jamais été plus audacieux qu'à cette heure : il joue tous les jeux, il est à cheval sur toutes les situations, prêt à les exploiter une à une contradictoirement ou simultanément, qu'elles se présentent sous la forme de défaites, de victoires, de révolutions, de réformes! Le même jour on lit dans les journaux « attachés » à M. Witte, dont les opinions et les affirmations sont les plus dissemblables, des éloges identiques, presque dans les mêmes termes, sur le rôle qu'il joue, sur ses projets; et partout et toujours on le désigne comme le « maître de la situation ». Les paroles qu'il fait redire, l'influence qu'il déclare posséder, ce parti pris de peindre l'Empereur comme un esprit timide, fluctuant, incertain, qu'il domine et dirige, tout cela n'est sans doute que du « bluff » à la Chamberlain, mais ne manque son effet ni sur les révolutionnaires que la lourde bourse de M. Witte

alimente, ni sur les gogos politiciens aussi nombreux en Russie qu'en France.

Nicolas II cependant a paru voir quelles trames l'entourent. Il a semblé résolu à prendre en mains avec calme la situation. La tempête est déchaînée. L'apaisera-t-il?

Lorsqu'on lit avec sang-froid les deux manifestes du Tsar, on trouve qu'ils sont ce qu'ils doivent être à cette heure difficile. Celui au peuple affirme l'inébranlable résolution de maintenir intacte l'autocratie, et c'était la partie la plus importante pour ce peuple qui a instinctivement la peur « d'un gouvernement des étudiants ».

Que serait-ce donc si les paysans russes jouissaient du spectacle que nous donnent le Parlement français, celui de Vienne, de Budapest, de Madrid, etc.?

Le grand ukase au Sénat est le plus important. Rédigé avec beaucoup d'élévation et dans une très belle forme, il a grande allure. Il charge le Sénat de « l'élaboration des lois ayant pour but de garantir et d'élargir les droits de tous les sujets russes sans distinction d'origine ou de religion, de reviser les lois concernant les droits des dissidents (les vieux croyants) et des personnes appartenant à des religions hétérodoxes

ou à des religions non chrétiennes, ou n'appartenant à aucune religion ».

Le Tsar met son peuple à l'abri du pouvoir des fonctionnaires et rend ces derniers responsables devant les tribunaux. Il assure la liberté et l'indépendance de ces derniers.

La seule chose que l'Empereur n'accorde pas, c'est la participation des représentants élus des zemstvos aux travaux du conseil de l'Empire, pour le contrôle du budget (le prince Sviatopolsk Mirsky avait accepté ce contrôle), mais l'Empereur a catégoriquement refusé tout contrôle du budget par des élus du peuple. C'est regrettable. Nicolas II a dû être guidé par cette réflexion, qu'il serait dangereux de dévoiler aux élus tous les abus, malversations et même des crimes et faux commis par M. Witte et par d'autres.

En somme, étant donnée la situation, le Tsar n'a-t-il pas fait la meilleure réponse qu'il pouvait faire aux demandes exagérées des zemstvos et aux stupides menaces révolutionnaires des Struve et Cie.

C'était une douche froide, mais en même temps une promesse sérieuse. Sans doute, le rescrit eût gagné à plus de précision et à un caractère plus déterminé et surtout à donner certaines garanties.

Mais comment hésiter à reconnaître que c'est un pas décisif en avant? Si le Tsar n'accorde pas plus à ses sujets à cette heure, n'est-ce donc pas la faute de la presse russe qui semble affolée, la faute des révolutionnaires qui semblent s'acharner à faire haïr les libertés, la faute des zemstvos qui se laissent entraîner à formuler des demandes impossibles.

Le 19 décembre, le jour même où l'on s'attendait à voir paraître le manifeste du Tsar, M. Witte avait publié son manifeste à lui : le rapport des commissions et comités pour l'amélioration de la situation des paysans commencé déjà en 1902.

Comme conclusion, M. Witte déclarait qu'il est impossible d'améliorer la situation des paysans sans changer entièrement « l'assiette de la propriété territoriale », c'est-à-dire de partager les terres appartenant à la noblesse! Et il y a encore des gens qui croient que M. Witte n'est pas un révolutionnaire communiste!

Quand je lis un article comme celui du *Temps* sur « Les idées de M. Witte », je me désole et je me scandalise à la fois. Déclarer M. Witte prestigieux, parce qu'il est l'auteur d'une réforme financière qui a atteint le crédit de la Russie en ses sources vives, parce qu'il est le créateur de l'industrie russe, de cette même industrie qui a

dévoré tant de millions à l'épargne française et à propos de laquelle il a confié de si révoltantes paroles aux reporters allemands, « sur la bêtise des gogos français ». L'industrie russe est factice, dans tout ce qui s'est créé sous le règne de M. Witte. Elle n'a été développée que pour fournir des éléments que le terrien refusait de livrer à l'armée révolutionnaire, pour fournir ces soldats de l'émeute que le chômage et les grèves habilement organisées pouvaient seuls former. Dire que M. Witte fut en disgrâce parce qu'il ignorait l'art de flatter l'orgueil du souverain et les susceptibilités intimes, dire que M. Witte « domptait » le Tsar au lieu de le flatter, présenter ensuite le prince Sviatopolsk Mirsky comme un doucereux qui croit qu'on résout tout par la bonté et la charité, comme un incapable « de modifier quoi que ce soit, et d'agir méthodiquement suivant un programme élaboré à l'avance », comme un hésitant destiné à être débordé, à déchainer la violence des revendications.

Ajouter que M. Witte a repris sur l'Empereur l'ascendant d'un esprit fort sur un esprit faible qu'il dompte comme naguère, conclure par ceci que « M. Witte gouverne sous le règne du prince Mirsky », croit-on que cela puisse être agréable à Nicolas II?

Nous, les amis sincères et désintéressés de la Russie, nous honorons le Tsar, notre allié, et nous voulons croire qu'il prendra seul la responsabilité des réformes qui le grandiront auprès de son peuple.

Ne serait-ce pas le même esprit, qui, ayant provoqué la conférence de La Haye, conception idéale entre toutes et dont la réalisation est si incertaine, qui, dis-je, mûri par cette expérience, désire des réformes étudiées pour être plus lentement et plus sûrement assimilables.

M. Witte a un rival en fait d'effronterie et de malfaisance, c'est son ami l'amiral Alexeieff.

De même que le prince Mirsky n'a de blâmable que ses relations avec le plus fourbe des hommes, avec M. Witte, et que, s'il commet des erreurs, il les doit dans leur intégralité à l'inspiration de M. Witte, lequel emploie toutes les ressources d'une rouerie géniale pour faire commettre des fautes à ceux qui osent prétendre occuper l'une de ses places, de même il semble que la faute la plus grave du grand-duc Alexis ait été de nommer l'amiral Alexeieff au commandement de la flotte d'Extrême-Orient et de lui laisser choisir une à une ses créatures pour commander cette flotte.

Lorsqu'on examine les résultats de la gérance

des finances par M. Witte, on y voit des déficits accumulés, des pertes ruineuses pour le crédit de la Russie.

Lorsqu'on examine le résultat du commandement de la flotte de Port-Arthur par l'amiral Alexeieff, on constate son émiettement voulu traîtreusement et sa destruction totale.

Si l'on sacrifie, comme on l'affirme, le grand-duc Alexis, on ne peut le faire que parce qu'il a été le soutien, presque le complice, des méfaits de l'amiral Alexeieff; or, le sacrifier au profit de l'amiral Alexeieff lui-même, comment pourrait-on qualifier un tel aveuglement ?

On dit qu'à la dernière « sortie » de la Cour, l'Amiral Alexeieff occupait dans le cortège une place unique et en vue. Pourquoi cette faveur, alors que le Tsar devrait, paraphrasant le douloureux et célèbre reproche, s'écrier :

« Alexeieff, rends-moi mes vaisseaux ! »

Si la flotte de Port-Arthur, au lieu d'être éparpillée, avait été massée pour l'attaque de la flotte japonaise, si l'amiral Alexeieff n'avait pas livré un à un les vaisseaux russes, l'escadre de l'amiral Togo ne serait pas aujourd'hui en aussi bel état pour se préparer à courir à la rencontre de l'amiral Rojdestvensky.

La fortune de l'amiral Alexeieff est un mys-

tère. Il est Arménien par sa mère et il en a le type, plus que le type russe de son père. Est-ce là une explication?

Tous ceux qui l'ont approché à Port-Arthur savent, le répètent et l'écrivent, que jamais on ne pouvait obtenir de lui la signature de l'ordre le plus pressant, dès qu'il s'agissait d'une responsabilité à prendre. Il disparaissait pour deux ou trois jours et jamais, au grand jamais, on ne l'a vu au feu! On ne lui reconnait qu'une qualité « ménagère » plus que guerrière, on dit que les vaisseaux qu'il commandait étaient d'une propreté absolue.

Certes, c'est pour un marin une qualité que de ne pas aimer la boue, mais il faudrait en même temps ne pas avoir peur du sang.

On s'est passionné à Pétersbourg pour ou contre la campagne du capitaine Clado, lequel affirmait que la flotte de l'amiral Rojdestvensky marchait à la destruction certaine, et réclamait une troisième escadre venant renforcer la deuxième.

Le grand-duc Alexis s'opposait à cet envoi, partageant l'opinion de ceux qui craignent d'affaiblir la Russie en Orient au profit de sa défense en Extrême-Orient, et qui croient que les traités en vigueur interdisent à la Russie le libre pas-

sage des détroits; or, aucun traité ne stipule une restriction à ce droit. C'est l'Angleterre seule, alliée du Japon, qui menace de soulever la question et d'en imposer l'interprétation.

L'Angleterre de Hull est partout la même, agressive, audacieusement fourbe.

Elle pèse dès à présent auprès du Sultan pour préparer sa résistance en cas de passage de la troisième escadre russe par les Dardanelles; mais l'intérêt d'Abd ul Aziz de laisser passer l'escadre est double. Ou cette flotte sera détruite, et sa politique bénéficiera de l'affaiblissement de la Russie, ou elle sera victorieuse, et cette même politique bénéficiera également de procédés amicaux à l'égard d'un voisin puissant.

Le capitaine Clado, s'il a gain de cause pour la troisième escadre, s'il a obtenu que l'amiral Rojdestvensky attende ce renfort nécessaire à Madagascar, aura-t-il le même succès pour l'incident de Hull?

Le capitaine Clado, quoique très réservé, ce qui se comprend, n'a cessé d'affirmer qu'il avait vu, de ses yeux vu, deux torpilleurs ennemis évoluant pour attaquer l'escadre de l'amiral Rojdestvensky. Le capitaine « était de quart », selon ses propres expressions, comme capitaine de pavillon, sur la passerelle du vaisseau amiral, et

il ne pouvait se tromper. Il y a vingt-six ans qu'il navigue et il n'a pu confondre des torpilleurs avec des bateaux de pêche, « d'autant que ces torpilleurs étaient bien à l'écart des bateaux ». Le capitaine Clado a vu, de ses yeux vu, je le répète, ces torpilleurs évoluer et lancer des torpilles sur la flotte russe. Aucun doute pour lui n'est possible sur leur qualité de navires de guerre et sur leurs intentions.

Le lieutenant de vaisseau Pobiesky était, lui aussi, de quart sur un autre bâtiment, sur la passerelle du *Souvaroff*, avec le capitaine de frégate et le second. « La mer, dit-il, était calme, la lune brillante, l'horizon très clair » ; avec sa jumelle « il voyait à 10 milles de distance », et il ajoute : « Je suis absolument certain que nous nous sommes trouvés en présence de deux torpilleurs japonais. L'un avait quatre cheminées et l'autre trois. Ils avaient masqué leurs feux de position. Après quelques moments d'observation, nous les avons vus se diriger sur nous à petite vitesse, nous les avons laissé approcher à environ 1,000 mètres, et, sûrs de ne pas nous tromper, nous avons ouvert le feu. Les deux torpilleurs ont dû couler, car après avoir stoppé nous sommes restés sur place au moins dix minutes.

Voilà qui est clair ! Espérons qu'avant peu les

Anglais en seront pour leurs scandaleuses accusations d'inhumanité contre la Russie, et que les Russes connaîtront mieux encore le degré de loyauté d'Albion, et qu'ils auront une bonne fois soupesé le poids de ses haines.

Pourquoi, c'est mon antienne, le Japon s'est-il laissé déchaîner contre la Russie? Pourquoi la Russie s'est-elle laissée entraîner à une guerre dont les profits jusqu'à ce jour se concentrent exclusivement dans les mains de l'Angleterre?

Elle est la grande pourvoyeuse des guerres : charbon, armes, fournitures de toutes sortes, elle sollicite les commandes des deux belligérants, ayant intérêt à ce que la lutte dure, l'ayant provoquée, l'alimentant, s'en engraissant.

La guerre terminée, quand de bons rapports s'établiront entre la Russie et le Japon, que les deux ennemis dégageront de leurs haines factices, uniquement entretenues par Albion, l'estime qu'ils se sont imposée à chacun par leur héroïsme, par leur patriotisme, lorsqu'il sera cent fois prouvé que c'est l'Angleterre seule qui a poussé le Japon à se ruer sur la Russie à Tchemulpo, à Port-Arthur, sans déclaration de guerre et de façon à indigner tous les peuples ayant le respect des formes traditionnelles, l'horreur des guets-apens, alors le Japon comme la Russie

trouveront dans leurs rancunes contre l'Angleterre les motifs de leur rapprochement.

Toute entente future sur quelque point que ce soit, dans l'avenir, entre le Japon et l'Angleterre aura pour ennemie ou pour victime la Grande-Bretagne; les hécatombes de Mandchourie voulues par l'Angleterre seule feront tomber sur elle la vengeance céleste, déjà suspendue sur sa tête par les tortures de vingt mille enfants du Transvaal.

L'heure sonnera des peines du talion, car elle sonne toujours pour les coupables. Tout se paie quoiqu'on dise, et il ne faut jamais se décourager d'attendre l'heure expiatoire.

L'hostilité de l'Angleterre contre la Russie devient de plus en plus agissante. Elle fait tous ses efforts pour grouper des influences anti-russes et voudrait voir d'autres puissances bénéficier avec elle de l'affaiblissement momentané de la Russie. Elle rêve sa voisine des Indes écrasée à tout jamais...



Quand nous aurons nous-mêmes, une fois de plus depuis les siècles des siècles, constaté que l'Angleterre, toujours sans un exemple du con-

traire, nous a exploités, trompés, égarés, chaque fois qu'elle a paru entrer en une entente quelconque avec nous, notre haine agira peut-être de façon à nous associer utilement à ses ennemis.

Dans les plus petits faits comme dans les plus grands nous pouvons constater le degré de duperie qu'Albion nous impose.

Après Terre-Neuve livré en même temps que nous sommes archi-leurrés au Siam, toujours par l'action directe de l'Angleterre, nous nous apercevons qu'elle s'est moquée de nous au lac Tchad. Elle a fait, dans ces régions-là encore, « gratter le sable au coq gaulois ».

Mais que dire de l'échange de notre influence en Égypte contre une influence au Maroc?

Est-il assez démontré aujourd'hui que l'Angleterre voyait monter au Maroc la haine de l'étranger, qu'elle y prévoyait la guerre sainte, lorsqu'avec une ironie sanglante, elle inspira à l'un de ses meilleurs agents de destruction politique, M. Jaurès, aussi précieux que M. Pelletan l'est comme agent de destruction maritime, l'idée d'une « pénétration pacifique des tribus marocaines ».

Jamais, sauf l'abandon du Canada par Louis XV à l'Angleterre, un crime plus grand n'a été commis contre la France, que ce troc d'une

situation dont les bénéfices ne se comptaient plus contre une situation dont les dangers, les sacrifices ne peuvent que s'accumuler.

L'Angleterre mise en possession complète, par nous, de sa pénétration pacifique de l'Égypte et nous acculant à la pénétration militaire du Maroc nous a joué l'un de ses meilleurs tours. Elle en rit volontiers trop haut. Après le mot si profondément dédaigneux de lord Salisbury, « nous donnons au Maroc du sable à gratter au coq gaulois », plus d'un journal de Londres dépense son humour sur les difficultés que nous rencontrons au Maroc. Chaque jour des informations anglaises ont pour but d'exciter en France la fibre anti-« pacifique » avec l'habileté dont l'Angleterre dispose avec ses reptiles.

Croit-on que cette fin d'article du *Standard*, organe nouveau de M. Chamberlain, contienne assez d'ironie contre nous, et n'est-ce pas à provoquer toutes les colères de ceux qui voient chaque jour déchiqueter la France.

« L'accord anglo-français, dit le *Standard*, nous décharge de toute responsabilité directe dans cette affaire, et nous ne pourrons que considérer avec sympathie les efforts de nos alliés pour ouvrir au Maroc la civilisation occidentale. »

Si je n'étais depuis que je respire l'ennemie

de l'Angleterre, une phrase aussi insolente, aussi humiliante à lire, lorsqu'on pèse les termes d'ironie qu'elle contient, une telle phrase suffirait à faire jaillir toutes mes inimitiés.

Les voies ferrées, les routes, l'exploitation des richesses du Maroc, la création d'un Institut marocain sont vraiment à cette heure en belle voie, et les appétits « pacifiques » de Messieurs les députés faiseurs d'affaires risquent fort de nous obliger à ne les satisfaire qu'avec les chairs sanglantes de nos fils.

La population marocaine est unanime à repousser toute influence étrangère. Un service, peut-être dangereux, qu'une intrusion de la France dans les affaires marocaines rendrait à cette heure au Makhzen, serait d'unifier des populations hostiles ou ennemies entre elles, d'apprendre aux tribus divisées qu'elles ont des intérêts communs.

Le sort des musulmans algériens soumis aux bureaux arabes, livrés aux Juifs et aux exploiteurs, n'est vraiment pas enviable pour les Marocains, et plus d'un parmi eux croit déjà que le mieux qu'il ait à faire est de s'opposer dès la première heure à toute tentative d'ingérence étrangère.

Comme au Tonkin, comme en Tunisie, les puis-

sances ennemies de la France s'entendent pour nous « occuper » au Maroc comme elles ont « occupé » la Russie en Mandchourie; c'est un atout de plus dans leur jeu.

M. Delcassé apparait aujourd'hui dans toute son infatuation coupable ou dans « pis que cela ». Quels qu'aient été les mobiles de ses actes, dans l'abandon de l'Égypte et dans la « prise de possession illusoire du Maroc », il les a accomplis d'un « cœur léger ».

On nous affirmait depuis plusieurs mois que le Maroc est aussi tranquille qu'un département français. Ou l'on nous a trompés sciemment ou notre représentant à Tanger renseigne le quai d'Orsay de façon à favoriser les intérêts de l'entente cordiale plus que ceux de son pays.

Les journaux anglais sont aujourd'hui d'accord pour dire que le Maroc est pour la France ce que l'Égypte « était pour l'Angleterre il y a vingt ans ».

Est-ce ce langage que tenaient les mêmes journaux avant le traité franco-anglais? Vraiment dans leur commerce diplomatique les représentants du Foreign Office ont une probité plus que relative.

Un simple fait prouvera ce que j'ai dit précédemment. Les tribus montagnardes qui projetaient d'attaquer le brigand Errais-Souli avant

l'annonce du revirement du Sultan en faveur du parti rétrograde et fanatique, ont abandonné les projets d'attaque et songent à former une coalition avec lui pour « chasser l'étranger ».

Le renvoi par le Sultan de notre mission militaire, outre qu'elle est une grave injure à la France, serait aussi une sorte d'appel au désordre si le départ de cette mission ne ramenait au Sultan le concours d'actives influences parmi les Oulémas et les Cherfas, faites pour calmer les plus redoutables parmi les agitateurs.

Qu'a fait M. Delcassé pour s'assurer que les versatilités du Sultan, que l'hostilité des Oulémas et des Cherfas n'étaient pas dangereuses et ne repousseraient pas la France au cas où elle voudrait s'introniser « pacifiquement » ou « militairement » au Maroc?

Mouley Abd ul Aziz se laissera-t-il circonvenir par ceux qui l'entourent de façon à s'entêter dans sa décision de ne pas rappeler la mission militaire française. En attendant, la « pénétration pacifique » est arrêtée. Bien plus, notre ministre à Tanger, qui devait aller à Fez, renonce à son voyage. Pourquoi? Il eût pu causer, discuter, apprendre et comprendre si une pression morale pouvait quelque chose sur l'esprit du Sultan et sur ceux de ses conseillers. Abandonner la lutte

diplomatique à la première occasion est-ce donc prouver qu'on rêve de la lutte militaire? S'il en était ainsi, ce serait la menace d'un soulèvement général du Maroc, d'une révolte en Algérie, le réveil du fanatisme musulman dans toute l'Afrique.

Il y aurait eu quelque intérêt, voire quelque bravoure, à tenter à Fez même un essai des facilités ou des difficultés de la grande politique de M. Jaurès, de la « pénétration pacifique »



Je m'étonnerais que M. Chamberlain, qui rouvre sa campagne, ne trouve pas à dire quelques mots plus ou moins agréables pour la France à propos du Maroc. La tentation sera grande pour lui de se moquer du coq gaulois et de sa parenté avec le dindon. Ne pourrait-il dire : « Peut-être le gouvernement français eût-il dû prudemment consulter le gouvernement marocain et quelques habitants du Maroc avant de disposer d'eux de façon si désinvolte. Le Sultan m'a tout l'air de ne vouloir pas être plus protégé par la France que ses sujets « pénétrés pacifiquement ».

J'entends M. Chamberlain, je le vois avec son

monocle, continuant de sa voix la plus blanche et la plus goguenarde :

« Serait-ce une aventure armée que l'affaire du Maroc? L'Angleterre se serait-elle engagée à y participer? Dans ce cas, elle aurait, avant d'aller plus loin, à attendre que les Chambres françaises soient consultées, un gouvernement républicain, j'imagine, ne pouvant décider de la guerre sans l'assentiment du Parlement. »

Qu'est-ce donc, ajoutons-nous, que les clauses secrètes qu'on ne veut pas communiquer? Le général Azcarraga, ministre de la guerre en Espagne, déclare qu' « il conformera sa conduite aux stipulations du traité du 8 octobre, si les troubles au Maroc deviennent graves ».

Quelles responsabilités, quelles culpabilités l'avenir va-t-il faire peser sur M. Delcassé?

M. Chamberlain, avec une autre envergure, a quelque analogie avec notre ministre des affaires étrangères : même inconscience des conséquences qu'une combinaison personnelle peut avoir pour son pays.

M. Chamberlain veut à cette heure persuader aux classes ouvrières qu'elles ont intérêt à la réforme du tarif; or il est prouvé que les salaires s'abaissent en raison de la limitation du champ de production et que les travailleurs voient, par

le protectionnisme, hausser le prix des objets de première nécessité; ils souffrent donc de deux côtés alors même que les patrons voient leurs profits momentanément augmenter.

Mais les ouvriers anglais, malgré la promesse faite par M. Chamberlain d'instituer des retraites au moyen du produit de l'élévation des droits sur les marchandises étrangères, restent attachés au libre-échange. M. Chamberlain n'a plus alors qu'à exalter le patriotisme et l'impérialisme.

Encore faudrait-il que les colonies se prêtent aux avances que leur fait M. Chamberlain, mais elles paraissent peu disposées à sacrifier le développement de leurs industries à celle de la métropole.

M. Chamberlain sent si bien l'échec grandissant de ses projets, qu'il montre une hâte singulière à précipiter le moment des élections. Si le pays est contre lui, il avouera tout simplement sa défaite, car son orgueil ne lui permet d'accepter une lutte qu'entre la Grande-Bretagne et lui.

Il garde ses derniers arguments pour la campagne électorale. Il essaiera de créer une agitation contre les ouvriers étrangers qui travaillent à bon marché et font descendre les salaires, il parlera avec émotion de la misère, grande à

cette heure, des industries qui périclitent et jettent les ouvriers sur le pavé. Il y a dans tout ceci quelques cordes à faire vibrer.

Après leur retour d'Angleterre, où le roi de Portugal a eu l'occasion de manifester ses sympathies fidèles, fort peu partagées par son peuple, les souverains de l'une de nos sœurs latines ont fait à Paris un court séjour.

Quoique la reine Amélie ait tenu à conserver le plus strict incognito, le peuple de Paris a accueilli avec le meilleur de son cœur une « enfant de France ».

Je connais assez les sentiments de douce souvenance d'Amélie d'Orléans pour savoir qu'elle a été touchée de se voir acclamée, avec la discrétion imposée par elle-même, dans le parler de France, et que le cri de « Vive la Reine! » lui a été au cœur.

Si la souveraine portugaise s'est attachée d'un amour sans réserve au royaume où elle règne par sa grâce, par sa bonté, par son dévouement, et que son royal époux gouverne, à la patrie de ses fils, elle n'a pas oublié le pays de France dont les tristesses l'attristent et auquel son cœur ne cesse de souhaiter qu'il se souvienne de ses gloires et retrouve ses prospérités.



En Autriche, la défaite du Gouvernement a dépassé à la fois toutes les espérances et toutes les craintes. Il a été battu par une majorité de 29 voix contre 14 à la commission du budget. On ne pourra plus dire aujourd'hui que seule l'obstruction tchèque empêche le mécanisme parlementaire de fonctionner. La commission du budget a refusé à M. de Kœrber un crédit de 65 millions qui lui était nécessaire pour subvenir aux dépenses de l'armement, somme qui, d'ailleurs, lui avait été votée l'an dernier par les délégations.

Ce refus n'a pas motivé immédiatement la démission de M. de Kœrber, et l'on s'en est un peu étonné. Il a fallu, dit-on, une disgrâce personnelle, ou peut-être le sentiment qu'il était devenu impossible, pour que l'Empereur ait accepté une démission tant de fois offerte.

François-Joseph, on le sait, s'intéresse particulièrement à tout ce qui touche à l'armée, et la pensée que son ministre était un obstacle au vote des crédits pour l'armée a dû le lui faire sacrifier sans hésitation.

Les Tchèques triomphent, c'est pour eux une victoire morale d'un grand effet que de voir disparaître l'homme contre lequel ils luttent depuis cinq ans.

En Hongrie, l'opposition ne semble pas mordre sur M. Tisza. C'est, en tout cas, un autre homme que M. de Kœrber, et il a la riposte énergique et prompte.

L'obstructionnisme le gênant, le comte Tisza en une demi-heure de conversation avec l'Empereur-roi, a obtenu la dissolution du Parlement magyar. L'opposition crée au coup d'État une tradition nationale interdisant la dissolution avant le vote du budget.

Par de nouvelles élections, le comte Tisza a demandé au pays l'approbation de sa conduite, le blâme des obstructionnistes, une ratification de la refonte du règlement, et, par conséquent, la condamnation des scènes affolées de désordre qui ont eu lieu à la Chambre.

Le pays sera consulté en janvier, il répondra; mais, si une majorité de 76 voix n'a pu mâter l'opposition, est-ce que quelques voix en moins ou en plus changeront le caractère des partis mis en présence?

L'agitation est maintenant transportée de la Chambre au pays. Partout on annonce des

scènes de violence. M. Tisza est sûr de vaincre le comte Apponyi, le dit « perdu, irrévocablement perdu », quelque retard qui puisse être apporté à sa chute, « parce qu'il s'est mis en contradiction avec le principe vital du développement constitutionnel hongrois ».

Le régime électoral restreint permet au Gouvernement une pression si souvent corruptrice sur les votes, que l'influence morale des représentants d'une trop faible partie du peuple hongrois — 900,000 électeurs, sur un peuple de 17 millions d'âmes — est insuffisante pour diriger les grands mouvements d'opinion.



Un M. Vacher de Laponge, assisté d'un M. Henri Mazel, nous propose Guillaume II le prussien comme Empereur de France : « L'ombre de Charlemagne présiderait à ce revenant d'Empire d'Occident ». Le Kaiser allemand deviendrait à Paris et à Berlin l'Empereur de la catholicité. L'Alsace-Lorraine servirait de trait d'union entre l'Allemagne et la France, etc.

L'*Action française*, si patriote, s'indigne comme nous nous indignons avec elle contre ces

rêvasseries aujourd'hui internationalistes, anti-françaises, de la reconstitution d'un Saint Empire prussien.

Elle cite un message impérial à monseigneur Benzler, évêque de Metz, qui avait refusé l'inhumation en terrain catholique d'un protestant. Ce message commence et finit par deux phrases qui mettent la question à son plan :

« Vous vous êtes rendu coupable d'un acte de fanatisme qui me vise personnellement, dit Guillaume II.

« Il faut que vous vous souveniez que vous êtes un évêque allemand, dans un pays allemand, sujet d'un roi allemand. J'ai toujours été très tolérant pour les catholiques, mais une attitude comme celle que vous avez adoptée pourrait me faire changer de politique. »

Guillaume II est pangermaniste et luthérien sans un mélange autre que celui qu'il a dans le sang par sa mère et qui, à certaines heures, fait de lui un Anglais. Il est férocement rebelle à tout autre compréhension de race ou de religion. Sa tyrannie en Pologne est une preuve de la haine implacable qu'il nourrit contre tout ce qui n'est pas germain et protestant.

De nouvelles circulaires sont lancées dans les provinces de Dantzig et de Bromberg aux insti-

tuteurs, exigeant d'eux qu'ils imposent la langue allemande coûte que coûte.

On imagine l'influence d'un instituteur qui ne parle qu'allemand vis-à-vis de ses petits élèves qui ne parlent que le slave. Elle s'affirme à coups de poing et de pied, à la grande satisfaction des gouverneurs qui n'ont pas assez d'approbations pour les violences du corps enseignant. L'instituteur est-il slave, est-il marié à une Slave ? Défense lui est faite de parler polonais à son foyer.

Tous les ouvriers ou employés, quels qu'ils soient, payés par le gouvernement n'ont pas le droit d'échanger dans leur service, sous peine de renvoi immédiat, un mot en polonais. Toute lettre dont l'adresse est écrite en polonais est renvoyée à son destinataire, tandis que sont régulièrement distribuées celles écrites en italien, en français, en anglais, etc.

A cette heure, et comme couronnement des persécutions, une loi interdit aux Polonais qui n'ont pas donné de preuves de dévouement au germanisme l'achat de biens-fonds.

Jamais une race n'a conquis une autre race par la persécution. Elle peut la détruire, elle ne l'assimile pas.



L'internationalisme fait, en vérité, piteuse figure auprès des sentiments héroïques qu'inspire l'idée et la défense de la race. A cette heure la Grèce tout entière frémit, souffre et s'indigne à la pensée des tortures qu'endurent les Grecs de Macédoine, victimes à la fois des Turcs, des Bulgares et des Roumains.

La fonte des neiges va amener la reprise de la campagne des bandes bulgares, et rien n'a été fait pour empêcher la lutte armée entre Grecs et Bulgares. Certes, il eût mieux valu entre les deux races une entente pour conquérir une liberté commune, mais elles s'entre-détruisent sous l'œil approbateur des Turcs, qui au besoin prêtent main-forte au plus fort.

Le programme de Muerzsteg devient une ironie sinistre, le Sultan ne songeant qu'à l'escamoter. Il refuse aux délégués militaires des puissances, à la gendarmerie internationale tout moyen d'action. Les gendarmes ne peuvent commander à leurs hommes, rédiger des procès-verbaux, s'opposer aux brutalités turques. La plupart sont découragés, sentant leurs efforts, quels qu'ils soient, impuissants.

Un nouveau ministère grec est constitué par M. Delyannis. Le nouveau président du conseil est un grand patriote. Il veillera aux intérêts de l'hellénisme et s'appliquera, selon sa propre expression, à faire une Grèce assez forte militairement pour qu'elle puisse compter dans les combinaisons européennes.



Les Espagnols eux aussi ont un nouveau cabinet; mais M. Maura renversé domine encore la situation de toute sa hauteur. Il a quitté le ministère pour y revenir, les divisions des libéraux ne laissant pas prévoir une coalition qui les ramènerait au pouvoir. Les conservateurs, au contraire, plus que jamais unis, s'efforceront de préparer la rentrée de M. Maura dont les qualités de chef de parti s'affirment de plus en plus.

Juliette ADAM.

6477. — Lib.-Imp. réunies, Motteroz, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

Parole française à l'Étranger

Nice, 14 janvier 1905.

M. Guyot de Villeneuve est un précieux assainisseur. Il a détourné, au plus bas des bas offices du Grand-Orient, toutes les eaux sales qui s'épandaient dans le champ maçonnique pour faire pousser les « grosses légumes » militaires et administratives, cotées deux ou trois points.

Il a pompé d'un seul jet ce qui lentement s'accumulait à l'aide de nombreuses et malpropres « casseroles ». Aussi quelles éclaboussures, quelles nausées !

C'eût été, à tout jamais, douter de notre France que de croire que l'odeur de ce qu'on déversait brusquement sur elle ne provoquerait pas son dégoût.

La passion du « propre » nous revient. Elle a surgi le jour de la candidature de l'amiral Bienaimé, nommé par protestation contre l'un des plus vilains actes du peu propre Camille Pelletan.

L'élection de M. Doumer a suivi, faite contre l'un des grands chefs des « casseroles » maçonniques.

Voilà qui donne quelque courage aux timides et double celui des hésitants qui ne cessaient de répéter :

« Nous agirions bien, mais comment entamer un tel « Bloc »? Il est entamé, le Bloc, et plus il s'entamera, plus on verra qu'il n'était fait que de boue agglutinée.

Les haut-le-cœur contre la délation deviennent nombreux. J'ai été enchantée de voir un ami, M. le colonel de Rancougne, auquel le général André avait refusé un avancement légitime, parce que, lui, qui ne possédait qu'une sorte de nom de baptême abhorrait ceux qui portaient des noms de « ci-devant », j'ai été ravie, dis-je, de voir M. de Rancougne flétrir un lâche délateur avec une si vigoureuse énergie.

Les manifestations se succèdent et les officiers diffamés châtient enfin les mouchards du bout de leurs bottes.

Et quelle piteuse figure, quelle attitude basse ont les dénonciateurs.

La couardise et la mouchardise s'engendrent logiquement, et les voilà bien stigmatisées ces « vertus maçonniques », d'une maçonnerie honteusement vile et que répudient tous les maçons qui se croyaient volontiers gâcheurs de plâtre mêlé à de l'eau pure, mais non gâcheurs de boue délayée dans l'eau de vaisselle.

La pétition des légionnaires demandant qu'on raye de la Légion les dénonciateurs est devenue une manifestation vraiment imposante. Le nom de M. Casimir Perier, qui fut grand-maître à son heure, donne à la campagne qui se poursuit un caractère d'ex-officialité qui la grandit aux yeux de tous et apporte aux résistances du général Florentin l'appui d'une opinion publique éclairée et consciente. Aucun sophisme jésuitique baptisé « Raison d'État », aucune mesure préservatrice ou vengeresse des « casseroles » n'égarera maintenant cette opinion. Elle se ressaisira avec d'autant plus d'ardeur qu'elle s'est plus abandonnée. Loyauté, honneur, sont des mots qu'on ne peut arracher du sentiment national français et dont il restera toujours quelques graines pour ensemencer une terre

longtemps fertilisée. On n'inscrira jamais, dans notre histoire, quoi qu'on fasse, un Mollin, un Vadécard, tandis que le moindre acte de générosité pourra toujours, à un moment donné, passionner la France.

M. Adolphe Carnot, qui doit être un utilitaire, n'a guère de chance, en vérité, de se compromettre pour des gens qui marchent à la défaite.

Comment a-t-il eu la triste audace de galvauder un nom dont la célébrité n'a été conquise que par l'affirmation de convictions, par la défense de sentiments contraires à ceux du gouvernement que M. « Adolphe » soutient.

Et si l'on remonte plus haut, vers Hippolyte Carnot, dont Edmond Adam et moi avons eu l'honneur d'être les amis, on peut affirmer qu'il avait une conception de la République bien autrement semblable à celle de Marcel Habert qu'attaque M. Adolphe Carnot, à celle de Sadi-Carnot, à la mienne, qu'à l'assiette aux « déchets » de M. Combes! République libérale, ennemie de l'enrichissement de ceux qui la servent, République bien française, ennemie de l'internationalisme, République de réformes sociales assimilables, ennemie du sectarisme collectiviste, République d'ordre, ennemie de l'anarchie sous

toutes ses formes, République de fraternité, ennemie des haines de classes, République à qui les prédicants de l'assassinat sont odieux, et odieuses les vilenies dénonciatrices, voilà la République des « Carnot ».

Qu'un Carnot, Adolphe, soit le défenseur en titre d'une autre République, nous la lui laissons volontiers pour compte.



Si le résumé de la quinzaine nous apporte les premières lueurs d'espérance à l'intérieur, quelle tristesse nous apporte l'extérieur.

La défense de Port-Arthur a tout à coup cessé. Cette défense est la plus belle que l'histoire ait jamais eu à enregistrer, si l'on considère l'insuffisance des approvisionnements de la place investie, l'admirable préparation de l'ennemi.

Jamais souffrances, jamais privations, jamais épreuves de toutes sortes n'ont été dépassées ayant pour complément plus de valeur, plus d'endurance, plus de dévouement à la Patrie.

Les défenseurs de Port-Arthur ont été jus-

qu'au dernier jour, jusqu'à la dernière heure, des héros dont l'héroïsme ne s'est pas seulement affirmé par la valeur militaire, ce qui est parfois, avec l'enivrement du combat, le plus facile ; ils ont eu froid, ils ont eu faim, ils ont eu sommeil, et ils ont dompté toutes les tortures en même temps qu'ils se battaient pour le seul honneur du nom russe. Et pourtant ils n'ignoraient pas que la défaite était au bout de la résistance, puisque les secours promis n'arrivaient ni par terre, ni par mer!

Je ne sais s'il y a des responsabilités coupables pour l'abandon dans lequel a été laissé Port-Arthur, pour les retards du départ des flottes, pour l'immobilité de Kouropatkine, je ne sais si les coupables qui travaillent l'opinion russe pour l'empêcher de souffrir de la défaite comme elle en devrait souffrir et pour lui faire craindre des victoires qui retarderaient des ré-ormes, je ne sais si ces culpabilités seront démasquées ou si elles accompliront leur criminelle besogne jusqu'au bout; mais je ne puis m'empêcher de crier à mes amis russes : « Prenez garde! un vent de folie souffle sur vos ·sprits. De même qu'en 1870, parmi nous, j'ai ntendu des Français républicains dire : « La

défaite, plutôt que la durée de l'Empire », y a-t-il des Russes qui disent : « La défaite, plutôt que la continuation du règne de la bureaucratie » ?

On m'écrit qu'il y a deux courants dangereux à cette heure en Russie, celui qui troquerait la défaite contre les réformes et celui qui fait dire à des marins, à des généraux : « Il y a maldonne ! nous n'étions pas prêts, faisons une paix vaille que vaille et préparons-nous pour les revanches... »

Ah ! les revanches ! mes amis russes, croyez-moi, préférez la plus petite victoire présente !

La presse européenne, en grande partie dévouée à M. Witte, à l'homme cause de tous les maux de la guerre, de toutes les épreuves économiques de la Russie, qui, enrichi par la ruine de son pays, jette à pleines mains l'argent dans lequel il se croit tout prêt de rentrer, la presse, dis-je, nous a assailli ces jours-ci des nouvelles de la démission du prince Sviatopolk et de la possibilité de la nomination de M. Witte au ministère de l'Intérieur. Et comme il était facile de voir que ces nouvelles venaient de son officine ; la dernière est le type achevé de la perfidie. Qu'on en juge. « La démission du prince Sviatopolk-

Mirski est acceptée. L'Empereur lui donnera un successeur de second plan. Il ne se décidera à faire appel à M. Witte que si les choses vont plus mal en Mandchourie. »

Toujours le même système: faire désirer la défaite aux amis de M. Witte! Mais, me demandait, il y a quelques jours, un ami qui venait de lire un article du *Temps*, pourquoi, si M. Witte est partisan des réformes comme on semble le dire, n'admettez-vous pas qu'il les fasse? Le diable ne peut-il devenir ermite? Un homme qui a fait du mal à son pays ne saurait-il être désireux de lui faire un jour du bien? Croyez-vous que M. Waldeck-Rousseau, s'il avait vécu, n'aurait pas été capable de réparer ses erreurs? Je réponds :

— Un malfaiteur est un malfaiteur, il ne détient pas la puissance du bien à volonté, quand il a manié avec succès la puissance du mal.

Une réforme n'est pas la même faite par un réformateur sincère ou par un homme néfaste. Est-ce que, par exemple, le *Temps* que vous me citez, sincèrement républicain je le crois, sincèrement désireux de la séparation de l'Église et de l'État dans un sens libéral, ne s'est pas inquiété de voir que cette réforme pouvait être

accomplie par M. Combes, par l'homme du « Bloc » jacobin et anarchiste ? La réforme en de telles mains n'est plus une réforme. C'est le chassé-croisé d'une tyrannie.

De même pour M. Witte. Une réforme faite par lui ne peut être une réforme bienfaisante et ne peut que déplacer la puissance autocratique à son profit et à celui de la révolution.

Que la Russie garde son sang-froid, car ses ennemis intérieurs et extérieurs ne songent qu'à le lui faire perdre.

La lettre du prince Troubetzkoi, maréchal de la noblesse de Moscou, menaçant le Tsar d'une révolution — non d'une émeute, — est une preuve d'affolement.

Le télégramme de M. Moukhanof, maréchal de la noblesse de Tschernigof, hôte assidu des salons du grand-duc Michel Nicolaiewitch, président du Conseil de l'Empire, a été le comble de l'insolence.

Ce serait folie de vouloir déchaîner en Russie une Jacquerie, fût-ce pour sauver l'autocratie, comme c'était folie de charger M. Lubatoff, policier émérite, d'organiser des grèves contre les grands industriels...

Le fameux système gouvernemental de

M. Witte n'a pas d'autre but que celui de gagner aux idées révolutionnaires les paysans encore rebelles.

Cette révolution préparée par lui depuis dix ans, ce ne serait pas le pays qui en aurait engendré l'idée, si par malheur elle éclatait. Tous les révolutionnaires russes sont des importateurs. Les chefs des nihilistes, des moskistes ont puisé leurs théories en Allemagne.

Ils sont en très petit nombre, mais ils influencent ceux qui rêvent, ceux qui ont en Russie le goût de la conspiration. Ces derniers créent une atmosphère dans laquelle se meuvent les révolutionnaires qu'on croit plus nombreux qu'ils ne sont, parce qu'où ils s'arrêtent commence pour eux l'indulgence.

Exploités par M. Witte, conduits par lui, alimentés par lui, les révolutionnaires sont une puissance dangereuse, quoiqu'ils soient à peine deux cent mille dans un pays de cent vingt millions d'habitants.

Ils sont habiles à exploiter les mécontentements. Ils s'agitent en Pologne, en Finlande, excitent et soulèvent tour à tour les juifs ou les fanatiques prêts à les massacrer. Ces soi-disant réformateurs sont les plus grands ennemis des

réformes sages, pondérées, assimilables, qui, si elles étaient appliquées, leur enlèveraient toute raison d'être. Ce sont les mêmes gens qui assassinaient Alexandre II le jour où il avait signé une Constitution. Ils menacent journellement le prince Sviatopolk Mirski et il sera leur ennemi en raison de l'importance des réformes qu'il obtiendra du Tsar.

On peut être certain qu'ils ne toucheront jamais à M. Witte. C'est leur homme. Chacun de ses actes, quelle qu'en soit l'apparence, favorise la révolution, une paix humiliante et l'entente avec l'Allemagne. Son règne serait la fin d'une entente avec la France, surtout avec une France qui vomirait le « combisme ». Le « malheur aux vaincus » ne pourrait jamais être plus grand pour la Russie que par l'ascension de M. Witte.

M. Ular nous a dit autrefois que M. Witte « forcerait la main au Tsar quand il le voudrait, qu'il en avait le moyen ». Que Dieu préserve la Russie de voir cet homme, avec ses implacables rancunes, tenir en ses mains fatales le sort du grand Empire, qui serait plus frappé par le retour au pouvoir de M. Witte que par la capitulation de Port-Arthur et par des défaites en Mandchourie.

Que le prince Sviatopolk Mirski fasse son

examen de conscience et qu'il convienne, au moins seul à seul, que ce sont les doubles conseils de M. Witte à lui et aux agents qu'il a dans les Zemstvos qui rendent si difficiles les réformes entre ses mains.

Si le Tsar, au lieu de promettre des réformes après la guerre, avait dit dès le premier jour : « Je les octroierai toutes après la victoire et je demande à mon peuple, à mes soldats, à mes généraux de décréter ces réformes eux-mêmes en sauvant la Russie d'une défaite », la Russie eût peut-être déjà vaincu!

Mais promettre vaguement, laisser presque entendre que les défaites pourraient devenir favorables aux réformes, n'est-ce pas, je l'ai déjà dit, faire hésiter généraux et amiraux à se lancer dans une aventure héroïque qui trouverait à l'heure de son succès un soi-disant réformateur au pouvoir, un Witte ennemi de la victoire.



Au moment où je termine ces pages je reçois le *Courrier Européen* et j'y lis un long article de M. Alexandre Ular, de l'écrivain qui a osé

dire que le plus grand malheur de la Russie était la chute de M. Witte. Le titre de cet article est « le manifeste du Tsar et les Principes du régime Witte ».

Pourquoi tous les Russes inquiets des destins de leur patrie ne peuvent-ils lire cet article tout entier? Ils y verraient de façon éclatante quel homme on veut leur imposer pour les conduire.

Il est là tout entier, dépeint comme par lui-même, sous la plume d'un confident, d'un complice ! Serait-il donc admissible qu'un tel homme puisse aveugler un souverain, se jouer d'une opinion publique, défier le sens commun, marcher à pieds joints sur les instincts de conservation d'un pays sans qu'un cri national s'élève, rendant la nomination de cet homme au ministère de l'Intérieur impossible?

Voici quelques coupures de l'article de M. Ular :

« Witte sait mieux que tout autre que la question de gouverner un pays se réduit d'abord à cette autre de ne pas laisser mourir de faim ses habitants. Il est payé pour le savoir, sa propre politique de façade ayant réduit le peuple à la famine et l'Empire par ricochet à la situation actuelle. Mais ce qui peut étonner, c'est la franchise ou, si l'on veut, « le superbe cynisme » avec

lequel cet homme tire les conséquences de ses propres erreurs.

« Il ose, chose inouïe chez un homme d'État, reconnaître qu'il doit faire le contraire de ce qu'il a fait, pour le plus grand bien, non seulement de sa propre carrière, mais de son pays.

« Aussi l'action économique est-elle dans son nouveau système l'unique élément positif. C'est cette réforme qui domine son programme véritable. »

Et plus loin :

« Witte s'est fait charger par le Tsar, à la présidence du Conseil de l'Empire, de créer une Russie viable sur la base de l'agriculture. »

Et pour terminer :

« La situation doit donc empirer jusqu'au moment de « l'action autonome des paysans ». Or cette action se manifesterait d'abord par l'allégement des impôts qu'entraine la politique d'aventures et de guerres... Et comme le Tsar veut le bien-être de ses sujets, il ne déléguera pas une partie de son pouvoir autocratique, mais il organisera son peuple de façon à ce qu'il ne meurt pas de faim. »

Il faudrait épeler mot à mot l'article de M. Ular pour comprendre, pour lire clairement, pour

toucher du doigt les projets de M. Witte! Une première fois il a ruiné l'agriculture; il a réduit à la plus affreuse des famines le paysan, pour le détacher du « petit père » dans lequel il s'est obstiné à avoir confiance! A cette heure M. Witte va mettre le Tsar et le paysan en face et faire s'engager le « petit père » à nourrir son peuple. Si le Tsar n'y parvient pas, et la politique passée, présente et future de M. Witte saura bien l'en empêcher, il ne restera plus que la solution de livrer aux paysans les terres de la noblesse (et ce serait la Jacquerie sèche, que le paysan amené à se croire en droit de prendre ces terres).

Si l'homme diabolique, le génie infernal de la Russie était encore une fois en possession de ses destins, le malheur serait sur elle!

Je reçois une dépêche qui me rassure un moment. Le prince Mirski serait sur le point de réussir à faire accepter à Nicolas II l'entrée des membres des Zemstvos au Conseil de l'Empire, malgré l'opposition perfide de M. Witte. Puisse la nouvelle être vraie! Ce serait là le contrôle que demande la Russie!



L'Allemagne, par les défaites de la Russie, l'Angleterre, par les victoires du Japon, sont les vrais bénéficiaires de la guerre. Aussi sont-elles sur leurs ergots et prêtes toutes deux aux coups de bec, il est vrai assez inoffensifs, car à peine quelques mots aigres sont-ils échangés dans la presse de Londres et de Berlin, que quelque feuille officieuse vient de part ou d'autre nous déclarer que les relations anglo-allemandes sont excellentes.

La périodicité même de ces communiqués pourrait fournir aux esprits soupçonneux matière à prétendre que tant d'affirmations répétées ont les allures d'une confirmation.

Dernièrement les journaux anglais ont insisté sur les faits suivants : 1° qu'une nouvelle station de charbon venait d'être établie par l'Allemagne dans le Pacifique ; 2° que les consuls allemands cherchaient en toute occasion à provoquer des différends économiques entre l'Angleterre et l'Allemagne ; 3° que ces mêmes consuls favorisaient de façon scandaleuse les intérêts com-

merciaux de leur pays, et ne cessaient de dépasser la mesure de la « concurrence loyale ».

A cela les journaux allemands de répondre que l'Angleterre affectait de traiter sur son territoire les Herreros révoltés en réfugiés politiques, alors que l'Allemagne juge que ce sont des criminels relevant du droit commun. Les feuilles de Berlin accusaient en outre les Anglais de faire fournir des armes et des munitions aux Herreros par les Bechuanas anglais.

On dit à Londres que dans son dernier voyage le roi de Portugal a cédé à l'Angleterre des territoires au cours supérieur du Zambèze, ce qui est une rupture du traité secret anglo-allemand concernant le partage des colonies portugaises.

L'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord* vient de déclarer que les relations anglo-allemandes sont des meilleures, que les bruits de « tension de rapports qui ont couru sont absolument controuvés ».

« Sans doute, ajoute la *Gazette* allemande, quelques déclarations singulières ont causé chez nous un certain émoi, mais elles n'ont pu réussir à troubler les bonnes relations des gouvernements. »

C'est là le mot. Les gouvernements de Londres

et de Berlin, quoi qu'il advienne des conflits économiques entre les deux peuples, garderont toujours leur entente parfaite. Ces conflits commerciaux ou d'influence coloniale n'auront jamais assez d'importance pour détruire chez Guillaume II et chez Édouard VII l'idée que s'entre-dévorer serait faire le jeu d'ennemies dont l'inimitié puissante peut toujours renaître : celles de la France et de la Russie.

Les socialistes prussiens ont tenu à Berlin un congrès où deux thèses ont été tour à tour discutées : celle de ne mettre aucune interruption aux agitations dans la rue, de saisir toutes les occasions de défilés manifestant les désirs du peuple, et celle de continuer la propagande traditionnelle par les réunions et par la presse.

Le dernier programme a prévalu, les chefs craignant sans aucun doute d'être trop facilement débordés par des hommes en constante ébullition.



On imagine l'effet produit en Angleterre par la chute de Port-Arthur. Ç'a été une explosion de joie que les journaux ont traduite avec habileté en

couvrant de fleurs l'héroïsme de Stoessel et de ses soldats, en déclarant que le monde entier s'extasiait, plein d'admiration pour les héroïques défenseurs de la place conquise.

C'était d'autant exalter la bravoure japonaise. S'il est quelques Anglais que les victoires du Japon inquiètent et qui voient se dresser plus grand le péril jaune, la masse y célèbre sans réserve un triomphe difficile de son allié. Quant aux hommes politiques d'Albion, ils ébauchent déjà certains projets protecteurs qui, appuyés par les États-Unis, réduiraient le Japon au rôle d'une Égypte plus grande et aussi plus lucrative.

Quelques « soucieux », comme les appelle l'une de mes amies, Anglaise devenue Française par son mariage, prétendent bien qu'en somme à cette heure, c'est la race blanche qui est vaincue par la race jaune et que cette victoire ne peut en tout cas augmenter la sécurité des agents et colons européens dans les colonies asiatiques.

Ces « soucieux » ajoutent que si le Japon triomphe finalement de la Russie, « il y a quelque chance pour que l'Angleterre soit forcée de fortifier son armée aux Indes et en Birmanie ».

L'Angleterre s'est-elle garantie contre les exigences possibles du Japon à propos de Weï-Haï-

Weï? On se rappelle que la Grande-Bretagne, selon le traité à bail que lui a consenti la Chine, ne doit garder Weï-Haï-Weï qu'autant que la Russie gardera Port-Arthur.

Or, la Russie maintiendra-t-elle dans un traité de paix ses droits sur Port-Arthur?

La politique intérieure anglaise est le plus complet des imbroglios.

A mesure que les élections libérales partielles se multiplient ou que les conservatrices se font avec des infériorités de majorité, M. Chamberlain déclare que son plus ardent désir est qu'on procède aux élections générales.

M. Campbell Bannermam et le parti libéral affirment qu'ils attendent cette consultation du pays. Mais ils ne font aucun effort sérieux pour l'obtenir. Leur programme, en somme, à eux libéraux et réformistes, est un programme conservateur.

Quel sera le programme gouvernemental? Sera-t-il conservateur avec les libéraux, ou réformateur avec le plus complet rallié au conservatisme, M. Chamberlain?

Si Balfour vit, il ne paraît demander que cela. La situation est si confuse que le « Premier » a fini par n'être plus tiraillé. Il flotte doucement.



Les Autrichiens ont un nouveau ministère. Les ministères nouveaux sont à la mode cette quinzaine. Ce n'est pas dire pour cela que les ministres sont des hommes neufs. M. de Gautsch est l'une de nos vieilles connaissances. Peut-être recommence-t-il la série des anciens ministres qui ne sont parvenus, comme M. de Koerber, qu'à prolonger, à escamoter des difficultés jamais résolues.

La lune de miel de M. de Gautsch est cependant visible. Des échanges de vues avec les chefs de groupes lui permettent d'espérer que les partis consentiront à ne pas entraver la discussion et le vote des projets appelés « de nécessité d'État, comme le budget, les secours aux contrées éprouvées par la sécheresse et la disette, la réorganisation de l'université italienne à Inspruck, l'élection des députés autrichiens aux délégations ».

Si ces différents projets étaient votés, l'horizon parlementaire aurait quelques mois d'éclaircie et l'on pourrait se battre sur les questions de race

en toute liberté d'esprit. Les adversaires auraient conscience de ne pas entraver le mouvement vital du pays; mais il faut compter avec les Allemands qui se soucient fort peu du fonctionnement normal des choses, songeurs préoccupés de prouver que là où ils sont discutés, où ils ne sont pas les maîtres absolus, rien ne doit marcher régulièrement.

Les Tchèques, pour qui la chute de M. de Koerber a été une légitime satisfaction, se sont rangés des premiers parmi ceux qui ne veulent pas, de parti pris, entraver l'action gouvernementale; ils feront crédit au nouveau président du Conseil, mais ils déclarent, par la voix autorisée de M. Hérold, que, alors même qu'ils cesseraient leur obstruction, il ne faudrait pas conclure qu'ils renoncent, même en partie, à leurs revendications nationales; ils jugeront le nouveau cabinet à ses actes.

Si, en Bohême, on avait besoin d'une preuve de la soumission de M. de Koerber à la politique allemande, on l'aurait par l'invraisemblable dépêche de Guillaume II, exprimant à l'ex-président du Conseil le regret de sa démission. De quoi se mêle le Kaiser?



Le comte Tisza est au comble de ses vœux. L'Empereur-Roi continue sans discussion à subir sa politique et la Chambre hongroise, déclarée indigne par le président du Conseil, se représente à ses électeurs. Le discours du 1er janvier du comte Tisza est une sonnerie de bataille. Il réclame toute la responsabilité de sa conduite, veut une assemblée maniable et n'entend accepter aucune proposition de conciliation.

Il « sait » que le corps électoral lui répondra par une approbation complète et qu'un règlement comme il le désire lui permettra à l'avenir de maîtriser l'opposition. Le Tisza II est tout aussi autoritaire que le premier.

L'Empereur-Roi, quoiqu'il ait du goût pour les ministres à poigne, a cru devoir mettre une sourdine au discours agressif du ministre. Répondant à l'adresse du parti qui soutient M. Tisza, il n'a fait aucune critique sur l'attitude de l'opposition. Et cependant cette opposition presque tout entière était absente au moment du discours du Trône, protestant par là contre la par-

tialité de l'Empereur-Roi en faveur de la politique autoritaire de M. Tisza.



La Roumanie comme l'Autriche s'est offerte, au renouvellement d'année, elle aussi, un nouveau ministère. Au point de vue de la politique générale, le fait a peu d'importance, car les dénominations de partis à Bucarest représentent bien plus des situations personnelles, des attaches, des traditions, qu'une politique différente. Conservateurs, libéraux, junimistes acceptent et respectent également la Constitution de 1866, d'un esprit très large d'ailleurs, et ont le même désir de réformes démocratiques.

La cause de la démission de M. Demitri Stourdza n'est un mystère pour personne. On peut dire qu'il a renversé lui-même son ministère pour se donner le plaisir de jeter par terre deux de ses propres ministres plus indépendants que de raison, M. Basile Lascar, ministre de l'Intérieur, et M. Costinesco, qui créaient journellement des difficultés au président du Conseil et au ministre des Affaires étrangères, M. Bratiano.

Ce dernier, irrité, refusant de tirer sur ses propres collègues, battit en retraite. M. Demitri Stourdza donna sa démission, obligeant MM. Lascar et Costinesco à le suivre.

Le pays n'y perdra rien. Quoique les hommes du cabinet précédent ne fussent pas sans valeur, ceux qui composent le ministère Cantacuzène sont de premier ordre.

Tout d'abord le président du Conseil, M. G.-Gr. Cantacuzène, le plus grand propriétaire de Roumanie, plusieurs fois ministre, homme d'un sens élevé, rompu aux affaires, d'une grande modération, dont l'autorité morale est acceptée par tous et la popularité très grande.

Le général Mano, tour à tour président du Conseil, président de la Chambre, ministre de la Guerre, ministre de l'Intérieur dans l'un des cabinets Cantacuzène, est doué de toutes les facultés qui font l'homme d'État.

Le général Jacques Lahovari est un officier de grande envergure. Il a été chef d'État-major de l'armée roumaine. Il prend, dans le cabinet Cantacuzène, le ministère des Affaires étrangères. C'est un début dans la diplomatie, mais il y a, à cet égard, des traditions de famille. C'est lui qui a le plus violemment attaqué M. Stourdza, le chef

du cabinet démissionnaire qui était en même temps ministre de la Guerre. M. Cantacuzène, en gentilhomme, a tenu à ce que le général Lahovari ne remplace pas sur l'heure à la Guerre son rival, mais à moins que le général ne révèle des qualités exceptionnelles, avant peu un chassé-croisé le fera ministre de la Guerre. M. Take Gonesco, ministre de l'Intérieur, a la réputation d'être l'orateur roumain le plus admiré. Un avocat de grand talent est ministre de la Justice. Il était difficile, on le voit, de choisir parmi les hommes politiques roumains, ministrables, un ministère qui eût plus de prestige.



La chute des ministères n'a rien de commun avec la chute des feuilles, parait-il, puisque c'est en hiver que, cette année, d'un bout à l'autre de l'Europe, les ministères tombent. Il est vrai que la poussée des nouveaux est immédiate.

L'Autriche, l'Espagne, la Grèce, la Roumanie, le Portugal, le Danemarck, — espérons que la France suivra, — se sont offerts pour leurs

étrennes, avant ou après le jour de l'an, de nouveaux ministres.

En Espagne, le ministère du général Azcarraga, qui a remplacé M. Maura, paraît, quoique à peine installé, déjà branlant. Il n'a pas les bonnes grâces de M. Romero Robledo, l'homme le plus mécontent de toutes les Espagnes. Gare au ministère qui regimbe contre ses exigences. Vite il menace de donner sa démission de président de ceci, de cela, de la Chambre, etc., et il commence ses travaux pour saper le cabinet.

M. Romero Robledo voulait que l'un de ses protégés et amis fût nommé gouverneur de Séville, et recommençait à menacer. Grâce aux conseils de son prédécesseur et chef de parti, M. Maura, le général Azcarraga n'a pas cédé; grâce à l'intervention du marquis de Pidal, président du Sénat, M. Romero Robledo s'est adouci; on ne nommera pas le protégé de M. Romera Robledo à Séville, mais une autre personne qui ne lui déplaira pas. C'est, en somme, céder sans se soumettre.

M. Romero Robledo, qui se dit membre du parti conservateur, n'est-il pas bien coupable d'encombrer si souvent de sa personnalité, et pour des griefs individuels, une situation diffi-

cile, menaçante, car les partis *révolutionnaires* gagnent en Espagne chaque jour du terrain, un terrain sur lequel les libéraux eux-mêmes craignent de perdre pied?



M. Delyannis, en revenant au pouvoir, dissipe les petites combinaisons des petits groupes qui donnaient à la politique grecque des hésitations et des incertitudes inquiétantes. C'est bien le chef de l'un des deux grands partis parlementaires qui, de nouveau, va diriger la politique athénienne et lui donner l'allure des intéressantes époques où les deux influences conservatrices et libérales se disputaient seules la conduite des affaires.

Malheureusement, M. Delyannis a quatre-vingt-cinq ans, âge où les facultés peuvent rester intactes, mais où amis et adversaires croient qu'ils peuvent considérer votre succession comme entr'ouverte. C'est à la fois une force et une faiblesse : une force, parce que la lutte contre votre influence est moins âpre puisqu'on la sent à sa fin; une faiblesse, parce

que plus de convoitises sont en éveil pour prendre la place qu'avant peu vous pouvez quitter.

La politique des petits groupes en Grèce a donné un aliment déplorable aux ambitions trop nombreuses, hélas, dans les pays démocratiques en mettant en relief comme chefs des personnalités à qui le second plan eût suffi.

M. Delyannis a obtenu du roi le décret qui dissout la Chambre. Le pays a donc à se prononcer sur un programme déterminé qui a pour première base l'économie, c'est-à-dire l'équilibre budgétaire sans faire appel au crédit.

M. Delyannis aura-t-il le courage de faire les réformes nécessaires déjà étudiées par M. Théotokis? Arrêtera-t-il les dépenses excessives des communes qui, sous prétexte des besoins de l'instruction primaire, empruntent indéfiniment à l'État et l'obèrent de façon dangereuse?

M. Delyannis, ayant réuni chez lui tous les notables de son parti, leur a exposé son programme. Il s'est déclaré résolu à supprimer toutes les fonctions qui n'ont pas d'utilité évidente. Voilà qui est singulièrement dangereux en Grèce à la veille d'une élection.

M. Delyannis a adjuré son parti de l'aider à

faire de la politique d'abnégation. Il veut convaincre la province qu'on peut faire des économies. C'est par là que le ministère compte trouver des ressources pour procéder enfin à la reconstitution de l'armement.

Le moment paraît bien choisi pour démontrer aux Hellènes qu'ils doivent se préoccuper de leurs forces militaires. Le pays tout entier est de plus en plus ému par les meurtres que commettent les propagandistes bulgares en Macédoine. Des tableaux sont publiés sur le nombre des crimes commis par les bandes contre les Grecs. Depuis vingt mois les assassinats augmentent en une telle proportion qu'ils représentent le nombre de meurtres accomplis dans les six années précédentes.

Les assassinats sont accompagnés de tortures, de mutilations qui exaspèrent les sentiments de tout un peuple.

Ces crimes sont, pour la plupart, commis durant les exercices religieux, en présence des familles de la victime. C'est un prêtre, un notable, un instituteur, ceux qui représentent à un degré supérieur le sentiment de la patrie hellénique qui tombent frappés.

On terrorise par là les masses en même temps

qu'on leur prouve l'impuissance des Grecs à venger les meurtres et qu'on leur fait valoir que les conversions au schisme bulgare les arrachera au joug turc à courte échéance.



Si la question de religion est le nœud de la situation en Macédoine, et si elle classe les nationalités au point que les Bulgares ne voient aucune possibilité de se saisir de la Macédoine qu'en faisant des conversions par la terreur, l'idée religieuse a son importance aussi ailleurs, et elle est à la veille, en Italie, de modifier entièrement la situation politique.

L'appoint des forces catholiques vient d'y vaincre encore une fois l'extrême gauche dans huit élections politiques complémentaires. Sauf un socialiste, sept élus sont constitutionnels.

Tous les partis sont d'accord pour constater, depuis la demi-suppression, par le Pape, de la défense aux catholiques de prendre part aux élections, que le facteur catholique est encore en Italie une force avec laquelle il faut compter. Les libéraux qui ont frôlé le danger socialiste

ne se cabrent plus contre l'appoint « clérical », surtout depuis que les catholiques italiens répètent à l'envie que « leur action sociale, pour être efficace, doit se déployer sur le terrain constitutionnel ».

Au moment où la France, qui a tour à tour contribué à l'unité de l'Italie et soutenu la papauté contre cette unité, lutte violemment contre le catholicisme, l'entente de la papauté et de l'Italie « une » est près de se faire. Singulier retour des choses.

Juliette ADAM.

P.-S. — Un petit livre qui contient une grande leçon d'histoire est une brochure de M. A. Dragon : *L'unité italienne à travers les âges*, étude historique sur le rôle de la France et de l'Allemagne en Italie. L'Allemagne a toujours été fatale à l'Italie, et aucun événement historique ne donne tort à cette affirmation. Impossible de résumer en d'aussi courtes pages un acte d'accusation plus irréfutable contre l'Allemagne.

6485. — Lib.-Imp. réunies. MOTTEROZ, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

Parole française à l'Étranger

1er février 1905.

A force de voir la précision avec laquelle s'enchevêtrent et se succèdent les événements qui doivent démoraliser, affaiblir, ruiner et finalement disloquer la nation française, comment ne pas découvrir, dans les faits inexplicables, qui, journellement, entraînent notre pays aux abîmes, l'influence machiavélique de nos pires ennemis?

On ne saurait trop rappeler, à cette heure, le fameux plan de lord Palmerston, publié dans le *Globe* du 12 mai 1849 et que l'un de nos confrères a divisé en trois parties : action extérieure, action intérieure et résultat final. Action extérieure : séparer la France de la Russie (guerre de

Crimée); unifier l'Allemagne; allier l'Italie unifiée à l'Allemagne unifiée et à l'Autriche, pour enfermer la France dans un cercle infranchissable; créer un grand royaume magyar qui grouperait les petites principautés slaves autour de la Hongrie, comme l'Allemagne et l'Italie l'ont fait; arracher ainsi à la Russie ses influences comme on les a arrachées à la France.

Partie intérieure : semer la haine, la division, la suspicion entre Français au point de vue religieux, artistique, politique, social, moral, philosophique, littéraire, à propos de la marine, de l'armée.

Finalement, désagréger la France comme l'ont été l'Allemagne et l'Italie, la hâcher en petites principautés.

A ce plan, dont la réalisation complète n'a plus que quelques lignes à franchir, s'ajoute un autre plan anglais contre la Russie.

Action extérieure : pousser la Russie dans une guerre contre la Turquie (brochure de Gladstone contre les *Atrocités bulgares*), lui enlever, à l'aide de la France, représentée par l'Anglais Waddington, au congrès de Berlin, le fruit de ses victoires en Orient, la décourager de sa politique européenne, la pousser dans tous les traquenards d'une politique asiatique, préparer le

Japon à la lutte contre elle, la déposséder de son influence en Chine.

Action intérieure : détremper la Russie par des rêves de paix universelle comme a été détrempée la France; infiltrer dans l'esprit de ses « intellectuels », comme on l'a fait chez nous, des idées « étrangères » aux mentalités normales russes; soutenir les revendications juives pour s'assurer le concours des « crucificateurs d'âmes nationales ». Exalter un Jaurès, un Witte, dont la mission est « d'achever la besogne qui doit désunifier la Russie comme la France et en faire ce qu'étaient, avant leur unification, l'Italie et l'Allemagne ».

L'influence de la Franc-maçonnerie au rite écossais, de la Franc-maçonnerie au rite italien, des Juifs ennemis de la Russie orthodoxe et de la France catholique, l'influence du socialisme allemand national, qui ambitionne de germaniser le socialisme du monde entier, et qui ne prêche l'internationalisme qu'à son seul profit, qui impose ses formules; toutes ces influences nous ont lentement, sûrement acculés à l'état de décomposition où nous voilà et ont, de même, acculé la Russie aux dangers qu'elle court au dedans et au dehors.

En France, comme en Russie, il suffirait de

noter froidement ce que l'Angleterre loue chez nous et, chez nos alliés, ce qu'elle blâme, pour démêler ce qui nous est, ou fatal, ou utile, aux uns et aux autres.

La politique d'anti-boussole anglaise serait, à Pétersbourg et à Paris, une politique de prévoyance et de sauvegarde.

Est-ce que les derniers actes d'Albion, qui détruisait effrontément les résultats possibles de la Conférence de la Haye par la guerre du Transwal, qui concluait l'alliance avec le Japon, qui nous dépossédait de notre influence en Égypte, pour nous envoyer dans les traquenards marocains, ne suffisent pas pour démontrer, de façon à brûler les yeux, que l'Angleterre est l'ennemie infernale de la France et de la Russie?

Jamais, non jamais, une révolution « spontanée » n'éclate dans un pays qui combat l'étranger, si l'étranger ne travaille pas à la faire éclater, employant des moyens proportionnés à l'intérêt qu'il a à déchaîner cette révolution.

Avez-vous lu les journaux anglais durant les troubles de Pétersbourg? N'y avez-vous pas trouvé l'exagération scandaleuse des faits, une indignation devenant du cynisme, pour ceux qui ont torturé leurs victimes de façon monstrueuse dans les camps de concentration; vous y avez lu

coup sur coup les fausses nouvelles, les accusations mensongères, vous y avez vu la calomnie succéder à la calomnie. Et que dites vous de ce secret mal gardé d'un conseil télégraphique de la cour anglaise à la Tsarine d'empêcher Nicolas II d'aller à Pétersbourg dire quelques bonnes paroles à une délégation de ceux dont il est le « petit père » et qui venaient à lui sans armes; enfin, que pensez-vous de cet autre fait que le portrait du tsar est déchiré, piétiné par les meneurs révolutionnaires, tandis que le portrait de l'Impératrice affectionnée par la reine Victoria est respecté.

L'éducation de l'Impératrice l'a faite naturellement anglophile, et l'Angleterre la sauvegarde et respecte ! En d'autres temps, où se retrouve aussi la main de l'Angleterre, le portrait de Marie-Antoinette, qui poussait Louis XVI aux résistances à la Révolution française, était insulté et lacéré...

Qui donc encore une fois avait intérêt à soulever les masses ouvrières russes en ce moment précis, à mettre en grève le peuple des arsenaux qui alimente la défense de l'armée et de la marine? Qui donc avait cet intérêt à l'instant suprême où, si les munitions ne manquent pas, si les bateaux se construisent, la Russie peut encore vaincre ?



Qui donc a caché au Tsar la gravité de la situation intérieure? Ceux-là mêmes qui lui avaient caché la gravité de la situation extérieure au point que, quelques jours avant le premier coup de canon tiré en Asie, Nicolas II déclarait à la princesse T. . « que, sous son règne, il n'y aurait pas de guerre ! »

« Une semaine avant les troubles, me dit un ami russe, il aurait suffi d'arrêter Gapone et les autres meneurs, tous connus de la police, pour que les manifestations n'eussent aucun caractère politique, et fussent réellement une simple supplique des ouvriers à leur père le Tsar. »

Enfin, puisque le mouvement qui se préparait devenait un mouvement politique, pourquoi ne pas avoir proclamé l'état de siège la veille du fatal dimanche !

Je n'étonnerai pas mes lecteurs en leur affirmant que M. Witte a insisté pour qu'on laisse tout faire, et qu'il a eu des conférences avec un groupe à la tête duquel se trouvait Gapone !

Bien mieux, disons bien pis, M. Witte a téléphoné au prince Mirski, ministre de l'inté-

rieur, lui demandant pour les ouvriers l'autorisation de faire leur démonstration devant le palais, quand il savait que les meneurs abusaient les ouvriers et leur faisaient croire qu'il ne s'agissait que d'un conflit patronal, et que le Tsar les écouterait!

Un gouvernement énergique, mais qui avant tout eût dû craindre comme la peste un conseil du traître des traîtres, de M. Witte, aurait pu, de façon ou d'autre, mettre fin à l'agitation du pays entier, en disant ce qu'il fallait dire, en faisant ce qu'il fallait faire.

Encore à présent il serait possible de tout calmer avec des réformes sociales et administratives.

Mais il faudrait en même temps, et sur l'heure, réduire M. Witte à l'impuissance, comprendre ce qu'il veut et où il entraîne la Russie, si on le laisse faire!

Son double jeu ces derniers temps est si clair que même son féal Struve, dans l'un des derniers numéros de l'*Obwobojdénie*, l'accuse de jouer ce double jeu : de tromper le Tsar et le peuple.

Il est cependant possible que Struve, en attaquant M. Witte, se moque du monde et cherche à dissimuler sa complicité avec lui ! Ce qui peut le faire croire, c'est que ledit Struve, comme Ular,

attribue le programme des réformes de l'ukase du 12/25 janvier à M. Witte, quand ils savent, à n'en pas douter, que ce programme est celui de M. de Cyon, qu'il a été attribué sous forme de brochure en mai à tous les ministres et membres du conseil de l'Empire, et qu'il a servi de base aux discussions sur l'ukase.

Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que Struve, socialiste-marxiste avéré, qui avait attaqué violemment le programme de M. de Cyon dans l'*Obwobojdénie*, le loue aujourd'hui sans réserve depuis qu'il l'attribue à M. Witte. « Poulet, je te baptise carpe afin de pouvoir te manger en carême. »

Il faudrait aujourd'hui que le Gouvernement russe, pour ne pas être débordé, consente très vite à des réformes, fasse comprendre aux ouvriers que l'ordre ne doit plus être troublé, l'ennemi étant à la frontière; que des mesures sévères sont prises, mais que les promesses de réformes seront tenues, que la question des assurances ouvrières, qu'une loi portant diminution de la journée de travail et donnant aux travailleurs la faculté légale de délibérer sur leurs besoins et d'en formuler l'expression, est étudiée et va être promulguée.

Si la réalisation de ces réformes était proche,

il y aurait là un grand élément d'apaisement. Viendrait ensuite à son heure la question de pouvoirs plus étendus à donner aux Zemstvos, pouvoirs qui leur permettraient, au fond des provinces, la surveillance d'une bureaucratie odieuse, dévorante et corrompue.

Vouloir à cette heure changer la forme gouvernementale, c'est livrer la Russie à toutes ses velléités de séparatisme, c'est la morceler en royaumes, en principautés, pour accomplir le vœu de ses ennemis, c'est réaliser le programme de l'Angleterre, c'est préparer la dictature du désagrégateur final, M. Witte.

Pour nous qui voyons en la Russie un adversaire de l'Angleterre et la barrière solide, d'un seul tenant, « qui peut nous protéger des invasions jaunes », nous devons faire des vœux pour que l'autocratie ne consente qu'à des réformes sociales administratives, décentralisatrices, libérales, mais ne portant en aucun cas sur la forme du gouvernement de l'Empire.



Veut-on savoir à quel point M. Witte est détesté en Russie? Nous l'apprendrons par le

Tageblatt, de Berlin, qui depuis dix ans est cependant son organe officieux. Sur la nouvelle de la nomination de M. Witte à la place du prince Mirski, le *Tageblatt* a inséré une lettre provenant « d'un correspondant du grand monde » qui reconnait que, dans tout l'Empire, on ne désigne M. Witte que sous le nom d' « Ennemi de la Russie ».

Tous les actes du ministre marxiste justifient cette qualification, particulièrement la ruine des moujicks et leur empoisonnement par l'eau-de-vie infecte du monopole, empoisonnement criminel !

On parlait beaucoup, avant les troubles, d'un fait typique dont on avait lu les détails dans le *Swett*, journal du général Komaroff (numéro du 24 décembre russe). Il s'agissait des détails d'un procès écrasant pour M. Witte.

Le grand aide révolutionnaire de M. Witte, Kowalewski, plaide contre sa femme, pour la restitution d'une propriété achetée sous le nom de son frère à elle et qui a été enregistrée ensuite sous le nom de Mme Kowalewski. Or il résulte du procès que, sur cette propriété, M. Witte, pour récompenser des services que Kowalewski reconnait avoir rendus, lui a fait prêter près de deux millions par des banques

foncières, prêts fort supérieurs à la valeur de la propriété

Bien d'autres scandales sur M. Witte et sur Kowalewski ont été relevés par la presse, mais le patriote qui dirige le *Swett* attaque, avec plus d'indignation que tous, les deux compères, exprimant « sa surprise douloureuse devant leur cynisme!... »

La Grande Russie ne s'ébranlerait pas à ce point sous les coups de l'étranger, ne marcherait pas aussi vertigineusement vers la dislocation, si un homme, dont la puissance désagrégatrice est formidable, ne sapait à coups répétés les bases de l'Empire depuis tant d'années! Et cet homme, je le répète comme les Romains répétaient : « *Delenda Carthago!* » — cet homme est M. Witte.

La Russie est par lui si ébranlée que les secousses qu'elle subit deviennent de plus en plus dangereuses.

Le Tsar avait en mains tant de possibilités de détente, tant de formes d'apaisement, tant de moyens de faire droit à des réclamations légitimes, de desserrer des liens trop tendus, que son devoir eût été de ne rien négliger pour satisfaire son peuple durant le temps qui peut n'avoir été qu'une trêve... Aujourd'hui il faudra bien plus

d'efforts pour triompher de difficultés grandissantes et croissantes.



Une circulaire du comte Lamsdorf, adressée aux Puissances, protestait au début de cette seconde quinzaine contre « l'incapacité et l'absence de bonne volonté de la Chine de se conformer aux engagements contractés par elle concernant la localisation des hostilités et la neutralisation ».

Le comte Lamsdorf constatait que, depuis le commencement de la guerre, des faits nombreux qu'il citait prouvaient que la Chine favorisait le Japon de façon flagrante et que non seulement elle violait la neutralité, mais se préparait à prendre part aux hostilités.

On affirme que « les Puissances neutres se sont émues des protestations de la Russie et que M. Dubail, notre ministre à Pékin, serait sur le point de faire avec ses collègues une démarche collective pour obtenir du Gouvernement de Pékin qu'il emploie « sa volonté et son pouvoir « pour assurer l'exacte observation de la neutralité ».

Le comte Lamsdorf déclare que, si la situation ne se modifiait pas, « la Russie se verrait dans l'obligation de considérer la neutralité de la Chine au point de vue de ses intérêts particuliers ».

Après cette déclaration, le cabinet de Tokio, bien entendu, s'est empressé de déclarer à son tour qu'au cas où la Russie donnerait suite à ses résolutions, « il se verrait dans l'obligation de suivre l'exemple de son adversaire ».

Ainsi la porte s'ouvre encore toute grande, comme au début des hostilités, à de nouvelles et inquiétantes complications.

Si l'on en croyait le vice-amiral Doubassof, délégué russe à la commission d'enquête de Hull, « il faudrait savoir reconnaître immédiatement la situation et la résoudre, conclure la paix et aussitôt refaire une flotte pour la seconde manche, avec tous les atouts dans son jeu ».

Le capitaine Clado, qui représente l'esprit de la jeune marine russe, eût été de l'avis du vice-amiral Doubassof si l'on n'avait pas envoyé la troisième escadre à l'amiral Rojdestwensky; mais, du moment qu'on l'envoie, il est plein de confiance.

L'amiral Fournier préside la conférence de Paris dans l'enquête sur les événements de Hull avec le vrai caractère d'un arbitre. Ses qualités

diplomatiques l'avaient désigné pour ce rôle, mais sa préoccupation d'impartialité et de justice paraît plus nécessaire que jamais, à propos d'une affaire dans laquelle l'emballement de l'Angleterre a dépassé toute proportion et où elle entend avoir raison, coûte que coûte!



Au moment où j'écris ces lignes, je reçois une lettre de Pétersbourg, qui confirme tout ce que je viens d'écrire et qui me paraît intéressante à citer :

« Vous pouvez suivre comme je le fais, avec plus de facilité que nous, l'agitation qui se produit dans toute la presse judéo-anglo-maçonnique en faveur du rappel au pouvoir de Witte. La note dominante des derniers journaux anglais est que, étant donnée une antipathie très prononcée en haut lieu contre ce malfaiteur, il n'a de chance de parvenir au pouvoir que si la situation intérieure s'aggrave jusqu'à un degré où son rappel au pouvoir sera indispensable. Et vous voyez à quel

point tout ce qui est ennemi de la Russie s'emploie pour nous faire atteindre ce degré!

« Si Witte reprend le pouvoir, il commencera certainement par faire une paix honteuse avec le Japon et par satisfaire les aspirations des Juifs à une position dominante. C'est pour cela qu'il est également agréable aux Anglais comme aux Juifs qui le secondent avec persistance dans ses machinations pour aggraver la situation intérieure.

« En attendant, pour plaire aux Anglais — comme acompte — on a organisé la grève des ouvriers des grandes usines dans le but d'amener le retard du départ de la troisième escadre.

« Apprenez que les ouvriers n'avaient formulé que des demandes concernant leurs relations avec les patrons, demandes assez justes au fond; mais une organisation clandestine a substitué à ces vœux modestes des ouvriers et, à leur insu, des demandes d'ordre politique.

« Des personnages comme Gorki, le poète des voyous, Andréeff, le pornographe, et d'autres réformateurs du même ordre ont essayé de présenter les ultimatums de ces faux travailleurs à Mirski et au ministre des finances; ils n'ont pas été reçus. Witte au contraire les a accueillis, a conféré avec eux une demi-heure et leur a, dit-on,

exprimé le regret « de ne pas être au pouvoir « pour les aider!! »

« Les ouvriers se sont aperçus, mais trop tard, hélas! qu'on avait substitué des demandes politiques à leurs humbles vœux et qu'ils ont été les dupes de... ils ne savent pas encore de quoi; il y a aujourd'hui un contre-mouvement malgré l'irritation causée par la répression.

« Et dire que tant de douloureux événements eussent été évités, que d'autres le seraient si on se décidait à procéder avec fermeté contre l'unique organisateur de tous les troubles, contre ce Savalette de Langes dont Talmeyr, dans *la Franc-maçonnerie et la Révolution*, donne un portrait qui semble être identiquement celui de Witte.

« La Russie se débat, traînée depuis dix ans à tous les supplices, par un seul homme, son mortel ennemi, Witte, l'agent de tout ce qui veut mal de mort à notre pauvre pays.

« On télégraphie que votre Ministre des affaires étrangères a dit ce qu'il fallait que la France dise, mais ceci cache-t-il quelque traitresse proposition inspirée par Albion et présentée un beau jour par la France? »



Je parlais avant de recevoir et de citer ma lettre russe, de l'emballement de l'Angleterre dans l'affaire de Hull.

Le fameux flegme anglais peut aujourd'hui être relégué au plan de l'humanité anglaise. Les violences d'enthousiasme aux nouvelles des premières victoires transwaaliennes, l'insensibilité pour les tortures monstrueuses des femmes et des enfants boers, voilà le vrai caractère d'Albion.

Ces derniers temps le soi-disant flegme anglais faisait place à une explosion de colère inutile et ridicule contre l'Allemagne. Est-ce que jamais l'Angleterre et l'Allemagne se rueront l'une sur l'autre ? Bien naïf qui le croirait. Les loups eux-mêmes se mangent entre eux, les larrons jamais.

M. Chamberlain, malgré des échecs successifs, conserve, il le dit du moins, sa foi imperturbable dans la conversion du peuple anglais à la réforme fiscale. En vain, depuis la campagne protectionniste de M. Chamberlain, trente élections

additionnées ont-elles donné ou des candidats libéraux ennemis de la réforme, ou une diminution sensible de voix aux amis de la protection; il n'importe! M. Chamberlain recommence ses discours, toujours les mêmes, avec des arguments combattus, faussés, triomphalement réfutés.

M. Balfour, de son côté, retarde l'époque de la réunion du Parlement anglais le plus qu'il peut; il emploie son temps à louer sa propre personne et les membres de son ministère. On en sourit, mais il ne prête pas par là à des discussions passionnées. Et en cela il est habile, car ses adversaires sont montés à un diapason violent. Il suffit, pour s'en convaincre, d'écouter le hardi transfuge de l'unionisme, M. Winston Churchill, prêt à boxer du matin au soir « à la mode de Queensbury ou du Lancashire, le poing nu jusqu'à extinction de force ou avec gants et reprise d'assaut ».

M. Balfour continue à ne prendre parti ni pour M. Chamberlain, ni pour le libre-échange; il convient lui-même que « nager entre deux eaux » plait à sa conception du pouvoir. Mais le scepticisme Balfour calcule souvent mal. Lorsqu'on n'est pas « pour » une cause, on est fatalement classé au moment de son succès parmi ceux qui ont été « contre », et M. Balfour, quoi qu'il

arrive, se noierait entre ses deux eaux s'il lui était loisible de continuer son système.

Or, cette douce noyade ne lui est même pas permise au moment de la discussion du budget que présentera le fils de M. Chamberlain ; le déficit ne cessant de croître, il faudra recourir, pour y faire face, à quelque mesure exceptionnelle, et M. Chamberlain fils ne manquera pas de proposer l'établissement de quelque « droit protecteur ». M. Balfour serait alors forcé de sortir de sa passivité, de rentrer dans le camp de M. Chamberlain. S'il refuse de se soumettre, deux solutions s'imposent à lui : ou se démettre, ou dissoudre la Chambre. Il penchera, dit-on, pour cette solution. M. Chamberlain déclare désirer et faire fond sur des élections générales. L'opposition affirme de son côté qu'elle est certaine du succès dans le cas d'un appel au pays. Si des événements nouveaux ne surgissent pas qui refassent une popularité à M. Chamberlain, c'est l'opposition qui triomphera, on n'en peut douter.



Les façons à la Chamberlain n'ont pas réussi au comte Tisza. Sa grosse voix, ses menaces,

son outrecuidance ne lui ont servi qu'à souligner sa défaite. Il semble du coup que le libéralisme à la Deak ait fait son temps. Le terme de libéral en Hongrie signifiait, depuis 1867, à peu près le contraire de ce qu'on entend par libéralisme. Une majorité libérale maniée par des Tisza, c'était le contre-sens le plus flagrant qu'on pût constater.

J'ai toujours espéré, et je l'ai écrit en 1884 dans ma *Patrie hongroise*, voir la Hongrie, en sœur aînée des peuples non allemands, conquérir son indépendance et aider les autres peuples de l'Autriche à conquérir la leur. C'était la pensée du grand Kossuth, et son fils, François Kossuth, soupçonné jusqu'ici de tendances allemandes, vient d'exprimer hautement une opinion qui le classe enfin comme héritier de la pensée de son père.

Dans une réunion électorale tenue à Jaszbereny, le chef de l'indépendance a plaidé en faveur d'une Autriche confédérée dans laquelle seraient satisfaites les aspirations non allemandes. « L'idéal du parti de l'indépendance, a-t-il dit, est une Hongrie indépendante liée par l'union personnelle à une Autriche confédérée. »

C'est le réveil de l'esprit de Kossuth, c'est l'entente avec les Slaves d'Autriche qui seuls

peuvent arracher l'Empire des Habsbourg à la gloutonnerie germanique.

Espérons cependant que l'appétit ne viendra pas aux Magyars indépendants et qu'ils n'essaieront pas un jour de substituer Budapest à Vienne et d'opprimer les Slaves à leur tour, comme le font les Allemands de Vienne.

Les élections hongroises sont un grand événement international, gros de conséquences.

Il semble que la première de ces conséquences sera de donner au nouveau Président du Conseil, M. de Gautsch, plus d'autorité pour proclamer l'égalité des peuples en Autriche, égalité que ne cesse de combattre la minorité allemande, non seulement dominatrice, mais persécutrice.

M. de Gautsch redit après tous ses prédécesseurs, et pour la centième fois, que le gouvernement d'Empire travaillera au rapprochement des Tchèques et des Allemands. Il y a sept ans, lors de son dernier ministère, M. de Gautsch répétait la même phrase.

En somme, le nouveau Président du Conseil débute avec le programme que n'a pu réaliser M. de Kœrber. Le prédécesseur de M. de Gautsch avait promis de se consacrer au rapprochement des Tchèques et des Allemands

dans sa première déclaration; il a dû convenir dans sa dernière que ce rapprochement était impossible. Il n'y a qu'une différence entre M. de Kœrber et M. de Gautsch, c'est que le premier n'avait jamais cessé de désirer l'échec des négociations et que M. de Gautsch est sincère. Il sera par là plus sympathique aux Tchèques et plus antipathique aux Allemands, ce qui proportionne également en sens contraire les malechances, à moins que les Allemands ne se fatiguent à la fin de la lutte; mais est-ce possible, tant que des Schœnerer auront l'influence qu'on leur laisse prendre au Parlement de Vienne et qu'ils répéteront que « tout ce qui n'est pas germain est inférieur ! »

Le cabinet Kœrber n'avait qu'un but : ne rien accorder aux nationalités non allemandes sans le consentement des Allemands. Or, les Allemands étant résolus à ne rien accorder, si les Tchèques abandonnaient à un moment quelconque l'idée de la lutte, ce serait pour eux se courber bassement sous la botte germanique.

Aujourd'hui, M. de Gautsch n'ayant pris aucun engagement vis-à-vis des Allemands, les Tchèques attendent, l'arme de l'obstruction aux pieds. Si le nouveau chef du cabinet d'Empire est impartial dans ses essais de conciliation, ils

l'aideront, sinon ils recommenceront la lutte, « acculant la monarchie, selon une expression de la *Correspondance tchèque*, à l'impasse dans laquelle la faiblesse du Gouvernement envers l'obstruction allemande l'a jetée ».

Le veto allemand aux Chambres dans toutes les questions où les nationalités non allemandes sont en jeu amasse des irritabilités menaçantes et il suffit de la moindre étincelle pour mettre le feu aux poudres.



A cette heure, les armements autrichiens ont trouvé en Italie, après les événements de Trieste et d'Insbrück, une opinion toute préparée à accueillir les craintes des militaires qui trouvent l'augmentation des forces autrichiennes inquiétante. Des articles publiés à la suite de voyages d'état-major du général Paletta et écrits, disait-on, par l'un de ses officiers, ont ému le patriotisme italien au delà peut-être de ce que l'auteur des articles avait prévu. L'affirmation, par un collaborateur du chef de l'état-major général, que l'Autriche « s'est acquis une incontestable supé-

riorité en hommes et en matériel sur l'Italie, surtout depuis la conclusion de la Triple Alliance », est une révélation inattendue.

L'esprit public, éveillé déjà par la répétition des scènes de violence à la frontière, a voulu être plus exactement renseigné, et toutes les informations ont été accueillies avec avidité. Les journalistes en quête de nouvelles ont trouvé de nouvelles preuves des intentions belliqueuses de l'Autriche.

L'augmentation des garnisons dans le Tyrol et le Trentin, l'armement des forts ont été constatés et des correspondants ont affirmé qu'à Vienne on parle couramment d'une guerre possible et probable avec l'Italie, la considérant comme la plus facile des expéditions.

Aussi recommence-t-on à entendre dans toute l'Italie le cri que dans mes premiers et lointains voyages j'avais tant entendu : « Abasso i Tedeschi ! »

Le Gouvernement lui-même s'est ému et les garnisons de la frontière ont été augmentées. Une division navale nouvelle est créée dans l'Adriatique. Et c'est avec indignation aujourd'hui que la majorité fait taire les républicains et les socialistes qui parlent de pacifisme et s'élèvent contre les dépenses militaires.

« Voulez-vous, leur crie-t-on, nous laisser non préparés en face de l'ennemi, comme l'Autriche elle-même en 1866, comme la France en 1870, comme la Russie à cette heure ? »

Cette agitation n'empêchera pas la majorité de la Chambre, habile comme toutes les majorités italiennes, d'applaudir le ministre des Affaires étrangères, lorsqu'il déclarera à quelque interpellateur « que jamais les relations austro-italiennes n'ont été plus cordiales ».

L'opposition a essayé de réduire la liste civile du roi, sous prétexte que son père, avec cette même liste civile, avait trouvé le moyen de payer les dettes de Victor-Emmanuel, de faire face aux obligations créées par l'abandon des palais des rois détronés, etc. La presse a discuté la question, l'un des journaux les plus populaires de Rome, le *Messaggero*, ayant déclaré « que le genre de vie exceptionnellement modeste du jeune souverain d'Italie autorisait la proposition d'une diminution de sa liste civile, mais la Chambre, y voyant une réserve vis-à-vis du roi, a voté la liste civile sans réduction à une énorme majorité.

Un projet de rachat de tout ou partie des chemins de fer est présenté au Parlement italien. Certains conservateurs voteront le projet, con-

vaincus que l'État saura mieux manier les grèves, ayant les employés en mains ; les socialistes se disent que le rachat permettra de faire des grèves politiques.



En Espagne, le cabinet Azcarraga n'a vécu que l'espace d'un matin. Ayant consenti à faire la besogne que ses amis avaient trouvé infaisable, il a été abandonné par eux. Cependant, après avoir cédé au roi dans une question où M. Maura avait refusé de condescendre au désir souverain, le général Azcarraga s'était efforcé de donner à M. Maura l'illusion qu'il gouvernait encore et avait repris un à un tous ses projets ; mais M. Maura n'en était que plus irrité. Le général Azcarraga mit le comble à cette irritation en achetant les bonnes grâces de M. Romero Robledo dans une question « d'adduction d'eau ».

L'extrême loyauté de M. Maura lui permet des indignations qu'il affirme hautement et qui créent dans la presse des courants d'opinion puissants. S'étant fait blâmer pour ses faiblesses, ayant perdu le concours de ses amis, le général Azcarraga, malgré les conseils désintéressés de

M. Villaverde, décida qu'il allait réunir les Cortès. Il courait ainsi le risque de se trouver en lutte au Parlement avec les deux chefs de cabinet, ses prédécesseurs, dont l'un l'accusait d'avoir compromis sa succession et l'autre d'avoir accepté cette même succession qui déséquilibrait le budget. Plusieurs des collègues du général Azcarraga ayant jugé la situation compromise, donnèrent leur démission, obligeant le général Azcarraga à donner la sienne.

M. Villaverde, dont les capacités financières sont reconnues par ses adversaires les plus ardents, et qui représente l'équilibre budgétaire, a succédé au général Azcarraga.

Il ajournera les Cortès, et nul ne doutera en Espagne qu'il n'occupe ses vacances utilement pour les finances du pays. Mais cela n'empêchera pas, à la reprise des travaux des Chambres, les républicains d'accuser M. Villaverde des fautes qu'ils ont à reprocher au général Azcarraga et à M. Maura. C'est la logique parlementaire.



En Allemagne, point de crise ministérielle, mais une crise économique intense. Les sala-

riés se mesurent, comme en d'autres pays, avec les patrons; mais, mieux organisés, plus disciplinés, ils sont soutenus par l'opinion publique.

Deux cent cinquante mille mineurs font grève en Westphalie, formulant des réclamations qui paraissent à ce point justes, que les chrétiens s'associent entièrement à leurs revendications.

Rien de plus logique, d'ailleurs, la défense du prolétariat contre les trusts èntrant dans les idées des chrétiens sociaux comme dans celles des ouvriers chrétiens sociaux et mineurs.

D'un commun accord, ils demandent des lois qui règlent la durée du travail et l'organisation légale des syndicats ouvriers sous le nom de « Chambres du travail ».

L'extrême modération des grévistes, la netteté avec laquelle ils formulent leurs griefs ne permettent pas au Gouvernement de rejeter leurs réclamations.

A cette heure déjà, on discute en haut lieu si c'est par une loi d'empire ou par une loi prussienne qu'on leur donnera satisfaction. C'est le parti catholique qui présentera la loi. Quelle leçon pour les catholiques français que ce spectacle de voir les ouvriers socialistes et les chrétiens sociaux associés pour défendre la cause

du prolétariat. Pourquoi, en France, s'être désintéressé d'une œuvre pareille? Elle allait grandissant et s'est tout à coup arrêtée au point qu'on n'en trouve plus trace dans les grèves.

Il y a heureusement aujourd'hui les jaunes qui sont des travailleurs sérieux, préoccupés seulement de possibilité et de justice. Comment et pourquoi ne pas s'associer à leur œuvre, leur apporter l'appui d'une propagande désintéressée, d'une aide intelligente qui prouvent aux travailleurs que la fraternité sociale et chrétienne n'est pas plus en France qu'en Allemagne un vain mot.



Quels navrants récits nous parviennent sur la situation des Grecs chrétiens de Macédoine, devenus les victimes de ceux qui prétendent les délivrer du joug turc.

Les comités bulgares ne reconnaissent comme Macédoniens que les Bulgares, et il n'est pas nécessaire de lire entre les lignes des communications qu'ils font à la presse européenne, ou des mémorandums qu'ils adressent aux Puis-

sances, pour comprendre que leur but est de supprimer, par l'extermination, ou de réduire, par un baptême de sang, l'hellénisme et le patriarchisme.

Il n'y a pas de jour où une bande bulgare ne torture, ne tue ou ne convertisse un Grec en Macédoine. Ajoutez à cela que ces bandes incendient des maisons de musulmans, les volent, les pillent, accusant les Grecs de tous les forfaits qu'ils commettent pour les livrer aux vengeances des soldats turcs.

Dans le dernier mémorandum de « l'Organisation révolutionnaire intérieure bulgare », publié en langue française, les Puissances sont averties que le « Comité » continuera la lutte jusqu'à ce qu'une intervention étrangère armée abolisse le *statu quo* et établisse en Macédoine un nouvel état de choses capable de garantir les droits et la vie des habitants chrétiens.

L'ironie est cruelle, ce même Comité approuvant, ordonnant peut-être les assassinats de chrétiens qui ne sont pas bulgares et exarchistes.

Dans les deux provinces de Salonique et de Monastir, qui constituent la Macédoine, les Hellènes sont le nombre, l'intelligence, et ce n'est que par des mensonges, de fausses statis-

tiques, des adjonctions arbitraires de villayets, par des massacres plus odieux que ceux des Turcs qu'on pourra essayer de fausser l'opinion européenne et de réduire au silence ceux qui affirment des vérités criantes.

De graves nouvelles ne cessent de parvenir sur l'état d'esprit des Bulgares, provoqué par la résolution des Grecs de Macédoine de se défendre contre les bandes. Les journaux eux-mêmes osent dire que « la destruction de l'hellénisme doit être un article de foi ».

En Bulgarie et en Roumélie orientale, les Grecs sont menacés d'un massacre général.

« Une seule race doit régner dans les Balkans », écrit la *Vetcherna Posta*. Il est impossible de dire plus crûment, plus cruellement à une autre race : nous poursuivrons votre extinction par tous les moyens.

Les Bulgares, après avoir signifié aux Grecs leur résolution de les exterminer, ont admis un instant de faire cause commune avec les Serbes; mais les bandes serbes ne ménagent pas plus les Bulgares dans les districts de Courmanovo, d'Uskub, de Porétché et de Vélessa, qui essaient d'entraver la propagande, que les bandes bulgares, les bandes grecques dans les villayets de Monastir et de Salonique. D'autre part, les Bul-

gares ont tué le prêtre serbe Taschko comme s'il était un simple prêtre grec. M. Radef, l'un des plus importants publicistes bulgares, ne croit pas à la possibilité d'une entente serbo-bulgare : « Il y faudrait, écrit-il, des conditions irréalisables; tout d'abord les bandes bulgares devraient faire disparaître les bandes serbes pour prouver qu'il est impossible à la Serbie de se créer, par le moyen de ces bandes, une sphère d'influence en Macédoine. »

Entre la Serbie et la Grèce un accord pourrait se faire. Pourquoi la Grèce, de plus en plus menacée par la Bulgarie, ne tente-t-elle rien en ce sens?

Juliette ADAM.

6495. — Lib.-Imp. réunies, Motteroz, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

6e Année. — N° 105. 21 Février 1905.

Parole française à l'Étranger

Nice, 15 février 1905.

Les États-Unis, avec une habileté sans cesse en éveil, tirent un profit journalier des événements qui absorbent l'attention générale, pour prendre position comme futurs conquérants de tout le continent américain.

L'impérialisme yankee n'est plus une simple théorie, c'est le mobile d'impulsions constantes, d'actes qui deviennent les bases d'une politique qu'on pourrait appeler « architecturale », car pierre à pierre elle édifie le monument dont Monroë a dessiné le plan.

Après Cuba, après Porto-Rico, après les Philippines et sous une autre forme, celle du contrôle, les États-Unis s'emparent aujourd'hui de Saint-Domingue; ils s'empareront demain d'Haïti si M. Delcassé en continue l'abandon avec une telle inconscience des intérêts français.

Au Vénézuéla, aidés par l'autoritarisme aveugle et par les fautes renouvelées du président Castro, peu à peu les Puissances européennes remettent aux mains de la diplomatie de Washington le soin de régler leurs litiges vénézuéliens, chargeant l'impérialiste hardi qui dirige cette diplomatie de défendre leurs intérêts d'argent.

M. Roosevelt se prête merveilleusement à ce rôle, ne demandant en échange de ses services que ce qu'il prend sur le débiteur comme courtage : une prépondérance croissante.

Le dernier message du président Roosevelt, le discours d'un ex-sous-secrétaire d'État, M. Root, donnent la formule définitive des prétentions des États-Unis, que leur mainmise sur le canal de Panama avait nettement indiquée.

De plus en plus le président Roosevelt poursuivra son but de réduire, d'isoler, d'immobiliser le Mexique, l'Amérique latine, et de les obliger un jour ou l'autre à chercher à New-York le centre d'action qui leur échappe chez eux.

La puissance américaine devient de plus en plus, politiquement, ce qu'elle est économiquement, formidable et dangereuse. Tous moyens lui sont bons, surtout ceux qui suscitent des troubles et créent un état d'esprit trop connu, hélas! dans les races latines, et que sait si résolument exploiter l'ambition yankee.

Le Brésil est un champ d'expérience fécond. Les intellectuels y sont en grand nombre, et, chose curieuse, observable aussi en d'autres lieux, l'infatuation de ce qu'on appelle les progrès de la civilisation correspond à une sorte de retour à la barbarie.

Les Brésiliens se proclament si avancés dans le sens de la « civilisation » scientifique, que l'on ne compte, en aucun pays, plus de partisans de la philosophie positiviste. Tout ce qu'on appelle pompeusement ailleurs le progrès, la méthode expérimentale et positive, doit donc être en honneur au Brésil.

Or, sait-on pourquoi les Brésiliens de Rio de Janeiro, de la capitale qui doit être éclairée entre toutes, se sont révoltés? Parce qu'ils ne veulent pas être vaccinés. Par la même occasion, les meneurs de la révolte songeaient à s'emparer du pouvoir.

L'émeute a été sérieuse, la troupe a chargé

les émeutiers et il y a eu des victimes qui tenaient à mourir, non pas de coups de fusil, mais de la petite vérole.

Un Brésilien mort trop tôt, le regretté Jardine, me disait un jour : « Il se passe dans le monde, chez vous d'abord et chez nous ensuite, une chose extraordinaire. La grande diplomatie près des gouvernements va disparaissant, mais il se forme chez les Anglo-Saxons une diplomatie de second ordre, diplomatie que j'appellerai « de milieu et de race », accréditée vénalement près de la presse, et dont le but est d'agiter un pays à faux, de le déséquilibrer, de l'enivrer de sophismes, de fausser son esprit de justice. Lorsque l'esprit public est faussé, alors pleuvent les vessies et les lanternes. Le mot d'ordre est d'insuffler le pacifisme à ceux contre lesquels on arme.

« Ce ne sont plus les courtisans, les favoris, les hommes d'État, que les nouveaux diplomates essaient de corrompre ; c'est d'abord la classe dirigeante, puis le peuple, par ceux qui le guident, journalistes, écrivains, lettrés.

« Le but de cette nouvelle et mystérieuse diplomatie, c'est de faire ou des indifférents à l'idée de patrie, ou des adeptes à l'internationalisme. Notez ceci que ni Anglais ni Américains

ne sont internationaux, mais que ceux qu'ils préparent à être absorbés le deviennent en raison de l'approche de l'absorption. »

Les Germains en usent de même que leurs cousins Anglo-Saxons avec la France et avec la Russie.

Nous, Français, nous sommes particulièrement favorisés par la double diplomatie anglo-saxonne et germaine. Aussi notre détrempement, notre esprit faussé, notre internationalisme, notre inimitié contre nous-mêmes et notre pacifisme à propos des autres, sont-ils plus désespérants qu'ailleurs.

Au Vénézuéla les grandes Puissances ont consacré le droit aux États-Unis de se substituer à l'Europe, lorsqu'il s'agit de débats entre un peuple américain quel qu'il soit et une puissance européenne.

Monroë n'avait pu espérer cela. C'est en effet invraisemblable de voir les Puissances qui, pour une priorité d'influence, sont, en Orient, toujours prêtes à la guerre, livrer la moitié d'un continent pièce à pièce à ceux dont la puissance doit s accroître par là de façon plus qu'inquiétante.

Dans la République Argentine, la « diplomatie anglo-saxonne » s'exerce aussi, trouble, agite, égare les esprits.

Pourquoi le président Quintana, accueilli avec sympathie en octobre dernier, sinon acclamé, a-t-il tout à coup déplu au point d'avoir à réprimer de graves désordres, provoqués par un esprit de séparatisme des provinces qui fait le jeu des États-Unis ?

La « Maison Blanche » dans toutes les Républiques du Sud fait prêcher les confédérations, aide au dépècement, prépare l'émiettement et multiplie par là les occasions d'intervention, les facilités d'intrigues qui, tôt ou tard, lui fourniront les éléments d'une nouvelle annexion.

L'énergie du président Quintana a eu très vite raison des troubles. Il n'a pas hésité à proclamer sur l'heure l'état de siège. La promptitude avec laquelle la mutinerie militaire, jointe aux désordres, a été domptée a donné aux autonomistes provinciaux et aux désagrégateurs nationaux, une leçon qui doit porter.

Les Mendoziens attendaient qu'ils fussent en nombre pour marcher sur la capitale; leur défaite a causé une grande joie aux habitants de Buenos-Ayres, qui savent gré au président Quintana de les avoir promptement rassurés. Si ce mouvement eût réussi pour Mendoza, quelques gouverneurs des autres provinces, qui ne demandent qu'à devenir présidents de petites répu-

bliques, auraient trouvé des encouragements. C'est le contraire qui aura lieu.

Les Républiques latines du Sud, par leurs divisions intestines, par leur coupable inertie dans la formation d'une ligue étroite contre les empiétements de la grande République anglo-saxonne, se livrent elles-mêmes à l'ennemi de leur race. Ce n'est guère à nous, il est vrai, d'accuser nos frères latins d'incurie. Est-ce qu'ils sont plus aveuglés vis-à-vis des États-Unis que nous ne le sommes vis-à-vis de l'Angleterre?



Il y a à cette heure un pays qui se défend avec vigueur contre l'absorption. C'est la Hongrie. La crise parlementaire y ayant pris la proportion d'une crise nationale, la question de la réforme du règlement de la Chambre a perdu toute importance, puisque c'est l'opposition unie qui possède aujourd'hui la majorité. Cette majorité d'ailleurs ne peut se maintenir qu'à la condition que chacun des groupes oublie ou laisse dormir son programme spécial pour ne poursuivre que le triomphe d'un programme national.

L'œuvre de 1867, le dualisme que le rival de Kossuth a fait triompher, semble pour la première fois entamée. Il en est ainsi de toute constitution. De nouveaux intérêts surgissent, d'autres sont en contact avec des forces qui les usent et les éliminent, et c'est ainsi qu'à un moment donné il n'y a plus de proportion, plus de rapport entre ce qui était codifié et les éléments de la codification.

Chose curieuse, ce sont les fils de ceux sur les actes desquels le « dualisme » a eu le plus d'influence qui semblent destinés à entrer en accord pour lui donner les plus rudes coups.

François Kossuth dont l'illustre père a refusé de rentrer en Hongrie tant que le dualisme existerait, le comte Andrassy dont le père a soudé la Hongrie à l'Autriche plus étroitement encore par le rôle prédominant qu'il a joué dans la conclusion de la Triplice, tous deux aujourd'hui président à la marche de la Hongrie vers son indépendance.

La réversibilité des choses, malgré certaines tendances individuelles, comme le goût de François Kossuth pour l'Allemagne et son antipathie pour les Slaves, fait que la nouvelle opposition, devenue nationale, oblige les Hongrois nationalistes à blâmer la politique germanophile du

ministre des Affaires étrangères communes, le comte Goluchowski.

L'opposition hongroise reproche au comte Goluchowski deux choses : 1° d'avoir « enfreint une loi de 1899 en concluant un traité de commerce avec l'Allemagne, sans qu'une convention douanière définitive ait été signée au préalable entre l'Autriche et la Hongrie » ; 2° d'avoir pris officiellement parti pour le comte Tisza et de l'avoir soutenu auprès de François-Joseph de toute son influence.

La jeunesse hongroise, si ardente à Budapest, manifeste ouvertement ses sympathies pour le parti de l'indépendance. L'une des manifestations de cette jeunesse a été particulièrement imposante. La plupart des manifestants avaient au bras des brassards portant la date des élections : « 28 janvier 1905 ». Ils parcoururent les rues de la capitale hongroise en chantant le « Chant de Kossuth », se dirigeant vers le club du parti de l'indépendance où se trouvaient François Kossuth, le comte Albert Apponyi et la plupart des chefs de groupe de l'ancienne opposition.

Des paroles ardentes furent échangées et sur le parcours de la manifestation un public enthousiaste l'acclamait.

Au moment même où le centre allemand de Vienne croyait ressaisir la Hongrie par les mains fortes du comte Tisza, comme il l'avait saisie durant un quart de siècle par celles de son père Koloman Tisza, elle se ressaisit et s'échappe.

L'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie, avec son habileté et sa souplesse coutumières, a reçu François Kossuth à Vienne et a écouté l'exposé des desiderata du parti de l'indépendance, son programme et sa tactique. Il a pu se convaincre, à l'accent sincère de son chef, du loyalisme dynastique de ce parti, mais aussi de sa résolution à poursuivre son but jusqu'à la victoire définitive.

La lutte prend aujourd'hui, depuis la réception de Vienne, sa physionomie légale.



Le monde slave tout entier, et surtout les nationalités slaves d'Europe, ont fêté les quatre-vingt-dix ans de Monseigneur Strossmazer, évêque de Dia Kovo, fondateur d'une académie des sciences et des arts (Académie yougo-slave)

et de l'Université de Zagreb. Le grand patriote croate a fait des miracles et a prouvé, comme l'ont prouvé les Tchèques, que le génie slave n'avait été en Europe qu'engourdi par les persécutions séculaires et qu'au premier signal il se réveillait d'un long sommeil plus vigoureux, plus souple, plus ouvert aux facultés d'art, de sciences, de lettres qu'aux temps disparus, doué de plus d'énergie vitale et de promptitude à s'assimiler tous les progrès acquis sous toutes les formes.

Les peuples slaves enclavés en Europe sont supérieurs aux peuples slaves enclavés en Orient. Barbarisés par leurs vainqueurs, ils ont lutté entre eux avec la cruauté dont les Turcs usaient à leur égard, et ce qu'ils ont détesté autant que leurs cruels conquérants, ce sont ceux qui au milieu d'eux conservaient la grande tradition d'un passé incomparable et s'entretenaient dans son esprit. Les Serbes, et surtout les Bulgares, ont haï les Grecs dont la culture supérieure en faisait à leurs yeux des dominateurs intellectuels aussi détestés que les dominateurs turcs.

Les Slaves européens, tout en exécrant leurs persécuteurs allemands, ont tenu à les égaler sitôt que l'heure de leur réveil a sonné. Ils ont

fait d'admirables efforts, couronnés de succès, pour devenir les égaux des Germains par les connaissances intellectuelles, et Monseigneur Strossmazer a contribué merveilleusement à ce résultat.

Le voyage de M. Saint-René à Fez a eu lieu avec toute la pompe qu'on pouvait désirer. Les procédés apparents ne laissent rien à désirer, mais comment croire, avec notre lamentable expérience séculaire des procédés d'Albion, qu'elle nous achemine au Maroc vers le succès? Il faudrait qu'il ne coule plus d'eau sous les ponts de la Tamise pour que l'Angleterre nous ait engrenés dans une situation favorable à nos intérêts.

Le résultat, pour le moins « dilatoire », du voyage de notre représentant est d'ailleurs déjà acquis. Le correspondant du *Daily Telegraph* à Tanger nous apprend « que le Sultan ne répondra pas aux propositions de la France avant que les membres du conseil des notables soient retournés dans leur districts et aient lu les propositions dans les mosquées ».

Or, quiconque a la moindre notion du Maroc sait que les notables sont la toute-puissance à laquelle le Sultan obéit comme un simple représentant d'une puissance absolue qui ordonne et ne

permet pas de résistance. Cette consultation directe dans un lieu sacré par des hommes qui font corps avec leur milieu, qui en partagent le fanatisme, la haine de l'étranger conquérant et irréligieux, est la première que M. Delcassé eût dû provoquer avant de livrer l'Égypte à l'Angleterre. Il aurait pu alors avoir la notion juste, exacte, précise, définitive des chances de possibilité d'une pénétration pacifique du Maroc. Toutes les pressions sur le Sultan sont une cause d'irritation pour les notables et pour le peuple marocain, et c'est le seul moyen diplomatique qu'on ait jusqu'ici employé. Acculé, le Sultan a fini par mettre en présence ses maîtres et son oppresseur : la France et les notables. Nous allons commencer à juger de la situation vraie.

Ces notables marocains sont des hommes d'une haute valeur. Instruits, savants, au courant de tout ce qui se fait en Europe, ils ont continué les traditions de la grande science arabe qui a dominé un instant le monde. Si on était allé à eux d'abord, sans intermédiaire et sans se soucier de l'Angleterre, que les notables marocains jugent comme nous devrions la juger nous-mêmes et que son occupation de l'Égypte a rendue particulièrement odieuse au monde musulman, alors

une entente sincère eût pu se faire et toute duplicité eût été bannie, toute suspicion écartée des rapports franco-marocains.

Le plan anglais, qui consiste à nous compromettre vis-à-vis des notables marocains alors qu'ils eussent été bien disposés pour nous et qu'ils se méfiaient de l'Angleterre, est d'une habileté infernale. L'Angleterre s'applique à cette heure à renverser les rôles ; elle nous oblige à un essai que la naïveté française croit loyal, mais dont la traîtrise anglaise, servie sciemment par M. Delcassé, fait un traquenard dans lequel seront pris, au profit des occupants de Gibraltar, les Marocains et où sombrera notre honneur.

« Le plan du « Foreign Office » en cours d'exécution, m'écrit ùn ami en relation de vieille date avec un notable marocain, est génial, mais pour nous quelle chute ! »

Les journaux de Londres et, en particulier, le *Times*, publient sur l'état du Maroc des nouvelles à tel point alarmistes, que la plupart des Anglais, lorsqu'on les presse, conviennent avec des variantes, ainsi que l'imprime un de leurs organes officieux, « que la France a pour mission principale au Maroc de protéger les intérêts anglais déjà existants et d'aider à l'expansion de l'Angle-

terre dans cette partie du monde ». Est-ce clair? Est-ce assez honteux pour nous?

Les « combistes » qui ont inventé la « conquête pacifique » du Maroc à l'aide de l'amicale Angleterre, du laïcisme et à l'exclusion de tous les « calotins » et « galonnards destinés à crever de dépit de ce qu'une conquête africaine pût se faire sans eux », ces combistes s'étonnent que les procédés de « justice, de sympathie, d'amitié soient si peu compris par les sujets du Sultan ».

L'un des grands hommes du parti blocard, stupéfait des résistances des Marocains, lesquels affirment simplement que l'Angleterre n'avait pas à disposer d'eux sans leur consentement, ledit grand homme apôtre redondant de la « conquête pacifique », M. Meaujan, déclare aujourd'hui que, « puisque l'Angleterre nous a abandonné le pays marocain, nous n'avons plus qu'à le prendre ».

Et comment cela? Serait-ce avec des « galonnards »?

En Égypte, le conseiller financier sir Vincent Corbett, que nous avons mis en possession des millions épargnés par les commissaires de la dette, jette ces ressources énormes par-dessus la seconde cataracte pour féconder et mettre en valeur le Soudan dont l'Angleterre a fait sa chose

et qui deviendra un jour, dans ses mains, le rival de l'Égypte pour la production du coton.

Féconder le Soudan à l'aide de sommes qui pourraient être un jour nécessaires comme réserve à l'Égypte, est l'une de ces tactiques anglaises qui prouvent le peu d'intérêt que prend Albion à ce qu'elle ne considère pas comme terre anglaise taillable, corvéable et définitive.

L'histoire de la conquête du Soudan par l'Égypte au seul profit de l'Angleterre est l'un des plus beaux spécimens de l'audace, des mensonges, de la fourberie d'Albion. Cette histoire eût dû, pour le moins, éclairer M. Delcassé à propos du Maroc.

Une ligue de la « Patrie arabe » s'est formée pour la création d'un nouvel Empire arabe, qui s'étendrait « dans les limites de ses frontières naturelles, depuis la vallée du Tigre et de l'Euphrate jusqu'à l'isthme de Suez et depuis la Méditerranée jusqu'à la mer d'Oman. Il serait gouverné par une monarchie constitutionnelle et libérale d'un Sultan arabe ».

Tout un programme de la « Patrie arabe », développé par un « Comité national arabe », s'adresse aux nations éclairées de l'Europe et de l'Amérique, ne réclamant d'elles que leur neutralité et leurs encouragements sympathi-

ques. Douze millions d'Arabes, livrés à quelques centaines de fonctionnaires turco-circassiens, veulent briser leurs chaînes, se détacher du Sultan et « délivrer le monde, lorsque chaque chaque nation opprimée de la Turquie pourra proclamer son indépendance, de ce brandon de discorde qu'on appelle la question d'Orient ».

Voilà un aspect nouveau de cette question qu'il est intéressant de noter. La formation d'un Empire arabe classerait à leurs plans d'autres revendications et briserait bien des chaînes. Elle arrêterait net les convoitises anglaises et allemandes qui n'auront bientôt de limites que leur propre concurrence.



Le discours de M. A.-H. Lée, lord civil de l'Amirauté, avertissant son pays « des dangers de la mer du Nord », n'a pas cessé encore de provoquer en Allemagne d'aigres réponses. Malgré les déclarations diplomatiques, l'impression subsiste : « Préparons-nous, prenons les mesures nécessaires, répète-t-on dans la presse

allemande. La presse anglaise, pleine d'ironie, sourit de cette levée de boucliers de mots, n'attachant aucune importance à ces colères artificielles qui passeront. Et, en cela, c'est à Londres qu'on a raison; il peut y avoir des malentendus entre l'Allemagne et l'Angleterre, des griefs anglais, des griefs allemands, Guillaume même peut faire la grosse voix pour que le Reichstag lui vote des crédits; mais l'Empereur allemand et le Roi d'Angleterre n'ont ni l'un ni l'autre l'intention d'utiliser leurs forces pour s'entr'affaiblir, ils sont trop compères pour cela.

Sans doute, la concurrence commerciale de l'Allemagne et de l'Angleterre sont des causes d'irritation continuelle, mais que cela se traduise un jour ou l'autre par une guerre : non! De même que le manque d'entente commerciale avec la Russie n'a pu changer nos rapports, de même la lutte entre l'Allemagne et l'Angleterre ne changera pas les leurs.

C'est à nous surtout et bien plus qu'à l'Angleterre que l'Allemagne est néfaste. C'est notre commerce qu'elle accapare, non seulement à l'étranger, mais en France. Une à une nos industries passent en ses mains. Elle copie tous nos articles, nous vole nos marques, nous fait consommer, acheter des marchandises que nous

croyons nôtres et qui sont siennes. Les Anglais crient haut contre l'Allemagne, les Allemands crient haut contre l'Angleterre, pour que nous ne nous apercevions pas que c'est nous surtout qui sommes dépossédés.

L'industrie allemande ruine la nôtre, le commerce allemand remplace le nôtre, depuis notre défaite, et il faut dire en passant à ceux qui en prennent leur parti de ces défaites, que les produits d'un pays vaincu n'ont pas la même valeur et que défaite militaire est synonyme de débâcle économique. En veut-on la preuve? Là où les milliards de notre commerce extérieur restent tout au plus stationnaires l'Allemagne double les siens. En vingt-cinq ans l'Allemagne a passé de 7 milliards à 14 milliards, et nous, dans la même période, de 8 à 8... !

Chaque fois que Guillaume II désire une augmentation de la flotte allemande, aussitôt, comme par miracle, une campagne se fait en Angleterre qui donne à toutes les feuilles officielles et officieuses prussiennes l'occasion de clamer : « Ayons des vaisseaux, faisons des sacrifices, songeons que nous serons menacés ! »

Et le bon gogo français de dire : « Bast ! qu'avons-nous besoin de nous tant tourmenter du lamentable état de notre marine? Nous

n'avons plus à craindre l'Angleterre que l'Allemagne menace. »

De tels raisonnements amènent la gobeuse opinion française à croire que nous n'avons pas le même besoin de la Russie et que ses défaites ne sont pas nos défaites comme Français et comme Européens.

Les élections anglaises sont-elles aussi proches qu'on le croit dans le parti libéral? En tout cas on s'y prépare.

Lord Spencer a quitté son attitude un peu effacée qui le cantonnait à la Chambre des Lords et paraît prêt à se joindre au mouvement des libéraux les plus avancés. Sir Henry Campbel Bannerman s'est enfin posé en chef officiel du parti libéral et il ne paraît plus contesté. Il est prêt à faire marcher ses troupes à de sérieux assauts. M. Herbert Gladstone, l'un des actifs du parti libéral, vient d'adresser une circulaire à tous les comités électoraux, « afin qu'ils se préparent aux élections générales pouvant avoir lieu brusquement ».

Quoique la politique anglaise ne soit jamais modifiée quant aux questions extérieures et que le même esprit la domine, qu'elle soit conduite par les libéraux ou par les conservateurs, cependant une franche défaite de M. Chamber-

lain me ferait, je l'avoue, un fort grand plaisir.

L'ambition de « l'homme du Transwaal », son audace, son infatuation, sa faconde, son inconscience des crimes commis auraient besoin, pour fortifier quelque peu notre sentiment de la « justice immanente » si ébranlé, d'une dure leçon.



Si je suis plus que sceptique à l'égard des possibilités d'hostilité entre Guillaume II et Édouard VII, je ne mets pas la même certitude dans mes négations lorsqu'on parle des menaces du conflit entre l'Autriche et l'Italie.

On ne peut nier que l'Autriche arme avec fièvre, comme si elle était à la veille d'une guerre. Lorsque les diplomates viennois expliquent que l'Autriche a tout à craindre d'un coup de main de l'Italie pour s'emparer de Trente et de Trieste, cette affirmation fait sourire. L'Italie ne songe pas à attaquer l'Autriche, mais elle commence à comprendre qu'elle est menacée.

Dans ce que l'Autriche convoite à cette heure

elle ne voit qu'une possibilité d'entrave, et cela du côté de l'Italie. La Bosnie et l'Herzégovine ne suffisent plus à l'Autriche et l'ont mise en goût. La guerre d'Orient lui a rapporté la Bosnie et l'Herzégovine, la guerre d'Extrême-Orient doit lui rapporter quelque chose à Salonique ou en Albanie. Or le meilleur moyen de pas être arrêté par un rival, n'est-ce pas de le réduire à l'impuissance avant toute entreprise?

M. Tittoni, ministre des Affaires étrangères à Rome, interrogé au Sénat italien, a répondu que l'Autriche poursuit une politique personnelle dont la logique n'est nullement de se jeter sur l'Italie; qu'au contraire, jamais les rapports entre les deux pays n'ont été plus amicaux.

Cependant plus d'un sénateur a pu penser qu'il était pour le moins fâcheux que les crédits demandés par le gouvernement de Vienne aux délégations — 400 millions — l'aient été aussitôt après la retentissante entrevue d'Abbazia, où les effusions du comte Goluchowski et de M. Tittoni avaient paru exagérées.

Les incidents d'Insbruck, de Trente et de Trieste sont venus à point donner la preuve qu'il pouvait y avoir des motifs d'inimitié entre l'Autriche et l'Italie, ou tout au moins entre les Allemands et les Italiens d'Autriche, l'Italie prenant

avec fièvre parti pour ses fils restés sous le joug de l'étranger.

Ce ne sont pas vingt entrevues comme celle d'Abbazia, ce n'est pas l'optimisme de M. Tittoni qui changera l'état d'esprit de l'irrédentisme. Quant à la Triplice, il faut enfin convenir qu'elle a perdu de son prestige.

L'Italie s'est aperçue peu à peu que la Triple Alliance était pour elle une colossale duperie; elle y semble attachée encore par amour-propre, parce que rien n'est irritant, pour un peuple dont l'habileté est proverbiale, comme de s'être trompé.

Depuis vingt-trois ans, on peut l'affirmer haut et l'Italie le pense tout bas, la Triplice n'a réalisé aucune des espérances qu'elle avait fait naitre. « Guillaume, m'écrivait l'un de mes correspondants, est toujours « l'ami de luxe » ; on craint de lui déplaire et le moindre de ses gestes est toujours comme un ordre; mais la Triple Alliance n'est évoquée, quand on en parle, qu'avec un soupir, et les hommes d'État italiens, quoique leur soumission à l'Allemagne continue, se défendent d'être inféodés au Kaiser prussien. »

La Triplice, d'ailleurs, n'est plus la terrible machine infernale construite par Bismarck et

dont il avait confié à Crispi les secrets du mécanisme.

Faite en haine de la Russie et de la France, la Triplice a uni la France et la Russie, puis elle a finalement réconcilié l'Italie et la France, l'Autriche et la Russie. Tous ses éléments sont donc modifiés et restent purement artificiels entre les mains de l'Allemagne.

Cependant l'esprit de la Triplice, sinon la lettre, a toujours sa valeur. Au point de vue économique, l'Allemagne trouve encore en Italie et en Autriche des ententes contre la France et contre la Russie; les traités de commerce étudiés dans leurs résultats, non dans les mots, en témoignent.

L'Institut international d'agriculture créé par le roi Victor-Emmanuel ouvre-t-il l'ère des rapports normaux du monde entier, basés sur des intérêts associés et non rivaux? Le danger créé par la surproduction de l'Amérique et de l'Asie par les syndicats d'accaparement rendait cet Institut nécessaire pour l'Europe. La favorisera-t-il tout entière? L'Italie et la France sont-elles outillées pour verser à temps leur trop plein dans les vides qui leur seront signalés?

C'est un Américain qui a eu « l'idée première » de cet Institut. Ne faut-il pas craindre qu'elle soit utile surtout à l'Amérique?

Une observation qui s'en détache est cependant faite pour passionner les partisans de « l'idée » de M. Lubin, c'est qu'elle est en contradiction absolue avec les théories de Karl Marx, qui, pour livrer un pays à la révolution et y créer la société marxiste, enseigne qu'il faut ruiner l'agriculture.

Selon M. Lubin, la place que le noble travail de la terre doit occuper vis-à-vis du capital contribuera, à n'en pas douter, à la régénération de la société moderne. C'est possible.

N'oublions pas que Karl Marx était juif et que, s'il a attaqué le capital, il pouvait jouer le même jeu que jouent les Juifs aujourd'hui, de provoquer partout la révolution pour livrer finalement les nations à leur influence. L'alliance des Juifs et des socialistes est partout flagrante. Les Juifs se disent que, si le capital sombre un moment dans la tourmente, ils sauront bien le retrouver, que d'ailleurs on procédera par ordre en livrant les peuples à la révolution l'un après l'autre, et que la ruine des classes qui résistent à la domination de la ploutocratie sera sériée habilement.

Le jour où le peuple socialiste serait seul en face de la caste supérieure judaïque triomphante, s'il ne consentait pas à se judaïser sous toutes

les formes, il retrouverait le servage en face d'une féodalité plus autoritaire, plus absolutiste qu'aucune autre.



Parlant du marxisme et du judaïsme, un pont s'offre de lui-même pour aller à M. Witte. J'ai attendu jusqu'au dernier moment pour avoir une confirmation d'une nouvelle anglaise et allemande assurant qu'une perquisition avait eu lieu chez M. Witte. Comment penser qu'un homme de cette habileté laisse traîner en sa maison des papiers compromettants, surtout lorsqu'il sait que M. de Plehve avant sa mort avait insisté auprès de l'Empereur pour faire cette perquisition.

Qui sait si ce n'est pas de ce projet que M. de Plehve est mort ?

Il n'est pas besoin d'ailleurs de faire des perquisitions chez M. Witte pour se convaincre qu'il est le chef de la révolution en Russie. Les preuves sont flagrantes. Il suffit de lire le *Courrier Européen*, de méditer les prédictions et les affirmations de M. Ular, chargé d'éclairer sur

M. Witte une opinion qui pourrait être hésitante, de rapprocher de ces prédictions et de ces affirmations les paroles et les actes de M. Witte pour savoir clairement ce qu'il serait nécessaire au Tsar de savoir.

M. Witte a jeté le masque; il attaque ouvertement, dans son organe attitré, ledit *Courrier Européen*, les membres de la famille impériale, comme dans le fameux article de la *Quaterly Review* de juillet dernier. Il compte évidemment sur la révolution. Il y pousse ouvertement. Étant donné l'aveuglement de ceux qui le laissent libre d'agir, il pourrait fort bien réussir avec la complicité de la presse étrangère, et surtout de la presse française.

Je ne suis jamais surprise par les lettres que je reçois de Russie, quand elles accusent M. Witte. Nul parmi mes amis les mieux renseignés ne peut ajouter à mes certitudes que M. Witte est le grand chef de la révolution, qu'il conduit les événements, préparés par lui depuis dix ans, à la catastrophe finale; mais je suis troublée quand ces lettres me font douter du général Kouropatkine et de l'amiral Rojdestvensky, et qu'on me répète : Ils ne veulent pas vaincre, ils ne vaincront pas; tous deux appartiennent au parti de ceux qui réclament un chan-

gement de régime et qui croient qu'on ne peut obtenir de réformes que par la défaite ; qu'enfin des victoires éterniseraient les vices du régime actuel.

Mes lecteurs me pardonneront de leur révéler dans quels termes certains de mes amis de Russie essaient d'éveiller mes craintes. Parmi ces lecteurs, le plus grand nombre me sont attachés, et je le sais, j'en ai eu cent preuves, veulent éprouver avec moi, comme moi, ce que j'éprouve, espérer quand j'espère, douter quand je doute; ils ont foi en ma sincérité, et ils sont certains que je souffre plus qu'aucun d'entre eux quand je m'interroge avec angoisse sur ce qui pourrait apporter la victoire à la chère Russie. Une victoire! qui permettrait de parler de paix et qui mettrait en présence deux souverains, dont l'un plus faible, l'autre plus résolu, ont tous deux la mission supérieure d'épargner leurs peuples, et ont un bien plus grand intérêt à s'entendre que de faire l'un, le Mikado, le jeu de l'Angleterre, l'autre, le Tsar, celui de l'Allemagne.

Voilà une bien longue entrée en matière pour la désolante lettre suivante que je crois devoir citer, et que je reçois de Pétersbourg :

« Les agissements de Kouropatkine, que seuls les organes de Witte soutiennent encore, appa-

raissent enfin ce qu'ils sont. Dans la dernière bataille qui, du 26 au 28, était franchement en faveur des Russes, — il suffit de lire les télégrammes d'Oyama pour sentir l'embarras des Japonais : Kouropatkine a subitement donné l'ordre à Grippenberg de se retirer, et l'a forcé à la retraite en ne l'appuyant pas et en le laissant sans renforts! J'ai sous les yeux une carte à l'appui, et je me rends un compte exact de la situation.

« Grippenberg s'est plaint directement au Tsar et est parti par un train express pour venir à Pétersbourg exposer la vérité. Rien ne l'arrêtera, j'en suis certain. Notre presse, qui commence à comprendre les motifs politiques de l'attitude militaire de Kouropatkine, cherche à l'attribuer au surmenage, à une anémie cérébrale, etc.

« Vous savez que je vous ai sans cesse écrit mes inquiétudes sur Kouropatkine, et comment j'ai vu dans son jeu depuis son ordre de retraite à Liao-Lang, donné à un moment où l'armée de Kuroki était coupée et en danger d'être écrasée. A partir de ce jour j'ai été définitivement fixé, et vos protestations, votre admiration pour l'habileté de ses retraites, etc., etc., n'ont pas changé mon opinion.

« Je me demande si Gapon, qui, autrefois, recevait de Plehve 6,000 roubles pour organiser soi-disant le parti ouvrier loyal, n'est pas au service de Witte actuellement? Son rôle dans la révolution nous apparaît de plus en plus louche.

« Dans la coupure du *Courrier Européen* que vous m'avez envoyée, avez-vous remarqué, dans l'article d'Ular, que l'annonce de la condamnation du Tsar par la « Boiewaia Organisazia » était « la première nouvelle qui ait paru à ce sujet »? Songez-y! C'est à se demander si les menaces que l'Empereur a trouvées sur son bureau ne seraient pas simplement un numéro du journal cher à Witte, que celui-ci aurait laissé s'égarer pendant une audience à Tsarskoié Selo?

« Croyez que j'ai l'âme trop pleine d'angoisse pour plaisanter, et que les points d'interrogation que je pose tournent avec cette angoisse autour de mes soupçons.

« On parle beaucoup d'un conflit qui aurait éclaté entre Witte et le nouveau ministre de l'intérieur, Boulyguine. Ce dernier évidemment ne se prête pas au rôle joué par Mirsky; aussi Witte cherche-t-il à le faire tomber. »

Je laisse à l'ami qui m'écrit cette lettre toute la responsabilité de ses jugements sur le géné-

ral Kouropatkine et sur l'amiral Rojdestvensky. Il a, comme tout Russe, désespéré des défaites de son pays, la tendance au soupçon, à l'accusation qu'ont tous les vaincus. Mais je veux espérer qu'il se trompe et que les faits lui donneront l'immense joie de lui infliger un glorieux démenti.

Si le cerveau des deux hommes sur qui repose la fortune du grand Empire des Tsars était hanté par la politique, s'ils avaient des « opinions » au lieu d'être uniquement passionnés d'action, ce serait un irréparable malheur pour la Russie.

M. Witte reçoit des députations qui lui exposent leurs désirs, voire leurs exigences, les uns réalisables, les autres discutables. M. Witte ne se compromet pas dans les paroles qu'il prononce, mais à la lecture des doléances, il souligne de la tête son approbation. Or cette approbation se manifestant à propos de choses discutables, parfois impossibles, il se passera ceci : que le Tsar, prêt à tenir compte du possible, qui le fait sincèrement étudier, et qu'il se hâtera d'octroyer, paraîtra céder sur des choses faciles. Mais, sur le reste, sur l'impossible, sur ce à quoi les délégués tiennent naturellement le plus, ils se diront que cela ne peut être obtenu que par M. Witte s'il revenait au pouvoir, et de là à suivre

les avis qu'il fait donner par ses agents, il n'y a qu'un pas.

Et c'est ainsi que, par avance, M. Witte rend inefficaces les concessions que les événements paraissent arracher au Tsar, concessions que, par de simples signes, celui qu'on appelle « l'ennemi de la Russie » réduira traîtreusement à l'insuffisance.

Juliette ADAM.

6500. — Lib.-Imp. réunies. MOTTEROZ, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

Parole française à l'Étranger

Marseille, 1er mars 1905.

Après la douloureuse et fatale répression des 9/22 et 10/23 janvier, après l'assassinat du grand-duc Serge, des questions se posent en Russie qui doivent être résolues. Il faut à tout prix fermer l'ère sanglante.

Tous les conservateurs admettent aujourd'hui que des réformes immédiatement assimilables sont nécessaires; ils disent haut que l'heure définitive a sonné. Ils reconnaissent même qu'il eût été préférable de ne pas laisser exiger ces réformes par la menace d'événements d'autant plus dangereux qu'une inertie coupable les provoquerait à nouveau.

Tous les gens sensés qui, en Russie, se rendent un compte exact de la situation, conviennent que M. de Plehve a trop brutalement refoulé l'impulsion réformatrice et que le prince Mirski, au-

lieu de préparer une issue normale à cette poussée d'abord exagérément comprimée, en a provoqué le débordement.

Brutalité et faiblesse ont des résultats identiques dans les grandes secousses sociales.

Pas plus que le renversement du gouvernement autocratique n'a été possible les 9/22 et 10/23 janvier, alors que Saint-Pétersbourg était dégarni de troupes et que l'indignation de la fusillade, l'inconscience de la besogne à accomplir, avaient mis aux mains des agitateurs 200,000 hommes, pas plus que la chute du Tsarisme à ce moment-là une répression à outrance n'est possible aujourd'hui.

On dit que l'Impératrice mère, qui aurait une grande influence sur l'esprit de son fils, l'a arrêté dans la voie des réformes qu'il admettait de faire à temps. Je la plaindrais, s'il en était ainsi, car sa responsabilité serait lourde à porter.

Après l'attentat qui a broyé Alexandre II le lendemain du jour où il avait, l'histoire l'affirme, signé une Constitution, sous l'impression d'un assassinat dont l'odieux n'avait pas encore, par sa fréquence, si lamentablement émoussé la sensibilité publique, la propagande des idées nihilistes ayant presque un quart de siècle en moins, les exigences du bien-être des classes inférieures ne s'étant pas encore affirmées au point où elles le sont aujourd'hui, Alexandre III a pu faire de

la réaction. Généreux et bon, empereur national s'il en fut, il a pu donner à son peuple la sécurité, la paix, il a grandi l'influence de l'Empire au dehors, ajouté à son prestige, au moment où la Russie intérieure avait à s'assimiler la plus colossale des réformes faites par Alexandre II, l'émancipation des serfs; tout cela a compté.

Mais les temps sont changés. Et l'Impératrice mère pourrait comprendre mieux qu'une autre que des concessions de réformes faites à leur heure épargnent à un pays des épreuves et jusqu'à des désastres.

Son auguste père, le vieux roi Christian de Danemark, n'a-t-il pas, du jour au lendemain, et malgré sa passion du conservatisme, appelé les réformateurs de gauche au pouvoir, et cela alors que la situation politique semblait n'avoir plus d'issue que des coups d'état réactionnaires successifs. Depuis, le Danemark vit en paix, et la montée des classes inférieures se fait lentement et légalement.

L'été passé, après la mort de M. de Plehve, le moment psychologique était venu; il fallait entrer résolument dans la voie des réformes, les octroyer une à une. Il fallait tout d'abord réorganiser la justice, l'enlever au pouvoir bureaucratique dont les actes indignent à bon droit le peuple et servent de thème aux agitateurs. Il fallait garantir la liberté individuelle livrée au

bon plaisir des bureaucrates, émanciper le paysan, qui, s'il a cessé d'être le serf du seigneur, est resté le serf de la commune et ne peut quitter son village sans l'autorisation d'un vénal plumitif, il fallait protéger contre le capital l'ouvrier qui n'est garanti encore par aucune loi, dans l'industrie naissante.

Au lieu de ne permettre au flot de se répandre que dans un cours endigué, la liberté de la presse déborda avant d'avoir été réglementée. Les Zemstvos ne connurent plus aucun frein avant que leurs attributions eussent été déterminées. La licence précéda les libertés nouvelles menaçant de les rendre plus tard incomprises ou insuffisantes.

Il eût fallu, en améliorant le sort du paysan et de l'ouvrier, restés fidèles à leur père le Tsar, les arracher avec énergie aux influences des agents de l'étranger, qui seuls ont intérêt à l'instruire des idées étrangères, à leur donner des exigences fatales au bien public russe, à l'unité de la Russie, et surtout il fallait chercher et trouver la centaine d'agitateurs dont les points d'appui sont à Londres et qui prêchent la propagande par le fait, c'est-à-dire par le crime.

Lorsque les journaux anglais croyaient à l'arrivée de M. Witte au pouvoir, à sa rentrée triomphale dans un ministère, la Russie semblait avoir le vent en poupe et le Tsar posséder toutes les

vertus. L'Angleterre est sûre de la puissance désagrégatrice de M. Witte, et elle l'exalte publiquement, comme elle soutient secrètement tous les propagandistes révolutionnaires du monde entier dont elle est doublement le refuge et la secrète inspiratrice. La force et la puissance d'Albion est en tous ceux qui sont fatals à leur pays.

L'assassinat du grand-duc Serge et la scandaleuse placidité de la presse anglaise devant l'horreur d'une telle mort, prouvent, après l'incident de Hull et les provocations qui ont suivi, à quel degré de haine contre la Russie l'Angleterre est parvenue.

L'histoire nous a renseignés sur le rôle abominable joué par l'Angleterre dans la Révolution française. Or, elle joue un rôle identique à cette heure vis-à-vis des révolutionnaires russes. Elle est la mieux renseignée sur les chefs de la terrible « Bojevaza organisatzia », comme elle l'était sur le véritable but de la Terreur française. On ne peut prouver sa secrète malfaisance, mais quand, pour citer un exemple entre mille, M. Hardinge répond aux observations du comte Lamsdorf « que les Anglais sont incapables d'encourager les agitateurs et de se rendre coupables d'un manquement aux devoirs internationaux, que l'accusation ne tient pas debout », on peut affirmer qu'il a menti. Il suffit pour cela de

citer les lignes suivantes de Mme de Novikoff :

« Dans le même journal, écrit-elle, où étaient reproduites les assurances emphatiques de sir Hardinge, je lus un vibrant appel à la nation anglaise publié par le « Comité de la représentation du travail », qui compte 90,000 adhérents et dans lequel il était spécifié que les souscriptions étaient destinées non seulement à secourir les veuves et les orphelins anglais, mais à aider le peuple russe à poursuivre « l'agitation » actuelle. Un autre appel du même genre parut quelques jours plus tard, portant la signature des représentants de l'Église anglicane, des universités et des « non-conformistes ».

Ma courageuse amie, Olga de Novikoff, dont le patriotisme éclairé est toujours en éveil, avait déjà cité, lors de l'explosion des violences anglaises à propos de Hull, un incident plus grave, lorsque deux matelots russes furent tués en Chine et que l'amiral russe admit l'erreur des Anglais et leurs regrets, sans même songer à réclamer une indemnité.

On a beaucoup dit qu'une guerre impopulaire, inutile (Dieu sait si j'ai été la première à la prédire et à m'en désoler!) était seule cause des troubles actuels en Russie. Cela est faux. Certes, une victoire, la cessation de la guerre feraient surgir bien des facilités d'apaisement, mais ce n'est pas la guerre en soi qui peut amener la

révolution, la Jacquerie en Russie, ce sont les intrigues anglaises, les agitateurs soudoyés ou excités par l'Angleterre.

Aussi Nicolas II fait-il bien de se hâter. Son hésitation à faire entrer l'Empire dans la voie des réformes compatibles avec l'état mental de son peuple et qui sauvegarderont l'unité de la Russie, serait fatale au Tsarisme. L'Angleterre attentive serait prête à exploiter cette hésitation.

La Russie morcelée ne peut l'être qu'au profit de l'Angleterre, de ses ambitions asiatiques, de sa possession tranquille de l'Inde, d'une conquête définitive de l'Afghanistan et du Thibet, etc., etc.; mais la Russie morcelée, c'est alors le renversement de toutes les barrières qui peuvent arrêter les Jaunes sur les routes d'Europe. Défendre la Russie, c'est défendre l'Europe contre les Asiatiques et c'est aussi défendre les Asiatiques eux-mêmes contre l'Angleterre, contre son insatiable avidité, contre l'inassouvissement de ses convoitises mondiales.



On parle de la possibilité de la nomination de M. Yermolof, ministre de l'agriculture, au grade de grand-chancelier et d'un remaniement complet du conseil des ministres, lequel formerait un comité solidaire et responsable.

Ce comité des ministres deviendrait un rouage sérieux dans le Gouvernement, une puissance collective échappant aux tracasseries de la haute bureaucratie.

Les ministres travailleraient en commun au bien de l'État, au lieu d'arracher un à un des signatures à l'Empereur sur des points en contradiction avec les intérêts d'un autre département. Si, en outre, la réorganisation du Sénat permettait la création d'un contrôle général sur les actes d'un ministère responsable et solidaire, une réforme la plus utile peut-être serait réalisée.

La réforme de l'administration des affaires locales et des établissements de bienfaisance est dès aujourd'hui confiée à une commission dans laquelle seront appelés les représentants des Zemstvos et des municipalités. C'est là une participation qui ne saurait trop se généraliser.

Un grand nombre de libéraux russes, voyant que Nicolas II n'a pas été rejeté en arrière par l'affreuse mort du grand-duc Serge et qu'il parait plus résolu que jamais à faire des réformes, ne réclament à cette heure, où ils ont la certitude d'entrer en possession de ces réformes, que celles qui leurs paraissent indispensables. Ils croient que le parlementarisme ne ferait que substituer un arbitraire à un autre. Pour eux, la Russie doit procéder lentement à ses transformations.

Si la Russie se maintenait dans la voie des réformes, des essais loyaux de libéralisme, elle s'en assimilerait ses propres expériences beaucoup plus vite qu'on ne le croit, l'esprit slave ayant une grande souplesse et les préparations aux progrès de l'avenir se feraient sans secousse.

Mais encore faut-il trouver une forme qui permette la réalisation de vœux raisonnables. Or, Nicolas II se trouve en face d'une difficulté presque insurmontable, les libéraux ayant réclamé une participation à ces réformes de ce qu'ils appellent le « corps social », c'est-à-dire la réunion d'un Zemski-sobor. Le Tsar avait accepté cette convocation qui a un caractère traditionnel, les représentants de la terre russe ayant été cent fois appelés par l'autocratie à couvrir de leurs vœux les concessions que les Tsars faisaient à leurs peuples; mais les Zemstvos sont-ils préparés au rôle suprême qu'ils vont jouer? Représentent-ils vraiment la nation ou seulement la noblesse? Près des deux tiers des gouvernements n'ayant pas de Zemstvos, par qui et par quel mode d'élection les provinces seront-elles représentées?

Il semble que le plus simple eût été de réaliser au plus vite les réformes promises le 25 décembre et auxquelles on eût pu ajouter une reconstitution réfléchie et libérale des Zemstvos actuels.

Ce qui est à craindre, c'est qu'on s'affole en haut lieu dans le sens contraire de la résistance après s'être affolé pour. Faire des réformes journellement, coup sur coup, avec sang-froid, donner du jeu aux institutions pour qu'elles n'éclatent pas, tel est le point pressant.

M. Yermolof est chargé d'étudier une forme de convocation d'assemblée autre que le Zemski-sobor, assemblée qui permettrait à toutes les classes d'exposer leurs doléances et d'exprimer leurs vœux.

Beaucoup de gens croient le peuple russe incapable de défendre ses intérêts ; ils se trompent ; les Zemstvos ont souvent fourni la preuve du contraire.

Une assemblée consultative est nécessaire, une assemblée législative serait fatale.

On ne peut nier après expérience, et sauf pour l'Angleterre qui en est l'inventeur, que le parlementarisme est un dissolvant pour tous les peuples, excepté pour elle, et que c'est la raison pour laquelle ses intrigues y acheminent les peuples. En Russie elle est la grande influence qui y pousse, espérant qu'il en sortira ce morcellement de la Russie qu'elle poursuit avec sa haineuse habileté.

L'une des preuves qu'il ressortira des événements qu'elle active des profits anglais, c'est que ses protégés, les Arméniens, sont ceux qui se

préparent les premiers au détachement du trône russe et que déjà ils étudient la formation d'un royaume indépendant ayant pour capitale Tiflis.

Je ne puis croire qu'il soit dans la loi des équilibres terrestres et historiques, ce principe que, quand des peuples se sont unifiés et centralisés, d'autres se désunifient et se décentralisent. L'Italie une, l'Allemagne une devraient-elles donc avoir pour contrepoids une Autriche et une Russie morcelées et décentralisées ? Question !

L'incident de Hull est « arbitré ». Une grande finesse diplomatique a présidé à l'élaboration d'un « rapport conclusif » qui est un chef-d'œuvre d'adresse et de science de « dorer la pilule » d'une main fine et experte. Ledit « rapport » est fait avec une préoccupation de ne pas être « conclusif » qui saute aux yeux.

Ne donner raison, ne donner tort ni à l'un ni à l'autre des intérêts en présence, semble devoir être le but d'un arbitre pénétré de son rôle. S'il y parvient, il a rempli sa mission. Ce but est-il rempli ?

La présence des torpilleurs n'ayant pu être prouvée par insuffisance de renseignements (insuffisance résultant surtout du parti pris « d'arbitrer » des membres de la commission), on se demande comment l'amiral Rojdestvensky, qui a commandé le feu rasant les chalutiers, n'est pas coupable d'avoir commandé ce feu.

— Non, non, répondent les membres de la commission, l'amiral Rojdestvensky et ses officiers ont « cru voir des torpilleurs » ; ils étaient en cas de légitime défense, et de même, si l'amiral n'a pas secouru les chalutiers, c'est que, sans aucun doute, il les jugeait complices des torpilleurs !

— Mais pourtant, messieurs, il faut conclure en face du fait : intention n'est pas raison !

— Pour un tribunal qui rend une sentence, mais pour des arbitres à la recherche d'une formule de conciliation, l'intention a une valeur !

— Très bien ! seulement moi simpliste je conclus : « Les torpilleurs existaient, l'escadre russe les a bel et bien vus et bombardés. »

— Mais, vous n'y songez pas ! Admettons que la réalité des torpilleurs eût été reconnue par nous; la neutralité de l'Angleterre était violée par elle et la Russie tenue à l'obliger à des excuses ou à lui déclarer la guerre.

— Voyez-vous d'ici un arbitrage provoquant une guerre ! Du moment que la Russie et que l'Angleterre avaient consenti à être « arbitrées », il nous fallait bien « arbitrer ».

— J'en conviens, et je remarque ceci qui souligne les choses. Si vous aviez rendu un verdict en amiraux, vous auriez siégé à la séance finale en uniforme ; mais, arbitrant en diplomates, vous avez siégé en redingote.

On peut donc définir l'arbitrage : « empêcher une vérité dangereuse de se faire jour » !



On a beaucoup parlé de paix au moment où le choc des armées en présence paraissait imminent. Certes, la paix est désirable et vaut mieux en soi que la guerre, à moins que la guerre soit moins désastreuse pour les intérêts moraux et matériels d'une nation que la paix. Et c'est ce qu'à cette heure on peut dire de la guerre russo-japonaise quant à la Russie.

L'état des esprits chez nos alliés est tel que le Tsar doit tout tenter pour avoir une victoire. Elle rendrait tout facile, même la paix. Elle permettrait plus de concessions à l'ennemi que la défaite. Elle éviterait au Tsar quelque soulèvement d'opinion qui compromettrait tous les efforts de conciliation faits par lui.

La venue à Pétersbourg du général Grippenberg a soulevé de nouveau la question de savoir si le général Kouropatkine est un stratégiste, un manœuvrier, ou un homme d'action fait pour disputer ou forcer la victoire à un ennemi audacieux.

Jusqu'ici le général Kouropatkine n'a affirmé que sa science de stratégiste et d'organisateur. On veut plus de lui, on veut l'action. Le général

Grippenberg durant quelques jours, a eu l'opinion pour lui. Il affirmait avoir tenu un instant la victoire dans sa main, si le général Kouropatkine l'eût soutenu au lieu de l'abandonner; mais un recul s'est fait dans l'esprit public. Était-ce le moment de désorganiser le commandement à la veille d'une action décisive?

On comprend que les perplexités sont grandes pour un peuple en de telles circonstances, car la défaite entraine toujours le double reproche qu'il se fait ou d'avoir agi inconsidérément, ou de n'avoir pas agi; la démonstration du contraire, hélas! ne pouvant jamais se faire.

Le général Stoessel revient en Russie et déjà des rivaux surgissent qui lui disputent sa gloire. Kondratenko n'est plus là pour partager cette gloire ou pour ajouter un document irréfutable aux affirmations du général Smirnoff que Port-Arthur pouvait tenir encore!

Ce qu'indiscutablement les faits crient à l'histoire, c'est l'héroïsme des défenseurs militaires de Port-Arthur, l'intensité de leurs souffrances, la grandeur d'une lutte si inégale et du sacrifice d'eux-mêmes à la Patrie.

On a l'assurance une fois de plus de l'inertie de la marine russe à Port-Arthur, de la lâcheté du prince Ouchtomsky et de l'aminal Viren. Si Makharoff et Vithoeft sont morts en héros, l'accusation nationale pèsera sur ceux qui, malgré

les ordres de leur souverain, sont rentrés à Port-Arthur et n'ont pas, au péril de leur vie, comme c'était leur devoir strict, passé à travers l'ennemi pour rejoindre Wladivostok. Ne fût-il arrivé que la moitié de l'escadre de Port-Arthur à la rencontre de l'amiral Skrydloff, l'honneur eût été sauf; mais quand commandent un Alexeieff, un Ouchtomsky, un Viren. c'est la honte qui plane sur toute une armée, même sur les plus braves.



Changement à vue dans les idées de M. Balfour; il était las, énervé, hésitant. La réforme fiscale lui disait tantôt oui et tantôt non, puis ni oui ni non. Il laissait M. Chamberlain, énervé lui-même, souhaiter, réclamer la dissolution. Et voilà que le discours du Trône ne contient pas même une allusion à la réforme, mais une quantité de projets de loi qui donnent aux Chambres la perspective d'un travail législatif d'au moins deux années.

Quoi, M. Chamberlain sera forcé de continuer sa campagne indéfiniment et de soutenir M. Balfour de même? Il est vrai qu'il aura d'ici là le plaisir de pouvoir aider à réduire la représentation de l'Irlande, qui est sa bête noire, et de travailler à cette Constitution du malheureux

Transwaal par laquelle ses cruels vainqueurs comptent le réduire et l'enchainer encore davantage.

Le Roi était vraiment plus qu'autorisé, dans ce discours du Trône, à ne pas prononcer un mot de la réforme fiscale chère à M. Chamberlain, la Chambre des communes étant dans l'état d'esprit qui lui a fait repousser, à la majorité de 63 voix, l'amendement de M. Asquith, ainsi conçu :

« Nous représentons humblement à Votre Majesté que les différents aspects de la question fiscale ayant été entièrement discutés dans le pays depuis deux ans, le moment est venu de soumettre sans retard la question à la nation. »

La question ainsi posée était précise et elle eût fixé la situation si les libéraux n'avaient été précédemment assez malhabiles pour rejeter l'appoint que leur apportaient les unionistes libre-échangistes.

On se rappelle que le duc de Devonshire avait donné aux unionistes libre-échangistes le conseil de voter pour un libre-échangiste, fût-il radical, plutôt que pour un protectionniste. En revanche, les chefs du parti unioniste libre-échangiste, lequel compte 60 voix, avaient réclamé des libéraux l'assurance qu'ils appuieraient aux élections générales leurs candidats.

L'hésitation des libéraux à accepter le marché,

les déclarations maladroites de M. Herbert Gladstone disant que dans chaque circonscription il y aurait un candidat libéral, c'était de gaité de cœur se priver de la seule alliance qui pût assurer le succès.

Lord Hugh Cecil a ramené les troupes unionistes libre-échangistes au cabinet conservateur, le sauvant d'une défaite certaine, la majorité n'ayant été que de 63 voix et le parti libre-échangiste unioniste, comme je l'ai dit, comptant 60 voix.

M. Balfour, qui ne s'appuyait plus que sur M. Chamberlain, a pu le lâcher pour quelque temps, lui et sa question fiscale.

Lord Hugh Cecil avait montré un grand courage dans ses attaques contre un ministère infecté de protectionnisme. La maladresse des libéraux l'a rejeté dans les rangs conservateurs, prouvant par là au ministère qu'il devait se guérir du mal protectionniste, ce qu'il a fait.

Les libéraux décidément ont l'amour de la défaite depuis la mort de Gladstone. Le cabinet Balfour, surpris par la victoire, l'a fixée sur l'heure en abandonnant dare-dare la question fiscale qui désunissait les conservateurs et en proposant une série de réformes pratiques qui les unissent et leur font retrouver un « Premier » énergique, tandis que les libéraux constatent une fois de plus que M. Campbell Bannermann

peut être le plus noble des citoyens, mais qu'il ne sera jamais un chef de parti.

Au moment où des élections partielles étaient un encouragement inespéré pour l'opposition, elle donne le spectacle de son manque de sens politique le plus décevant. Un autre chef, lord Spencer, par exemple, sir John Morley étant trop âgé et M. Asquith, trop peu populaire, eût pris possession d'une situation qui ne se représentera peut-être plus de deux années et encore!

L'habileté des conservateurs a été, plus d'une fois, de préparer les élections par des réformes libérales. M. Chamberlain, par l'étalage bruyant de son protectionnisme, était devenu un danger tel que le succès des libéraux ne faisait plus de doute pour personne.

Or, leur refus d'accepter un compromis logique avec les unionistes libre-échangistes est une telle sottise que l'avenir semble leur échapper.



Depuis la guerre russo-japonaise, lord Curzon se sent plus à l'aise pour parler de l'Inde à ses compatriotes. On peut lire entre les lignes de ce qu'il écrit la sécurité qu'il puise dans les événements actuels : « Quiconque veut vaincre l'An-

gleterre devra s'attaquer à l'Inde, dit-il, l'Inde est appelée à jouer un rôle de plus en plus prépondérant dans la politique à venir, il faut la garer. »

Derrière des peuplades plus ou moins indépendantes, le spectre des puissances européennes s'avance peu à peu et trouverait moyen de prendre un pied sur le territoire indien si on ne les surveillait et n'agissait.

Lord Curzon déclare qu'en ce qui concerne la défense de la frontière des Indes, « l'armée des Indes est digne de tout éloge; qu'elle s'est déjà illustrée au Thibet; que la période de paix est certaine aujourd'hui et que le Gouvernement de l'Inde édifie lentement, mais sûrement, une œuvre de garantie et de sécurité complète à ses frontières ».

De l'avis de lord Curzon, « nul être humain ne peut émettre le doute que l'Angleterre cesse un jour de posséder l'Inde. A mon avis, dit-il, notre œuvre est fondée sur le roc ».

L'entrée en ligne du Japon dans les voies de la conquête, voie où elle entraînera la Chine, quoiqu'il arrive, pourrait bien, un jour, apprendre à l'Angleterre qu'elle n'a jamais rien conquis à la mentalité indienne; qu'il est resté des abîmes de race entre le vainqueur et le vaincu, et que ce dernier, s'il s'est laissé conquérir et dominer, n'a pas renoncé à l'espoir de se reprendre..



Tandis que, dans l'Inde, lord Curzon trouve tant de motifs de satisfaction basés sur les malheurs que l'Angleterre a déchaînés sur la Russie, nous subissons, comme notre alliée l'a subie, le début de l'épreuve qu'elle nous inflige, à notre tour, et qui est certainement grosse, elle aussi, d'inconnus pouvant provoquer une guerre désastreuse.

Les écrivains, admirateurs de la politique de M. Delcassé et, par conséquent, des inspirations anglaises, louent la grâce, l'intelligence, la sympathie pour la France du Sultan du Maroc; ils proclament sa puissance et se gaussent agréablement du « grand conseil national qui n'est qu'une invention sans vraisemblance en pays musulman », le « Medjliss ». Or, l'assemblée toute-puissante des notables marocains, dont j'ai parlé depuis longtemps, est convoquée par Abd-el-Azis.

Le Sultan ne peut prendre aucune résolution grave sans l'avis du « Medjliss », à cette heure réuni pour « entendre l'exposé des réformes à faire et les conditions du concours offert par la France ».

Cette assemblée des notables, composée des savants et des grands commerçants, c'est-à-dire des hautes influences de l'Empire, blessée d'avoir

été traitée comme quantité négligeable par la diplomatie française, serait résolue à résister aux ingérences étrangères et à donner la mesure des facilités que rencontrera la « conquête pacifique » du Maroc.

Y a-t-il, parmi ces notables et parmi les vizirs qui prendront part à la consultation du « Medjliss », un ou plusieurs amis de la France qu'on s'est donné la peine de persuader et de convaincre « des fameux bienfaits de la civilisation », du désintéressement de notre pays, du sens dans lequel il faut prendre le mot de « conquête pacifique » ?

Les savants de Fez sont de véritables savants ; ils n'ignorent rien des découvertes faites par la science moderne et ils n'ont de mépris ou d'indifférence que pour les « progrès mécaniques, qui donnent à l'homme des affolements de vitesse, qui font de sa pensée l'esclave du bruit, qui tentent plusieurs fois le jour l'assaut de ses méditations, pour l'entraîner inconscient et agité dans le tourbillon de la vitesse ».

« Ceux-là qu'emporte dans le roulement mécanique et la poussière des chemins une machine informe ne recherchent plus que les qualités extérieures, me disait en Égypte un musulman. Ils regardent devant eux, point en eux et ils rompent dans leur course effrénée les fils conducteurs de l'âme vers Allah. L'homme qui

marche, l'homme qui monte un cheval ami, songe à la prière, celui que roule une machine n'y peut songer. Dans l'extrême vitesse on arrive surtout à se fuir soi-même, à s'enivrer du vide ; l'étourdissement, l'ivresse peuvent être un plaisir, ce n'est pas la conquête d'une supériorité. »

J'avais parlé dans l'une de mes dernières *Paroles* d'un « Royaume arabe » que je croyais projeté pour faire échec à l'Angleterre. J'ai été induite en erreur; un ami musulman, très renseigné, m'écrit de Constantinople : « Prenez garde, on vous trompe ! ».

« Ce Royaume arabe est le moyen pour Albion de commencer l'exécution de son plan en coupant à son profit l'Arabie de l'Empire ottoman. Elle veut fonder le « Royaume arabe » sous son « protectorat » avec l'émir de La Mecque et Médine comme chef. Ne vient-elle pas, pour la première fois, de faire escorter de Djeddah à La Mecque les pèlerins malekites par des troupes et de l'artillerie égyptiennes commandées par des officiers anglais sur territoire ottoman ? »

« L'Angleterre devient la protectrice des Malekites, qui sont les musulmans de Fez au Caire, augmentant par là son influence secrète au Maroc et non la vôtre. Avec le « Royaume arabe » elle se fera la protectrice des Chiites. La Perse aura son tour, serrée comme dans un étau entre les Arabes à l'ouest et à l'est, les richissimes musul-

mans de l'Inde, qui suivront, en cas de guerre sainte, ceux de la Russie.

« Quand elle aura en mains ce qu'elle prépare, les musulmans Chiites et Malekites ne feront qu'une bouchée des Ottomans qui pour eux sont des hérétiques. »

Où qu'on se tourne, on rencontre les tentacules de la pieuvre !

« L'Angleterre, par cette dernière combinaison, ajoute mon correspondant arabe, serait non seulement maîtresse de toute l'Afrique dont vous seriez chassés par nous, les Arabes armés, entretenus, soutenus par les Anglais avec l'argent hindou, mais ces mêmes Anglais, toujours sous forme de protectorat, deviendraient les maîtres du Bosphore aux frontières de la Chine.

« Le « Royaume arabe » ne serait donc pas fait, comme vous le dites, pour arrêter net les convoitises anglaises et allemandes ; il est fait, au contraire, pour les servir en livrant, après le démembrement de l'Autriche, les Balkans, la Hongrie et Constantinople aux Allemands comme compensation du protectorat anglais sur le « Royaume arabe ».

« Le traité confirmant le plan dont je vous parle a été trouvé à la mort de Mehanna, l'ancien émir de La Mecque dans ses papiers. Il y a un an que le fait est connu ici. On dit même que plusieurs hommes d'État turcs et que des jeunes

Turcs servent la future conquérante de leur patrie.

« Le Sultan, au courant de tous les projets de l'Angleterre, est à cette heure dans l'impossibilité d'entraver son œuvre. »

L'un de mes cousins, le commandant S..., en relation avec un notable marocain, me confirme ces renseignements.

« Si le chérif de La Mecque, m'écrit-il à son tour, s'érige en chef suprême de l'Islam et se proclame Kalife, s'il brandit l'étendard vert, pas un seul musulman ne restera sourd à son appel, ce sera la guerre sainte proclamée dans tout l'Islam sous l'égide de l'Angleterre.

« C'est l'Angleterre ayant en mains les combattants braves et méprisant la mort qui lui manquent, son machiavélisme qui consiste à faire battre les autres à son profit aura trouvé l'arme qui lui fait défaut, et les musulmans disposeront des ressources qu'ils n'ont pas.

« Ce qui se passe aujourd'hui au Maroc fait partie du plan britannique, lequel avait besoin, pour que la combinaison réussisse, que disparaissent les sympathies des ulémas et des notables de Marrakieh qui nous étaient acquises depuis que nous avions été représentés au Maroc par l'inoubliable M. Féraud. C'est pour accomplir cette besogne que l'accord franco-hispano-anglais a été signé. »

Le correspondant du *Daily Télégraph* télégraphie de Tanger le détail des propositions françaises au Sultan, « propositions soumises au conseil des notables qui les repoussera ! »

M. Delcassé me disait un jour : « Il me faudrait plusieurs années de durée au ministère pour rendre à la France son influence et sa voix dans toutes les questions. » Il a eu ces années, il a accompli son œuvre avec cette seule différence qu'on doit remplacer le mot « France » par le mot « Angleterre ».

L'Égypte, centre des influences musulmanes, livrée par M. Delcassé à la toute-puissance anglaise, la politique combiste détruisant à la même heure, sous la pression de la franc-maçonnerie internationalisée, c'est-à-dire anti-française, écossaise, anglophile, notre influence séculaire en Orient et faisant le vide pour laisser la place à l'Angleterre et à l'Allemagne complice d'Albion, c'est partout l'abandon, partout le danger, partout l'irrémédiable.

M. Delcassé trouve-t-il que l'entente cordiale avec le Siam produise les résultats prétendus ? L'hostilité des habitants de Kratt et d'autour, commandée ou voulue, est la source de difficultés journalières. L'abandon de Chantaboum pour Kratt est la plus grossière des duperies. Une population nombreuse et conquise à notre occupation est abandonnée pour une autre, raréfiée

— il ne reste dans les maisons que des vieillards et des enfants — et l'on ne peut tirer d'eux un seul renseignement, tant leur parti pris d'être hostiles aux nouveaux occupants est absolu.



Revenons en Europe. La crise parlementaire la plus aigre étant la crise hongroise, nous avons suivi avec grand intérêt le moindre fait politique à Budapest. Comme toujours, la victoire inespérée dans un parti d'opposition a immédiatement divisé ce parti en deux camps distincts : les radicaux voulant donner l'assaut final sur l'heure et les modérés voulant rendre cette victoire tangible, quittes à admettre des concessions nécessaires et à jeter un pont franchissable entre les occupants de la forteresse gouvernementale.

« Soyons modérés, répète François Kossuth, ne demandons que ce qu'il est possible d'obtenir. Aussi longtemps que certains des nôtres persisteront à ne rien abandonner momentanément de leurs exigences militaires, un obstacle puissant s'opposera à une solution avantageuse de la question nationale. Il pourrait même s'ensuivre une rupture dans le parti, ce qu'il faut éviter à tout prix. »

Les partisans du « tout ou rien » d'excitant,

commettent des imprudences de langage et apportent aux résistances de l'Empereur-Roi l'appoint qu'il demande.

La coalition qui a donné la victoire à l'opposition est faite d'éléments à tel point dissemblables que la durée de la crise ne peut que les mettre en relief. François-Joseph, avec sa vieille expérience, attend le moment des scissions. Il traine en longueur toutes choses, appelle un à un les hommes qu'il prétend devoir consulter alors que son siège est fait sur chacune des questions qui se posent. Il ne veut céder sur rien et il sait que plus il s'entêtera, plus il excitera les intransigeants du parti de l'indépendance, plus ils rendront la continuation d'un accord artificiel impossible.

Le comte Andrassy a fait tout ce qu'il était humainement en son pouvoir auprès de l'empereur François-Joseph, auquel il est fort sympathique, pour obtenir de lui des concessions à l'opposition unie et pour lui faire accepter la formation d'un cabinet de coalition.

L'Empereur-Roi, toujours pour gagner du temps, a réservé sa décision, formulant quelques vagues promesses, mais désirant consulter toutes les personnalités pouvant l'éclairer. C'est ainsi que M. Wekerlé, que M. Koloman de Szell ont été appelés à Vienne, tandis que le comte Andrassy, après avoir rendu compte de

son mandat à l'opposition, allait passer une semaine dans ses terres.

A mesure que l'opposition victorieuse s'effrite, les vaincus cimentés par la défaite retrouvent leur solidité et sont pleins d'espoir au moment même où les coalisés s'inquiètent de ne voir rien venir qui donne satisfaction au pays.



Un semblant de froideur s'est manifesté entre l'Autriche et l'Allemagne, au grand plaisir de nos amis tchèques, en droit de reprocher aux Polonais de Galicie leur faiblesse encore tenace, malgré les persécutions de Posen, pour le germanisme.

Le baron von Reinbaden, ministre prussien, dans un discours au Reichstag, s'était donné le malin plaisir de développer cette idée, que si les étudiants germains étaient un peu vifs — provoqués d'ailleurs toutes les fois — pour les étudiants slaves ou italiens, peut-être puisaient-ils leurs exemples chez les Polonais de Galicie qui persécutent les étudiants ruthènes jusqu'à les obliger à l'exode. Que jamais d'ailleurs la Prusse, en aucun temps, n'avait été cruelle aux paysans polonais comme les Polonais le sont aux paysans ruthènes.

Le comte Goluchowski, ministre des affaires

austro-hongroises, quoiqu'il ait du goût pour la politique allemande, est Polonais; il sait mieux que personne combien les Galiciens sont nécessaires à la marche difficile des affaires dans le Parlement de Vienne.

C'est pourquoi, d'accord avec le baron de Gautsch, président du conseil, il a chargé l'ambassadeur d'Autriche à Berlin de faire observer au comte de Bulow « que les ministres autrichiens s'abstiennent avec scrupule de critiquer la politique intérieure de Prusse au point de vue polonais et qu'ils se croient en droit d'attendre des ministres allemands la même réserve dans les affaires autrichiennes ».

Voilà qui a dû stupéfier comme raisonnement le baron von Reinbaden à qui M. de Bulow a dû communiquer l'observation. Quoi, un ministre de l'Allemagne prussienne, de la grande Allemagne, de l'Allemagne toujours plus grande, n'aurait pas des droits supérieurs à un ministre viennois? En vérité, voilà qui dépasse tout ce que la mentalité germanique peut admettre.

Jamais, sous le ministère Koerber d'ailleurs, pareille leçon n'aurait été donnée à Berlin, à l'incomparable capitale du germanisme! Est-ce parce que M. de Bulow est Polonais, est-ce parce que M. de Gautsch est moins germanisant que ce désagrément a été infligé au gouvernement du Kaiser? Il n'importe! Le fait a son im-

portance, non comme fait, mais comme interprétation et comme démarche.

La Bohême est cette année très éprouvée par la perte d'un trop grand nombre de ses hommes célèbres. M. F. Schulz, qui vient de disparaître, est regretté à la fois comme grand journaliste, comme romancier, comme lettré, comme économiste et comme l'un des plus actifs et des plus dévoués nationalistes tchèques. Les premiers-Prague des *Nanodni Listy* étaient lus par le pays entier et ils manqueront aux lecteurs du plus grand journal de Bohême comme manquent le savoir, le bon sens enthousiaste, double qualité si rare chez un écrivain.

F. Schulz avait jour par jour porté les coups les plus vigoureux aux ennemis de la Bohême et constaté les progrès de la cause slave. On avait souffert, on avait espéré, on triomphait avec lui. On compte deux mille premiers-Prague de F. Schulz dans les *Narodni Listy*, c'est dire à quel point son esprit avait pénétré celui de ses lecteurs et combien chacun doit sentir qu'en le perdant il perd quelque chose de lui-même.



Comme il était facile de s'y attendre, l'assassinat du prêtre serbe Traskos a détruit l'échafaudage d'une alliance possible entre la Bulgarie

et la Serbie. Les Bulgares et les Serbes peuvent-ils jamais s'entendre quand les Bulgares prétendent qu'il n'y a pas de Serbes en Macédoine et quand les Serbes se font forts de prouver qu'il y a très peu de Slaves bulgares, non seulement dans le sandjak soi-disant bulgare d'Uskub, mais encore dans les deux villayets de Monastir et de Salonique. Les intérêts serbo-bulgares sont donc les mêmes et par conséquent ennemis! Depuis quelques mois la Serbie, jusque-là livrée à ses luttes intérieures, plus occupée de la Bosnie et de l'Herzégovine que de la Macédoine, voyant l'audace des bandes bulgares et leurs crimes croître dans une proportion toujours plus grande, se réveille; mais que peut-elle, seule, pour déjouer les plans bulgares?



Les correspondances grecques sont pleines de récits de violences, d'assassinats, dont la liste s'allonge de façon lamentable, et que commettent journellement les bandes bulgares en Macédoine. Ces récits invariablement concernent les notables des villages et des bourgs, les prêtres, les instituteurs, orthodoxes, les Grecs connus pour leur aisance ou leur influence.

Les Bulgares tiennent à ce que leurs victimes

soient d'importance ; ils frappent à la tête, sachant par là terrifier les petits qui voient leurs protecteurs naturels tomber les premiers.

Avec une ironie sanglante les Bulgares guettent les riches Grecs habitant la Bulgarie pour la « libération de la Macédoine », c'est-à-dire pour acheter des armes avec lesquelles on massacrera leurs frères de religion et de race.

Une Ligue française pour la défense des droits de l'Hellénisme s'est fondée à Paris. Le mobile de ses actes est tout entier compris dans son titre. Cette Ligue demande, pour tous les Macédoniens, serbes, bulgares, turcs, la sécurité, la liberté des croyances, la reconnaissance des droits, sachant bien que les droits des Grecs seront la résultante du droit reconnu des autres races.

Juliette ADAM.

6706. — Lib.-Imp. réunies, Motteroz, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris

6e Année. — N° 107. 21 Mars 1905.

Parole française à l'Étranger

Marseille, 14 mars 1905.

Je ne crois pas qu'une Russe elle-même puisse être plus désolée que moi à cette heure, surtout si elle a eu, au cours des événements douloureux qui se succèdent, la foi sincère qu'à un moment donné tout allait changer de face.

La plupart de mes amies russes n'admettaient pas, même la veille de la capitulation, la possibilité de la chute de Port-Arthur, et elles ont moins admis encore la défaite répétée de l'armée de Kouropatkine « ayant reçu des renforts ».

On a beau dire que plus l'espoir a été grand, plus la désespérance est violente. Ce n'est pas

vrai! Le malheur prévu, qui se réalise lentement, qui vous oblige, pour ne pas enlever tout courage à ceux qui vont être frappés, à feindre parfois de croire comme eux que le désastre final est impossible, ces impressions-là sont plus douloureuses, vous détrempent bien autrement que l'imprévoyance des choses jusqu'à ce qu'elles vous frappent cruelles et aveuglantes.

Oh! ce chemin de fer mandchou, la banque russo-chinoise, les spéculations faites en Corée, l'opinion méprisante des Russes pour les Japonais, le refus de l'abandon de la Mandchourie à la Chine après promesse faite, le dédain des propositions japonaises, tout cela m'a-t-il fait assez souffrir et ai-je assez prévu ce qui s'amassait de périls sur la Russie!

Et puis, malgré moi, j'étais terrifiée des analogies de la situation d'esprit de la France en 1870 et de celle de la Russie au début de la guerre.

Même entêtement dans les exigences diplomatiques, même infatuation sur des forces insuffisantes, même dédain de l'ennemi, et j'avais peur d'un Metz et j'avais peur d'un Sedan.

Nicolas II faisant le congrès de La Haye, devait être le Tsar renonçant à une conquête en Mandchourie, admettant un arrangement en Corée. Il

ne pouvait être à la fois conquérant et pacifique. Et cependant l'analogie était là encore.

Napoléon III ne répétait-il pas sans cesse qu'il fallait faire à la paix tous les sacrifices, et ne convoitait-il pas en même temps l'occupation du Luxembourg? et n'exigeait-il pas sans raison, après avoir obtenu satisfaction sur le retrait de la candidature Hohenzollern au trône d'Espagne, cette chose incroyable, irritante, un engagement de Guillaume Ier que cette candidature ne serait jamais représentée.

Et c'était encore, en Russie, comme ç'avait été en France, la lente désagrégation de l'esprit militaire, le désordre dans l'administration, et en même temps cette double conviction contradictoire que les grandes guerres étaient devenues impossibles, et que, si elles se faisaient, elles ne pouvaient être que victorieuses pour ceux dont la négligence et l'impéritie semblaient vertus à cultiver.

Ce qu'avaient été les Japonais dans la guerre de Chine, comme ce qu'avaient été les Prussiens dans la guerre contre l'Autriche, n'avaient-ils pas le même caractère révélateur? Des voix ici et là s'étaient fait entendre... Quelle affreuse surdité frappe donc, inexplicable ensuite, ceux qui sont marqués pour la défaite?

La rage, le désespoir vous les prennent au moment ou l'on prévoit les catastrophes évitables; on crie, mais si violemment qu'on force sa voix, quels qu'en puissent être les preuves, les arguments qu'on donne, on ne vous écoute, on ne vous entend pas!

Raisonnons sur la mentalité de Kouropatkine avant la guerre. Le voilà revenu du Japon; il est ministre de la guerre, il a cru nécessaire de porter à Tokio des paroles de conciliation. De son voyage, il rapporte la conviction que le Japon est prêt et que, parallèlement à la conciliation, il faut se préparer à outrance à un choc futur fatal, que saura provoquer un jour celle qu'Alexandre III appelait « l'ennemie du genre humain », l'Angleterre.

A ce moment, Nicolas II ne rêve qu'à La Haye. Il croit qu'il suffit de ne pas vouloir la guerre pour ne pas l'avoir, et il ne se prête à aucune préparation. Mais en même temps, il ne veut pas céder sur la conquête d'une province, la conquête entrainant logiquement, fatalement, l'intervention militaire, c'est-à-dire la guerre, si l'on veut la garder et se l'assimiler.

Kouropatkine, plus informé que tout autre de la force militaire du Japon, lui, l'homme de guerre, supplie qu'on l'évite à tout prix, et quand elle est

follement rendue nécessaire par l'incapacité, l'irrésolution, les atermoiements de la diplomatie russe, par la faiblesse de celui qui peut, sans un risque d'humiliation, refuser la guerre, en appeler à sa conférence de La Haye, qui choisit-on pour commander l'armée embryonnaire sur laquelle se ruera une armée formidable, pourvue de tout, à portée de tout, rompue à tout? On choisit le malheureux Kouropatkine.

Il refuse, il s'enfuit, il se désespère, il n'accepte qu'à la condition qu'on abandonnera momentanément la Mandchourie, qu'on le laissera, à mesure qu'on lui enverra des contingents, les concentrer à Kharbine, qu'il sera autorisé à ramener le maigre noyau en perdition à l'avancée vers ce même Kharbine. Logiquement et en tout état de cause, un homme de guerre prudent et renseigné à ce point ne peut être celui à qui on ordonne l'attaque immédiate; il ne peut posséder la double qualité de l'organisation et du risque-tout! Mais, à peine arrivé, on le pousse, on le presse, on exige qu'il marche en avant, et cela tandis qu'une marine commandée par des incapables, par des traîtres et par quelques rares vaillants qui n'ont qu'à mourir, s'échoue au port, frappant d'impuissance la seule force qui pût venir en aide aux armées russes.

Kharbine! on ne sait encore aujourd'hui ce que ce mot recèle de désastres après avoir recélé l'abri protecteur, la victoire finale!



C'est une véritable torture que de suivre une à une les stations de la croix de l'armée russe. Je ne le puis plus. J'en souffre trop. L'image d'un monde qui se rue sur l'autre épouvante par sa grandeur tragique. La mort frappe comme elle n'a jamais frappé! Un courage surhumain jette en des chocs terribles, les uns sur les autres, vainqueurs et vaincus, et ce serait effroyable si l'héroïsme ne dominait toutes les actions de cette guerre, et si ce n'étaient partout et toujours des batailles sublimes et non des tueries!

Le Japon porte le grand étendard zébré de monstres et de chimères de cette Asie mystérieuse, jusque-là endormie et qui se réveille avec toutes ses impulsions reposées par des siècles d'immobilité.

La Russie déploie le drapeau de l'Europe aux couleurs claires, de cette Europe qui a livré à ses ennemis insoupçonnés toutes ses décou-

vertes, et qui, lassée par des siècles d'action, ne peut plus résister au choc de ceux qui se ruent sur elle et la battent avec ses propres armes.

Les défaites de la Russie sont nos défaites; chacun de ses morts doit être pleuré par nous; les dangers qu'elle court, nous les courons. Si elle continue héroïquement sa résistance, nous résistons par elle. Si elle s'abandonne, nous nous abandonnons avec elle. Et durant que la puissance militaire de la Russie court au dehors le plus grand péril qu'elle puisse courir, au dedans cette Jacquerie des paysans que j'ai prédite depuis si longtemps commence son œuvre. Les classes « intellectuelles », contaminées par la propagande étrangère, contaminent elles-mêmes les classes ouvrières, et de proche en proche jusqu'aux paysans, seul rempart jusqu'ici de l'intégrité de la nation russe.

De même que nous avons fait la guerre de 1870, que l'Allemagne nous a fait vouloir, de même la Russie a fait la guerre japonaise que l'Angleterre lui a fait vouloir.

Il n'y a pas un meneur des troubles russes qui ne soit inspiré par un agent étranger, allemand et surtout anglais, et si par hasard cet agent est français, c'est qu'il est internationaliste, c'est-à-dire inféodé aux intérêts anglais ou allemands.

Il n'y a en Europe que deux grandes nations, les généreuses, les ardentes, les désintéressées, qui ont su donner leur sang pour le bien, pour la délivrance des autres : c'est la France et la Russie.

Et presque toutes les autres nations, même celles qui ont reçu leurs bienfaits, les haïssent et travaillent à leur abaissement, à leur destruction morale ou nationale.

Tous les déversoirs anarchistes, toutes les idées dangereuses sont répandues, exportées, pour être inoculées aux Français et aux Russes. Il n'y a pas d'anarchistes allemands, il y a des socialistes nationaux qui veulent, comme le veulent toutes les classes allemandes, une Germanie toujours plus grande, chassant devant elle, par des invasions, tous les peuples qui ne sont pas de la race supérieure entre toutes, de la race germaine! Il n'y a pas d'anarchistes ànglais, il y a des agents innombrables qui agissent pour le compte de la politique anglaise et font vis-à-vis des peuples ce que le gouvernement anglais fait vis-à-vis des gouvernements qu'il égare, qu'il détourne de leur voie, auxquels il apprend, il enseigne à se détruire eux-mêmes aveuglément.

L'Angleterre! elle n'a cessé d'être mêlée à

toutes les épreuves déchaînées sur la Russie. Elle les a préparées, envenimées; elle a aiguisé toutes les armes, fortifié toutes les forces ennemies de nos amis. En même temps qu'elle épaulait, soutenait, alimentait le Japon, elle désagrégeait la Russie par des moyens dont on entrevoit à peine encore les criminalités. Ses agents sont partout, unis aux meneurs allemands dans les grèves, dans la Jacquerie, dans l'agitation politique en faveur d'un parlement à « l'anglaise », et jusque dans la fabrication des bombes!

Ce qu'elle a fait au Thibet, on le sait. Ce qu'elle va faire aux Indes contre la Russie, on le saura avant peu, car elle a retiré 20,000 hommes de l'Afrique du Sud pour les envoyer à l'insatiable « gouvernement de Calcutta ».

Ce que l'Angleterre poursuit avec férocité, c'est la destruction totale de ceux qui osent se tenir debout sur son chemin. Ses intrigues en Suède, où elle a résolu d'installer sa perfidie, sous la forme gracieuse d'une princesse royale, cerneront la Russie par l'un de ses côtés faibles. Notre alliée a rêvé d'un port militaire au nord de la Norvège où la mer est libre et qui commanderait l'Atlantique. Elle trouvera désormais l'Angleterre devant elle comme elle la trouve partout où elle a cherché une issue sur la mer.

J'ai suivi durant bien des années au Japon la gradation diabolique avec laquelle les dépêches anglaises ont excité l'opinion nationale contre la Russie. J'en ai donné cent preuves criantes et combien de fois ai-je traduit à mes lecteurs de la *Nouvelle Revue* ces dépêches dont quelques-unes étaient à tel point mensongères et révoltantes de vilenie, qu'elles indignaient au Japon contre l'Angleterre ceux-là mêmes que l'Angleterre voulait indigner contre la Russie.

Et cette façon dont les Japonais se sont précipités dans la guerre, sans respect pour les usages internationaux des nations dont ils acceptaient les leçons pour combattre, est-on assez certain aujourd'hui que c'est l'Angleterre qui les a poussés à cet acte inqualifiable après la déclaration de lord Selborne, qui a osé dire à la face du monde, dans la situation officielle qu'il occupait, « que désormais l'Angleterre attaquerait sans déclaration de guerre et sans préambule diplomatique les nations qui porteraient ombrage à ses intérêts ».

Jamais, depuis que le monde se pique de civilisation, il n'avait constaté pareil cynisme, entendu pareille formule de banditisme international. Les pires sauvages se provoquent, les pires barbares à travers l'histoire se sont piqués de loyauté vis-à-vis de leurs ennemis. Lorsqu'ils les ont attaqués

traîtreusement, l'histoire a été pour eux impitoyable.

Le mensonge anglais était encore une étape, un hommage rendu à la vérité comme l'hypocrisie en est un à la vertu. Aujourd'hui l'Angleterre ne s'abrite même plus derrière le mensonge, elle défie l'univers par la négation de tout respect humain !

Déjà, au Transvaal, l'Angleterre avait jeté par-dessus les camps de concentration son humanitarisme, comme elle l'avait jeté en d'autres temps au Canada, aux Indes et ailleurs.

Pourquoi donc faire si vite le silence sur ce fabricant de bombes qui se dit Anglais, descend à l'hôtel *Bristol*, à Pétersbourg, et fabrique des bombes dans une chambre dont les fenêtres se trouvent sur le passage du Tsar ?

C'est à se ronger les poings, quand on est Russe, d'avoir fait le jeu, rien autre que le jeu de l'Angleterre, en n'acceptant pas les propositions d'arrangement du marquis Ito et en ne faisant pas alliance avec ce Japon, le plus merveilleux instrument qu'il y ait eu pour détruire l'influence anglaise en Asie. Avec le Japon la Russie pouvait partager l'Empire d'un monde et nous protéger, nous ses alliés, de toute reprise aujourd'hui fatale de nos colonies indo-chinoises.

Est-ce donc pour moi une consolation de me dire que l'alliance russo-japonaise, je l'avais entrevue, prêchée et espérée ?

Depuis le jour où j'ai reçu de M. de Labry, notre attaché militaire au Japon, un album des manœuvres japonaises et où M. Michel Revon m'envoyait de Tokio une Revue japonaise, avec la traduction en regard, où la politique de l'Angleterre était percée à jour, et où un auteur japonais déclarait que le Japon avait à servir ses intérêts plutôt que ceux de l'Angleterre, — depuis ce jour, je m'étais tenue au courant de tous les progrès militaires vertigineux réalisés par les Japonais et j'avais conçu l'espoir de voir la Russie et le Japon barrer les routes de la Chine à l'Angleterre et la chasser de l'Inde un jour.

A la place de ce rêve, c'est le cauchemar actuel qui m'étreint...

En même temps que j'écris ces lignes je reçois une lettre d'une amie, fille de cet héroïque amiral Newelskoy qui découvrit le fleuve Amour, trouva la mer libre et traça à la Russie le chemin du Pacifique. J'avais fait une préface au livre que sa fille, Mme de Sorochtine, aujourd'hui Véra Vend, consacrait à la mémoire de son père, et je m'étais émue de toutes les souffrances endurées par ce

héros pour doter sa patrie de territoires qui donnaient une issue à sa grande respiration nationale.

C'est après les découvertes de Newelskoy que Nicolas Ier obtint de la Chine la Mandchourie russe. Nicolas II n'avait-il pas le strict devoir de s'en tenir là, et il l'eût fait sans l'infernale influence d'un Witte qui a sciemment conduit, étape par étape, comme je l'ai sempiternellement prédit, son pays à la ruine agricole, à la révolution sociale, à la guerre, réalisant avec une puissance diabolique le programme marxiste que je lui savais et qu'il se cachait à peine d'appliquer depuis plus de dix ans.

Et aujourd'hui les filles de Newelskoy ont leurs fils en Mandchourie ou sur la flotte de la Baltique, leurs filles sont à la tête des détachements de la Croix-Rouge.

Elles sont héroïques et donnent sans un murmure leurs enfants à la patrie. C'est un peu à la gloire de leur père qu'elles doivent d'avoir le cœur déchiré.

Toutes les grandes faveurs que la Providence accorde aux héros deviendraient-elles des épreuves pour leurs enfants ?



Les réformes sont toujours à l'étude et il ne sort rien de l'officine dans laquelle M. Witte est admis à les triturer; cet homme diabolique est encore là, toujours là. Aussi les commissions succèdent-elles aux commissions, s'enterrant les unes les autres. Puisque l'autocratie existe encore, Nicolas II pourrait en profiter pour décréter au moins l'une des réformes qui entraînent les autres.

Le manifeste publié par le *Messager de l'Empire*, le 3 mars, est le mieux intentionné qui puisse être. La réforme réclamée par les Princes Troubetzkoï, Galitzine et Dolgorouki et qui consisterait à « appeler les personnes les plus dignes, élues par le peuple, à l'élaboration préparatoire des projets législatifs » est chose acceptée par le Tsar, mais la forme de cet appel est à trouver. Qui donnera la formule du mode d'élection de ces « personnes les plus dignes élues par le peuple »? Et comment la liberté du vote est-elle possible dans un pays opprimé par la bureaucratie la plus vénale qui soit au monde?

Certes, de grandes difficultés existent, mais l'important serait d'abord de constituer une assemblée, coûte que coûte.

Est-il impossible de s'appuyer sur la base des Zemstvos en les élargissant, en y admettant des délégués de chaque classe et en dotant de ces assemblées tous les gouvernements qui n'en ont pas?

Les Zemstvos ne pourraient-ils nommer au second degré un délégué par classes juxtaposées, noblesse et clergé, bourgeois et marchands, paysans propriétaires et paysans communaux? Trois délégués par Zemstvos feraient 267 représentants des classes; ce serait une assemblée imposante, une «figuration» élue tout au moins.

Nicolas II a admis le principe d'une assemblée nationale. Qu'il se hâte d'en déterminer les formes. Quelque limitée que soit sa participation au pouvoir, la « consultation » aura sa valeur, et, qui sait? arrivera peut-être à temps pour dégager le Tsar de responsabilités qu'il trouve lui-même à cette heure trop pesantes.



Le premier lord de l'Amirauté, lord Selborne, a tenu à la fois à caractériser les moralités de son département avant de le quitter et à prouver

qu'en remplaçant lord Milner au Transvaal il ne sera pas plus préoccupé que lui de la douceur des procédés à appliquer à « ce qui gêne les intérêts de l'Angleterre ».

En déclarant, comme je l'ai déjà dit, « que l'Angleterre passerait immédiatement du pied de paix au pied de guerre sans formalité préalable, qu'elle est dès maintenant prête à commencer les hostilités, à n'importe quel moment », il a une fois pour toutes averti qu'il faut craindre dès aujourd'hui sur les mers tout bateau anglais comme on a craint autrefois les corsaires.

A la moindre difficulté avec l'Angleterre, un pays sera donc exposé à être brutalement attaqué et toute négociation sera accompagnée de ce qu'on appelle vulgairement « le couteau sur la gorge ». Une réclamation sera-t-elle faite à une ville maritime, ici ou là? Le consul sera sans cesse appuyé sur une escadre, et il aura, comme ces statues d'amiraux élevées dans les ports qu'ils ont défendus, toujours le bras tourné vers la mer.

« Cédez ou je vous canonne, sera l'unique argument de la diplomatie nouvelle d'Albion. »

Lord Selborne est donc mûr pour gouverner le Cap si faussement nommé de « Bonne-Espérance », et qui a d'ailleurs perdu ce nom dans

l'affreuse tourmente déchaînée par Cecil Rhodes et par lord Milner.

C'est lord Milner, alors sir Alfred Milner, qui a organisé les guet-apens, combiné les traquenards dans lesquels les Boers devaient se laisser prendre et qui aboutirent à l'expédition de 1899. Il a été exclusivement l'homme des capitalistes propriétaires et des exploiteurs des mines. Il a tout sacrifié aux mines : agriculture, population, situation économique du Transvaal, de la Rivière d'Orange, de la colonie du Cap ; rien pour lord Milner n'a existé dans l'Afrique du Sud, sauf les mines ! C'est lui qui a installé dans le Witwatersrand le travail chinois.

Lord Selborne n'a été choisi que comme continuateur de lord Milner. Sera-t-il aussi implacable ? On y a pourvu en lui laissant sir Arthur Lavelay, lieutenant-gouverneur du Transvaal, qui saura le rappeler aux traditions milnériennes.

Le discours du Trône promet aux Boers l'autonomie constitutionnelle que l'Angleterre s'était engagée à leur donner au moment de leur soumission. Les Boers ont vainement attendu jusqu'ici. Hélas, ils peuvent être certains qu'on les noiera dans un système de gouvernement représentatif qui assurera la majorité aux Anglais du Rand.

Le général Botha combat par la plume en faveur du « Self-government », comme il a combattu par les armes pour défendre l'indépendance de son pays; mais il faut craindre qu'il ne soit vaincu de nouveau.

Cependant un vent de conciliation souffle d'en haut. Le roi Édouard VII, dont les ambitions n'ont pas de limites, trouve prudent pour l'avenir « d'assurer, sans crainte de ce qui peut se passer dans les soutes, la sécurité du navire britannique ». Il le répète volontiers à ses intimes.

L'Irlande est assez affaiblie, assez ruinée, assez dépeuplée pour qu'on n'en ait plus rien à craindre si on lui donne quelques libertés.

Des nominations successives et complémentaires ont démontré à l'Irlande, ces derniers temps, que le désir du Roi était de ne pas continuer vis-à-vis d'elle la politique inflexible et cruelle de la reine Victoria.

La preuve en fut donnée par la nomination au sous-secrétariat d'État de sir Antony Mac-Donnel, Irlandais catholique, lequel ne perdit pas une heure pour révéler sa mission conciliatrice à ses compatriotes.

Le chef de sir Antony Mac-Donnel, M. Wyndham, secrétaire d'État pour l'Irlande, comprit vite aux instructions reçues qu'il était un simple

« répondant » aux yeux des unionistes, alors qu'il avait cru que toutes les responsabilités lui seraient laissées par la nomination du jeune lord Dudley, vice-roi de parade, sans goût pour la politique ou pour l'administration.

M. Wyndham n'avait qu'à laisser faire. Il eut à la fois le plaisir d'occuper une haute fonction et de n'être pas arraché à « ses chères études ».

Les choses allèrent bien jusqu'à l'intervention des protestants de l'Ulster qui, à grand bruit, dénoncèrent les menées home-rulistes de son secrétaire d'État, sir Antony Mac-Donnel, menées couvertes par son chef, M. Wyndham.

Il fallait un bouc émissaire; on a livré M. Wyndham; mais le vice-roi, lord Dudley, qui ne s'occupe de rien, reste avec sir Antony Mac-Donnel qui s'occupe de tout.

On nommera un nouveau secrétaire d'État qui, quel qu'il soit, subira les « hautes influences » favorables à l'Irlande et, comme lord Spencer, comme lord Lansdowne, envoyés en Irlande pour faire de la répression, et qui en revinrent favorables au home-rule, le nouveau secrétaire d'État fera ce qu'a fait M. Wyndham. Il fermera les yeux.

Lord Selborne, au Transwaal, quelque instruction personnelle qu'il ait reçue du Roi, se trouve

dans une situation contraire. Il a auprès de lui un sous-ordre formé à la politique de tyrannie et de répression et, étant donné sa nature, il y prendra goût.

Lord Rosebery, qui pourrait avoir dans ses armes le caméléon et qui a été, en d'autres temps avec Gladstone, partisan du home-rule, est devenu à cette heure le pire ennemi de l'Irlande. Il a trouvé le moment favorable pour abandonner le parti libéral qu'il ne trouve pas « assez affranchi de l'alliance irlandaise », et il vient de contribuer à renforcer l'unionisme et d'affaiblir d'autant son ex-parti, le parti libéral.

Chacun des discours de lord Rosebery est une surprise. Son genre d'excentricité consiste à étonner, à déjouer toutes les prévisions. Vous le croyez au blanc, il est au noir. Vous dites : il est au noir, il revient au blanc.

Chaque fois qu'il rentre dans son parti, c'est pour le quitter à nouveau après lui avoir fait subir un échec qui laisse derrière lui la traînée d'une diminution d'influence.

Jaloux des lauriers de lord Selborne, il a tenu à apporter sa preuve de la déloyauté de l'Angleterre, de son absence totale de scrupules. Il a donc complété l'affirmation de sir Charles Dilke, que « les alliances conclues en temps de

paix par l'Angleterre n'ont de valeur que sur le papier, et qu'en cas de guerre l'Angleterre choisirait ses amis suivant les circonstances que les événements crééraient ».

« Doux pays ! » où l'on déclare qu'on attaquera sans crier gare ce qui gênera les intérêts de l'Angleterre et qu'en cas de guerre on lâchera une alliée de la veille, on la traitera en ennemie, sans le moindre remords. Au besoin, on s'alliera contre son alliée à son pire ennemi pour lui tomber dessus.

Lord Rosebery désapprouve hautement l'entente cordiale conclue entre la France et l'Angleterre et signée Delcassé et Balfour.

Moi aussi, comme tout bon Français, je blâme cette entente parce que j'accuse l'Angleterre de tout ce dont ses hommes les plus en vue lui font un mérite.

Une entente cordiale! avec l'Angleterre qui fait de sa félonie, de sa traîtrise, de l'esprit de malfaisance, une force, n'est autre chose que de la niaiserie...

Parmi les hauts faits d'Albion, il n'en est pas de plus audacieux que son « enlèvement » de l'Égypte à notre influence et à nos intérêts et de plus fatal, de plus odieusement perfide pour nous perdre dans l'esprit des Marocains.

L'Angleterre a voulu détourner à notre profit l'exécration qu'elle inspirait aux notables et au peuple, elle veut que nous nous fassions un ennemi irréconciliable du Sultan pour l'avoir conseillé en sens contraire des intérêts de ses sujets, qu'aussi nous prouvions à l'Espagne notre impuissance, que nous subissions toutes les déconvenues de l'échec de chacun de nos stupides projets de « pénétration pacifique » et qu'enfin, triomphante, elle reparaisse, ne demandant rien, offrant tout, *deus ex machina* d'une situation qu'elle aura compliquée à plaisir pour perdre la France dans l'esprit des musulmans. Bien plus, elle nous fait à nous-mêmes planter des jalons dans les voies qu'elle entend suivre pour prendre morceau par morceau l'Afrique tout entière.

Il suffit, m'écrit-on, d'interroger un membre de la colonie anglaise à Tanger pour comprendre, à sa joie présente, que les pions lui semblent avoir été posés par le Foreign-Office de façon à gagner la partie haut la main.



L'Angleterre complète son œuvre en soulevant l'opinion en Espagne contre notre imprévoyance,

notre légèreté. Une véritable campagne commence dans la presse madrilène; on y donne les raisons de notre insuccès certain au Maroc, raisons fournies par les indiscrétions savamment dosées du Foreign-Office sur la mission de M. Saint-René Taillandier, lequel a eu comme M. Delcassé la naïveté ou le parti pris de croire à la bonne foi anglaise et n'a agi que selon les formes conseillées par nos pires ennemis.

L'Angleterre, selon son procédé habituel, s'est plu à se montrer agressive vis-à-vis de l'Espagne au moment même où elle lui prouvait au Maroc la faillite probable de l'influence de la France.

L'un de ses amiraux a débarqué à Vigo ses troupes en armes et les a fait manœuvrer sur les quais comme en pays conquis. Après la déclaration de lord Selborne, l'incident prenait toute sa proportion d'insolence et pouvait même sembler contenir une menace.

Le gouvernement espagnol s'est cabré à la castillane sous l'injure et a protesté de si énergique façon que l'Angleterre a témoigné de ses regrets.

Et ne voilà-t-il pas que messieurs les Allemands ne voulant pas faire moins bien, ou moins mal, au choix! que messieurs les Anglais,

ont débarqué à leur tour une compagnie d'un de leurs bateaux et lui ont fait faire une promenade militaire en chantant : « L'Allemagne, l'Allemagne toujours plus grande! »

Le peuple espagnol, dont la fibre patriotique est restée sensible, trouve que les étrangers agissent avec une singulière audace chez lui, et il se demande si l'Espagne des Carolines est déchue à ce point qu'on n'hésite plus à lui faire injure sur injure.

Une crise ministérielle couve-t-elle encore à Madrid? On le dit. Le groupe Maura n'aurait pas pris son parti de sa défaite et s'efforcerait de rendre suspect au roi le ministère Villaverde.

Comment le ministère pourra-t-il se maintenir ayant à se débattre contre les deux grands groupes libéraux qui se concentrent, dans l'espérance de ressaisir le pouvoir à la faveur des scissions du parti conservateur?

Les conservateurs restés fidèles au cabinet de M. Villaverde lui conseillent de convoquer les Cortès le plus tôt possible, afin de tomber plus honorablement sur un vote de la Chambre que sur des intrigues de palais.

MM. Monterio Ros et Moret se sont mis d'accord pour présenter à M. Villaverde le manifeste du parti libéral réclamant la convocation

immédiate des Cortès. M. Villaverde leur a répondu qu'il convoquerait les Chambres aussitôt qu'il aurait terminé le budget de 1906 et la réforme du tarif.

Qu'il convoque les Cortès ou retarde leur réunion, le ministère Villaverde est bien fragile.



En Italie, le ministère Giolitti est démissionnaire. Le chef du cabinet a prétexté une grippe pour se retirer.

La vérité est que M. Giolitti sentait le pouvoir lui échapper. Malgré l'habileté avec laquelle il avait fait les élections contre les socialistes, il comptait rester un ministre de gauche. Mais l'écart se faisait de plus en plus entre lui et les radicaux avancés.

A propos de l'obstruction des employés de chemins de fer qui irrite tout le pays, et du rachat dont la discussion est prochaine, il fallait que M. Giolitti prît parti contre l'extrême.

Il ne le voulait ni ne le pouvait peut-être. La conciliation tentée par M. Zanardelli a été une combinaison éphémère. Chacun des deux grands

partis qui se disputaient les bonnes grâces de M. Giolitti, sous prétexte de conciliation, ont fini par s'apercevoir que le chef du cabinet ne se maintenait au pouvoir qu'en se jouant d'eux, et ils ont chacun posé leurs conditions.

Au lieu de sévir contre les *ferrovieri*, M. Giolitti a commis l'imprudence de réclamer des socialistes leur intervention. Ceux-ci l'ayant refusée, les modérés et les conservateurs ont été indignés d'un tel aveu de faiblesse du gouvernement.

La situation ainsi moralement diminuée devenait intenable pour un homme de la valeur de M. Giolitti, et il s'est retiré.

M. Fortis, chargé par le roi de former un cabinet, se trouve en face d'obstacles presque insurmontables; il voudrait conserver MM. Tittoris et Luzzati, ministres des affaires étrangères et du Trésor, mais le caractère de M. Fortis, ami « trop intime », au point de vue affaire, de M. Crispi, n'a pas pour eux cet attrait qui écarte toute répugnance à entrer dans un ministère mort-né. Malheureusement, les embarras de M. Fortis laissent traîner la solution de la grève obstructionniste des *ferrovieri*.

L'attitude de M. Fortis à l'égard de ces derniers est plutôt un encouragement; il voudrait

leur conserver le droit de faire grève, même après le rachat, alors même qu'ils seraient devenus employés de l'État.

La crise intérieure italienne, quelque gravité qu'elle prenne, ne peut avoir de répercussion sur la politique extérieure, le roi en ayant pris de longue date la direction.



La crise hongroise se prolonge de façon inquiétante; les éléments en conflit ne paraissent guère en voie de modification. Plus une solution bâtarde tardera — elle ne peut être autre, étant donné les questions posées, — plus tôt le pays conclura qu'une séparation avec l'Autriche s'impose.

Le parti de l'indépendance, encore résolu dans sa majorité à la conciliation, sera débordé par ses éléments intransigeants le jour où il sera prouvé, par l'intransigeance de Vienne, que la conciliation est une abdication de principe.

François-Joseph ne peut espérer rompre l'accord « national » conclu entre MM. Apponyi, Andrássy, Kossuth, Zichy, Banffy.

Cette union conclue a été plus difficile à réaliser que ne seront difficiles à prendre les résolutions futures de résistance. Il faut, encore une fois, que François-Joseph fasse de nouvelles concessions à la Hongrie. La formidable coalition qui s'appuie sur le parti de l'indépendance, si elle ne recevait pas satisfaction dans les désirs modérés qu'elle a exprimés, pourrait bien un jour, approuvée par le pays, déclarer insuffisantes des concessions trop tardives.



Les Tchèques sont fort émus d'un article du *Courrier Européen*, affirmant que « la question tchèque n'existe pas, et que les Allemands de Bohême et de Moravie luttent, non pour la suprématie, mais pour leur existence nationale ».

Lorsqu'on a quelque peu suivi les articles de l'*Européen* d'abord, puis ceux du *Courrier Européen* qui a entraîné en se formant toute la rédaction anti-slave de l'*Européen*, on ne s'étonne pas de lire les lignes précédentes.

Le *Courrier Européen* est l'organe attitré de M. Witte, de celui que le peuple russe appelle

« l'ennemi de la Russie » et par conséquent des Slaves. Cet organe donne le mot d'ordre à tous ceux qui ont pour but de désagréger la Russie, de l'acheminer vers la révolution sociale et de réaliser dans l'Empire des tsars la « Société marxiste ». Il n'y a pas une idée du *Courrier Européen* qui ne soit au fond inspirée par les intérêts allemands.

Mes lecteurs connaissent la question tchèque, l'esprit des légitimes revendications de la nation bohême, l'admirable lutte de principes qu'elle soutient, lutte dominée par un sentiment de justice et par un respect du droit tels, qu'il faudrait douter de Dieu même pour ne pas croire qu'elle sera un jour triomphante.

Laissons donc le journal conduit par M. Ular, inspiré par M. Witte, continuer sa vilaine besogne, scandaleusement germanisante, et soyons de cœur avec ceux qui défendent la langue, l'intelligence, l'art, le sol, tout enfin de ce qui constitue leur race.

Le nombre des vexations que les Tchèques subissent, de par l'influence allemande, à Vienne et qui va de la mesquinerie tracassière aux défis nationaux, ne peut se compter. On se demande comment les Tchèques, en les subissant journellement, ne perdent pas leur beau sang-froid.

C'est qu'ils ont plus que tous autres l'amour de la plus noble des causes et que leur union dans la lutte suprême est si absolue qu'elle leur apporte un réconfort journalier.



Tandis que les Tchèques grandissent dans la lutte anti-germanique, les socialistes qui nous dirigent et dont la « bande » ne nous domine qu'à la faveur d'une sorte de léthargie publique, cette bande enfourche les « dadas » allemands qu'elle monte par servilisme à l'allemande.

C'est à renverser toutes nos idées reçues, à considérer avec stupeur la trahison nationale systématique et cynique que nous passons notre temps. Quoi, la faction Jaurès et son chef ne cessent de donner de la voix contre notre armée tout entière, d'aboyer contre chaque officier pénétré du devoir national, tandis que le chef des socialistes allemands, Bebel, renchérit sur les projets d'un ministre de la guerre prussien, sur l'utilité des grandes manœuvres d'armée, trouvant qu'on n'en fait jamais assez pour l'instruction d'une armée nationale ! Et nous voyons

ce ministre de la guerre berlinois, à qui les paroles de M. Bebel s'adressent, déclarer avec gratitude à M. Bebel qu'il n'aurait pu dire mieux lui-même.

Et c'est ce même « Bebel », socialiste à tous crins, qui vient faire des conférences antimilitaristes en France ! C'est le même qui, du haut de la tribune du Reichstag, protège l'armée allemande, la veut de plus en plus instruite. C'est à se demander si on devient fou, si jamais l'insolence « de l'étranger » a atteint ce degré, si la trahison s'est jamais étalée à ce point, si le défi porté à la plus simple réflexion du bon sens a pu en aucun temps se mesurer à cette aune !

M. Jaurès est à la fois meneur de la majorité française et « homme de Coblentz » ; ces deux états ne se sont, qu'on sache, jamais exercés à la fois.

Le « bourgeois familial », chef franc-maçon et socialiste collectiviste, qui sourit matin et soir conjugalement et paternellement aux « croyances » de sa femme et de sa fille et qui interdit aux mères et aux enfants du peuple tout ce qui n'est pas éducation laïque, est bien le même qui admire en Allemagne ce qu'il condamne en France ! Jusqu'à ses sentiments antirusses sont copiés sur les sentiments de la populace

germanique qui, au dernier carnaval, a scandaleusement ridiculisé les vaincus, huant ce qui avait figure russe et acclamant ce qui avait figure japonaise.

En cas de guerre avec l'Allemagne, M. Jaurès, pour être logique, devra au premier coup de fusil prendre son billet pour Coblentz !

Juliette ADAM.

ERRATA DE LA DERNIÈRE LIVRAISON

Page 303, avant-dernière ligne du premier paragraphe :

Nos lecteurs ont certainement lu : la honte plane sur toute une *arme* au lieu de sur toute une armée.

6517. — Lib.-Imp. réunies. MOTTEROZ, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

Parole française à l'Étranger

Marseille, 31 mars 1905.

Malgré toutes les réserves de mes meilleurs amis russes sur l'abandon de Liao-Yang et de Tié-Ling, j'avais fait un grand effort dans le dernier numéro de la *Parole* pour *couvrir la retraite* du général Kouropatkine. J'avais expliqué que ses convictions, ses plans, indiquaient qu'il était le seul qu'on n'eût pas dû choisir pour courir sus aux Japonais. Sa tactique d'attirer l'ennemi loin de ses bases de ravitaillement correspondait à un parti pris de ne pas engager les hostilités, d'user l'ardeur nipponaise, de n'être ni victorieux, ni défait. C'était de la guerre stratégique et diplomatique pour ainsi dire, avec son plan, son but et que seul l'avenir eût pu juger à ses résultats. Puisque Kouropatkine venait de prouver par ses propres défaites que sa tactique première devait être la bonne, il fallait le laisser dans son *tort d'avoir eu raison*. La faute d'avoir choisi l'auteur du plan de Kharbine pour des marches en avant, lui qui ne concevait la guerre

mandchourienne qu'avec des marches en arrière, devenait aveuglante.

Un homme était donc indiqué qui n'avait cessé de concevoir la guerre mandchourienne à l'inverse de Kouropatkine, c'était le général Liniéwitch.

Liniéwitch! que Kouropatkine, à peine arrivé en Mandchourie, avait envoyé à Wladivostok, loin de toute possibilité d'aller de l'avant, Liniéwitch! qui, dans le dernier désastre, a ramené la première armée intacte, sans débandade, clairons en tête.

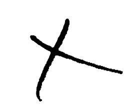
Cette première armée, galvanisée par Liniéwitch, confiante en son chef par les preuves qu'il lui a données de sa vaillance et de sa science militaire, de sa prévoyance, cette première armée qui eût donné le ton à tous les autres corps, à qui la livre-t-on? Au vaincu, à celui qu'elle accuse de n'avoir pas su obtenir de toutes les armées, de tous les généraux sous ses ordres ce que Liniéwitch à pu faire!

On nous répond : Kouropatkine a montré sa belle âme en acceptant de servir en sous-ordre! La belle âme d'un général vaincu est la chose de laquelle doit le moins se soucier un peuple qui conserve la volonté de forcer la victoire à favoriser ses armes. Si j'étais russe, et je voudrais l'être à cette heure tragique où nos alliés subissent tant d'épreuves, au lieu de faire de la sentimentalité, je préférerais envoyer se battre le général Grippenberg et sa soi-disant vilaine

âme, parce que celui-là au moins ne voulait pas lâcher prise. La guerre est la guerre, il n'y faut mêler ni politique avec ses hésitations, ses combinaisons, ses balancements d'influence (qu'on accuse Kouropatkine d'y avoir mêlés), ni prudence excessive en face d'un ennemi qui risque tout!

Kouropatkine ne pouvait être ni une force, ni un entrainement pour les soldats de Liniéwitch, et, dans le cas où sa belle âme ne serait pas la plus belle entre toutes, il peut devenir pour le général en chef un tiraillement, une faiblesse, voire un danger.

Lorsqu'il s'agit de sauver la Patrie, de sacrifier des milliers de ses enfants, que pèse le poids d'une personnalité militaire ou civile? Les actes d'un général qui permettent la suspicion doivent provoquer la décision. La fortune se détourne de ceux qui tâtonnent et se laisse arrêter par les énergiques.



Plus la guerre mandchourienne dure, plus il est prouvé que le courage de l'armée russe n'a cessé d'atteindre les limites extrêmes de l'héroïsme.

Est-ce qu'aucune armée au monde a jamais pu citer des exemples plus sublimes de sacrifice à la patrie que ceux-ci :

« Le colonel Lèche s'est ouvert un passage à travers les forces ennemies, avec son régiment qui a perdu tous ses hommes, sauf 150 soldats (sur 3,000) et trois officiers. Le régiment a sauvé son drapeau et sa batterie ». Le nom de ce régi-

ment est celui du 1er régiment des tirailleurs de Sibérie.

« Le régiment de Yourieff de la 25e division, a perdu tous ses hommes, sauf 619 soldats et deux officiers ».

Comment désespérer d'un peuple qui écrit son histoire avec de telles pages? « Il y a encore de la poudre dans les poudrières, il y a encore du sang dans les veines des cosaques », disait le vieux Taras Boulha. Liniéwitch n'est-il pas fait pour rappeler ce mot superbe de l'ancien guerrier?



Il circule à Pétersbourg une lettre dont je reçois la copie, lettre qui dénonce M. Witte et qui doit naturellement trouver place dans cette petite *Parole*, laquelle ne se lasse pas, ne se lassera jamais d'accuser « l'ennemi de la Russie ». Voici la lettre écrite à la machine et qu'on répand à Pétersbourg :

« Ce n'est que le matin du 18 février (3 mars) que le peuple de Pétersbourg lut dans le *Moniteur du Gouvernement* le Manifeste Impérial annonçant la volonté du souverain d'affermir la puissance autocratique liée indissolublement à l'Eglise orthodoxe et à la terre russe, et ce n'est que le soir de ce même jour que fut publié le Rescrit Impérial transmis par le ministre de l'Intérieur et concernant l'institution

d'une conférence particulière, dans le but de délibérer sur les moyens qui peuvent servir à la réalisation d'un travail commun du gouvernement et des forces publiques mûres pour ce travail.

« Bien entendu, les projets du souverain, jusqu'au jour de la publication du « Manifeste » et du « Rescrit » étaient restés absolument secrets pour les sujets les plus fidèles de l'Empereur.

« Comment les traits généraux de ces projets ont-ils pu être publiés dans la plupart des journaux de Londres le 14-27 février, c'est-à-dire quatre jours avant de paraître dans le *Journal officiel* russe?

« On s'interroge, on se demande comment la presse anglaise, si hostile à la Russie, a pu être à ce point renseignée sur les secrets d'État?

« Une réponse à cette question se trouve dans les mots suivants, par lesquels les journaux anglais accompagnent la nouvelle : « Reuter's correspondent at Saint-Pétersbourg » : « learms froms trust-worthy source ».

« Depuis le commencement de la guerre les journaux anglais n'ont cessé, en parlant de la Russie, de mentionner une « certaine source digne de foi », toujours la même, qui, selon le caractère et l'importance des nouvelles communiquées, se transforme en une « source des plus dignes de foi », en « l'autorité digne de foi », en « l'autorité indiscutable » tantôt d'un haut personnage occupant ou ayant occupé un poste important dans le gouvernement russe », tantôt

d'un « organisateur actif du mouvement révolutionnaire », tantôt de M. Witte lui-même ou de son « ami intime », le prince Andronikoff, « renseigné sur les secrets d'État à la condition de ne pas les communiquer à la presse, » mais qui se hâte de faire le contraire.

« Ces renseignements fournis avec tant de bienveillance à la presse de l'Angleterre, et par conséquent à sa diplomatie, tiennent le gouvernement de Londres au courant des difficultés présentes du gouvernement russe, de celles qui peuvent survenir, des troubles qui se préparent et, à l'occasion, de tout un programme d'une révolution russe et de son but : « Renverser le trône des Romanoff! »

« Le haut personnage si obligeant n'oublie jamais de faire allusion à ses sympathies pour l'Angleterre, ajoutant qu'il est prêt à faire la paix avec le Japon, afin, sans aucun doute, d'être utile et agréable à la loyale Albion. Que cette paix soit honteuse ou non, ce n'est pas pour le personnage peu mystérieux de tant de révélations ce qui lui importe.

« La « source digne de foi » assure l'Angleterre de son dévouement à la cause des Juifs, à celle des révolutionnaires qu'il ne peut « malheureusement pas défendre, n'étant plus au pouvoir ».

« Les Anglais reconnaissants et les Juifs font ce qu'ils peuvent pour ramener au pouvoir M. Witte qui aspire à devenir un Cromwell, les

Anglais dans l'espoir de voir le démembrement du colosse russe, les Juifs parce qu'ils comptent, sous la protection des idées « humanitaires » et sous le prétexte de la liberté des cultes, soumettre le peuple russe à la tribu d'Israël.

« Déjà, dans le *Daily Chronicle* du 26 janvier, M. Arnold White prédit que, après le détrônement de la dynastie des Romanoff, le remplacement se ferait dans toutes les fonctions d'État des employés russes trop conservateurs par des « Juifs alertes et intelligents ».

« M. Arnold White s'inquiète des dangers d'un tel avenir; mais ses compatriotes, « pour hâter ces heureux événements, font des quêtes en faveur des révolutionnaires russes.

« Les Juifs de toutes les professions, ouvriers, industriels, journalistes, étudiants, pharmaciens, médecins, avocats, tous subissant la direction des Juifs étrangers, sont les provocateurs et les organisateurs des grèves, se mettent à la tête des grévistes, des émeutiers, décident des assassinats politiques. En Pologne et même au Caucase ce sont eux qui ouvertement poussent à la révolte.

« Lorsqu'à Théodosie des manifestants juifs ont outragé le monument d'Alexandre III et que les Russes exaspérés ont cogné un peu rudement, la presse anglaise a versé des larmes de crocodile sur « les victimes du fanatisme russe ».

« Lorsque l'ex-prêtre Gapon, d'origine juive, publie dans l'organe de M. Jaurès, *l'Humanité*, une lettre menaçante pour le Tsar et une pro-

clamation aux ouvriers les appelant aux actes de violence et aux assassinats, n'est-il pas pour le moins étrange que M. Witte choisisse ce moment pour se présenter comme avocat de l'élargissement des droits civils accordés au peuple juif opprimé?

« La presse anglaise soutenue par la presse juive et judaïsée du monde entier s'acharne à mettre en relief les mérites extraordinaires de M. Witte, à dénigrer tous ses collègues et à démontrer la nullité absolue des hommes d'État russes, parmi lesquels il n'y a que M. Witte qui soit de taille à résoudre les problèmes imposés par la situation actuelle.

« M. Witte « est le terre-neuve qui doit sauver la Russie ». M. Witte, « le seul homme fort (strongmen) ». M. Witte est sans cesse à la veille de devenir tantôt premier ministre, tantôt Chancelier, tantôt « le véritable chef du gouvernement russe », tantôt « l'organisateur clandestin de la révolution russe », tantôt le « despote bienveillant », tantôt le « Président élu », tantôt le « Dictateur » C'est à ces multiples titres qu'il ne cesse de figurer dans les colonnes des journaux anglais. « Il aspire à un rapprochement avec l'Angleterre ». « Il promet d'évacuer la Mandchourie et les côtes du Pacifique, d'accorder l'égalité politique et la suprématie économique aux Juifs ».

« Et, en attendant, comme acompte sur les promesses données, il livre aux interviewistes

anglais les secrets d'État qui lui sont confiés. Aussi la presse anglaise se montre-t-elle indignée à propos des rumeurs défavorables à M. Witte qui surgissent de temps à autre. Les journaux de Londres sont tout aussi sincères dans cette indignation que celle de M. Witte à propos des affirmations, hélas! trop fondées, que ce sont les provocateurs juifs et l'or anglais qui ont organisé les émeutes en Russie.

« Tout ce qui vient d'être mentionné prouve avec évidence que M. Witte est en solidarité complète avec les ennemis intérieurs et extérieurs de la dynastie, de l'État et du peuple russe, qu'il est le chef secret du mouvement revolutionnaire en Russie, le provocateur criminel, agissant de concert avec l'étranger contre l'État russe, qu'il est traître à sa patrie!

« Ce que les journaux anglais écrivent sur M. Witte et sur ses communications n'est peut-être pas suffisant pour qu'un tribunal prononce la condamnation de M. Witte. Mais ces données sont assez précises pour indiquer la voie dans laquelle un juge d'instruction peut chercher des preuves réelles et établir une accusation archi-fondée.

« Si le Gouvernement impérial, pour des raisons quelconques, juge le moment peu favorable pour entamer immédiatement des poursuites contre le Président du comité des ministres; il nous parait tout à fait inconcevable que le poste qu'il occupe avec des responsabilités graves

continue à être occupé par un homme aussi mystérieux, dont les projets suspects ne sont d'accord ni avec les vues de la dynastie impériale, ni avec les intérêts du peuple russe. Il nous semble donc moins compréhensible encore qu'un agitateur dangereux, qui ne se gêne pas pour livrer les secrets d'État aux ennemis de la Russie, soit admis aux conférences intimes présidées par l'Empereur en personne ».

Il n'y a dans cette lettre rien de neuf pour mes lecteurs, mais le curieux est qu'elle exprime si nettement et si complètement ce que les défenseurs du Gouvernement impérial n'ont admis que peu à peu. Ils ne s'étonneront pas que leur clairvoyance, un peu guidée par la mienne et par celle de mes rares amis russes instruits des faits, ait été plus grande que celle des plus intéressés. Ceux qu'on trompe et qui ont la personne du trompeur entre eux et la lumière sont en général les derniers à voir la vérité.

Le comble est ce qu'on vient de découvrir, l'envoi d'un agent de M. Witte au vicomte Hayashi au mois d'août dernier. M. Witte traite des affaires de l'Empire comme s'il en était déjà le maitre. Et qui envoie-t-il pour entrer en pourparlers, pour ménager une entrevue à propos de la paix avec le vicomte Hayashi ? Certain Raczkowsky, ancien chef de la police à Paris, et chassé du service pour de vilaines histoires.

Ce Raczkowsky me rappelle l'article du 1er juil-

let de la *Quarterly Review*, la campagne de l'*Européen* de M. Ular, articles dans lesquels le Tsar était injurié autant qu'on peut l'être, et M Witte exalté dans la même proportion. Or les documents de la *Quarterly Review* avaient été fournis par M. Raczkowsky!

Mes affirmations contre les projets de M. Witte que j'accusais de trahir la Russie en livrant la Mandchourie à l'Allemagne et à l'Angleterre, trouvent aujourd'hui leur pleine justification.

La dépêche du 21 mars dans le *Courrier Européen* prouve qu'à présent M. Witte ajoute décidément à toutes ses qualités celle d'être effrontément plagiaire; il cherche à s'attribuer les propositions de paix, et cela *textuellement*, que M. de Cyon avait proposées en novembre, de même qu'en janvier M. Witte cherchait à s'appuyer sur les projets de réformes du même M. de Cyon.

Mais tous ces trucs cousus de fil blanc ne trompent plus guère que ceux qui ont intérêt à l'être.

En revanche, l'héroïsme russe ne fait que croître. Plus la paix intérieure, plus la paix extérieure multiplient et juxtaposent leurs dangers, plus la Russie se hausse à la hauteur de la lutte. Je le répète, un peuple qui a des soldats et des officiers comme les soldats et les officiers russes ne peut ni se désagréger, ni mourir. Puisse-t-elle voir surgir des rangs de son héroïque armée un grand général! Il ne lui manque rien autre.

Il faut lire la traduction mot à mot des journaux russes pour apprendre quelle a été la résistance de Liniéwitch pendant dix jours à l'aile droite de l'armée russe que Kuroki n'a d'ailleurs pas réussi à entourer. Le *Nouveau Temps* raconte avec quelle rage les soldats, après de longues protestations en pleine victoire, se sont soumis aux ordres de la retraite. Et quelle admirable retraite que celle de Liniéwitch !

Elle indique ce qu'il eût pu faire dans l'attaque, ce qu'il pourrait encore s'il n'était peut-être pas trop tard, et si Kouropatkine avec sa malechance, sa crainte des risques, et, qui sait, son âme peut-être moins belle qu'on ne la suppose en face des résolutions et de la fortune d'un autre, ne faisait pas courir à Liniéwitch le risque d'être paralysé.

C'est encore la fille de l'amiral Newelskoy, me remerciant de ce que j'ai dit d'elle et de son père, qui m'écrit et dont la lettre me prouve une fois de plus que j'ai cent fois raison de ne pas désespérer de la Russie :

« Puisse l'âme de mon père, me dit Véra Vend, descendre sur ce sol imbibé, inondé de sang russe, pour insuffler aux hommes qui tiennent en mains notre destinée la géniale valeur qui permit à l'amiral Newelskoy d'accomplir seul son œuvre gigantesque. L'idée que cette œuvre même pourrait être en danger brise le cœur de ses fils et petits-fils.

« La Russie entourée d'ennemis, ses entrailles déchirées, faisant tête à la moitié de l'univers, sortira de ses épreuves grandie et assagie, car si le marteau brise le verre, il trempe l'acier. Douter de son peuple, douter de son âme, douter de l'avenir, voilà qui serait la grande défaite, l'unique ; or nous n'en sommes pas là !

« Je me permettrai de prendre devant vous la défense de l'amiral Wiren, ajoute Véra Vend. On vous a induite en erreur, car Wiren, promu contre-amiral seulement « après » le 11 août, de néfaste et désespérante mémoire, « ne pouvait rien faire », n'étant encore que capitaine de vaisseau. Il a commandé le *Bayan* qui a fait des prodiges de valeur, il a été au feu tout le temps. L'avis de Klado est que Wiren était le seul capable de grandes choses là-bas ; mais il était impuissant, étant trop jeune en grade et mis de côté. S'il y avait eu la moindre possibilité pour lui d'obtenir un commandement important, il aurait donné sa mesure. C'est un brave et un intègre et un intelligent, et il a préféré se laisser emmener prisonnier avec ses hommes qui l'idolâtrent plutôt que de donner sa parole de ne pas combattre le Japon pendant cette guerre.

« Quant à nos officiers de marine et à nos matelots, il faut lire les récits, simples des premiers, naïfs des seconds, pour comprendre que la défaillance de leurs amiraux ne peut les atteindre ni ternir leur gloire, gloire toute de courage surhumain et de surhumaine abnégation.

S'ils avaient eu Doubassoff, Tchouknine, s'ils n'avaient pas vu périr Mackaroff, la joie de la victoire les aurait touchés... Elle était si proche, elle était en mains ! mais l'implacable Destin l'arrachait au dernier moment.

« Si dans cette affreuse guerre il y a pour deux tiers d'imprévoyance et d'insuffisance, non pas en valeur mais en préparation, il y a aussi un tiers de malheur. N'oublions pas que nulle armée au monde n'a eu à combattre dans d'aussi terribles circonstances, trahie à chaque instant par une population qu'elle enrichissait et qu'elle protégeait des brigands et contre un ennemi méprisant toute loi internationale, se moquant de la neutralité, enrôlant des armées de Chinois. Je voudrais voir l'armée anglaise à notre place, elle qui a dû mettre 200,000 hommes en ligne contre 30,000 Boers et n'a obtenu sa victoire qu'en massacrant des nourrissons. »

De plus en plus l'abandon de Tié-Ling apparait comme une faute. C'était la plus forte position de la Mandchourie, choisie par Kouropatkine lui-même pour servir de point d'appui à la bataille décisive. Des légions de Chinois avaient travaillé à construire des défenses formidables dans la passe de Tié-Ling. Et c'est à Moukden, dont aucune position n'offrait de chances de succès, que Kouropatkine engage la bataille! Bien plus, il abandonne Tié-Ling sans avoir préparé sa retraite sur Kharbine, sans s'être fait précéder d'appro-

visionnements, sans avoir cherché à retenir les Japonais autour d'une position dont il n'avait pas épuisé les ressources.

Kouropatkine n'a cessé d'être hypnotisé par Kharbine, cela se comprenait au départ ; mais Tié-Ling avec les travaux faits, le voisinage de riches provinces dans lesquelles l'approvisionnement était facile, la possibilité, une fois la retraite commencée, d'un mouvement tournant de l'armée japonaise devaient arrêter Kouropatkine à Tié-Ling et le faire tirer profit de la défense de Liniéwitch.

Ces opinions prédominent dans les cercles militaires russes.

Si le compte rendu, publié par le général Sakharof, ministre de la guerre, des forces envoyées en Mandchourie était exact, si Kouropatkine avait réellement reçu 750,000 hommes et un chiffre correspondant d'officiers, de canons et de chevaux, il serait coupable de n'avoir pas autrement résisté ; mais on croit les chiffres du général Sakharof exagérés par inimitié contre Kouropatkine, et l'on annonce le remplacement probable du ministre de la guerre par une personnalité de valeur qu'aurait désignée le général Dragomiroff, et qui serait le général Soukhomlinof.

Les bruits de paix reviennent périodiquement sans trouver la Russie découragée ni prête à l'humiliation.

Les Russes disent qu'après une catastrophe qui pourrait, à un autre peuple, sembler définitive, rien ne les empêchera de surseoir à la



guerre pour prendre le temps de refaire d'autres armées, sans pour cela être forcés de conclure la paix au prix où le Japon projette de la mettre, rien que pour l'indemnité argent : 15 milliards !

La Russie ne se sent pas à ce point vaincue pour consentir à signer sa ruine en même temps que sa honte. Sauf M. Witte, et l'on sait pour quels résultats ! on ne peut dire qu'il y ait un parti de la paix en Russie. Il y a le parti des réformes, le parti de la Révolution, mais le grand Empereur du Nord a gardé ce qu'on appelle de « l'estomac », et, qu'un peu de chance lui vienne, elle retrouvera, pour notre plus grand bien et celui de l'Europe, sa grande attitude dans un rang qu'elle n'a pas perdu.

On sait aujourd'hui, après enquête, que l'argent qui a servi à fomenter les troubles en Russie est de l'argent venu de l'étranger. On a pu remonter à la source des provenances de cet argent, connaître le nom des banques qui l'ont envoyé et le chiffre des sommes expédiées.

Qui avait intérêt à envoyer ces sommes ? Concluez.

On introduit par ballots en Pologne des circulaires signées des membres du Parlement anglais, invitant les Polonais à la révolte armée contre la Russie. Seule la « Société sociale démocratique », composée de Juifs, a accueilli cet encouragement au massacre ; les sociétés polonaises composées de Slaves orthodoxes y répondent par le cri : « A bas les infâmes agitateurs étrangers ! »



Le Tsar a eu une inspiration heureuse en faisant rouvrir les écoles où les enfants polonais pourront apprendre leur langue.

Ces écoles étaient fermées depuis vingt ans.

Au même moment, la Commission de la « colonisation intérieure », mot qui signifie : lutte à mort contre tout ce qui n'est pas germain dans les provinces polonaises, remettait au Landtag prussien son rapport et constatait que l'extirpation slave devenait de plus en plus facile.

Or, tout le contraire a lieu ; les Polonais, unis dans un sentiment d'amour pour leur race, pour leur langue, pour leurs sentiments slaves, pour leurs idées, opposent une force de résistance inentamable à la colonisation prussienne.

La Prusse avait, il y a vingt ans, voté un crédit de 200 millions pour acheter des terres polonaises et y installer des colons prussiens. Les Polonais pauvres vendirent ; mais les riches, les banques polonaises fournirent de l'argent et offrirent pour les terres un prix double de celui auquel la Commission avait acheté. Le pangermanisme des colons céda devant l'intérêt et les Polonais rachetèrent tout ce qu'ils purent racheter. La Commission de la « colonisation intérieure » mit des surenchères et les Prussiens vendirent de plus belle. On obligea alors les Polonais à demander une autorisation pour acheter des biens dans leur

propre pays, autorisation qui, d'ailleurs, leur fut presque toujours invariablement refusée.

Si les Polonais ne regagnent pas de terrain, — l'expression fait image, — ils n'en perdent plus, car tous considèrent comme un crime de lèse-patriotisme de vendre de la terre. Les Polonais ont beaucoup d'enfants, M. de Bülow n'a-t-il pas dit un jour qu'ils se reproduisaient « comme des lapins ». Ils font à leur tour de la « colonisation intérieure » dans les autres provinces allemandes et partout ils réussissent en s'aidant les uns les autres.

A propos du budget de la Chancellerie impériale, un Polonais, M. Erzanowski, a publiquement vengé ses compatriotes de toutes les oppressions qu'ils subissent pour leur langue, pour leurs terres, pour tout ce qui leur tient au cœur et à l'esprit.

M. de Bülow lui a répondu avec une sérénité, ou une inconscience parfaite, au choix, qu'il souhaitait que toutes les minorités allemandes dans les autres pays soient traitées avec l'impartialité dont on fait preuve au Parlement allemand. « Je souhaite, a répété le chancelier d'Empire, que les minorités allemandes soient soutenues comme les Polonais le sont chez nous! ».

Le hasard a-t-il fait qu'un Tchèque assistât à cette séance? Il eût pu se lever et répondre : « Vos colonies allemandes à l'extérieur ne sont pas opprimées parce qu'elles oppriment. Elles n'ont conscience que de leur droit, souci que de

leur justice, respect que de leurs sentiments, bienveillance que pour leur haine, exigence que pour leurs libertés. Est-ce qu'on n'en a pas mille exemples journaliers en Bohême, est-ce que la majorité slave n'y est pas persécutée heure par heure, jour par jour, par la minorité allemande?

Dernièrement, est-ce qu'une campagne violente des étudiants de Hanovre, les mêmes qui avaient félicité les étudiants d'Innsbrück de la campagne dirigée contre l'administration impériale, n'a pas été triomphante? Quoi, on voulait empêcher la jeunesse universitaire, l'âme du germanisme, l'esprit de l'esprit allemand, l'expression vivante et complète, ardente et superbe de l'avenir de la race, on voulait l'empêcher de cogner sur les étudiants des autres races et de maintenir par la poigne, en même temps que par la « culture supérieure », sa suprématie sur les étudiants latins ou slaves? Allons donc! Les étudiants de Berlin, ceux de Charlottembourg et d'ailleurs, ont pris parti pour leurs camarades de Hanovre et l'administration impériale a capitulé!

Puisque nous parlons de l'oppression allemande pour les races qui ne sont pas germaines, parlons un peu des tristesses, des craintes qui nous viennent de l'Alsace-Lorraine et des questions affirmées ou controversées qui ont occupé notre presse ces derniers jours. Il nous faut pour cela remonter un peu le cours du temps.

Dès le lendemain de l'annexion, quelques ambitieux essayèrent de créer un mouvement en

faveur de l'*autonomie* de l'Alsace. Cette tentative, très timide d'ailleurs, n'eut pas de suite; elle avait été faite par deux ou trois hommes politiques désireux de pêcher en eau trouble, de tirer profit et de la France et de l'Allemagne. Le sentiment populaire fut nettement hostile à cette combinaison.

Mais, depuis, bien des choses ont changé, et de nouveau un mouvement en faveur de l'autonomie se dessine. Après 1870 l'Alsace-Lorraine restait pleine d'espoir, les yeux fixés sur la France; elle supportait avec impatience la domination allemande. Les admirables élections de 1887 furent l'expression d'une protestation *unanime* et d'un sentiment sublime de fidélité à la France. Mais après ces élections, l'Allemagne imposa à l'Alsace-Lorraine des mesures vexatoires telles, que les plus braves, quoique ne se résignant pas, prirent le parti de se taire et de se recueillir.

De cette méditation de l'Alsace-Lorraine sous le régime de la dictature, sortit pour elle le désir de vivre. On se replia sur soi-même et le patriotisme local s'exalta. Cette évolution se fit encore dans le sens des sympathies françaises. La presse, les écrivains, les touristes français s'occupèrent de cet état nouveau pour le commenter, l'amplifier et surtout le diriger.

Au moment où il eût fallu ranimer, concentrer tout ce qu'il y a d'ardeur dans la question d'Alsace-Lorraine, on a essayé de créer deux catégories d'Alsaciens-Lorrains : ceux qui sont

partis et ceux qui sont restés, alors qu'il faudrait comprendre les uns et les autres dans un même intérêt.

Pourquoi soulever une question que personne ne pose? Je ne veux pas condamner ceux qui sont dans la triste nécessité de porter l'uniforme allemand, mais au moins qu'ils s'y soumettent « avec regret » et que, sous aucun prétexte, ils ne soient « officiers de réserve », et surtout qu'on ne vienne pas faire en France l'apologie de l'Alsacien-Lorrain portant l'uniforme allemand aux dépens de l'humble paysan alsacien-lorrain qui sert la France, et dans l'armée active et dans la légion!

Mon ami M. Maurice Barrés pense-t-il que, si les Alsaciens-Lorrains n'étaient pas partis, il n'y aurait pas d'Allemands en Alsace-Lorraine? La Commission de la colonisation intérieure n'eût pas manqué d'en envoyer. La situation serait exactement la même. Quant à l'immigration, les Allemands seraient venus s'y installer en masse. Comment en douter quand on sait qu'à Paris il en est venu, depuis 1870, au delà de cent mille.

Si tous les Alsaciens-Lorrains étaient restés, il est certain que, grâce à l'attitude de la France, les Alsaciens-Lorrains se seraient désintéressés depuis longtemps des destinées françaises. Mais ceux qui sont partis, « les parents de France », n'auraient pas maintenu là-bas, comme ils le font, les relations et les sympathies françaises.

Je connais en Alsace une famille ainsi com-



posée : le fils a épousé une Alsacienne et habite le pays; une fille a épousé un Alsacien et habite le pays; une seconde fille a épousé un officier français et habite la France. Cette famille est absolument française par les liens avec la France créés par ceux qui sont partis.

Un nouveau projet dont s'occupent beaucoup la presse alsacienne-lorraine et, à sa suite, quelques journalistes français, ferait entrer la question dans une phase nouvelle.

On sait que tous les États allemands confédérés ont voix délibérative au Bundesrath (Conseil fédéral). Une proposition a été soumise à la Délégation d'Alsace-Lorraine et votée par elle pour demander au Reischtag que l'Alsace-Lorraine soit assimilée aux autres États allemands, qu'elle forme un État comme la Saxe, le Würtemberg ou la Bavière, et ait voix délibérative au Conseil fédéral.

Cette proposition a été faite par M. Goetz, un Alsacien, dont les sentiments allemands ont été hautement affirmés par lui-même. Elle est accueillie avec indulgence et presque avec faveur par M. de Kœller et le Gouvernement allemand.

Je demande aux journalistes français qui approuvent cette proposition, quel est le souverain qu'ils espèrent voir à la tête de ce nouvel État?

S'il y avait sur cette question une consultation populaire, je crois fermement qu'elle lui serait contraire, comme le projet de faire fusionner la

représentation catholique de l'Alsace-Lorraine avec le Centre allemand a été désapprouvé par le peuple alsacien-lorrain.

M. Carlos Fischer, dans son article intitulé : « Un Alsacien héroïque », publié par l'*Écho de Paris*, a donné la note juste de l'état d'esprit dans lequel l'Alsace-Lorraine est vis-à-vis de la France, et celui dans lequel, nous, Français, nous devons être vis-à-vis de l'Alsace-Lorraine. Il a compris ce que nos cœurs français, invariablement fidèles, allaient éprouver à la première angoisse que la motion votée par la Délégation nous apportait.

L'Alsace-Lorraine devenant l'une des « augustes Confédérées », ce ne serait plus la séparation qui laisse l'espoir du rapprochement, mais la rupture, ce serait l'arrachement, et l'Alsace-Lorraine elle-même repoussant nos vœux, ce serait une part de notre race essayant de se fondre vers le germanisme, ce que le Tyrol latin refuse de faire, ce que les Tchèques combattent avec toute la passion de la lutte « pour l'existence ! »

Cette proposition de M. Goetz cache-t-elle une mise en demeure de la France par l'Allemagne de répudier toute espérance sur l'Alsace-Lorraine? Le précédent de lâcheté française en Égypte est encourageant. Et est-ce en vue de cela que la Prusse mobilise à notre frontière de façon si inquiétante?



Guillaume II doit être content. Il a sensationné deux mondes : l'Europe et l'Afrique. Il a mis au second plan la guerre russo-japonaise, et Tanger, par lui, a dominé Moukden. Son jeu n'a cessé d'être, depuis la guerre russo-japonaise, de nous compromettre dans les bras de l'Angleterre, ennemie de la Russie, et en même temps de se rapprocher du Tsar.

L'émotion que l'Empereur allemand a provoquée par sa croisière a été grande et, cette fois, sera durable, parce qu'elle a mis en relief tout ce que contient de traîtrise contre la France cette malheureuse question du Maroc. Nos ennemis nous ont placés en face du Maroc dans une situation identique à celle dans laquelle ils avaient placé la Russie en Mandchourie. C'est le même jeu auquel la diplomatie française comme la diplomatie russe s'est laissée stupidement prendre. L'imagination du Foreign Office et celle de la Wilhemstrasse ne se mettent pas en frais. On pousse à la « pénétration pacifique » un peuple auquel on a infiltré, dosé comme avec un narcotique l'idée que cette pénétration sera facile et « qu'en tous cas, la résistance des populations visées sera nulle, et celle de leurs soutiens, quantité négligeable ».

Les Russes se souviendront longtemps de leur opinion méprisante sur les « singes jaunes »,

et nous apprendrons peut-être, hélas! avant peu ce que valent les « petits paquets » des tribus marocaines.

L'Angleterre, jalouse des facultés commerciales du Japon, de sa pénétration vertigineuse en Chine, des visées de la Russie aux Indes, s'est appliquée à jeter les uns sur les autres, dans une lutte gigantesque, les Japonais et les Russes.

Défaite et victoire lui sont également profitables, affaiblissant ses rivaux, les détournant du véritable sens de leurs seuls intérêts : la lutte contre Albion en Asie.

L'Allemagne, paisiblement, a laissé faire, ayant aussi bien que l'Angleterre tout à gagner de l'affaiblissement du Japon et de la Russie.

Au Maroc, l'Angleterre, irritée des résistances d'un peuple qui refuse de se laisser conduire par un Mac-Lear, hier agent italien à Tunis, aujourd'hui agent de l'Angleterre à Fez, attire la France au Maroc pour lui faire défricher le terrain et récolter elle-même ensuite les fruits hâtifs obtenus par une culture intensive de la France, comme elle a récolté les fruits de notre culture séculaire en Égypte.

L'Allemagne, toujours secrètement approbatrice de ce que fait l'Angleterre, l'aide dans toutes ses diversions, sachant qu'elle en tirera largement profit, comme elle l'a fait au Transwaal, comme elle le fait en Orient, en Extrême-Orient, comme elle l'a fait hier en Égypte.

Et Guillaume II continuant sa tactique au Maroc, se hâte de poser ses jalons. Édouard VII et Guillaume rient sous cape de la bêtise russe, de la bêtise japonaise, de la bêtise française, de la bêtise marocaine. Les marrons cuisent dans la cendre et l'Angleterre et l'Allemagne savent, par avance, à la fois, qui les tirera du feu et qui les mangera.

Au Maroc, Guillaume II joue sur le velours. Il inscrit son droit de partage à la fois vis-à-vis des Marocains, vis-à-vis de l'Angleterre, vis-à-vis de l'Espagne, vis-à-vis de la France. Il trompera le sultan du Maroc et ses sujets, comme il trompe le Kalife à Constantinople, en leur faisant croire (tandis qu'il ne songe qu'à y mordre) qu'il défendra au besoin leur intégrité. Il jette davantage la France dans les bras étouffants de la pieuvre britannique en se postant de temps à autre comme le rival commercial d'Albion. Il met aux mains de l'Angleterre un argument puissant, à l'heure du partage des bénéfices, pour enlever à la France la plus grosse part.

L'Angleterre a tout d'abord pour gain dans l'affaire marocaine d'avoir excité la France contre l'Allemagne, quand c'est contre elle, la perfide alliée, la néfaste influence, que la France eut dû se dresser. De plus, elle obtient, grâce au concours allemand, ce qu'elle a cherché : la haine des Marocains contre la France.

La *Gazette de Silésie* était, il y a quelque temps, curieuse à lire. Elle n'avait que des éloges

enthousiastes pour M. Rouvier « qui a su gouverner sans s'appuyer sur le centre, c'est-à-dire sur les cléricaux ». Et la *Gazette de Silésie*, faisant la biographie de celui qu'elle admirait en France, à cette heure-là, ajoutait « que le mariage de M. Rouvier avec Claude Vignon lui avait autrefois donné tous les succès d'un salon littéraire, artistique et politique, à tel point que « Mme Adam, l'Égérie politique de l'époque, en creva de jalousie ».



En Hongrie, la situation est restée longtemps stationnaire. Le vieil Empereur s'entêtait et l'opinion hongroise surexcitée s'éloignait de plus en plus d'une solution amiable. Dans tous les conflits politiques il y a toujours un moment où, à l'aide de concessions mutuelles, tout peut s'arranger ; mais sitôt qu'au lieu d'aller l'un vers l'autre les deux adversaires s'écartent, les chemins d'idées qu'ils prennent les éloignent dans la grande proportion de la plus petite marche en sens contraire.

François-Joseph persistait à refuser la langue hongroise comme langue de commandement dans les corps de troupes magyars, répétant qu'il ne consentirait pas à désorganiser, à désunifier l'armée commune.

L'opposition avait décidé de rompre toute négociation avec la couronne. Un conflit consti-

tutionnel était alors inévitable au cas où l'Empereur-roi eût essayé de former un ministère; c'eût été alors le renouvellement plus violent encore des scènes de la fin de la législature hongroise et, à bref délai, la guerre civile, le détachement de la Hongrie, le morcellement de l'Autriche, chaque nationalité non allemande ne subissant le joug de la langue allemande, de la politique de l'Empire à l'allemande que comme un supplice cruellement imposé; mais alors quel risque les nationalités séparées eussent-elles couru vis-à-vis du germanisme et sans aide possible de la Russie pour les Slaves ?

Les dernières nouvelles annoncent que l'Empereur à cédé, inquiet des manifestations projetées des irrédentistes italiens en faveur des Hongrois séparatistes. La sympathie est grande entre l'Italie et les Hongrois dont les exilés ont combattu pour l'unité.

*

L'Italie a fait cette semaine une de ces politiques dont elle seule, à force de « combinazioni », peut se tirer : 1° M. Fortis a échoué dans la formation d'un ministère parce que M. Tittoni refusait d'y entrer; 2° M. Tittoni a replâtré le ministère, ministère Giolitti sans M. Giolitti. M. Fortis l'a alors aidé à obtenir de la Chambre un vote qu'il n'eût pu obtenir seul, ce que

voyant, M. Tittoni a donné sa démission, et 3° M. Fortis a formé un ministère dans lequel cette fois M. Tittoni est entré.

C'est donc la politique de M. Giolitti qui continue, sauf M. Giolitti.

L'ordre du jour voté en faveur du ministère Tittoni et destiné à le renverser apporte cependant quelque clarté dans la politique intérieure italienne. Cet ordre du jour affirme « que le Gouvernement doit persévérer dans la direction politique et libérale qui a constitué le programme des dernières élections générales et qui a eu aussi la sanction de la majorité ».

Les préparatifs militaires de l'Autriche sont faits pour inquiéter tous les Italiens patriotes. A la frontière commune des travaux considérables ont été entrepris, deux corps d'armées renforcés et mis sur le pied de guerre; les garnisons de Trieste, de Gorisia sont doublées, d'autres créées; à Trente, à Klagenfurt de nouvelles batteries ont été mises en place; on a envoyé les meilleurs bataillons de chasseurs et les meilleurs pionniers de l'Empire pour ajouter aux 3e et 4e corps déjà plus qu'au complet. Sur la côte dalmate, les forts sont armés, les stations de torpilleurs accrues en nombre injustifié, les dépôts de charbon sont considérables. L'Empereur, qui n'a jamais assisté aux manœuvres du Tyrol, passera en revue cette année les corps qui y prennent part. Il établira son quartier général sur les hauteurs qui dominent la vallée du Nocé.

Enfin il est impossible de se méprendre aux intentions de l'Autriche et à ses projets de guerre, pas plus que nous n'avons à nous méprendre sur la portée des préparatifs faits par l'Allemagne à la frontière d'Alsace-Lorraine.

L'Italie confiante dans le Triplice a complètement négligé d'armer sa frontière. Elle n'y a pas de troupes, pas de fortifications. Pour la mettre en état, il faut plusieurs années. L'opinion est fort émue d'un bout à l'autre du pays, et l'on répète que l'Autriche n'a pas cessé d'armer « depuis la conclusion de la Triple Alliance ».

La situation artificielle créée par la Triplice apparaît également aux Autrichiens et aux Italiens comme recélant des occasions de conflit que la Cour de La Haye serait impuissante à régler. Trente et Trieste tiennent au cœur des irrédentistes, et l'Albanie convoitée par l'Autriche ne lui serait pas aisément laissée.

Mais avec M. Tittoni, avec le jeune Roi, il y a une politique étrangère en Italie qui s'éclaire et regarde.



Malgré l'habileté de M. Balfour et sa faculté précieusement cultivée de se dérober à la mise en demeure d'avoir une opinion précise sur le protectionnisme, de temps à autre, soit l'opposition, soit M. Chamberlain, reviennent sur la

question fatidique et posent à nouveau leur dilemme : « Si vous n'êtes pas pour la loi fiscale, êtes-vous contre ? »

M. Chamberlain s'irrite. Il donne une preuve de cette irritation en patronnant une candidature protectionniste à Greenwich contre la candidature de lord Hugh Cecil, fils cadet de lord Salisbury, parent de M. Balfour, l'un des conservateurs les plus influents, les plus éloquents, mais libre-échangiste !

« — En vain, essaie-t-on d'escamoter la question fiscale, répète M. Chamberlain, elle plane sur l'ensemble de nos résolutions.

« — Point du tout, déclare M. Balfour, les conservateurs unionnistes, qu'ils soient libre-échangistes ou protectionnistes, restent conservateurs, et pourvu qu'ils votent pour moi...

« — Je ferai voter contre eux par leurs électeurs, réplique M. Chamberlain, et il faudra voir alors si vous vous alignez en faveur de mes plus violents contradicteurs ou contre eux. Je vous oblige ainsi à prendre enfin parti. J'entends que le problème douanier soit au premier plan de la politique nationale et que vous cessiez de le renvoyer aux calendes grecques. »

L'un des articles de M. Arnold White, dans le *Daily Chronicle*, fait beaucoup de bruit. Il sonne la cloche d'alarme. Loin de se réjouir de la victoire de Moukden, comme ses compatriotes, il dit haut que, pour lui, cette victoire est le prélude de la mainmise des Japonais sur l'Empire

chinois, administrativement, militairement et commercialement.

M. Arnold White ambitionne, lui aussi, le rôle de Cassandre. Je le plains, car je connais toutes les amertumes d'un tel rôle.



A voir ce qui se passe en Macédoine et à quel point leurs frères grecs sont à la fois les victimes des soldats turcs et des bandes bulgares, à force de craindre que quelque événement imprévu les replace sous la domination ottomane, les Crétois, las d'attendre une solution, perdent patience et se révoltent.

Les puissances implacables refusent d'année en année de les rendre à la Grèce, de les arracher enfin à la tyrannie séculaire dont leur mère, la Grèce, est elle-même délivrée.

Les Crétois ont prouvé, par les progrès énormes qu'ils ont réalisés, qu'ils sont mûrs pour être détachés de l'arbre ottoman. Qu'on se rappelle le memorandum du prince Georges, ou plutôt de ses supplications : « La Crète me charge d'implorer, de sa part, les grandes Puissances de ne plus retarder l'union de l'île avec la mère-patrie ». Hélas! chaque année, après huit ans, le prince répète les mêmes prières et subit les mêmes refus.

Juliette ADAM.

6506. — Lib.-Imp. réunies, Motteroz, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

Parole française à l'Étranger

Abbaye de Gif, 17 avril 1905.

Peut-on espérer qu'en quelques jours le général Lénévitch saura ou pourra remonter le courant qui entraîne l'armée russe, de recul en recul, à la retraite ou à la défaite définitives? Dans un pays ennemi de nationalité et de race trouvera-t-il le moyen à la fois de se garer des espions et de se renseigner sur les projets de l'ennemi?

Plus on va, plus on s'aperçoit que Lénévitch avait raison, au début des hostilités, de vouloir se jeter, avec la quarantaine de mille hommes qu'il possédait, sur les Japonais débarquant ou en formation. Cette guerre, dans laquelle les généraux nippons déployaient tant d'audace, appelait l'audace. Vouloir être en possession de toutes ses ressources de combat avant que de frapper des coups répétés et successifs, c'était permettre

aux Japonais dans la même proportion, dans une plus grande même, étant donnée la proximité de leurs bases de ravitaillements, d'augmenter leurs forces.

Lénévitch inquiétait à ce point Kouropatkine par ses conseils de hardiesse, de coups de tête, qu'il fut éloigné d'une zone que lui seul connaissait et envoyé à Vladivostock.

Si en 1870, au début de la guerre, nous avions attaqué les Allemands avec nos forces concentrées, nous en avions raison, car ils n'étaient pas encore renseignés sur les contingents dont nous disposions et, en guerre, quand on a fait un trou dans l'armée ennemie, le trou reste au matériel et au figuré.

« Il faut tirer parti dès la première heure de ce dont on dispose, étonner l'ennemi si on ne peut le surprendre, foncer pour enfoncer, me disait le général Nino Bixio, l'un des chefs héroïques des « Mille » de Garibaldi. Plus une armée est forte, plus elle procède méthodiquement pour se concentrer. Dans ce cas elle est lente, et c'est le moment de se ruer sur le premier noyau qu'on trouve. »

Au début des hostilités la Russie possédait dans le général Lénévitch l'homme providentiel, et Kouropatkine l'a écarté. Où il eût fallu un casse-cou, un stratégiste, un administrateur, un homme prudent, ne voulant rien laisser au hasard,

a tout perdu. Le casse-cou n'eût certes pu vaincre au début, mais il aurait entraîné ses hommes, tenu l'ennemi en haleine, utilisé ses forces à mesure de leur arrivée; il ne les eût point énervés dans l'attente d'une attaque d'ensemble dont les Japonais ont fixé eux-mêmes l'heure et le jour, il aurait eu, on n'en peut douter, des succès d'escarmouches qui mènent à d'autres.

Combien ne donnerait-on pas pour savoir ce qui se passe en l'esprit et au cœur de Lénévitch? On savait ce que pensait Kouropatkine : c'était tout d'abord à son départ de Russie, la conviction de la défaite par l'attaque, le sentiment de l'impuissance à l'arrivée en Mandchourie, puis le découragement, le fatalisme, l'idée fixe que l'on ne pouvait rien faire de mieux que de tirer le meilleur parti du pire.

Lénévitch n'est pas un vaincu. Emporté par le flot de la défaite, il a surnagé. Les Japonais ne l'ont pas vu fuir. Il s'est retiré du combat.

A-t-il en l'esprit des ressources pour la lutte qui diminuent les chances du vainqueur, a-t-il au cœur la vaillance du chef qui fait surgir l'espoir dans le cœur du soldat désespéré, a-t-il en l'âme la foi qui électrise une armée et soulève des montagnes?

J'en fais le vœu ardent, passionné, ému pour la Russie et par elle pour nous, car sa grandeur est notre grandeur, sa faiblesse notre faiblesse.



La flotte de l'amiral Rojdestvensky marche au combat. Chaque jour la rapproche de la flotte japonaise, où qu'elle soit.

L'amiral Rojdestvensky est-il un Kouropatkine ou un Lénévitch? A-t-il persuadé à ses soldats, à ses officiers, que le sort de la patrie russe est entre leurs mains, que chacun d'eux porte sa fortune ou sa ruine? Entre la mer et le ciel, l'exaltation du sacrifice a-t-elle fait de cette flotte des défenseurs invincibles de leur pays, des sauveurs?

Si nous n'avions pas abandonné les Pescadores, ces Pescadores dont la perte a tué l'amiral Courbet, mort, a-t-on dit à cette époque, d'une « Pescadorique », si un amiral dont je ne veux pas rappeler le nom n'avait pas déclaré au ministre de la marine que les Pescadores « n'avaient pour nous aucune utilité », nous pourrions aujourd'hui être de quelque secours à nos amis russes, et plus tard à nous-mêmes, si nous sommes attaqués dans nos colonies indo-chinoises.

Avec des bases d'opération, de ravitaillement, comme celles qu'ont les Japonais, à Formose, aux Pescadores, leur situation est de toute façon supérieure à celle des Russes.

L'amiral Rojdestvensky et sa flotte sont la suprême espérance de la Russie pour vaincre activement le Japon ; je dis activement, car, alors même qu'il ne resterait à notre alliée que les débris d'une armée passive, qui, de proche en proche, abandonnerait la Mandchourie et se replierait sur la Sibérie, rien ne serait encore perdu.

Dans ce cas il y aurait un vainqueur mandchou, mais pas une Russie vaincue, et l'on se demande comment le Japon pourrait imposer la fameuse indemnité de guerre dont on répète sans cesse le chiffre augmentant et exorbitant.

La presse anglaise, depuis que la flotte de l'amiral Rojdestvensky est entrée dans sa période d'action, a rouvert sa campagne d'excitation et se tient à l'affût d'un prétexte pour recommencer la campagne de Hull. En revanche, ou l'on se tait, ou l'on approuve à Londres l'odieux espionnage des navires anglais pour le compte des Japonais. On renseigne les victorieux alliés sur toutes choses, projets ou mouvements qu'on soupçonne, et jusque sur la mentalité des équipages russes, résolus à vaincre ou à se faire sauter.

La flotte de l'amiral Rojdestvensky n'est pas ce qu'était la flotte de Port-Arthur, pour ainsi dire abandonnée, avec des équipages sans cohésion, convaincus qu'ils n'avaient pas en face d'eux un ennemi à leur taille.

Il y a deux mois que, jour par jour, la nouvelle flotte russe se prépare à marcher contre un ennemi dont elle connait le courage et la valeur, qu'elle sait dirigée par des chefs habiles, prudents, résolus à attirer les Russes là où ils se seront préparés à les combattre et certains de les vaincre.



L'angoisse vous étreint lorsqu'on aime la Russie comme toute Française patriote doit l'aimer, la fièvre vous prend lorsqu'on voit à quelles complications, à quelles difficultés extérieures et intérieures notre alliée et amie semble vouée. Tout la frappe à coups répétés à la fois : la guerre, la Révolution politique et sociale, la révolte agraire.

Une même inspiration, une même direction conduisent tout cela visiblement. Un seul chef ordonne en même temps la lenteur énervante des réformes, le détrempement par les idées de pacifisme, la révolte agraire.

La commission Bouliguine, chargée par le rescrit de l'Empereur du 3 mars dernier d'étudier les moyens d'apaiser et de satisfaire l'esprit public avide de réformes, a trouvé moyen de conclure avant de se former qu'elle soumettrait au conseil des ministres, — lisez M. Witte, son pré-

sident, — les « principes primordiaux » qui doivent régler la convocation de l'assemblée représentative. Alors la lenteur va s'alimenter de toute la somme de malfaisance que M. Witte tient en réserve pour que les choses traînent en longueur le plus longtemps possible, afin que s'amassent les griefs, les irritations, la conviction que l'Empereur n'a jamais été sincère en admettant les réformes.

Comment la fameuse « Intelligence » russe pourrait-elle ne pas signaler aux tièdes qui refusent de la suivre dans ses folies cette chose stupéfiante, extraordinaire, « que la commission Bouliguine a remis aux mains de la bureaucratie le soin de supprimer les abus de la bureaucratie » !

Le tac au tac de M. Witte est constant. Chaque fois que l'Empereur fait quelque chose, aussitôt, à l'instant même, il crée ou soulève une impossibilité ou une possibilité en sens contraire.

Au moment où la commission Bouliguine semble frappée d'impuissance et ne paraît pouvoir réunir qu'aux calendes grecques, c'est-à-dire à peu près en mai ou en juin 1906, une représentation nationale à l'abri de l'autocratie, à ce même moment et comme si les scènes étaient réglées par un chef donnant le signal à deux orchestres, le parti constitutionnaliste démocrate russe publie le texte officiel de son projet de Constitution. Les articles,

au nombre de quatre-vingts, en doivent être aussi clairs et aussi précis que les trente-deux publiés dans le *Courrier Européen*.

C'est le Gouvernement constitutionnel et représentatif dans son intégrité. De l'article 1er découle tout le reste.

« Le pouvoir suprême de l'Empire russe est exercé par l'Empereur, avec le concours de l'Assemblée nationale, composée d'une Chambre des représentants et d'un grand Conseil des zemstvos. »

C'est la Révolution française, l'abolition du droit divin — de l'autocratie — avec adjonction immédiate du suffrage universel.

Pauvre Russie ! puisse-t-elle n'avoir pas à faire en même temps l'apprentissage du Parlementarisme et du suffrage universel ; ce serait vraiment trop à la fois.

Faire de tant de causes de troubles une condition de tranquillité, c'est vraiment d'une perfidie qui dépasse toute prévision.

Les troubles agraires sont déchainés avec une méthode qui révèle un organisateur vraiment aussi génial que démoniaque.

Le *Courrier Européen* nous apprend à quel point l'organisation de ce trouble est « intelligente ».

« Les révoltes éclatent toujours à une grande distance des chemins de fer. Dans les départe-

ments de Kharkoff et de Poltava elles se sont répandues sur une bande de territoire large de 300 kilomètres, entre les lignes; les cosaques envoyés sont partout arrivés six jours après le pillage.

« Ensuite trois villages se joignent toujours pour la révolte. A minuit, à un point intermédiaire, le signal est donné par l'incendie d'une meule de foin. Alors des trois villages arrivent les révoltés en voiture, de façon que toute famille doit envoyer au moins un représentant. Le partage des biens accaparés se fait par famille, de façon à ce que chacun sans exception obtient sa part. Il n'y a dès lors plus « d'innocents » dans les villages, et le gouvernement est désarmé, ne pouvant pas poursuivre des populations entières. »

On le voit, les ennemis intérieurs de la Russie ont perfectionné toutes leurs armes pour qu'aucune des traditions du grand Empire ne puisse survivre aux combats furieux qu'on leur livre. On veut que les actes du Tsar libérateur eux-mêmes perdent toute leur valeur aux yeux des paysans, qu'ils ne gardent aucune gratitude de la part qu'on leur a donnée le jour où on leur persuade qu'ils ont le droit de tout prendre.

La Patrie russe est en danger comme aucune patrie ne l'a jamais été. Il faut que tous ceux qui la servent n'hésitent, ni dans leur dévoue-

ment, ni dans leurs sacrifices, qu'ils soient implacables pour les agents de l'étranger et les traitres.

Le vent de la Révolution a passé sur la Russie, balayant les abus qu'il sera désormais impossible de rétablir. Que cela suffise et qu'on ne songe qu'à la guerre extérieure, qu'aux dangers de l'anarchie qui amènerait le dépècement de l'Empire, le livrerait à nos ennemis d'Europe et d'Asie, nous affaiblirait de tout ce qui affaiblirait nos tant éprouvés alliés.

L'anarchie, il faut la poursuivre implacablement, non jusque dans ses repaires, comme voulait la poursuivre Gambetta, mais dans les hauteurs où elle s'étale impudemment.



Au moment où j'écris ces dernières lignes, je reçois de l'un de mes prophétiques correspondants russes la lettre suivante :

« Tous les coups d'épingles et les accusations directes n'empêchent pas Witte de continuer sa funeste besogne. Il est bien réellement le maître de la situation. Lui seul sait ce qu'il veut. Quant à ses adversaires, s'ils ne parviennent pas à le faire expulser du ministère et à le faire traduire devant un tribunal, ils ne viendront pas à bout

de lui. Son dernier coup est vraiment, il faut le confesser, un coup de maître. C'est Lucifer porte-incendie que cet homme.

« Après avoir jeté dans l'anarchie révolutionnaire la soi-disant « Intelligence » du pays, les ouvriers et les paysans, après avoir trouvé des complices jusque dans les rangs les plus élevés de l'armée et de la marine, le voilà qui vient de conquérir à la révolte le haut clergé russe, — les métropolites non exceptés !

« De but en blanc, il a présenté dans le comité des ministres un mémoire sur la nécessité d'une réforme radicale de l'Église russe, d'abolir l'état de choses qui existait avant les réformes de Pierre-le-Grand, qui avait aboli le Patriarchat et les conciles des évêques qui dirigeaient les affaires de l'Église. Ces réformes, Witte les déclare, tout comme les Rakolniks russes, comme étant en opposition complète avec les droits canoniques de l'Église orthodoxe. En somme, il réclame une sorte de séparation de l'Église et de l'État par le rétablissement du Patriarchat et du concile des évêques, par contre, l'abolition du Saint-Synode, dont les membres sont désignés par le gouvernement, du Procureur du Saint-Synode, vrai ministre des cultes, et aussi de la position du Tsar comme chef de l'Église !...

« Vous pensez bien que Pobiedonostzeff s'est

ému de cette intervention de Witte, tout à fait en dehors des usages et même contraire aux fonctions de président du conseil des ministres, position toute administrative. Pobiedonostzeff a obtenu du Tsar l'interdiction par le conseil des ministres de discuter le mémoire de Witte. En même temps, il a commis l'énorme faute de renvoyer ce mémoire devant le Saint-Synode. Or ici, à sa stupéfaction, le projet de réforme de Witte a été approuvé immédiatement; on a adressé à l'Empereur une décision réclamant la convocation d'un concile des évêques pour la nomination d'un Patriarche, en désignant le Métropolite de Pétersbourg Antoine, etc.

« Le plus étourdissant de l'affaire est que Pobiedonostzeff a dû lui-même transmettre cette décision au Tsar. La presse révolutionnaire s'est emparée de cette affaire et glorifie Witte pour son projet de séparation de l'Église et de l'État.

« Le côté grave de la question est qu'il est évident qu'Antoine approuve ouvertement ce projet et que le clergé s'est lancé tête baissée dans le mouvement. Voilà le vent révolutionnaire qui souffle encore, dans cette caste, la seule qui pouvait être considérée comme restée fidèle à l'Empereur.

« Les prétendus conservateurs, qui sont stupides comme toujours, ne trouvent d'autre remède

à la situation que de lancer la lie de la population des villes et des campagnes contre les propriétaires et les bourgeois et de prêcher la Jacquerie!! Tous me paraissent fous à lier.

« Si au moins Rojdestvensky remportait une belle victoire! Avez-vous connaissance de l'incident Klado-Zilloti? Ce dernier, également capitaine et attaché à l'amiral Avellane, a publié des extraits d'une lettre officielle de Rojdestvensky où il blâme très sévèrement la campagne de presse que Klado a menée soi-disant en son nom et qui ne pouvait profiter qu'aux Japonais. (Vous rappelez-vous que je vous avais écrit à propos de ce que j'appelais les divulgations, pour moi de véritables trahisons?) Là-dessus Klado publia une lettre blessante pour Zilloti. Ce dernier le provoqua en duel dans des conditions très graves, et, en fin de compte, Klado a dû publier dans tous les journaux une lettre de plates excuses à Zilloti, déclarant qu'il s'était trompé... Anarchie partout, hélas du haut en bas! »



Pauvre, pauvre chère Russie! Elle est toute seule pour faire face à tous ses ennemis. Au Japon, à la Chine, à l'Angleterre, à l'Allemagne, à la Turquie, elle ne trouve d'aide ou de secours

qu'hypocrites et masquant à peine les traîtrises. Et ce qui se prépare contre elle est pire encore que ce que nous voyons. Partout le cercle qui l'enserre se rétrécit.

Un fait entre cent. La *Gazette de Francfort*, dans un article qui a pour titre : « Le voyage en Europe du prince Arisugawa », nous dévoile l'une des multiples intrigues qui se nouent pour faire échec à la Russie.

« Le prince et la princesse Arisugawa, nous dit la *Gazette de Cologne*, se sont embarqués le 2 avril pour l'Europe à bord du *Prince Heinrich*. A leur départ assistaient les membres de la famille impériale, les anciens, et les membres du corps diplomatique.

« Ainsi que nous le télégraphie l'agence Reuter de Tokio, les journaux japonais consacrent à ce voyage des articles dans lesquels ils expriment l'espoir qu'il contribuera à fortifier les relations cordiales entre le Japon et le monde occidental. Le *Kokumin* dit que « l'Empereur d'Allemagne, avec son extraordinaire perspicacité, saura apprécier le motif de cette visite ».

« Le *Nischi Nischi Schim brun* déclare que c'est une visite d'une importance remarquable ».

Le *Djidji Schimpo* écrit que le ressentiment vis-à-vis de l'Allemagne est aujourd'hui dissipé, et il compte sur « l'action commune et ininterrompue des deux Puissances ».

Enfin *Nippon* déclare que « désormais on considère l'Allemagne avec la confiance qu'inspire la force et que l'ancien disciple de l'Allemagne est devenu à présent son ami ».

Qu'on lise, non entre les lignes, c'est inutile, car elles sont assez claires, et l'on jugera du machiavélisme allemand menant de front « sa sollicitude » pour la Russie et son intimité avec le Japon.



Le voyage subit de Guillaume II à Tanger, ce qu'on a cru un coup de tête, était une machination longuement préparée par M. de Bismarck en personne.

De même que le Chancelier de fer, prévoyant comme la politique allemande l'a toujours prévu : le péril jaune, le réveil asiatique, et nous envoyait au Tonkin, nous conseillant, nous assistant n'ayant qu'un but; disperser nos forces, de même que M. de Bismarck nous conseillait de prendre Tunis, y favorisant notre convoitise tandis qu'il irritait l'Italie contre nous et posait par là les bases de la Triplice, de même le prévoyant Chancelier nous poussait au Maroc, favorisait au congrès de Madrid notre politique au point de provoquer la « reconnaissance » de M. de Freycinet, espérant par là nous brouiller avec l'Espagne,

nous placer de façon ou d'autre sous les griffes de l'Angleterre, et peu à peu se faufiler à Fez, tandis qu'Albion et nous, nous disputerions le morceau.

Croire à la bonne foi de l'Angleterre et à la bonne volonté de l'Allemagne est, pour la diplomatie française, le comble de l'ineptie.

L'Allemagne aujourd'hui triomphe diplomatiquement au Maroc, en ce que le Maghzen se tourne vers elle pour échapper aux griffes de l'Angleterre cachées sous la main de velours de la « pénétration pacifique » de la France; elle triomphe économiquement parce que le Maroc tout entier voudra favoriser, au point de vue commercial, la nation puissante qui ne cherche pas à lui imposer une protection sous une forme quelconque et qui affirme le respect absolu de son indépendance.

Guillaume triomphe à la fois de l'Angleterre et de la France, comme troisième larron, en leur enlevant une part de bénéfices convoités et en créant entre elles des motifs d'irritation, la France ayant livré le râtelier bondé de l'Egypte pour un râtelier marocain qui menace d'être vide.

Et puis le Kaiser a en mains l'instrument avec lequel il peut faire surgir des difficultés le jour où il lui plaira. On se rappelle que M. de Bismarck, après la dépêche de M. de Grammont

réclamant de Guillaume Ier l'engagement de ne pas admettre à l'avenir une candidature Hohenzollern, s'écria : « Je tiens ma guerre ! »

Guillaume II peut à son tour exiger de la France qu'elle s'engage à ne jamais prendre au Maroc une situation plus favorisée que celle de l'Allemagne. Et l'Empereur germain se répète certainement à cette heure la parole de Bismarck : « Je tiens ma guerre ! »

Dans le cas où l'Allemagne nous attaquerait tandis que la Russie est impuissante à faire une diversion à sa frontière, Guillaume II saurait bien immobiliser l'Espagne, et favoriser le parti libéral sur le point de revenir au pouvoir et « désintéresser » l'Angleterre.

Dans le discours du Kaiser prononcé à Tanger un mot contient toutes les menaces de la politique marocaine allemande à l'avenir : « Le Maroc libre ».

Mouley Abd el Aziz, le lendemain de la visite de Guillaume, s'est senti délivré de tout servage comme par miracle ; sa conduite lui était tracée par un protecteur qui n'imposait pas sa protection. Dans le « Maroc libre », Guillaume proclamait en outre le « souverain indépendant » et les Puissances vis-à-vis de son Empire « sur le pied d'une égalité absolue ».

Quant au projectile, qui visait directement la France au bras droit déjà étendu sur le Maroc,

qui brisait le geste de la « pénétration pacifique » et le remplaçait par le geste de l'Allemagne, le dit projectile était une sorte de balle dum-dum qui éclatait dans la blessure sous la forme d'un conseil au Sultan du Maroc : « d'être très prudent dans ses réformes ».

Que devient, après une telle phrase, l'argument déclaré si puissant jusque-là vis-à-vis du Maghzen de « l'urgence des réformes ! »

Combien de fois répéterai-je encore après l'avoir déjà tant répété? Dire que c'est pour entrer dans l'inconnu fatalement guerrier du Maroc que nous avons abandonné notre admirable « pénétration pacifique » de l'Egypte, où quatorze mille colons français luttaient avec tous les dons de leur intelligence, dans les lettres, dans la science, dans le commerce, contre la pénétration militaire anglaise !

Là est le crime national commis et qui restera impardonnable.

Après la visite de Guillaume II à Tanger et l'appoint colossal qu'elle donne aux résistances du Sultan et du Maghzen, la France est dans une situation qui ne lui réserve que des dangers à courir, de l'impuissance à prouver.

L'Empereur allemand a démontré, par sa fulgurante présence au Maroc, à tout Français susceptible ou non de réflexion, ce que nous, les prévoyants, nous avions affirmé, « que la France

a livré aux Anglais » son influence en Egypte, ses droits à Terre-Neuve avant que l'Angleterre lui ait assuré au Maroc une influence et livré un droit ; cela c'est clair pour tous.

Tandis qu'Edouard VII va à Messine « s'entendre » avec son neveu, nous en sommes aux explications, disons aux excuses avec l'ambassadeur d'Allemagne, au même moment la presse de Londres fait tout ce qu'elle peut pour nous exciter contre le Kaiser, « protecteur du Sultan du Maroc comme il l'est du Sultan de Constantinople ».

Notre situation au Maroc était autrement bonne vis-à-vis du Maroc, vis-à-vis de l'Espagne, vis-à-vis de l'Angleterre, vis-à-vis de l'Allemagne, en Egypte et à Terre-Neuve, avant l'accord franco-anglais. Et il en sera toujours ce qu'il en a été séculairement pour tous chaque fois qu'une nation est entrée en accord avec Albion !

De plus, l'homme qui a, par l'accord franco-anglais, rendu possible l'éventualité d'une guerre au Maroc, d'une guerre avec l'Allemagne, fait partie du gouvernement de M. Jaurès, anti-militariste, anti-naval, internationaliste, pacifiste, que sais-je ?

Ou M. Delcassé partage les idées de M. Jaurès, et il ne devait à aucun prix entrer en contradiction avec son maître et songer à une conquête

quelle qu'elle fût, même pacifique, ou il voit en quel abîme de faiblesse nationale nous jette le même M. Jaurès, et c'est un crime, je le répète, d'avoir ouvert en ce moment une question pleine de menaces d'intervention militaire, de guerre...

L'exemple du Tsar et de la pénétration pacifique en Mandchourie aboutissant à l'affreuse guerre actuelle n'était-il pas donné par la Providence pour éclairer M. Delcassé?

Et puis, entrer en accord diplomatique avec l'Angleterre pour assurer à l'Angleterre sa possession de l'Égypte en même temps que la guerre japonaise suscitée par Albion lui permettait d'établir son influence au Thibet et en Afghanistan contre la Russie, n'était-ce pas manquer de la fidélité la plus élémentaire vis-à-vis d'une alliée sur laquelle on s'était tant de fois appuyée?

L'épreuve méritée, cherchée, défiée, ne s'est pas fait attendre. L'Allemagne, mise en droit de prétendre qu'elle a été traitée en quantité négligeable, a traité elle-même à son profit la question du Maroc, et son ex-ministre à Tanger, le comte de Tattenbach, va partir pour Fez à la tête d'une mission pour conclure un traité de commerce particulier avec le Maroc.

Guillaume II nous considère à notre tour comme quantité négligeable et devient menaçant, tandis que l'Angleterre nous provoque

aux résistances. Les deux cas sont identiques et recèlent pour nous les mêmes dangers. Et la preuve que notre situation est inquiétante, que les deux issues sont aux mains de nos pires ennemis anglais et allemands, c'est que M. Chamberlain, qui nous a voué une haine tant de fois publiquement manifestée, se déclare satisfait de « l'entente cordiale ».

Dès les premières défaites de la Russie nous devions entrer en retraite diplomatique, ne songer qu'à nous armer pour notre défense, qu'à parer les coups dont nous menaçait l'avenir, ne rien tenter d'entreprendre qui pût devenir pour nous le prétexte d'une complication. M. Delcassé le pouvait. Même « son gouvernement » ne le poussait ni à l'abandon de l'Égypte, ni au Maroc, ni à une entente cordiale avec l'Angleterre. C'est donc lui, lui seul, qui est responsable de l'état de choses actuel, lui qui à toutes ses fautes a ajouté la plus coupable, la plus inepte en même temps, celle de ne pas se mettre en règle diplomatiquement avec l'Allemagne à propos de la convention anglo-française et franco-espagnole.



Le ministère anglais continue de paraître tour à tour solidifié et branlant. Ce qui le sert le

plus dans l'opinion, c'est l'idée qu'un ministère libéral présenterait peu de garantie d'union au moment où peut-être les affaires européennes et asiatiques exigeraient une entente parfaite entre les membres du gouvernement.

Les unionistes qui seuls épaulent le ministère Balfour ont bien souvent des lassitudes et ils sentent le pays se détacher de plus en plus, non des principes conservateurs libéraux, mais de la forme hésitante, contradictoire même, que M. Balfour leur donne. Ils sentent le pays à chaque élection se détacher du conservatisme libéral dans le but évident, toujours masqué, de donner une leçon au ministère.

La dernière élection, celle de Brighton où le candidat conservateur n'avait jamais cessé, presque de mémoire d'homme, de recueillir une majorité de 2,000 à 3,000 voix, a été à la stupéfaction générale un véritable désastre. M. Loder, choisi par M. Balfour, s'est vu en minorité de près de neuf cents voix. L'écart est formidable, et la leçon ne peut être incomprise par le parti unioniste et conservateur.

Ce qu'on demande à M. Balfour et dont il manque le plus, étant à la fois dédaigneux et éclectique, c'est de l'énergie. On le voudrait groupant ses troupes avant que la débandade commence. Son programme fort habile à la rentrée du Parlement avait rallié tous les hésitants, mais

le « lâché » de la politique de M. Balfour a bientôt ramené chez beaucoup les mêmes hésitations.

Cependant l'approche du renouvellement du traité anglo-japonais qui doit avoir lieu au commencement de l'an prochain et à propos duquel les libéraux font quelques réserves au cas où les Japonais grisés par leurs victoires auraient trop d'exigences, empêchera peut-être les unionistes de renverser le ministère conservateur plus désireux de maintenir une politique créée par lui.

Le fils de M. Chamberlain, M. Austen Chamberlin, a, pour la seconde fois, présenté son budget à la Chambre des communes. En déficit l'an dernier, il est aujourd'hui équilibré, mais c'est à force d'impôts maintenus, comme si l'Angleterre supportait encore les frais de la guerre. Le chancelier de l'Échiquier n'a pas essayé de rendre moins amère la pilule de l'impôt à outrance. Il a dit avec franchise : « Je conviens volontiers que je suis implacable, et qu'ayant à choisir entre le contribuable et la contribution, je sacrifie le premier à l'équilibre budgétaire; mais je me plais à espérer que la série commencée par le déficit, redressée par l'équilibre, en arrivera, à mesure que les dépenses de la guerre se solderont, à de sérieux dégrèvements ».



On dit vaguement que des agents anglais excitent les révolutionnaires crétois à résister à toute idée de conciliation. Et cependant l'intérêt suprême de la Crète est toujours, difficilement il faut l'admettre, d'attendre quelque événement imprévu qui la réunisse enfin à la mère patrie.

Il est facile de comprendre que les Crétois sont à bout de patience, et que la lutte politique, les désirs de réforme, l'instinct d'opposition prennent pour eux des proportions excessives, parce que l'heure de l'accomplissement de leur vœu semble s'éloigner au lieu de se rapprocher à mesure que le temps s'écoule!

Et pourtant, cette réunion de la Crète à la Grèce, la Grèce la désire autant que les Crétois, et le prince Georges autant que la Crète et que la Grèce.

Dans son dernier memorandum aux Puissances, le haut commissaire ne terminait-il pas par ces mots prophétiques : « Laissez les Crétois réaliser leur rêve national si vous ne voulez pas voir ce pays plongé de nouveau dans le désordre et les malheurs du passé ».

Peut-on croire que jamais les Crétois consentiront à subir à nouveau le joug turc? Le der-

nier d'entre eux se ferait plutôt exterminer. Il n'y a pas, en Crète, de questions de race. Tous les Crétois sont Grecs, et une fois réunis à la Grèce, gouvernés par le gouvernement national, la question crétoise sera à tout jamais résolue.

Les détachements internationaux vont-ils faire des victimes grecques en Crète? Est-ce possible? Peut-on admettre, je ne dis pas en Angleterre, la perfide Albion ayant toujours un intérêt aux troubles chez les autres, mais en France, en Italie, où l'on comprend mieux qu'ailleurs le désir de retrouver des frères séparés, peut-on admettre que des Français, des Italiens tueront des Grecs qui veulent être Grecs et seront tués pour empêcher une île grecque de redevenir grecque?

L'âme nationale grecque est vraiment trop cruellement éprouvée à cette heure. Tous les jours des Grecs succombent en Macédoine, subissent mille tortures de la main des chrétiens. La chose atroce est que, sous l'œil des Turcs, les chrétiens se massacrent entre eux.

Les correspondances et les journaux grecs nous donnent chaque semaine les noms des victimes de la cruauté des bandes bulgares. La liste en est toujours plus longue, et l'on se demande quand s'arrêtera le martyrologe. Les bandes gréco-macédoniennes qui se forment pour défendre la population grecque sont bien peu nom-

breuses, relativement aux bandes bulgares, et souvent, au lieu de protéger leurs frères de race, elles attirent les vengeances des bandes bulgares.

Comment demander aux Turcs de protéger des chrétiens qui s'assassinent entre eux? Ils préfèrent s'associer à leur besogne et tuer Bulgares et Grecs indifféremment.

Des forces turques s'amassent en Macédoine pour une guerre balkanique. Aura-t-elle lieu? Quelle modification une défaite ou une victoire turque apportera-t-elle au malheureux sort de la population grecque en Macédoine? Hélas! il semble qu'on ne puisse répondre par une espérance.

La Russie est broyée par la guerre. L'Allemagne, toujours défavorable aux chrétiens de Turquie, ne songe qu'à approuver le Sultan pour recevoir argent comptant le prix de son approbation. L'Angleterre se désintéresse des Grecs, et c'est même elle qui, vis-à-vis de la Crète, est le plus opposée à une solution; l'Autriche n'a d'autre but que d'étendre la main sur Salonique; la France, libre penseuse, s'inquiète fort peu des chrétiens d'Orient qu'elle abandonne.

La Chambre grecque a été ouverte le 27 mars sans qu'un mot ait été dit sur la malheureuse Macédoine, sur la douloureuse Crète dans le dis-

cours du roi. L'habileté dans les allusions eût été comprise, car elle est nécessaire en l'état où sont les forces militaires grecques, mais encore un mot de pitié pour l'une, un conseil de patience à l'autre eussent-ils été accueillis avec satisfaction par le peuple grec. On s'étonne que M. Delyannis, si passionnément patriote, n'ait pas trouvé le moyen de le dire.



En Italie le ministère Fortis, si difficile à constituer, semble avoir conquis haut la main une majorité d'une soixantaine de voix. Qui l'eût cru il y a quelques jours? L'hostilité contre le ministère était vibrante, les adversaires menaçant ceux qui le soutenaient, de virulents sont devenus calmes, on pourrait presque dire frais, tandis que ceux qui l'excommuniaient se sont calmés et disent qu'il faut attendre.

M. Fortis est habile, énergique; son premier discours a plu à la majorité du pays. Il a dit que l'Italie est pacifique, que la paix est désirée par son souverain et par son peuple, mais que l'Italie tout entière comprend qu'une puissance, pour rester maîtresse d'elle-même, doit se sentir forte et se préparer à « d'éventuels dangers de guerre ». Il a ajouté ces paroles importantes et qui laissent le champ libre aux interprétations,

que « l'histoire a démontré que c'est une grave faute pour les peuples de confier leur indépendance à la seule politique des alliances ».

Ces paroles, qui vont être appuyées par la demande d'un crédit immédiat de 70 millions, crédit renouvelable jusqu'à ce qu'il ait atteint la somme de 200 millions nécessaire à la défense de la frontière orientale, ces paroles, dis-je, prouvent que M. Fortis n'est pas, comme la plupart des politiciens radicaux, socialistes et francs-maçons, hypnotisé par la question intérieure.

M. Fortis dans sa déclaration ministérielle a été l'homme énergique qui ne recule ni devant les faits, ni devant les responsabilités : « Pour veiller aux intérêts nationaux, il nous faudra les plus larges crédits, a-t-il dit, le Parlement ne nous les refusera pas ».

Les socialistes italiens, imitant en cela les socialistes allemands, ont proclamé hautement la « nécessité de pourvoir à la défense nationale ». M. Fortis a pu dire alors d'une voix émue qui a provoqué les applaudissements de la Chambre entière, qu'il était heureux de voir le parti socialiste « égal aux autres partis dans son amour pour la Patrie ». Voilà qui vaut le mot du ministre de la guerre prussien, disant à M. Bebel, à propos de la nécessité de manœuvres fréquentes de l'armée : « Je n'aurais pu mieux dire moi-même ».

Et lorsqu'on voit l'acharnement des socialistes francs-maçons français contre l'armée, contre tout ce qui peut servir à la défense nationale, n'est-on pas autorisé à dire : « Ceux-là sont des traitres vendus à l'étranger, ou associés à la secte de nos pires ennemis intérieurs qui veut la dénationalisation de notre France pour la réduire à un esclavage honteux ».



En Autriche-Hongrie, les députés de race italienne ont obtenu de la Chambre que la question de l'Université italienne soit discutée après les vacances de Pâques. On se rappelle les événements d'Innsbrück et l'assaut que les étudiants allemands y ont donné à la salle des conférences des étudiants italiens. C'est toujours la même question : les Allemands, du Tyrol ou de Bohême, inférieurs en nombre aux Tchèques, aux Italiens, ont partout des Universités, mais ils ne tolèrent pas que les étudiants des autres races puissent en avoir.

Le gouvernement autrichien consentirait à créer une Université italienne dans la petite ville de Rovereto, mais les Italiens la veulent à Trieste. Le débat ne sera pas fait, après Pâques, pour resserrer les liens de la Triplice.

La bonne foi germaine est toujours semblable à elle-même partout où elle a l'occasion de s'affirmer.

Une preuve nouvelle en est donnée à propos de la Diète du royaume de Bohême.

« Tant que nous faisions de l'obstruction au Parlement de Vienne, nous dit la *Correspondance tchèque*, les Allemands répétaient qu'ils feraient de l'obstruction comme revanche à la Diète du royaume de Bohême; mais maintenant que l'obstruction tchèque a cessé à Vienne les Allemands voudraient faire payer l'abandon de leur obstruction à Prague par des concessions extraordinaires que les Tchèques refusent naturellement de leur accorder. Ce sont les Pangermanistes naturellement qui se montrent intraitables, et nous aurons encore l'occasion de revenir sur cette question qui soulèvera de grosses difficultés ».

La *Correspondance tchèque*, qui constate brièvement la lutte journalière si âpre, si aveuglément partiale du germanisme étranger contre la race nationale, est toujours intéressante à citer, inspirée qu'elle est par un patriotisme élevé et conscient de stricte justice.

La crise hongroise n'a pas fait un pas. François-Joseph est une fois encore venu à Budapest pour causer à nouveau avec les membres influents des partis d'opposition, pour recher-

cher des combinaisons d'entente ; la question est restée insoluble.

La Hongrie veut à tout prix, sans admettre une concession, « une armée hongroise ayant pour langue de commandement la langue hongroise, elle veut des officiers hongrois, des emblèmes hongrois ». François-Joseph ne veut à aucun prix céder sur ce point. L'écart est et sera toujours le même. Le vieil Empereur se convainc que les Hongrois finiront par céder, les Hongrois font le même raisonnement pour l'Empereur.

En attendant, l'œuvre de Deak se détruit, se fausse, et la séparation de l'Autriche et de la Hongrie n'est plus qu'une question de temps.

Cette séparation serait faite dès maintenant n'était la crainte parfaitement légitime des Hongrois de perdre du jour au lendemain tous les avantages économiques puisés dans le dualisme.

François-Joseph s'était cru jusqu'à ce jour certain de trouver à Budapest un homme dévoué au service de la couronne de saint Étienne et toujours prêt à se dévouer comme conciliateur jusqu'à la victoire complète d'une conciliation. Cette fois tous lui ont glissé dans les mains.

François-Joseph alla jusqu'à recevoir François Kossuth, le fils de celui qui, en 1848, déclara déchu de son trône la maison parjure des Hapsbourgs.

Ce fut en vain. Toutes les humiliations du vieux souverain n'aboutirent qu'à la constatation qu'un accord était impossible. En attendant, c'est le comte Tisza, la bête noire de l'opposition, qui reste au ministère et gouverne, applaudissant à tous les échecs qui le maintiennent arbitrairement au pouvoir. Il se console en créant un « baron » par jour, en vue des élections futures et des gratitudes qu'il se ménage dans sa circonscription de Miscolez.

Nul en Hongrie ne s'étonne de la lenteur de la solution, car tout est en cause dans cette solution. Le compromis de 1867 d'abord. Le parti de l'Indépendance ne veut plus de l'armée commune ni par conséquent d'un ministère commun, mais seulement de l'union personnelle avec le Roi, c'est-à-dire le lien le plus faible, le plus ténu qui puisse la lier à l'Autriche.

Juliette ADAM.

6537. — Lib.-Imp. réunies. MOTTEROZ, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

6e Année. — N° 110. 7 Mai 1905.

Parole française à l'Étranger

Abbaye de Gif, 3 mai 1905.

On peut dire, malgré l'apparence excentrique de la phrase, que jusqu'ici la politique russe n'avait cessé d'osciller entre une mobilité affolante et une immobilité déconcertante. Chaque jour un facteur nouveau d'agitation surgissait, chaque jour démontrait l'impossibilité d'arracher à un milieu qui avait un intérêt capital à ne pas les faire, des réformes qui eussent donné satisfaction aux modérés parmi les réformistes.

En n'aboutissant à rien, on courait le risque de rejeter les éléments libéraux dans le camp révolutionnaire et de ne plus pouvoir les en tirer, alors même qu'on eût essayé de faire plus tard plus de concessions qu'ils n'en réclamaient au début.

Mais les Russes patriotes et prévoyants qui jugeaient la situation telle qu'elle était et qui avaient la force de résister, soit aux courants de mobilité extrême, soit aux ankyloses d'immobilité qui tour à tour se heurtaient et menaçaient de broyer le pays, ceux-là sortent des rangs où ils étaient confondus, et se comptent. Ils commencent à comprendre qu'eux seuls peuvent élaborer le plan des réformes et sauver la situation à force de sang-froid, de sagesse, de résistance au « chambardement » dont les Juifs russes essaient de faire prévaloir, à Pétersbourg comme à Paris, le principe démoniaque.

Un parti national conservateur réformiste, dont mes lecteurs m'ont vue tant de fois appeler de mes vœux la formation, vient de naitre; sa conviction est que l'immense Russie non encore unifiée ne peut être gouvernée selon l'esprit de ses peuples que par l'autocratie appuyée sur les assemblées provinciales, et que le parlementarisme la désagrégerait et la livrerait à ses pires ennemis intérieurs.

Avant de parler de ce parti nationaliste progressiste, parti conservateur qu'il ne faut pas confondre avec un parti réactionnaire, parlons, pour les résumer, des événements de la quinzaine.

Mes lecteurs me sauront gré d'avoir commencé par leur signaler une éclaircie.

L'un de mes fidèles correspondants de Pétersbourg m'écrit : « Oui, Madame, comme vous le prévoyez, on est révolté contre M. Witte à cause de l'arrogance avec laquelle il s'est mêlé de la Réforme de l'Église. Il est certain que notre clergé a besoin d'une réorganisation, mais il est plus certain encore que la sainteté de l'Église et de sa cause ne peut être que flétrie par l'attouchement de mains criminelles. Aussi est-ce un fait à noter que depuis que l'ex-ministre des finances s'est mêlé de vouloir être ministre des cultes parce qu'il lui en a pris fantaisie, il n'y a que les journaux juifs qui s'occupent de la Réforme de l'Église orthodoxe.

« Quant à M. Witte, il lui est parfaitement égal que ce soit la Synagogue ou l'Église qui fournisse un marchepied à son ambition. Il faut espérer que c'est son dernier expédient.

« Une partie du haut clergé avec le métropolite Antoine à sa tête, ce dernier tenté peut-être par le rêve de transformer la Russie en un État théocratique gouverné par lui-même comme patriarche, sont tombés dans le piège que M. Witte leur a tendu; mais il y en a déjà et il y en aura encore qui devineront le baiser de Juda et se détourneront avec horreur.

« Je sais que vous admirez Jean de Cronstadt, un voyant, un saint. M. Witte a essayé de le conquérir à sa politique. Il a refusé ses avances

avec indignation, et depuis il ne cesse de recevoir des lettres de menace le condamnant à mort s'il continue à prêcher contre l'anarchie et la Révolution. Jean de Cronstadt gênant les disciples de M. Witte : il se peut qu'ils l'aient condamné à mort comme ils en ont condamné tant d'autres.

« Il nous vient à l'esprit en ce moment à tous, à propos du prêtre Jean et de M. Witte, une réminiscence de Gogol dans sa *Vengeance terrible :*

« Un sorcier avait par ses crimes dépassé tout ce que l'esprit humain peut imaginer. Lorsqu'il eut « rempli la mesure de ses crimes » et que, pour cette raison, les forces infernales cessèrent de le servir, sentant approcher l'heure du châtiment, il courut chez un ermite connu pour la sainteté de sa vie. Se jetant aux pieds du saint, il le supplia de prier pour son âme. L'ermite ouvrit la Sainte-Écriture et recula effrayé : « Non, dit-il d'une voix tremblante, non, je ne « puis pas prier pour toi; Dieu ne m'entendrait « pas, regarde! les lettres de l'Ecriture se sont « couvertes de sang. La terre n'a pas vu encore « un malfaiteur comme toi, pour toi le Ciel n'a « pas de pardon. »

« Le sorcier tua l'ermite. La terre gémit et le ciel reprit ses droits. »



M. Witte, quoi qu'il advienne, est enfin démasqué aux yeux de tous. On le voit tel que quelques rares amis et moi le voyons depuis douze ans. On comprend enfin ce que j'ai tant de fois dit, répété, ressassé, qu'il est l'instigateur des troubles révolutionnaires.

Il a fallu, hélas! ce temps aux conservateurs aveugles qui le glorifiaient pour comprendre quels dangers un tel homme au pouvoir fait courir à son pays.

Le prince Mestchevsky dans le *Grajdaniné*, M. Grinmut dans la *Gazette de Moscou*, le jugent enfin comme ils auraient dû le juger depuis longtemps. Il y a quelques jours, le *Grajdaniné* racontait que M. Witte a eu l'audace de dire en plein comité des ministres :

« Il ne se passera pas une année sans que nous discutions dans la même salle un nouveau partage des terres en Russie. »

La *Gazette de Moscou* reproduit cette anecdote et dit que la nomination de M. Gorémykine comme président d'une nouvelle commission destinée à étudier les réformes concernant les paysans met fin aux projets de M. Witte de réaliser « le partage noir ». C'est ainsi que les terroristes appelaient en 1881 la révolution

agraire qu'ils prêchaient parmi les paysans.

M. Gorémykine est l'ancien ministre de l'Intérieur que M. Witte était parvenu à briser en lui faisant endosser toute la responsabilité des troubles universitaires que lui-même avait secrètement provoqués.

Les révolutionnaires ne décolèrent pas de cette nomination de M. Gorémykine, qui équivaut à une dissolution de la commission analogue que M. Witte préside depuis deux ans et demi, présidence qui lui permettait de jeter le trouble dans les Zemstvos et de faire croire aux paysans que le Tsar désirait partager à leur profit les terres des nobles.

Il suffit de lire le journal de M. Witte, le *Courrier Européen*, pour voir à quel point M. Witte et ses amis se sentent pris au piège.

Nicolas II, si cette citation lui tombe sous les yeux, jugera par là du coup droit que son énergie, trop peu fréquente, hélas ! mais bien réelle ici, a porté aux plus dangereux ennemis de son Empire et de sa personne. Je cite :

« *L'attitude de M. Witte.*

« **Saint-Pétersbourg, 25 avril.**

« Depuis quinze jours, M. Witte a, en dépit des démentis officiels, jeté deux fois son porte-

feuille à la tête du Tsar; la première fois à cause de la destruction de ses travaux de réforme agraire par la nomination de la commission Gorémykine, la seconde à cause de l'ajournement de la réforme ecclésiastique. Il est à remarquer que derrière cette dernière question se cachait un coup décisif contre Pobiedonostseff dont les fonctions auraient été pratiquement supprimées par cette réforme.

« La réaction a repris complètement le dessus à la Cour, Witte se trouve en fait « désarmé », et son seul moyen de résistance est la menace de démission que le Tsar n'ose accepter pour ne pas montrer qu'il entend poursuivre une politique ouvertement rétrograde.

« Witte soulèvera un nouveau conflit au sujet de la commission Bouliguine qu'il sait absolument stérile. Il utiliserait, si elles se produisent, les émeutes du Premier Mai pour débarrasser la Russie de cet ancien suppôt de Serge, pour mettre à sa place M. Chipoff qui tient tout le mouvement des Zemstvos et qui est franchement constitutionnaliste. »

En vérité, les amis de M. Witte le représentent bien tel qu'il est. Impossible de dire les choses avec plus d'audace! Quant à M. Chipoff que M. Witte veut escamoter à son profit, il n'est pas homme à se laisser faire et il est rien moins que

constitutionnaliste au sens où le *Courrier Européen* l'entend.

M. Witte tient à faire courir le bruit qu'en face de « l'insulte » que lui a infligée le Tsar, il lui a donné sa démission et que Nicolas II l'a refusée. Si c'est vrai, le Tsar a eu grand tort!

La presse allemande, elle aussi, rage de la création d'une commission spéciale destinée à étudier les besoins de l'industrie agricole sous la présidence de M. Gorémykine et de la disgrâce de M. Witte. La *Gazette de Francfort* affirme que le Tsar « n'a pas osé accepter la démission du plus grand homme d'État russe ». Elle attribue la disgrâce de M. Witte, et cela avec raison, à M. Pobiedonostseff qui a ouvert les yeux de l'Empereur sur les menées révolutionnaires de M. Witte parmi les paysans. M. Gorémykine est en effet un intime de Pobiedonostseff qui avait autrefois puissamment contribué à sa nomination comme ministre de l'Intérieur. C'est d'ailleurs l'un des hommes les plus compétents dans les questions agraires, et il saura rétablir l'ordre s'il peut encore être rétabli.

Dans tous les cas, M. Pobiedonostseff a pris sa revanche sur M. Witte pour le tour que ce dernier lui avait joué avec la réforme de l'Eglise.

Il paraît que le métropolitain de Pétersbourg, Antoine, aurait déclaré que lui et les évêques



orthodoxes prieront toute leur vie pour M. Witte. L'encens de leurs prières aura de la peine à percer les nuages de sang de la guerre dont il est l'initiateur responsable et conscient par le tracé offensif de son chemin de fer mandchou.

Le métropolite Antoine veut tout ce bien à M. Witte parce que celui-ci s'est déclaré partisan de la doctrine des reskolnyki (vieux croyants), qu'avec une logique singulière le même métropolitain avec tous ses collègues persécutaient impitoyablement jusqu'ici, parce qu'eux aussi déclarent que les réformes de l'Église de Pierre le Grand sont en contradiction avec l'esprit de l'Église.

Cela donne une idée du vent de folie qui souffle à cette heure sur certains esprits russes.

Est-ce qu'encore les avocats de toute la Russie ne se sont pas réunis en assemblée à Moscou et n'ont pas adressé une pétition à Pétersbourg, réclamant du Tsar qu'il proclame la République et partage les terres!!!

Est-ce qu'à l'assemblée générale des médecins réunis pour discuter sur les mesures à prendre contre la propagation du choléra en Russie, les insensés n'ont pas déclaré qu'ils refuseront de combattre cette épidémie si l'on ne convoque pas immédiatement une Constituante élue par le suffrage universel direct et secret?

Est-ce qu'enfin une assemblée de professeurs de Facultés n'a pas réclamé cette même Constituante avec une nouvelle formule introduite par quelques-uns, et à savoir que les femmes doivent participer à l'élection par le suffrage universel avec les mêmes droits que les hommes.

Toutes les hautes écoles et la plupart des écoles moyennes ne sont-elles pas fermées par suite de la grève des étudiants et des professeurs? On imagine quels projets de pétitions fermentaient dans ces esprits inoccupés, l'imagination slave aidant. Toutes les théories tolstoïstes, marxistes, maratistes, humanitaristes, pacifistes, terroristes, de provenance russe ou d'importation étrangère, eussent fait leurs grandes entrées sous forme de pétitions au comité des ministres si M. Bouliguine n'avait pas obtenu de ses collègues qu'on mît un frein à la fureur de ce flot de pétitionnaristes dont l'ukase du 3 mars avait imprudemment ouvert l'écluse. Le droit de pétition va donc être réglementé.

On ne sait plus où peut s'arrêter l'exaltation des esprits quand on voit une assemblée d'étudiants réunie à l'Université de Pétersbourg affirmer que « seul le massacre de tous les capitalistes peut donner légitime satisfaction aux besoins du peuple russe! »

Comment expliquer, après de tels exemples,

que la presse européenne, même modérée, encourage les révolutionnaires russes et s'indigne des résistances, cependant bien faibles, qu'opposent MM. Pobiedonostseff, Bouliguine et autres à la marée montante de la Révolution déchaînée par des fous furieux?

Il était impossible qu'un revirement en sens contraire des idées réformistes outrancières ne se produisît pas. C'est ce qui arrive à cette heure et donne aux vrais amis de la Russie, qui l'aiment et la comprennent, non pas à « l'étrangère », mais à la « russe », l'espoir que l'heure des possibilités réformatrices approche, repoussant celle des impossibilités et des bouleversements irréparables.



M. Chipoff, président des Zemstvos de Moscou, qui a eu la faiblesse de présider la fameuse réunion des représentants des Zemstvos, et qui a laissé voter le malencontreux programme Pétrounkevitch, point de départ de la folie générale, s'est ravisé devant les conséquences trop évidentes de son aveuglement du mois de novembre.

Avec l'active collaboration du prince Trou-

betzkoï, maréchal de la noblesse de Moscou, et de M. Khomiakoff, maréchal de la noblesse du district de Sytchef, avec les nombreuses recrues faites dans les assemblées de la noblesse, les Zemstvos et les Doumas, M. Chipoff a fondé un parti conservateur qui a déjà plusieurs noms : parti zemstvoïste, parti nationaliste progressif, parti anticonstitutionnaliste, parti antiparlementariste.

Son vrai titre est : parti de gouvernement; il est réformiste dans le sens national et a, dès son apparition, par son programme de réformes en sept articles, singulièrement dégrossi la tâche de la commission Bouliguine.

Ce programme a pour base : les réformes libérales avec ou par l'intermédiaire du Tsar autocrate, l'autocratie restant intacte.

A peine formé, ce parti a groupé tous ceux qui, en Russie, ont gardé ou repris un peu de sang-froid. Quoi qu'il arrive, ce groupement sera une force à la fois contre les entraînements démesurés de certains constitutionnalistes et contre la bureaucratie qui empêtre et compromet le gouvernement impérial.

La future représentation nationale, d'après le programme des nationalistes progressistes, prendrait le nom d' « Assemblée nationale de l'Empire ». Elle serait entièrement élective, mais par un vote à trois degrés. Un corps élec-

toral primaire nommerait les Zemstvos et les Doumas de district, ceux-ci les Zemstvos et les Doumas de gouvernement et enfin ces derniers, l'Assemblée nationale d'Empire.

Les représentants des Zemstvos spécialement élus auraient le droit de contrôle sur les finances russes, une participation consultative aux mesures législatives, droit aussi de contrôle sur les actes des ministres, lesquels toutefois seraient librement nommés par le Tsar.

La constitution d'un grand parti conservateur est un symptôme rassurant. Des hommes comme M. Chipoff, le prince Troubetzkoï, revenu de ses erreurs, M. Khomiakof, le comte Chérémetief sont faits pour donner une impulsion vigoureuse à un parti qu'ils considéreront comme une sauvegarde des institutions nationales faussées uniquement par la bureaucratie.

M. Chipoff mérite toute confiance, et il ne faut pas attacher d'importance à l'effort que fait à cette heure M. Witte pour qu'on croit qu'il soutient M. Chipoff. Ce dernier n'a nul besoin de la protection de M. Witte, qui ne pourrait que le compromettre.

Dans la Ville Sainte, à Moscou, en même temps que se forme un grand parti, une détente se fait, les vieux croyants rentrant en possession de leurs temples fermés depuis un demi-siècle.

M. Chipoff, avec toute la confiance qu'il in-

spire, avec sa sûreté de jugement, trouvera-t-il un homme d'État sur qui s'appuyer? Hélas! c'est ce qui manque en Russie. Ceux qui sont au pouvoir ont trop de confiance dans l'efficacité des moyens policiers pour s'élever à la hauteur d'une situation à ce point tragique. Ils sont trop bureaucrates pour pouvoir distinguer entre le conservatisme et la réaction; mais c'est déjà un grand point que le Tsar sache ce que veulent ses véritables soutiens et ce qu'ils croient devoir être accordé au pays.



Notre pensée est avec Linéwitsch. Que fait-il, quel parti a-t-il pu tirer d'une armée décimée, qui n'a connu encore que le recul et la défaite? On parle du retour de Kouropatkine à Saint-Pétersbourg. C'est le mieux qu'il ait à faire. Sa place n'est plus en Mandchourie. Pour lui d'abord, pour l'armée ensuite, il faut qu'il s'éloigne. Que ne demande-t-il à aller au Turkestan qu'il connait aussi bien que Linéwitsch connait la Mandchourie. Il y surveillerait l'Angleterre dont l'expédition au Thibet a démontré une fois de plus les audacieuses convoitises, les insatiables appétits. Kouropatkine autour de Hérat surveillant Kandahar et Caboul.

L'Angleterre a tant dévoré depuis ces derniers temps, qu'elle ne peut plus se faire à ne pas dévorer encore. L'Afghanistan la tente furieusement.

Sous prétexte de protéger l'Afghanistan, selon l'expression de M. Balfour, « contre un risque de conflit avec une grande puissance militaire », lisons la Russie, lord Curzon ne rêve qu'à compléter l'œuvre de la protection des frontières de l'Inde, en « protégeant » l'Afghanistan.

Kouropatkine, par sa présence au Turkestan, pourrait empêcher, il semble, une prise de possession grosse d'irréparables conséquences.

Si notre pensée, ai-je dit, est avec Linéwitsch, notre espérance est en Rojdestvensky. Nous en parlons, nous y pensons sans cesse.

Notre émotion a été grande durant les jours où nous avons vu discuter avec tant d'orgueilleuse hauteur, par le Japon, notre droit d'appliquer nos règles de neutralité à nos alliés. La présence de la flotte russe dans la baie de Kam-Ranh ne violait en rien la loi internationale qui autorise en France et en Russie « le séjour sans limitation de durée dans les eaux territoriales ».

Le ton offensant du Japon, surtout les commentaires de la presse de Tokio, nous ont été très douloureux. Appuyé sur l'Angleterre, notre soi-disant alliée, le Japon a commandé et en-

tendu être obéi même lorsque ses exigences étaient arbitraires.

Le territoire maritime de la France a été fixé le 2 mars 1888 « à trois milles marins à partir de la baisse de la basse mer ». A Madagascar l'amiral Rojdestvensky a maintenu ses navires au delà de cette limite. Il n'est pas prouvé qu'il n'ait point agi de même dans la baie de Kam-Ranh.

La Russie, pour ne pas créer d'embarras à la France, a donné l'ordre à l'amiral Rojdestvensky de quitter la baie de Kam-Ranh, et tout serait pour le mieux, non pour nos chers alliés russes mais pour nous, si nous n'avions tout l'air d'avoir obéi à une injonction abusive du Japon soutenu hautement par son alliée, notre plus qu'étrange amie l'Angleterre.

L'accusation du *Times* et de toute la presse de Londres portée contre l'amiral Rojdestvensky « d'avoir employé un port français dans le voisinage du Japon comme base d'hostilité contre un Empire avec lequel la France est en rapports amicaux », est l'une des affirmations les plus injustes et les plus audacieuses parmi celles dont la presse de Londres est coutumière.

En revanche, nos bons amis les Anglais sont tout indulgence pour l'amiral Freemantle dont les croiseurs convoient l'escadre de l'amiral Rojdestvensky, l'espionnent honteusement et renseignent l'amiral Togo par le télégraphe sans

fil sur tous les mouvements de l'escadre russe.

Quand le *Globe* prétend que nous avons « prêté à la flotte russe une assistance beaucoup plus grande que l'amitié des deux pays ne le justifiait », que dirons-nous de l'aide prêtée par l'Angleterre au Japon?

Il faut à nouveau reparler du voyage du prince Arisugawa en Allemagne. Il est impossible qu'on n'ait pas été frappé étrangement par le télégramme annonçant que le paquebot allemand *Prince Henrich* sur lequel le prince Arisugawa a pris passage l'avait conduit à Kam-Ranh, s'était approché de la flotte russe et l'avait examinée de près! C'est le prince Arisugawa, sur son paquebot allemand, qui a fait son rapport à Tokio et déchainé les menaces qui ont plu sur nous à propos du séjour de la flotte russe dans les eaux françaises. Comment ne pas voir un lien entre la brusque intervention de Guillaume au Maroc, et cette agitation japonaise contre la France? Tout cela se tient et nous en aurons un jour le secret.

Le nouveau conseiller et favori de Guillaume, le baron Hostein, qui vise la succession de M. de Bülow et qui est un pangermaniste militant, est à la tête du mouvement francophobe, ce qui nous indique mieux encore les sentiments de Guillaume II. Bismarck a poussé Jules Ferry au Tonkin pour nous éloigner de l'Alsace-Lor-

raine et éparpiller nos forces. Guillaume II songe à lancer le Japon sur le Tonkin pour qu'une part de nos forces soit disséminée quand il nous attaquera à notre frontière de l'Est.

« Prenez garde à la trouée des Vosges! » s'est écrié un jour Gambetta à l'heure où il « en parlait » encore. M. Paul Doumer, le jour de l'inauguration du monument du chef du Gouvernement de la Défense nationale, a répété la phrase célèbre en d'autres termes, quand il a dit : « L'action commencera avant peu... Nous la devrons à l'Allemagne et à l'Angleterre de quelque façon qu'elles nous assaillent, car toutes deux sont nos ennemies à un égal degré comme elles sont les ennemies de la Russie ». L'affaiblissement de nos alliés et le nôtre profitent également à l'une et à l'autre.



Le colonel Chaillé-Long, dont j'ai souvent parlé à mes lecteurs, Américain de vieille souche française, fait à l'heure qu'il est en Amérique une suite de conférences sur le Japon, conférences qui rabattent un peu l'enthousiasme de ses compatriotes pour les victoires nippones.

Le colonel Chaillé-Long est connu pour sa

participation aux conquêtes des provinces équatoriales de l'Égypte, conquêtes que lord Cromer fait reconquérir une à une et découvrir à nouveau, comme l'Ouganda, sans plus de souci du traité qui l'a dûment annexé à l'Égypte en 1874, que si ce traité n'existait pas.

Toute l'œuvre de Gordon est faussée, reniée à cette heure comme celle de ses lieutenants pour les motifs qui l'ont fait si lâchement abandonner et pour que l'Angleterre puisse s'annexer, « protéger » directement ce qu'elle vole à l'Égypte.

Mais je reviens aux conférences du colonel Chaillé-Long à Washington et dans les grandes villes américaines. Il essaie de faire redouter à ses compatriotes le péril jaune, comme « envahisseur commercial ».

Sa thèse est celle-ci : Le Japon possède une main-d'œuvre patiente, dévouée, fanatiquement patriote. Un ouvrier s'y contente de « dix sen », dix sous par jour ! Le Japon n'aura pas la moindre difficulté pour attirer à lui et à la Chine tous les capitaux nécessaires pour exploiter les industries de la Chine. Le colonel Chaillé-Long compte en Chine, en Corée, sans même y ajouter les Mandchoux, 485 millions d'habitants !

Pour lui, la Chine accepte la protection du Japon. Il a toujours affirmé, depuis le commencement du conflit, que l'acceptation de cette pro-

tection avait été signée par le successeur de Li-Hung-Chang. Le colonel Chaillé-Long répète que la « porte ouverte » dont on a parlé sérieusement dans tous les ministères mondiaux des affaires étrangères est une plaisanterie. Le Japon prouve qu'il inspire confiance au monde de la finance. Il devient alors une menace pour l'Europe et surtout pour l'Amérique.

« Le Japon, croit le colonel Chaillé-Long, le lendemain de la paix signée avec la Russie, demandera peut-être aux États-Unis quel prix ils estiment les Philippines. Si les Américains refusent de les vendre, il pourrait bien les prendre.

« L'ambition commerciale du Japon, dit le colonel Chaillé-Long, nul ne l'a encore devinée. Le Japon n'acceptera pas d'occuper une place modeste dans les rangs des nations, il convoitera d'occuper la première. »



L'entente cordiale est devenue la mainmise complète de l'Angleterre sur nos actes. Les Anglais, nous répète-t-on, se réjouissent de voir toute cause de mésentente écartée entre eux et nous. Je le crois bien! Notre revanche de Fachoda a été de leur livrer l'Égypte sans réserve

et sans retour! Nous avions à Terre-Neuve des contestations avec Albion, nous lui avons fait l'abandon de tous nos droits! Au Siam, l'Angleterre avait des exigences; nous les avons toutes satisfaites! En Abyssinie nous défendions encore quelques intérêts, nous les livrons à nos chers dévaliseurs. L'entente avec eux est bien nommée, c'est l'entente de leurs intérêts. Au Maroc ils nous convient à faire une besogne qu'ils n'ont pu faire. Nous sommes pris d'un beau zèle de travailler pour le Roi d'Angleterre, ce qui est travailler contre le Roi de Prusse. Et nous voilà dépouillés, ayant partout cédé, ayant lâché, ayant abandonné pour prendre là où seulement c'est impossible!

Les Anglais nous ont donc soutiré tout ce que nous devions à tout prix garder, ils nous ont mis en face de la seule proie dont ils n'avaient pas pu, dont nous ne pouvons pas nous saisir. Ils nous ont empêtrés de façon à ce que nous n'ayons plus l'esprit assez libre pour être un peu utiles à nos alliés russes. De même qu'ils avaient intérêt à user par une guerre les forces communes du Japon leur allié et rival en Chine, et de leur ennemie la Russie, de même ils amorcent la guerre entre l'Allemagne et nous, excitant nos passions nationales et prêts à se glisser sur terre et sur mer dans les vides laissés libres durant notre choc.

Albion triomphe, exulte à cette heure et bénéficie de chaque événement quel qu'il soit. Le « respect » de ses malheurs au Transvaal lui a donné tout le loisir de vaincre, de réparer ses forces, de tendre tous ses filets, d'ourdir tous ses complots. Elle exploite cyniquement les malheurs de la Russie. Elle déchaine les nôtres. L'Allemagne croit qu'elle la laissera prendre pied dans le monde musulman : erreur! Elle prépare en Arabie, en Égypte, les noyaux autour desquels elle groupera et agglomérera les influences du monde musulman.

Tandis qu'au lieu de séduire les Marocains par la façon généreuse dont nous pourrions traiter les Musulmans en Algérie et en Tunisie, tandis que nous nous présentons à Fez comme civilisateurs, pendant que nous refusons de traiter en citoyens civilisés les Musulmans soumis à notre domination, leur préférant les Juifs qu'ils méprisent, Édouard VII fait dans notre colonie algérienne un voyage triomphal, préparé depuis des années par les intrigues méthodistes en Kabylie et ailleurs, et notre soi-disant alliée glisse à l'oreille des Arabes qu'elle possédera demain La Mecque et ses chemins et que tout Musulman trouvera l'Angleterre aux Indes, en Turquie, en Égypte, en Algérie, prête à le défendre et à le protéger!

Pour le Maroc, après que la France et l'Alle-

magne se le seront disputé, elle le cueillera à revers par l'Égypte et par l'Arabie.

Qu'une seule fois, sur un seul point on nous montre, en guerre ou en paix, par alliance ou par entente, par expédition commune, ce que la France a gagné à être l'amie de l'Angleterre.

Rien, jamais rien que d'être englobée dans ses complicités, d'être responsable de sa perfidie ou prise à ses pièges. Être en entente cordiale avec Albion, c'est ne marcher que dans des sentiers tracés par elle, pleins d'embûches, de traquenards, de précipices !

Le passé, dans son entier, nous prouve quels efforts de luttes il nous a fallu pour n'être pas écrasés par l'Angleterre. Combien de fois n'a-t-elle pas absorbé nos énergies, détruit nos vitalités, bénéficié de la dépense de nos forces, escamoté nos conquêtes? Ce qui va à elle en France, c'est certaine diplomatie internationaliste, certaine aristocratie qui a conservé le goût de Coblentz, ce sont les éléments de désordre, les chambardeurs, les anarchistes. Le Roi anglais peut venir impunément à Paris sans avoir à craindre ce que tout patriote français craint en France pour lui-même. Tous les souverains du monde à Paris auront besoin qu'on veille sur eux. Édouard VII est le seul qui ne sera jamais visé par un anarchiste français.

Dans le projet contre l'immigration étrangère

que la Chambre des Communes discutera vraisemblablement à la rentrée, sauf un petit nombre parmi les libéraux, les hommes politiques de tous les partis seront féroces contre ceux « qui viennent », selon l'expression de M. Chamberlain, prendre le pain de la bouche de l'ouvrier anglais ». Mais si l'étranger prouve qu'il cherche à débarquer uniquement dans le but d'être poursuivi pour des délits politiques, alors toutes les issues fermées seront ouvertes, l'Angleterre tenant à rester la terre hospitalière pour tous ceux qui sont un danger public, de loin comme de près, pour leur pays.

M. Chamberlain trouvera peut-être dans la discussion de cette loi sur l'immigration un peu de la popularité qui, décidément, l'abandonne et lui fait par trop attendre ce qu'il appelait pompeusement : les retours de la fortune. Cette fortune va à tout ce qui désagrège le parti sur lequel il s'appuyait. L'unionisme s'émiette, le pays se prononce nettement contre les réformes fiscales et M. Chamberlain est acculé à l'amende honorable envers les unionistes et M. Balfour.

Deux ans après le manifeste retentissant et claironnant de M. Chamberlain, l'élection de Brighton couronne tous les échecs subis par ce manifeste. M. Chamberlain se réconcilie avec M. Balfour qu'il n'a pu user. Dans la crainte d'un triomphe des libéraux aux prochaines élections,

M. Chamberlain abandonne son programme économique. Il a « perdu la partie », il le reconnaît et le voilà pour quelques mois au moins rentré dans le rang. M. Balfour pourra enfin dire haut ce qu'il n'a jamais cessé d'ailleurs de dire tout bas, qu'un bon conservateur ne doit point s'acharner à la lutte contre le libre échange qui a fait depuis tant d'années la fortune de l'Angleterre.



Tandis qu'un peu de silence, gros d'orage peut-être, se fait sur la prise de possession de l'influence allemande au Maroc, et que se prépare la triomphale ambassade du comte de Tattenbach ayant pour contre-partie l'échec à peu près piteux du protégé de l'Angleterre, M. Saint-René Taillandier, la Triplice plus florissante que jamais fait claquer à Venise les plis de son drapeau.

M. le comte Goluchowski et M. Tittoni, dans leur rencontre, ont affirmé avec une brièveté qui ne manquait pas d'allure que jamais les rapports austro-italiens n'ont été plus parfaits. Certaines lettres déposées sur la table de la « sympathique conférence » des deux ministres sont bien venues malencontreusement rappeler les troubles d'Innsbruck, mais quelle importance

cela peut-il avoir dans un temps où les grands philosophes de l'avenir nient les caractères de la race?

Je veux bien que certains de ces grands philosophes nient la puissance de la race s'ils ne la sentent pas en eux, mais j'affirme que je la sens crânement en moi, et que mes haines nationales, mes haines de race, n'ont jamais été plus vigoureuses. En aucun temps, je ne me suis sentie plus passionnément prête à combattre les ennemis de ma race et à servir la cause des races ennemies au même titre que moi des races nos ennemies!



Aussi suis-je toujours de cœur avec nos amis tchèques dans leurs manifestations contre les Allemands, leurs oppresseurs, comme avec mes amis russes dans leurs rancunes contre la malfaisante et cruelle Angleterre. Avoir pour ami un ennemi d'un autre ennemi, c'est l'armer contre l'ennemi commun et se désarmer vis-à-vis de lui.

En Bohême les Allemands depuis de longues années criaient à l'oppression lorsqu'un magistrat tchèque était nommé dans une ville soidisant allemande mais, en réalité, mi-partie

tchèque et mi-partie germaine. Or, il se passe aujourd'hui la chose la plus plaisante du monde : c'est que le ministre de la justice à Vienne, ayant cent dix-sept magistrats à nommer en Bohême, ne s'est trouvé en face que de neuf candidats allemands! La culture supérieure n'avait fabriqué que ce nombre, et force a été au ministre de nommer cent soixante-huit magistrats tchèques, sans qu'un seul Allemand cette fois soit en droit de crier à la force, à l'injustice, au parti pris, à l'écrasement de la race!

Les Tchèques doivent bien rire! Et pourtant ce ne sont ni les Universités, ni les Facultés qui manquent aux Allemands en Bohême, ils en possèdent une sur trois et encore avec un nombre d'élèves inférieur de plus d'un tiers.

La mort de Mgr Strossmayer, le grand évêque slave, a donné aux Slaves l'occasion d'une grande manifestation. Les Tchèques ont délégué le maire de Prague, M. Srb, aux obsèques du grand patriote croate, et M. Charles Gros, vice-président du conseil municipal, avec quatre conseillers.

Les négateurs « de la race » auraient dû assister à la réception des frères slaves par les Croates. La chaleur des acclamations ne leur eût point paru sortir de cœurs germains. Le grand évêque de Djakovo a dû en tressaillir dans sa tombe.

J'ai été en correspondance avec Mgr Strossmayer, et j'ai de lui des lettres d'un patriotisme

superbe et d'une vaillance qui rappellent celle des « croisés ».

C'était un lutteur hardi, un esprit courageux, un tempérament de guerrier plus que d'apôtre. Cependant ses actes de dévouement et de bonté, qu'une grande fortune lui permettait de multiplier, le faisaient aimer en même temps que craindre. Toutes les causes justes trouvaient en lui un défenseur résolu et l'injustice un accusateur implacable. Il encourageait l'étude, les recherches scientifiques, couronnait à lui seul les œuvres de valeur écrites par des écrivains de sa race.

Mgr Strossmayer était Slave et bien Slave. Lorsqu'on lui parlait de la Triplice : « C'est, disait-il, un droit à l'écriteau que chacune des trois nations pose à sa frontière, avec l'inscription : « Il y a des pièges à loups ! ». Jamais les Slaves d'Autriche, ajoutait-il, ne seront les amis des Germains, et jamais le Trentin et le Tyrol ne se germaniseront ».

La « sympathique rencontre » n'empêchera sûrement pas les Allemands d'Innsbruck de s'opposer, comme ils sont résolus à le faire, à la fondation d'une Université italienne, et les Italiens de la réclamer.

On discute beaucoup sur la possibilité d'une entente austro-italienne à propos des Balkans, mais l'Autriche paraît en ce moment trop

enchantée de jouer seule sa partie dans les Balkans, la Russie étant immobilisée ailleurs, pour chercher un concours intéressé.

Je croirais plutôt à la nouvelle qui circule, que Guillaume aurait inspiré au comte Goluchowski l'idée de détourner l'irritation italienne du Trentin et de la reporter en Tripolitaine où la France est dénoncée comme intrigant pour s'y implanter.

On se demande quel serait le Delcassé assez fou pour ajouter la Tripolitaine au Maroc! Les Italiens se sont un instant émus de cette dénonciation. Ils se laissent aisément convaincre de nos mauvaises intentions et malaisément rassurer sur nos bonnes. C'est qu'on entretient cet état d'esprit en eux avec une habileté supérieure à celle que nous mettons à nous défendre.

En Hongrie la situation n'a pas fait un pas. François-Joseph est, dit-on, sur le point de retourner à Budapest, désirant trouver le fameux terrain de conciliation toujours aussi difficile à découvrir, l'Empereur et l'opposition étant de plus en plus résolus à rester sur leurs positions.

François Kossuth, toujours malade, ne peut apporter son concours à aucune combinaison. Une seule reste en perspective, celle proposée par M. de Szell et qui consisterait « à donner à l'opposition des avantages nationaux dans sa représentation diplomatique de l'Autriche-Hon-

grie à l'étranger comme compensation à la renonciation de la langue hongroise comme langue de commandement dans l'armée». Si M. François Kossuth tarde à se remettre, la coalition des opposants songe à désigner un président intérimaire qui serait M. Koloman Thaly. Au cas ou cet essai de conciliation aboutirait, verrions-nous toujours le comte Albert Apponyi à Paris réveiller comme ambassadeur d'Autriche-Hongrie les souvenirs inoubliables que son père y a laissés?

❋

La Chambre crétoise a proclamé par un vote « l'union de la Crète avec sa mère la Grèce, afin qu'elle en fasse à jamais partie sous le sceptre constitutionnel de Georges, roi des Hellènes ».

On nous a répété sans cesse que les Crétois ne tenaient nullement à être Grecs, qu'ils voulaient surtout échapper à la domination turque, qu'ils craignaient les impôts, la conscription, la participation aux dettes de la Grèce, etc. Leur vote dément tout cela et prouve que les Puissances tutrices de la Grèce auraient pu s'occuper davantage de l'état d'esprit de la Crète depuis qu'elles en ont accepté la tutelle; or, on ne peut imaginer l'incurie qui préside aux rapports de la Crète et des Puissances.

Les dites Puissances ne répondaient à aucune question, laissant au malheureux prince Georges des responsabilités d'inertie qui compromettaient peu à peu sa situation politique et minaient sa popularité.

Toutes les insurrections crétoises ont eu pour but la réunion à la Grèce. Il faut le parti pris des Puissances de ne pas « vouloir voir » les choses telles qu'elles sont, et la crainte de trouver l'Allemagne derrière la Turquie pour ne pas consentir à admettre que la situation de la malheureuse île est inextricable tant qu'elle ne sera pas réunie à « sa mère », la Grèce.

On comprend l'hésitation des hommes d'État grecs à appuyer les vœux des Crétois quand les Puissances les repoussent. Rien ne peut être plus douloureux au patriotisme des Hellènes que la modération quand l'emportement vers les Crétois libérés les pousse à crier : « Soyez à nous, et qu'un même drapeau national nous abrite! Notre race est votre race, nous avons subi les mêmes esclavages, nous sommes fils des mêmes pères, nous parlons la même langue, nous avons maintenu en nous intactes les mêmes hérédités, nous sommes frères! »

Ce qu'on redoute en Grèce à cette heure si on se laisse emporter par la passion de l'union, par le désir d'un succès de l'hellénisme, c'est de faire subir un recul indéfini à ce succès, à cette union

ou de compromettre les revendications macédoniennes.

Guillaume, à Corfou, l'aurait dit cruellement au prince Georges, et aurait ajouté : « Veut-on que l'Autriche aille à Salonique? elle est prête! et que la Bulgarie prenne le reste de la Macédoine? Si cela vous plait, annexez la Crète. »

En 1866 la chancellerie russe exprimait aussi l'opinion qu'elle avait de la question crétoise : « Si les Puissances veulent sortir des expédients et des palliatifs qui jusqu'ici n'ont fait que grever l'avenir des difficultés du présent, nous ne voyons qu'une issue possible : l'annexion de Candie à la Grèce. »

Les troubles de Macédoine posent une autre question à laquelle il faut répondre d'abord.

Juliette ADAM.

6545. — Lib.-Imp. réunies, Motteroz, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

6e Année. — N° 111. 21 Mai 1905.

Parole française à l'Étranger

Abbaye de Gif, 17 mai 1905.

Jamais la cervelle française n'a subi plus d'écartèlement. Est-elle assez tiraillée en tous sens? A droite, à gauche, en arrière, en avant! Aussi n'entend-on que les entrecroisements du mot « insensé ». Insensé pour les uns, criminel même, celui qui prêche l'aveugle croyance à la loyauté anglaise; insensé pour les autres celui qui conseille la lâcheté de la « reconnaissance » du fait accompli, l'abandon de la seule fortune qui reste au vaincu : la dignité, et parle d'une alliance possible avec l'Allemagne.

Insensé pour les insensés qui précèdent ceux

qui se déclarent les alliés fidèles de la Russie, qui n'oublient ni l'intervention d'Alexandre Ier sauvant la France du démembrement; ni celle d'Alexandre II empêchant que la France encore pantelante fût attaquée, ni celle d'Alexandre III qui, lors de l'affaire Schnaébelé, déclara à Guillaume II que, quoi qu'il fût son allié dans l'alliance des Trois Empereurs, il ferait cause commune avec la France si l'Allemagne l'envahissait.

C'était la France vaincue en 1815, la France défaite après 1870, la France en crise de boulangisme en 1887, que la Russie défendait, sauvegardait, pour laquelle elle se compromettait, courait des dangers d'isolement! Et c'est cette même France, parce que la Russie subit des défaites, parce qu'elle est en crise à l'intérieur, c'est cette France qui, au lieu de se proclamer son amie fidèle dans l'épreuve, cherche les combinaisons les plus louches pour échapper à son alliance. Est-ce assez coupable, assez insensé?

Qu'avions-nous à faire ces derniers temps, nous les alliés de la Russie, au cas où il nous eût fallu un modèle? Nous n'avions qu'à être vis-à-vis des Russes ce que l'Angleterre était vis-à-vis des Japonais, calquer notre conduite sur la sienne. Il y eût fallu un tout petit peu plus de courage, la Russie subissant momentané-

ment des défaites. En vérité, est-ce que nous sommes devenus assez étrangers à notre caractère traditionnel, national, individuel, pour renier toute dette vis-à-vis de ceux qui ne sont pas en « bénéfices » ?

Certain M. Marcel Rouffie, totalement inconnu du reste, essaie de faire parler de lui en « brochurant » la Russie, en accumulant contre elle les affirmations fausses, les dénonciations basses, en dénaturant les faits les plus indiscutables, en escamotant au profit de calculs faux les chiffres les plus sûrement établis.

Lorsqu'on fait pareille besogne, il est impossible de ne pas la faire avec la vue constante du but malfaisant qu'on poursuit, du but antifrançais qu'on veut atteindre. On court par là soi-même au-devant de sa propre honte.

Mais que dire du « membre de l'Institut » portant le nom peu retentissant de « Painlevé », mathématicien de valeur, qui honore d'une préface scientifico-humanitariste les soixante-trois pages « Rouffie » exécutant l'alliance russe ?

M. Painlevé, s'il est savant d'autre part, a l'ignorance totale des faits contemporains les plus connus, ou le goût du parti pris et de la mauvaise foi dans leur sens le plus absolu.

Comment expliquer que MM. Painlevé et Rouffie aient négligé de parler de l'alliance des

Trois Empereurs dirigée contre la France et que Katkof a eu tant de peine à faire rompre ? Comment ont-ils pu garder le silence sur ce fait qui domine les précédents de l'alliance russe ? J'ai beau lire, je n'en trouve pas un mot dans la brochure ni dans la préface de : *Que vaut l'alliance russe ?*

Le service rendu à la France en 1887 en empêchant une agression savamment combinée entre Bismarck, Crispi et Tisza, agression qu'aucun historien allemand n'ose plus nier, tout cela n'existe pas pour ces gens... Ils ne voient que les insuccès de Mandchourie !

Je voudrais bien savoir quel autre pays au monde aurait pu subir tant d'échecs, tant de pertes en hommes, en matériel, etc., dans une guerre coloniale, rester encore intact et capable de continuer la lutte avec des éléments de succès à 12,000 et 15,000 lieues de distance !

Nos désastres en 1870 n'existent pas pour les Rouffie et les Painlevé, les échecs de l'Angleterre au Transwaal, les défaites de l'Allemagne en Afrique, tout cela n'est rien.

Mais la Russie, qui a pu envoyer plus de 700,000 soldats avec un matériel de guerre en Mandchourie, et cela dans le courant « d'une » année, qui, après avoir perdu une flotte magnifique dans le Pacifique, vient d'y expédier deux

autres flottes qui, quoi qu'on en dise, font trembler le Japon victorieux, ce pays n'a plus aucune importance auprès d'un mathématicien et d'un jeune humanitaire scientifique ! C'est un pays fini avec lequel la France doit rompre si le Gouvernement russe ne se soumet pas aux sommations des citoyens Jaurès, Pressensé, etc., qui veulent lui imposer leur conception politique socialiste révolutionnaire.

Il n'y a rien de plus « insensé » qu'un mathématicien raisonnant sur un faux point de départ ; la précision de son raisonnement le force d'aboutir à des conclusions absurdes.

Les brochures et les livres pleuvent contre l'alliance franco-russe, et elles sont signées de tous les noms de ceux qui travaillent ostensiblement à la ruine de la France et de la Russie, au profit de la politique anglaise ou allemande.

Dans un livre de M. Ular sur l'alliance franco-russe, M. Witte, son inspirateur, y déverse toute sa haine contre la Russie et contre tous les partis qui enfin l'ont tous compris et tous rejeté.

D'après la colère des Japonais contre la France, on peut voir que l'amiral Rojdestvensky leur inspire des craintes mal dissimulées. Il suffira à l'amiral russe, même vaincu, de détruire la moitié de la flotte japonaise pour changer la face des choses.

S'il est impossible à l'amiral Togo de bloquer Wladivostok par mer, la guerre peut continuer longtemps encore et bien des choses peuvent arriver.

✻

Le « comble » est atteint par M. Witte, et malgré la patience angélique du Tsar pour ce démon, il est impossible que Nicolas II subisse indéfiniment son audace et son insolence.

Le dernier trait de M. Witte dépasse toute mesure; qu'on en juge.

Par un coup de maître et par la mesure la plus intelligente que Nicolas II ait prise depuis qu'il règne, par les droits rendus aux Vieux Croyants, 15 millions des meilleurs sujets russes sont réconciliés avec le Gouvernement. C'est une force immense — qui, jusqu'ici hostile au régime, lui devient subitement fidèle.

Ce sont des centaines de millions de roubles que le Tsar trouvera aisément à l'intérieur, les Vieux Croyants étant les plus riches négociants et banquiers de Russie. Ils sont un peu ce que sont les quakers et les presbytériens en Angleterre.

Cette réforme a été accomplie en séparant entièrement la secte des Vieux Croyants des autres sectes qui sont inadmissibles, soit parce qu'elles offensent la morale publique, soit parce qu'elles refusent d'obéir aux institutions de l'Etat.

Or, cette réforme voulue par le Tsar, tout à sa louange par la façon juste, généreuse, libérale, tolérante, dont elle a été faite, sait-on qui s'en attribue le mérite? M. Witte!!! C'était vraiment trop fort et devenait intolérable.

Oui, M. Witte se vantait tout haut d'être l'auteur du manifeste sur la liberté de conscience. Le *Daily Telegraph*, si admirateur « du plus grand homme d'État de la Russie », consacrait ces derniers jours un grand article à « Witte triomphateur » et ajoutait que maintenant des millions de Russes reconnaissants pour « la loi Witte » peuvent dire : « Dieu est Dieu et Mahomet est son prophète. »

Est-ce complet comme échantillon de modestie ?

Au moment où j'écris ces lignes il m'arrive de Pétersbourg une lettre qui prend la forme d'une réponse à mon interrogation en ce qui concerne M. Witte, la voici :

« Il est assez probable que vous aurez reçu, avant la venue de cette lettre des nouvelles

télégraphiques vous informant de la mise en disponibilité de Kouropatkine, ce général qui n'ose rien, et de la démission de Witte, ce ministre qui ose tout. De cette façon la Russie aura perdu une chance de défaite militaire par les Japonais et une chance de ruine politique et économique par les Juifs et les francs-maçons.

« Reste une chance importante de défaites diplomatiques, par les Anglais, en la personne du comte Lamsdorff. Ce ministre, qui a peur de tout et surtout de perdre sa renommée d'ami de l'Angleterre, préfère être nommé traître à sa Patrie.

« Il nous a déjà assez fait de tort au commencement de la guerre en niant son imminence au moment où elle avait déjà commencé ; il a continué par sa conduite honteuse dans les incidents du *Malacca*, des croiseurs *Smolensk* et *Pétersbourg*, dans l'affaire du Dower-Bank.

« Actuellement, après l'union accomplie de Rojdestvensky et de Nebogatoff, il nous est permis d'espérer que la bénédiction de Dieu reviendra sur le drapeau de Saint-André.

« Mais nous avons aussi des raisons pour redouter une immixtion de l'Angleterre dans les chances de la guerre. Cela serait un coup très risqué de la part d'Albion, vu nos forces amassées sur la frontière de l'Afghanistan ; mais ces forces

sont contrebalancées par la conciliabilité peureuse de Lamsdorff sur laquelle les Anglais comptent évidemment, ayant pour cela des raisons tout aussi bien fondées que pour se fier à celle de M. Delcassé.

« Ce n'est qu'après l'éloignement de M. Lamsdorff, le dernier du triumvirat favorable aux Japonais, aux Juifs et aux Anglais, que la Russie peut espérer une victoire qui doit être non seulement militaire, mais aussi morale et économique pour décider : 1° si ce sont les Russes ou les Japonais qui doivent être les maîtres de l'Extrême-Orient; 2° si ce sont les Russes ou les Anglais qui doivent être les maîtres de la politique russe, et 3° si ce sont les Juifs qui doivent être les maîtres de la Russie. »

Toute ma correspondance avec mes amis de Russie est pleine du souci des dangers qui nous menacent; inquiets sur eux, ils le sont pour nous; mais la plupart trouvent, non sans raison, que nous avons des façons « d'alliés » qui ressemblent peu aux façons « d'alliés » de l'Angleterre et du Japon. Plus d'un me répète : « La question est fort simple : ou le Japon sera victorieux, et tôt ou tard il vous prendra, lui ou la Chine régénérée par lui, vos colonies; ou il sera vaincu, et l'alliance russe, « si vous ne la trahis-

« sez pas », vous conservera vos possessions en Asie. »

« Si vous ne la trahissez pas ! » Avant l'accord franco-anglais pas un Russe ne m'eût écrit cela.

Je ne parlerais pas de la question de la neutralité française, qui semble reconnue à cette heure, sinon par le peuple japonais, du moins par le gouvernement du Mikado, si cette question n'avait donné lieu à des manifestations dont il serait dangereux de ne pas tenir compte. Je veux parler du ton hostile et presque comminatoire de la presse anglaise vis-à-vis de la France à propos de cette neutralité.

S'agissait-il, comme dans l'incident de Hull vis-à-vis de la Russie, d'une manœuvre d'intimidation de l'Angleterre vis-à-vis de la France, ou était-ce un emportement involontaire qui lui faisait découvrir son véritable jeu ?

Pour moi c'est dans le sens de cette seconde supposition qu'il faut conclure. Nous sommes bel et bien encore une fois dupés par Albion, l'éternelle perfide.

Et comment croire que M. Delcassé, celui-là même qui a livré à l'Angleterre l'Égypte, le Siam, Terre-Neuve, l'Ethiopie, ait ménagé à la France une issue dans le filet qu'ont jeté sur elle à pleines brassées les trop habiles pêcheurs du Foreign-Office ?

La France s'est laissée aveuglément engager par son ministre dans les eaux de la Tamise. L'appât était pour lui, les mailles qu'elle ne peut plus briser, pour elle!



Lorsqu'on relit de sang-froid ce que la presse anglaise a appelé les « représentations » faites à la France par le Foreign-Office à propos des plaintes du Japon sur notre soi-disant violation de la neutralité, on a l'impression d'entendre le « Parbleu! » de M. de Camors après l'abandon complet que la femme qui avait jusque-là résisté lui a fait d'elle-même; on y sent le mépris et le ton d'un maître jeté publiquement à la face de celle qui s'est donnée tout entière et vis-à-vis de laquelle on ne se sent même pas engagée. Je les ai là, sous mes yeux en écrivant, les articles du *Times*, du *Daily Express*, du *Globe*, et le rouge me monte au front...

Le Japon et l'Angleterre, puissances insulaires, ont des règles de neutralité qu'ils prétendent imposer aux puissances continentales, sûres alors qu'ils seraient de vaincre sans combat si leurs exigences étaient subies. Dès que la Russie,

la France, l'Allemagne, en cas de guerre navale, ne pourraient plus se ravitailler par les neutres, il leur faudrait se déclarer vaincues dans les premières quinzaines des hostilités. Le Foreign-Office triompherait, mais le trafic anglais, si habile à déchaîner les guerres pour en bénéficier, serait le plus lésé.

L'entente cordiale semble avoir pour mission de provoquer des incidents qui surexcitent notre nervosité. Hier l'entente nous amenait la provocation de Guillaume II au Maroc, aujourd'hui elle vient de nous amener celle du Japon à laquelle l'Angleterre, cordialement... pour le Japon ! a joint la sienne.

Depuis cette entente de l'Angleterre et de la France, qui devait être une prime à la paix, l'Angleterre n'est occupée qu'à doubler son armée, qu'à quintupler sa marine. Les discours répétés de ses ministres à la Chambre des Lords et aux Communes sont pleins de ces questions. La grande préoccupation de l'Angleterre, ce n'est pas la paix, mais la guerre. Le vicomte Goschen a résumé ses ambitions à cet égard par ces mots : « Il faut que l'Angleterre puisse, non seulement lutter contre tous ses antagonistes européens avec lesquels elle peut être en conflit, mais encore assurer son attitude vis-à-vis des neutres ».

Et c'est en de pareils moments, c'est après l'expérience douloureuse et démonstrative du pacifisme de Nicolas II, quand Albion se veut plus forte que tous, c'est à cette même heure que les pacifistes anglophiles dreyfusards internationalistes, osés ou honteux, essaient de nous détremper par des chimères de « conciliation internationale ».

Il est vrai qu'à la tête d'une œuvre aussi détrempante, aussi aveuglante, lorsque notre salut dépend de notre clairvoyance, lorsque nous devrions n'avoir l'esprit tendu que sur les dangers qui nous menacent, à la tête de cette œuvre est M. d'Estournelles de Constant. C'est tout dire sur le but secret poursuivi !

Les grandes manœuvres décommandées en Angleterre ont encore souligné le mot d'un membre de l'Amirauté : « Soyons prêts ! »

M. Chamberlain a parlé à l'Association libérale de Birmingham. Il a appelé comme toujours de ses vœux le jour prochain des élections. Il est, lui, tout entier dans ce discours. Il blâme le gouvernement de M. Balfour, qu'il soutient ! de n'avoir pas fait encore appel au pays lorsqu'il a la preuve, par toutes les dernières élections partielles, que le pays n'est pas favorable au ministère. Voilà pour ses amis.

Quant à ses ennemis, il leur déclare net, tandis

que s'affirme à chaque consultation électorale partielle le contraire, qu'ils ont beaucoup perdu dans l'opinion, que le pays est de plus en plus impérialiste. Je souligne, non cette fois sans quelque raison, que l'opposition a abandonné plusieurs articles importants de son programme, « ce qui prouve à quel point elle est peu sûre de sa victoire prochaine ».

M. Chamberlain accuse l'opposition de n'avoir en vue qu'une tranquillité mesquine, faite pour réduire l'Angleterre à l'état de puissance négative, qu'elle devient un danger national par ses théories d'économie à l'aide du désarmement, lorsque au contraire il faut vouloir le pays fort, « plutôt offensif que défensif », sinon c'est marcher à l'amoindrissement de la Grande-Bretagne et à la fin de l'Empire.

M. Balfour, à l'assemblée générale de l'aristocratique Ligue des Primeroses, s'est déclaré satisfait (il l'est de lui-même tout d'abord) de la déperdition d'influence des libéraux. Comme le Premier parlait à l'Albert-Hall en même temps que parlait M. Chamberlain à Birmingham, il n'est pas douteux qu'il n'y ait eu convention entre eux pour affirmer qu'à mesure que l'opposition croyait gagner du terrain elle en perdait aux yeux de ses adversaires. Une telle affirmation, si elle ne peut faire de bien, ne fait pas de mal.

*

La réalisation des promesses de l'Angleterre, son soi-disant libéralisme peuvent être jugés pleinement par l'apparence de constitution qu'elle donne au Transvaal et refuse à l'Orange.

« La constitution est accordée au Transvaal, dit le *Times*, avec un système de répartition des circonscriptions qui assure une majorité britannique. Cette constitution n'est pas accordée à l'Orange, parce que les conditions y amèneraient le contraire, la prédominance de l'élément hollandais. »

L'Assemblée sera consultative; aucune des questions qui doivent lui être soumises ne pourra être résolue par elle. Le Roi aura la faculté d'envoyer son veto.

Cependant les lois, après avoir été soumises à l'assentiment du gouverneur, pourront recevoir leur exécution si elles sont relatives à l'ordre et à l'administration; mais tout débat financier ne pourra avoir lieu que sur l'initiative du gouverneur anglais, président de droit de l'Assemblée, et si sa liste civile de 1,250,000 francs a d'abord été votée.

Le gouverneur pourra à son gré dissoudre ou proroger l'Assemblée.

Les Burghers ruinés par la guerre n'ont que la mince satisfaction de pouvoir être inscrits sur les listes électorales sans avoir à justifier, comme les Anglais, qu'ils paient un loyer annuel de 250 francs ou qu'ils possèdent une valeur de 2,500 francs.

La situation morale de l'Assemblée législative sera la même qu'en 1896 et les Burghers vont se trouver à nouveau supérieurs en nombre aux Anglais.

« C'est pourquoi, dit le *Times*, on ne peut permettre aux Boërs d'obtenir par leurs votes ce qu'ils n'ont pu obtenir au moyen de leurs fusils. »

Le plus important pour les Boers est le changement de lord Milner, ennemi de l'agriculture, serviteur de l'industrie minière, et qui eût perpétué la misère. Lord Selborne aura-t-il plus d'indépendance ? On dit le gendre de lord Salisbury animé des meilleures intentions. Aura-t-il la facilité de les rendre actives, la volonté de les imposer ? Vainqueurs et vaincus pourront-ils, en présence dans une assemblée, ne pas se retrouver en face des mêmes intérêts qui les a fait se combattre ?

Les Hollandais pourront-ils ou voudront-ils

croire dès aujourd'hui à leur relèvement, comme l'ont voulu et pu les Français au Canada? L'exemple est là vivant. Le verront-ils ?



Les Allemands n'ont pas manqué de signaler la « bienveillance » que l'entente cordiale apportait dans les rapports de l'Angleterre avec la France. La *Post* de Berlin constate, non sans satisfaction, à quel point nous sommes dupes de la perfide Albion : « Les Français ont vu, dit-elle, que l'Angleterre n'a pas soutenu la France contre le Japon et que, si elle n'a pas provoqué, elle a du moins encouragé par ses agences télégraphiques la vive agitation qui a régné dans ce pays. »

La *Post* a raison et, pourquoi ne pas le reconnaître, il eût mieux valu que le passé nous préparât une Triplice avec la Russie et l'Allemagne que deux duplices, l'une avec la Russie que notre Gouvernement trahit, l'autre avec l'Angleterre qui nous trahit.

L'histoire sera cruelle un jour pour M. de Bismarck qui a rendu impossible la seule Triplice assez puissante pour défendre l'Europe contre

l'Asie, c'est-à-dire l'alliance de la Russie, de l'Allemagne et de la France avant sa défaite.

Jamais le Japon n'eût osé attaquer la Russie, quelle que fût sur lui l'influence anglaise, si cette Triplice avait été possible.

M. de Bismarck, s'il a reconnu son erreur dans la politique intérieure, s'il est allé à Canossa, s'est entêté vis-à-vis de la France, et a rendu possible l'affaiblissement des forces de l'Europe par elle-même.

La trahison, la malfaisance de l'Angleterre éclate aux yeux. Nous lui livrons l'Égypte, elle y fait sur l'heure une place à l'Allemagne pour l'allécher en pays musulman; elle nous pousse au Maroc et nous oblige à traiter l'Allemagne en quantité négligeable, c'est-à-dire qu'elle prépare et provoque le conflit.

Quand on parle du « coup de tête » de Guillaume II au Maroc, on oublie de dire que l'Angleterre l'a provoqué. Depuis longtemps l'Allemagne avait déclaré qu'elle affirmerait, quoi qu'il arrive des combinaisons anglo-franco-espagnoles, ses droits économiques au Maroc.

Le parti colonial allemand a toujours poursuivi l'idée d'entrer sous une forme quelconque en possession de la rade de Mogador; Guillaume n'a cessé de poursuivre la réalisation de ce rêve. M. Delcassé ne pouvait l'ignorer. Il devait donc

à tout prix entrer en conversation diplomatique précise avec l'Allemagne avant de conclure une entente avec l'Angleterre. C'est l'A, B, C, D de toute convention de tenir compte des intérêts en présence. Ne pas le faire, c'est exciter l'intérêt lésé aux protestations, aux révoltes et aux réciprocités dangereuses.

Lorsqu'on soupèse à cette heure la fermeté de M. Saint-René Taillandier en face de celle du comte de Tattenbach, qui n'attendit même pas d'instruction pour faire débarquer des soldats allemands à Safi, on est certain que la France court à un Fachoda allemand malgré toutes les notes qu'enverra aux journaux officieux le Juif étranger favorisé par l'absolue confiance de notre représentant, et à qui seul est reconnu le droit de dire ce que M. Saint-René Taillandier permet qu'on dise sur ce qui se passe à Fez.

Durant que M. Saint-René Taillandier essaie de prouver à Abd-ul-Aziz que la France est son plus puissant soutien, son amie la plus désintéressée, le prétendant, qui n'oublie pas que l'un de nos officiers a eu l'inqualifiable imprudence de faire tirer sur ses troupes, nous menace d'une incursion que son alliance avec Bou-Amana, nos injustices envers nos sujets musulmans algériens, les intrigues anglaises en Kabylie, rendent dangereuse.

Maintenant que la malfaisante besogne est faite par M. Delcassé, les Anglais vont le jeter à la mer, souligner nos fautes, se moquer publiquement de nous; le *Stunday Special* a déjà commencé.

L'Angleterre et l'Allemagne dépensent et déploient toute leur énergie pour acquérir de nouvelles bases d'expansion commerciale. Nous aidons l'une, nous entravons l'autre, ce qui est le comble de l'aveuglement. L'habileté eût été de les mettre face à face et de tirer bénéfice de leur querelle; mais ce jeu-là le Foreign-Office excelle seul à le jouer, et c'est pourquoi une fois de plus, après avoir jeté le Japon sur la Russie, elle jettera l'Allemagne sur la France.



Aveugle qui ne voit pas que Guillaume II veut la guerre avec la France, qu'il la prépare, que la force de la Russie seule calmait sa fougue avant le conflit japonais, que l'Angleterre ne l'inquiète pas comme elle inquiète nos gouvernants, qu'il en connait les points faibles, qu'il en a soupesé les forces et que sa conviction bien établie est que cent mille hommes peuvent en avoir raison

s'ils sont savamment préparés à débarquer au bon endroit de l'île anglaise.

Guillaume II est convaincu que l'Angleterre sera un jour ou soumise à l'Allemagne, ou son alliée obligée dans les buts mondains qu'elle poursuit.

On se rassure à cette heure en France parce que Guillaume II, dans son voyage actuel en Alsace-Lorraine, n'a pas encore parlé. Son silence est au contraire inquiétant. Pour ne pas se laisser aller à la surabondance continuelle de sa nature, il lui a fallu des raisons bien graves. D'ailleurs, s'il n'a pas discouru, il a beaucoup parlé et il a accentué l'importance de ses succès « français ». Il a dîné chez M. de Jaunez, à Remelfingen, près Sarreguemines, chez l'un des traîtres de la deuxième heure, Lorrain annobli par lui il y a quelque temps déjà et qu'il vient de décorer de l'ordre de la Couronne de deuxième classe.

Après un copieux dîner, Guillaume II s'est fait photographier au milieu d'un groupe de jeunes filles en costume lorrain.

La veille, 10 mai, le Kaiser avait traversé Schirmeck en automobile et s'était rendu jusqu'à la frontière, au col du Tonon, direction de Raon-l'Étape.

Guillaume II s'est fait donner une séance des chants populaires que les autorités allemandes

répandent et protègent en Alsace-Lorraine; il a surtout applaudi le *Combat* et le *Guerrier mourant*.

« Si je meurs, chante le soldat qui marche au « combat », ensevelissez-moi sous terre au son du tambour et des fifres ». Le « guerrier mourant » dit à ses camarades : « Et qu'on tire trois salves sur ma tombe en disant que je fus un brave guerrier ».

Le Kaiser a fait bisser, il a applaudi et il a songé aux complaisants internationalistes qui préparent ses victoires en chantant l'*Internationale*, tandis que les immigrés allemands en Alsace-Lorraine et les traitres ralliés chantent le *Combat* et le *Guerrier mourant*.

Dans le *Courrier Européen*, M. Alexandre Ular, le révolutionnaire si bien renseigné sur la politique allemande, et pour cause ! termine son dernier article par un résumé qu'il me semble utile de faire lire à mes lecteurs :

« M. Delcassé sait bien, — ou sinon je pourrais le documenter, — écrit M. Ular, que si l'Allemagne se sentait isolée et en péril d'être enfermée par un mouvement tournant diplomatique, qu'elle ne pourrait hésiter à frapper un grand coup. M. Delcassé sait que l'Allemagne, qu'on le veuille ou non, croit superstitieusement à une grande guerre contre l'Angleterre, qui, si la

« politique d'isolement » continuait, pourrait bien commencer du côté de Metz...

« M. Delcassé n'a peut-être pas compris que la question marocaine n'est pour l'Allemagne qu'un prétexte pour montrer à la France l'inanité de sa politique depuis sept ans. L'Allemagne veut établir : 1° que la France ne peut pas marcher jusqu'au bout avec l'Angleterre, et inversement, 2° que la Russie ne doit plus compter sur la France; 3° que l'Allemagne, même « isolée », peut jouer le rôle que M. Delcassé a voulu lui enlever. Quant à l' « idée » concernant l'Autriche, elle s'en arrangera si c'est nécessaire avec elle et avec l'alliée de la France sans s'occuper de celle-ci. M. Delcassé avec ses trois grandes idées aura servi tout le monde, sauf son propre pays ».

Tous ceux qui voient la situation de la France telle qu'elle est la sentent visée. Un ami polonais russe, le comte W., très informé des choses d'Allemagne par ses parentés, m'écrit :

« Guillaume fait songer à cette araignée tapie, repliée sur elle-même au milieu de sa toile, et qui épie l'instant où elle va fondre sur sa proie. Le coup de théâtre du Maroc, les récriminations hautaines du Japon, sont autant de provocations préméditées. Il faudra beaucoup de sang-froid et de sagesse pour que la France ne se laisse

pas entrainer. La voici de nouveau en une des situations les plus compliquées et les plus difficiles qu'elle ait eu à traverser depuis l'année terrible. Si au moins l'Angleterre était sincère, mais peut-on le croire? Si la France, l'Espagne, l'Italie et l'Angleterre étaient étroitement alliées? Si à l'Est les Slaves, oubliant leurs discordes, se groupaient tous autour de la Russie, c'en serait fait de la puissance germanique. Mais voici la Russie affaiblie pour plus d'un siècle ».



Les journaux allemands considèrent l'entrevue de Venise entre M. Tittoni et le comte Goluchowski comme un échec pour la France.

La politique allemande poursuit son but d'empêcher un rapprochement trop sincère entre nous et l'Italie. Elle y a réussi en faisant dénoncer à l'Italie, par des reptiles à sa solde, la soi-disant nouvelle que le Sultan avait accordé la construction du port de Tripoli à une société française. Là-dessus grand branle-bas de combat dans la presse italienne contre la France, grande excitabilité sur la fragilité du rapprochement avec nous. La nouvelle, bien entendu, était fausse, mais elle

a fait son œuvre de désagrégation et a préparé l'esprit public à mieux accueillir l'hosanna chanté par M. Tittoni sur la Triplice.

Sitôt son retour de Venise, M. Tittoni a tenu a établir qu'il était en possession d'un résultat de la Triplice. Jusque-là, l'alliance austro-germano-italienne passait, à bon droit, selon l'expression ancienne du comte de Robilant, pour « inféconde et stérile ».

Si les politiciens de Rome sourient volontiers des politiciens français et de leur naïveté vis-à-vis de l'Angleterre, ces derniers peuvent le rendre à l'Italie et à sa foi aveugle en l'Allemagne.

Est-ce qu'à un moment donné Berlin a jamais favorisé l'Italie? La Triplice a surtout servi à assurer à l'Autriche le Tyrol, Trente et Trieste. Elle n'a, à aucun moment, garanti les intérêts méditerranéens de l'Italie, Bismarck l'a toujours refusé. Le commerce italien a perdu des millions par sa rupture commerciale avec la France, rupture voulue par Bismarck et provoquée par son lieutenant Crispi.

Mais voici qu'aujourd'hui l'Autriche, qui jusqu'ici a pris largement son temps pour germaniser la Bosnie et l'Herzégovine, qui sur l'Adriatique a triomphé dans sa concurrence avec les compagnies italiennes, qui en Albanie lutte pied à pied contre l'influence latine, qui s'est installée

à Salonique, qui a fermé à l'Italie toute issue sur l'Orient, qui s'est installée formidablement à Pola de façon à tenir en respect la flotte italienne et à la faire reculer à son gré; voilà que l'Autriche germanisante, qui persécute les Italiens partout où elle les gouverne, voilà que cette Autriche, d'un mot que lui a permis de prononcer Guillaume II avant de partir pour Tanger, a tout changé comme par miracle, et ce mot le voici :

« La Triple Alliance a permis à l'Italie de s'entendre avec l'Autriche sur les questions balkaniques! » En vérité? Oui, la chose est certaine. Désormais l'influence de la politique autrichienne permettra, dans la réorganisation administrative de la Macédoine, de réunir les districts albanais à l'Albanie!

Mais, pardon, si cette réforme, qui pourrait bien demeurer longtemps encore dans les régions des calendes grecques, se faisait, en quoi cela servirait-il à l'Italie? Est-ce qu'au contraire elle ne donnerait pas à l'Autriche droit à la reconnaissance des Albanais? et son influence s'en accroîtrait d'autant!

D'ici là, on peut compter sur la diplomatie de Vienne pour germaniser encore quelques points restés latins en Orient, Guillaume II l'y aidera, et l'irrédentisme clairvoyant trouvera encore quelques motifs d'inquiétude et de prévision.

M. Tittoni est un esprit optimiste, il vient de le prouver surabondamment.

Il faut se dire que nos voisins ne sont pas aussi « gobeurs » que nous, que les vagues compensations albanaises ne détourneront pas l'esprit des patriotes de la crainte qu'y a mise les propos des officiers de l'armée autrichienne, entendus et répétés : « En huit jours nous pouvons être à Milan ».

M. Tittoni a malmené les Crétois pour leur impatience d'être réunis à la Grèce. C'est se rappeler bien peu les impatiences de « l'Italie une ! » Espérons que l'admiration de M. Tittoni pour la Triplice et pour ses mirifiques résultats — qui restent à prouver — n'a pas enlevé ses sympathies grecques au peuple italien.



En Hongrie la reprise des séances de la Chambre, la discussion sur le projet d'adresse à la Couronne, n'ont pas modifié la situation. L'opposition est toujours compacte, résolue à défendre ses revendications. Si l'empereur François-Joseph a compté sur la division des groupes, il s'est, jusqu'à ce jour, trompé. L'homo-

généité est complète parce que le sentiment national la cimente.

La lassitude de l'opposition, un coup d'État gouvernemental paraissent également impossibles. Les temps sont changés où la Hongrie n'avait pas encore conscience d'elle-même. Elle peut négocier, admettre des transactions, elle n'admettrait pas de subir la pression par la force, et à Vienne on jouerait un jeu dangereux en l'essayant.

Ce que je n'ai cessé de reprocher à la Hongrie, et ce qui arrête l'élan complet des sympathies vers elle, c'est qu'en même temps qu'elle défend les droits de sa langue nationale, qu'elle affirme vaillamment son patriotisme magyar, elle reste cruelle pour les petites nationalités slaves.

Cependant il faut noter la belle réponse de François Kossuth, qui m'a rappelé des paroles dites à moi-même par son noble père, à propos de la Bohême :

« La Bohême n'est pas un pays conquis, c'était un État libre et indépendant avec un glorieux passé historique lorsque de par sa libre volonté il mit la couronne de saint Venceslas sur la tête des Hapsbourgs. Si le premier roi de la maison des Hapsbourg n'a pas tenu les promesses données à la Bohême et si plus tard

les Tchèques ont été battus à la bataille de la Montagne-Blanche, cela n'a nullement affaibli les droits de la Bohême. C'est la force, non le droit, qui lui a ravi ses libertés, et la force de la nation tchèque peut revendiquer dans l'avenir ce que la force lui a pris dans le passé ».

Je ne sais si la nation tchèque affirmera un jour ses droits par la force, mais en attendant elle prouve sa valeur intellectuelle, morale, artistique, scientifique, ses facultés d'organisation, ses progrès journaliers dans toutes les branches de l'activité humaine.

Son patriotisme est admirable et inépuisable. S'agit-il de fonder un théâtre national dans une grande ville, comme Brünn en Moravie? Les Tchèques trouvent en quelques jours par des quêtes quatre cent mille francs. Faut-il glorifier la ville nationale tant aimée, « Prague », par un livre d'histoire? Dessinateurs, graveurs, auteur, éditeur, apportent au style, au texte, à « l'image » qui peignent la chère capitale le meilleur d'eux-mêmes, et l'on sent la fierté et l'amour patriotique à chaque page.

Fête-t-on le grand maréchal du Royaume de Bohême, le président de la Diète de Prague, le Prince Georges-Christian de Lobkowick et ses soixante-dix années? c'est un peuple tout entier qui lui rend hommage.

Et il y a de par le monde de faux historiens, de faux savants que nient la race!



L'époque de l'arrivée à Paris d'Alphonse XIII s'approche. Le jeune Roi, habitué en Espagne aux réceptions enthousiastes, que sa simplicité, alliée à la belle allure d'un Prince charmant, que son esprit, le courage dont il a montré déjà tant de preuves, provoquent irrésistiblement, trouvera à Paris l'accueil le plus sympathique.

On parlera dès son arrivée de sa bonne grâce, de son sourire si particulier et si attirant. Alphonse XIII aime la France comme son père, comme sa grand'mère l'aimaient.

Plus que jamais la puissance de la race se sent et s'éprouve dans les visites de souverain à peuple, parce que de plus en plus, malgré les habiletés ou les malhabiletés de la diplomatie, l'instinct populaire classe ses amis et ses ennemis.

Paris a pu sourire à Édouard VII, à l'ex-Prince de Galles, à l'ancien viveur qui s'y est rappelé ses plaisirs et a semblé y dédaigner son titre, tandis que, plus sûrement, il y dédaignait le pays

qu'il visitait en n'y séjournant pas officiellement, dans des circonstances très graves. Mais Paris n'a pas crié : Vive le Roi d'Angleterre ! Si l'on a entendu ce cri, c'est avec l'accent anglais.

Il criera : Vive le Roi d'Espagne ! comme il a crié : Vive le Roi d'Italie ! Vive l'Empereur de Russie !

Slaves et Latins ont des affinités que tous les arguments des théoriciens négateurs et révolutionnaires ne parviendront pas à fausser.

Le jeune Roi recueillera dans son voyage à l'étranger le prestige qu'il n'a pu encore acquérir par l'âge. La sûreté de ses jugements étonnera. Revenu dans son royaume après avoir flatté par ses succès la fierté jalouse de ses sujets, il aura plus d'autorité pour dénouer les multiples nœuds que les partis parlementaires se plaisent, en Espagne, exagérément à nouer et à renouer.



Si la Grèce souffre les plus cruelles tortures de la désespérance de ses fils crétois, de l'insécurité cruelle de ses enfants macédoniens, du malheur des Épirotes que la soldatesque turque traite comme au lendemain d'une guerre, elle

vient de constater quelle est dans le monde entier l'admiration qu'elle inspire. Le royaume d' « Athéné » n'a pas de limites, et ses sujets sont répandus sur deux continents.

Le cadre du premier Congrès international d'Archéologie ne pouvait être tenu que sur l'Acropole, où le moindre éclat de marbre, s'il retrouvait sa place, reprendrait sa part de la beauté miraculeuse du Parthénon.

Le souvenir d'un tel cadre domine à tout jamais la pensée.

Juliette ADAM.

6553. — Lib.-Imp. réunies. MOTTEROZ, Dr, 7, rue Saint-Benoit, Paris.

6e Année. — N° 112. 7 Juin 1905.

Parole française à l'Étranger

Abbaye de Gif, 2 juin 1905.

On ne peut souffrir la souffrance de ceux qu'on aime, comme elle doit être soufferte, que quand soi-même on l'a éprouvée.

Je souffre pour la Russie comme en 1870 j'ai souffert pour mon adorée Patrie. J'ai eu la même révolte au début des hostilités contre les hommes d'État russes qui, comme les ministres français, ont acculé leur pays à une guerre inutile dont les résultats devaient être fatals. L'imprévoyance, l'insuffisance à tous les degrés de la direction des affaires, le fatalisme, la lassitude en haut lieu ont été en Russie ce qu'ils ont été en France.

A ces éléments du malheur et de la défaite n'ont pas manqué plus qu'à nous chez nos alliés les apports de la trahison. Nous avons eu Bazaine, ils ont eu Witte!

Le pacifisme de Napoléon III valait celui de Nicolas II.

Le rêveur qui nous gouvernait avait voulu lui aussi réunir un congrès des Puissances européennes qui aurait dénoué toutes les questions pouvant faire surgir la guerre.

Alors pourquoi Napoléon III et Nicolas II n'ont-ils pas, avec une suite d'idées qui paraît si simple, déclaré au milieu des négociations avec l'Allemagne et avec le Japon qu'ils ne « voulaient » pas la guerre, qu'ils acceptaient les solutions des pourparlers engagés?...

Certes, il y a des guerres nécessaires, des guerres inévitables, mais celles avec l'Allemagne et avec le Japon ne l'étaient pas.

La Corée au Japon, la Mandchourie à la Chine pouvaient se donner et se rendre au nom du grand idéal que disait poursuivre Nicolas II. Un port libre de glace n'aurait pas été refusé à la Russie pas plus que la candidature d'un Hohenzollern au trône d'Espagne n'aurait été maintenue. Il eût donc été possible d'éviter deux guerres que l'intérêt suprême de la France et de la Russie était de ne pas faire.

Au milieu des moqueries que provoquait le « péril jaune » chez les esprits béats, il y avait place pour une opinion facile à démontrer, celle-ci : que le Japon, prenant goût à notre civilisation mécanique, à nos bénéfices commerciaux et industriels, il fallait, par des traités, reconnaître son droit proportionnel à ces bénéfices.

Sans l'avidité de certaines personnalités financières, sans les convoitises coupables et publiquement étalées, une entente de la Russie avec le Japon était facile et eût donné aux Japonais, par le commerce, par la diplomatie, par la paix, cette situation supérieure vis-à-vis de la Chine, ce protectorat moral qu'ils rêvaient.

Dans ces conditions réalisables, le double courant de pénétration économique s'établissait entre l'Europe et l'Asie au bénéfice des deux mondes.

L'Angleterre, l'Angleterre seule et sa politique féroce d'accaparement eût pu perdre aux arrangements pacifiques d'un Japon dirigeant la Chine avec la Russie.

Aussi l'Angleterre a-t-elle fait donner toutes les réserves de sa cavalerie de Saint-Georges, a-t-elle mis en œuvre la traditionnelle fourberie de ses intrigues pour déchaîner la guerre.

La Russie est à cette heure pantelante, livrée à l'intérieur aux agents les plus dangereux de la Révolution mondiale qui tous prennent le mot

d'ordre à Londres; elle est battue, écrasée par les alliés d'Albion !

Ce n'est que par le réveil de toutes ses énergies qu'elle peut être sauvée. Il lui faut un Tsar qui soit un Tsar et le vrai père de ce peuple dont une majeure partie croit encore en lui.

Chacun des actes de Nicolas II, chaque jour doit être un acte de sauvegarde, de paternité et de fierté. Énergique, les énergies de son peuple viendront à lui.

Qu'il se délivre de sa bureaucratie et de sa police qui, plus encore que les révolutionnaires, sont les ennemis de son trône et de ses sujets.

Remettre au lendemain, trainer en longueur les difficultés pour les user, tout ce qui se fait à cette heure est un palliatif insuffisant pour arrêter la désagrégation, conjurer le désastre.

La Patrie russe est en danger ! Que Nicolas II abdique s'il ne se sent pas la force de la sauver. Que les patriotes russes s'unissent, se groupent, se serrent ! En de tels jours, l'opinion vaillante finit par prévaloir et dominer.

Le « quelque chose d'autre » à faire s'impose. Un peuple qui veut se reprendre le peut toujours. Ce n'est que quand il s'abandonne qu'il est perdu.

La politique de Nicolas II a été hélas ! jusqu'ici tout entière dans des actes comme la suppres-

sion du ministère de l'agriculture, dans la disgrâce de l'inoffensif et brave M. Ermoloff et dans une faiblesse invraisemblable, inexplicable, stupéfiante envers M. Witte. Assez de demi-mesures, de palliatifs, d'hésitation et de faiblesse!



Mes amis russes et moi nous sommes d'autant plus accablés par l'effrayante destruction de la flotte qu'après avoir prédit durant de longues années les dangers d'un conflit asiatique, après avoir été durant de long mois convaincus de la fatalité des défaites, nous nous étions pris à espérer, à compter sur un succès possible de Rojdestvensky depuis son apparition dans les eaux chinoises...

Certes, nous savions qu'il y avait des refus d'obéissance et des révoltes parmi les matelots improvisés, mais les Russes sont très braves et nous pensions qu'au jour de la bataille les mutins eux-mêmes se battraient avec furie, sachant que le sort de la Russie était entre leurs mains.

Hélas! si toute la somme de courage a été donnée, la somme des coups portés a été la plus forte, et la vaillance de Rojdestvensky inutile en

face d'un armement, d'une science technique supérieurs.

Il faut que la Russie enterre ses morts avec tout son courage et qu'elle déterre sur l'heure ses réformes, enfouies dans les commissions et dans les bureaux. L'essai de ces réformes, même mal dégrossies, sera moins dangereux que les lenteurs qu'on mettrait à les faire.

Il faut rétablir l'ordre, non avec le désordre, comme l'essaie la police qui encourage les contre-manifestations et fait ainsi coupablement le jeu des révolutionnaires, il faut rétablir l'ordre véritable.

Des attentats se commettent partout sans que la police intervienne, que pour encourager les contre-attentats. Des clubs révolutionnaires s'organisent ouvertement sans qu'on les dissolve avec autorité et avec calme.

La paix avec le Japon dans la défaite, dans la désorganisation gouvernementale actuelle, serait la fin de la Russie, car elle accablerait sous l'humiliation les seules énergies patriotiques qui peuvent, dans l'espoir d'une revanche, la sauver.

Qu'on ordonne la retraite de Liniévitch s'il le faut, si l'on craint un nouveau Moukden, mais que la Russie demeure en armes, qu'elle ne soit que défaite, qu'abandonnée momentanément par Dieu, qu'elle ne soit pas vaincue, qu'elle ne re-

connaisse pas l'être! sinon les derniers malheurs s'abattront sur elle. Malheur au vaincu! qui se reconnait vaincu!



La continuité de la résistance de la Russie ne permettra pas au Japon de persuader avec la même autorité à la Chine qu'il est définitivement victorieux. Elle prouvera que de durs sacrifices sont encore à faire, que les blancs ne se courbent pas, même sous la défaite foudroyante qui semble définitive, qu'ils se refusent à payer d'énormes indemnités encourageantes aux agressions futures.

Pour la Russie, pour l'Europe, pour l'honneur moscovite, pour notre sauvegarde dans l'avenir, puissent nos alliés continuer la guerre. Il suffit que le comte Lamsdorff, l'ami de l'Angleterre, veuille la paix, que M. Witte, seul auteur responsable et criminel de la guerre, soit partisan de la paix à tout prix pour que les patriotes russes comprennent que l'intérêt supérieur de la Russie est de ne pas subir cette paix.

La paix ferait bien vite disparaitre, et ainsi va l'esprit humain courant à l'oubli! les consé-

quences de la victoire japonaise. Le Japon est à cette heure forcé, pour tenir en main toute sa puissance de bravoure, d'exalter son orgueil national. Il se détendrait dans les délices de la paix, et livré aux intrigues anglaises, il aurait des abandons qui calmeraient les craintes à peine dissimulées d'Albion sur la suprématie des Nippons en Chine et dans le Pacifique.

Mais si la guerre dure, le Japon gardant des inquiétudes, usant ses ressources, se sentirait le besoin de garanties et pourrait bien un beau jour faire quelque autre alliance et éliminer l'Angleterre.

En tous cas, à l'heure actuelle et par son fait, l'Angleterre ne peut pas ne pas reconnaître qu'elle s'est créé en Asie un rival naval pour le moins aussi dangereux que l'était la Russie terrestre.

Les Russes russes, désignation qui les distingue des Russes internationaux, se rendent nettement compte à cette heure des causes de l'infériorité de la défense nationale vis-à-vis de l'attaque japonaise. Ils veulent des réformes et les veulent immédiates depuis le désastre de la flotte. La presse se fait l'écho de l'opinion en demandant que l'on n'attende pas la fin des travaux de la commission Bouliguine pour convoquer une représentation nationale.

La situation est semblable, dit l'un des journaux de Pétersbourg, à celle provoquée par la « Bureaucratie » en 1649, où elle se dressait entre le peuple et l'État. Et il ajoute « que la Bureaucratie, toujours la même, se rappelle de l'histoire des Zemsky Sobor » ! Nous lui crions : « Assez ! assez ! ».

Le temps presse ! Tel est le mot qui se dit et se redit. Quoi que la Russie fasse ou décide, elle a à prendre de nouvelles mesures pour réparer les désastres actuels dus tout entiers à la multiplicité de ses rouages gouvernementaux, de ses services, au défaut de responsabilité, à la rivalité des départements entre eux.

La convocation d'une représentation nationale, de quelque façon qu'elle soit nommée, paraît urgente à tous.

Le Congrès des Zemstvos s'est terminé le mois dernier. 71 membres de ce Congrès se sont déclarés en faveur du suffrage universel direct et 51 seulement pour le suffrage à deux degrés. Ce Congrès a réellement travaillé et conclu qu'il était inutile de soumettre au Gouvernement les résolutions adoptées, et l'on ne s'est séparé qu'après avoir nommé un comité chargé d'organiser un second congrès.

Des groupes importants de citoyens se réunissent, discutent, se forment à une vie politique

nouvelle de participation aux affaires de l'État.

M. Chipof a convoqué, à Moscou, la minorité anti-constitutionnaliste choisissant de quatre à six délégués par gouvernement pour créer une agitation en faveur du suffrage restreint. Le suffrage universel paraît, à M. Chipof et à ses amis politiques, devoir aboutir, dans l'état d'ignorance où se trouve la masse russe, à une consultation trompeuse sur le sentiment populaire, les votants n'étant pas préparés encore à voter librement.

La commission Bouliguine devait examiner la question de mode du vote, soit celle par le suffrage universel, soit celle par quatre catégories, les paysans, les propriétaires fonciers, les propriétaires d'usines et les propriétaires d'immeubles.

Ces questions résolues, et quand le seraient-elles par la commission ? il resterait à classer les éléments de population si divers et les proportions de quantité qui existent entre ces divers éléments.

La question des Zemstvos elle-même est pleine de difficultés. L'extension à la Sibérie et au Caucase de ces assemblées provinciales comporte des études particulières. En Sibérie, comme il n'y a pas de noblesse, les Zemstvos auront un caractère démocratique. Au Caucase, ces assemblées, par suite des mœurs locales,

devront prendre une forme particulière. C'est pourquoi toutes les initiatives de groupes pour l'étude et des Zemstvos et de la représentation nationale ont leur nécessité, leur importance, et déblaient d'autant le terrain.

Le Congrès des délégués des Zemstvos tenu à Moscou s'est divisé en deux groupes, dans un classement qui simplifiera les résolutions à prendre : les constitutionnalistes parlementaires et les nationalistes progressistes. Le suffrage universel, de l'avis de ces derniers, irait droit à cette bureaucratie dont toute la Russie veut se délivrer. Le côté singulier de la question est que les partisans du suffrage universel sont les ennemis les plus résolus de la bureaucratie et des privilèges, et qu'ils veulent faire voter le paysan dont le vote sera en majorité acquis au fonctionnaire ou au maréchal de noblesse ou alors à quelque intrigant dangereux de bas étage.

S'il s'agissait d'une expérience à faire dans un pays en paix sociale et nationale, on pourrait tenter l'expérience, car le paysan russe est rien moins qu'un barbare, mais en ce moment l'épreuve serait dangereuse, de l'avis des vrais nationalistes progressistes russes. Un suffrage restreint doit donc donner plus d'appui aux réformistes qu'un suffrage universel.



L'Angleterre s'est hâtée en Afghanistan comme elle s'est hâtée au Thibet, voulant prouver aux bons Russes qu'une diplomatie avisée profite des embarras de ses rivaux et que rien n'est comparable aux facilités que donne un gouvernement rival quand il est engagé dans une guerre malheureuse.

L'avis vient hélas! trop tard, et fait regretter qu'il n'ait pu être donné avant la guerre du Transvaal.

Les Russes étant plus sympathiques aux Afghans que les Anglais, une mission russe ayant les mêmes instructions que la mission anglaise de M. Louis Dane aurait pour le moins aussi bien réussi, surtout si le « Livre Blanc » dit la vérité, et si M. Louis Dane est allé à Caboul « pour consolider les liens d'amitié entre le Gouvernement qu'il représentait et l'émir ».

M. Dane a fait, en vérité, un voyage bien chevaleresque, s'il est allé en Afghanistan rien que pour cela, mais bien instructif en constatant que l'émir n'est ni ignorant, ni barbare, qu'il est fort bien renseigné sur les affaires mondiales,

lit les journaux et a un service télégraphique.

Si les défaites de la Russie n'ont pas fait sonner l'heure où l'Afghanistan se placera sous la protection de l'Angleterre, comme l'a espéré lord Curzon, elles ont rendu l'émir plus doucereux, au moins dans la forme, vis-à-vis de l'envoyé du vice-roi anglais.

Cette question des frontières de l'Inde, qui semblait au premier plan des préoccupations de la Russie, la voilà reléguée bien loin, malgré l'avis de plus d'un Russe qui trouve que, battue pour battue, la Russie aurait pu détacher quelques milliers d'hommes pour occuper d'eux-mêmes les aimables Anglais si occupés des autres.



Le fameux discours de Guillaume II reproduit par la *Gazette Évangélique*, et dans lequel le Kaiser expliquait aux recrues pourquoi Dieu favorisait par des victoires les Japonais païens, ce discours a été démenti comme tous ceux de Guillaume II qui ont « trop de succès ».

Ce qu'on ne peut contester à l'Empereur allemand, c'est la notion précise et déjà ancienne

du danger que fait courir à l'Europe le réveil de l'Asie sous la forme du militarisme.

Il suit de près le développement, pour ainsi dire journalier, de l'influence japonaise en Chine et sa diplomatie est la plus active pour mettre en garde le gouvernement chinois contre le dédain de ses représentants pour les principes de neutralité.

Les vice-rois, tous les fonctionnaires chinois favorisent à l'envi les Japonais. Vingt fois la Russie a donné la preuve de l'intervention de l'aide chinoise en faveur des Japonais et elle a toujours été soutenue à Pékin par le ministre d'Allemagne.

Les Japonais, si pointilleux quand il s'agit de notre neutralité vis-à-vis d'une amie et alliée, neutralité respectée par nous dans la mesure du possible, bénéficient sans scrupules de leur situation de frères de race en Chine ; ils acceptent et, au besoin, provoquent toute l'aide, tous les concours chinois qui peuvent leur être utiles. Cette aide, ces concours prennent toutes les formes et il est difficile de s'en étonner, l'étranger blanc étant haï et maudit pour avoir occupé la province sacrée, berceau et tombe de la dynastie mandchoue. Le frère jaune venant combattre, donner son sang, pour reprendre et rendre la terre impériale à l'Empire est servi avec passion. Mais

ces sentiments mêmes obligent davantage encore le gouvernement chinois à faire respecter la neutralité qu'il s'est engagé à garder.

Or, rien n'est fait en ce sens, et le Japon ajoute en paix, journellement, une violation de la neutralité chinoise à une violation.

La Russie n'a cessé de protester, et son ministre à Pékin, M. Lessar, de rédiger note sur note. Le grand argument du gouvernement chinois étant son impuissance à rien empêcher, la Russie paraît résolue à prendre elle-même ses garanties et à violer, comme le fait impunément le Japon, la neutralité chinoise. On parle d'une entrée des troupes russes en Mongolie pour parer au mouvement de flanc des Japonais, qui auraient dépassé la frontière mandchoue et manœuvrent en Mongolie.

Voilà de la besogne pour la diplomatie européenne et américaine, les puissances ayant, au début de la guerre, décrété que la Chine resterait neutre « afin que le cadre des hostilités ne puisse pas s'élargir ». Or, le cadre s'élargit.



On parle beaucoup de guerre en Allemagne ; on en raisonne, on en discute, on en met à leur

point les plans du grand état-major de Berlin.

Le parti militaire trouve qu'on bénéficie trop peu de l'état de l'armement, qui en est « à sa meilleure période ». Les chemins de fer stratégiques sont faits; ils aboutissent tous à la frontière française. « Vont-ils servir? » se demandent les officiers.

La *Patrie* a publié un article du plus haut intérêt sur l'opinion dudit grand état-major allemand. Cette opinion est résumée en paragraphes que le manque de place seul m'empêche de citer. On y trouve à l'article 4 :

« La guerre future sera une guerre d'offensive foudroyante. Le territoire ennemi sera envahi sitôt et peut-être avant la déclaration de la guerre ». Le Japon fait école.

« La population allemande est à tel point dense qu'il lui faut des terres nouvelles », répètent les officiers entre eux, et, de proche en proche, des soldats qui ont entendu la dangereuse formule la répètent; aussi les paysans les plus opposés à toute guerre attendent-ils la prochaine avec impatience, pour prendre possession des « terres nouvelles ».

Guillaume ne fait rien à cette heure pour empêcher l'appétit de ses sujets ~~terriens de croître~~, et il lui plait peut-~~être~~ de penser, lui qui évoque si souvent la tradition du passé, des hordes

d'Attila, des forces de sa « dextre » gantée de fer, qu'il sera suivi à son tour par les hordes germaines, auxquelles il livrera les terres gauloises.

« Les finances de l'Empire commencent à avoir besoin d'indemnités de guerre, disait, il y a quelques jours, un député prussien conservateur à un journaliste autrichien. Nous sommes dans une situation si exceptionnelle que ce qui serait dangereux à tout autre pays nous devient un avantage. La guerre, pour nous, sera, comme pour le Japon, une respiration. Nous manquons d'air! l'envahissement d'un pays voisin nous dégonflerait. Quant à nos dépenses militaires, dépenses d'Empire! elles obligent de plus en plus les petits États de l'Allemagne à subir des impôts généraux, et cela diminue d'autant leurs ressources particularistes ».

Guillaume II dispose, pour les premiers fonds nécessaires à une mobilisation, des millions du trésor de guerre de Spandau et de près d'un milliard d'autres fonds qui sont, le cas échéant, à « sa disposition suprême ».



L'orgueilleux Kaiser sent l'Allemagne arriver au faîte de sa puissance militaire. Sa nature le

porte, non à enserrer un peuple rival dans un réseau d'intrigues comme l'Angleterre, pays sans armée, impuissante à imposer ses convoitises par la force, sa nature le porte, dis-je, à faire des actions éclatantes, à prendre des résolutions hardies, à « claironner ses actes », comme disait de lui sa mère l'Impératrice Victoria.

S'il fait la guerre, et il y songe ! il la fera au moment où le monde entier aura les yeux fixés sur lui. La mise en scène, on peut s'y attendre, en sera, selon l'une de ses formules, « la plus grande qui ait été vue depuis les temps les plus reculés de l'histoire ».

Il voudra y ajouter un je ne sais quoi religieux. Il cherche ce je ne sais quoi, il le prépare pour que sa guerre ait une allure de croisade.

Plus la France persécute le catholicisme, plus Guillaume II affecte de le protéger. En Orient son voyage au Saint-Sépulcre a été une manifestation contre nous, un droit affirmé à notre succession. Partout il se plaît à se substituer à la France. Chaque fois qu'il peut nous mettre en cause, prouver que nous faisons faillite à une responsabilité ou à un devoir, il s'inscrit alors pour le remplir. C'est à Metz, au milieu des catholiques lorrains si attachés à leur religion jusque-là « française » qu'il s'est fait remettre solennel-

lement la décoration papale du Saint-Sépulcre. Il cherche toutes les occasions de forcer l'opinion à dire : la France détruit ceci, Guillaume II le relève; alors il réalise un rêve, il fixe l'une de nos infériorités.

Le discours de Guillaume II à Breslau est l'entrée en matière du discours de Metz, le préparant et posant en même temps la candidature de l'Allemagne vis-à-vis du Saint-Siège à la protection des chrétiens d'Orient.

« Aujourd'hui vous amène vers moi, a dit Guillaume II, une mission du successeur de Léon XIII, le pape actuel pour lequel déjà, d'après les actes qu'il a accomplis jusqu'ici, je ressens une haute considération. Accomplissant le vœu du patriarche chrétien Piavi, dont la noble figure est encore clairement présente à mon esprit depuis les journées de Jérusalem, vous me remettez les insignes de l'ordre du Saint-Sépulcre. Je reçois volontiers cet ordre et je considère dans cet honneur un nouveau lien qui m'unit à l'action religieuse de la chrétienté en Terre Sainte. »

Rien ne peut être plus clair que la pensée de Guillaume II exprimée ainsi. Les journaux officieux du Kaiser répètent à l'envi que le monde latin, la France en tête, s'affranchissant de la tutelle papale, « la papauté doit essayer de re-

conquérir sa puissance en l'érigeant dans les pays germains ».

« L'espérance chrétienne est en Guillaume II, dit un organe catholique; il a compris mieux que tout autre souverain ce que contiennent d'énergies influentes, moralisatrices, gouvernementales, les groupements catholiques du monde entier. Il veut en être la sauvegarde. »

Les catholiques allemands répètent à satiété : « La France est le passé, en Orient; nous sommes l'avenir, et c'est à nous que doit appartenir désormais le protectorat des chrétiens d'Orient et d'Extrême-Orient. »

L'Italie s'efforce de se glisser entre l'abandon de la France et les entreprises allemandes. Pie X, italien, très italien, s'il hésite à la fois à abandonner la France et à s'abandonner à l'Allemagne, songe à faire bénéficier son pays de ce que l'une rejette et de ce que l'autre convoite. On affirme, avec apparence de preuves, qu'il prépare la réconciliation de la papauté et de la maison de Savoie, et qu'il a collaboré à un mémoire touchant la question des indemnités accumulées. S'il acceptait un jour les faits accomplis que Pie IX avait anathématisés et Léon XIII refusé de reconnaître, il le fera, grâce à l'habileté de Guillaume, au bénéfice de l'Alle-

magne, et en même temps à celui de l'Italie triplicienne.

Ce qu'accomplissent nos internationalistes anticléricaux, l'œuvre coupable de la séparation de l'Église et de l'État dans l'esprit où ils comptent la voter, est une œuvre qui apparaîtra de plus en plus néfaste pour tous les intérêts économiques, moraux, nationaux, diplomatiques, politiques de la France à l'étranger.

Guillaume II a choisi Metz pour faire sa démonstration papiste. Il savait, par là, bénéficier de toute l'irritation des catholiques lorrains contre le gouvernement de la France. Pour Guillaume II, le cléricalisme « est un article d'exportation ». C'est contre la France, directement visée, qu'il a fait sa manifestation, et la *Gazette de Francfort*, entre autres feuilles allemandes, souligne « l'échec indéniable que l'entrevue de l'Empereur avec les cardinaux allemands à Metz inflige à la France ».



Si la Russie subit défaites sur défaites, la France semble courir à la multiplicité des échecs.

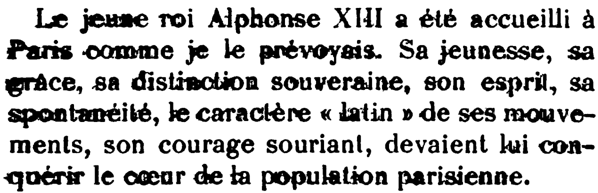
Mes amis eux-mêmes m'ont trouvée excessive

et plusieurs m'ont accusée d'exagération systématique lorsque j'ai répété que l'affaire du Maroc couvrant la livraison de l'Égypte, de Terre-Neuve, du Siam, de l'Abyssinie à l'Angleterre ne pouvait être une simple duperie, mais bel et bien une trahison. Il eût fallu être stupidement aveugle pour ne pas peser, d'une part, les conséquences de tant d'abandons qui sautaient aux yeux et, d'autre part, les chances contraires à l'occupation pacifique d'un pays farouche qui ne se donnait pas.

La riche Égypte perdue; Terre-Neuve et ses bénéfices abandonnés; au Siam, une situation à demi bonne rendue mauvaise; en Abyssinie un représentant de la France qui sert les intérêts anglais plus que les nôtres, comme l'a fait trop longtemps à Tanger M. Saint-René-Taillandier : Voilà le lamentable bilan.

Et aujourd'hui l'échec, le mot humiliant, la défaite diplomatique partout ! Fachoda domine la figure de M. Delcassé ; le renvoi bredouille de la trop fameuse mission Saint-René-Taillandier la complète.

L'Espagne libérée de la France au Maroc par l'Allemagne est mûre pour être cueillie par l'Angleterre.



Le jeune roi Alphonse XIII a été accueilli à Paris comme je le prévoyais. Sa jeunesse, sa grâce, sa distinction souveraine, son esprit, sa spontanéité, le caractère « latin » de ses mouvements, son courage souriant, devaient lui conquérir le cœur de la population parisienne.

Il a paru et il a charmé ; on l'a vu, revu et on l'a aimé. Lorsque les Parisiens l'ont senti en danger au milieu d'eux, combien lui eussent fait s'ils l'avaient pu un rempart de leur corps ?

Les anarchistes et leurs lâches attentats ont indigné jusqu'à M. Bérenger ! Ledit M. Bérenger allait jusqu'au sifflet, pas jusqu'à la bombe. Mais est-ce que ce n'est pas par un coup de sifflet que le signal a été donné aux criminels de jeter leur engin de mort ? On le voit, entre le sifflet et la bombe il y a complicité. Puisse Alphonse XIII achever son voyage, sous le sourire du ciel qui le favorise, et sauvegardé par les sympathies de la population parisienne. Dieu veuille qu'il nous quitte sain et sauf. C'est la prière que font tout Français et toute Française dignes de ce nom à cette heure.



En Angleterre le roi Alphonse ne peut courir aucun danger. Les anarchistes sont trop dévoués à Albion pour lui causer un souci. Elle est leur protectrice, leur hôtesse et au besoin leur instigatrice.

La quinzaine a été fort agitée à la Chambre des Communes. M. Balfour, mis en demeure d'avoir une opinion précise sur la deuxième réunion de la Conférence coloniale réunie une première fois sous le ministère Chamberlain, a essayé comme toujours de se soustraire à une détermination précise.

Dans la fameuse réunion à Londres, au moment du couronnement du Roi, des représentants de toutes les colonies anglaises, M. Chamberlain avait vu la réalisation de l'Empire et l'approbation possible de ses projets de réformes fiscales. Son attente fut trompée, mais une seconde conférence fut projetée quatre années plus tard. On était alors en 1902. M. Balfour avait approuvé cette fixation d'époque pour une discussion plus éclairée des projets de son collègue M. Chamberlain.

L'époque fixée arrivant à échéance, le chef de l'opposition, pour mettre le Premier dans l'embarras, lui demanda s'il avait l'intention de convoquer la conférence? si l'on y traiterait de la question fiscale. Quand M. Balfour avait parlé à Édimbourg en 1904 de la convocation possible de la conférence, il ne croyait pas être encore ministre en 1906; il supposait en outre que les élections auraient définitivement fixé la question des réformes fiscales de M. Chamberlain.

C'est pourquoi, au milieu d'une Chambre grondante à droite et à gauche, M. Balfour a répondu que « cette conférence ne peut avoir lieu qu'après les élections ». — « Et alors à quand les élections? » Mutisme de M. Balfour, plus résolu à mesure que les hurlements de l'opposition grandissaient.

Au cours de la quinzaine, M. Balfour avait longuement répondu à une interpellation sur la possibilité d'une descente d'armée ennemie en Angleterre. Il a nié cette possibilité avec une assurance, une certitude qui ont rasséréné la majorité. Les interpellateurs songeaient à l'Allemagne, M. Balfour leur répondit en ne parlant que de la France. Il aurait pu simplement citer le mot de M. de Moltke :

« 10,000 hommes pourraient aisément entrer en Angleterre, mais n'en pourraient plus sortir. »

M. Chamberlain n'est pas content, il affirme que les colonies sont favorables à ses projets fiscaux, et il réclame la conférence coloniale avant les élections, espérant les influencer. C'est là encore l'une de ses illusions.



Les intrigues de l'Angleterre en Arabie sont triomphantes. Le Sultan ne peut plus s'illusionner sur la possibilité de reprendre la province de l'Yémen. Elle est perdue pour lui. Sanaa, la capitale, dont la mosquée fut longtemps la rivale de La Mecque, est tombée aux mains des révoltés, et les a fanatisés. On ne les dépossédera plus de la ville sainte. Et ce ne sont pas les troupes d'Abdul-Hamid qui auront raison de ces montagnards farouches descendus par milliers vers la mer, et auxquels les Anglais fournissent de l'argent et des armes.

Les régiments arabes qu'enverrait le Sultan fraterniseraient avec leurs frères, et il est impossible de trouver en dehors d'eux trente ou quarante mille soldats turcs résolus à combattre héroïquement pour déloger les rebelles de Sanaa.

Celui qui entraine les révoltés, Mahmoud Yahia, est un chef vaillant et un esprit avisé. Il a

enrôlé tous ceux qu'ont exaspérés depuis la conquête, depuis 1853, les vexations et la cruauté des fonctionnaires turcs qui dépassent tout ce qu'une race fière peut supporter.

Mahmoud Yahia, conseillé par les Anglais, songe, lorsqu'il aura assuré sa victoire, à s'allier aux tribus de l'Assyr, à délivrer La Mecque du joug turc, à dépouiller à tout jamais le Sultan du khalifat et il a proclamé Khalife l'Émir de La Mecque à la place d'Abdul-Hamid.

Les troupes syriennes envoyées dans l'Yémen par la Turquie se sont débandées sans combattre. Réfugiées à Aden, les Anglais les ont transportées à Port-Saïd, et l'on croit que ces fuyards iront pour la plupart grossir les bandes de brigands en Macédoine.

Abdul-Hamid a chargé le général Féhzi-Pacha avec quelques régiments d'Arnautes de protéger La Mecque et Médine menacées? Mais que peut un vieux général sans valeur avec si peu de forces, contre 150,000 hommes passionnés d'indépendance, enflammés par l'idée religieuse et à qui la perfide Albion a persuadé qu'ils ont à arracher l'islamisme des mains d'un indigne, à défendre le véritable Khalife l'Émir de La Mecque, descendant direct du Prophète.

« Le ciel est avec vous par la victoire, répète-t-on à Mahmoud Yahia; il vous montre le che-

min sacré que vous devez prendre pour accomplir le vœu du Prophète et remettre le khalifat à son héritier. »

Le jour où le Sultan sera définitivement déchu du khalifat, son empire asiatique se désagrégera comme son empire européen.

La pauvre Macédoine continue à être la victime des querelles des races entre elles, et plus les crimes s'accumulent, plus la situation est intenable, plus la Turquie excite les passions et ajoute aux éléments de troubles, aux motifs de vengeance d'une population à laquelle rien ne fait entrevoir la fin de ses maux. Les crimes provoquent les crimes, le brigandage va se développant sous une étiquette nationale, et les Turcs assistent tantôt impassibles aux crimes qu'ils pourraient faire cesser, tantôt actifs pour entraver un courant de détente.

Si les comités bulgares s'acharnent surtout après les Grecs, ils n'épargnent pas non plus les Serbes, et l'essai d'entente entre la Serbie et la Bulgarie, qui paraissait sincère, a été rendu impossible par les crimes des comités bulgares.

Les couvents grecs ont tenté les bandes bulgares qui pillaient les vases sacrés et ne trouvaient jusqu'à ce jour aucune résistance chez les moines. Mais ceux-ci se sont armés et se défen-

dent. Voilà qui calmera l'ardeur des bandes qui ne se sentiront pas en force.

Les Turcs semblent attaquer plus volontiers les bandes gréco-macédoniennes qui ne se sont formées que pour défendre leurs frères contre les bandes bulgares, parfois uniquement de brigands, et ils laissent en paix ces derniers.

En Crète, les consuls, au nom des quatre puissances « protectrices », ont remis au prince Georges une proclamation demi indulgente pour les révoltés au cas où ils déposeraient les armes, mais implacable pour la révolte et menaçant de rétablir l'ordre par des mesures militaires et navales. La pauvre Crète est loin encore de voir ses vœux se réaliser.



En Hongrie la coalition des partis d'opposition donne le spectacle rare d'un accord absolu. Malgré tous les efforts faits pour la dissoudre, malgré l'espoir souvent affirmé par les ministres à Vienne et par le vieux souverain lui-même, que la combinaison est « éphémère », toutes les démarches faites, tous les projets essayés n'ont abouti qu'à l'impuissance de rompre des liens

soudés par le patriotisme magyar. La solution ne parait pas proche, François-Joseph ayant déclaré que rien ne le ferait céder dans la question du commandement militaire en langue magyare. On se demande combien de temps pourrait durer un cabinet d'affaires, qui d'ailleurs n'est pas encore fait et qui aura pour mission de désagréger l'opposition à propos de la séparation douanière avec l'Autriche. L'échec de la tentative du baron Fejervary a, dit-on, impressionné François-Joseph. Elle a d'ailleurs été complète. Les derniers des petits employés eux-mêmes ont refusé d'être ministres.

En Bohême la rentrée de la Diète de Prague s'est faite, pour la première fois depuis bien des années, avec calme. Si l'on ne peut voir l'indice d'une réconciliation dans ce fait qu'Allemands et Tchèques d'un commun accord ont discuté sans violence des lois nécessaires, encore peut-on conclure que les Allemands ont reçu des Tchèques abandonnant l'obstruction à Vienne une leçon qu'ils ont comprise.

Les Tchèques n'ont pas renoncé à cette obstruction sans avoir obtenu de M. de Gautsch des concessions. Ils ne tiendront les engagements pris qu'à la condition que le Gouvernement de Vienne tiendra les siens.

La réconciliation des deux races est à tout ja-

mais impossible, mais le jeu de leurs intérêts réciproques peut se combiner sans difficulté à la condition que certaines réformes soient faites, que l'égalité des droits tchèques cesse d'être contestée par les Allemands, et que le germanisme conçoive en Bohême l'idée de justice.



A Rome le ministère de M. Fortis ne paraît pas avoir gagné en stabilité. On l'accuse de légèreté dans ses projets de crédit; les questions seraient mal étudiées ou trop hâtivement. M. Tittoni lui-même, lors du vote du budget des affaires étrangères, a failli être renversé.

Ce n'est pas que la Chambre se passionne et attaque ouvertement les ministres, mais des assauts calmes et la tactique des votes secrets deviennent plus dangereux qu'une lutte ouverte et violente.

Heureusement pour le ministère, M. Giolitti rétabli vient d'arriver à Rome. M. Fortis est allé l'attendre à la gare, heureux de se sentir à l'abri de son influence et de pouvoir se guider sur ses conseils. M. Giolitti aura-t-il pour son successeur les sourires et les indulgences de la convalescence?



La mort frappe à coups redoublés autour de moi. Hier je perdais Sawas-Pacha, l'ami sûr et dévoué avec lequel tant de fois j'ai parlé de notre chère Grèce. Né à Janina, il avait servi fidèlement la Turquie, lui apportant comme à une patrie plus adoptée que subie les ressources de ses diagnostics politiques aussi sûrs que son diagnostic de médecin. Honnête homme, savant, philosophe, juriste, lettré, Sawas-Pacha était l'un des causeurs les plus charmants que j'ai connus et aimés.

J'envoie aussi un souvenir à Mme Glétron, à laquelle je dois des soins amicaux lorsque ma vie fut en danger par la fièvre typhoïde.

Juliette ADAM.

6561. — Lib.-Imp. réunies, Motteroz, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

6e Année. — N° 113. 21 Juin 1905.

Parole française à l'Étranger

juin -

Abbaye de Gif, 16 janvier 1905.

Je le retrouve mon état d'âme après Sedan, comme on retrouve la douleur d'un deuil qu'on a porté s'il frappe un ami cher.

Les Russes patriotes pleurent leurs larmes les plus amères après Tsou-Sima, comme nous avons pleuré les nôtres.

Je sens leur chagrin; je le partage, mais je suis avec ceux qui ont l'espoir d'une revanche de la fortune des armes chevillé au cœur. Ne pas continuer la guerre, après Sedan, ne pas croire aux victoires de la défense de Paris, au succès final

de la résistance en province, je ne l'aurais pas pu...

C'est seulement lorsque la dernière chance d'espérer échappe qu'on accepte le sort affreux du vaincu.

Alors, ce jour-là, c'est l'écroulement ! et toutes les morts qu'on avait acceptées, parce qu'elles étaient des sacrifices nécessaires au salut de la Patrie, vous accablent à la fois.

Autant mes lecteurs m'ont vue l'ennemie tenace, acharnée d'une guerre inutile et par là même coupable, autant j'ai souhaité le succès de persuasion de deux diplomates, MM. Kurino et de Rosen, dont l'histoire ennoblira la figure et qui, à Tokio et à Pétersbourg, ont fait les plus sincères, les plus courageux efforts pour empêcher le choc de deux mondes, autant je suis, à cette heure, l'ennemie tenace, acharnée d'une paix humiliante pour notre alliée, autant je souhaite l'échec de pourparlers en faveur d'un abandon de soi qui livrerait la Russie à ses désagrégateurs.

Il suffit qu'on détache sur ses deux plans opposés la silhouette de l'homme démoniaque qui a rendu la guerre « inévitable », de M. Witte qui conseille à cette heure la paix « inévitable »,

pour se dire que cette paix serait aussi malheureuse que la guerre l'a été jusqu'aujourd'hui.

Les hommes seuls ne peuvent plus prononcer : après un tel déchaînement de forces, après tant de sacrifices, après tant de larmes, tant de ruines, il faut en appeler au jugement de Dieu par un dernier effort.

N'était-ce pas une sorte d'avertissement du ciel le jour du sacre que ces écrasements humains, sans consolation, puisque la défense nationale ne les nécessitait pas. La guerre de Mandchourie, non plus, n'était pas une nécessité de défense nationale. Mais après Liao-Yang, après Moukden, après Tsou-Sima, ce n'est plus la guerre mandchoue que fait la Russie, c'est la guerre aux défaites, la guerre de relèvement de la Patrie, c'est une guerre nationale.

Les partisans d'une paix à tout prix pour la Russie sont, chez nous, les révolutionnaires, les anglophiles, les pacifistes, les dreyfusistes.

Chez nos alliés, tant les esprits sont bouleversés, on entend parfois un révolutionnaire déclarer qu'il faut que la guerre continue pour le bien de la Révolution et un conservateur soutenir que la paix seule mettra la Russie à l'abri de la Révolution.

Je ne puis donner l'idée des multiples divergences de l'opinion russe que par les extraits des lettres que je reçois. J'y puiserai donc, maintenant que j'ai exprimé mon sentiment personnel et précis, auquel la protestation des généraux de l'armée de Mandchourie vient d'apporter une sanction.



L'un de mes correspondants me dit :

« Witte et Hanotaux, par leur absurde intervention en 1895 contre le Japon, sont les principaux coupables de l'écrasement de la Russie. Mais que la France n'aille pas pour cela reprendre la politique allemande de Jules Ferry. Katkof et Alexandre III se remueraient dans leur tombe si vous reveniez à la situation de 1886. Il ne faut pas vous imaginer que par là vous vous mettriez à l'abri d'aventures militaires. La seule politique que vous auriez dû faire, la seule qui aurait pu vous garer un peu de l'avenir, c'eût été de garder partout vos positions, de temporiser, de faire de la politique de bascule. Maintenant, je crains

pour vous qu'il ne soit trop tard. Quoi que vous fassiez, vous êtes menacés à droite et à gauche, et pris entre deux feux. »

Un autre ami russe, conservateur, me dit que si promptement le Tsar ne sort pas de son irrésolution, quant à la politique intérieure, et s'il s'obstine à continuer la guerre, c'est la révolution inévitable et une révolution générale.

Le retard dans les réformes possibles atteint ce résultat fatal de devenir le collaborateur le plus efficace des révolutionnaires et de M. Witte qui dirige ces derniers de plus en plus.

« A propos de Witte, ajoute mon ami russe, il est faux qu'il ait présidé une séance des ministres et qu'il ait été appelé à Tsarskoié-Selo. Même la *Rouss*, un des rares journaux qui le soutiennent, a dû démentir ces racontars. Le « Comité » des ministres est depuis des mois transformé en « Conseil » des ministres, afin justement d'éviter la présidence de Witte. C'est le comte Solsky qui préside le Conseil à défaut de l'Empereur. On n'a pas le courage de se débarrasser ouvertement du malfaiteur après qu'on a reconnu qu'il est la cause de tous les maux dont la Russie dépérit.

« Il s'est trouvé, parmi les ministres un hon-

nête homme, M. Ermoloff, qui a eu le courage de dire plusieurs fois la vérité à l'Empereur. Les fous ont décidé de l'éloigner; mais, comme on manquait de courage pour le révoquer directement, on a supprimé son ministère, et lequel? Celui de l'agriculture!!! On a remplacé ce ministère, le plus important en Russie, par trois commissions! Il y a à présent une trentaine de commissions qui noient ou embrouillent tout.

« A l'avenir ce sont les communistes et les collectivistes de Genève et d'autres lieux qui dirigeront les millions de paysans russes.

« Il n'y a plus de place en ce moment en Russie que pour les fous, et l'on en arrive à faire cause commune avec ceux des modérés qui, comme Chipof, le prince Galitzine, président de la Douma de Moscou, et d'autres, réclament depuis la défaite de Rodjestvensky la convocation d'une Assemblée constituante pour sauver la Russie. « Quelles que soient les conditions de cette élection », moi-même, qui depuis trente-cinq ans ai combattu l'introduction de toute apparence de parlementarisme en Russie, qui ai travaillé à éviter à mon pays cette périlleuse aventure et qui ai cru que des réformes indispensables et urgentes pouvaient donner satisfaction aux be-

soins du peuple russe, moi-même, je suis devenu un partisan actif de la convocation d'une Assemblée de représentants quelconques qui nous débarrasseront d'une bureaucratie pillarde, stupide et malfaisante. »



Dans une autre lettre, je retrouve l'affirmation que la paix seule peut empêcher la Révolution, que le peuple russe « tout entier veut la paix et la fin de cette lamentable guerre », que l'armée et la marine sont du même avis depuis la reddition de Niebogatoff, que cette guerre n'a jamais été populaire, que le peuple russe n'est nullement belliqueux et pas le moins du monde avide de gloire militaire, qu'il faut une cause nationale ou religieuse pour l'enflammer et le rendre prêt au sublime sacrifice. Bien plus, le grand nombre ne serait pas fâché des défaites subies, espérant qu'elles mettront fin au régime de corruption bureaucratique, au désordre dans toutes les branches d'administration, etc., etc.

La paix paraît probable à l'auteur de cette

dernière lettre et le développement de ses considérations ne peut trouver place ici, la conclusion en étant qu'il vaut mieux traiter tandis que l'armée de Liniéwitch est intacte qu'après son écrasement.

Mais voici une autre note : « Liniéwitch a accompli un tour de force héroïque, presque miraculeux, en arrêtant la débâcle après Moukden, en réorganisant, en sauvant l'armée. Il lui a rendu le courage et la confiance, il a su donner au gros de l'armée des fortifications magnifiques et il a créé, dans le voisinage de Kirin un immense Plewna absolument imprenable. Il a organisé, dans la partie de la Corée du Nord qu'il tient encore un corps commandé par le général Andréef, qui peut devenir excessivement dangereux à l'aile droite des Japonais s'ils se risquent trop sur la route de Vladivostok, avec l'intention de couper les communications. Bien plus, le raid de Mistschenko en Mongolie, si ce général possède en dehors de la cavalerie et de l'artillerie une quantité suffisante d'infanterie, peut paralyser l'aile gauche japonaise et lui devenir fatal.

« Les Japonais connaissent bien la situation et savent qu'une victoire contre Liniéwitch

leur coûterait plus cher que toutes les victoires précédentes. »



Cette fois je citerai tout entière la lettre suivante, d'un patriotisme indigné, violent comme je l'éprouve moi-même, quand je sens, quand je vois mon idolâtrée Patrie livrée aux trahisons :

« Saint-Pétersbourg, le 19 mai/1er juin.

« Madame, c'en est fait! Le mérite de Lamsdorff ne peut plus être contesté par l'Angleterre et Benkendorff peut se réjouir à Londres de tout le mépris dont sont capables les Anglais reconnaissants envers les traîtres inconscients qui ont servi la cause d'Albion au détriment de leur Patrie.

« Ils peuvent se réjouir aussi, ces diplomates pusillanimes, du repos conquis au prix de l'honneur de la Russie, qu'ils avaient le devoir de sauvegarder et qu'ils ont trahi. Ce repos ne sera plus troublé par Rojdestvensky, qui menaçait de contrecarrer leurs savantes combinaisons et

de remuer la fange de leurs relations amicales avec le cabinet de Saint-James.

« Il est enfin coulé, cet amiral dangereux, ce fier porte-drapeau du pavillon de Saint-André pour qui l'honneur de la Russie était plus cher que l'amitié anglaise.

« Il l'a livré, ce combat inégal et désespéré; il le savait tel, il en a tout l'honneur tandis que toute la honte doit retomber sur ceux qui l'y ont poussé, par leur complaisance affolée pour les réclamations des Anglais en faveur du Japon.

« C'est la diplomatie de Lamsdorff qui a forcé Rojdestvensky à quitter la baie de Kamrah où il pouvait mettre l'escadre de Niebogatoff au même niveau de discipline que la sienne, et prévenir ainsi l'humiliation de voir des navires russes livrés à l'ennemi au lieu d'être coulés comme la loi l'exige formellement.

« C'est la poltronnerie de Lamsdorff enfin qui a forcé l'amiral russe à quitter les eaux de Shang-Haï, cette ville internationale où il pouvait se créer une base solide en menaçant les communications entre le Japon et son armée de Mandchourie. Ils l'ont forcé de marcher à la mort et il y a marché; mais que tout le sang des braves qui ont fait leur devoir désespérément

avec lui, retombe sur la tête des misérables qui ont contribué à ce que cet effort de courage suprême finisse par un désastre.

« Lamsdorff, Witte se moquent maintenant tout haut de « l'héroïsme russe » dans lequel nous nous disions confiants. Ils travaillent à ce que la Russie capitule devant l'Angleterre et l'Alliance Israélite en même temps que leur disciple Kouropatkine manque de subordination vis-à-vis du général Liniéwitch, préparant ainsi une nouvelle défaite probablement dans les intérêts de la paix et de l'Humanité !

« Rien n'en sera ! La Russie luttera. Sans flotte, elle continuera la lutte sur terre, jusqu'à ce qu'elle ait construit de nouveaux navires. Mais il est temps qu'on la délivre enfin des traîtres qui lui rendent tout succès presque impossible. Il est temps de récapituler. C'est Witte et son allié Lamsdorff qui ont trahi la flotte de Port-Arthur au début de la campagne, c'est Witte et son allié Kouropatkine qui ont trahi l'armée à Liao-Yang, à Moukden, c'est encore Witte et sa créature Lamsdorff qui ont forcé Rojdestvensky à marcher à sa perte certaine. N'est-il pas temps de débarrasser la Russie de ces traîtres ? »



Le télégramme de Liniéwitch adressé à l'Empereur pour réclamer de lui la continuation de la guerre, est d'une fierté, d'une vaillance qui réconfortent. Un peuple est seulement défait, il n'est pas vaincu quand les chefs de son armée tiennent ce langage.

Après Sedan, des paroles comme celles de Liniéwitch fortifiaient en nous les désirs de sacrifice à la Patrie, éveillaient l'espoir, sinon de vaincre un ennemi formidable, au moins de défendre, de sauver l'honneur national.

« Je me sens de force à tenir tête avec succès aux efforts de l'ennemi », affirme le général Liniéwitch.

L'armée tout entière a foi dans le chef qui la commande, dans celui auquel les Japonais n'ont pu imposer jusqu'ici la panique et la peur.

Les patriotes russes vont-ils être forcés, par la diplomatie qui s'est laissée aveuglément conduire à la guerre, d'accepter la paix et de se dire avec désespoir que peut-être, en faisant crédit de quelques semaines à Liniéwitch, la face des choses

eût pu changer et un succès enlever aux négociations futures la honte des défaites sans un répit.

Nicolas II est plus logique avec ses idées pacifistes, en acceptant d'entrer en pourparlers de paix avec le Japon, qu'il ne l'a été en faisant la guerre; mais il a montré après Tsou-Sima qu'il n'était pas prêt à rendre son épée aussi facilement que Napoléon III.



Le président Roosevelt, en proposant ses bons offices à la Russie pour fermer la porte à la guerre après avoir excité le Japon à enfoncer en Mandchourie une porte qui se fût tôt ou tard ouverte, commence à s'apercevoir que les Japonais deviennent pour les États-Unis des rivaux dangereux et menacent de limiter l'expansion tant rêvée des impérialistes américains dans le Pacifique.

Certes, l'opinion yankee a été partiale pour le Japon; elle a souhaité à New-York ostensiblement la défaite de la Russie, mais cette défaite

paraît aujourd'hui trop complète ou les victoires du Japon trop excessives. Depuis la journée de Tsou-Sima le Pacifique a, pour les Américains, des limites qu'ils ne lui savaient pas la veille.

De plus en plus ou de mieux en mieux on comprendra à New-York et même à Londres que les victoires japonaises sont un tournant dangereux de l'histoire de l'Europe et de celle des États de l'Union.

Au lieu d'un monde qui finit, comme on se plaisait à le redire, c'est un monde qui se réveille d'un long assoupissement, ayant emmagasiné, dans un repos plus apparent que réel, des forces puissantes.



S'il n'était pas l'allié de l'Angleterre, Guillaume II verrait dans le Japon victorieux de la Russie la répétition des victoires de la Prusse sur la France. Même préparation, même science de la guerre d'un côté; même imprévoyance, même insuffisance de l'autre. Il désire sincèrement la fin de la guerre, tenant à jouer le premier rôle dans la lutte qu'il prépare.

A Pétersbourg les bonnes âmes qui se sont entendues pour peser dans le sens des négociations pour la paix sur l'esprit du Tsar continuent de le harceler pour qu'il accepte la défaite et débatte les exigences de la victoire. M. Kokowsteff, le successeur aux finances et la créature de M. Witte, M. Witte lui-même, le comte Lamsdorff pour qui la guerre est une accusation journalière de n'avoir pas su l'éviter, poussent de toute leur influence syndiquée à la paix, quelle qu'elle puisse être; mais est-il supposable que les Japonais n'exigent pas de la Russie, dans l'état d'exaltation glorieuse où ils sont, des conditions inacceptables pour elle sous peine de suicide national?

Le pire pour la Russie ne pourrait être que de reculer, de se replier en arrière, d'ajouter une retraite à des retraites. Plus elle paraîtrait battue, plus elle diminuerait les chances de victoire définitive du Japon en faisant le vide devant son armée.

Dans un bel article, ému et fier, du *Journal de Saint-Pétersbourg* et que reproduit l'*Énergie française*, article dicté par une connaissance étudiée des conditions générales de la vie politique en Europe, et de l'état des consciences et

des esprits en Russie, M. Alexandre Baschmakoff, désireux de paix au prix de sacrifices possibles comme l'abandon de la Mandchourie et de la Corée, conclut que demander ce que demande le Japon c'est pousser la Russie « à la guerre sainte », c'est lui rappeler ce qu'elle a fait en 1812, c'est vouloir lui faire commettre un acte de lâcheté qui ne serait que le prélude d'un démembrement.



Dans la politique intérieure le vent des réformes libérales souffle enfin. Le Tsar s'est aperçu que les commissions tournaient toutes dans un cercle vicieux, et, instituées pour aider aux travaux de la future représentation nationale, aboutissaient toutes à cette conclusion de ne pas conclure pour laisser libre les initiatives de cette future représentation.

Nicolas II, après cette constatation, a décidé de faire les réformes promises par lui à son peuple le 3 mars, sans continuation d'études préparatoires, procédant pour les libertés à octroyer à

ses sujets comme avait procédé Alexandre II pour l'affranchissement des serfs.

Fasse le ciel que cette brusquerie de résolution, après tant de regrettables hésitations, qui ont jour par jour accumulé des exigences toujours plus difficiles à satisfaire, n'ajoute pas aux menaces d'une situation dont les dangers semblent journellement s'accroître.



L'ai-je dit, l'ai-je répété, l'ai-je prévu, l'ai-je craint, que cette pénétration pacifique du Maroc ne nous fasse courir des risques de guerre ? Un mot me revient que j'ai écrit : « Le Maroc nous donnera la mesure de ce que doit être notre haine de l'Angleterre. »

Il est impossible, aujourd'hui que nous sommes placés entre l'ultimatum allemand et la mise en demeure anglaise, de dire tout ce que cette question marocaine contient de vilenie, d'appétits, de conventions louches, de trahisons.

Jamais situation plus dangereusement inextricable n'a été préparée à un peuple par une enne-

mie plus avide de saisir les arrhes d'une entente soi-disant cordiale, oui cordiale! Le mot est pris dans le sens de ligoter, d'étrangler l'ami traité en ennemi.

On savait de longue date au Foreign-Office les ambitions de l'Allemagne au Maroc; elle les manifestait à chaque occasion, provoquait même des incidents pour que nul n'en ignore. Et c'est en cet état de choses déjà inquiétant par les convoitises avouées de Guillaume II que l'Angleterre a interdit à l'inconscient ou au malfaiteur qui dirigeait autocratiquement notre politique extérieure de se maintenir en conversation diplomatique avec l'Allemagne.

La situation angoissante à laquelle nous sommes acculés a donc été voulue en Angleterre en même temps qu'elle nous soutirait, pour bénéficier quoi qu'il pût arriver de notre aveuglement, l'Égypte, Terre-Neuve, le Siam et l'Abyssinie.

La fameuse « pénétration pacifique » du Maroc est aujourd'hui faite par l'Allemagne qui sur l'heure en tire profit.

L'Angleterre nous menace de ses foudres si nous laissons faire habilement par l'Allemagne ce qu'elle nous poussait à faire au Maroc stupidement pour lui permettre plus tard de

reprendre la chose en sous-œuvre comme en Égypte.

Albion ne consent à s'apaiser que si nous courons le risque d'une guerre foudroyante avec l'Allemagne, guerre pendant laquelle, à l'abri de ses escadres, elle reprendra le chemin des marchés que la politique négociante de Guillaume II lui a enlevés.

Nous sommes donc, quoi qu'il advienne, la malheureuse balle qui reçoit les coups des deux raquettes, et qu'on se renvoie de joueur à joueur jusqu'à ce que l'un d'eux la crève.

L'Allemagne a fait demander aux Puissances, par le Sultan du Maroc, la réunion d'une conférence dont le but serait de remettre en question les clauses de la convention de Madrid de 1880, et par conséquent celles de la convention anglo-franco-espagnole.

Dans cette question du Maroc, la diplomatie allemande et la diplomatie anglaise se sont porté des coups droits égaux en force et en habileté de jeu. Seule la diplomatie française bernée, béate, s'est complu dans les échecs journaliers, les a cherchés, s'en est parée comme de victoires !

Sept années de cette politique, durant lesquelles le pays, les Chambres se sont abstenus de con-

trôler les actes de trahison nationale les plus scandaleux, nous ont fait perdre les bénéfices de patience accumulés depuis un quart de siècle. La France avait connu l'effacement résigné qu'on pouvait qualifier du mot de « recueillement ». Elle vient de laisser M. Delcassé faire l'expérience de l'effacement « actif », sorte de composé d'inertie vis-à-vis des intérêts qu'on a mission de défendre, et d'énergie pour aider à dépouiller son pays au profit des autres.

La politique franco-russe, avec les sympathies sincères de Nicolas II et du peuple russe, mise aux mains d'un homme d'État (eût-il été même de second ordre) de tradition française, pouvait devenir la plus grande et finalement la plus profitable à son relèvement complet que la France ait jamais faite.

Avec un peu de clairvoyance, notre ministre des Affaires étrangères pouvait prendre en mains tous les atouts que le jeu diplomatique lui donnait. Il pouvait maintenir par d'énergiques conseils la Russie dans l'admirable plan de « pénétration pacifique » qu'elle avait inauguré au Turkestan; réaliser une alliance franco-russe-japonaise et bénéficier heure par heure avec un peu d'éveil d'esprit des antagonismes de détail

de l'Allemagne et de l'Angleterre; il pouvait libérer peu à peu l'Égypte par elle-même, contribuer à son réveil national, et devenir par là le protecteur de ce grand monde musulman que nous oppressions coupablement en Algérie et en Tunisie, que nous aurions attiré à nous, au Maroc, en Chine, au Indes, monde qui est l'un des grands éléments de force de l'avenir et qui se réveille comme se réveillent les jaunes, dont l'heure enfin sonnera avant peu comme elle a sonné pour les Japonais.

M. Delcassé jour par jour a pris le contre-pied de tout ce que devait poursuivre pour son honneur, pour son prestige, pour son intérêt évident, notre France. Il s'est livré corps et âme à la seule puissance dont l'alliance, depuis les siècles de son histoire, dont les conseils d'un égoïsme féroce, ont toujours été fatals au peuple qui s'est laissé engluer et tromper par elle.



Le Roi charmant qui a séduit la France par sa jeunesse, par sa bonne grâce, par son charme, est rentré dans ses États où son peuple, fier de

ses succès, qui sont ceux de l'Espagne, l'a accueilli avec enthousiasme.

Fasse le ciel que le grand homme d'État qu'est la Reine sa mère et qui, comme Autrichienne, se souvient certainement du mot : « A bas les pattes ! » protège son fils et l'Espagne de la main noire anglaise.

La politique intérieure met Alphonse XIII à nouveau en face de difficultés qui exigent une main souple et habile. Guidé par sa mère et averti par son désir de « bien gouverner », il n'aura pas à lutter contre ses propres fautes. La mort de M. Silvela, que la France doit regretter parce qu'il était son meilleur ami en Espagne, dégage le parti conservateur des embarras d'une rivalité. M. Maura est tout désigné pour remplacer M. Silvela, et sa valeur personnelle, sa loyauté, sa pénétration, sa compréhension des exigences de l'esprit nouveau en auront vite fait le successeur incontesté de M. Canovas.

L'unanimité des Cortès à voter une adresse de félicitations au Roi sur le succès de son voyage en France et en Angleterre a permis aux partis dynastiques de faire l'expérience d'une entente, expérience qui pourra se renouveler.

Tous les conservateurs comprennent l'impor-

tance de leur union pour retarder l'arrivée des libéraux au pouvoir, lesquels peuvent n'être eux-mêmes qu'une étape vers les partis extrêmes. Quand les idées, bonnes ou mauvaises, sont en marche, et qu'elles se présentent aux esprits simplistes sous la magie du mot « avancé », il semble que rien ne puisse résister à leur élan vertigineux qu'arrête seule la catastrophe, c'est-à-dire la révolution. Celle-ci provoque alors, par ses excès, la marche en arrière.

De plus en plus, l'observation faite avec le calme des ans, l'ardeur des emballements éteinte, l'expérience acquise, les démonstrations des faits accumulées par la mémoire des choses lues, par la leçon des choses vues, amènent en mon esprit cette conclusion qu'il n'y a pas de progrès ascensionnel, que les mondes se répètent à eux-mêmes, pour les subir sans interruption possible, les grandes lois de l'ordre absolu, que seuls les cycles expliquent les fins de choses et leurs recommencements dans un enchaînement déterminé. Les champs de l'action humaine sont si larges qu'on croit à leur infini, et qu'on n'aperçoit pas la ligne du cycle.

Le passé seul instruit du présent et de l'avenir. C'est pourquoi les orgueilleux propagateurs de

la pensée libre, ceux qui croient aux poussées illimitées en avant combattent le passé avec acharnement. Ils l'accusent de répandre les ténèbres quand seul il contient la lumière.



En Hongrie la crise a cessé d'être à l'état aigu, M. Tisza ayant déclaré formellement qu'il ne pouvait continuer sa suppléance, que l'éternel provisoire devenait intolérable.

Un cabinet a été formé sous la présidence du baron Fejervary, cabinet qui tient à s'affirmer transitoire, résolu à se tenir en dehors de tous les partis et à n'avoir pas d'autre souci que celui de gouverner constitutionnellement.

La venue de François-Joseph pour les obsèques de l'archiduc Joseph a une grande importance et pourrait bien améliorer la situation. L'opinion en Autriche est nettement partagée a l'égard de la Hongrie : les Allemands avancés déclarent que les exigences des Magyars sont insupportables et qu'il faut hâter la séparation ; les conservateurs, au contraire, déclarent, non

sans raison, que la rupture de l'union personnelle de l'Autriche et de la Hongrie sera « la fin de la puissance extérieure de la monarchie ».

En Bohême la Diète a pu faire la besogne courante, utile à la fois aux Allemands et aux Tchèques. D'un commun accord l'obstruction des Tchèques ayant cessé, ou plutôt s'étant interrompue à Vienne, celle des Allemands s'est interrompue à Prague.

Les Tchèques n'oublient pas que c'est M. de Gautsch, aujourd'hui à nouveau président du conseil du cabinet de Vienne, qui a publié les célèbres ordonnances linguistiques, leur donnant pour la première fois satisfaction. M. de Gautsch, avec une énergie rare, imposa enfin l'emploi de la langue tchèque dans le service intérieur de la Bohême et reconnut au peuple tchèque le droit de débattre ses intérêts dans sa langue vis-à-vis d'une bureaucratie et de magistrats comprenant le tchèque, tout comme la minorité allemande pouvait elle-même défendre ses droits vis-à-vis d'administrateurs et de juges parlant allemand depuis la chute de M. de Gautsch.

Les Slaves d'Autriche ont conquis une importance gouvernementale et à cette heure aucune combinaison politique à Vienne ne peut se

passer de leur concours. La valeur politique des hommes qui, au Parlement et dans le journalisme, dirigent l'opinion slave en Autriche prépare, pour l'assurer un jour, le succès final des Slaves.

Quoique le comte Goluchowski, d'origine polonaise, fasse depuis dix ans au ministère des Affaires étrangères de Vienne une politique germanique sans éclaircie, le seul fait que les Slaves s'en plaignent haut est déjà important et marque une étape vers la conquête d'une influence.

La Fédération des journalistes slaves, fondée en 1898 et dont on avait beaucoup souri comme d'une organisation destinée à être éphémère, va se développant chaque année et devient une véritable puissance. A l'occasion du centenaire de Palacky, le grand historien, le grand révélateur de la Bohême à elle-même, la Fédération des journalistes slaves s'est réunie à Prague et elle a prouvé à ses négateurs, par la démonstration du fait, l'importance de son développement.



Malgré l'état des esprits aux frontières austro-italiennes où le germanisme et l'irrédentisme en

présence recèlent des menaces perpétuelles de conflit, la Triplice ne cesse de s'affirmer aussi solide, et l'adhésion à la conférence pour le Maroc voulue par Guillaume II et réclamée par le Sultan de Fez a trouvé en Autriche et en Italie des adhésions immédiates.

A Rome, les discussions parlementaires les plus importantes ont été celles des budgets militaires. Les crédits sont et seront discutés, l'extrême gauche affirmant sa résolution d'apporter son appui à ses journaux qui dénoncent chaque jour avec violence la dilapidation, le favoritisme dans l'armée et dans la marine. Le parti avancé réclame des ministres civils à la place de ministres militaires qui ferment les yeux et escamotent les scandales par esprit de corps.

Mais dans la situation actuelle, au cours des discussions, le ministère possède une ressource d'argumentation suprême : l'appel au patriotisme italien. L'extrême gauche elle-même ne saurait sans danger refuser au Gouvernement les moyens de défense du pays.

A Rome, comme à Berlin, les socialistes ne manquent pas une occasion d'affirmer leur patriotisme et de refuser d'être confondus avec les internationalistes français.

De même qu'en Russie, à la veille d'une guerre la plus formidable que l'histoire ait enregistrée, le souverain était pacifiste, partisan de la paix universelle et éternelle, ceux qui dirigent à cette heure le peuple français, les hommes de gouvernement comme MM. Jaurès, Hervé, etc., sont les ennemis de la guerre. comme si on ne subissait les trombes du ciel et les invasions que lorsqu'on a consenti à les subir.



La dénonciation par la Norvège de l'union avec la Suède se prépare depuis de longues années. La durée de cette union est plus facile à comprendre que sa rupture, tant les éléments d'antagonisme dans la compréhension des intérêts de chacun par chacun des deux pays était contradictoire. L'Empereur allemand, qui joue à cette heure la comédie de l'indignation contre les Norvégiens, a pour sa large part contribué à cette rupture. Il ne dédaignera pas à l'avenir, on peut en être certain, l'amitié norvégienne qu'il a particulièrement cultivée dans ses croisières et

de laquelle il tirera quelques milliers de bons marins lorsque ses flottes en auront besoin. Ses nombreux arrêts sur les côtes norvégiennes ont eu pour but de se créer des influences occasionnelles soit contre la Russie, soit contre l'Angleterre.

Il n'a pas été désagréable au Kaiser de voir enlever une couronne sur deux à la princesse Margaret de Connaught, et si la République norvégienne est proclamée, on y verra avant peu l'influence germanique y régner en maîtresse.

Que pourra la Norvège pour résister aux entreprises de l'Angleterre autour de Bergen et à celles de l'Allemagne dans le Sud?

Pour ainsi dire provoquée par les convoitises de l'Angleterre et de l'Allemagne, est-ce que la Russie ne cherchera pas à s'attribuer un port libre de glace? A quels dangers s'expose la Norvège, et quelles résistances elle aura à opposer à des exigences bien autrement tyranniques et dangereuses pour l'intégrité de son territoire que par son union avec la Suède.

La Norvège, en se séparant de la Suède, espère qu'elle trouvera, sous une forme fédérative ou sous le règne d'un prince de la maison de Bernadotte, les anciens bénéfices de l'union en

cas de danger extérieur; mais la Suède parait être résolue à la séparation complète et au rejet de toute responsabilité.

Il est difficile de supposer que la Norvège obtiendra d'une famille princière à l'étranger un roi pour son trône. C'est donc, selon toute probabilité, une république norvégienne qui succédera à l'union. Avec le goût de la politique du peuple norvégien, son radicalisme, son socialisme, cela promet au spectateur un essai au moins curieux.



En Macédoine, la situation s'aggrave chaque jour pour les Grecs. Les voilà coupables aujourd'hui, semble-t-il, de s'être organisés pour se défendre. La haine bulgare a doublé contre eux dans la proportion de la résistance qu'ils mettent à se laisser piller, tuer, mutiler et convertir!

Les amis de la Grèce ont, dès la première heure des troubles et des crimes des bandes bulgares, souhaité pour les Grecs macédoniens une « organisation intérieure ». Elle est aujour-

d'hui réalisée, à la grande fureur des comitadjis et au grand scandale des soldats turcs qui ne reconnaissent plus leurs trop faciles victimes.

C'est une façon pour les Grecs de se faire compter que de s'armer et de s'unir, puisqu'on ne cesse de découvrir des arguments nouveaux pour nier leur nombre. Turcs et Bulgares sont bien forcés d'additionner les bandes grecques comme bandes grecques. Il y a donc des Grecs en Macédoine !

Les Grecs macédoniens font entendre hautement leur voix dans le journal *l'Hellénisme*. Toutes les faces de la question macédonienne, si compliquées, y sont étudiées avec une clarté, un sens du juste, une logique vraiment supérieurs : pas de phraséologie, pas même de sentimentalisme, à peine de l'indignation pour les violences et les crimes commis, mais un enregistrement des faits, une surabondance de preuves qui obligent l'esprit le plus prévenu à conclure dans le sens de la cause grecque en Macédoine.

L'*Hellénisme* ne demande qu'une chose : la consultation sincère, garantie par la présence d'une commission européenne, des populations macédoniennes, un relevé précis du nombre des Bulgares et des Grecs, et la création de

centres administratifs correspondant à ce relevé.

L'assassinat de M. Delyannis est l'un des crimes les plus abominables qui aient été commis. Le plus grand des citoyens de la Grèce, dont le caractère, à l'abri de toute accusation, honorait le monde politique de son pays, que l'âge semblait devoir mettre à l'abri d'une mort violente, a été frappé par un misérable, empêché par une mesure de salubrité d'exercer le plus vil des métiers.

La mort de Théodore Delyannis est un malheur pour la Grèce et un grand chagrin pour ceux qui avaient la fierté de le connaître et de l'honorer.

Juliette ADAM.

6560. — Lib.-Imp. réunies. MOTTEROZ, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

6e Année. — N° 114. 7 Juillet 1905.

Parole française à l'Étranger

Abbaye de Gif, 2 juillet 1905.

Combien y avait-il en France d'égoïstes aveuglés s'imaginant que de crier haut leur lâcheté nationale, que de répéter qu'il fallait renoncer à l'Alsace-Lorraine était la suprême prudence et mettait à l'abri de toute possibilité de guerre avec l'Allemagne ?

Aussi quel effarement ! Quoi, cette guerre est devenue tout à coup possible à propos... du Maroc !

La plupart de ceux-là voulaient bien hausser un peu les épaules à propos des « théories évidemment prématurées des ultra-pacifistes », puis qu'on se battait en Extrême-Orient, mais ils

prenaient l'air grave et confiant lorsqu'on parlait « d'arbitrage ». Cela, par exemple, c'était la garantie, l'assurance contre toute guerre à l'avenir en Europe et en Amérique !

Peu à peu la grande masse française se persuadait qu'une nation qui ne veut pas de guerre ne peut l'avoir, et elle s'endormait dans une sécurité béate avec le plus parfait dédain de ces « agités » qui essayaient de l'avertir d'un péril prochain.

Or, quelque solution que trouve le conflit actuel, un péril imminent, à courte échéance, existe pour notre pays, qu'il se soumette à l'Allemagne, ou qu'il s'abandonne aux tentacules anglaises. La situation faite à notre diplomatie par M. Delcassé ne nous permet plus de tirer parti des événements à notre profit comme nous aurions pu le faire avant d'avoir livré tous nos gages.

Admettons pour un instant que nous ayons gardé notre situation en Égypte, qu'influencés par nos véritables amis du Caire, nous traitions nos sujets musulmans en Algérie aussi bien, mieux peut-être que nous n'y traitons les Juifs, que nous nous soyons appliqués à donner confiance en nous à ce monde arabe qui s'éveille puissamment d'un long sommeil, comme

s'éveillent les jaunes, et qui demain aura conscience de sa force; admettons ce retour à une situation que rien ne nous obligeait à perdre, alors la pénétration pacifique du Maroc était possible!

Alors l'indépendance à terme de l'Égypte, garantie par les engagements anglais et calmement préparée par nous, Terre-Neuve défendue, le Siam, l'Éthiopie pénétrés par d'habiles et loyales influences : c'étaient des atouts dans un jeu qu'on pouvait jouer lentement, atouts qu'il ne fallait livrer en tous cas qu'un à un pour fixer des gains, et non pas les jeter à la fois sur la table en échange de valeurs à perte.

Sans l'entente Delcassé avec l'Angleterre, dont le premier effet devait être notre poussée de face au Maroc, l'Allemagne n'eût trouvé aucun prétexte d'empêcher notre poussée à revers parallèlement au sens de nos frontières.

Guillaume II, dans ses manœuvres à Fez, pour avoir sa part commerciale et négociable, se fût trouvé vis-à-vis de l'Angleterre dans des conditions qui nous eussent permis d'inaugurer cette politique de contrepoids entre deux ennemis, ennemis par conséquent d'équilibre. La perfidie d'Albion a été de nous substituer à elle.

Sans « l'entente cordiale », nous serions restés fidèles à une alliée qui doit tous ses malheurs

à l'Angleterre, malheurs dont nous prenons une part de responsabilité approbative par cette entente. Notre docilité n'eût pas grandi vis-à-vis du Japon le prestige de l'Angleterre qui, nation européenne, grandit elle-même en Asie le prestige du Japon ; et par là nous nous serions attirés les gratitudes de Guillaume II, lequel de longue date pèse le poids du péril jaune.

Aujourd'hui nous sommes devenus, parce que M. Delcassé nous a acculés à cette situation, d'abord le bouc émissaire du Japon qui nous accuse d'avoir favorisé la Russie contre lui dans les eaux de nos possessions coloniales et qui en garde un prétexte de rancune; puis le bouc émissaire de la Russie qui nous accuse de nous être alliés à sa plus cruelle ennemie, l'Angleterre; le bouc émissaire de l'Allemagne que nous avons défiée pour servir les plus ténébreux desseins d'Albion, desseins dont l'accomplissement ne peut, quoi qu'il advienne, faire de nous qu'une victime; le bouc émissaire du Maroc qui nous accuse d'avoir voulu attenter à son indépendance, trafiquer de ses richesses; le bouc émissaire du monde musulman que nous venons de livrer en Égypte, que nous tyrannisons et abaissons en Algérie et en Tunisie, et que nous voulions asservir au Maroc.

—

Et dans cette situation lamentable, nous sommes forcés de nous retourner sur notre gril, courant toujours, de quelque côté que nous soyons, le risque des plus cruelles brûlures.

On raconte dans les feuilles allemandes, qu'après la dépêche à Krüger de Guillaume II, le Kaiser aurait proposé à la France une convention coloniale, et que c'est après le refus de M. Delcassé et son acte discourtois de communiquer la proposition à l'Angleterre, que l'Empereur allemand est entré en arrangement avec Albion, sacrifiant le Transvaal qu'il eût voulu sauver. A ce moment M. Delcassé répondait à l'un de nos diplomates qui lui soulignait le moment favorable d'obtenir des concessions de la perfide Albion : « La pauvre Angleterre a bien assez d'épreuves avec le Transvaal ».

Si la guerre anglo-française éclatait contre l'Allemagne — et l'Angleterre la veut! et l'Allemagne ne la redoute pas! — ne serait-il pas dans les possibilités, étant données les multiples leçons de l'histoire, que ce soit nous qui payions le prix d'une paix ruineuse, l'Angleterre et l'Allemagne pouvant toujours s'entendre comme elles l'ont fait au moment de la guerre du Transvaal, et les compensations réciproques ne pourraient-elles être fournies par nous seuls? L'Angleterre vic-

torieuse sur mer ne traiterait certainement pas l'Allemagne comme l'Allemagne nous traiterait s'il advenait que nous fussions vaincus sur terre. Il y aurait là un risque insensé à courir, car l'Allemagne et l'Angleterre ont finalement intérêt l'une et l'autre, sinon l'une avec l'autre, à voir la fin de la France et de la Russie, quitte à s'en disputer plus tard les morceaux tout d'abord partagés.

« Si la France, nous dit la *Gazette de Westphalie Rhénane*, si la France veut nous tomber sur le dos de concert avec l'Angleterre, elle peut être sûre de payer les pots cassés et même fort cher...

« La France servirait donc de bouc émissaire si elle s'alliait à l'Angleterre contre nous. A elle de choisir! »

En face de cette citation allemande, lisons une citation anglaise de la *Saturday-Review* :

« Nous nous demandons si, après tout, lord Lansdowne en négociant l'accord franco-anglais n'a pas fait un coup de génie à la Bismarck, car il semble qu'il n'y ait aucune possibilité à ce que la France puisse faire usage de ses chances au Maroc, et de ce côté tout semble devoir rester dans l'état où c'était auparavant. De sorte que nous avons acquis ce que nous voulions en

Égypte et à Terre-Neuve, tandis que la France ne peut nous en vouloir de ce qu'elle est incapable de recueillir les fruits de son marché au Maroc ».

L'esprit de la politique anglaise est traduit là tout entier. Oui, c'est un coup de génie à la Bismarck que l'accord Lansdowne-Delcassé. Il nous a fait livrer, je le répète, tous nos gages sans aucun échange de garantie. Il nous achemine tôt ou tard, s'il est maintenu, à une guerre avec l'Allemagne, guerre qui réaliserait le vœu anglais de détruire la flotte allemande en formation.

Une aide seule pourrait augmenter nos chances de vaincre l'Allemagne, l'aide de la Russie; mais autant une guerre pourrait encore être populaire dans l'armée russe si elle avait pour but de secourir la France, autant elle le serait peu si la France combattait alliée à l'Angleterre.

L'Angleterre a trois intérêts qu'elle étage : la ruine de la Russie, la destruction de la jeune flotte allemande, la défaite territoriale de la France ne lui permettant plus une agression.

Pour nous, l'Allemagne est l'ennemie imprévoyante qui a détruit l'équilibre de l'Europe en s'emparant de l'Alsace-Lorraine, qui a détruit sur notre continent toutes les possibilités

de justice nationale là où, depuis ses victoires, elle a la rage de germaniser; l'Allemagne c'est l'ennemie nationale. L'Angleterre, c'est l'ennemie séculaire de la France, l'ennemie de l'Europe, l'ennemie mondiale qui met chaque nation en danger.

Le « fait nouveau » dû à M. Delcassé, c'est que dans le conflit actuel avec l'Allemagne notre politique subit tour à tour les mises en demeure de l'Angleterre, les exigences du Kaiser. Cette politique ne peut plus bénéficier de la divergence des intérêts anglo-allemands, parce qu'elle est soumise à leur double pression.

Quoi qu'il advienne, nous subissons un échec. Cet échec on n'en diminue à cette heure le retentissement qu'en le faisant plus humiliant. C'est par le Sultan du Maroc qui a repoussé les propositions de notre triste représentant, lequel prétendait moraliser la politique marocaine en achetant des influences, qui d'ailleurs le trahissaient, c'est par le Sultan du Maroc que Guillaume II nous impose la conférence!

Ce n'est plus l'Empereur allemand qui l'exige, c'est par le Sultan qu'il la fait exiger. Il lui délègue ses pouvoirs dans l'acte de soumission qu'il ordonne. Le Maroc, qui a rejeté nos propositions de réformes, vis-à-vis duquel nous

sommes placés dans l'état d'infériorité de gens éconduits, était le seul duquel nous ne pouvions admettre qu'il fût le porte-injonction de l'Allemagne. Puisqu'après l'algarade de Guillaume II à Tanger, après la mission Tattenbach, si offensives toutes deux, nous n'avions pas rompu toute conversation diplomatique avec la Wilhelmstrasse, nous devions la continuer avec elle seule.

Au début, le gouvernement français, brusquement évincé d'une situation qu'il affirmait être assurée, avait soumis son acceptation d'une conférence à la condition qu'il connaitrait les questions qui y seraient posées. Mais Guillaume II, sous le prétexte offensant à force d'être ironique qu'il voulait laisser le Sultan du Maroc « libre », refusa toute explication avant l'acceptation pure et simple de la France d'aller à la conférence.

Aussi la *Gazette de Cologne* et tous les journaux d'outre-Rhin ont-ils pu dire en termes différents, mais sous la même forme :

« L'Allemagne n'a pas cédé sur la question de principe, et la France ne pourra obtenir une explication sur ce qui se passera à la conférence qu'après qu'elle aura accepté de s'y rendre. »

M. Rouvier s'était inscrit contre le principe, on l'acculait à sa reconnaissance. Nous imposer la solution du problème par l'ingérence du

Sultan, hier notre protégé, aujourd'hui le mandataire de l'Allemagne, c'est, je le répète, avoir soumis notre dignité à une épreuve plus blessante encore.

Cette délégation des exigences de l'Allemagne aux mains du Sultan, pose en outre ce précédent qu'à l'avenir, même après la conféférence, une injonction de la France au Sultan ou un refus de tenir compte de l'une de ses propositions nous met derrière lui en face de l'Allemagne.

J'écrivais il y a quelques mois : « Nous ne pourrons mesurer notre haine de la félonie de l'Angleterre et les dangers qu'elle accumule sur notre route qu'au Maroc! » Je ne m'étais pas trompée.

Et j'avoue que les chaleureuses et subites sympathies de l'amiral Charles Beresford, le partisan enthousiaste de l'alliance « pansaxonique avec les États-Unis pour dominer le vieux monde à l'aide du nouveau », et qui au moment de Fachoda prétendait ne faire qu'une bouchée de la flotte française, ajoute plutôt à mes antipathies. Lord Beresford désire que « les officiers français et anglais soient appelés à faire bientôt plus ample connaissance ».

Faire connaissance avec les officiers anglais!

mais ne se rappelle-t-on pas qu'en Crimée il était plus facile à nos officiers et à nos soldats de fraterniser avec l'ennemi russe qu'avec l'allié anglais?

Nous qui avons plusieurs fois rejeté l'heure favorable, allons-nous nous laisser conduire à une guerre que l'Allemagne n'est que trop désireuse de nous faire, nous sachant travaillés à point par l'odieux pacifisme qui nous enlève la moitié de nos chances de vaincre? Pour l'amour du ciel, attendons un réveil de l'esprit de notre race. Il s'annonce...

« Pourquoi attendre encore dix ans, puisque la guerre est inévitable, et que nous sommes tous prêts, disait un officier anglais il y a quelques jours à son voisin de table chez le gouverneur de l'Algérie? Vous, Français, gardez votre frontière, nous nous chargeons du reste. »

« Gardez votre frontière! nous sommes tous prêts! » ce sont des mots bientôt dits et que remplaceraient vite nos bons amis les Anglais, si nous nous laissions vaincre, par ceux-ci : « Ces malheureux Français n'ont pas su garder leur frontière et ils n'étaient pas prêts! il nous a bien fallu leur laisser subir la victoire territoriale allemande d'autant que nous avions à faire subir notre victoire navale à l'Allemagne. »

En Prusse on ne se trompe pas sur les vues anglaises. L'ex-journal de M. de Bismarck, les *Hamburger Nachrichten*, le prouve en disant :

« Il n'est pas difficile de percer à jour la politique de Londres. La Russie étant affaiblie et ne possédant plus de flotte, il faut donc à tout prix déterminer une guerre entre l'Allemagne et la France, guerre qui, en affaiblissant ces deux pays, permettra à l'Angleterre de dominer le vieux monde. C'est maintenant une idée fixe chez le peuple britannique : empêcher le développement de la flotte allemande ou la détruire. Il est bien évident que si une guerre éclatait entre l'Allemagne et la France, l'empire britannique pourrait à son aise accaparer le commerce extérieur. »

L'insatiabilité de l'Angleterre n'a pas de limites. La guerre russo-japonaise terminée, nous verrons l'une de ses colonies, l'Australie, puis elle-même, disputer le Pacifique au Japon, voire même aux États-Unis. Le même amiral Beresford lâchera le « pansaxonisme » s'il le faut.

Mais, par une juste distribution des responsabilités dans le déchaînement de la guerre russo-japonaise, c'est au Japon que l'Angleterre trouvera le plus de désillusions. S'il reste maître de

la victoire jusqu'à la fin, le Japon le deviendra de la Chine. Toutes les ambitions anglaises dans la vallée du Yang-Tsé, toutes les supputations de profits industriels et commerciaux, toutes les convoitises de l'Australie, seront réduits à néant par l'expansion japonaise.

Il faut bien que l'Angleterre, dont les intrigues ont avancé d'un quart de siècle une crise mondiale et qui l'a rendue sanglante, de pacifique qu'elle pouvait être, paie un jour par le sang le sang qu'elle a fait verser, et se voie enlever les bénéfices qu'elle a cru tirer d'une guerre effroyable.



En Alsace-Lorraine, nos frères séparés sont témoins des préparatifs que fait l'Allemagne (qui pourtant n'a cessé d'être prête), pour se jeter sur nous dans une attaque subite. L'activité la plus enfiévrée règne partout où il y a un élément d'offensive à compléter. C'est à nos frontières qu'on peut dire « qu'il ne manque plus un bouton de guêtre » aux soldats allemands.

Le désir d'une guerre prochaine est dans tous les cœurs des officiers allemands, qui le commu-

niquent à leurs soldats. Le ton de tous les fonctionnaires qui s'efforçaient d'être, en Alsace-Lorraine, sinon aimables, du moins sans trop de rudesse, a repris la dureté des premiers temps de l'occupation. Ce n'est pas dans les garnisons de Strasbourg et de Metz que l'opportunité d'une guerre allemande à propos du Maroc serait discutée.

Cependant les officiers allemands, malgré leur impatience de se battre, leur certitude qu'aucun des éléments de la victoire ne leur manquera, ne croient cependant pas à une guerre immédiate, mais ils ont la conviction qu'elle est prochaine. Les Alsaciens-Lorrains, eux aussi, la craignent à cause des raisons économiques cent fois données par tous ceux qui connaissent l'Allemagne et constatent que son expansion est fatale, que sa population s'accroît dans une proportion effrayante, que son outillage industriel exige des commandes sous peine de ruine, et que la question économique, bien autrement que celle du Maroc, reste menaçante.

« Si la guerre éclatait, ce que nul ne peut désirer, disent les Alsaciens, la lutte suprême de la France trop pacifiste contre une Allemagne militarisée à l'excès est affreusement inquiétante; pourtant, qui sait? Dieu permettra peut-

être que des espérances presque abandonnées se réalisent ! »

Si la guerre éclatait, on verrait alors à quoi servent les Alsaciens-Lorrains qui ont opté pour la France et créé dans toutes nos villes des foyers patriotiques, plus nécessaires qu'en aucun autre temps. Et quels défenseurs deviendraient tous ces humbles héros, les petits soldats de la Légion qui tous ont déserté l'Alsace-Lorraine pour ne pas servir la Prusse. Il n'en reste pas beaucoup, car un trop grand nombre est mort aux colonies, chacune de ces morts ayant été soulignée dans les journaux allemands des provinces conquises !

Ils sont cependant encore tout près de cinquante mille qui courraient aux frontières avec la résolution invincible de donner leur sang pour les reprendre.

Il est vrai qu'ils laisseraient derrière eux les centaines de mille Allemands que nous avons laissés s'établir en France et qui. unis aux socialistes, organiseraient la trahison.

Le *Welt am Montag*, qui constate la possibilité d'une guerre avec la France, ajoute que « le concours des socialistes français ne sera pas à dédaigner ! »

Depuis que j'ai écrit mon dernier numéro, il y

a eu une panique à la Bourse, produite par les articles successifs de MM. Ular, Henkel et Schieman. L'article de M. Ular était entièrement allemand et plus compromettant pour son auteur que dangereux pour la France ; celui de M. Henkel (ex-époux de la Païva, lié avec Guillaume II après l'avoir été avec Bismarck et avec Gambetta, hélas ! malgré les preuves données à Metz de sa haine de la France), était d'un gogo, reptilien amateur. Quant au professeur Schieman, c'est l'un de ces Allemands des provinces baltiques qui, depuis une vingtaine d'années, se sont établis à Berlin, y poussent à un conflit avec la Russie et veulent tout le mal possible à la France. C'est lui qui, avec M. de Waldersée, poussait en 1886-1887 à la guerre « sur les deux fronts ». Il a raconté tout cela lui-même après la mort de Frédéric II, avec lequel il était au mieux. Il reconnaissait que Bismarck voulait bien la guerre contre la France, « mais pas contre la France et la Russie en même temps », et il reprochait à Bismarck de s'être incliné devant le veto d'Alexandre III. Il n'y avait vraiment pas lieu de s'émouvoir à ce point des menaces du trio ; leur entrée en ligne prouvait qu'on désirait plutôt effarer la France à cette heure que l'attaquer.



En Russie, la situation à l'intérieur s'empire chaque jour. Au Caucase, les troubles sont graves. Le Gouvernement se trouve en face d'une véritable insurrection des Musulmans qui s'attaquent principalement aux Arméniens, mais n'épargnent pas non plus les Russes. En Pologne, c'est un soulèvement dont les mobiles ne sont pas encore tout à fait clairs. Dans les autres parties de la Russie, les pillages des moujiks deviennent de plus en plus menaçants, surtout sur les domaines des grands propriétaires comme les princes Wassiltschikoff, comte Tolstoï et d'autres. et ont détruit les usines, surtout les raffineries. La mutinerie du *Kniaz Potemkine* est l'un des faits révolutionnaires les plus terrifiants et il donne la raison brutale de la foudroyante défaite de la flotte russe dont les équipages ont pour la plupart refusé de combattre. Que dire de la répercussion de cette mutinerie, des troubles d'Odessa et de la folie avec laquelle le peuple au premier appel à la révolte se rue au pillage ?

Et tandis que gronde l'orage, que se forgent les foudres, le Tsar hésite, les commissions

délibèrent. Pas un acte décisif ne vient planter sur l'édifice gouvernemental menacé le paratonnerre qui peut encore le protéger de la destruction.

Ces derniers jours la *Gazette de Francfort* traduisait une entrevue avec un « Hermite » parue dans le *Petit Parisien* et que la *Gazette* se disait autorisée à attribuer à M. Witte. Rien de plus raide n'est encore tombé de la bouche de cet homme néfaste. Il dit que la Russie paiera parfaitement toutes les indemnités que le Japon réclamera et que ce sera justice ! Mais, ajoute l'Hermite-Witte, il vaudrait peut-être mieux qu'auparavant la Russie subisse une écrasante défaite pour devenir plus accessible aux concessions. Witte-L'Hermite est particulièrement dur pour la France et ne cache pas sa satisfaction de nous voir dans le pétrin.

Dans la même *Gazette de Francfort*, journal resté fidèle à M. Witte durant son éclipse, grâce à M. X..., son représentant à Paris qui a de fortes attaches financières par sa famille de Francfort avec ce journal, dans la *Gazette* du 22 juin était publiée une correspondance de Pétersbourg, air de trompe sonnant la victoire prochaine de M. Witte sur M. Bouliguine. Ce 22 juin il était annoncé que M. Bouliguine allait

prononcer l'un de ces prochains jours : *Ave, Cæsar, morituri te salutant !*

Or, coïncidence étrange, le 23, les journaux annonçaient, par un télégramme de Pétersbourg, que trois soldats avaient tiré sur une voiture se rendant à la gare de Péterhof dans laquelle on croyait que M. Bouliguine se trouvait !!!

Le triomphe de M. Witte était annoncé après le : *Ave* de M. Bouliguine !

J'épargne à mes lecteurs les éloges hyperboliques sur l'homme extraordinaire, « le seul homme d'État capable de sauver la Russie ».

La colonne suivante du 22 juin de la *Gazette* raconte avec détails la récente campagne que l'un des plus dévoués collaborateurs de M. Witte, M. Gourief, a menée récemment dans les *Russkia Wedomoste*, l'organe ultra-radical de Moscou, une campagne pour démontrer, pièces en mains, que cette guerre funeste est due uniquement à la bande Bezobrazof-Abaza-Alexeieff qui tripotaient sur le Yalou, et en partie au comte Mouravieff qui en 1892 (?) avait occupé Port-Arthur.

D'après ce journal, M. Witte, le général Kouropatkine et le comte Lamsdorf auraient tout fait pour obtenir en 1903 l'évacuation de la Mandchourie afin d'éviter une guerre menaçante avec le Japon !!!

Voilà comment on prépare l'opinion publique à la rentrée du « Sauveur », et, chose extraordinaire, grâce à l'habile arrangement des faits, — dont une partie concernant les tripotages du trio susnommé sur le Yalou n'est que trop vraie, hélas ! — on réussit à escamoter la preuve pourtant flagrante de l'unique responsabilité de M. Witte dans l'entreprise mandchourienne, entreprise dont le projet date de 1895, de la visite à Berlin de M. Witte, dont j'ai révélé alors le but avec précision. Dans les nombreux entretiens de M. Witte à la Wilhelmstrasse furent jetées les bases de la campagne qui devait entrainer la Russie en Extrême-Orient afin de paralyser les effets de l'alliance franco-russe et de rendre Guillaume II maitre de l'Europe et libre d'écraser la France à son heure.

Tout cela a merveilleusement réussi grâce à M. Hanotaux que j'ai attaqué violemment à cette époque, et grâce à la presse française qui glorifiait M. Witte, quoiqu'elle eût la certitude et la preuve qu'il menait la Russie à sa perte afin d'isoler la France et de la rendre une proie facile pour ses ennemis.

Nous voilà revenus à la situation de 1887 avec les mêmes provocations, la même presse allemande, le même concours que ces provocations

obtiennent aux mêmes prix, dans la presse révolutionnaire.

Il y a, hélas, une différence avec 1887 : la France était alors autrement préparée pour la guerre qu'aujourd'hui. Elle avait l'avance de l'armement avec le fusil Lebel, et surtout elle avait la Russie intacte et Alexandre III guidé par Katkof.

L'article du *Zukanft* écrit par l'ancien reptilien de Bismark, Karden, qui, quoique jouissant du mépris général, même parmi ses confrères en reptilisme, n'est pas moins employé par la Wilhelmstrasse pour dire en enfant terrible la vérité nue, semble un cliché dicté en 1887 par le Chancelier de fer.

Et quand la guerre est à nos portes, à échéance fatale, M. Jaurès nous berce avec des balivernes et va discourir à Berlin, Bebel publie dans l'*Humanité* des articles jésuitiques, M. Frédéric Passy écrit dans le *Courrier Européen* des articles dont le but coupable est d'endormir l'opinion éveillée. Et M. Alexandre Ular continue ses excitations à la haine de la France et ses encouragements à l'Allemagne.

Et la France se rue sur les nouvelles rassurantes. Et les petits faits eux-mêmes se multiplient pour nous amollir. Ne parle-t-on pas de supprimer les tambours qui battent la charge?

Écoutons M. Ular : « Les officiers allemands savent que pour lutter contre l'Angleterre seule il faudrait attendre cinq à dix ans, jusqu'à l'exécution du programme naval. Pour lutter contre la France il faut douze heures; et ce serait une guerre sans merci ». Un personnage allemand déclarait à M. Ular « que si la France n'agit pas de façon à rendre la guerre inévitable, elle doit être réduite à un état dont elle ne se relèvera pas. C'est facile. Où l'on passera, les sources de la richesse seront détruites, les mines noyées, les usines rasées, les ponts détruits, il faudra vingt ans pour se refaire d'une telle catastrophe économique ».

Quand la menace atteint ce degré, il faut prévoir que, malgré de fausses apparences d'apaisement et d'accord, les exigences peuvent être impossibles à subir. La France doit donc faire appel à toutes ses énergies, à tout son sang-froid, pour louvoyer entre des situations de plus en plus difficiles et qui, malgré des faux semblants d'apaisement, resteront inquiétantes. Il faut qu'elle se garde de perdre à nouveau une part de sa dignité qu'elle vient de laisser gravement entamer par deux concessions exigées.

On veut à cette heure, par un singulier état d'esprit, nous faire croire que M. Delcassé n'a été

sacrifié que parce qu'il était le représentant de cette dignité contre l'Allemagne, qu'il nourrissait des projets de revanche et les eût conduits à bien sans les désastres russes.

Tout d'abord M. Delcassé, s'il eût voulu, lui qui gouvernait absolument la France dans les questions extérieures et qui pouvait peser en son nom de tout son poids dans l'alliance russe, avait en son pouvoir de contrebalancer l'influence de l'Angleterre sur le Japon qu'elle poussait à la guerre, par une influence sur la Russie à laquelle il lui était possible de faire abandonner la Mandchourie.

Je prouverai plus tard que la guerre a été déclarée à cause de la Mandchourie et non à cause de la Corée pour laquelle la Russie avait consenti à faire toutes les concessions réclamées par le Japon. D'importants documents qui me sont donnés par un ami de Russie me permettront de prouver ce que j'avance.

Donc M. Delcassé pouvait, le Tsar ne voulant pas la guerre, exercer au nom de l'alliance une pression sur son esprit et l'empêcher de la faire, ce qui eût empêché l'effondrement des conceptions de M. Delcassé : premier point. Second point : si M. Delcassé voulait vaincre l'Allemagne, comment lui, qui « pouvait » regarder par-dessus

le Parlement, qui « pouvait » ne pas se laisser hypnotiser par la rage folle et traitresse de nos élus, de détruire tous nos éléments de force offensive et défensive, a-t-il « pu » mener de front la lutte contre l'Allemagne casquée, bottée, éperonnée, armée en guerre, toujours menaçante et sa soumission à la besogne des André et des Pelletan?

Troisième point. Comment M. Delcassé, sachant la Russie battue au point où elle l'était, sachant en quel état le Pelletan et l'André mettaient nos éléments d'attaque et de défense, pouvait-il conduire l'affaire du Maroc de façon à provoquer l'attitude de Guillaume II?

Et comment, troquant l'Égypte, Terre-Neuve, notre situation au Siam, notre influence en Éthiopie, contre le Maroc, ne s'est-il pas assuré, malgré ce qu'on lui cornait aux oreilles, moi la première, qu'il fallait qu'il s'assure du gage échangé qui ne valait rien, et n'a-t-il songé et abouti qu'à livrer les siens?

Je pourrais développer vingt arguments à côté de ceux-ci pour conclure que jamais, à aucun moment, en aucun temps de son histoire et de celle d'un autre peuple, l'Angleterre n'a joué à égalité de chances un jeu diplomatique, que jamais une alliance avec elle n'a été profitable

aux intérêts d'un pays, qu'elle est l'Angleterre! égoïste, boutiquière, méprisant toute générosité en soi, perfide avec des prévoyances séculaires et diaboliques, effroyablement féroce dans ses intérêts, superbement patriote et la plus dangereuse qui soit au monde!

On voit M. Delcassé seul avec lui-même, s'alignant contre l'Allemagne avec, pour gardes du corps de la France, Pelletan et André, et faisant de la grande politique européenne et mondiale de pair, lui, ex-professeur de lettres, avec les politiques traditionnels du Foreign Office. Il a été et devait être archi-dupe, à moins que ce soit la France plus que lui qui l'ait été!



La lutte continue en Russie entre la bureaucratie et le pays. Le contact entre l'Empereur et les délégués du Congrès des Zemstvos avait fait naître l'espoir que quelque chose de pratique en sortirait. Nicolas II affirmait enfin publiquement de vive voix sa volonté souveraine et inébranlable d'admettre les élus aux travaux de l'État.

Mais, hélas! dans la communication faite aux

délégués du texte officiel de la réponse impériale, les phrases qui contenaient une promesse formelle avaient été supprimées. La bureaucratie reprenait ses droits! Comment alors exiger de cerveaux en ébulition une patience que sur l'heure on décourage? L'énergie, la résolution, des déterminations précises, eussent-elles besoin d'être complétées au cours des expériences à faire, peuvent seules sauver la Russie des dangers intérieurs qu'elle court, dangers tellement graves qu'ils mettent l'État en péril et menacent l'armée nationale d'être abandonnée par la nation!

On ne peut plus admettre que le Tsar, trompé par son entourage, ne soit pas averti de ce que ses sujets réclament de lui. Le discours adressé par le prince Troubetzkoï, porte-parole des Zemstvos à Nicolas II, a une clarté, une précision qui placent un chef d'État face à face avec la vérité.

L'hésitation du Tsar à réaliser les vœux de ceux qu'il a appelés « ses collaborateurs » est un péril qu'aucune concession arrachée plus tard ne pourra conjurer.

Le général Liniéwitch est-il entouré, cerné, comme on le dit, une grande défaite est-elle menaçante, un armistice est-il possible? Comment

répondre à ces questions au milieu de tant d'informations contradictoires? Les Japonais qui retardent de jour en jour la communication de leurs conditions de paix, convaincus que quelques semaines leur suffiront pour les dicter au lieu de les formuler, paraissent, cette fois encore, avoir organisé leur prochaine victoire. Ils considèrent celle-là comme définitive. Si la fortune la leur accorde, c'en sera fait du prestige européen en Asie, et nous verrons avant peu la doctrine Monroë précieusement recueillie par les Asiatiques faire regretter trop tard à l'Angleterre et aux États-Unis, à la première ses excitations criminelles et la part qu'elle prend aux troubles de la Russie, à la seconde sa partialité et ses applaudissements aux premières victoires japonaises.



La séparation de la Suède et de la Norvège peut être considérée comme un fait accompli. Le roi Oscar a protesté pour la forme contre sa déposition par le *Storting* et fait juges les Chambres suédoises qu'il n'a, à aucun moment, violé la constitution, comme il en est accusé par

les Norvégiens; il trouve que ce serait payer trop cher l'union rompue que d'essayer de la renouer par des mesures de coercition.

Tous les partis en Suède n'ont pas pris cette séparation avec la philosophie du roi. Un moment on a pu craindre que le divorce ne se fit pas à l'amiable; seuls, la sagesse, le sang-froid du peuple suédois permettent à la crise de se dénouer pacifiquement.

Mais à peine la Norvège sera-t-elle indépendante qu'aussitôt des influences se la disputeront, et là encore l'Angleterre et l'Allemagne se trouveront en présence.

La Russie, si elle était restée fidèle à sa politique européenne, aurait pu élever la voix et conquérir par des accords pacifiques un port libre que tout le sang versé en Mandchourie ne lui donnera peut-être plus en Asie.

Les Norvégiens, gens d'une honnêteté scrupuleuse, sincères, loyaux, disons quelque peu naïfs, ne soupçonnant pas réelles la fourberie, la perfidie, deviendront bien vite les victimes de l'astucieuse Albion qui déjà leur en veut d'avoir arraché un fleuron à la future couronne de l'une de ses princesses, et qui ne veut voir ni la Russie ni l'Allemagne prendre de l'influence à Christiania.

Tandis que Guillaume II renouvellera ses croisières et l'assurance de sympathies plus ou moins intéressées aux Norvégiens, maîtres de leurs destins, l'Angleterre hautaine, dédaigneuse des petits peuples, essaiera de troubler ceux qui sont paisibles, de semer des suspicions parmi les confiants.



Nous avons eu en Hongrie la démission du comte Tisza, la constitution du cabinet Fejervary et nous aurions enregistré la démission presque immédiate de ce dernier après un vote de défiance de toutes les fractions de l'opposition coalisée si l'Empereur l'avait acceptée.

La crise est à l'état aigu, le comte Albert Apponyi a proclamé à Szolnok la nécessité de la séparation avec l'Autriche et de l'union personnelle pure et simple.

Le parti de l'Indépendance comprenant exclusivement jusqu'aux derniers événements des réformateurs et des libéraux ennemis du soi-disant libéralisme centraliste allemand, héritier des sentiments et des idées du grand, de l'immortel Kossuth, nous était le plus sympathique des partis hongrois; mais les magyarisants

outranciers lui étant adjoints, ne peut-on se demander si ce magyarisme ne deviendra pas encore plus cruel aux Slaves de Hongrie qu'il ne l'a été jusqu'à présent et si l'antislavisme ne le jettera pas fatalement, de même qu'il l'avait jeté dans les bras des centralistes germanisants de Vienne, dans le germanisme prussianisant de Berlin? Là est la crainte des amis de la Hongrie qui en même temps aiment les Slaves.

La dissolution de l'Autriche au profit de l'Allemagne et du pangermanisme est chose inquiétante, l'Autriche étant l'un des contrepoids de plus en plus nécessaires à l'Europe menacée par l'Asie.

La Norvège isolée, la Hongrie isolée ne deviendront-elles pas fatalement la proie du grand empire voisin? Si les sympathies de François Kossuth vont surtout à l'Italie, celles du comte Albert Apponyi vont à l'Allemagne, et sa plus grande admiration est la politique du centre catholique au point de vue politique et social. C'est inquiétant.



La Bohême bénéficie de l'état d'esprit des centralistes allemands d'Autriche qui voient la Hongrie, jusque-là soumise, échapper à leur in-

fluence. Le pangermanisme de Vienne ne va pas chez tous jusqu'à vouloir se fondre dans celui de Berlin. Un certain nombre d'Autrichiens trouve encore qu'il vaut mieux être les premiers chez soi que les seconds à Berlin, et il y a certainement une nuance de détente dans l'intransigeance germanique en Autriche.

La diète de Bohème, délivrée de l'obstructionnisme allemand, a enfin pu faire une besogne nécessaire. On y a voté les budgets de 1904 et de 1905, et toute une série de projets de loi concernant les subventions aux populations rurales éprouvées par la grêle et la sécheresse, des travaux de navigation importants pour les fleuves de Bohème, des chemins de fer d'intérêt local, etc. A cela il y a un revers, c'est que les Allemands crient haut que la Bohème ne peut rien sans eux.

Enfin le projet d'une université tchèque en Moravie sera présenté au Parlement de Vienne. Ce ne sont là encore que de petits succès, mais que la masse apprécie et qu'on ne peut dédaigner.



Me voici à la fin de mes pages, n'ayant parlé ni du nouveau ministère espagnol, qui marque

l'interrègne du parti conservateur avec cette demi-régularité, ce mouvement de pendule qui appelle tour à tour en Espagne les deux partis au pouvoir; la scission du parti conservateur en deux fractions, l'une se disant canoviste et l'autre catholique et socialiste d'État, devait naturellement l'affaiblir. Le nouveau ministère qui a pour président M. Montero Rios est démocratique et réformateur. La France y compte des amis.

En Grèce, M. Rallys succède à M. Delyannis. Les difficultés qui vont croissant en Crète et en Macédoine trouveront-elles chez le nouveau chef du cabinet hellénique le diplomate habile qui sait reculer l'échéance des résolutions à prendre? L'expérience de 1897 peut laisser subsister un doute.

Juliette ADAM.

6575 — Lib.-Imp. réunies, Motteroz, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

Parole française à l'Étranger

Abbaye de Gif, 17 juillet 1905.

Que doucement la porte au nez a été fermée à M. Jaurès par le prince de Bulow. Il semble, en lisant le refus dudit prince, qu'on l'entende avec sa façon gouailleuse d'être « extrêmement poli » dire à M. Jaurès :

« Cher monsieur Jaurès, n'allez pas croire que jamais je puisse vous confondre avec un fâcheux! Le ciel m'est témoin que j'ai pesé, dans la balance internationale, le poids de votre dévouement à la Prusse, que j'en connais le prix. Loin de moi l'idée de contester votre valeur désagrégatrice en France. Je vous sais un gré infini de la façon

courageuse dont vous et vos troupes traitez les chauvins, nos ennemis. Vous êtes notre ami, monsieur Jaurès, et en même temps, Dieu merci, vous êtes irrésistible comme propagandiste !

« Mais alors vous allez comprendre que nos socialistes n'étant pas républicains et restant, eux, patriotes, nous préférons les garder tels. L'éloquence de votre parole inquiète l'Empereur, je vous l'avoue franchement, et j'insiste pour que vous compreniez bien que la crainte de Sa Majesté est le plus grand hommage qu'elle puisse vous rendre. »

Voilà quelle est la forme du refus du chancelier d'Allemagne. Le fond peut se traduire plus simplement :

« Qu'il nous laisse donc en paix, ce Jaurès ; qu'il se contente de faire en France une besogne utile à nos intérêts, et pour laquelle d'ailleurs le Kaiser, nos socialistes et moi, je l'avoue très bas, nous le méprisons ! »

Mais M. Jaurès s'accroche à l'Allemagne, au socialisme allemand, il n'en veut pas démordre, il tient à porter leur marque sur l'épaule.

« Si avec les socialistes allemands, répète M. Jaurès, nous ne nous retrouvons pas sur le terrain du patriotisme et du républicanisme, nous nous retrouverons toujours sur celui de la révolution ; n'avons-nous pas la même haine des ténèbres et des erreurs du passé ? »

Eh bien, non! le passé lui-même ne vous unit pas à tout le socialisme allemand, pauvre Monsieur Jaurès! Apprenez, ô scandale! que les socialistes bavarois se sont unis à « la calotte », oui, à la calotte, par patriotisme particulariste!

Des élections viennent d'avoir lieu dans lesquelles l'alliance des cléricaux, de la calotte! et des socialistes a donné une majorité de deux tiers aux Bavarois en Bavière.

Les soi-disant libéraux impérialistes, amis de la glorieuse Prusse, sont, en Bavière, désormais réduits à l'impuissance!

Et de même que tout bon Prussien regarde d'un œil favorable la besogne antifrançaise que font M. Jaurès et ses amis, de même, moi, bonne Française, je regarde d'un œil favorable la besogne antiprussienne que font les socialistes et les cléricaux bavarois.

Je n'ai pas parlé encore de la visite du roi de Saxe à Vienne et du toast prononcé par lui, en réponse au toast de l'Empereur François-Joseph. C'est pourtant l'un des signes les plus frappants de la déprussification de l'Allemagne.

Le roi de Saxe a rappelé la séculaire fraternité d'armes de la Saxe et de l'Autriche, y compris la campagne de 1866. Les mânes de mon très noble ami le comte de Beust ont dû tressaillir.

Par contre, quel scandale dans la presse berlinoise. Le roi de Saxe a été traité de la belle

façon. Mais la presse saxonne a répondu « que les prétentions unitaires de la Prusse faussent la constitution fédérale ».

Le roi Frédéric-Auguste, blessé des attaques dont il était l'objet, a encouragé les journaux saxons à répéter que le roi de Prusse, sous le titre d'Empereur allemand, n'est qu'un simple Président de confédération d'États souverains, lesquels gardent le droit de conclure des traités, d'avoir une représentation diplomatique et dont les chefs peuvent manifester au dedans et au dehors leurs opinions, sans souci de la férule ou de la censure prussiennes!

Guillaume II n'est donc pas le maître de l'Allemagne autant qu'on essaie de nous le faire croire?

Le comité des Affaires étrangères du Conseil fédéral s'est réuni la semaine dernière à Berlin pour prendre connaissance de l'état de la question marocaine, car il y a un contrôle dans l'Empire de Guillaume II sur les affaires étrangères, contrôle qui n'existe pas sous la République française. Les représentants des États du Sud auraient reproché à la Prusse « d'agir souverainement dans une question qui peut les conduire à la guerre ».



Nous avons été menacés, on n'en peut plus douter aujourd'hui, d'une guerre immédiate avec l'Allemagne, et la presse reptilienne tient à établir, selon une coutume traditionnelle, que nous étions devenus offensifs au point de rendre cette guerre inévitable !

Notre Gouvernement, gouverné par M. Jaurès, offensif envers l'Allemagne ! En vérité, cette fois la chose aurait été quelque peu difficile à prouver au cas où Guillaume II et les augustes confédérés se fussent décidés à faire la guerre à la France pour le Maroc.

Si nous n'avons pas eu la guerre, c'est que Guillaume II ne trouvait ni l'occasion ni le moment favorable. Mais hélas ! nous l'aurons tôt ou tard, quand il plaira au Kaiser, à son jour et à son heure, lorsque nous serons dans une situation militaire plus défavorable encore et qu'il aura trouvé le prix de la félonie de l'Angleterre envers nous.

Diplomatiquement, notre situation est celle de gens qu'on a menacés et qui se sont soumis à des exigences imprévues. La presse allemande dit et répète que nous avons eu peur ! Donc, si

nous sommes de nouveau acculés aux concessions à la conférence, l'Allemagne nous maintiendra dans la condition inférieure de ceux auxquels on inflige la soumission par la menace.

A mesure que les faits se succèdent, les preuves se multiplient des lointaines convoitises de la Prusse à propos du Maroc.

En Espagne, en Angleterre, partout ailleurs qu'en France on savait quelles étaient ces convoitises et combien l'appétit du Kaiser est dévorant.

Quoi qu'on fasse ou qu'on dise pour expliquer, pour justifier la légèreté avec laquelle M. Delcassé s'est rendu coupable à la fois de livrer tous ses gages à l'Angleterre, de négliger de s'assurer des influences au Maroc, d'éliminer l'Allemagne de ses projets d'absorption, et ces choses au moment même où un Pelletan et un André désorganisaient furieusement notre marine et notre armée, quoi qu'on fasse, quoi qu'on dise, on ne pourra jamais absoudre notre ex-ministre des Affaires étrangères des fautes successives et répétées qu'il a commises.

M. Rouvier, tant bien que mal, a pris du champ pour un débat qui reste entier, puisqu'il s'agit avec plus de précision que jamais de savoir, au dire même des journaux berlinois, si c'est à la France ou à l'Allemagne que le Sultan du Maroc « se confiera ».

Le Maghzen s'est rallié, pour ne pas dire soumis, à la forme que Guillaume II entendait donner au débat, à la forme d'une conférence. Comment supposer aujourd'hui que le Sultan marocain que bernait M. Saint-René-Taillandier, en attendant le coup de théâtre de Guillaume II, se montrera plus conciliant ou plus docile après la preuve donnée par la France de son obéissance aux volontés de Guillaume, lequel d'un geste a remis tout en question? . . .

Les Orientaux, qui savent mieux que nous la valeur des mots employés par la diplomatie, sont renseignés à Fez sur l'échec qu'a subi notre situation, échec constaté par nous-mêmes dans une substitution de mots. Jusqu'au débarquement du Kaiser à Tanger M. Saint-René-Taillandier et nos ministres parlaient des « droits » de la France. Aujourd'hui dans aucune note française le mot « intérêt » n'est dépassé. Les droits s'imposent, les intérêts se débattent.

Seront-ils même débattus? Est-ce que, dès maintenant, nous n'avons pas renoncé à ce que semblait nous octroyer l'Angleterre au prix exorbitant de la cession de l'Égypte, de Terre-Neuve, de la rive du Mékong et de notre influence en Abyssinie? Qui parle maintenant « de la conquête pacifique du Maroc? » Ce serait déjà bien beau si le Sultan nous admettait « à égalité » avec l'Allemagne, si nous obtenions d'instruire

la moitié de son armée, si nous avions l'entreprise de la moitié de ses ports, de ses chemins de fer, de son trafic commercial. Nous marchons, hélas! à une capitulation, là où nous avions déjà pris nos dispositions en conquérants.

Un long article du *Leipziger Tageblatt*, ayant pour titre : « Rouvier-Zaphiropoulos », nous renseigne mieux qu'aucun autre sur l'état d'esprit des Allemands à propos des affaires du Maroc.

Après avoir analysé et précisé la politique de M. Delcassé, après avoir entassé tous les arguments du monde pour prouver que notre indéracinable ministre a préparé, sept années durant, la crise actuelle et la soumission aveugle de la France à l'Angleterre, le *Tageblatt* de Leipzig ajoute :

« Les intentions de M. Delcassé n'ont pas disparu avec l'enlèvement de son portefeuille. Son successeur ne peut se dégager de l'impasse dans laquelle l'homme déchu s'était engagé par sa présomption ; il ne faut pas que M. Rouvier se réjouisse trop vite d'un dénouement du malentendu créé par son prédécesseur ; d'ailleurs, est-il bien certain pour nous, Allemands, que le nouvel homme ne soit pas le plus dangereux des deux?

« Celui qui jeta à la Chambre agitée au sujet du Panama ce mot célèbre : « Si je n'avais pas

« pris l'argent vous ne seriez pas là ! » n'est pas un novice. Il ne pâlit ni ne rougit.

« M. Rouvier s'est tenu de côté sournoisement jusqu'à ce que les chances de l'antiboulangiste Constant, son confrère en agiotage, fussent évanouies, jusqu'à ce qu'il n'eût plus rien à craindre de Léon Bourgeois, ni du vieux Freycinet.

« Alors il s'est installé aux Affaires étrangères et a donné les finances au faible Merlou. En un instant avec quelques employés subalternes il a créé son nouveau cabinet.

« La presse française s'est étonnée d'abord, mais bien vite rangée du côté de « l'habile négociateur ». Maujean, qui a baptisé le « ministre des chèques », s'alimente aujourd'hui des idées de M. Rouvier, n'en ayant pas d'autres. Dans la *République française* M. Gérault-Richard ne cesse de louer « l'homme de génie ». Les journaux nationalistes deviennent timides en face de tant de « fermeté » et de tels talents « d'homme d'État ». La politique de Delcassé s'est donc affermie sans Delcassé entre les mains d'un routinier froid et sans scrupule.

« M. Maurice Rouvier n'a perdu son assurance ni vis-à-vis de l'interpellation Archdéacon, ni devant celle de M. Jaurès. Le truc dont ne se servait pas le désagréable Delcassé lui réussit à lui : celui de flatter le peuple, de flatter le rival

allemand par des subterfuges courtois qui l'empêchent d'oser rompre. « Le chef du cabinet français en acceptant la conférence et le programme allemand au Maroc ne fera qu'ajourner les difficultés. La situation est trop tendue pour se détendre ».

L'article du *Leipziger Tageblatt* se termine ainsi :

« Jaurès qui se laisse berner ne sortira pas de sitôt de son assoupissement. Les nationalistes, dupes eux-mêmes aussi, ne se réveilleront que trop tard, lorsque la voix d'appel se fera entendre aux généraux !

« Et c'est ce qu'aura préparé la politique chauviniste, pacifique, sournoise et complaisante du teneur de livres d'Odysséus Zaphiropoulos. L'Allemagne n'est pour lui qu'une chose secondaire. L'affaire ne semblera grave que lorsque Rouvier, dans son excessive malice, s'égarera sur la voie du duc de Gramont ».

Voilà un article à méditer en vacances pour nos honorables députés et sénateurs qui, à force de s'agiter, de tourner en rond dans la politique intérieure, sont trop las pour gravir le talus du haut duquel ils pourraient voir dans la politique extérieure d'un peu plus loin que le bout de leur nez.

✻

Toutes les nouvelles qui m'arrivent d'Alsace-Lorraine prouvent que l'Allemagne, heure par heure, prépare la guerre.

Ce ne sont pas des indices qui me viennent, ce sont des preuves. Les troupes arrivant de Berlin, et spécialement affectées au service des lignes de chemins de fer, se répandent ici et là, inspectent ou travaillent à achever les voies stratégiques. Partout se font des exercices de tir pour l'essai d'une balle et d'une arme nouvelles qui « font merveille ».

On parle beaucoup en Alsace-Lorraine d'un projet de colonisation allemande du Dr Ernest Hasse, lequel réclame la création immédiate d'une zone militaire en Lorraine annexée afin de germaniser sur l'heure des terres « dont la physionomie reste française ».

On distribuerait ces terres à des sous-officiers allemands dont les fils jouiraient des avantages faits à leurs pères, c'est-à-dire qu'aucune hypothèque ne pourrait être prise sur ces terrains, qu'aucun changement de propriétaire ne se ferait sans l'intervention de l'administration allemande. Metz-Campagne, Thionville, Château-Salins, Sarrebourg n'auraient plus d'issue

sur la frontière qu'au travers d'une zone bien allemande qui enfermerait les régions de la langue française.

L'auteur de cette germanisation intensive, M. le Dr Ernest Hasse, est l'un des grands orateurs du parti pangermaniste; et il n'a bien naturellement aucune pitié pour les propriétaires qu'il faudra expulser et dépouiller. « Lorsque la zone sera peuplée d'Allemands, écrit M. Hasse, aucun étranger n'aura le droit d'y séjourner. »

Ce projet, qui paraît être né dans les profondeurs d'un autre temps, à l'époque où les Césars romains colonisaient les territoires conquis sur les barbares avec leurs vétérans, trouve un grand nombre d'approbateurs parmi les fonctionnaires allemands. Plus d'un disait dernièrement : « Il faut en finir avec l'esprit lorrain et le refouler une fois pour toutes. »

La menace de la guerre a causé un trouble profond dans les consciences alsaciennes-lorraines. J'ai lu à ce sujet des pages déchirantes, entre autres celles de Hansel (l'abbé Wetterlé), dans le *Journal de Colmar*, ayant pour titre : « Choses d'Alsace ».

« Notre devoir de conquis, pour ne pas exposer nos frères à subir des représailles terrifiantes, écrit Hansel, sera de tirer sur nos frères d'hier. N'avons-nous pas assez souffert, notre cœur n'a-t-il pas été assez déchiré, faudra-t-il

tant souffrir encore? » Et l'abbé Wetterlé met à nu le cœur douloureux de ceux sur qui pèsent de tout leur poids les victoires prussiennes, qui sont courbés et soumis par elles, et qui s'épouvantent à l'idée de donner demain leur vie pour défendre ces victoires et de verser le sang de leurs frères d'hier qui combattraient pour les délivrer! « Par pitié, que l'Allemagne et la France nous épargnent cette guerre! » supplie Hansel.



Je reçois de Russie, selon la promesse qui m'en avait été faite, des notes du Livre Rouge, « Documents sur les négociations avec le Japon en 1903-1904 publiés par le Comité pour les affaires d'Extrême-Orient ».

La publication de ces documents devait être une réponse aux tentatives faites par M. Witte pour se disculper de son crime d'avoir provoqué cette guerre en transplantant la politique étrangère russe en Asie.

Il ressortait des pièces livrées au jugement public que la Russie prévoyait parfaitement la possibilité d'un conflit avec le Japon, et même d'une guerre, mais on y restait persuadé que

cette guerre ne serait déclarée que par suite de la pénétration russe en Corée.

C'est pourquoi, pendant les négociations, la Russie a consenti à toutes les demandes faites par le Japon à propos de ce dernier pays. En réalité, la Corée n'était qu'un prétexte dont le Japon s'était servi. C'est pour la Mandchourie qu'on s'est battu et c'est sur ce terrain que la Russie n'a pas cru devoir céder au Japon.

On s'étonne alors, en face de ces preuves, du rôle étrange joué par Kouropatkine, car c'est sur ses assurances, que « jamais le Japon ne ferait la guerre à cause de la Mandchourie », que la diplomatie russe s'est refusée à faire des concessions dans ce sens. Ainsi se précise l'affirmation de plusieurs de mes amis russes contre laquelle j'ai trop longtemps protesté, de la complicité de Kouropatkine et de M. Witte.

Livre Rouge.

La première dépêche publiée est du général Wogak qui accompagne Kouropatkine au Japon; il écrit à l'amiral Abaza qu'il partage entièrement la conviction de Kouropatkine, que jamais le Japon ne fera la guerre à cause de la Mandchourie. Mais même pour la question de Corée Kouropatkine était convaincu que le Japon re-

noncerait à protester contre la politique russe le jour où celle-ci augmenterait ses forces militaires en Mandchourie. On craignait surtout, à propos de la Mandchourie, l'Angleterre et l'Amérique, et encore espérait-on pouvoir les apaiser en laissant la porte ouverte à leur commerce.

Les premiers documents publiés prouvent à ce sujet que le gouvernement russe était décidé non seulement à ouvrir les portes mandchoues, mais aussi celles de l'Amour, tout en autorisant l'occupation de la Corée par le Japon.

Contrairement à ces opinions, l'amiral Alexeieff, six semaines avant la rupture des négociations (un peu tard !), affirmait sur la foi de ses agents à Pékin et ailleurs que pour le Japon « il s'agissait bien de la Mandchourie » et nullement de la Corée seule.

Dans sa dépêche du 25 septembre il affirmait même qu'à ce sujet une entente existait entre le Japon et la Chine (6 octobre). Le baron Rosen (30 octobre) soutenait entièrement l'opinion d'Alexeieff, qui assurait que la Russie ne pouvait arriver à une entente avec le Japon que lorsqu'elle serait assez puissante pour soutenir avec succès une lutte contre les Nippons en Mandchourie.

Le plus intéressant de tous les documents du Livre Rouge est le n° 12, donnant le compte rendu de la séance qui eut lieu le 29 décembre à

Tsarskoié-Selo et où fut discutée la question de savoir si les risques d'une guerre avec le Japon étaient plus grands en continuant les pourparlers qu'en les rompant.

L'amiral Abaza insistait pour qu'on accorde au Japon l'occupation de la Corée et qu'on rompe les négociations si cela ne satisfaisait pas les Nippons, « parce que, affirmait-il, le Japon serait trop heureux de cette concession pour oser risquer une guerre contre la Russie en demandant davantage ».

L'amiral Alexeieff insistait sur la nécessité de mobiliser immédiatement l'armée en Extrême-Orient.

Le 4 janvier on décide de continuer les pourparlers et ce n'est que le 7 que le Tsar autorise enfin la mobilisation, mais en insistant pour que l'occupation du Yalou n'ait lieu qu'à la dernière extrémité.

Le 26 janvier le comte Lamsdorf demande encore à Alexeieff par dépêche si l'on peut, en trainant les négociations, éviter une guerre. Le lendemain Nicolas déclare qu'on ne proteste pas contre l'occupation de la Corée jusqu'au « Yalou » et Tiama (?).

Le 8 février le Tsar télégraphie personnellement à Alexeieff que, dans le cas seulement où les Japonais débarqueraient en Corée du côté ouest et dépasseraient le 58e (?) parallèle au

nord, il fallait les attaquer même sans attendre qu'ils aient tiré un coup de fusil.

Ces extraits du Livre Rouge parus à Pétersbourg ont été retirés de la circulation le lendemain même de leur publication. On se demandait pourquoi. La nomination de M. Witte comme plénipotentiaire à Washington l'explique surabondamment. Ces documents officiels, je le répète, établissent que la guerre a été déclarée à cause de la Mandchourie et non à cause de la Corée, la Russie ayant consenti à faire toutes les concessions que le Japon réclamait.

Kouropatkine s'étant porté garant que jamais la guerre ne se ferait à cause de la Mandchourie, œuvre personnelle et exclusive de Witte, le Tsar a donc été induit en erreur sciemment, et cette constatation prouve en outre que ce ne sont pas les tripotages en Corée de Bezobrazoff qui ont amené la guerre.

Ce qui se prouve sans documents, c'est que l'incohérence était partout, sauf dans la continuité d'action d'un traître, et que le Tsar avait été maintenu dans l'ignorance complète de la véritable puissance japonaise.



La nouvelle de la nomination de M. Schipoff à la place du ministre Bouliguine ne se confirme

malheureusement pas. Et pourtant l'adoption du système de la Douma élaboré par lui est « la seule chance qui reste à Nicolas II d'éviter une révolution qui sera la fin de la Russie ».

M. Schipoff est l'un des rares que M. Witte, s'il a pu le tromper une fois, ne se laisserait plus prendre à ses mensonges, quelle que soit la situation qu'il puisse encore occuper.

La campagne que M. Witte a fait faire par son dévoué Gourieff et dont je parlais dans mon dernier numéro, semblait avoir tourné contre lui. Même dans la presse radicale, comme *Nascha Jisù* à Pétersbourg, dirigé par le professeur Khodsky, pourtant membre du comité du ministère des finances, on attaquait ces derniers jours très vivement M. Witte pour cet « effort malheureux de se disculper d'avoir jeté la Russie dans la plus tragique aventure de son histoire ».

En même temps le professeur Khodsky continuait une campagne vigoureuse contre le système financier et économique de M. Witte qu'il accusait, avec preuves, de la ruine du Trésor et du pays.

Dans le journal libéral modéré *Slowo*, le professeur Molgounef, lui aussi, faisait contre M. Witte une campagne analogue, surtout au point de vue de la ruine des chemins de fer. La presse de Moscou, même libérale, était également impitoyable pour lui. Même M. Scharapoff

qui, un moment lui aussi, s'était laissé enguirlander par M. Witte, reprenait sa liberté, et dans un nouveau journal créé par lui à Moscou, citait de nombreux passages du livre de M. de Cyon sur M. Witte, passages qui ont depuis la guerre la valeur de prophéties, comme mes attaques déjà si lointaines et si répétées.

Quant aux journaux conservateurs, comme la *Gazette de Moscou*, inspirés par M. Pobiedonostzeff, ils avaient enfin, hélas ! bien tardivement, le courage d'accuser M. Witte d'être l'instigateur et l'organisateur de la Révolution en Russie.

Ce n'était que depuis que M. Witte avait touché à l'administration de l'Église, son domaine à lui, que M. Pobiedonostzeff s'était décidé à entrer en lutte avec l'homme néfaste, l'ennemi le plus cruel et le plus impitoyable de la Russie. Il y avait cependant une douzaine d'années que M. Pobiedonostzeff savait à quoi s'en tenir sur la préparation révolutionnaire à la tête de laquelle n'a cessé d'être M. Witte.

Le plus extraordinaire était qu'en Allemagne même la crainte prévoyante de voir la Russie, après la guerre, recourir au marché de Berlin et de Francfort avait enfin décidé les économistes de Berlin à révéler la vérité sur la gestion de M. Witte.

C'est un M. Rohsbach, un ex-ami du prince Oukhtomsky, par conséquent un ancien soutien

de M. Witte, qui le jetait ces derniers temps pardessus bord. M. Georges Bernhardt venait aussi de publier un ouvrage, *Pauvre riche Russie*, implacable pour les finances russes telles qu'elles peuvent être, grâce aux folies criminelles de M. Witte.

Pour les Allemands, chaque fois qu'il s'agissait de placer les emprunts russes en France, M. Witte était un Colbert, un génie financier. A présent que la menace de s'adresser à l'Allemagne surgit, la vérité se fait jour.

Et c'est cet homme responsable de tous les maux que subit la Russie, cet homme jugé, condamné par ses actes, par ses trahisons, par ses crimes, c'est cet homme que choisit Nicolas II comme plénipotentiaire pour la paix !

C'est à cause de lui que la publication du Livre Rouge a été arrêté.

Jamais je ne pourrais croire qu'une mission nationale soit donnée à M. Witte pour le relever et pour l'honorer. Non, c'est bien une mission de honte, la seule qu'il mérite, que le Tsar lui octroie. Il ira signer cette paix à tout prix qu'il a rendue possible à force de mensonges, d'intrigues, de haine pour tout ce qui pouvait faire émerger la Russie au-dessus de la boue et du sang dans lesquels il l'a enlisée : — Allez, Monsieur, débattre les conditions de ces défaites que vous avez voulues. Vous avez arraché la

Russie à l'Europe pour la livrer à l'Asie. Mettez votre nom au bas de cet acte final dont vos machinations, sans cesse dénoncées par nous, ont préparé depuis plus de dix ans les formules douloureuses et humiliantes.

La Russie vous doit une guerre atroce, elle vous devra une paix honteuse.

Puisse votre nom être par là honni comme il doit l'être. Mais il vous restera sans doute après cette paix, Monsieur, à moissonner d'autres fruits sanglants, à imposer d'autres hontes à la Russie.

Devenez, Monsieur, à votre retour, la personnification représentative de cette Révolution juive, de cette désagrégation d'un grand Empire auxquelles vous vous êtes cyniquement consacré.

Le Dieu de la Russie veut peut-être donner un plus grand exemple en vous frappant sur les sommets.

Pauvre, pauvre Russie à la dérive! représentée par M. Witte, là où se jouent sa sécurité et son honneur, est-ce possible?

Ceux qui, désintéressés, dévoués, voient par avance la vérité, qui se passionnent, qui jettent des cris de détresse dans l'espoir d'un sauvetage, souffrent plus que les autres avant la catastrophe et ils souffrent plus après parce qu'ils ont cru tenir en mains la preuve qu'on pouvait éviter le péril.

Je n'ai jamais rien réclamé de la Russie qu'un peu d'influence sur mes amis, que la récompense d'être écoutée par eux, que la joie de me dire que je pouvais, répétant à satiété mes avertissements, les garer du danger : hélas! je n'ai pas eu d'influence, je n'ai pas été écoutée, mon dévouement n'a garé mes amis de rien. Il en est ainsi toujours et c'est pourquoi les hommes recherchent si peu la connaissance de l'avenir qui est bien plus souvent en leur possession qu'on ne croit.

L'aveuglement est un abandon de soi que la veulerie humaine préfère à l'ardente perspicacité. Les éclaireurs et ceux qui les suivent courent des risques incessants. Les aveugles volontaires se disent que, dans un effondrement général, la masse même avec laquelle on s'écroule sert de tampon.

J'ai demandé à Pétersbourg la confirmation d'une nouvelle donnée par le *Courrier Européen*, à propos d'une proclamation que la police russe ferait répandre par millions d'exemplaires dans les campagnes et dans les villes. On y lit, et cela pour les paysans, que les Zemstvos veulent réorganiser l'État de manière à gouverner l'Empire sans le Tsar, avec la coopération des Juifs, des Polonais et des Arméniens qui demandent aussi des constitutions afin de dominer ceux qui sont nés Russiens. Le chef haut placé de l'émeute,

ajoute la proclamation, président du comité des ministres actuels, Witte, continue à encourager les allogènes, promettant de faire tous ses efforts en leur faveur, particulièrement pour les Juifs.

On trouve dans la proclamation des phrases comme celle-ci : « Le Tsar a décidé d'appeler des corps élus, mais les nobles demandent que les élus soient eux seulement, et non les paysans et les habitants des villes, car ceux-ci se contenteraient d'exprimer une opinion et laisseraient au Tsar comme autocrate la décision ».

Tous croient à l'efficacité de cette proclamation, mais alors si M. Witte est jugé par le Tsar et son gouvernement comme nous le constatons, quel inexplicable parti pris l'a fait maintenir comme président du conseil des ministres? Comment s'étonner après cela que l'anarchie envahisse tout l'Empire?

M. Witte a fait l'impossible pour être chargé de la mission de principal plénipotentiaire à Washington. Il y a réussi. La presse étrangère a travaillé ferme pour lui, non seulement en Europe, mais aussi en Amérique. J'ai sous les yeux un extrait d'un journal de Chicago qui attribue à Mme de Nélidoff, ambassadrice de Russie à Paris, la haine de M. Witte et la campagne faite contre lui. Ce journal confond d'ailleurs Mme de Nélidoff, ambassadrice, et Mme de Nélidoff, sœur d'Annenkoff, morte l'an dernier.

La révolte du *Potemkine*, la preuve de l'organisation générale de la grève des chemins de fer, ont affolé les milieux gouvernementaux et ébranlé la foi de ceux qui croyaient, comme les amis de la Russie le croyaient en France, à la possibilité et à la nécessité de continuer la guerre.

La guerre et la paix avaient, il est vrai, à cette heure, même pour les plus résolus leurs dangers égaux, les plans révolutionnaires déjouant heure par heure les plans plus souvent hésitants que résolus de Nicolas II. Les ennemis intérieurs de la Russie veillent à toutes les issues.

Et la vieille Europe byzantinisée, que protégeait contre la race jaune le colosse russe, se dispute à propos d'une bande de territoire africain, tandis que l'Asie songe à la convoiter un jour tout entière.



Au moment où j'écris ces lignes, je reçois d'un ami russe, dont j'ai publié bien souvent les informations, la lettre suivante que je ne puis passer sous silence tant elle confirme mes dires :

« Witte a obtenu gain de cause, il est plénipotentiaire à Washington. L'homme qui a lancé la

Russie dans l'aventure mandchourienne en prévoyant et calculant tous les désastres qui s'ensuivraient pour la Russie et la France est désigné pour conclure la paix avec le Japon et liquider cette désastreuse affaire. Vous avez suivi comme moi la campagne faite aux États-Unis, en Angleterre et au Japon pour obtenir la nomination de Witte comme plénipotentiaire. Vous vous rappellerez certainement la campagne que l'ami Ular du dit Witte a faite, il y a juste un an, pour « tenter » une paix entre la Russie et le Japon destinée à livrer la Mandchourie et la Corée à l'Angleterre et à l'Allemagne en écartant complètement les deux belligérants.

« Vous avez parlé longuement de ce projet à pareille époque dans la *Parole* l'an dernier. Il est très curieux à présent de se rappeler cette ancienne campagne de Witte, car elle explique la joie provoquée à Berlin, à Washington et à Londres par la nomination de Witte. Les Japonais font bonne mine à mauvais jeu, mais ils sont trop au courant des intentions de Witte pour être contents. Souvenez-vous de la déclaration de Hyasaki sur les avances que Witte lui avait faites l'an passé pour obtenir une entrevue que lui a déclinée. C'est probablement Ular qui fut alors envoyé à Londres. A propos du « professeur Ular, » j'apprends par la *Gazette de Francfort* que c'est simplement un journa-

liste allemand habitant Paris! Tout s'explique.

« De deux choses l'une : ou Witte travaillera dans la ligne qu'il avait indiquée l'année passée, ou il fera volte-face, se vendra au Japon et sacrifiera les intérêts de la Russie à ce dernier, au lieu de les sacrifier à l'Allemagne et à l'Angleterre.

« Il voudrait probablement tripoter et trahir tout le monde, et ma conviction personnelle est qu'il fera un fiasco complet, c'est-à-dire que tout le monde découvrira aisément ce qu'il y a de vil et en même temps de bête et d'incohérent dans les plans de ce brouillon sans conscience, mais aussi sans cervelle.

« Jamais notre indigence en diplomates n'a été si flagrante. Le seul qui eût été qualifié pour des négociations de cette portée, Nélidoff, s'est récusé. On s'est alors adressé à Mouraview, un neurasthénique sans consistance, un vulgaire festoyeur, couvert de dettes. Savez-vous qu'il avait « accordé » sa femme (les méchants disent « cédé ») à Henkel von Dannerstmark, qui l'avait épousée, tandis que lui épousait sa belle-sœur, la sœur de sa première femme. Il n'avait accepté le poste d'ambassadeur extraordinaire à Washington que dans l'espoir de grands frais de représentation; on lui a offert 15,000 roubles! Il a préféré livrer la place à Witte qui l'a mieux rémunérée. Ce n'est pas la première fois que Witte le « désintéresse ».

« Mon pauvre pays n'a donc trouvé, en fait de diplomate, qu'un boursier cosmopolite, homme que notre ministre de l'intérieur désignait ces derniers jours, on a dû vous le dire, dans un document répandu par toute la Russie en millions d'exemplaires, comme le chef et l'instigateur de la Révolution russe !...

« Le Tsar s'imagine qu'il a joué un bon tour à Witte qu'il déteste en lui faisant endosser la lourde responsabilité et l'inévitable impopularité d'une paix désastreuse conclue par lui.

« Mais Witte se moque pas mal de responsabilité et d'impopularité; plus la paix sera désastreuse, plus elle sera impopulaire, plus la Révolution gagnera de partisans. C'est tout ce qu'il demande.

« Cette dernière calamité achèvera notre ruine et précipitera les événements révolutionnaires ».

D'autres lettres me renseignent sur les scandales que révèlent les journaux russes, entre autres les *Rouskya Védamosti* et le *Slowo*. Dans les grandes agitations des peuples l'écume remonte sur la surface.



Cette quinzaine les démêlés de la Suède et de la Norvège, qui tantôt menacent de devenir tra-

giques, tantôt semblent pouvoir s'apaiser jusqu'à l'accord, la mésentente austro-hongroise qui va s'aigrissant de façon toujours plus inquiétante, en Angleterre les scandales de l'indendance dans l'Afrique du Sud, en Italie la facilité avec laquelle M. Fortis a fait voter à la Chambre 330 millions pour la défense nationale, les efforts que fait en Espagne M. Montero Rios pour unifier son parti, pour concentrer des forces livrées à tous les assauts, tous ces faits importants de la politique européenne ne parviennent pas à détourner l'attention des malheurs de la Russie.



L'état de la Pologne est lamentable. Le pangermanisme se donne libre cours à la frontière russo-allemande, servi par la population juive qui s'y est développée au point d'être aujourd'hui la majorité.

J'ai beaucoup questionné les Polonais les plus modérés, les plus réfléchis, entre autres un très vieil ami, le comte W...

Que veut la Pologne, qu'exige-t-elle de la Russie au milieu des revendications effrénées des révolutionnaires ? On me répond : les Polonais veulent puiser leur part dans la prodigieuse

évolution politique et sociale qui s'accomplit à cette heure. Durant l'année sanglante ils ont rempli leur devoir. Ils ont mêlé leur sang à celui des Russes. Partout ils ont fait preuve d'héroïsme, d'abnégation et de renoncement, me répète-t-on. Il leur est bien dû de fixer quelques rayons de cette liberté qui semble devoir enfin luire sur la Russie.

Mais dans cette attente les partis se déchirent et se contrecarrent, chacun d'eux prétendant arriver au même but par des voies absolument opposées.

« L'ancienne turbulence des Diètes, me dit le comte W..., n'est pas morte. Ce qui manque à la Pologne comme autrefois, c'est l'unité des efforts, l'accord des volontés et surtout « l'homme nécessaire ».

« La Pologne a les anarchistes, ajoute le comte W..., agents plus ou moins inconscients de l'étranger, corrompus ou circonvenus par le plus mortel ennemi de la Pologne, le César allemand qui depuis longtemps prépare l'occupation soi-disant amicale des dix gouvernements qui forment ce qu'on appelle les « Provinces de la Vistule » ou le « royaume de Pologne ». Ce sont ces provinces qui fomentent les grèves sanglantes, qui attisent les passions populaires, qui poussent les foules ainsi qu'un troupeau dément sous le sabre des cosaques et les balles de l'armée.

« Puis vient le parti panpoloniste rêvant d'on ne sait quelle héroïque et sanglante hécatombe, d'où germerait la fleur d'indépendance et de liberté; le parti nationaliste, inconciliable, lui aussi, mais plus avisé, plus maître de lui-même, plus nombreux, d'où surgira peut-être un jour un chef populaire. Enfin le parti de la conciliation, le plus sage, mais aussi le plus impopulaire parce qu'on l'a mal compris, parce qu'on l'a confondu tout entier avec les courtisans, l'échine courbée dans les antichambres ministérielles, et les résignés dont le loyalisme devient une trahison. C'est le parti opportuniste qui s'efforce parmi les maux de choisir le moindre.

« A ce parti ont appartenu des hommes d'État comme le prince Adam Czartoryski, le marquis Vielopolsk, des historiens comme Szuyski et Kalinka et même l'immortel Mickiewicz.

« Cette politique consiste à rapprocher la Pologne de la Russie, afin de poursuivre avec elle la réalisation de l'immense et glorieuse mission réservée au monde slave.

« C'est le langage que tiennent les Polonais opportunistes jugeant que la Russie leur est autant nécessaire qu'ils sont nécessaires à la Russie, que ce n'est qu'en se tournant vers elle qu'ils peuvent espérer reconstituer un peu l'unité de leur patrie démembrée, de même que jamais la Russie, sans leur concours, ne pourra

parvenir à forger et à souder le grand œuvre de l'unité slave. »

- Les Polonais forment aujourd'hui une agglomération de plus de vingt millions d'âmes. Par leur situation géographique, leurs traditions historiques, la souplesse de leur génie national, ils sont le trait d'union qui relie les forces antigermaniques.

En Pologne les esprits à longue vue constatent l'intervention de la Providence dans la guerre néfaste causée par le mirage de l'Orient et dont les malheurs, les ruines ramènent la Russie vers ses véritables destinées, qui sont en Occident.

L'arbitraire de la bureaucratie est plus cruel encore en Pologne qu'en Russie. Les Polonais se heurtent à des partis pris, à des malveillances ou à des inerties volontaires qu'il faut sans cesse combattre à nouveau.

Un récent décret impérial faisait admettre la langue polonaise dans l'échange des dépêches télégraphiques ; malgré l'autorité souveraine, les bureaux continuent à refuser les dépêches des Polonais.

De toutes les libertés, la seule qui ait reçu un commencement d'exécution, et c'était la plus désirée par les Polonais, est la liberté religieuse ; leurs enfants avaient déserté les écoles transformées en foyer d'antipolonisme. Peu à peu les enfants rentrent et s'instruisent : c'est un premier

point acquis pour les opportunistes; ils voudraient à l'avenir que les Polonais entrent dans l'administration polonaise à mesure qu'ils y deviendraient propres par des études profitables. Ils réclament des assemblées régionales, dans lesquelles ils trouveraient des défenseurs naturels des intérêts de leur pays.

Le comte W... croit encore à la possibilité de réaliser le rêve de l'unité slave. Pour lui, l'œuvre de rapprochement des Polonais et des Russes n'est qu'une question de politique intérieure que les événements, si on ne leur demande que le possible, peuvent résoudre, même en ces temps si troublés.

Juliette ADAM.

6583. — Lib.-Imp. réunies. MOTTEROZ, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

6e Année. — N° 116. 7 Août 1905.

Parole française à l'Étranger

---

3 août 1905.

Sentinelles, veillez ! Patriotes, regardons, la main sur les yeux, ce qu'on entrevoit au delà de nos frontières de terre et de mer : partout la menace directe ou par ricochet !

A aucun moment de notre histoire nous n'avons été aussi machiavéliquement énervés, détrempés, désemparés, et nous n'avons eu à craindre en même temps plus d'intrigues plus enchevêtrées par nos ennemis.

« Gogo français », mon « pays », je t'adjure de faire l'effort de comprendre que l'inimitié de la

Prusse n'a d'égale que la duplicité de l'Angleterre. Crois aux deux dangers et ne t'imagine pas que, quand l'un surgit, l'autre disparaît. Tu peux les courir tous deux à la fois.

« Soyons les ennemis de l'Allemagne », disent *les politiciens* amis de l'Angleterre; « soyons les ennemis de l'Angleterre et les amis de l'Allemagne », disent les oublieux de l'Alsace-Lorraine.

Or l'un ou l'autre choix nous place entre l'enclume et le marteau.

Attendons jusqu'à la dernière limite le fait qui nous imposera d'épouser la querelle allemande ou la querelle anglaise. Le grand point pour nous est que cette double querelle surgisse inévitablement. Mieux vaut l'alimenter que d'en affaiblir un risque en nous alliant à l'Anglais ou à l'Allemand.

L'Angleterre n'a aucun intérêt à nous attaquer. Bien mieux, elle en a un à nous défendre, au besoin. Laissons-la faire. Au cas où l'Allemagne se jetterait sur nous, Guillaume II, qui s'inspire sans cesse de Bismarck, soit parallèlement, soit en sens inverse, que Bismarck hante, accumule contre nous les éléments de quelque dépêche d'Ems. Il veut nous faire les complices d'une provocation préparée par lui contre l'Allemagne.

L'Angleterre (Albion ne pouvant jamais nous

être bienfaisante), au lieu de nous prêcher le sang-froid, nous excite !

Or le calme, le calme, voilà ce qu'il nous faut obtenir de nous, quoi qu'il puisse découler des responsabilités que nous avons cherchées.

Du calme ! toute agitation est antinationale parce qu'elle fait le jeu ou de l'Angleterre, ou de l'Allemagne. Du calme ! Nous le recommandons à nos bien-aimés frères d'Alsace-Lorraine.

Les acclamations qui ont salué au cirque Corty Althof la figuration de la Légion d'honneur et de son manteau tricolore ; la *Marseillaise* applaudie, l'hymne allemand sifflé à Strasbourg au concours des sociétés de musique et fanfares d'Alsace-Lorraine ; toutes ces manifestations de nos frères tant aimés nous ont émus aux larmes ; mais aussi, combien ils nous inquiètent, car ils peuvent provoquer des persécutions, justifier des mesures qui replaceraient plus étroitement nos provinces détachées à la tyrannie, aux cruautés prussiennes. Du calme, frères séparés, du calme, encore du calme ! et qui sait si Dieu n'entr'ouvre pas à cette heure les portes du ciel pour que nos vœux les plus ardents y montent ?

Et puisque j'évoque l'Alsace-Lorraine, je dirai que j'ai eu ces derniers jours un véritable chagrin.

Il a paru dans l'*Écho de Paris*, toujours si patriote, en première colonne, une interview de M. Daniel Blumenthal, député au Reichstag, et signée Marcel Hutin.

Or, M. Blumenthal est un Alsacien de tendances archi-allemandes, un socialiste, l'ennemi acharné du « Parti alsacien ». Que M. Blumenthal soit consulté sur les sentiments alsaciens à propos du Maroc, c'est à renverser toutes les idées des Alsaciens et de leurs amis de France.

Le député Blumenthal est à l'Alsace ce que le *Bloc* internationaliste, socialiste, germanophile est à la France.

Tout le monde dit à Nancy que c'est ce même Blumenthal (« Hou, hou, la calotte ! ») qui a été chargé par M. Combes de le documenter sur l'abbé Delsor pour l'expulser. C'est lui qui a confectionné, m'affirme-t-on, le petit dossier de la trahison.

Le parti catholique alsacien, violemment attaqué dans l'article de l'*Écho de Paris*, répondra, j'en suis certaine.

Ce parti, qui lutte contre tous ses intérêts religieux et civils en résistant aux avances du centre allemand, assez puissant à cette heure pour obtenir du pape un nonce à Berlin, ce parti qui arrive à se soustraire aux avances répétées de

l'Empereur allemand, a droit aux sympathies, au respect, au soutien, au dévouement de tout Français qui combat le *Bloc* en France.



Ma conviction est que l'entrevue de Bjorkoë n'a qu'une importance politique très relative. C'est aussi l'avis de plusieurs de mes amis russes. La politique n'a été qu'un prétexte pour un but plus pratique.

Le Kaiser est, en même temps qu'un amateur de mises en scène sensationnelles, le plus précieux des commis-voyageurs pour l'industrie allemande. C'est un incomparable « placier ». Son voyage en Palestine a été à cet égard un triomphe, et il est devenu « d'un rapport » grandissant.

Cette fois Guillaume a fait le voyage de Bjorkoë dans l'intérêt des constructeurs de navires et des armateurs allemands. C'est sur l'insistance du Kaiser que l'amiral Birilef, le nouveau ministre de la marine, ainsi que trois autres officiers : Essen, etc., qui se sont distingués dans la flotte du Pacifique, ont accompagné Nicolas II. Le

prétexte indiqué était naturellement de se renseigner sur les batailles navales, mais la vraie raison était de s'informer des projets de reconstruction de la flotte russe et à cette occasion de faire le boniment en faveur des nouveaux modèles prussiens.

Tous les journaux allemands et anglais racontent les longs entretiens que Guillaume a eus avec les marins et les indications spéciales qu'il leur a données.

En veut-on une preuve matérielle ? Le 27 juillet, un télégramme de Pétersbourg annonçait que l'amiral Birilef avait télégraphié à tous les chantiers auxquels des commandes avaient été faites, « d'arrêter les travaux », de nouvelles études étant nécessaires, les plans de la reconstruction de la flotte devant être modifiés.

Bien entendu, l'Allemagne, par la bouche de l'Empereur, avait assuré à la Russie le concours de la Banque de Berlin pour de nouveaux emprunts russes au moment du renouvellement du matériel de guerre.

L'Allemagne prêtera l'argent qui servira à payer les commandes faites en Allemagne, quitte après cela à écouler le stock des valeurs russes en France.

Cette promesse du concours financier et éco-

nomique de l'Allemagne, M. Witte se l'était assurée. Ses longs entretiens avec le banquier Mendelsohn et l'appel de celui-ci à Nordenay par le comte de Bülow ont été pour ceux qui observent des indications suffisantes.

Pour ne pas effaroucher l'opinion française, les reptiliens ordinaires et extraordinaires de M. Witte ont beaucoup insisté, dans nos journaux, sur le fait « que M. Witte ne s'était pas arrêté à Berlin », afin de bien marquer ses sentiments francophiles « bien connus ». On ne soufflète pas la vérité de façon plus scandaleuse !

M. de Bülow savait mieux que personne ce que M. Witte traiterait à Paris et quel était le but véritable du séjour qu'il y faisait. M. de Bülow est autrement renseigné sur M. Witte que MM. Rouvier et Loubet ensemble.

Il a fallu ou la bêtise ou la vénalité des journalistes qui sont quelque peu au courant du caractère de M. Witte et de celui de Guillaume II pour affirmer que l'Empereur allemand, effrayé de la mission de M. Witte à Paris et surtout de son passage « démonstratif » à Berlin, s'est empressé de courir à Bjorkoë pour contrecarrer les effets de cette mission.

Le comte de Bülow et le banquier Mendelsohn ont dû se tordre de rire en lisant cela !

Il ne faut pas croire un seul mot des prétendus conseils belliqueux ou de réformes constitutionnelles que le Kaiser aurait donnés à Nicolas II. S'il veut agir dans ce sens sur les événements de Russie, il n'est pas assez naïf pour se compromettre personnellement. Ce ne sont pas les agents influents qui lui manquent. Le comte Lamsdorf et M. Witte peuvent agir sur l'esprit du Tsar, aussi bien que l'Empereur allemand et sa responsabilité pour lui.

Au point de vue purement politique, le voyage de Guillaume II est plutôt une faute grave, très grave, car, quoi qu'il arrive, on l'attribuera en Russie et ailleurs à ses funestes conseils. Il le sait bien, mais il en a couru le risque afin de garantir à l'industrie allemande un milliard de commandes.



Pour comprendre ce que M. Witte fera pendant les négociations de la paix, il suffit de rappeler une interview de lui que la *Gazette de Francfort* avait publiée il y a quatre ou cinq semaines.

Dans cette « entrevue » il se moquait des dé-

faites russes, persiflait les menaces de ses compatriotes de vouloir une guerre à outrance, d'affirmer que la Russie n'était pas vaincue et n'avait pas d'indemnité à payer. Au dire de M. Witte, la Russie était bel et bien battue et « paierait toutes les indemnités que le Japon exigerait ». Il assurait même qu'il se faisait fort de trouver l'argent nécessaire pour cela.

Il est très probable que ce sont ces assurances qui l'ont fait choisir comme plénipotentiaire.

Ses négociations à Paris avec la maison de Rothschild, avec les représentants du groupe de la Banque des Pays-Bas, dans lequel se trouve M. Bamberger, frère de Louis Bamberger dont je parle dans mon dernier volume de Mémoires, enfin la mission Mendelsohn à Nordenay sont des preuves. Il y a des rapprochements et des indications étranges dans de tels faits!

Tout cela veut-il dire que M. Witte travaillera sincèrement à la paix? Cela dépendra de la décision des comités révolutionnaires russes!

Ce qui se passe en Russie arrive à faire quelque peu perdre la tête, et je comprends ce que me disent souvent mes amis russes les uns des autres : « Il est ahuri, il est désemparé, il ne comprend plus rien à rien ».

Ainsi comment s'expliquer une interview de

Gorki, laquelle a fait le tour de la presse étrangère. Gorki déclare catégoriquement « qu'il faut que la guerre continue et que les défaites russes s'aggravent encore pour que la transformation socialiste russe puisse s'accomplir ».

Si Gorki est un partisan résolu de la continuation de la guerre, c'est que les meneurs des comités révolutionnaires russes sont certains de nouvelles défaites, et qu'ils les jugent indispensables à la réalisation de leurs desseins destructifs.

M. Witte, qui est leur prisonnier, sera donc forcé de rompre les négociations et d'aggraver le conflit. On a beaucoup remarqué les nombreux entretiens de M. Witte avec M. Souvorine du *Nouveau Temps*, avant son départ de Pétersbourg. Les journaux allemands ont annoncé que MM. Souvorine et Witte se sont mis d'accord pour une campagne à mener pendant le séjour de M. Witte aux États-Unis. Or M. Souvorine est le partisan le plus passionné de la guerre à outrance. Je voudrais pouvoir citer ici en entier un article de l'*Européen* sur M. Witte. Jamais résumé de l'action continue et malfaisante de cet homme néfaste n'a été dénoncée avec plus de clarté et plus de preuves.



Le voyage de Guillaume vers Nicolas II a encore eu un autre but que celui du placement de la marchandise de guerre, c'est de leurrer la France par le mirage d'une alliance entre la Russie, l'Allemagne et elle! La même fantaisie, Bismarck l'avait eue déjà en tête (combien le Kaiser le postiche!) en 1887, aussitôt après la rupture de l'alliance des Trois Empereurs, alors qu'il ne s'agissait que de s'enfoncer comme un coin dans l'entente franco-russe pour mieux la faire éclater.

Cette fois il s'agit, pour nous, de mordre à l'hameçon des innombrables agents interlopes, de la foule des « Ulars » qui nous sont envoyés pour nous jeter dans les filets d'une nouvelle triplice. Notre presse recèle de ces pêcheurs aussi habiles que dangereux.

Parmi les raisons qui sont invoquées en faveur d'une alliance russo-franco-germaine, on ne cesse de nous répéter que l'Allemagne prononce chaque jour le: « Il faut détruire Carthage! », le germanisme ne pouvant plus subir la rivalité de l'Angleterre.

Or voici que nous lisons, dans le *Temps* de ces derniers jours, une correspondance de Berlin dans laquelle sont cités les extraits d'un remarquable article du professeur Delbrück, le premier publiciste allemand, dont l'opinion a toujours une portée considérable.

Dans sa *Revue des Annales prussiennes*, le professeur Delbrück écrit ceci :

« Le plus grand malheur qui puisse atteindre l'Allemagne dans une guerre avec l'Angleterre serait d'en sortir victorieuse, car si nous battions l'Angleterre, il en résulterait pour l'Allemagne une telle supériorité sur toutes les autres nations qu'elles ne pourraient la supporter, et bientôt toutes se ligueraient contre elle. Nous nous trouverions dans la situation de Napoléon Ier dont toutes les victoires n'aboutirent qu'à une défaite finale. Il en serait d'ailleurs de même d'une Angleterre victorieuse de l'Allemagne. Devenue maîtresse de l'Afrique, de l'Asie, la Grande-Bretagne verrait alors se reconstituer contre elle ces alliances qui se coalisèrent contre Charles-Quint, la France, le pape, les protestants allemands et le Sultan et qui armèrent contre Napoléon Ier l'Europe entière ».

M. Delbrück ne croit pas qu'il se trouve jamais un homme d'État français pour s'allier avec

l'Allemagne contre l'Angleterre. « Que vaudraient, en effet, pour la France, dit-il, les compensations coloniales que l'Allemagne pourrait lui offrir en cas de victoire et en échange de la renonciation aux idées de revanche d'après la théorie de certains publicistes anglais? Elles ne signifieraient rien en regard de la puissance colossale, despotique, qu'une Allemagne devenue maîtresse sur terre et sur mer exercerait de par le monde et qui l'amènerait à traiter son alliée en vassale ».

« Et, ajoute le professeur Delbrück, comme nous ne sommes pas en état d'aller attaquer seuls l'Angleterre, il ne peut pas entrer dans l'esprit d'un homme d'État allemand de vouloir écraser l'Angleterre. S'il s'en trouvait par hasard un assez insensé pour risquer l'aventure, le peuple allemand ne se laisserait pas conduire à une semblable catastrophe ».

M. Delbrück conclut en disant que la perspective d'une guerre avec l'Angleterre doit être écartée.

Ce que dit M. Delbrück est plein de sens; il faut y ajouter qu'une victoire remportée sur l'Angleterre par l'Allemagne laisserait Albion à la merci de la France et de la Russie, tandis que sa défaite à elle détruirait son commerce mon-

dial, sa prospérité et amènerait infailliblement la désagrégation de l'Empire.

M. Delbrück donne la mesure d'une rare clairvoyance en disant que toute alliance de la France avec l'Allemagne aboutirait infailliblement à notre « vasselage ». L'exemple de l'alliance des Trois Empereurs et le rôle misérable que les alliés de l'Allemagne y jouèrent en sont la preuve.

Chose à peine croyable, on commence chez nous à envisager, dans certains milieux, la possibilité d'une triplice nouvelle, les uns par attrait pour la révolution qu'ils voient déjà triompher en Russie, les autres par des réminiscences historiques de haines nationales contre l'Angleterre, les troisièmes directement achetés par la Wilhelmstrasse, tous disposés à subir ledit « vasselage ». Ce serait non seulement un abaissement moral et une déchéance définitive, mais de plus, dans un délai peu éloigné, le partage de la France.

La démonstration de la flotte anglaise dans la Baltique est une vigoureuse réponse aux agissements et aux voyages du Kaiser. Il est agréable pour nous de marquer les coups. On est, de ce défi, comme aplati en Allemagne.

Il faut se méfier d'un télégramme soi-disant de Berlin où il est dit que le *Messager de l'Empire*

déclarait ouvertement la nécessité de fermer la Baltique à l'Angleterre, etc. Or, il ne s'agit que du *Reichsbote*, feuille agrarienne et archi-conservatrice, très anglophobe, et nullement du *Reichsanzeiger*, le Moniteur de l'Empire, journal officiel. La presse officielle et officieuse cherche au contraire toutes les occasions de nier les intentions d'hostilité de Guillaume à l'égard de l'Angleterre, dans les excursions « annuelles » qu'il fait en ce moment.

Tout arrive ou plutôt tout s'efface ! Qui eût dit, après 1864, que les Danois recevraient sans protestation le petit-fils de celui qui leur arracha si traîtreusement et si cruellement les duchés de Schleswig et de Holstein.

Certes, le bruit sensationnel répandu sur les projets du Kaiser de faire de la Baltique une mer fermée est enfantin quant à la forme, mais au fond il est impossible de contester les ambitions, d'ailleurs bruyantes, de l'un des partis dirigeants de la politique allemande à cet égard. Les agrariens ne prennent pas la peine de mettre aucune sourdine à leurs menaces d'éliminer tôt ou tard Albion de la Baltique.

Jamais flotte allemande de cette puissance n'est apparue aux peuples riverains, accompagnée de vœux aussi clairement exprimés que

ceux du comte Reventlow dans le *Berliner Tageblatt*, du grand organe agrarien, le *Deutsche Tageszeitung*, et de M. Eugène Richter lui-même; le chauvinisme allemand va jusqu'à nier à l'Angleterre le droit de faire des manœuvres dans une mer ouverte.

Et le plus curieux, quant à ce qui nous concerne, c'est l'insistance de la presse anglaise pour prouver que nos intérêts dans la Baltique sont égaux à ceux de l'Angleterre.

Le grand danger, la menace permanente contre la France, c'est la nervosité allemande contre l'Angleterre qu'elle ne peut atteindre et saisir, et la félonie anglaise qui nous met sans cesse en avant et nous offre aux coups. Sitôt que l'Allemagne excitée aura envie de cogner, ce sera sur la France. L'Angleterre alors aura atteint son but. Elle sera libre d'agir à sa guise, ne courant aucun risque pour ses colonies garanties par des ententes, n'ayant plus à craindre une descente de la France, et pouvant à son heure ou exterminer la flotte allemande ou la ménager en vue d'arrangements futurs.

Quoi qu'il advienne, la France est en danger d'être atteinte.

Le néfaste Maroc où nous a poussé l'Angleterre, dont nous avons payé « les risques » du prix

fabuleux de l'Égypte, de Terre-Neuve, de nos influences au Siam et en Abyssinie, le Maroc où nous attendent tous les pièges tendus par l'Allemagne, se dresse devant nous comme ce Labyrinthe antique duquel une fois entré on ne pouvait plus sortir.

La mission du comte de Tattenbach suit son cours. Elle consiste à semer la conférence de difficultés multipliées. A cette heure il s'emploie à persuader au Sultan qu'il faut que le mode de votation soit « l'unanimité et non la majorité », y compris le vote des délégués dudit Sultan. Il suffira donc d'un simple désir exprimé par l'Allemagne pour que l'un des conseillers marocains réduise à néant la décision la plus longuement discutée de la conférence.

Ajoutons que l'Allemagne veut que la conférence ait lieu à Tanger!

*

Le voyage en Suède et au Danemarck de Guillaume II n'a pas été, on le prévoyait, une simple promenade annuelle, et la preuve c'est que cette fois, au lieu de la faire dans sa « chère Norvège »,

il l'a faite en Suède : or, visiter la Suède en un pareil moment, faire du roi Oscar un grand-amiral de la flotte allemande, c'était bel et bien prendre parti pour la Suède contre la Norvège.

« Non, répondent les journaux allemands, au contraire, puisque malgré l'opinion de plus en plus nette de la majorité du peuple suédois, qui voudrait imposer l'union à la Norvège, le roi Oscar est partisan d'un arrangement. »

Les soutiens du roi dans cette affaire sont les socialistes, par la raison originale que le roi ne veut pas donner à la Norvège le prince de la famille Bernadote qu'elle demande, et que les socialistes veulent voir proclamer la République.

Le roi Oscar ne veut pas non plus qu'un prince danois occupe le trône de Norvège, ce qui renverserait l'équilibre des puissances scandinaves, que d'ailleurs l'indépendance de la Norvège consacre entièrement.

Guillaume II ne veut ni de la République ni d'un prince anglais en Norvège.

Il semble, au reste, que les choses trainant en longueur finiront par s'arranger ; les Norvégiens sont patients ; le roi de Suède comprendra que le meilleur moyen de calmer les passions est de donner à la Norvège un prince de la maison Bernadote. Le Danemarck trouvera une satisfac-

tion dans ce fait, que la Suède séparée de la Norvège est réduite à la posture danoise privée du Schleswig-Holstein. Guillaume II voyant la Norvège renoncer à la République et au prince anglais, aidera lui-même à l'apaisement des choses.

Et tout serait bien qui finit bien, si la Norvège n'était, dans l'esprit du Kaiser, destinée à être exploitée par les Juifs allemands, à devenir une succursale de certaines industries prussiennes et à fournir à la marine allemande un contingent de matelots qui fixera en Norvège l'influence germanique.



L'attente énervante dans laquelle est la Russie à propos des réformes devient de plus en plus favorable à la propagande révolutionnaire. C'est ainsi que la constitution Bouliguine, si elle arrive à être promulguée, sera faussée par les discussions contradictoires qui l'auront précédée. Alors même que les articles n'en sont pas définitifs, ils sont déclarés impossibles par les congressistes de Moscou. Ni les conseillers

de l'Empereur, ni les congressistes ne s'inquiètent de la question la plus importante en un pareil moment : faire vite! et pourtant donner corps aux réformes quelles qu'elles soient; fournir la pâture à l'appétit du peuple russe pour quelque chose de « changé » dans le fonctionnement gouvernemental.

Il eût fallu, d'une part, que le Tsar hâtât la réalisation de ses projets par tous les moyens, et que les congressistes acceptassent les premiers essais de la transformation gouvernementale. Au cours des choses, on eût plus aisément amélioré ce qui paraissait insuffisant, mais ces jours, ces semaines, ces mois passés sans résultats appréciables, cela devient un aliment au mécontentement, aux critiques, et crée un état d'esprit de plus en plus dangereux.

Les Zemstvos ont peu à peu précisé leur programme. Ils ont accepté avec une légère variante « le projet connu sous le nom de la Douma de Moscou », d'après lequel la « Douma » serait partagée en deux Chambres : l'une haute, élue par les Zemstvos; l'autre, dite Chambre des représentants, élue par le suffrage universel.

La responsabilité ministérielle devant la « Douma » est le sujet d'interminables discussions entre les journaux; hélas! on discute trop

à une heure où il faudrait agir à tout prix.

Le bruit circule dans les milieux diplomatiques, à Pétersbourg, que des élections pour une assemblée nationale auraient lieu en octobre, et que cette assemblée serait convoquée en novembre; ce bruit prend chaque jour plus de consistance.

Le 12 août prochain, jour de la naissance du Tsaréwitch, cette décision serait affirmée. Attendons-en l'effet, et Dieu veuille qu'elle enraye l'effervescence révolutionnaire.

Les réformes pourraient se faire par gradation, mais qu'elles commencent donc enfin! que les progressistes méritent leur nom, et qu'au prix de quelques sacrifices d'opinion dans la forme, ils apportent leur appui moral au Gouvernement, qu'ils guident ses pas dans la voie nouvelle plutôt que d'entraver de parti pris sa marche, et sans cesse de tout remettre en cause.

Le Congrès de Moscou n'a pas pris de résolution définitive en ce qui concerne ou une abstention totale ou une participation aux élections pour l'assemblée nationale. Des décisions sages et transactionnelles peuvent donc être prises encore. Espérons que d'ici au mois d'octobre, un vent de sagesse aura soufflé sur les

Russes, et que les réformateurs consentiront à commencer par le commencement.



En Angleterre, le gouvernement impérialiste est décidément indélogeable. « J'y suis, j'y reste! » se dit M. Balfour, malgré les airs détachés qu'il affecte à certaines heures. Il est vrai qu'à d'autres heures il s'inquiète, non sans prévision. N'avait-il pas, ces derniers temps, réuni au Foreign Office les membres de la majorité pour leur dire : « Je ne tiens pas au pouvoir et suis prêt à le quitter, mais je trouve que la dignité de notre parti exige que, si nous devons être renversés, ce ne doit pas être misérablement, par hasard. Je vous prie donc d'être plus assidus et de ne pas à tout instant déserter la salle des séances quand nos adversaires affectent de plus en plus de ne pas s'en éloigner. Battu par surprise, je me croirais deux fois battu ».

M. Chamberlain, longtemps partisan d'une dissolution immédiate et présent à la réunion des députés impérialistes, avait ajouté ses recommandations à celles de M. Balfour, déclarant

qu'aujourd'hui un changement de gouvernement serait extrêmement dangereux à cause « de l'état actuel de la politique extérieure ». M. Chamberlain ajoutait qu'il était de toute nécessité de maintenir M. Balfour au pouvoir.

L'amendement qui se discutait le 20, dans la séance habituelle de nuit, n'avait aucune importance; il s'agissait d'un crédit pour la commission agraire d'Irlande.

M. Redmond, le chef de la majorité nationaliste irlandaise, qui ne pardonne pas à M. Balfour de réduire dans son projet de réforme électorale la représentation irlandaise de 103 à 81, quand il fait gagner 22 sièges à l'Angleterre et à l'Écosse, avait machiné le coup de théâtre du 20.

Durant la séance il n'y avait que très peu de libéraux et d'Irlandais, lorsque vers onze heures ils arrivèrent en nombre. Les wighs conservateurs flairèrent le danger et en avertirent leur « whip » qui battit en vain le rappel dans les couloirs.

Aussitôt après le vote qui donnait à l'opposition une majorité de quatre voix, les Irlandais crièrent : « Démission ! Démission ! » Le chef des libéraux, M. Campbell Bannerman, demanda, non sans ironie, à M. Balfour :

« M. le Premier n'a-t-il rien à dire ?

« — Nous en recauserons lundi », répliqua le ministre atteint par le vote. Et M. Balfour en a recausé le lundi en répétant une fois de plus : « J'y suis, j'y reste ! »

Les élections partielles ne laissant aucun doute sur l'issue de la prochaine consultation du pays, M. Balfour n'est nullement pressé de donner sa démission, ou de faire la dissolution. Il lui coûte peu de braver l'opinion et de s'accrocher au pouvoir après avoir tant dit qu'il n'y tenait pas.

Mais c'est la fin. Les campagnes retentissantes de M. Chamberlain n'ont plus d'écho. Le pays veut conserver le libre-échangisme qui a fait sa richesse, et les sophismes de « Joë » sont restés pour la majorité des électeurs des sophismes.

Il faut dès maintenant envisager certaines possibilités, je dis possibilités seulement, de voir dans quelques mois les libéraux à la tête des affaires. Beaucoup croient que les conservateurs s'efforceront d'aller jusqu'à la fin de l'année qu'il leur reste à vivre.

La faiblesse des libéraux elle-même, si persistante, ne peut plus être un obstacle suffisant à leur arrivée au pouvoir. Certes, et ils l'ont prouvé, ils ne désirent pas une dissolution immédiate,

dans la crainte de n'avoir pas suffisamment manié l'opinion en province, opinion que M. Chamberlain a tant essayé de triturer ; mais dès octobre ils croient pouvoir être prêts.

Le parti libéral, si hésitant dans ses rangs modérés, sera certainement conduit par ses recrues excessives, et radicaux et socialistes exerceront, certes, une influence dominante sur sa direction.

La chose difficile de ce cabinet sera le ministre des Affaires étrangères. On songe à lord Rosebery ? Il y aurait bien à dire.



En Italie, malgré des chaleurs sénégaliennes et l'atmosphère étouffante de la salle à Montecitorio, l'obstruction sévit dans toute son ardeur. Mais on ne croit pas à sa durée. Elle deviendra insupportable. Les députés socialistes ont rédigé des amendements et des demandes d'appel nominal au nombre de 200. C'est à en mourir ! S'il s'agissait de la défense de quelque grande liberté publique, on essaierait de supporter un tel sur-

chauffage, mais qu'on songe qu'il s'agit seulement de la loi relative à la liquidation des comptes de l'État avec les compagnies de chemin de fer !

Sans doute, M. Enrico Ferri s'agite, déclarant que le premier devoir des socialistes est de défendre les deniers publics jusqu'ici tant gaspillés » ; mais la Chambre se trouve en face d'un fait à peu près accompli. Les ministériels répètent : « il s'agit d'une sorte de contrat entre les intéressés et portant dans une somme totale dont on ne peut plus discuter les chiffres ».

La Chambre fera comme la commission du budget, qui, malgré les résistances de sa sous-commission qui ne voulait accepter que 420 millions sur 500 promis pour le rachat, a finalement voté les 500 millions. Bien mieux, après avoir donné tort à sa sous-commission, la commission du budget a nommé un rapporteur favorable au projet, un ministériel, M. Tecchio.

M. Fortis a confiance, non sans raison, en sa veine. On sait avec quel brio il a emporté le vote des crédits militaires. Il n'est nullement inquiet à cette heure et croit réunir au moins les deux tiers des voix pour l'approbation de ses rachats.

Il lui restera ensuite à prouver que l'Etat

administre mieux que les compagnies. Ce n'est pas en France qu'on en a la démonstration!

*

En Hongrie la situation est restée la même. M. le baron Féjervary a remplacé M. Tisza dans les mêmes conditions inconstitutionnelles; il administre, mais ne gouverne pas.

La désorganisation est partout. Les comitats vont jusqu'à refuser d'encaisser les impôts et de procéder au recrutement. Le baron-ministre fait circulaires sur circulaires « énergiques », il suspend les municipalités ; mais l'opposition se concerte et prend des dispositions pour créer une sorte de gouvernement à côté du gouvernement, qui percevrait les impôts, paierait les fonctionnaires, etc.

Lorsqu'un employé appartenant au parti de la coalition est destitué, un magnat de l'opposition paie ses appointements.

M. Evetvoës, las d'une résistance purement passive, qui, à son avis, met les intérêts économiques de la Hongrie en danger, propose de s'emparer « sans phrases » du gouvernement du

pays, et de le faire fonctionner comme si l'Empereur-Roi avait acquiescé à toutes les réclamations de la Hongrie. Des commissions d'études ont été nommées pour examiner et peser les mesures à prendre.

Certains membres de la coalition ont crié à la révolution sans troubler la majorité du parti. Le comte Albert Apponyi boude à cette heure et garde son caractère de « pendule », allant constamment d'un point à un autre, de la lassitude au défi.

Pas un des coalisés ne semble devoir jamais céder sur la question de la langue magyare comme langue de commandement. Mais les Hongrois songent-ils parfois que les nationalités non slaves pourraient bien souffrir de par la langue magyare ce qu'ils souffrent eux-mêmes de par la langue allemande? Non. Ils n'y songent pas plus que les Polonais ne songent aux Ruthènes. Le : « Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse à toi-même » est la formule qu'en politique on subit le moins.

Ma crainte continuelle est de voir la Hongrie du noble, du grand, de l'immortel Kossuth, jouer le jeu que veut lui faire jouer l'Allemagne et rester injuste envers les Slaves, qui, seuls, en

Autriche, groupés autour de la fière Hongrie, pourraient résister aux vagues envahissantes de la mer germanique.



Les Tchèques ne se lassent pas de leurs luttes journalières contre l'intolérable domination allemande. A peine sont-ils parvenus à la vaincre sur un point qu'elle recommence et se découvre sur un autre, et cela sans proportion aucune avec le nombre qui opprime et celui qui est opprimé.

Il est impossible d'imaginer à quel point les Allemands sont cyniques dans leur négation du droit des autres. On pourrait en citer chaque jour un exemple en Bohême, et c'est miracle que les Tchèques, à force de ténacité, de patience, de persévérance, de courage, aient pu conquérir peu à peu, ici et là, pas partout encore, hélas, la situation nationale à laquelle ils ont droit.

A Troppau, ces derniers temps, au collège pédagogique, les autorités autrichiennes voulurent adjoindre des classes tchèques aux classes allemandes, parallèlement. Protestation indi-

gnée des Allemands déclarant que le collège allait perdre son caractère germanique.

« Eh bien, répondaient les Tchèques, faites un collège tchèque auquel nous avons droit tout comme les Allemands ont droit à leur collège allemand.

« — Va pour le collège tchèque, répondaient les Allemands, mais pas à Troppau ! Dans quelque petite ville d'alentour. »

L'audace est inouïe à Troppau comme à Insbrück, où l'on voulait de même exiler les Italiens dans une petite ville, « pour ne pas donner aux étudiants allemands le spectacle d'étudiants étrangers ».

Mais les Italiens sont chez eux à Insbrück comme les Tchèques à Troppau.

« — Non, répondent les Allemands, ils ne sont pas chez eux ici ou là quand nous ne le voulons pas ! »

A qui donner raison ? L'aile gauche du club tchèque, M. Podlipny en tête, soutenue par les agrariens et les radicaux tchèques, veut empêcher que le traité de commerce soit voté en seconde lecture. M. Hérold et les membres du groupe viennois, MM. Pacak et Kramarc, sont pour l'acceptation de ce traité. Aux Tchèques de décider.



En Espagne, un malaise croissant met en danger les intérêts économiques du pays. Une série de mauvaises récoltes, le découragement du paysan qui cultive la terre en journalier pour des propriétaires que souvent il n'a jamais vus, l'indolence naturelle du peuple qui vit de peu et n'a pas la passion d'acquérir, de posséder, d'économiser comme nos paysans, créent un état d'atonie de plus en plus défavorable à l'Espagne dans la lutte pour l'existence des nations.

La misère est parfois telle, que des milliers de gens mendient dans les villes et végètent lamentablement dans les campagnes.

A ces maux les remèdes sont indiqués. Tous les hommes politiques d'Espagne qui ont abordé le pouvoir les connaissent; plus d'un a essayé de les appliquer; mais la politique, l'odieuse politique, la pire ennemie des peuples qui ont besoin de l'aide, du secours de leurs gouvernants et qui les sépare, les aigrit, les cantonne dans des luttes de personnes, crée et entretient des ambitions égoïstes, féroces, aveugles, la

politique enterre toutes les mesures qui pourraient apporter la fécondité et la richesse aux terres incultes de l'Espagne, qui doteraient l'industrie d'une législation protectrice du travail.

Ce n'est pas en prenant sur un maigre budget quelques ressources qu'on noie sans résultat tangible au milieu de populations misérables, qu'on rend à un pays sa puissance de production ; il faut l'aimer plus que soi-même, lui être dévoué plus qu'à son parti.

Les Espagnols sont ardemment patriotes, il faut qu'ils deviennent passionnément compatriotes.

Juliette ADAM.

6587. — Lib.-Imp. réunies, Motteroz, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

Parole française à l'Étranger

Gryon-sur-Bex (Suisse), 14 août 1905.

Quoique la question de la paix russo-japonaise domine la situation de la quinzaine, loin des nouvelles, je ne puis écrire ma *Parole* tout entière à la dernière heure et je la fais par étapes.

Le ran-tan-plan de « l'Entente cordiale » emplit encore nos oreilles. Nous avons assisté aux manifestations délirantes de l'amour du peuple anglais pour la France, à l'explosion d'enthousiasme des mathurins français pour les réceptions portsmouthiennes, londonniennes, etc.

Mesurons maintenant à son taux la valeur de cette soi-disant profitable « Entente cordiale » et pesons l'importance et l'influence de ceux avec qui nous l'avons faite. Avec un parti en décom-

position, le parti Balfour-Chamberlain, et l'on sait à quel point la France peut tabler sur la sympathie loyale de M. Chamberlain pour elle !

Les libéraux qui succéderont au cabinet Balfour devraient être à cette heure constitutionnellement en possession du pouvoir, le Premier d'Angleterre ayant été mis en minorité. M. Baltour avait déclaré que sa dignité ne lui permettrait pas de subir un vote défavorable du Parlement. Il a subi ce vote, sacrifié sa dignité, et c'est sur la France venue à point qu'il s'est appuyé pour soutenir son pouvoir branlant.

Malgré cet appui, si le leader irlandais, M. John Redmond, ne s'était pas laissé duper par M. Balfour, celui-ci tombait bel et bien, et la réception de la marine française était remise aux calendes grecques ou allait échoir aux libéraux dont l'état d'esprit est le suivant par rapport à l' « Entente cordiale ».

Selon sir Charles Dilke, qu'on ne peut qualifier d'ennemi de la France, « la ligne de conduite que tiennent les Puissances ne dépend pas des alliances nominales, mais de la situation politique au moment des complications ».

Il y a du vrai relatif dans cet axiome, en opposition avec celui que M. de Bülow appliquait à l'Italie et formulait ainsi : « L'Italie engagée dans la Triplice peut faire un tour de valse avec une

autre puissance sans pour cela être dégagée de son entente « nominale avec l'Allemagne ».

Pour sir Charles Dilke, une entente « nominale » peut n'être qu' « un tour de valse ».

La majorité de M. Balfour mortellement atteinte, M. Delcassé eût pu prévoir sa fin. Il nous a donc fait faire un tour de valse avec un valseur titubant, qui s'est servi de nous pour retarder sa chute de quelques jours :

Mais on imagine la rancune que nous en garde le parti libéral, demain au pouvoir. Son leader, M. Campbell Bannermann, a affecté de n'assister à aucune fête donnée en l'honneur de la marine française.

Les libéraux blâment également la politique agressive de M. Balfour contre l'Allemagne et celle correspondante des bras tendus à la France; ils déclarent qu'une guerre de l'Angleterre avec l'Allemagne, non seulement n'est pas inévitable, comme l'affirment les nouveaux francophiles anglais, mais qu'elle est impossible.

Le *Daily Telegraph*, qui exagère les choses mais par là souligne leur tendance, nous indique quel sera le programme des libéraux : « Alliance offensive et défensive avec l'Allemagne, liberté rendue aux Boers avec leur territoire ».

Sir Charles Dilke précise un point de cette politique en affirmant qu'une alliance anglo-

américaine suivra immédiatement l'arrivée des libéraux au pouvoir, qu'elle imposera la paix à l'Europe à l'aide de deux flottes puissantes et mettra à leur plan les compétitions européennes et les nations qui auraient encore des velléités guerrières.

On voit par là les dépréciations que subira dans les six mois la fameuse « Entente cordiale ».

Puisse la France d'ici là, poussée par les conservateurs anglais, ne pas commettre la faute de se lancer dans une aventure pour laquelle le parti libéral anglais arrivant au pouvoir n'aurait que des duretés !

Quant à la question de la Baltique, que les conservateurs balfouriens agitent comme une loque rouge, veut-on savoir ce qu'en pense un amiral anglais, sir Cyprian Bridge : « Il n'y a plus qu'une mer fermée, la mer Noire; la Baltique est une mer ouverte à toutes les flottes du monde, comme la Méditerranée, l'Atlantique, la mer du Nord, la Manche. Si on n'y admettait plus, comme cela se produit dans la mer Noire, l'entrée des navires de guerre, on n'en tolérerait pas non plus la sortie. » Et alors l'Allemagne serait la première empêchée.

Édouard VII, qui est un roi constitutionnel et se tient prêt comme tout monarque anglais à se soumettre au va-et-vient des partis, pourra, dans

sa prochaine entrevue avec son neveu l'Empereur allemand, lui dire : « Un peu de patience et la politique anglaise te donnera, si tu es sage, toutes les satisfactions que tu peux désirer ».



Le contraste des grandes allures du Kaiser allemand, de ses façons charlemanesques dans la forme et de ses actes de simple « placier en marchandises » devient de plus en plus humiliant pour les nations qu'il place, de sa propre autorité, dans « sa sphère d'influence commerciale ».

L'entrevue de Bjœrko atteint à ce propos les dernières limites de la désinvolture ou du cynisme, au choix.

Guillaume télégraphie au Tsar qu'il a le désir de le rencontrer durant sa croisière dans la Baltique, le prie de tenir secrète leur rencontre et demande à Nicolas II d'amener l'amiral Bírileff à l'exclusion de tout autre personnage officiel, sauf des officiers de marine.

Dans cette rencontre il cause et recause de la marine russe, de la nécessité de la refaire; il vante la fabrication allemande, démontre à l'amiral Birileff que la fabrication russe est inférieure et obtient à la fois la promesse qu'on arrê-

tera la mise en train des navires sur chantier à Libau, à Revel, à Cronstadt, et que des commandes considérables seront faites aux chantiers allemands.

L'amiral Bírileff, quelque peu stupéfait de tout ce qu'il entend, de la passion que met Guillaume II dans ses démonstrations, allant jusqu'à dire « qu'il surveillera personnellement les commandes », ne trouve à répondre qu'un mot ; « J'exécuterai les ordres de mon souverain ».

Et Guillaume II, heureux du succès de son « courtage », prépare le terrain pour d'autres en assurant au Tsar qu'il n'a cessé de croire au succès des armes de la Russie, tout comme son colonel Gædke. Ce partage d'opinion du Kaiser lui est d'autant plus facile que c'est lui qui l'a dicté. Le colonel Gædke, depuis le début de la guerre, est optimiste par ordre. Ah ! le bon ami qu'a la Russie !

Sitôt que le Tsar eut octroyé à la Pologne des libertés religieuses qui pouvaient la calmer, Guillaume a jeté par centaines au milieu des juifs polonais des agents révolutionnaires, fomentant des troubles qui ajoutent à l'affolement du gouvernement russe, et le voilà qui, à Gnesen, se présente aux Polonais catholiques sous la forme d'un Lohengrin pacificateur, reconnu ange par Léon XIII.

Le but que poursuit Guillaume après Bismarck, c'est de prouver l'impuissance du Tsarisme en Pologne, à la frontière allemande, de détruire l'influence moscovite en Orient, de jouer en Extrême-Orient le rôle que le Tsar aurait pu y jouer par une alliance avec le Japon.

On apprendra plus tard à quel point la duplicité de Guillaume, petit-fils de la reine Victoria, est puisée aux sources des traditions anglaises, quoique parfois antianglaise, ce que valaient ses assurances d'amitié au Tsar à l'heure même où il conseillait à Tokio d'être d'une exigence impitoyable.

Pour ne pas rompre avec mes habitudes, je parlerai de l' « incomparable » M. Witte, de cet illustre malfaisant qui commençait à perdre jusqu'au dernier lambeau de son prestige lorsque le Tsar, sans qu'on puisse en trouver la cause, lui a confié la « représentation » de la grande et douloureuse Russie.

Un honneur aussi surprenant que convoité devait faire tout d'abord rechercher à M. Witte la popularité en Amérique. Son idée d'embrasser sur le front un conducteur de chemin de fer, d'ailleurs chamarré d'or, est un comble !

Ce « bombardé » diplomate avait entendu dire que le Président des États-Unis est tenu de serrer la main à tous les citoyens qui la lui tendent

et qu'il distribue souvent plusieurs milliers de « shake-hand » par jour, mais il ignorait probablement que les Anglo-Saxons ont l'horreur des embrassades entre hommes et considèrent ce genre d'exercice comme indigne d'un gentleman.

L'embrassade d'un conducteur de train n'est que grotesque. Là où M. Witte manque absolument de tact, c'est quand, à une entrevue avec un rédacteur du *Sun*, il fait des observations de ce genre : « M. Roosevelt est un homme charmant et me plait fort... Il a été beaucoup plus aimable avec moi qu'avec le plénipotentiaire japonais ! »

Interrogé sur l'impression que lui faisait le baron Komura, M. Witte a raconté une scène qu'il croyait comique, où le plénipotentiaire japonais ne répondit pas « parce qu'il avait oublié le français ». Il faut connaître l'éternel sourire moitié ironique, moitié bienveillant des Japonais pour comprendre la raison qui a empêché le baron Komura de répondre en un français plus ou moins bon ou de faire répondre à l'instant par M. Adatci, qui parle mieux le français que M. Witte. Le baron Komura certainement a feint de ne plus se rappeler notre langue pour mieux saisir les entretiens des autres.

On nous apprend que M. Witte « continue

son attitude démocratique en dînant dans la salle à manger commune des voyageurs de son hôtel et qu'il fait une belle impression partout où il apparait en public ». Il a une bonne presse et l'on sait à quel point comment il la soigne et depuis quand !

A la séance de la conférence du 9 août M. Witte commit la gaffe de montrer ses pouvoirs avant que le baron Komura eût présenté les siens — l'échange devant se faire simultanément ! — C'est pourquoi il fut forcé le lendemain de demander que l'irrégularité soit inscrite au procès-verbal. En même temps, comprenant son insuffisance ou plutôt son ignorance des usages diplomatiques et de droit international, il a demandé qu'on admît le professeur Martens comme troisième plénipotentiaire, avec le droit de prendre part aux discussions sans droit de signature.

Les Japonais naturellement n'ont pas admis cette prétention de M. Witte de nommer un troisième plénipotentiaire. De là un second échec.

Le baron Komura avait son but en prétextant subitement l'oubli de ses pouvoirs. Il espérait évidemment que M. Witte n'avait pas pleins pouvoirs pour accepter ou refuser les propositions japonaises.

Le télégramme du *Daily Telegraph* nous

apprend qu'en lisant ces pouvoirs le plénipotentiaire japonais n'a pas pu dissimuler un mouvement de désagréable surprise. Je ne doute pas qu'il n'ait été très ennuyé de constater que M. Witte pouvait « d'un seul coup » refuser les demandes excessives du Japon. Il a donc prétexté qu'il avait oublié ses pouvoirs pour gagner un temps précieux, durant lequel les Japonais occupent les territoires qu'ils veulent conserver.

L'après-midi le baron Komura a envoyé à M. Witte un texte français de ses pouvoirs *non signé* par le Mikado qui le forcent d'en référer chaque fois à Tokio et ne l'autorisant nullement à conclure !

Le baron Komura possède donc deux sortes de pouvoirs ! Le truc est bien oriental et de bien mauvaise foi et et a produit, j'en suis certaine, mauvais effet aussi bien aux États-Unis qu'en Angleterre.

Le lendemain les Japonais ont présenté des conditions dont quelques-unes ne peuvent être acceptées par la Russie en aucun cas. Un marchandage est maintenant inévitable, à moins que l'ordre ne vienne de Pétersbourg de refuser catégoriquement les conditions de la paix, même en principe !

Mais ceci bouleverserait tout le plan qui consistait « à annoncer l'armistice et l'accord en

principe sur les conditions de la paix en même temps que la constitution, publication qui devait être faite le 22 août ».

Je doute qu'on ait recours à une mesure si violente, à moins que la position de Liniéwitch se soit subitement améliorée; mais, hélas! de ce côté il y a peu d'espoir. Force sera donc pour la Russie de continuer les négociations et d'en tirer le meilleur parti possible.

Les amis les plus passionnés de la paix en Russie ne pourront l'admettre dans la forme des conditions connues à cette heure. Ce serait une humiliation trop cruelle.

« Il y a encore de la poudre dans les poudrières et du sang dans les veines des Cosaques », m'écrit-on de Saint-Pétersbourg.

Toute la question est de savoir si le Japon maintiendra dans les mêmes termes la cession de Sakhaline et la limitation de la puissance navale de la Russie en Extrême-Orient.

Dans ce cas la hantise que j'ai en l'esprit d'une alliance de l'Allemagne avec le Japon m'assaillerait à nouveau. Guillaume conseillant à Tokio de pousser les choses à bout, indiquerait ses projets de déchainer une conflagration générale dans l'avenir. Mais déjà les Japonais, en s'abstenant d'écrire le mot indemnité dans leurs propositions, semblent tenir à ménager la fierté russe. Est-ce

un indice que d'autres concessions, sinon de fond au moins de forme, vont être faites?



Je ne cesserai de le répéter : Guillaume II se prépare à la guerre. Toutes les lettres que je reçois confirment pour ainsi dire chaque jour mes prévisions et mes craintes à ce sujet.

L'une d'elles m'intéresse entre autres, par la précision de ses détails, et je la cite :

« Je viens de traverser l'Alsace, et ce qui m'a frappé particulièrement, ce sont les quantités colossales de charbon accumulées dans les plus petites gares. Il n'y a pas dans ces gares de locomotives, donc de raisons motivant ces amas de combustibles distribués depuis un mois seulement. On prévoit donc que des machines et en grand nombre devront se réapprovisionner? Mobilisation?

« On observe d'ordinaire le repos dominical dans les administrations allemandes; cependant sur plusieurs points des équipes d'ouvriers travaillent à l'entretien et même à la réfection de la voie. Vous aviez déjà signalé ces travaux, mais vous n'avez pas dit qu'ils n'étaient pas abandonnés le dimanche?

« Autre chose plus significative encore peut-être. Les wagons de petite vitesse à destination de telle ville d'Allemagne qui, il y a deux mois, mettaient de neuf à onze jours pour effectuer le trajet, sont acheminés maintenant sur la même ville en quatre jours et demi, jamais plus de cinq jours.

« Là encore prévoit-on que ces wagons peuvent être brusquement utilisés et est-ce pour cela qu'on les rend si rapidement disponibles?

« Est-ce pour ces observations qui sautent aux yeux qu'on interdit l'accès de l'Alsace et de la Lorraine aux officiers français?

« Revenons maintenant en deçà de la frontière.

« La voie sous le tunnel de Fong, à quelques kilomètres de ce côté de Toul, est en réparation depuis plusieurs mois. En avril on procédait à la réfection de la voie descendante, maintenant, en août, on en est à celle montante. Je sais bien que la longueur du tunnel est grande, mais je m'explique mal pourquoi les équipes n'y sont pas plus nombreuses. Est-ce donc au moment de la circulation intense qu'amènerait une mobilisation qu'on hâterait ces travaux?

« L'État-major général et celui du 20e corps en particulier ne peuvent pas ignorer cette situation. Comment s'expliquer que depuis le moment

d'extrême tension de juin on n'ait rien fait pour terminer cette remise en état?

« Je continue mon énumération. Les quais militaires, si nécessaires pour les embarquements et débarquements de troupes, de matériel, sont presque partout encombrés. Le quai de Lérouville ou de la gare la plus proche, d'une longueur d'environ 350 à 400 mètres, est couvert sur toute cette longueur et tantôt sur moitié, tantôt sur un tiers, parfois même sur les trois cinquièmes de sa largeur, de matériaux divers : moellons, traverses, rails, ballast, etc.

« Serait-ce au moment d'une mobilisation, alors que tous les bras seront occupés à des besognes urgentes qu'on pourra déblayer tout cela ? »

Et que dire si l'on compare à notre frontière et à la frontière allemande le nombre des voies de garage, l'importance des dépôts de machines, etc. ?



Guillaume II tient en réserve son conflit marocain ; tantôt il agite l'étendard du Sultan et tantôt il le remise. Il ne voit plus le Maroc qu'à travers l'Allemagne et déjà le croit sa chose. On suppute à Berlin la valeur de ceci, la valeur de cela, et l'on étonnerait fort le Kaiser allemand si on

lui prédisait qu'au Maroc il pourra se trouver en face de simples réticences qui auront la valeur d'énergiques résistances. Les lentes ténacités des Orientaux ont usé maintes fois les volontés les plus fougueuses.

Il ne s'agit point à Fez des Herreros, quoique ces derniers ne soient pas si aisément soumis que l'ont cru les Allemands. Rien ne stupéfie un Musulman. La plus grande Allemagne, si grande soit-elle, ne peut atteindre aux yeux des Marocains la grandeur d'Allah. Il est indiscutable que le Maroc a besoin de certaines réformes, à la condition qu'elles soient appropriées à la mentalité des Marocains; mais il ne faut pas croire qu'il n'y ait pas de Marocains capables de les concevoir et de les appliquer. L'admirable science arabe qui, à son heure, illuminait le monde, a au Maroc, encore aujourd'hui, ses représentants. Le Sultan peut réunir dans une sorte de grand conseil des hommes d'une rare intelligence dont les avis, s'ils étaient publiés, étonneraient plus d'un parlementaire.

Les notables Marocains que consulte le Sultan, dont l'opinion fait loi, ne sont les dupes ni des Français qui se présentent à leurs yeux comme des brasseurs d'affaires plus que comme de sérieux réformateurs, ni des Allemands qui les traitent comme « matière à négoce ». Ils regar-

dent, voient avec quelle âpreté l'Allemagne et la France convoitent leur pays; ils songent à jouer vis-à-vis des deux puissances le rôle d'excitateurs, de céder un peu tour à tour à chacune jusqu'à ce que, mises en appétit violent, elles se dévorent.

L'agent de Guillaume à Fez obtient des travaux, prête de l'argent, encourage le Maghzen à donner des coups de canif dans tous les contrats français. Le Maghzen accepte l'argent, se dégage d'un côté jusqu'à ce qu'il se dégage de l'autre et provoque dans la population marocaine une effervescence qui rendra impossible la conférence.

La diplomatie allemande demande à la France, après qu'elle a bruyamment, impérialement renversé tous ses échafaudages, de l'aider à édifier les siens. Le germanisme, nous le savons, est l'expression la plus haute de la civilisation, et sa mission supérieure est d'écarter ce qui n'est pas lui et rien que lui. Il reste à savoir si la France de M. Jaurès elle-même, celle qui rêvait la pénétration pacifique du Maroc, doit céder la place à une pénétration industrielle capitaliste et peut-être militaire de l'Allemagne?



M. Jaurès répondra : « Laissez faire! » il y a une Allemagne qui n'admettra jamais la péné-

tration militaire du Maroc, et, pacifisme pour pacifisme, pourvu que le pacifisme triomphe, que ce soit de ce côté-ci ou de l'autre du Rhin, le résultat est le même, et M. Jaurès nous citera l'article de la *Münchener Post* de Bavière, journal de M. de Wolmar, qu'il doit trouver admirable et qui prouve que les socialistes allemands ne veulent pas de la conquête militaire du Maroc.

« On abaisse maintenant les hommes en état de défendre la patrie, dit la *Münchener Post*, au rôle de bêtes à boucherie... Le cochon n'a pas non plus le droit de protester quand on le menace du couteau, mais il a du moins l'agrément de ne pas connaître le sort qui le menace. Par contre, les hommes qui vont à la guerre connaissent les dangers au-devant desquels ils courent. On leur demande les plus durs sacrifices pour une chose (et le Maroc est de cette catégorie) dont ils n'ont aucun souci ».

Ici se place un tableau affreux de la guerre et le développement de la comparaison du soldat allemand et du cochon.

« Ah! si un cochon pouvait faire des méditations sur sa mort, continue la feuille bavaroise, elles seraient en tous cas plus consolantes que celles du soldat allemand qui tomberait pour... la chose est tellement sotte qu'on hésite parfois à écrire le mot, oui... pour le Maroc! Le cochon se dirait

qu'il remplit son devoir de nature en se faisant manger et que sa mort prépare des heures bien agréables à plus d'un affamé, le soldat allemand verrait par contre clairement qu'il meurt pour une politique d'aventures qui ne pourra jamais être profitable, mais qui sera le premier anneau d'une chaîne de dangers et de querelles. »

La *Münchener Post* dit encore que le soldat allemand tomberait au Maroc au profit de quelques capitalistes et de différentes gens qui pourtant veulent faire grand, et il ajoute qu'un cochon mené à l'abattoir n'est pas plus maltraité qu'un soldat allemand qui sacrifierait sa vie pour une « sottise savamment préparée comme l'affaire du Maroc ».

La question du Maroc, posée comme elle l'a été par Guillaume, est rien moins que populaire en Allemagne. Un ami alsacien m'envoie un numéro du *Simplicissimus* consacré à la « Paix avec la France » et ajoute : « Je n'ai pas besoin de vous dire quelle est l'influence de cette publication sur l'opinion libérale en Allemagne. N'oublions pas que la plus grande partie de ceux qu'on appelle socialistes est composée de libéraux et de républicains. Il est donc intéressant de suivre actuellement, et dans l'état de tension où se trouvent les deux pays, l'opinion du

parti dit socialiste qui est avant tout le parti des mécontents ».

Le *Simplicissimus* est le journal le plus répandu en Allemagne. Il joue un très grand rôle et exerce une action considérable. On le compare à la *Lanterne* de Rochefort à la fin de l'Empire. Je regrette de ne pouvoir donner ici tout entière la légende qui accompagne les images. L'évocation de Valmy est extraordinaire, le reste est plutôt brutal et s'adresse au « Michel » allemand sur l'esprit duquel il faut cogner pour que la compréhension y pénètre.

Le frontispice nous montre Gœthe à Valmy dans un cercle de généraux prussiens, le soir de la défaite, et disant : « Ce matin encore on n'avait parlé d'autre chose que d'embrocher tous les Français et de n'en faire qu'une bouchée... » Le soir de la bataille les choses avaient pris un tout autre aspect, la célèbre armée prussienne était repoussée, la marche sur Paris arrêtée, la révolution sauvée, etc.

Et plus loin : « Tout date du jour de Valmy. Un Allemand qui y fut a vu l'avenir avec des yeux de prophète : c'est Jean-Wolfgang Gœthe. Assis au milieu des officiers du duc de Brunswick, il leur disait : « A partir d'aujourd'hui, commence « une nouvelle ère de l'histoire universelle, et « vous pourrez dire que vous y avez été ».

Ce numéro du *Simplicissimus* est un véritable événement. Il contresigne pour la majorité du peuple allemand la parole du professeur Delbrück, un Prussien, qui déclarait ces derniers jours qu' « on ne fait plus la guerre de nos jours contre la volonté de la nation ».

La brusquerie des subites orientations politiques de Guillaume II n'est pas sans troubler les esprits sensés et rassis en Allemagne. Je trouve à ce sujet un article très instructif dans la *Gazette de Francfort* du 31 juillet. Cet article accuse carrément « certain milieu de la Cour » d'agiter le monde par une série d'incidents théâtraux destinés à alarmer et à exciter tous les peuples contre la politique brouillonne et incompréhensible de l'Allemagne.

L'auteur engage M. de Bülow à faire une déclaration rassurante et à apprendre enfin au peuple allemand où on le mène. Cet article, très étudié et très modéré dans la forme, est certainement l'expression de l'opinion du monde des affaires et de la bourgeoisie qui s'alarme avec raison des coups de théâtre répétés, lesquels jusqu'à présent n'ont servi qu'à adoucir les griefs de la France contre l'Angleterre, directement menacées toutes deux par les provocations de la presse nationaliste allemande.

Guillaume II commet fautes sur fautes. Son

peuple le juge. Il est décidément trop mondial, dit-on en Allemagne. Il passe sa vie à repriser la toile qu'il a, d'un geste de comédie, fendu de sa grande épée.

Il sème l'irritation comme à plaisir en France et il a obtenu le résultat le plus imprévu, hier encore, de rendre la marine anglaise sympathique à la marine française.

Le coup de théâtre marocain, les menaces de mobilisation à la frontière, les aboiements de la presse reptilienne allemande contre la France et contre l'Angleterre, ont fait surgir un moment psychologique dont M. Balfour s'est hâté de bénéficier, à son seul profit d'ailleurs.

La *Gazette de Berlin* écrit le 7 août : « Le ministre des Affaires étrangères vient de siffler sa meute; elle n'aboiera plus de quelque temps contre l'Angleterre ». Mais ce même journal conclut que si le lancement de la meute était malhabile, son rappel au chenil est peut-être prudent.

Le voyage de Guillaume à Bjœrko apparait de plus en plus comme une démarche blâmable, quel qu'en soit le profit commercial. On ne manquera pas chez nos alliés d'attribuer aux conseils que le Kaiser a donnés à Nicolas II les difficultés que la Russie rencontrera dans sa politique extérieure et les maux qui lui adviendront dans sa politique intérieure. Ceci même se réa-

lise plus tôt qu'on ne prévoyait. La presse russe mène une campagne vigoureuse contre tout rapprochement avec l'Allemagne, et par contrecoup, conseille de resserrer les liens avec la France et de se rapprocher de l'Angleterre.

La violence de cette campagne dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Elle devient même imprudente, étant donné le caractère de Guillaume à un moment où les conditions de la paix se discutent. L'article du *Nasha Gizn* est d'une logique irrésistible, et je confesse que j'y applaudirais des deux mains si le mouvement d'opinion antiallemand n'aboutissait, en Russie comme en France, à un rapprochement avec l'Angleterre.

Je ne cesse de répéter : l'antagonisme de l'Allemagne et de l'Angleterre est un atout dans le jeu de la Russie et de la France, atout dont il ne faut pas diminuer la valeur additionnelle en faisant cause commune avec l'une des deux nations rivales.

C'est le même *Nasha Gizn* qui attaque très violemment M. Witte au point de vue de sa politique financière et économique. Ce journal est rédigé par M. Chodsky, professeur d'économie politique à Saint-Pétersbourg, et même membre du Conseil supérieur du ministère des finances !

Il est curieux qu'en même temps que ce journal radical, le principal organe des conservateurs

russes, la *Gazette de Moscou*, attaque énergiquement et courageusement M. Witte. Le 21 juillet (russe), la *Gazette* a publié une proclamation au peuple russe où M. Witte est accusé d'être le principal auteur et fauteur de la Révolution. C'est trop tard! Depuis dix ans, mes amis et moi, nous dénonçons avec preuves M. Witte d'être le chef des révolutionnaires russes. Il eût fallu le combattre plus tôt!...

La presse allemande est stupéfaite et même inquiète de la subite explosion de haine qui éclate dans la presse russe et suivant de si près l'entrevue des deux empereurs. On n'en comprend à Berlin ni le but, ni la cause. Cette dernière n'est pourtant pas difficile à deviner. Dans un moment aussi troublé, Guillaume II a eu le tort de se mêler de ce qui ne le regarde pas; il aurait dû comprendre qu'il devait éviter toute apparence de vouloir donner des conseils au Tsar.

L'acte d'accusation du *Nasha Gizn* résume les griefs que depuis un quart de siècle ma haine de l'Allemagne signalait à mes amitiés russes. « C'est l'Allemagne, dit le *Nasha Gizn*, qui a entraîné la Russie à occuper Port-Arthur ». — Toute l'aventure mandchourienne est en connexion étroite avec l'arrangement austro-russe de 1897, inspiré par l'Allemagne. — Cet arrange-

ment, qui maintenait le *statu quo* dans les Balkans, a permis à l'Allemagne de recueillir l'héritage ottoman sans se préoccuper des récriminations des chrétiens contre la politique turque. L'entente austro-hongroise laisse l'Allemagne libre de conquérir les détroits, d'enfermer la Russie dans la mer Noire. La Russie, par cet arrangement « dicté » à Berlin, a sacrifié ses intérêts traditionnels et primordiaux dans les Balkans à la perspective d'une domination éphémère en Extrême-Orient. — Le soutien donné par la Russie à la politique agressive allemande dans l'Orient européen et en Extrême-Orient, est fatal à tous les intérêts russes.



L'un de mes amis de Moscou, auquel je dois de précieux renseignements depuis bien des années, m'écrivait :

« Les journaux anglais et français confirment d'une manière éclatante ce que votre dernière *Parole* dit de l'entrevue de l'Empereur et du principal danger pour la paix que présentent les relations intimes de Witte avec les révolutionnaires russes.

« Witte a raconté avec une grande naïveté que les radicaux et les révolutionnaires russes

lui expédient des milliers de dépêches et de lettres, insistant pour qu'il ne cède au Japon ni sur l'indemnité, ni sur Sakhaline, etc., et cela parce que « leur amour de la patrie » leur interdit de voir l'honneur de la Russie abaissé!!!

« Votre *Parole* a déjà indiqué pourquoi Gorki et nos révolutionnaires, d'accord avec certains libéraux, veulent la continuation de la guerre. Notre malheureux pays n'est pas encore suffisamment vaincu pour que la Révolution puisse lui imposer une transformation complète, selon les doctrines socialistes de l'école de Karl Marx. Witte est-il donc assez bête pour s'imaginer que ses aveux et sa correspondance avec les révolutionnaires donnent le change aux Japonais? Quel jeu louche continue-t-il à jouer? Il est impossible qu'il ne se doute pas que, par ses innombrables mensonges racontés aux journalistes, il dévoile et démasque à nos ennemis ses véritables projets, et tient les Japonais au courant de ses intentions et instructions.

« Les Japonais sont autrement diplomates que lui. A la première réunion de la conférence, Komura affirme avoir oublié ses pouvoirs. Au lieu de demander la remise de la séance, Witte étale bêtement devant lui ses pouvoirs à lui, et quand Komura, après en avoir pris connaissance, lui propose d'envoyer chercher les siens,

Witte refuse, lui laissant prendre vingt-quatre heures d'avance[1]. On n'est pas plus stupide! Évidemment Komura avait deux genres de pouvoirs. Il ne devait démasquer les véritables qu'après s'être convaincu de ce qu'étaient les pouvoirs de Witte. Ce dernier a donné dans le panneau. Les intérêts de la Russie sont dans de bonnes mains! Avec les journalistes il dévoile les instructions que lui donnent les révolutionnaires et émigrés russes, et à Komura il montre celles que lui a données l'Empereur. J'ai bien peur qu'il ne suive pas plus exactement les premières que les secondes, à moins que les unes et les autres ne soient identiques, sinon dans leur but, au moins dans leurs moyens ».

A quand la publication du projet Bouliguine? Si peu satisfaisant, si informe soit-il, la promulgation de ce projet sera le premier pas dans la voie des réformes fondamentales et la reconnaissance du principe de la représentation nationale. On me répète que le projet Bouliguine ne contentera ni les libéraux, ni les conservateurs. En tous cas, il n'aurait pu satisfaire les deux à la fois. Le plus grave, peut-être, est que

1. C'est bien ainsi que moi-même j'ai jugé le fait au début de ce numéro.

la promulgation de la Constitution sera datée de Peterhof et non de Moscou. Cette question de pure forme avait son importance.

Toute nouveauté gagne à s'associer une part de tradition.

Le *Courrier Européen* affirme que la promulgation de la Constitution aura pour conséquence « une recrudescence terrible de l'activité terroriste »; il ajoute qu'il faut s'attendre aux événements révolutionnaires les plus graves. Le *Courrier Européen* doit le savoir, car ce sont ses amis qui forgent les armes pour la Révolution.

*

En Italie M. Fortis a perdu de son assurance. Sur la foi de ses affirmations, de ce qu'il appelait son pointage, on croyait qu'il aurait « pour le moins » deux cents voix de majorité dans la question de l'indemnité à payer aux Compagnies pour le rachat des chemins de fer, par l'État.

L'affaire intéressait la Chambre à ce point que, le 29 juillet, malgré une chaleur caniculaire, elle était en nombre.

Le ministère avait passé avec les Compagnies un contrat par lequel il s'engageait à leur payer 500 millions; la commission du budget était par-

tagée en deux camps. L'un acceptait la dette de 500 millions, l'autre la réduisait à 300. L'opposition constitutionnelle demandait une réduction de 80 millions ; les socialistes entendaient refuser aux Compagnies toute indemnité.

Le début de la discussion révéla à M. Fortis qu'il courait le risque d'un insuccès, malgré son appel à cette vérité, qu'il avait reçu et non créé la situation. Bref, il lui fallut, sous peine de chute, faire œuvre de conciliation et adopter le chiffre de 420 millions proposé par l'opposition constitutionnelle et une partie de la commission du budget. La Chambre vota l'économie de 80 millions par 268 voix contre 112. C'était le succès dans l'insuccès. Cependant deux des collègues de M. Fortis, le ministre du Trésor et celui des Travaux publics, se sentant atteints offrirent leur démission. M. Fortis la refusa quoique le vote de la Chambre ôtât à ces ministres toute autorité pour négocier avec les Compagnies.

Mais la chance de M. Fortis lui revint, par ce fait que les Compagnies, renonçant à négocier avec l'État, ont saisi les tribunaux de l'affaire. Voilà le ministère dégagé de la question, pouvant refuser toute interpellation à ce sujet et certain d'éviter une crise à ce propos.



La Suède et la Norvège sont toujours dans un état de tension peu rassurant. Le Roi s'entête et refuse l'un de ses fils à la Norvège, comme souverain. Si la Norvège a cédé à la Suède dans la question du plébiscite, c'est qu'elle espère en tirer une nouvelle force dans les négociations qui devront suivre sur les conditions de la séparation ; la Norvège veut qu'après le plébiscite la rupture se fasse d'abord, que la question de la forme du gouvernement soit tranchée par le fait de ce plébiscite et qu'on discute ensuite les rapports nouveaux établis par la rupture et par la nouvelle forme de gouvernement. La Suède exige qu'avant tout on discute les conditions de la rupture de l'Union.

Une seule chance reste donc d'une solution amiable, c'est que le Parlement suédois, après le résultat du plébiscite, obtienne du Roi qu'il donne à la Norvège l'un de ses fils pour la gouverner.

L'optimisme des premiers jours commence à laisser place à l'inquiétude. En Danemarck, où la candidature du Prince Charles au trône de Norvège fait de sérieux progrès, on accuse naturellement la Suède d'être trop peu conciliante,

et l'on est tenté de donner raison sur tous les points à la Norvège. En Suède on trouve que la candidature du Prince Charles ne peut apporter que des éléments de trouble dans les questions à régler.



La Hongrie semble irrémédiablement graviter vers la séparation. Le dualisme perd chaque jour son caractère de deux termes Autriche-Hongrie en un, et l'exclusion de l'un de ces termes, l'Autriche, ne paraît plus être qu'une affaire de temps. Une sorte de gouvernement provisoire fonctionne à côté du gouvernement officiel, et le pays, passif vis-à-vis du dualisme, devient de plus en plus actif dans le sens de la séparation.

Les contributions indirectes et les octrois sont perçus par les villes ou par des fermiers, les fonctionnaires sont payés sur les taxes encaissées et la part du gouvernement placée à intérêts dans les banques ou les caisses d'épargne.

Les décisions des conseils municipaux, frappées de nullité par le ministère Féjervary, sont considérées comme valables, l'appel des recrues est déclaré illégal; la coalition garantit aux agents du gouvernement qui seront destitués

leur réintégration dès que l'ordre constitutionnel sera rétabli.

Les Hongrois savent faire preuve de résolution et d'énergie dans les luttes civiles comme dans les duels ou dans la guerre. Pourquoi n'ont-ils pas pour les autres un sentiment de la justice identique à celui qu'ils ont pour eux-mêmes? Et lorsqu'ils donnent le spectacle d'un attachement si passionné à leur langue, à eux Magyars, pourquoi n'admettent-ils pas que les nationalités slaves qu'ils dominent peuvent, elles aussi, être attachées à leur langue?



Les Allemands de Vienne sont à la fois dans l'admiration de leur tactique et de la soumission du cabinet de Gautsch à leurs exigences.

M. de Kœrber avait créé à Troppau des classes parallèles tchèques à l'école normale allemande pour ne pas accorder une école normale tchèque aux Tchèques qui manquent d'instituteurs; mais les Allemands de Troppau, s'ils s'opposaient à la fondation d'une école normale tchèque, n'entendaient pas tolérer davantage chez eux des classes parallèles.

Ils ont menacé de faire le 18 août une mani-

festation antidynastique dans les rues de Troppau si on ne les délivrait pas des Tchèques. M. de Gautsch a cédé une fois de plus. Les Allemands savent aujourd'hui quelle forme peuvent prendre leurs menaces pour triompher.



La Russie a donné sa réponse aux propositions japonaises comme il fallait s'y attendre. Elle repousse énergiquement certaines conditions, mais elle accepte de discuter toutes les autres. La question des frais de guerre et l'abandon de Sakhaline reste donc réservée quant au fond. Trouvera-t-on, pour la résoudre, des formes qui sauvegarderont la fierté russe? On peut le croire, les Japonais ni les Russes n'ayant pas rompu toute négociation, les uns sur la présentation, les autres sur la non-acceptation de ces deux propositions.

Juliette ADAM.

6593. — Lib.-Imp. réunies. MOTTEROZ, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

6e Année. — N° 118. 7 Septembre 1905.

Parole française à l'Étranger

Les Sables, Cabourg, 2 septembre 1905.

« Il faut croire, disais-je dans ma dernière *Parole*, qu'on trouvera la forme qui déterminera l'accord entre les deux Puissances ennemies. »

La forme seule était à trouver, le fond étant acquis au moment de l'ouverture de la conférence. M. Roosevelt n'eût certes pas couru le risque de compromettre sa réputation diplomatique et le prestige des États-Unis s'il n'avait « tenu en mains » des arguments décisifs pour imposer la paix. Seule la volonté du Tsar pouvait faire échouer les combinaisons de M. Roo-

sevelt ; mais Nicolas II voulait passionnément la cessation des hostilités, on en avait l'assurance, et le Japon épuisé pouvait difficilement continuer la guerre.

M. Roosevelt jouait donc sa partie d'arbitrage sur le velours.

Il s'agissait pour lui de sauver la face de la Russie et de faire accepter au Japon l'apparence d'excessives concessions.

Les Japonais savaient que M. Roosevelt disposait vis-à-vis d'eux d'un argument suprême : le refus de la haute banque juive d'Europe et d'Amérique de se prêter à un nouvel emprunt. « Le nerf de la guerre manquant, la paix s'imposait ».

Les pourparlers de M. Roosevelt avec le Mikado portaient en outre sur une question ignorée des plénipotentiaires, mais qui elle aussi contenait un argument décisif et facilitait à miracle le renoncement des Japonais à l'indemnité de guerre.

Avant la guerre, une convention avait été conclue entre la Chine et le Mikado, convention par laquelle le gouvernement de Pékin s'engageait à rembourser au Japon les frais de guerre, et cela naturellement dans le cas où le Japon ne pourrait les obtenir de la Russie. C'est pourquoi les plénipotentiaires japonais ont été obligés d'insis-

ter jusqu'au dernier moment pour que ce remboursement soit fait par la Russie.

Le Mikado ayant donc la certitude de ne pouvoir conclure un emprunt, celle d'être remboursé de ses frais de guerre par la Chine à défaut de la Russie, désirait donc la paix.

Il ne faut pas oublier, en outre, ce dont personne ne parle, mais qui a une importance capitale, c'est que le général Liniéwitch qui, par son énergie et par la manière admirable dont il a su réparer les désastres de Moukden et arrêter les Japonais à 130 kilomètres de Tiéling, a rendu possible une paix honorable et vraiment moins onéreuse qu'on ne pouvait le craindre.

Les patriotes russes sont donc autorisés à se dire, et à trouver là une conviction qui doit atténuer leurs regrets, que si l'essai n'a pas été fait de la victoire par Liniéwitch, il lui restait le droit d'y prétendre.

Je le répète, la paix était faite pour M. Roosevelt, pour le Mikado et pour le Tsar au moment de la réunion de la conférence.



Cette conférence de Portsmouth a donc été une simple représentation dans laquelle M. Witte

s'est octroyé le principal rôle, repoussant les plénipotentiaires japonais au second plan comme de vulgaires comparses, se montrant tantôt comédien, tantôt tragédien, et toujours, et à toute heure, fanatique de réclames. Son influence sur la presse du monde entier, conquise par dix ans de ministère des finances, lui assurait par avance le bénéfice d'une approbation générale de tous ses actes.

Le mot par lequel il s'est peint lui-même au moment solennel de l'acceptation par les Japonais des dernières propositions russes, prouve à quel point il avait été laissé dans l'ignorance des causes qui devaient forcer aux concessions les Japonais. Ce mot est typique :

« Je suis abasourdi ! » s'est-il écrié.

Mais aussitôt, revenant à son caractère de phénoménale infatuation et d'orgueil incommensurable :

« Il n'y a que moi, ajouta-t-il, qui ai pu obtenir de pareilles concessions ».

Et les énumérant une à une, il s'empara du mérite de les avoir toutes fait subir au Japon.

S'ils ont lu cet hosanna de M. Witte à son mérite et à son influence, on devine le geste de M. Roosevelt, celui du Mikado et celui du Tsar : un mouvement quelque peu impatient et surtout dédaigneux d'épaules !

Étant données les conditions d'entente préliminaire qui dominaient la conférence, le secret absolu nécessaire aux pourparlers réels entre M. Roosevelt, le Mikado et le Tsar, le choix de M. Witte, si blâmé par les vrais patriotes russes, était une trouvaille du Tsar.

Ses facultés de faconde, son goût effréné des interviews, son cabotinage le désignaient pour faire croire au public que la pièce se jouait en réalité devant lui, dans la conférence. Nul ne pouvait mieux que M. Witte « occuper le tapis » par son bagou, par sa suffisance, tandis que se débattait entre les hauts et puissants personnages du drame le dénouement préparé et prévu par eux.

Il faut rendre cette justice à M. Witte, qu'il s'est taillé un véritable succès sur le devant du rideau.



Pour ceux qui aiment et honorent la Russie et qui désiraient la continuation de la guerre, certains de ses victoires finales, la paix ne peut être, telle qu'elle est obtenue, une grave déception et un inconsolable chagrin. La Russie militaire n'a pas été vaincue. Elle a été refoulée d'un

pays que sa diplomatie elle-même avait consenti à évacuer ; ses défaites n'ont été dues qu'à un excès de prudence de l'un de ses généraux dont la valeur stratégiste était plutôt celle d'un critique que celle d'un homme d'action. La Russie a côtoyé la victoire et pouvait encore la fixer. Son honneur militaire est intact, car elle ne cède en Corée que ce qu'elle avait consenti à céder avant la déclaration de guerre; nos alliés ne livrent aucune forteresse en territoire russe, mais seulement celles qu'ils avaient bâties sur un sol chinois loué à bail.

S'il y a humiliation, l'Europe tout entière la subit à un degré égal à celui de la Russie. C'est la supériorité de la race blanche tout entière qui est atteinte aujourd'hui en Extrême-Orient. Aucune nation européenne ne pourra plus traiter les Orientaux en inférieurs.

Une aventure de Kiao-Tchéou n'est plus possible, même à l'Allemagne. L'avenir le plus prochain dira quelle habileté et quels efforts il va falloir déployer pour conserver des possessions asiatiques. L'Angleterre a déjà fait son siège. Elle déploiera vis-à-vis de la civilisation de l'Asie, pour en bénéficier, la même souplesse que le Japon a déployée vis-à-vis de la civilisation de l'Europe. Le traité qu'elle vient de renouveler avec le Mikado fait d'Albion, dès aujourd'hui,

une nation plus asiatique qu'européenne. Sa félonie et sa duplicité vont trouver à nouveau un champ d'exercice qui étonnera l'ancien monde.



Avant de quitter M. Witte pour le voir convoler à des unions politiques nouvelles, disons qu'il n'a probablement plus à craindre, à sa rentrée, l'explosion de critiques sur sa gestion financière et sur ses menées révolutionnaires, qui l'ont atteint lors de son départ.

Au milieu du mois dernier, M. Bellegarde, directeur de la presse russe, réunissait les principaux directeurs de journaux et les priait de cesser toute attaque contre M. Witte, aussi bien à propos de ses agissements à la conférence que de ses actes politiques précédents, laissant entendre que les accusations contre M. Witte se changeaient fréquemment en blâme pour l'Empereur.

La vérité est que si M. Witte, à la conférence de Portsmouth, se démenait comme un beau diable pour provoquer une rupture, il faisait en même temps tout ce qu'il fallait, dans ses perpétuelles communications à la presse, pour rejeter

sur le Tsar les prétendues humiliations que subissait la Russie, dont lui, Witte, ne cessait de défendre l'honneur.

L'attitude réservée du baron Komura était un contraste frappant avec l'agitation de M. Witte. Le plénipotentiaire japonais est pourtant une fois sorti de sa réserve et a donné à M. Witte une leçon bien méritée.

Le correspondant du *New-York Herald*, d'ordinaire à la dévotion de M. Witte, télégraphiait à son journal le 24 août, de New-Castle : « Un journaliste très favorable au Japon, en appela au baron Komura, l'engageant à répondre aux interviews des Russes, surtout à ceux de MM. Witte et Martins ; le baron Komura refusa : « Les Japonais, a-t-il dit, n'essaient pas de traîner leur cause dans les journaux, et nous ne craignons pas l'effet de tels racontars. Nous n'avons qu'un seul but dans ces débats, c'est de faire la paix et non pas de faire avorter les négociations. Si elles sont rompues, la faute n'en sera pas aux Japonais, mais nous nous refusons de parler en dehors de la chambre des conférences. »

Le baron Komura n'a certainement pas été le seul à peser au poids de leur juste valeur les bavardages, en apparence incohérents, de M. Witte. Si l'on en jugeait par les journaux américains, le Président Roosevelt lui-même ne

se créait pas d'illusion à ce sujet. C'est pourquoi à un moment donné il a tenu à faire sa communication à M. de Rosen et non à M. Witte. On a pu remarquer le ton cavalier de la missive par laquelle il invitait « M. Serge Witte à lui envoyer M. de Rosen ou quelque autre personnage ».

M. Roosevelt fit plusieurs communications au Mikado, par l'intermédiaire des plénipotentiaires japonais; mais, se méfiant de M. Witte, il s'adressait directement au Tsar par dépêche, ou par son ambassadeur à Pétersbourg qui eut une longue audience de Nicolas II.

Mais voici qui est encore plus caractéristique, lorsqu'on connaît les relations intimes qui existent entre M. Witte et certains journaux allemands, surtout la *Gazette de Francfort*. Le correspondant de ce journal à Portsmouth télégraphiait des renseignements venant, comme il le disait souvent lui-même, « directement de M. Witte ». Or, si l'on compare les renseignements que M. Witte donnait dès le début aux autres journalistes, surtout aux français, au *Matin* et aux autres, et ceux donnés au correspondant de la *Gazette de Francfort*, on trouvait ceci. Aux premiers M. Witte déclarait que la rupture était inévitable. Encore le 23 août, le *Matin*, par la bouche de M. Witte, annonçait

que tout était définitivement et irrémédiablement perdu. Or, dans la *Gazette de Francfort* du même jour se trouvait un télégramme du 22, avant 10 heures du matin, ainsi conçu : « On ne doit accepter « qu'avec précaution » les déclarations réitérées de M. Witte, qu'en aucun cas la Russie ne paierait d'indemnité pécuniaire et ne céderait rien de Sakhaline. » — « M. Witte me répéta à moi », ajoutait le correspondant, qu'avant les nouvelles séances « il était impossible de prévoir l'issue des négociations ».

Les mots guillemetés sont soulignés dans la *Gazette de Francfort*.

Pourquoi M. Witte a-t-il déclaré le 22 au correspondant du *Matin* qu'il n'y avait plus d'espoir, quand à la même heure il disait au correspondant de la *Gazette de Francfort* qu'il était impossible de prévoir l'issue des négociations et qu'il ne fallait accepter des déclarations pessimistes qu'avec « précaution ».

La réponse est très simple. La *Gazette de Francfort* jouit d'une autorité universelle dans le monde financier. Pour les financiers allemands c'est l'oracle infaillible, grâce à la sûreté de ses renseignements. Aussi à cette dernière, M. Witte, engagé dans de nombreuses spéculations aux bourses de Berlin, d'Amsterdam et de Londres, donnait-il des renseignements opti-

mistes et mettait-il ces bourses en garde contre « ses propres déclarations pessimistes » !

C'est pour Paris, au contraire, que M. Witte réservait les dernières. Mais les boursiers de Paris avaient pénétré son jeu, et le *Temps* du 24, dans son bulletin financier, déclarait que, « malgré les nouvelles pessimistes reçues de Portsmouth à Paris, la hausse était générale, par suite des excellentes nouvelles, très rassurantes, de Londres et de Berlin, etc., grâce auxquelles les bourses avaient manifesté par la hausse des valeurs russes et autres ».

M. Witte a donc pu être pris en flagrant délit de contradiction et de mensonge, et cela avant tout dans l'intérêt de ses jeux de bourse !



Comme il fallait s'y attendre, la Constitution octroyée par le Tsar a été reçue très froidement. On la trouve insuffisante parce qu'elle n'accorde, en réalité, aucune réforme libérale, même les plus nécessaires ; mais elle ouvre toutes grandes les portes à une Constituante, c'est-à-dire à la Révolution organisée ayant ce qui lui manque jusqu'à présent : des chefs élus. Il eût mieux

valu mille fois accorder les libertés fondamentales garanties par l'institution d'une cour suprême et souveraine et admettre cinquante membres élus des Zemstvos, des Doumas locales, des universités, au Conseil de l'Empire pour le contrôle du budget et pour participer à l'élaboration des lois, mais avec voix délibératives et pouvoirs complets. Cela aurait permis un véritable contrôle et aurait évité la réunion d'un Parlement.

Hélas, le sort en est jeté! Les partis libéraux et avancés continueront leurs menées révolutionnaires et trouveront un appui certain dans la future « Douma » de l'Empire. Les conservateurs lutteront de toutes leurs forces contre une institution qui sera l'introduction au moins apparente d'un Parlement en Russie.

Un petit nombre d'esprits très pondérés et rares s'imaginent que l'établissement d'un régime parlementaire en Russie peut, grâce à une extrême prudence, n'avoir que des résultats favorables; mais, hélas! sauf en Angleterre, la prudence et le parlementarisme semblent être deux termes plus souvent incompatibles que complémentaires.

Sous la signature de « un fonctionnaire russe libéral », le *Courrier Européen*, l'un des organes révolutionnaires les mieux renseignés sur toutes

les questions extérieures, malgré sa partialité, donne sur la nouvelle Constitution une opinion qu'il est utile de connaître :

« Il y a lieu de se demander s'il vaut mieux accepter provisoirement la Douma impériale, y pénétrer pour la briser du dedans et la transformer, ou, au contraire, la boycotter formellement pour mieux l'attaquer du dehors? Le but est le même, les moyens diffèrent.

« A l'appui de la première tactique on fait valoir ceci : c'est que, quel que soit le mode d'élection imaginé par le gouvernement pour mettre les chances de son côté, la majorité sera très vraisemblablement libérale...

« Il y aura beaucoup de libéraux à la Douma, beaucoup plus même que le résultat apparent des élections ne le fera immédiatement augurer. D'ailleurs, le mode d'élection étant assez analogue à celui qui est employé déjà pour les Zemstvos, il n'y a pas normalement à supposer que l'esprit de la future Douma doive être fort différent de celui qu'on a vu se manifester au Congrès de Moscou.

La seconde tactique, le boycottage, pour le « fonctionnaire russe libéral », aurait l'avantage de la franchise et de la lutte à terrain découvert. Ses inconvénients seraient le recours fatal à la Révolution, mais « l'esprit de l'armée est encore

trop incertain » aux yeux du « fonctionnaire russe » pour qu'il puisse, « de gaité de cœur, conseiller à cette heure une résolution radicale ».

L'esprit de l'armée? tel est pour les amis de la Russie le point d'interrogation angoissant. Dans cet esprit résident les solutions pacifiques des questions intérieures ou la menace du triomphe de la Révolution.

Cinq cent mille hommes mécontents de ne pas rapporter un succès à leur pays, le cœur aigri par la souffrance, par les privations, par les épreuves cruelles d'une héroïque campagne dans un climat affreux, peuvent aussi bien être à craindre pour des révolutionnaires, que devenir plutôt un danger pour l'ordre qu'une garantie.

On parle, comme successeur possible de M. Bouliguine à Pétersbourg, du comte Ignatieff. Le comte Ignatieff est une valeur et une énergie qu'on aurait peut-être dû utiliser plus tôt. Mieux vaut tard que jamais! Il apportera à Nicolas II le dévouement des slavophiles opposés de tout temps à la politique asiatique, et qui n'ont rêvé la grandeur de la Russie qu'en Orient et non en Extrême-Orient.

Les slavophiles ont foi en leur race, et c'est dans l'amour de sa race que la Russie doit se

retremper et trouver de nouvelles forces pour lutter contre ses ennemis alliés entre eux au dedans et au dehors.



Au moment même où la Russie abandonne sa politique d'expansion en Asie, la lutte entre lord Kitchener et lord Curzon force l'Angleterre elle-même à choisir entre l'homme qui personnifiait la politique de conquête asiatique et celui qui croit prudent de la cesser.

Le vice-roi des Indes, l'incursionniste ambitieux qui ne rêvait que pénétration et qu'extension au Thibet, dans le golfe Persique, en Afghanistan, le promoteur du soulèvement arabe, est en somme désavoué au profit de lord Kitchener qui n'est partisan, lui, que d'une organisation militaire défensive.

Le temps des conquêtes « blanches » est passé en Asie. L'Angleterre, qu'elle l'admette ou non, est, dès maintenant, forcée de compter avec les ambitions de la puissance qu'elle a mise en mouvement. Tout ce qu'une nation européenne peut espérer à cette heure, c'est de maintenir intacte ses positions asiatiques. Y ajouter est impos-

sible et deviendrait le signal de luttes dans lesquelles le « blanc » tôt ou tard serait vaincu.

Lord Curzon ne s'était passionné pour le gouvernement de l'Inde que parce qu'il y était le maître civil et militaire absolu.

Lord Cromer en Égypte, lord Milner au Transvaal, ont exercé ou exercent la vice-royauté comme l'Angleterre seule sait la laisser exercer dans ses colonies sans Parlement, avec tous les attributs de la royauté.

Lord Curzon, sept ans vice-roi de l'Inde, impérialiste ardent, autoritaire s'il en fut, n'a pu accepter de n'être qu'un fonctionnaire occupé de questions locales, un administrateur avec des fonctions définies, lui qui ne rêvait que politique personnelle et que conquêtes.

Depuis 1898 lord Curzon n'avait subi aucun contrôle; il ne l'eût pas admis. Son discours de Simla, en juillet dernier, était un discours royal; il y parlait des « prérogatives du vice-roi » en termes qui laissaient la personnalité de M. Brodrick, sous-secrétaire d'État pour l'Inde, à l'arrière-plan.

M. Brodrick supporta mal les façons de lord Curzon et en appela à M. Balfour. Celui-ci avait encore dans l'oreille les propres paroles adressées à lord Curzon avant son départ pour l'Inde au « Constitutional Club » : « Allez et mettez les

touches finales au grand œuvre que vous avez entrepris et qui vous placera dans l'histoire parmi les grands patriotes et les grands administrateurs ».

Lord Curzon rappelé à l'obéissance a menacé M. Brodrick de sa démission parce que celui-ci refusait de lui donner comme conseil le général sir E. Barrow, commandant le district de Peshavar et membre du conseil de la vice-royauté, tel que l'a organisé lord Kitchener.

Lord Curzon entendait disposer personnellement du général Barrow et l'opposer à son rival.

Lord Kitchener à son tour offrit alors sa démission; mais un choix s'imposait au ministère Balfour; lord Curzon devait être sacrifié; ne personnifiait-il pas la politique de la porte ouverte aux conquêtes, tandis que lord Kitchener représentait celle de la porte gardée en dedans, à l'heure où cette même porte vient d'être fermée brusquement au nez des Puissances européennes par les victoires du Japon?

Lord Minto, lieutenant-gouverneur du Canada, est nommé vice-roi des Indes. Celui-là ne sortira pas de son rôle d'administrateur civil, et lord Kitchener sera libre d'exercer son commandement militaire. La douceur n'est pas son fait et il faut plaindre les Indiens.



Eh bien, mais la visite de la flotte anglaise dans la Baltique n'a mis le feu à aucune poudre? Elle a même été l'occasion d'un échange de sympathies avec la flotte allemande. Que nous disait-on? Que les cuirassés, croiseurs et torpilleurs allaient foncer tout seuls l'un sur l'autre.

Le *Berliner Tageblatt* nous parlait de Rome et de Carthage, de l'impossibilité à l'Angleterre de trouver un Annibal et, en revanche, de la facilité de trouver en Allemagne des Caton ! etc., etc.

« Si les grenadiers prussiens faisaient une petite promenade dans les rues de la City, l'orgueil légendaire de la vieille Angleterre pourrait en être humilié », ajoutait le journal chauviniste de Berlin.

Or, pas un des « incidents craints ou prévus n'a surgi ». Des échanges de bonne grâce ont eu lieu sous forme de banquet, de toasts; « la plus franche camaraderie » a régné entre les officiers des deux flottes. De triples hourras ont salué les noms de l'empereur d'Allemagne et du roi Édouard. On a bu et rebu à Swinemunde au peuple allemand, au peuple anglais, à la marine alle-

mande, à la marine anglaise, et quelques jours après que le *Reichsböte* « déniait aux navires britanniques le droit de parcourir une mer sur les rivages de laquelle l'Angleterre ne possède aucun territoire et aucun intérêt », l'amiral Wilson déclarait à Swinemunde que « la visite de la flotte anglaise dans un port allemand était le témoignage que la meilleure entente régnait entre l'Angleterre et l'Allemagne ».

Guillaume II avait fait interrompre les manœuvres de la flotte allemande pour qu'elle pût venir saluer la flotte anglaise. On ne peut être en de meilleurs termes, et, je l'ai toujours dit, c'est ainsi que finiront les « grandes » nervosités de l'Angleterre contre l'Allemagne ou de l'Allemagne contre l'Angleterre.

Certes, la ligue navale allemande s'agite, réclame de nouvelles constructions, pour des raisons « politiques, nationales, économiques et pressantes », mais l'Angleterre, qui ne cesse de construire de son côté et entend garder son avance, sourit de ces efforts de « grenouille qui se travaille (écrivait dernièrement un amiral anglais dans une lettre privée) pour se faire aussi grosse que le bœuf ».

L'Allemagne coloniale a besoin de l'Angleterre, qui peut non seulement l'aider à surmonter des difficultés et à l'occasion lui en créer. Si le Kai-

ser manque de patience, il connait assez son oncle pour savoir qu'Édouard VII ne craindrait pas plus d'exciter le chauvinisme anglais contre l'Allemagne que lui-même, Guillaume, ne craindrait d'exciter le chauvinisme allemand contre l'Angleterre; mais tous deux savent trop bien que si ces excitations dépassaient la mesure de menaces verbales ou écrites et se traduisaient en actes, cela ferait trop bien le jeu d'ennemis communs pour qu'au même moment et par un accord tacite ils ne s'arrêtent pas à temps.

On commence à faire à Berlin le compte des débours qu'entraine la passion coloniale. Des incidents graves, des révoltes surgissent à chaque instant.

L'affaire de Missoum-Missoum, un soulèvement dans l'Est africain allemand, dans la région de Matumbi, et dans tout l'intérieur du protectorat, venant après la révolte des Herreros, prouvent coup sur coup aux Allemands que les conquêtes lointaines ont leurs épreuves un peu trop souvent répétées.

On s'est beaucoup ému en Allemagne d'accidents graves survenus dans les dernières manœuvres. Une collision sanglante aurait eu lieu entre chevau-légers bavarois et dragons hessois. La presse berlinoise ayant dépassé la mesure de la réserve et du silence, à ce sujet l'opinion

allemande a naturellement exagéré les faits, et l'on parle de la mort de plusieurs dragons hessois et de centaines de blessés.

Le Kaiser, loin de s'émouvoir de l'aventure, a déclaré que ces sortes de rencontre avaient leur intérêt pour « fondre » l'armée commune. Le mot aurait un sens plus exact si de pareils accidents étaient fréquents.



L'Empereur allemand, après avoir démoli pierre à pierre la forteresse du Kulturkampf si laborieusement construite par Bismarck, ne cesse d'utiliser le catholicisme et de le favoriser. L'ennemi contre lequel le Chancelier de fer se défendait est aujourd'hui devenu lui-même le défenseur de la place dans laquelle Guillaume II l'a lui-même introduit. Le roi de Prusse, empereur allemand, fait du négoce politique avec le centre catholique sous les formes les plus variées. Dans ses essais de colonisation, il emploie le catholicisme comme l'un des meilleurs instruments pour soumettre les volontés des populations non civilisées.

Le parti catholique ayant voté les crédits mi-

litaires, Guillaume II lui a livré en échange le dernier vestige du Kulturkampf, la suppression de la loi contre les jésuites.

Plus le gouvernement français persécute « la calotte », plus le gouvernement allemand s'efforce de recueillir et de grouper les éléments de sauvegarde sociale que le catholicisme contient.

Après avoir, depuis le « combisme », favorisé en Alsace jour par jour les prêtres et les œuvres catholiques, il a, par un coup de maître, fait réunir à Strasbourg le 52e Congrès des catholiques allemands.

Il faudrait reproduire en entier l'appel du « Comité local de Strasbourg », comité composé d'un plus grand nombre d'immigrés allemands catholiques que d'Alsaciens-Lorrains, pour comprendre avec quelle ténacité se poursuit l'effort fait dans le sens de la fusion des catholiques allemands et alsaciens-lorrains et de l'entrée des députés alsaciens-lorrains dans le groupe parlementaire du centre du Reichstag.

Je citerai seulement quelques phrases de cet appel suprême à l'union dans le sein de la Germanie catholique :

« Strasbourg, la perle du Rhin et aussi sous un certain rapport du Nord germanique, le siège historique de la civilisation, l'ancienne

ville libre de l'Empire placée comme un bastion à la séparation des frontières entre les peuples germains et romains, recevra prochainement, vêtue de ses atours de fête, les millions de catholiques que la même foi et les mêmes tendances ont conduits vers le pays des Vosges. Catholiques d'Allemagne, en route pour Strasbourg ! »

Dans le programme du Congrès il faut encore relever ce passage caractéristique :

« Nous ne brandissons aucunement la hache contre les personnes ; nous respecterons et nous ménagerons d'une manière chevaleresque la conviction sincère de nos adversaires, mais nous demandons aussi les mêmes égards pour nous. Nous implorons les bénédictions de Dieu pour notre patrie allemande et ses princes, surtout pour notre Empereur, afin que longtemps encore, d'une main ferme, avec courage et d'un coup d'œil inspiré, il tienne le gouvernail de l'Empire. Nous délibérerons sur les nécessités de notre époque dans le domaine ecclésiastique et public, dans le domaine social et communal. »

Ce programme, intentionnellement placé sous le patronage du Kaiser, contenait des conces-

sions nombreuses. Le mot d'ordre était général : obliger les catholiques alsaciens-lorrains à comprendre que leur religion persécutée en France est hautement protégée par Guillaume, que se rallier au centre pour les députés alsaciens-lorrains est la grande habileté qui leur permettra d'obtenir du Reichstag la reconnaissance de l'Alsace-Lorraine comme État confédéré.

De même qu'en Prusse, Guillaume n'a pour le centre catholique que des faveurs, de même le centre catholique est prêt à partager ces faveurs avec les députés d'Alsace-Lorraine. Jamais pression n'a eu tant d'éléments de succès.

Le peuple catholique alsacien, si attaché à sa foi, s'est jusqu'ici fermement opposé à la fusion de ses députés avec le centre allemand. En sera-t-il de même au prochain vote? Et cette théorie dangereuse qui fait répéter aux rares partisans de la fusion immédiate : « Quel danger y a-t-il à ce que nous fassions de la politique avec le centre catholique allemand? Les Polonais en ont fait souvent et ne sont-ils pas restés Polonais? »

Faut-il croire, hélas, que la politique néfaste du combisme a plus fait en deux ou trois ans pour détacher l'Alsace-Lorraine de la France et la livrer à la politique allemande, que n'ont fait

trente ans d'effort de germanisation? Faut-il croire que l'Alsace-Lorraine peut renier sa race, trahir ses souvenirs, accepter l'asservissement à une autre race, à d'autres conceptions d'idées, à d'autres intérêts, pour le fait seul qu'un parti politique chez l'envahisseur partage la même foi, c'est-à-dire ce sentiment intérieur qu'on peut toujours défendre triomphalement contre les persécutions publiques?

Je ne sais à quoi les circonstances se prêteront, à quelles illusions de germanisation donneront certains actes des Alsaciens-Lorrains, mais ce que je sais bien, c'est que la race est la race, que nul ne peut s'y soustraire qu'en apparence, que les reniements de race n'ont que des intermittences et que jamais l'Alsace-Lorraine ne sera prussienne! Toutes les soi-disant preuves du détachement de l'Alsace-Lorraine d'elle-même et de ses atavismes communs aux nôtres n'ébranleront pas ma conviction que l'Alsace redeviendra subitement française le jour où la France y réapparaitra. Ce sera demain, ce sera dans un demi-siècle, qu'importe!

Pour moi les Alsaciens-Lorrains sont, restent et resteront mes « frères séparés ». Nulle puissance humaine ne déchirera les pages de notre histoire commune durant deux siècles et ne fera que l'Alsace-Lorraine ne puisse se réjouir de

redevenir française à n'importe quelle heure de sa destinée. Le maréchal Ney à Metz, Kléber à Strasbourg, Rapp et Bruat à Colmar seront toujours plus auréolés de gloire aux yeux des Alsaciens-Lorrains, fût-ce à ceux d'un renégat! que les statues de Guillaume II et de Bismarck.

Une sonnerie française, une parole française, un drapeau aux trois couleurs, impressionneront toujours plus le cœur d'un Alsacien-Lorrain qu'une sonnerie allemande, qu'une parole allemande, que le drapeau prussien!

L'un de mes jeunes amis alsaciens dont les parents ont opté pour la France, et qui arrive d'Alsace, me raconte, dans une lettre qui a fait couler mes plus douces larmes, comment de simples ouvriers alsaciens ont salué le ruban rouge de son père, comment en chemin de fer il a entendu « siffler à tue-tête » la *Marseillaise* dans un wagon à côté du sien, le siffleur ne s'arrêtant que quand des soldats allemands qui manœuvrent sans repos dans les contrées qu'il traversait montèrent dans le train.

Des visites que fit le père de mon jeune ami chez de vieux camarades, dans des intérieurs quittés il y a vingt ans, leur montrèrent de la musique exclusivement française sur le piano, que des dessins et des copies de maîtres français accrochés aux murs. Et l'émotion de tant de

braves gens, de voir des « frères de France », de leur parler d'elle, de leur dire : « Ce n'est pas la France d'aujourd'hui, d'hier ou de demain que nous aimons, à laquelle nous restons fidèles de cœur et d'âme, que ni nous ni nos enfants ne pourront oublier, c'est la France de toujours ».

Je lis dans un journal d'Alsace l'anecdote suivante assez typique : « Des dames patronnesses d'une œuvre que je ne nommerai pas se promenaient ensemble. Il y avait deux groupes dont l'un était composé de dames vieilles, allemandes, l'autre d'Alsaciennes auxquelles s'était mêlée une vieille Allemande.

« Ce dernier groupe parlait français. Tout à coup l'une des dames du premier groupe apostropha la vieille Allemande du second groupe en lui criant que : « c'est une honte pour une Allemande de mener ainsi une conversation dans un idiome étranger ! ». C'est là une niaiserie, si l'on veut, ajoutait le journal alsacien, mais qui prouve cependant combien certains ou certaines d'entre ceux qui nous appellent si affectueusement « frères reconquis » s'attachent à rendre impossible la fusion des bonnes volontés sur les terrains les plus étrangers à la politique.



Tout le bruit fait autour de l'affaire Bou-M'Zian a détourné l'attention publique des questions autrement graves de l'emprunt allemand, du rôle que joue le chargé d'affaires du Kaiser, M. de Tattenbach à Fez, et des restrictions préliminaires de la conférence. Bou-M'Zian a été mis en liberté, mais après avoir été maltraité dans sa prison, le Sultan le considérant comme sujet d'un empire de l'Islam et se croyant le droit souverain, selon la loi coranique, d'administrer pour le moins une correction à un Musulman, quitte à le rendre au gouvernement français comme protégé.

L'opinion publique au Maroc est à ce point montée contre la France que des incidents comme celui de Bou-M'Zian pourront y surgir tous les jours, les Français étant seuls visés et menacés par la rancune marocaine. La « pénétration pacifique » a été si intelligemment prévue et préparée par M. Delcassé, qu'elle aboutit à la haine de tout Français. Autant nous avons trouvé condamnable la politique anglo-marocaine et anti-égyptienne dudit M. Delcassé, autant nous trouverions aveugle la politique du Sultan si,

comme notre saint Laurent, il se contentait de se retourner sur le gril où voulait le rôtir la France et où le carboniserait sûrement l'Allemagne. Abd-el-Azis ne gagnerait rien et perdrait même à ne se délivrer de la France que pour se livrer à la Prusse. Le Kaiser est autrement absolu dans ses exigences, dans ses ambitions, autrement livré aux appétits d'un peuple chaque jour plus nombreux, plus avide de conquêtes et de richesses, que M. Loubet ou quelque autre soliveau.

Que le Sultan évolue entre la France, l'Espagne, l'Allemagne, qu'il fasse lui-même des réformes, qu'appuyé sur ses conseillers il défende le Maroc pour le laisser aux Marocains, qu'il comprenne que ses intérêts et ceux de la France peuvent être complémentaires plus qu'opposés, et qu'Oriental il fasse de la diplomatie orientale, traîne les choses pour en tirer à loisir les éléments les meilleurs.

Tous les pays, même les plus récalcitrants, peuvent se laisser pénétrer par la civilisation, gouverner par l'ordre; s'ils accomplissent eux-mêmes leurs progrès, ils ont mille chances de le faire, non en placages banaux s'adaptant mal aux conditions dans lesquelles ils réaliseraient des réformes devenant profitables.

L'exemple donné par les Japonais aux peuples

orientaux prouve surabondamment quelles ressources reposées trouve en soi une nation qui se réveille.

La France peut encore, il semble, prouver au Maroc son désintéressement, guider son voisin d'Algérie dans les voies réformatrices; qu'elle essaie de lui faire accepter son aide et non sa suprématie, et tous deux y gagneront, le Maroc des richesses très grandes, et la France un prestige nécessaire, quelque peu atteint vis-à-vis des Musulmans par sa soumission à l'Allemagne.



En Hongrie, le ministère extra-parlementaire Fejervary joue le jeu coupable de déchainer la rue contre la coalition. Il encourage une agitation violente en faveur du suffrage universel. La manœuvre est habile, les nationalités non magyares ayant tout à gagner à une pareille réforme.

Il serait étrange de voir le magyarisme, après avoir créé une coalition invincible pour une centaine de mots à introduire dans la langue du commandement de l'armée, être plus atteint dans son nationalisme intangible par une ré-

forme sociale qu'il n'a atteint lui-même ses adversaires par ses résistances politiques.

François-Joseph est résolu, affirme-t-on, à user de tous les moyens pour vaincre la coalition, et continue à déclarer que toute concession est impossible dans une question qu'en même temps le vieux souverain déclare insignifiante.

On peut se demander si le magyarisme sortira fortifié ou atteint d'une crise qui parait si éloignée d'une issue.



En revanche, la Suède et la Norvège semblent de moins en moins marcher à une rupture provoquée par leur désunion. Ce sera finalement un divorce amiable avec remariage réconciliant.

La Norvège n'aurait plus pour roi commun avec la Suède le vieux souverain, mais son fils, le prince Bernadotte, pour elle seule.

Le revirement qui s'est fait dans l'esprit du roi Oscar à ce propos, car il avait refusé le prince Bernadotte aux Norvégiens comme roi, vient de ce qu'il craint la République en Norvège et les intrigues allemandes, ou le règne d'un prince danois.



En Macédoine, chaque jour voit s'accroître la série des crimes commis contre les Grecs. La liste en est si douloureuse, les détails des assassinats, des incendies, des viols, des tortures si révoltants, que l'on cesse de les lire avec un sentiment de l'irréel.

En vérité, on croit impossible qu'à chaque heure des familles qui ne demandent que la paix et la justice soient menacées de massacres odieux, qu'aucun lendemain ne leur soit assuré, qu'aux champs, dans leurs maisons, seuls ou réunis, la mort horrible les menace avec des raffinements de cruauté monstrueux.

La gendarmerie internationale est impuissante à prévenir les crimes, à empêcher qu'ils ne s'accomplissent, les soldats turcs n'arrivant que quand ils sont consommés.

L'Europe continuera-t-elle à assister impuissante à une lutte de race à chaque heure plus odieuse?

Juliette ADAM.

6602. — Lib.-Imp. réunis, Motteroz, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

6e Année. — N° 119. 21 Septembre 1905.

Parole française à l'Étranger

Les Sables, Cabourg.

La paix n'a pas apporté la pacification aux deux pays qui l'ont signée. La Russie reste agitée par les mêmes causes d'imprévoyance, d'oscillation dans les hautes sphères diplomatiques et officielles qui ont rendu la guerre japonaise possible sans préparation, sans volonté de la poursuivre jusqu'à la victoire.

La grande masse du peuple russe, dont la qualité maîtresse est la persévérance et qui l'a pratiquée dans la guerre mandchoue autant et plus qu'à aucune époque, n'a même pas cherché

à fixer les bénéfices de cette persévérance en continuant la guerre, et elle a accueilli la paix avec autant de fatalisme qu'elle avait subi la guerre.

Tout entier à la poursuite des panacées chimériques que les ennemis de la Russie ont fait miroiter à ses yeux, le peuple russe, dévoré par les appétits d'une bureaucratie insatiable, ne se retrouve plus ni patriote ni patient. La révolution couve partout et la révolte éclate furieusement ici et là, aux coins les plus divers de l'Empire.

Le souverain par sa crainte des guerres extérieures, le peuple par ses indulgences pour la guerre intérieure ont abandonné les traditions glorieuses d'une Russie qui ne pouvait subir la défaite tant qu'il lui restait une ressource pour vaincre.

Or ces ressources, peu à peu elle les tenait en mains, elle les avait amassées en Mandchourie.

Quelle puissance, avec un seul chemin de fer, eût fait vivre, à des milliers de lieues, une armée de 600,000 hommes? Quel état-major aurait cent fois reformé, sous les attaques furibondes d'ennemis les plus braves qui soient, les cadres de corps sans cesse entamés, dispersés, poursuivis? Quel général aurait inspiré plus de confiance que

Liniévitch et eût mieux entraîné les soldats?

L'armée russe de Mandchourie enfin formée à l'école de la guerre, et que les Japonais devenaient impuissants à faire reculer, eut à n'en pas douter rendu à la Russie son prestige, si les opérations avaient continué.

Lorsqu'on connaitra la situation de l'armée russe au moment de la signature de la paix, on sera forcé d'admettre qu'elle avait des chances sérieuses de victoire.

En tout cas, la figure qu'elle a faite contre un ennemi supérieurement entraîné, préparé, à portée de toutes ses ressources, supérieur en nombre dans une proportion quadruple au début des hostilités et toujours double plus tard, a été autrement fière que celle qu'ont faites l'Espagne à Cuba, l'Italie en Abyssinie et l'Angleterre au Transvaal.

La Mandchourie pour l'armée russe a été une leçon inoubliable et une école de formation qui la fera à l'avenir invincible en Europe.

La preuve que la paix n'est pas la constatation d'une humiliation pour la Russie, c'est qu'il n'y a pas de protestation violente contre elle, tandis qu'il y a des troubles graves au Japon.

Les Japonais ont fait un si prodigieux effort, le pays, homme par homme, a participé avec une



telle passion, un tel dévouement, de tels sacrifices aux épreuves imposées par la guerre, que la réalisation des avantages obtenus ne pouvait satisfaire leurs ambitions éveillées et maintenues par des victoires successives et répétées.

Les Japonais en révolte contre la paix, qui veulent la continuation de la guerre, chez qui l'esprit militaire et national domine toute considération qui n'est pas celle de la grandeur du Japon et la prédominance de leur race, donnent à leur Mikado, à leur armée, à leur marine la preuve que le pays sera toujours prêt à les suivre, quelque aventure, quelque conquête qu'il leur plaise de tenter.

Des révoltes pour la continuation de la guerre après la mort de centaines de mille hommes, après une paix signée qui accorde au Japon tout ce qu'il a convoité avant la guerre, ce n'est un spectacle ni banal, ni fréquent.

J'imagine que les sujets du Mikado doivent avoir pour nos pacifistes l'un de ces mépris absolus que la bravoure a pour la lâcheté.

Que pensent aujourd'hui MM. Hervé et Jaurès de ces petits Nippons qui leur étaient si sympathiques, de ces « amis de la paix que les hordes d'un autocrate avaient jetés malgré eux dans le cercle infernal de la guerre » ?

La guerre, ils la veulent comme entraîneuse nationale. Ils mettent en elle leurs espoirs de conquête, de domination indéfinies. Par elle, ils entendent écraser leurs adversaires de façon à ce qu'ils ne les retrouvent jamais capables de leur barrer les routes de l'Europe.

L'expansion par la guerre, la richesse par la guerre, l'aliment romanesque de la victoire, voilà ce que les Japonais demandaient à la guerre et ce que, selon eux, elle ne leur a pas donné !

La Mandchourie n'a été conquise que pour la Chine, la Russie n'a pas payé d'indemnité, Sakaline est un partage, non une prise totale, et la Russie n'est tenue par aucun engagement à ne pas recommencer une autre guerre alors qu'elle aura réparé les désastres de celle-ci. Tout cela révolte les Japonais !

Au grand meeting d'Osaka, l'assemblée, réunie pour protester contre « une paix qui sacrifie les fruits de la victoire et sème les germes de complications dangereuses pour l'avenir », a rédigé sa protestation en ces termes :

« L'attitude arbitraire et inconstitutionnelle du gouvernement a eu pour résultat de provoquer des désordres inattendus. Dans la ville où réside le Mikado il a été porté atteinte à l'hon-

neur de l'Empire et à l'esprit de sa Constitution.

« Jamais un pays n'a eu à faire face à un plus grand danger. C'est pourquoi l'assemblée espère que cette paix humiliante sera dénoncée et que le gouvernement donnera sa démission. »

Il faut convenir que le peuple japonais soutient jusqu'au bout sa réputation d'être d'une indomptable bravoure, et qu'il prouve que son nationalisme est sans limites. Avec un pareil peuple le Mikado ne peut avoir grand'peine à imposer sa volonté personnelle, à rétablir l'ordre en évoquant la nécessité du bon renom du pays, et il a vis-à-vis de la diplomatie des autres peuples un argument irréfutable lorsqu'il soutiendra que son peuple préfère la guerre aux demi-solutions que tout autre peuple accepterait.

M. Jaurès et ses disciples et amis, tant admirateurs de la civilisation japonaise, doivent être à cette heure effarés. Quoi! les Japonais se révoltant contre la paix, lui font la guerre à cette paix, voulant par-dessus tout la grandeur de la Patrie! Ne sont-ils pas devenus incompréhensibles? Et que veulent-ils encore, grands dieux? Que ce soient les Russes qui paient leurs prêteurs, banquiers américains, anglais, allemands, affreux capitalistes dont les intérêts tiennent au cœur des Japonais plus que leur propre existence?

C'est à désespérer de la civilisation asiatique! alors qu'on la croyait supérieure à celle de la France!

Et quelle confiance n'inspirera pas à des capitalistes jaunes pour des prêts futurs la rage de leurs frères de faire payer par des blancs les intérêts des capitaux prêtés? Les affaires vont être autrement bonnes, même pour des capitalistes blancs, avec les peuples qui, riches d'énergies, les dépensent sans compter pour fixer la victoire, qu'avec les peuples qui s'abandonnent, se font battre et attirent la ruine en même temps que la défaite.

Je ne me trompais pas en affirmant qu'un accord devait exister entre la Chine et le Japon au cas où ce dernier reprendrait la Mandchourie aux Russes par les armes. Cet accord a été signé à Pékin le 13 octobre 1903. Le Japon, en rétrocédant la province intacte à la Chine, devait recevoir des indemnités et certains privilèges. L'Angleterre connaissait cet accord et elle-même, alliée du Japon, cherche à en bénéficier.

Le Mikado triomphe partout : d'abord dans une paix, en somme lucrative, qui lui donne vis-à-vis de la Chine à la fois la prééminence d'un créancier et celle d'un protecteur, d'un justicier qui lui remet une province perdue, une part de

territoire sacré où s'ensevelissent ses Empereurs, et il triomphe dans l'affirmation que son peuple jette au monde qu'il suivra avec enthousiasme son Empereur partout où il voudra l'entrainer vers des conquêtes sans fin.



En vérité, M. Jaurès n'a guère de chance dans le choix de ses sympathies!

Est-ce que, au moment où les « chers » civilisés Japonais hurlent à la guerre, les « chers » Allemands ne fêtent pas Sedan après trente-cinq ans et avec plus de débordement enthousiaste que jamais?

S'enthousiasmer à ce point pour une conquête si ancienne n'est-ce pas la menace de conquêtes nouvelles? Et est-ce que M. Bebel n'a pas approuvé le passé et les espoirs de l'avenir en votant le budget de la guerre et en défendant les grandes manœuvres au Reichsrath?

Il est vrai que, tout comme M. Jaurès, M. Bebel est partisan des « pénétrations pacifiques ». Plus logique, il ne dédaigne pas d'encourager le militarisme pour les mener à bien.

D'ailleurs, au fond, les socialistes allemands ont du goût pour le Kaiser qui rêve des États-Unis d'Europe sous son sceptre et ils encouragent habilement les sans-patrie de toutes les autres nations, trouvant qu'il n'est nécessaire à notre continent que d'avoir une seule Patrie, celle qui se chante sur l'air de la *Wacht am Rhein*.

Guillaume II d'ailleurs se prête aux propagandes du pacifisme et à celles du militarisme avec une égale ardeur. Face à la paix, face à la guerre est l'une de ses manœuvres favorites. *La Patrie* raconte à ce propos des faits qui se renouvellent journellement.

Guillaume embrasse un général qui lui dit que, « du général aux simples soldats et jusqu'aux musiciens, le 18e corps tient à être constamment une bonne arme entre les mains de l'Empereur et que tous (certainement la musique comprise) sauront mourir pour l'Empereur et pour la Patrie ».

Le lendemain de cette étreinte guerrière, l'Empereur allemand déclare que « la guerre est un grand malheur ».

Inutile de répéter tout entière une phrase dite par le Kaiser le surlendemain, phrase empruntée au vocabulaire de M. Prudhomme et qui se termine ainsi : « Le plus beau costume

que puisse porter un corps frontière, c'est celui avec lequel il marche victorieusement à l'ennemi et c'est la preuve fournie à l'Empereur qu'il tiendra bien la garde du Rhin ».

Guillaume II et le Mikado peuvent parler de Patrie à leurs sujets quels qu'ils soient. Aucun ne la nie ou ne la renie. Il en est ainsi de tous les souverains d'Europe, même des moins victorieux. En France seulement s'étale la monstrueuse théorie humanitaire, l'apologie des hontes nationales.

Je me suis séparée de mes amis politiques à l'heure où des combinaisons louches d'entente allemande leur faisaient déclarer qu'il ne fallait plus parler « jamais » de notre Alsace-Lorraine et où un tel blasphème était « osé » pour donner plus d'influence à des pourparlers bismarckiens transmis par le mari d'une Païva! Mais jamais, à aucun moment on n'a entendu l'un de ceux qui n'avaient pas désespéré de la Patrie en 1870 admettre qu'on pût dire : « La Patrie n'existe pas, l'esprit militaire doit être banni de la France! » Paul Bert, Jules Ferry lui-même étaient des « croyants » à la Patrie et à son expression protectrice : l'Armée!

Gambetta a pu admettre des accommodements à propos de l'Alsace-Lorraine en vue d'une po-

litique coloniale, mais il était passionnément patriote et militariste.

Toutes les concessions de parti faites entre M. Thiers et les républicains dans leur lutte commune contre la monarchie du drapeau blanc l'ont été au nom de la Patrie personnifiée par le drapeau aux trois couleurs.

M. Georges Goyau, dans un remarquable article de la *Revue des Deux Mondes*, prouve qu'après l'année terrible la leçon reçue par nos amis avait été complète et que ceux-là mêmes qui avaient refusé au maréchal Niel de « faire de la France une caserne » ne regardaient pas sans émotion le plus petit soldat de notre France et sans se dire qu'en lui était une part de notre relèvement, et s'ils voulaient l'instruction primaire obligatoire c'est parce qu'ils comptaient qu'elle formerait des patriotes en formant des citoyens. Leur devise était : « Par l'école, pour la Patrie! »

M. Goyau, dont le souci de la documentation donne à ses articles tant d'autorité, prouve par des citations ce qu'il affirme, et ce ne doit pas être un mince étonnement pour ceux qui ont lu M. Georges Goyau que d'avoir la preuve du patriotisme presque mystique des prédécesseurs anticléricaux de M. Jaurès.



C'est avec chagrin que nous lisons le récit des troubles qui s'accumulent en Russie, ajoutant chaque jour de nouvelles ruines, de nouveaux crimes à la liste déjà si longue des victimes et des désastres que l'idée révolutionnaire en marche fait et cause partout où elle apparait. A tout moment l'idée vient qu'il faudrait une énergie, une activité de chaque heure, qu'il faudrait payer de sa personne pour mettre fin à des révoltes qui menacent de fausser tous les rouages de l'Etat. Si l'autocratie se désagrège à ce point, c'est que l'autocrate est faible. Et pourtant il devient de plus en plus nécessaire que la transmission partielle des pouvoirs du Tsar à un Parlement ait lieu dans un moment où ces pouvoirs devraient, au moins en apparence, paraître tous en mains de celui qui consent à s'en démettre, sinon qui lui saura gré d'une simple soumission?

Il faut que le pouvoir transmis soit un pouvoir, sinon nulle tradition ne s'imposera aux institutions nouvelles, l'anarchie engendrera l'anarchie.

La révolte au Caucase est une véritable guerre

de race ! Dans la Russie peu unifiée l'exemple des Tartares est un péril dont on ne peut prévoir les suites. Près de cent mille hommes soulevés tuent, incendient et détruisent toutes les ressources d'une contrée, réduisant des milliers d'ouvriers à la misère, condamnant à l'inactivité des industries prospères ; les richesses perdues se chiffrent par millions.

Tant que les Tartares ont cru à la puissance du « Tsar blanc », ils sont restés soumis ; mais travaillés par les ennemis extérieurs du grand Empire, voyant l'émeute se répandre sans être domptée et la guerre japonaise triompher des forces russes, tous les vieux instincts de férocité et d'héroïsme de ces peuplades mal assimilées se réveillent.

La Pologne est en insurrection, la Finlande s'agite et s'arme : la Patrie moscovite est en danger et l'armée seule peut la sauver.

L'armée russe ne réclame que des preuves de vaillance à donner, mais avec quels sentiments verra-t-elle cette vaillance mise au service de la guerre intérieure ?

Le temps marche vers des complications sans issue si l'on ne se hâte, et Nicolas est un hésitant ! Est-il au moins guéri de la mentalité pacifique que d'habiles agents d'Israël ont développée en

lui tandis qu'ils déchaînaient la guerre par l'influence de leur alliée l'Angleterre.

Aujourd'hui nous voyons à qui toutes les intrigues de M. Witte et à qui la guerre elle-même doivent profiter. Les dépêches nous annoncent que M. Witte « a donné à MM. Seligman, Strauss et Kraus l'assurance que la situation des Israélites en Russie serait bientôt améliorée et qu'il était permis de prévoir leur émancipation et leur participation au gouvernement de l'Empire au même degré que les autres sujets russes ».

La Russie aura ainsi les belles perspectives de la franc-maçonnerie, des affaires Dreyfus et enfin de l'anarchisme uni au capitalisme, permettant, d'une part, de ruiner les industries et les banques rivales, et, d'autre part, de réaliser avec génie de « pones bedides z'avaires » au milieu du chambardement général.



Le renouvellement de l'alliance anglo-japonaise est l'un des grands coups de maître de l'Angleterre. Elle a manœuvré de façon à ce que les Japonais, malgré de légitimes méfiances, lui ouvrent la porte de la Chine. Et quelles aubaines

avant que les Nippons soient en mesure de disputer le marché commercial chinois qu'Albion est prête à exploiter, c'est-à-dire à accaparer.

Ainsi l'Angleterre, la seule puissance qui se soit cyniquement désintéressée de l'insurrection des Boxers, est la seule qui sera appelée finalement à bénéficier de l'ordre rétabli par les Puissances.

Guillaume II, dans son entrevue avec les membres du Congrès américain, ne leur a parlé que du péril jaune, de la menace qui pèse sur l'Europe de voir la « porte ouverte » fermée en Orient par les Japonais. Il aurait pu ajouter : « Cette menace sera mise à exécution au profit du commerce anglais, les Japonais étant destinés partout maintenant à tirer les marrons du feu pour la plus habile et la plus grande Angleterre ».

Le Japon sera exploité par Albion dans le sens de ses instincts militaires. On lui trouvera au Foreign-Office une occupation constante pour ses armées. De même que l'Angleterre excelle à entretenir en France et en Russie l'esprit révolutionnaire qui désagrège l'état social et par là immobilise l'industrie et le commerce, de même la grande ennemie de tous les entretiendra, exaltera l'esprit militaire au Japon, l'utilisera à son

profit. Partout où la force conquérante lui manquera elle la paiera comme elle sait payer! le militaire japonais deviendra alors réellement ce que les Chinois appellent avec mépris « l'homme qui vend son corps et vit de sa vie ».

L'habileté commerciale du Japon sera entravée par tous les moyens possibles, même révolutionnaires, et Albion possédera au profit d'ambitions mondiales démesurées et de ses appétits de richesse tous les éléments qu'elle peut ambitionner.

De même qu'elle emploie scandaleusement des Chinois traités en esclaves dans les mines du Transvaal, malheureux parqués et emprisonnés qu'on pourchasse à coups de fusil lorsqu'ils désertent, de même l'Angleterre emploiera les Japonais pour faire « ses » guerres.

Ses officiers n'ont-ils pas conduit les soldats égyptiens au Soudan (que ces soldats croyaient reconquérir pour leur pays)? Kitchener n'a-t-il pas fait des bouchers de musulmans dans des tueries de musulmans, et cela au profit de la pieuvre britannique qui a trafiqué du sang répandu et pris entre ses insatiables tentacules ce Soudan autrefois égyptien?

Il est plaisant, lorsqu'on sait et lorsqu'on devine les procédés de l'Angleterre, de constater

l'humanitarisme de certains Anglais qui paraissent jouer le rôle des indignés dans la pièce en cours de représentation.

L'évêque de Hereford refuse encore aujourd'hui de comprendre la guerre du Transvaal, le bon apôtre! Quoi, l'Angleterre n'aurait fait la guerre que pour conquérir des mines d'or, et, après les avoir conquises, elle aurait rétabli l'esclavage pour en tirer profit? 50,000 malheureux Chinois condamnés à un travail forcé sous le revolver des gardes-chiourme sont tués comme des chiens lorsqu'ils tentent de déserter leur enfer, ou ramenés au travail dans des conditions de torture que nul ne peut contrôler, car l'industrie des mines a obtenu l'autorisation de prendre « toute responsabilité » dans les mesures qu'elle décrète contre la désertion des jaunes. Les habitants des districts qui entourent les mines sont armés, pourchassent les déserteurs et touchent une récompense honnête lorsqu'ils les ramènent.

Et, tandis que cela se passe, des ouvriers anglais, même au Transvaal, sont sans travail.

L'évêque de Hereford voit crouler en sa cervelle toutes ses notions « de liberté, d'humanité, de bon gouvernement et de conditions sociales décentes ».

L'évêque de Hereford sait bien peu son histoire anglaise!

Une discussion entre membres du même cabinet a fourni l'occasion à M. Balfour d'exalter le mérite des volontaires anglais que M. Arnold Forster, ministre de la guerre, critiquait aigrement en disant que « si l'on veut faire des volontaires une troupe utile, il faut qu'ils puissent être transportables sur le théâtre de la guerre ». M. Balfour veut au contraire qu'ils soient attachés au sol de la Patrie et puissent la défendre au cas où elle serait envahie.

En admettant qu'une invasion de l'Angleterre soit quasi-impossible, M. Balfour croit que c'est l'existence même des volontaires qui rend impossible cette quasi-impossibilité.

M. Balfour prépare l'Angleterre à désirer pour ses guerres coloniales une armée de mercenaires japonais et à augmenter son armée de volontaires pour sa défense intérieure. Une marine n'a pas deux fins, dit-il, elle ne peut défendre que la mer; il faut donc à la fois, à la grandeur et à la sécurité d'un pays colonial, une armée intérieure et une armée extérieure. Déjà l'Angleterre a l'armée ouvrière intérieure et une armée extérieure d'ouvriers jaunes en formation. Avec une richesse toujours croissante, puis-

qu'elle n'immobilise aucune main-d'œuvre, elle pourra non seulement défendre, mais accroître ses possessions territoriales et ses ressources commerciales.

M. Balfour veut reprendre, dit-on, son projet de « redistribution », c'est-à-dire de remaniement des circonscriptions électorales. L'occupation de l'Irlande par l'Angleterre ayant fait disparaître la moitié de sa population, le gouvernement anglais tient à la constatation officielle de ses crimes et elle entend réduire la représentation irlandaise, malgré le seul privilège accordé dans l'acte d'union au malheureux peuple opprimé sur le nombre de ses représentants.

Ce serait le pacte violé; l'Irlande, alors, ne se croira-t-elle pas déliée, et qui peut répondre qu'elle n'essaiera pas de se reprendre? C'est à ce moment que les volontaires seront utiles!

*

La question du Maroc que nous devons, dans tout ce qu'elle a d'inquiétant et de dangereux, à « l'entente cordiale », a continué d'occuper ou plutôt d'agiter, toute la quinzaine, l'opinion publique.

En attendant qu'une entente se fasse entre l'Allemagne et nous et se greffe sur la « cordialité » de l'Angleterre à notre égard, nous en sommes à la troisième humiliation subie: 1° par le débarquement de Guillaume II à Tanger, qui nous a donné le plus retentissant des soufflets; 2° l'emprunt allemand; 3° la mise en liberté de l'un de nos sujets, Bou M'Zian, due à l'influence de M. de Tattenbach, influence d'autant plus efficace que ce devait être ce même M. de Tattenbach qui avait ou conseillé ou admis qu'on arrêtât ledit Bou M'Zian.

Le Foreign-Office, au courant depuis plusieurs années des visées allemandes sur le Maroc, en nous proposant le troc de Terre-Neuve, du Siam, de l'Égypte, contre notre liberté d'action au Maroc, savait bien que cette liberté d'action nous mettrait sur l'heure en présence de l'Allemagne, avec laquelle, jusque-là, nous n'avions aucun contact colonial.

Le parti chauvin allemand étant passionné d'extension coloniale autant que d'extension territoriale, les hommes d'État anglais se disaient que la haine tudesque s'accroîtrait contre nous dans une proportion double le jour où nous nous trouverions sur le chemin des espoirs germaniques.

L'Allemagne tout entière, travaillée par des publications savamment dosées et qui étaient faites pour intéresser à la pénétration commerciale du Maroc jusqu'aux socialistes eux-mêmes, devait être remuée jusqu'en ses profondeurs par l'étalage de nos ambitions sur le Maroc.

La *Revue socialiste mensuelle* nous apprend que l'Allemagne ne peut tolérer notre prise de possession du Maroc, parce que notre politique coloniale est une politique de porte fermée.

M. Max Schippel, en bon socialiste, approuve bruyamment Guillaume II de sa politique protectrice de la porte ouverte, et accepte à l'avance les résultats d'une politique qui donneront au commerce allemand des garanties restées incertaines jusqu'à ce que l'Empereur ait pris hardiment l'affaire en mains.

Le Kaiser a, en effet, pris l'affaire en mains et lui seul la conduit depuis le jour de son entrée à cheval dans Tanger. Il suffit de lire un journal allemand « inspiré » pour juger du renversement d'influence opéré près du Maghzen. Il est établi pour la presse berlinoise que le Sultan n'obéit à la France que quand l'Allemagne le lui a conseillé.

Une phrase de la *National Zeitung* et une autre du *Standard* résument l'état de la question marocaine de la façon la plus claire.

« Sans l'intervention du comte Tattenbach auprès du Sultan, dit la *National Zeitung*, la réponse du Maroc eût été incontestablement un refus ». Et le *Standard* résumant la situation ajoute : « Le terrain que la France avait lentement gagné dans les intérêts mêmes de la civilisation est maintenant perdu ».

Si nous allons à Tanger, pour la conférence, sur « l'ordre » du Sultan et par « l'intervention » allemande, c'en est fait de toutes nos prétentions à l'influence à Fez, et nous ne pourrons jamais reprendre à l'Allemagne le terrain conquis par elle dans un pays où l'on juge bien plus sur les apparences que sur les résultats. Quoi que nous obtenions à cette conférence, le seul fait que nous aurons obéi aux exigences du Sultan et de l'Allemagne pour le choix du lieu nous maintiendra dans une infériorité certaine.

*

Les élections en Espagne ont été accompagnées de moins de troubles qu'à l'ordinaire. Est-ce parce que le chef du parti libéral, président du conseil, a laissé plus de liberté aux élections? est-ce parce que le parti conservateur, aujour-

d'hui dans l'opposition, est plus calme que le parti libéral? La question se pose en ces deux termes.

Les républicains espagnols avaient annoncé à grands fracas la conquête de plusieurs sièges; ils en perdent deux.

Leurs récriminations sont violentes, mais l'extrême liberté laissée aux élections par M. Montero Rios, liberté telle que les préfets se sont publiquement plaint de n'avoir aucune instruction, enlève aux accusations de M. Salmeron et de ses amis toute l'autorité et la vraisemblance qu'ils leur voudraient.

Le résultat des élections donne deux cent quarante députés gouvernementaux contre cent soixante-sept membres de l'opposition. C'est une superbe victoire, surtout dans les conditions d'indépendance où elle a été obtenue; mais cette victoire correspondra-t-elle à une unité parfaite de vues chez les directeurs de groupes comme MM. Moret, avec ses quatre-vingts partisans, et M. Canalejas avec ses vingt? Ces deux chefs influents ayant refusé de faire partie du ministère, il y a fort à craindre qu'ils n'approuvent pas tous ses actes.

Le programme de gouvernement sur lequel les élections se sont faites est bien vague; il

repose surtout sur des mots : M. Montero Rios promet « de régler définitivement le droit d'association au point de vue social et religieux ». S'il en sait le secret, c'est une bien grande solution qu'il apportera au libéralisme universel. Le président du conseil espère aussi « pouvoir adopter des mesures de prévoyance pour le bien-être du prolétariat ». Là encore, il faut désirer que l'Espagne nous apporte des clartés qu'aucun de nos partis ne semble avoir trouvées.

M. Montero Rios est un homme habile et loyal en même temps; sincère dans ses recherches, aidé par un jeune souverain qui aime son peuple et désire ardemment se faire aimer de lui, qui sait? Les solutions cherchées sont peut-être plus simples qu'on ne l'imagine; pourquoi de la bonne volonté, de la droiture, le dévouement éclairé au pays ne mettraient-ils pas le ministre libéral et son souverain dans la voie de réformes vraiment utiles?



En Hongrie la crise va chaque jour s'aggravant. Le ministère Fejervary, non seulement n'a amené aucune détente dans la situation, mais il

a soulevé une question, celle du suffrage universel, qui apporte un élément nouveau de trouble en faisant entrer en ligne des revendications qui compliquent singulièrement la situation.

Toutes choses se passaient jusqu'à présent entre l'opposition unie représentant la majorité élective du pays et le Roi; toutes choses menaceraient maintenant de se passer entre les nouvelles couches sociales, les nationalités non magyares et l'opposition si François-Joseph n'était forcé, dans la crainte de provoquer d'autres revendications en Autriche, de rejeter le programme du baron Fejervary.

Mais cette simple menace ne pourrait-elle rendre l'opposition unie plus conciliante? La réforme électorale étant dans son programme, elle ne peut d'une part la combattre, ni admettre d'autre part qu'elle prime celle qu'elle exige du souverain.

L'Empereur-roi, se rappelant qu'il est Empereur avant d'être Roi, ne se laissera pas prendre aux filets d'une diversion dangereuse, mais peut-être trouvera-t-il un argument nouveau dans ses entretiens avec les chefs de l'opposition qu'il lui faut de nouveau consulter.

Le signe le plus inquiétant jusqu'à ce jour du danger d'une situation énervante qui se prolonge

a été fourni par le *Pesti Hirlap*, organe du baron Banfy, si modéré d'ordinaire, mais que le projet du ministère Fejervary avait irrité à tel point que l'un de ses rédacteurs écrivait : « Si le pays se rend compte que son Roi se tourne contre lui, il saura qu'il se trouve en présence d'un ennemi et qu'il doit ramasser toutes ses forces pour se défendre. Il ne lui restera plus qu'à opposer à la violence la violence, aux armes les armes. »

Si l'on ne sentait des influences allemandes au milieu de toutes ces luttes, et si l'on ne craignait un profit de pénétration possible pour nos ennemis dans la politique magyare, on serait moins inquiet pour la Hongrie de l'issue d'une telle lutte.



La question du suffrage universel posée en Hongrie agite par répercussion le monde politique tchèque. Comme les socialistes hongrois, les socialistes tchèques réclament ce mode de votation. Ils y trouvent une occasion d'accuser les partis libéraux de ne pas se soucier de cette réforme essentiellement démocratique. Or, il est facile de leur répondre, ce à quoi n'a pas manqué le docteur Kramarz, l'un des députés les plus influents du club tchèque.

Comme il s'agit tout d'abord de la réforme électorale pour la Diète de Bohême, M. Kramarz, malgré sa conviction « que le suffrage universel est le seul mode électoral qui soit juste et le seul moyen qui puisse réparer les injustices de la représentation parlementaire en Bohême et en Autriche, ne croit pas le moment venu de le soutenir ». Le député tchèque croit impossible de faire cette réforme dans la situation actuelle, puisqu'il suffirait que les grands propriétaires et les Allemands quittent la Diète de Bohême pour que toute réforme soit impossible. Il faudrait faire précéder d'un compromis la proposition de réforme de la loi actuelle, dont les injustices sont flagrantes.

Une réforme qui n'assurerait pas aux Tchèques la majorité parlementaire à laquelle ils ont droit, serait un avantage pour les Allemands et une duperie pour la nation tchèque. Mieux vaut encore une demi-réforme favorable qu'une réforme entière défavorable.



Le divorce de la Suède et de la Norvège se débat en ce moment à Carlstad, les délégués

des deux nations débattent les conditions d'une séparation que la Norvège a provoquée, mais que la Suède ne repousse pas. Divorce amiable, il semble, malgré les nouvelles pessimistes répandues par la presse anglaise et par la presse allemande.

Il s'agit, pour la Norvège, d'accepter les conditions suédoises, qui réclament la démolition des forteresses nouvelles bâties ces dix dernières années, et construites uniquement contre la Suède. L'entente après la désunion doit avoir des bases solides. Pour la sauvegarde de l'avenir, Suédois et Norvégiens sont tenus de se convaincre réciproquement qu'ils sont résolus à vivre en paix, le contraire étant gros de périls et ne pouvant que causer la ruine des deux pays.

On parle trop des luttes du passé, et on s'exalte à ces souvenirs. Un arrangement est cependant facile, pour peu qu'on s'y prête de part et d'autre. Il est vrai que si la Norvège et la Suède s'étaient prêtées à un arrangement avant la rupture, l'union existerait encore, respectant le droit et les fiertés de chacun.

Il faut espérer qu'avant peu, aujourd'hui que la séparation est acceptée en fait, rien ne surgira qui empêche l'entente finale. Une guerre

entre la Suède et la Norvège est, il faut l'espérer, impossible, et les partis militaires dans ces deux pays ne sont pas assez puissants pour faire dégénérer les négociations pacifiques actuelles en coups de fusil.

Une guerre suédo-norvégienne serait une guerre civile.



Après les troubles de Grammichele, qui avaient un caractère de gravité exceptionnelle dans cette misérable Sicile où les paysans affamés n'ont pas d'autre moyen de vivre que d'émigrer en Amérique, après un conflit sanglant entre les gens de Grammichele et la troupe succédant aux émeutes de Joggia, de Berra, de Castelluzo, après ce que les socialistes appellent « le massacre du peuple par la soldatesque », les épouvantables catastrophes provoquées par le tremblement de terre des Calabres sont venues désoler le cœur des Italiens.

Le récit des écroulements de maisons, de l'écrasement des victimes sous les décombres, de la misère des populations des villages, rui-

nées, sans abri, sans pain, sans vêtements, est lamentable et le cœur saigne à la pensée de tant de malheurs irréparables, de la mort de tant de victimes.

En France, plus que partout ailleurs, on a pris part à l'épreuve si douloureuse qui frappe notre sœur latine.



L'Angleterre, qui règne et gouverne en Extrême-Orient et que la Russie ne gêne plus, prépare ses guêpiers en Orient. Il lui faut trouver un Maroc quelconque qui mette dans les Balkans la Russie face à face avec l'Allemagne, alliée et protectrice de la Turquie.

Albion cherche et trouve. Déjà nous voyons la Bulgarie se rapprocher de la Roumanie pour faire échec à une tentative d'entente entre la Serbie et la Grèce. Albion excite la Bulgarie qui excite la Roumanie, et nous sommes en face d'une question gréco-roumaine.

Des rédacteurs d'un journal grec *Patris*, journal paraissant à Bucarest, ont été expulsés. Le rapport officiel déclare que ces rédacteurs

avaient excité les Grecs roumains au mépris des lois en publiant une chromolithographie séditieuse. Or, cette chromolithographie a été publiée en janvier 1903 et représentait simplement la Macédoine appuyée sur un palicare grec, avec la devise : « Jamais bulgare, jamais turque, elle sera toujours grecque ».

C'est tirer de bien loin un argument bien faible.

Une rupture diplomatique a suivi l'expulsion des journalistes grecs à laquelle le gouvernement de Bucarest n'a pu donner une excuse valable. M. Tombazis, ministre de Grèce à Bucarest, a quitté la Roumanie pour un congé illimité.

Voilà qui va raviver la lutte entre les Koutzo-Valaques et les Grecs en Macédoine et apporter un appoint précieux aux Bulgares. De plus en plus, les Grecs macédoniens sont menacés et l'on se demande quelle intervention providentielle adoucira leurs maux ?

La Crète est à cette heure plus malheureuse que jamais. L'Angleterre, la France, la Russie et l'Italie demeurent cruellement unies pour l'empêcher de réaliser le vœu le plus légitime : son annexion à la patrie grecque.

Le gouvernement d'Athènes fait de suprêmes efforts pour protéger les Crétois d'une répres-

sion de l'insurrection, répression qui deviendrait un véritable massacre, car on ne peut douter que les quatre Puissances ne possèdent assez de forces pour faire de la Crète un charnier et exterminer le dernier des Crétois.

Il serait monstrueux que les Puissances qui prétendent avoir fait acte d'humanité en arra chant la Crète au joug et à la tyrannie turque, y massacrent les Crétois pour les punir de désirer être réunis à leurs frères grecs.

Le seul moyen de rétablir l'ordre humainement en Crète est d'en confier la mission à la Grèce.

Juliette ADAM.

6610. — Lib.-Imp. réunies. MOTTEROZ, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

Parole française à l'Étranger

Abbaye de Gif, 2 octobre 1905.

Lorsqu'on aime la France comme vous et moi, peut-on ne pas se répéter que la plus dangereuse folie dont une nation à l'âme généreuse puisse être atteinte, c'est la passion de l'utopie.

Les ennemis de la France savent de tout temps qu'ils peuvent la perdre à l'aide de cette passion et ils la sèment avec une habileté infernale pour qu'elle germe tout d'abord dans les cervelles naïves, sincères, qui cherchent sans cesse d'où vient une formule nouvelle du bien à faire, du « progrès » à réaliser. On la leur fournit, à souhait, la doucereuse formule, ils la répandent et l'on ne s'en inquiète guère, car elle est prêchée par ceux que, les uns et les autres, nous appelons

tour à tour de braves gens ou de bons bêtas.

Mais l'idée empoisonneuse pénètre dans les milieux à l'affût de tout ce qui est « avancé ». Alors le danger commence, car les éternels avancés, depuis que le monde est monde, ne rêvent qu'expérience nouvelle, dissolution de ce qui est, que guerre aux traditions ! Viennent alors les déclassés qui cherchent des troupes, quelles qu'elles soient, où que ces troupes doivent conduire leurs chefs ; ils obéissent et flattent sous l'apparence du commandement.

Ceux-là savent ce qu'ils font, et le cycle fatal étant parcouru, ils flairent vite la porte ouverte à leur industrie rémunérative.

Un exemple accourt sous ma plume, un mot, une formule : « l'humanitarisme ». L'Angleterre et les États-Unis nous en ont contaminé avec une traîtrise prévoyante incomparable. Plus les deux nations songeaient aux centralisations sous toutes les formes, l'une rêvant de barrières douanières presque infranchissables, l'autre d'accaparer les marchés du monde entier, toutes deux répandaient à foison les principes humanitaires du pacifisme, de la fraternité, du libre-échange universels.

Sauf elles-mêmes, toutes les autres nations progressaient dans l'idée de l'amour de la paix, de la justice, de la fin des guerres et des entraves entre les peuples, quelles qu'elles soient.

En Europe, la Prusse seule avait compris le profit à tirer de ce détrempement des pays gaulois, grecs, latins et slaves. Elle exaltait fiévreusement le patriotisme, à toute occasion, et développait dans les âmes germaines l'idée de la lutte contre la maison d'Autriche et celle de la revanche des guerres de notre premier Empire. Elle a eu Sadowa et Sedan!

L'Angleterre et l'Amérique n'ont cessé de rêver conquêtes, elles, les initiatrices humanitaires! Et elles ont guerroyé et conquis, en même temps qu'à l'aide d'agents de plus en plus conscients des doubles bénéfices de la popularité et des approbations internationales en monnaie trébuchante, elles « pacifisaient » de plus en plus notre pauvre France à peine galvanisée quelques années par ses désastres.

Nos chers amis russes ont été détrempés comme nous, et Nicolas II a été la plus éclatante preuve des périls du pacifisme, de l'humanitarisme anglo-américain au moment où l'Angleterre et l'Amérique préparaient, à l'aide du Japon, l'écrasement de la Russie.

Ou nous nous reprendrons, ou nous redeviendrons la nation militaire qui donne la preuve de ses générosités d'âme aux nations amies avec ses soldats et non avec ses « maçons », la preuve de son libéralisme avec ses réformes, non avec son chambardement, — ou nous descendrons

tous les degrés de la lâcheté et nous subirons toutes les pirateries des écumeurs de l'Océan social.



Nous savons maintenant, et ils se sont plu à nous le répéter, que les socialistes allemands les plus confits en internationalisme sont, demeurent et demeureront patriotes; bien plus, l'un d'entre eux leur déclare qu'il n'y en a pas un, sauf lui peut-être! qui n'assiste aux manœuvres, dont le cœur ne saute au son aigu des fifres, et qui pourrait se vanter de ne jamais acclamer l'Empereur militariste à outrance.

A propos d'un 14e Congrès international de la paix à Lucerne, c'est un tolle général dans la presse prussienne avancée contre le pacifisme. On y plaisante lourdement et parfois cruellement « le vieux Passy », et l'on y déclare que le docteur Guidde, qui a posé le rapprochement franco-allemand comme base de la paix mondiale et n'a pas craint de toucher à la question d'Alsace-Lorraine, a parlé pour lui seul, que pas un pacifiste allemand ne peut admettre que le « définitif puisse être discuté ».

Et cela est vrai. Bebel n'a-t-il pas déclaré « qu'il s'opposerait de toutes ses forces à la propagande antimilitariste parmi les jeunes soldats allemands ».

Le Congrès d'Iéna a établi, cette fois, avec plus de précision encore, que les socialistes allemands approuvent la politique étrangère de Guillaume II, et cela après que M. Jaurès avait publiquement approuvé la politique du même Guillaume en lutte contre celle de la France au Maroc. Pour accentuer son antinationalisme ou internationalisme, M. Jaurès n'a eu que des éloges à l'adresse d'Abd-ul-Aziz, allant jusqu'à encourager sa résistance à la France!

Jusqu'aujourd'hui, malgré la netteté de certaines déclarations que M. Jaurès avait réussi à interpréter dans un sens favorable à l'internationalisme, on pouvait encore admettre que nos socialistes n'étaient allemanisants que parce que les Allemands étaient francisants.

Un seul doute à ce sujet n'est plus possible aujourd'hui, les socialistes allemands ayant tenu à ce qu'il soit bien et dûment établi qu'ils sont d'abord Allemands, c'est-à-dire patriotes, avant d'être socialistes.

C'est une conclusion indiquée depuis longtemps, car les Allemands la faisaient prévoir presque sans réticence.

M. Clémenceau, avec son talent de dogue, s'est saisi de M. Jaurès et ne l'a pas lâché : il a montré quel lamentable rôle de dupe l'apôtre de l'*Humanité* ferait jouer aux Français, s'ils avaient la naïveté de le prendre au sérieux.

M. Clémenceau n'a jamais cessé de mériter, depuis 1872, le nom d'ennemi politique que je lui donne, accompagné du mot « cher » à certaines heures. Sa campagne patriotique contre M. Jaurès l'honore dans la proportion où l'internationalisme du directeur de l'*Humanité*, répudié par les nationaux allemands, le couvre d'ignominie.

M. Jaurès empêtré dans le fumier de M. Hervé s'applique aujourd'hui, non à dégager le drapeau français, mais à s'abriter, à défaut de la loque internationaliste, sous la bannière couleur de sang.

Le pacifisme a plus d'une forme, se retrouvant au bout des mêmes fossés, en face des mêmes culbutes, dans la vase internationaliste.

Un Monsieur Léon Bollack, créateur du langage international, « la langue bleue », et auquel on a l'envie de répondre par la plus « verte » intitule une brochure :

« *Comment et pourquoi* (en deux mots) *la France doit renoncer à l'Alsace-Lorraine* ».

Les raisonnements les plus germaniques sont accumulés dans ladite brochure en faveur du germanisme et du bien-fondé de sa conquête. Pour nous récompenser de ne plus nous inscrire contre la possession définitive par la Prusse de notre Alsace-Lorraine, M. Bollack nous donnera le désarmement. Lequel? celui de l'Allemagne

seule, ou celui des Japonais avec celui des Kounghouses ?

L'Allemagne et la France ayant désarmé, il parait difficile qu'elles n'aient pas alors à désarmer l'Angleterre qui ne désarmera pas par persuasion, l'Italie qui veut Trieste, l'Espagne qui convoite un peu de Maroc, la Hongrie qui demain va peut-être s'enivrer de militarisme lorsqu'elle possédera sa tant désirée langue de commandement. Nous en avons assez des pacifistes, antimilitaristes, fumiéristes, n'ayant qu'un but conscient, celui de rendre plus facile une nouvelle défaite de la France.

Assez de l'écœurement de ces odieuses et honteuses discussions. J'ai heureusement, pour me remettre de telles nausées, à parler de la cérémonie patriotique du 3 septembre, de l'anniversaire des combats de Bazeilles qui a eu cette année une importance exceptionnelle. M. Sansbœuf, président général des Vétérans des armées de terre et de mer, accompagné de M. le général Ollivier du cadre de réserve, et de M. Nyessen, secrétaire général du *Souvenir français*, ayant à remettre des drapeaux à cinq sections des Vétérans, assistaient à cette solennité.

On connait la devise des Vétérans : « Oublier, jamais ! » Venus de tous les coins de la France, sans distinction d'opinion et de situation, il leur a semblé qu'autour de ce drapeau tricolore

insulté et renié il fallait se grouper avec plus d'amour, se sentir prêt à lui donner sa vie avec plus de dévouement, car le drapeau, c'est l'appel de la Patrie aux yeux comme le clairon l'est à l'oreille.

Le discours de M. Sansbœuf est aussi vibrant de patriotisme que celui qu'il aurait pu prononcer au lendemain du 3 septembre. Il n'a pas oublié un souvenir, il n'a pas perdu à travers les années aucun espoir. Il faudrait citer son discours tout entier. Il est d'un Français qui croit, comme tout patriote en tout pays, qu'un peuple qui s'inscrit contre la défaite n'est pas un vaincu.

« Les engagements que nous avons contractés sur les champs de bataille et que nous avons renouvelés depuis, chaque année, sur la tombe de nos compagnons de luttes, nous dictent notre devoir et rien ne saurait nous en détourner, a dit M. Sansbœuf. Nous savons que l'on nous hait en Allemagne aujourd'hui comme il y a cent ans, et il est peu d'exemples dans l'histoire des peuples d'une haine aussi aveuglément furieuse. Il ne suffit pas à l'Allemagne de s'être vengée de nous en 1814 et en 1815, d'avoir de nouveau abaissé la France en 1870, de lui avoir volé deux de ses plus belles et plus patriotiques provinces, ses meilleures forteresses, et de lui avoir imposé une exorbitante contribution de guerre, l'Allemagne

victorieuse nous porte après Sedan la même haine qu'après Iéna. »



Les pourparlers à propos de la conférence du Maroc ont enfin abouti. Il eût été difficile qu'il en fût autrement. La conférence étant la grande idée mise au jour et greffée sur la cavalcade de Guillaume II à Tanger, pour prouver au Sultan que la France ne peut plus seule, ni dans le fond, ni dans la forme, disposer de lui et de son royaume ; il fallait donc que cette conférence eût lieu pour européaniser une question jusque-là purement française, grâce à la si étonnante prévoyante entente cordiale.

Guillaume II ne demandait la réunion de cette conférence à Tanger, que pour tâter le pouls de la diplomatie française et pour savoir à quel point il avait baissé.

La conférence aura donc lieu sur un programme consenti par la France, qui consacre l'intervention de l'Allemagne, c'est-à-dire une « participation dans l'affaire » que la France n'avait ni admise, ni prévue au début, puisqu'elle avait donné à l'Angleterre, pour l'éliminer, d'énormes gages. Dès aujourd'hui Guillaume II triomphe en bloc, ses vues sur les grandes lignes de la politique de réformes étant accep-

tées par la France, et l'affaire du môle de Tanger et de l'emprunt de dix millions négociée par M. de Tattenbach étant à examiner, à débattre et restant à l'état de clous enfoncés dans le pied que M. Delcassé avait cru libre d'avancer.

L'accord franco-allemand à propos de la conférence d'Algésiras est donc une duperie complète, puisqu'il transforme une situation prépondérante en une situation soumise à des délibérations qui paraissent, ou peu s'en faut, frappées d'impuissance. Ne savons-nous pas que les résolutions proposées devront être prises à l'unanimité des voix et qu'elles n'auront qu'une durée limitée à trois années?

La question de la conférence seule est donc réglée, tandis que celle du Maroc reste entière. L'entente préalable entre nous et Berlin ne concerne que le choix des propositions et non leur règlement.

D'ailleurs un règlement est-il possible? Les tribus marocaines ont tenu à travers les siècles à leur indépendance si fortement que nulle puissance, pas même celle du Koran, n'a pu les unifier.

Rien que pour pouvoir prêter au Sultan de Fez avec garantie les sommes qui seraient nécessaires à la mise « en état de civilisation » du Maroc, il faudrait que toutes les tribus marocaines paient l'impôt; or, pour faire admettre ce

simple fait à tous les Marocains, une guerre victorieuse serait obligatoire. Qui la consentira et quelle puissance voudra combattre dans l'intérêt « boutiquier » général?

La France seule, avec l'aide des Musulmans égyptiens et des Musulmans algériens, pouvait exercer une influence au Maroc. Elle a renié ses propres bienfaits séculaires, en livrant l'Égypte à la rapacité anglaise; elle a donné aux Juifs en Algérie une place que seule la noble et pure race arabe pouvait prendre. Elle a perdu tout droit de pénétration pacifique au Maroc, la seule qui aurait eu l'influence de rendre confiante et de transformer en amie une race jalouse et indomptable. L'impuissance ou une guerre à la Kitchner, ce sont les seules solutions marocaines qu'on puisse attendre, la question ayant été posée comme elle l'est par la France et par l'Allemagne.

Croit-on que les Marocains ignorent les humiliations des Algériens, leurs voisins, les souffrances patriotiques de la jeune génération égyptienne avec laquelle les jeunes Marocains qui vont conquérir au Caire, à l'université d'El-Ahzar, leur titre de docteur, sont en relation constante; qu'ils ne savent rien des tortures qu'infligent les Allemands aux indigènes de leurs nouvelles colonies africaines? La politique du « poing fermé » de Guillaume II est terrible. A

cette heure, est-ce que les Danois du Slesswig et les Polonais de Posen ne sont pas un exemple de ce qui attend les races étrangères livrées à la Prusse?

De même que les Marocains ont lassé l'entêtement anglais, ils auraient lassé la France, ils lasseront l'Allemagne. Le prestige de la civilisation, du progrès, le bienfait des temps nouveaux ne tentent plus les nations que l'Europe déclare barbares. Les Marocains ont échappé aux influences qui aboutissent à l'anarchie qu'on les accuse de subir; leurs savants et leurs lettrés s'en félicitent. Ils mettront tout en œuvre pour en garer leur pays et pour assimiler les lentes réformes qu'ils savent nécessaires aux traditions, aux croyances, au tempérament de leur race. C'est ce que je leur souhaite, et j'ajouterai volontiers que la solution marocaine me paraît être après ces dernières lignes dans un : ainsi soit-il!



L'Italie s'est émue de la prétention subite de l'Allemagne de prendre « une place d'honneur au banquet méditerranéen », — c'est la phrase consacrée. — Une partie de la presse s'élève avec force contre les dangers que court la politique italienne en s'inféodant au Kaiser. Ceux

qui soutiennent la Triplice, dit le *Secolo* de Milan, préparent la venue d'un Hohenzollern à Trieste, et alors c'est la fin des plus légitimes ambitions de l'Italie.

Dans la partie mondiale que jouent à la fois l'Allemagne et l'Angleterre, il semble que les nations latines n'aient plus qu'à marquer les points du succès de chacune. Au Japon, pour l'une, au Maroc, pour l'autre, mais à mesure que les pions de chacune se posent sur une étendue plus grande, ils risquent plus sûrement de se rencontrer.

A cette heure, les dits pions s'efforcent d'être les premiers posés sur la France et sur la Russie. L'Allemagne avance en Russie, elle recule en France; l'Angleterre avance en France et recule en Russie; puis c'est l'Allemagne qui recule en Russie, etc.

Qu'adviendra-t-il de nous et de nos alliés au milieu de combinaisons qui semblent devoir tantôt nous rapprocher d'un ennemi, tantôt nous éloigner d'un ami? Oh! la politique des mains libres, du : « à bas les pattes! » qui a si longuement réussi à l'Angleterre, nous pouvions la suivre victorieusement, à la condition de donner à la Russie, dès les premiers jours, la conscience de la valeur de notre alliance.

Et comme cela eût été facile encore au moment où la tension des intérêts anglo-allemands

obligeait l'Angleterre et l'Allemagne à rechercher l'une et l'autre un accord avec nous. Un « balancé » eût été la suprême habileté.

Nos mains libres retenaient alors Terre-Neuve, l'Égypte, écartaient les papillotages marocains et nous permettaient de voir clair dans les possibilités de la pénétration pacifique réelle.

Aujourd'hui nous voilà les accordés de l'Angleterre et forcés d'entrer dans toutes ses combinaisons les plus fatales à nos intérêts, à notre dignité, à notre sécurité.

Le traité anglo-japonais est un si grand coup de maître, il aide à tel point l'Angleterre à imposer ses conditions à l'Extrême-Orient, il la délivre si complètement de ses soucis sur l'Inde en ce qui concerne une action russe, que nul ne peut prévoir ce que lui suggéreront un prochain jour ses convoitises et son insatiable orgueil.

Nos anglophiles ont, à propos du Maroc, mené dans la presse une campagne alarmiste si troublante pour le « gogo », que l'opinion a été un moment affolée. Je ne me plaindrais pas de ces bourrasques, qui prouvent à ce même « gogo » enclin au pacifisme que la guerre est sans cesse à nos portes, si les alarmistes n'avaient pour but de faire croire que c'est l'accord avec l'Angleterre qui nous protège et en impose à l'Empereur allemand.

Voici un exemple :

Nos journaux ont fait grand bruit d'un article de la *Gazette de Francfort* qu'ils disaient provocant. M. Clémenceau, naturellement, s'en est ému pour les raisons que je signale. Or, le fameux article disait *tout le contraire*. Il engageait le gouvernement allemand à ne pas aggraver encore la faute commise en soulevant dans des conditions si extravagantes la question du Maroc; il conseillait de dénouer le plus tôt possible ce malheureux incident, et rappelait à M. de Bülow les paroles de Bismarck, que « si la Bulgarie ne valait pas les os d'un soldat poméranien, le Maroc les valait encore moins ».

Les déclarations de M. Witte au *Temps*, par d'autres considérations, ont été, elles aussi, exagérées. Il s'est évidemment passé quelque chose avec le plénipotentiaire de Portsmouth durant son séjour à Paris. La sarabande des réclames qu'il se fait faire de loin ou de près avait cessé comme par miracle. Silence presque complet sur lui et ses actes. Il consignait lui-même tous les journalistes et priait qu'on ne parlât pas de lui, et cela « surtout au point de vue de Pétersbourg ».

Certain de rentrer avec une situation exceptionnelle, la situation de l'homme qui semble avoir pris toutes les responsabilités en vue de conclure la paix, il croyait devoir ne pas courir

le risque d'exaspérer l'opinion des milieux élevés de Pétersbourg, par son infatuation.

Il joue d'ailleurs sa plus grosse partie. Le ciel a voulu que l'homme qui seul a rendu possible une guerre asiatique et ses hécatombes effroyables, conclue lui-même la paix et en tire tous les bénéfices moraux; il veut que l'homme qui par tous ses actes, dix années durant, a organisé la révolution soit désigné pour la canaliser!

De tant de mal, Dieu a-t-il décidé que le bien en doit sortir, ou plus de mal encore? L'instrument qu'il choisit a de singulières analogies avec ce Judas qui sauva les hommes en sacrifiant le Christ.

M. Witte va, dit-on, devenir premier ministre et choisir lui-même ses collaborateurs. Sa responsabilité alors sera complète. Dans la politique intérieure comme dans la politique extérieure il sera forcé d'abandonner son double jeu et devra être avec l'Allemagne, comme un article de l'un de ses organes le fait prévoir, ou avec l'Angleterre, comme plus d'un de ses engagements avec elle l'y invite; dans la politique intérieure, brisera-t-il ses attaches révolutionnaires pour devenir seulement réformateur libéral, ou, se sentant les rênes du gouvernement en mains, stupéfiera-t-il amis et ennemis par son subit amour de l'ordre?

Ce qui est probable, c'est que, étant donné sa

nature, il aura en même temps ou parallèlement l'audace d'être à la fois francophile, germanophile, anglophile ou le contraire et tour à tour gouvernemental, révolutionnaire et libéral.

Pauvre Russie! qui n'a ni dans le parti de l'autocratie, ni dans celui des intellectuels, un homme sincère et loyal à opposer à ce fourbe, un homme dévoué pour lutter contre cet ambitieux insatiable. La voilà livrée, la Russie sanglante, qui saigne par toutes ses plaies, à celui qui les a ouvertes!

Quels sont vos desseins, ô mon Dieu, et faut-il que nous doutions de vous en voyant s'élever comme un sauveur celui qui a déchaîné les maux de la patrie russe et nous a fait souffrir, à nous qui aimons cette alliée de choix, tout ce dont souffraient ses enfants?



15 septembre.

Il se passe en Russie tant de choses tragiques, que j'ai réclamé de plusieurs amis la vérité, toute la vérité, que je la dirai comme on me l'a écrite, trouvant des analogies singulières avec notre « Révolution française ».

Tout le Caucase est en feu et pour des raisons les plus diverses. Il faudrait remonter à plusieurs

années en arrière pour en saisir les causes multiples.

Le dernier gouverneur général, le prince Galitzine, avait déjà, il y a huit ans, attiré l'attention de l'Empereur sur le développement extraordinaire de l'agitation socialiste et des tendances séparatistes parmi les diverses populations. Malheureusement c'est tout ce qu'il a fait. Jusques et y compris surtout M. de Plehve, on n'a, hélas! trouvé rien de mieux que de persécuter les Arméniens, tandis qu'on négligeait absolument la propagande socialiste et le brigandage des Tartares, des Kurdes et des autres.

En février dernier on a inauguré un excellent moyen d'apaisement en armant les Tartares et en les excitant à massacrer les Arméniens. C'est la même politique aveugle qu'on a poursuivie en Russie même, en armant la lie de la populace, ceux qu'on appelle les Khoulignniy, dans toutes les grandes villes, à Saratow, à Kursk, à Pskow, à Nijni-Novgorod, pour les lancer contre les classes intellectuelles. On a ainsi excité les classes les unes contre les autres. La police et les cosaques en organisant ces émeutes n'ont pas oublié leurs propres intérêts, en prenant eux-mêmes part aux massacres et au pillage.

Dans les provinces baltiques on a suivi la même politique. Les révolutionnaires et les terroristes s'étaient en même temps chargés d'ameu-



ter les ouvriers contre les fabricants et les capitalistes, les paysans contre les propriétaires. Tout le pays se trouve donc actuellement en pleine guerre civile et, il ne faut pas craindre de prononcer le mot, en pleine révolution.

On brûle, on massacre, on pille partout, sous les yeux des autorités impassibles ou prenant part au pillage.

Et avec cela, à Pétersbourg, on ergote, on réunit des commissions qui n'aboutissent à rien, donnant d'une main ce qu'elles reprennent de l'autre, ce qui ne fait qu'augmenter le gâchis général. Les troubles de Bakou ne sont qu'un épisode plus terrifiant que les autres, premièrement, parce que la destruction d'immenses richesses en pétrole est une catastrophe qui, au début, ne ruine que des particuliers, mais dont les conséquences amèneront la ruine des chemins de fer, des bateaux à vapeur (Volga et mer Caspienne) et des innombrables usines dont le naphte est le seul combustible. Cela jettera des milliers d'ouvriers sur le pavé, qui naturellement seront poussés par la misère à la révolte et aux massacres dans le bassin du Volga ; ce bassin a d'ailleurs toujours été le centre des émeutes, à Pougatchef et ailleurs. Le deuxième point est le soulèvement de toutes les populations indigènes, des Géorgiens, des Tcherkesses, etc. La Russie court le risque à cette heure de perdre les fruits

d'un siècle de guerres qui avaient amené la conquête du Caucase.

A Pétersbourg, où l'on ne pense qu'aux suites désastreuses que la destruction de la région pétrolifère aura pour le Trésor (plus de cent millions de roubles par an), on se lamente et on s'accuse mutuellement, quand il faudrait agir sur l'heure.

« On a nommé récemment gouverneur général le comte Woronzoff Daschkoff, m'écrit-on de Bakou le 15 septembre. C'est un vieillard incapable, qui était à peine à même d'administrer le ministère de la Cour. A peu près ruiné, il n'a accepté cette situation très rémunératrice que pour refaire sa fortune ébranlée. Aujourd'hui il voudrait bien quitter un tel poste. On parle du prince Louis Napoléon. Je ne pense pas qu'il puisse être d'une grande utilité. Étranger, il aura à lutter contre l'hostilité de ceux qu'il commandera. L'autorité du nom ne suffira pas. Si le Gouvernement ne peut pas amener deux ou trois corps d'armée de la Mandchourie, et surtout les cosaques de Mistchenko et de Rennenkahpt, au Caucase en plaçant à leur tête comme dictateur un général très énergique et jouissant d'une grande popularité, comme par exemple le général Liniéwitch, on n'arrivera pas à se rendre maître de la situation. »

L'épisode du navire anglais qui a fait naufrage

à quelques pas de Kilsingfort et sur lequel on a découvert des cargaisons avec fusils, revolvers, etc., montre qu'en Finlande également on se prépare à un soulèvement à main armée. Il en est de même en Pologne et dans les provinces baltiques.

La paix a cependant produit un soulagement général dans le pays; mais la situation reste navrante. Il y a des pessimistes qui affirment que, même si la Douma se réunit enfin, nul ne peut prévoir la composition et les tendances de ceux qui seront élus.

« Le Gouvernement compte sur une majorité de paysans, me disait ces jours derniers un conservateur moscovite. Si ces calculs sont exacts, on peut être sûr que le premier député qui proposera dans la Douma la distribution des terres aux paysans et l'expropriation de la noblesse et des autres propriétaires obtiendra la majorité. Il y aura bien aussi quelques fous qui réclameront des mesures socialistes. La terreur de ceux qui comme moi réclamaient des réformes immédiates, il y a un an, est que le gâchis ne fasse qu'augmenter. »

D'autres nouvelles font craindre que les ouvriers des charbonnages de Dombrova ne se préparent à imiter ceux de Bakou. Si ces houillères étaient détruites, l'industrie russe serait en danger.

Il semble, au grand chagrin de ses amis, que la Russie ait à traverser une crise aussi sanglante, aussi violemment réformiste que celle de 1792; mais, pas plus que la France, elle ne peut périr, et quelque grand élan de patriotisme la sauvera comme nous avons été sauvés! Le rajeunissement l'attend après qu'elle aura fait l'expérience des utopies humanitaires socialistes, voire marxistes et collectivistes. Elle retrouvera, comme nous, son équilibre moral et sa foi en des destinées dignes d'elle.

On ne peut que se désoler en pensant au rôle que la Russie à cette heure pourrait jouer diplomatiquement si sa situation intérieure n'était pas à ce point troublée. L'Allemagne et l'Angleterre se disputent également ses faveurs.

« Il est impossible, dit le *Standard*, de trouver un seul point de l'Europe ou de l'Asie où la Grande-Bretagne et la Russie ne puissent point concilier ceux de leurs intérêts qui semblent actuellement en conflit. Saint-Péterbourg n'aurait qu'à dire ce qu'il désire et ce qu'il est prêt à offrir. »

Impossible de lire une invite plus claire. Voici à peu près la même dans le *Lokalanzeiger* :

« Des groupements nouveaux viennent de se former, et, en présence du traité anglo-japonais,

le moment ne saurait être mieux choisi pour garantir, par traité, les intérêts de l'Allemagne et de la Russie.

« Le Gouvernement allemand voit avec beaucoup de faveur une pareille idée, et M. Witte, dont les sympathies pour l'Allemagne sont connues, ne pourra que conseiller au Tsar de prendre une résolution aussi avantageuse pour la Russie. »

Au moment où l'Angleterre songe à rendre à la Chine Weï-Haï-Weï qu'elle lui a pris à bail en même temps que la Russie y prenait Port-Arthur, l'Allemagne s'inquiète de Kiao-Tchéou. Elle fait la cour à M. Witte. Le Kaiser se vante d'être l'inspirateur de sa nomination comme plénipotentiaire à Portsmouth. M. Witte a répondu, dans le *Slovo*, l'un de ses organes, à la déclaration de sympathie de l'Allemagne par une déclaration de servage. Mais avec un tel homme autant en emporte le vent! Demain il fera dire en Angleterre qu'il plaide auprès du Tsar pour l'accord anglais.

En ce moment d'ailleurs, il y a en Russie un mauvais point pour l'Allemagne. Un conseiller à l'Office impérial de statistique, M. Rudolff Martin, dans un volume dont le titre est : *L'avenir de la Russie et du Japon*, prédit la *banqueroute inévitable*. C'est un réquisitoire en règle, haineux

à l'excès, qui conclut que cette banqueroute ruinera à la fois la Russie et la France, et sera une victoire plus profitable à l'Allemagne qu'une campagne glorieuse.

M. Rudolff Martin conclut en disant que la France sera forcée par le manque de ressources d'abandonner sa politique coloniale, que la Russie, non seulement ne fera plus de conquêtes, mais qu'elle perdra une partie de ses territoires.

Un pareil livre peut avoir raison de bien des inerties chez nos alliés. Il sonne l'alarme!

On trouve dans le *Courrier Européen* un autre avertissement sous la signature de Mikaula Selianinovitch.

Il faut, selon l'auteur du *Véritable état de choses en Russie*, reconnaître que la Douma n'offre aucune des conditions élémentaires d'un gouvernement civilisé. Il faut forcer le Gouvernement à s'en aller et, pour ce faire, la voie naturelle serait la révolution...

« Dans un avenir assez proche, dit Mikaula Selianinovitch, après avoir constaté que le présent immédiat laisse encore à désirer, la lutte contre le Gouvernement pourra prendre une « direction originale », et la transformation se fera sans révolution, sous la pression des partis avancés, soutenus par la terreur comme moyen auxiliaire. »

Ce « moyen auxiliaire » donne le frisson.

Le Congrès des Zemstvos, qui a eu lieu à Moscou, s'est prononcé pour la participation aux élections de la Douma, « ayant en vue que les assemblées électives unissant une grande partie des forces de la nation dans toute l'étendue de l'Empire, peuvent servir de point d'appui à un mouvement général en vue de l'obtention de la liberté politique ».

L'analogie entre la Douma et nos États généraux devient chaque jour plus indiquée. Puisse l'histoire ne pas se répéter, mais il est grandement temps que Nicolas II fasse preuve à nouveau de l'énergie qu'il a déployée dans les derniers jours de la conférence de Porstmouth. Le salut de la Russie ne peut plus attendre.



La crise hongroise est à l'état de plus en plus aigu. François-Joseph ne veut entendre parler d'aucune concession à la coalition. Il n'en a accepté une que contre elle, le suffrage universel lui paraissant le seul moyen de disloquer le parti coalisé.

Dans la scène qui a eu lieu à la Hofburg, où le vieux souverain avait convoqué MM. François Kossuth, J. Andrassy, Aladar, Zichy et

Banfy, François-Joseph a été d'une impassibilité provocante et les chefs de la révolution d'une intangibilité offensive.

Au retour des délégués de la coalition, l'enthousiasme magyar à Budapest aurait atteint son summum si des intrus socialistes n'avaient provoqué des bagarres en déchirant un drapeau hongrois et en acclamant le suffrage universel.

François-Joseph comprend la force de désagrégation qu'aurait dans le royaume magyar le suffrage universel. Un Slovaque ayant les mêmes droits politiques qu'un Magyar, certes, ce serait cruel à admettre pour un membre de la race supérieure, si les principes généraux ne devaient dominer les antipathies individuelles. La force des choses qui mène les nations dans les voies toujours contraires aux privilèges du petit nombre pour favoriser le grand nombre, parait fatale et elle imposera, un jour ou l'autre, l'égalité des races non magyares à la race magyare.

Et alors ne serait-ce point une grande habileté pour les chefs de la coalition d'enlever une arme puissante à François-Joseph et de s'en servir ?

Le suffrage universel est d'ailleurs dans le programme des coalisés. Faut-il penser que les nationalités non magyares devraient en être exclues ? Je ne le crois pas.

Les Slaves de Hongrie doivent comprendre

qu'en tout état de cause, ils ont un énorme intérêt à ce que la coalition s'entête et se sépare de l'Autriche, soit que, maîtres du pouvoir, les chefs coalisés aient besoin des Croates et de toutes les petites nationalités slaves pour faire nombre et les aider dans leurs luttes, soit que François-Joseph s'entête et espère vaincre la résistance des Magyars, et qu'il ait besoin de s'assurer par le suffrage universel le concours des nationalités non maygares.

A mesure que les jours, que les semaines passent, la désorganisation fait son œuvre, et les aigles de Berlin attentifs se demandent si l'heure ne sonnera pas bientôt de l'émiettement de l'Autriche, émiettement à l'aide duquel ils comptent accaparer quelques bonnes prises.

On ne croit dans aucun cercle politique de Vienne que l'Empereur se lassera de la lutte et qu'il consentira finalement à donner à un président du conseil hongrois la liberté qu'il désire.

Le 3 octobre s'ouvre l'Assemblée nationale hongroise. Les plus graves décisions y seront prises. François-Joseph, à son tour, recevra des ultimatums. Il ne se démettra ni ne se soumettra. Passera-t-il par-dessus la Chambre pour s'adresser au pays entier par la voix du suffrage universel? Ce sera peut-être pour l'Autriche le seul moyen de garder noués les liens austro-hongrois.

Mais l'avenir n'en sera pas plus calme pour

cela. On connait la bravoure et la susceptibilité magyares. Elles seront triplées au contact des délégués des nationalités slaves qui siégeront à la faveur d'un défi de l'Autriche.

Les Croates surtout ne le cèdent en rien comme bravoure aux Magyars. Ils l'ont prouvé en 1849, époque à laquelle sans eux l'Autriche eût été impuissante à vaincre les Hongrois. La forme de la reconnaissance de l'Autriche a été une cruauté. Elle a livré la Croatie à la Hongrie.

L'un de mes amis hongrois me dit aujourd'hui que si le suffrage universel amène en nombre des députés croates à Budapest, il y aura encore de beaux jours pour plus d'une séance violente et plus d'un duel en perspective.

On commence à dire en Hongrie, ce qui n'est pas pour déplaire aux germanophobes comme moi, que c'est sous l'inspiration de Guillaume II fanatique de la langue allemande, la seule, l'unique, la supérieure ! que François-Joseph refuse de céder sur la question du magyar comme langue de commandement pour remplacer l'allemande. Déjà, au moment du renouvellement du traité de commerce austro-allemand, le Kaiser s'était montré défavorable aux intérêts hongrois.

M. Geza Polovnyi, vice-président du parti de l'indépendance, a courageusement exprimé ses

sentiments au sujet de la malveillance du gouvernement de Berlin pour la Hongrie :

« Mais, a-t-il dit, si nous voyons maintenant que l'Allemagne commence à combattre nos intérêts, il ne nous reste rien autre à faire que de donner à notre politique une autre orientation. Si nous ne trouvons plus d'appui auprès des Allemands, nous devrons nous unir aux Slaves ou à d'autres. »

Quand je répétais à mes amis hongrois à Budapest, en 1884, que leur intérêt était de se détacher de l'Allemagne et de se rapprocher des Slaves, ils riaient.

Qui sait si la malveillance allemande et ce que François-Joseph peut croire triomphant pour sa politique, c'est-à-dire l'entrée avec droits égaux, par le suffrage universel, des Slaves de Hongrie au Parlement de Budapest, ne hâtera pas la réconciliation antigermaine ?



La Suède et la Norvège, malgré les apparences et certains semblants de révolte, ont été plus calmes que l'Autriche et que la Hongrie. De part et d'autre elles ont cherché bien plutôt les

bases d'un accommodement par des concessions réciproques que des occasions de rupture.

Le roi Oscar, dans une interview, a exprimé de façon touchante sa résolution de ne pas répondre par une mobilisation à certaines menaces du royaume infidèle :

« J'ai maintenu la paix dans mes deux royaumes pendant toute ma vie, a-t-il dit, je ne peux désirer voir s'entretuer ceux que je regarde un peu comme mes enfants. »

M. Loevland, ministre des affaires étrangères de Norvège, qui a contribué pour une large part au succès des négociations de Carlstad, a eu l'occasion d'expliquer clairement de quelles difficultés l'accord a été menacé. L'avant-veille même de la signature du protocole les négociations ont failli être rompues. Les négociateurs suédois, malgré leur désir d'entente égal à celui des Norvégiens, avaient derrière eux le parti militaire qui ne songeait qu'à trouver un prétexte de rupture et qui déclarait le principe de l'arbitrage impossible à admettre et humiliant pour la dignité de la Suède.

En revanche, le parti socialiste suédois avait décidé de pousser les ouvriers à la grève générale en cas de lutte fratricide entre la Suède et la Norvège.

La candidature du prince Charles de Danemarck reste dans les possibilités, le roi Oscar paraissant résolu à ne pas céder sur celle de son fils.

Le prince Charles est le petit-fils de Charles XII, roi de Suède et de Norvège, et de Bernadotte par les femmes; il est en outre fort en faveur à la cour d'Angleterre, et ce n'est pas l'un de ses moindres mérites aux yeux des hommes d'État norvégiens.

Les persécutions contre les Danois du Slesswig, au moment où Guillaume II était reçu en ami à la cour de Danemarck, là où on a tant à pardonner à la Prusse, ont révolté l'opinion des patriotes à Copenhague et dans tout le pays. Les partis les plus opposés se sont trouvés d'accord pour rappeler que l'Allemagne a pris au Danemarck, en 1864, le dixième de sa population et qu'elle n'a jamais consenti à tenir sa promesse de consulter le Slesswig sur son annexion. Les Danois éprouvent les mêmes sentiments que nous pour leurs frères séparés que des persécutions ne cessent d'atteindre après quarante ans, parce qu'eux aussi sont fidèles à la patrie perdue. Georges Brandès a fait un article violent qui a le tort, si frémissant de patriotisme qu'il soit, de déclarer que le protectorat de l'Angleterre libérale serait préférable à l'influence du caporalisme prussien. Les explosions de violences dans la

presse allemande à propos de l'article de Georges Brandès ont été fulminantes.

Les Prussiens ne peuvent admettre qu'on pleure des provinces perdues après quarante ans écoulés !



Nos rapports commerciaux avec la Suisse vont-ils de nouveau, comme au commencement de 1895, nous donner, à nous les amis de la libre et démocratique Helvétie, l'angoisse des menaces d'une guerre de tarifs ? Se pourrait-il qu'un accord satisfaisant pour les deux pays ne puisse intervenir et qu'une désastreuse mésentente, nuisible à titre égal aux intérêts des deux pays, remplace l'accord intervenu ?

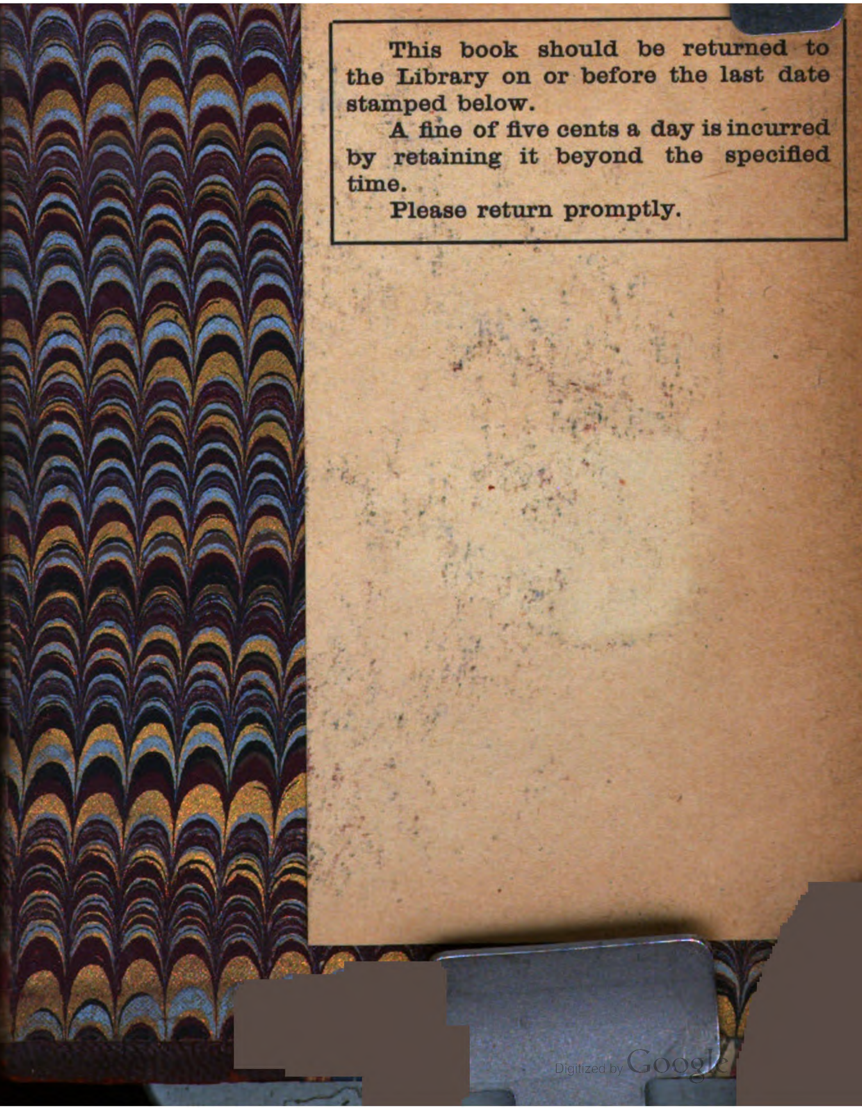
Les délégués nommés par le Gouvernement français nous inquiètent, étant pour la plupart protectionnistes. Est-ce pour les convaincre de l'utilité d'une entente qu'on les a choisis ? Nous en faisons le vœu sincère.

Juliette ADAM.

6613. — Lib.-Impr. réunies, Motteroz, Dr, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

Le Gérant : E. DESENHAUX. 19270. — L.-I. réun. - MOTTEROZ.






3 2044 105 334 320